

# Table

# DIX-HUIT MOIS
# A ALGER,

OU

## RÉCIT DES ÉVÉNEMENS QUI S'Y SONT PASSÉS

DEPUIS LE 14 JUIN 1830, JOUR DU DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE, JUSQU'A LA FIN DE DÉCEMBRE 1831.

# DIX-HUIT MOIS

# A ALGER,

OU

## RÉCIT DES ÉVÉNEMENS QUI S'Y SONT PASSÉS

DEPUIS LE 14 JUIN 1830, JOUR DU DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE, JUSQU'A LA FIN DE DÉCEMBRE 1831;

PAR

*Mr le Baron Berthézène,*

PAIR DE FRANCE, LIEUTENANT GÉNÉRAL, COMMANDANT LA PREMIÈRE DIVISION DE L'ARMÉE EXPÉDITIONNAIRE.

*Quæque ipse vidi et quorum pars fui.*

A MONTPELLIER,

Chez AUGUSTE RICARD, Imprimeur, Place d'Encivade.

1834.

# AVERTISSEMENT.

Écrit presque en entier à Alger, cet ouvrage devait paraître au commencement du printemps 1832; mais les événemens politiques du Midi et les mouvemens de l'Ouest firent à l'auteur le devoir de renoncer à l'opportunité des circonstances, et d'en ajourner la publication.

---

*Nota.* Les chiffres arabes indiquent le numéro des preuves et pièces justificatives.

# TABLE DES MATIÈRES.

## PREMIÈRE PARTIE.

# DEUXIÈME PARTIE.

## CHAPITRE Ier.



## CHAPITRE II.



## CHAPITRE III.



## CHAPITRE IV.



## CHAPITRE V.



## CHAPITRE VI.



FIN DE LA TABLE.

# EXPÉDITION D'AFRIQUE.

## PREMIÈRE PARTIE.

*Quæque ipse vidi et quorum pars fui.*

### CHAPITRE Ier SERVANT D'INTRODUCTION.

But de l'auteur. — Polémique entre l'Opposition et le Ministère. — Opinion de la Marine. — Espérances du Ministère et craintes de l'Opposition. — Caractère du Dey d'Alger. — Cause de la guerre. — Détails topographiques et statistiques.

Le projet de purger les mers des pirateries d'Alger avait été conçu et tenté vainement, à différentes époques, par les plus grands potentats de l'Europe.

Cette grande entreprise, où échoua Charles-Quint, devant laquelle recula Louis XIV (a), et

(a) Le premier dessein de Louis XIV, lorsqu'il prit les rênes de l'État, fut de délivrer l'Europe chrétienne des courses continuelles des corsaires de Barbarie; il avait même long-temps balancé s'il irait à cette expédition en personne, à l'exemple de Charles-Quint; mais il n'avait pas assez de vaisseaux pour exécuter cette grande entreprise, soit par lui-même, soit par ses généraux.

Voltaire, *Dictionnaire philosophique*.

qui fut l'objet des méditations de NAPOLÉON (*a*), vient d'être exécutée par une division de l'armée française.

Vingt jours de combats ont vengé l'Europe de trois siècles d'affronts, et la France des insultes faites à son pavillon.

Relater les opérations militaires qui ont amené ce brillant résultat, et restituer à l'armée la gloire que ses travaux, son courage et sa discipline lui ont méritée, est le premier et le principal but que je me propose.

D'autres opérations militaires ont été exécutées après la conquête; quoique peu considérables en soi, et sans influence sur le sort de ce pays, je ne saurais les passer sous silence, parce qu'elles ont été signalées par des actes de bravoure qui sont le patrimoine de nos soldats, et qu'elles tiennent essentiellement à l'histoire de nos établissemens.

Les formes et surtout l'esprit des différens modes d'administration qu'on a essayé d'y introduire, sont trop importans à apprécier pour ne pas fixer notre attention. Les fautes et les erreurs qui les ont accompagnés presqu'inévitablement, peuvent avoir leur utilité et offrir des enseignemens précieux pour l'avenir.

---

(*a*) La preuve en est dans la reconnaissance que fit le Colonel BOUTIN, et qui a servi de régulateur à cette expédition.

Ces matières sont délicates, je le sais : en les traitant, j'userai de tous les ménagemens compatibles avec la vérité; mais si, malgré ce soin, la vanité, l'orgueil, ou d'injustes prétentions se trouvaient offensés de mes récits, qu'on ne s'en prenne pas à moi, mais bien aux faits. Est-ce ma faute si le petit Atlas n'a que cinq ou six cents toises de hauteur? Du reste, je m'occuperai peu des hommes, car je n'écris ni un panégyrique, ni une satyre, et, dans les critiques que je hasarderai, j'exprimerai plutôt l'opinion générale de l'armée que la mienne. Dans tous les cas, le lecteur entendra mes raisons, et sera en état de les apprécier à leur juste valeur.

*Polémique entre l'Opposition et le Ministère.*

Dès que le Ministère Polignac s'occupa sérieusement de cette guerre, les journalistes, les écrivains et les orateurs de l'Opposition en discutèrent la justice, la convenance et la possibilité.

L'entreprise fut déclarée téméraire, les difficultés invincibles, et le tableau des malheurs qui nous attendaient sur ces plages était propre à jeter le découragement dans les âmes les plus fermes.

Le Ministère répondit à ses ennemis. Ceux-ci, plus occupés à frapper fort que juste, furent souvent battus, dans une polémique qui du reste éclaira peu la question. Ni les uns ni les autres ne disaient le fond de leur pensée.

*Craintes de l'Opposition. Espérances du Ministère.*

L'Opposition craignait qu'une expédition heureuse ne popularisât le Ministère; et, de son côté,

le Ministère se flattait que des succès éclatans lui rendraient facile l'exécution de ses projets.

Cette crainte et ces espérances étaient également chimériques. Les hommes sages et non préoccupés comprenaient que des succès, quels qu'ils fussent, ne donneraient pas un partisan de plus à cette administration impopulaire, tandis que le moindre revers la perdrait sans retour.

*Opinion e la Marine.*

Les chefs de la Marine, dont l'opinion devait être d'un si grand poids dans ces matières, augmentaient les alarmes publiques. Imbus de préjugés sur ces côtes, si peu connues encore aujourd'hui, ils ne balancèrent pas à trancher la question, et à déclarer les obstacles impossibles à vaincre. Selon eux, la côte était inabordable, et, nulle part, la flotte ne devait trouver d'abri pour prêter un appui utile à l'armée de terre.

L'Amiral, qui ne connaissait point par lui-même ces parages, partageait naturellement cette erreur. Dans une conférence qui eut lieu chez le Ministre de la Guerre, entre les chefs des deux armées, il assurait que, sur ces plages, on ne pouvait compter trois jours consécutifs de beau temps; qu'après avoir jeté à terre la première division, il serait peut-être forcé de s'éloigner des côtes pendant quinze jours, et de confier aux flots le soin d'apporter à cette troupe les vivres qui lui seraient nécessaires; il ajoutait qu'il lui fallait vingt-quatre ou vingt-huit jours pour débarquer le matériel de

l'armée, et que, dès les premiers jours d'Août, la mer n'était plus tenable, etc., etc. Un léger sourire qui erra sur les lèvres du Major-Général de l'armée navale, fit comprendre qu'il ne partageait pas en entier l'opinion de son chef, et il se hâta d'ajouter à voix basse : laissez venir le moment, et vous verrez qu'il fera bien mieux qu'il ne dit. La prophétie se vérifia, et, grâces à son zèle et à ses soins, le débarquement se fit en très-peu de jours.

L'expérience a prouvé ce qu'il y avait d'exagéré dans ces assertions ; cependant l'on ne peut méconnaître que, sur ces côtes, la mer ne soit généralement dure ; que, pendant le long règne des vents du Nord, elle ne soit dangereuse, et qu'à cette époque, la darse, elle-même, ne soit souvent un abri peu sûr. Nous l'avons déjà appris à nos dépens.

Mais avant d'aller plus loin, qu'il me soit permis de dire, sur le souverain qui régnait à Alger et sur la cause première de cette guerre, ce que m'ont appris mon séjour dans ce pays, mes relations avec les agens consulaires, et surtout avec les deux interprètes qui se sont succédés auprès du Dey durant ce période de temps (*a*).

HUSSEIN-PACHA avait succédé, en 1818, au farouche ALI ; bien différent de son prédécesseur, *Caractère du Dey.*

---

(*a*) MM[rs] DURAND et BENZAMONT.

il n'était ni cruel, ni sanguinaire, et se glorifiait de savoir lire et écrire. Religieux et même dévot, ce Prince avait des mœurs régulières et presque austères; il aimait la justice, et le traitement qu'il fit éprouver aux naufragés français du cap Bengut, prouve que les sentimens d'humanité ne lui étaient pas étrangers. Ses défauts étaient l'orgueil et l'entêtement.

Dans le cours de son règne de douze ans, on ne lui reproche qu'un seul meurtre, celui de Jahia, Aga. Ce ministre était opposé à la guerre.

*Meurtre l'Aga Jahia.*

Des sentimens élevés et des vues étendues le mettaient de beaucoup au-dessus de ses compatriotes; il sentait la nécessité d'une réforme, et crut qu'un des meilleurs moyens d'y arriver était d'encourager l'agriculture. Dans ce dessein, il bâtit à ses frais, sur la rive droite du Haratch et près de son embouchure, cette belle ferme dont on a fait, pendant la guerre, une espèce de fort. Destinée à l'éducation des bestiaux dans cette partie de la Mitidjiah, il se flattait qu'elle servirait aussi à y fixer les Arabes (*a*).

Bientôt l'envie le rendit suspect à Hussein; il fut exilé à Blida; peu après, on lui supposa des liaisons criminelles avec les Arabes, et sa mort fut résolue.

---

(*a*) Elle se nomme Burgh-Jahia; nous l'avons appelée maison carrée, à cause de sa forme. Depuis que nous occupons ce pays, les enfans Jahia ne la possèdent plus.

Le Dey chargea quelques-uns de ses amis de lui porter le cordon fatal; en le recevant, JAHIA se plaignit de l'injustice et de l'ingratitude de son maître, et prédit sa chute prochaine. Mais la prophétie est en termes trop précis pour qu'elle n'ait pas été arrangée après l'événement; quoi qu'il en soit, il passa le cordon autour de son cou, se coucha par terre, et pria ses amis de ne pas le faire souffrir. Ainsi périt, à la fleur de l'âge, un Ministre que les Maures, eux-mêmes, regrettent, et qui peut-être eût opéré une révolution heureuse dans cette partie de l'Afrique.

Cette manière prompte et expéditive de se débarrasser d'un homme qui fait ombrage nous révolte, et nous crions à la barbarie. Cependant elle est moins dégradante pour l'espèce humaine, que ces machinations souterraines et ces piéges tendus à la bonne foi, qui, dans les pays civilisés, sont souvent la base et le grand ressort de la politique.

*Cause de la guerre.*

La maison BACRI et BUSNACH, juifs d'Alger, réclamait depuis long-temps, auprès du Gouvernement français, le payement de blés fournis à la France et à l'armée d'Égypte. La Régence était intéressée à ce payement, ou plutôt était le véritable créancier, le monopole des grains fesant un de ses principaux revenus. Peu après la liquidation de cette affaire, le Dey adressa à notre Ministère des plaintes au sujet d'une retenue faite

en faveur de prétendus tiers français. Sa réclamation ne fut point écoutée ; il s'adressa directement au Roi, et cette première lettre restant sans réponse, il en écrivit, par l'intermédiaire du Consul de Sardaigne, Mr le Comte D'ATILI, une seconde qui n'eut pas un sort plus heureux.

HUSSEIN, accoutumé aux cajoleries du Roi d'Angleterre et du Président des États-Unis d'Amérique, qui lui écrivaient directement et lui donnaient le titre de *cher ami* (*a*), fut profondément blessé de ce silence. Il y vit une injure, et il était trop peu civilisé et trop persuadé de sa puissance pour la souffrir patiemment (*b*). La légèreté de notre Agent consulaire lui fournit bientôt une occasion favorable de s'en venger.

---

(*a*) A la Cassaubah on a trouvé la preuve irrécusable de ce fait.

(*b*) La conduite des Grandes Puissances à l'égard de ce gouvernement ne justifiait que trop la haute opinion qu'il avait de ses forces ; on va en juger : dans ses expéditions de 1816 et 1824, l'Angleterre exige que son pavillon puisse flotter sur sa maison consulaire à Alger ; mais, par un article secret, elle s'engage à ne jamais user de ce droit. Elle obtient que son Consul, injurié, outragé dans son domicile, chassé d'Alger, y sera reçu ; mais l'Amiral promet que cet Agent diplomatique ne descendra pas à terre, et il tient parole. Après de telles concessions, comment s'étonner du mépris et du dédain avec lequel étaient traités les Agens des Puissances Européennes ?

Il était d'usage qu'aux fêtes du Baïram, les Consuls se rendissent au palais du Dey pour lui présenter leurs hommages. Ils marchaient après le dernier des Turcs; mais le droit de passer à la tête des Francs consolait de cette humiliation, et, depuis quelques années, le Consul d'Angleterre se l'était arrogé. Le Consul de France lui disputa cette prééminence, et ce fut pour éviter toute discussion à ce sujet, qu'un des derniers Deys régla que notre Agent serait reçu la veille en audience particulière. *Fêtes du Baïram.*

C'est dans une de ces audiences, le 30 Avril 1827, que le Dey se plaignit avec hauteur de n'avoir pas reçu de réponse du Roi de France. Mr Deval répondit que *son maître* n'était pas fait pour écrire à un homme tel que lui. Le Dey répliqua, par un coup de chasse-mouche, à cette insolence qui, dans tout autre temps et sous tout autre Pacha, lui aurait coûté la tête.

Mr Deval sentit qu'il avait été trop loin; il voulut négocier un accommodement, mais le Dey s'y refusa, et déclara que jamais il ne le recevrait. *M. Deval.*

Il est vraisemblable pourtant que cette affaire se serait arrangée si cet Agent diplomatique eût joui d'une meilleure réputation; mais, à tort ou à raison, il était peu considéré (*a*). On l'accusait

---

(*a*) Les Consuls étrangers m'ont assuré plusieurs fois qu'ils ne l'auraient point vu s'il fût revenu à Alger avec l'armée française.

de s'être fait payer chèrement ses bons offices en faveur de Bacri; on lui reprochait encore d'autres actions bien plus honteuses, mais qui ne sont nullement prouvées et qui me paraissent incroyables.

*Déclaration de guerre.*

Dès que le Gouvernement français apprit l'insulte faite à son Agent, sans examiner si elle avait été provoquée ou non, il déclara la guerre à la Régence, et mit le port d'Alger en état de blocus.

Les premières opérations de notre escadre ne furent pas heureuses, et la flotille Algérienne rentra triomphante dans le port. Cette espèce de succès ne contribua pas peu à exalter l'orgueil des Turcs.

*Propositions de paix.*

Les dépenses énormes qu'occasionait cette guerre sans résultat, effrayèrent bientôt le Ministère, et il rechercha la paix avec autant d'ardeur qu'il avait mis de précipitation à la rompre. Des propositions furent faites, des satisfactions offertes, et, pour aplanir toutes les difficultés, on y ajouta la promesse d'un brick armé en guerre. Tout fut rejeté avec dédain. C'est après le mauvais succès de ces démarches, que Mr de la Bretonnière fut envoyé à Alger pour tenter un dernier effort.

On ne rend pas en France assez de justice à cet officier. Dans l'opinion des Consuls et des Maures, il remplit sa mission avec beaucoup de dignité, et s'y montra tel que devait être l'Envoyé d'une Grande Puissance.

Pour sauver les apparences, on demandait au Dey qu'il envoyât un de ses Ministres à bord du vaisseau français; il s'y refusa. Ensuite on se borna à lui demander qu'il lui permît de se trouver, comme par hasard, sur la corvette anglaise le Pilorus, et ce fut encore refusé. Rien ne put vaincre l'obstination de ce souverain.

*Insulte au pavillon français.*

On n'est pas d'accord sur l'accident qui fit tirer sur le vaisseau la Provence; quelques-uns croient que l'insulte fut faite à dessein prémédité, mais le plus grand nombre pense qu'elle fut due au hasard.

*Les armes seules peuven décider la question.*

Quoi qu'il en soit, ce bâtiment éprouva tout le feu des batteries algériennes. Après un outrage aussi public, après une violation aussi manifeste du droit des gens, il n'y avait plus aucun moyen d'accommodement; les armes seules pouvaient venger l'honneur français, et rajeunir cette opinion de puissance que l'armée d'Égypte avait imprimée dans l'esprit des peuplades africaines (*a*). Il me semble que le Ministère eût été coupable de ne pas en tenter le sort.

Je terminerai ces réflexions par quelques ob-

---

(*a*) Encore aujourd'hui Bonaparte y est connu sous le nom d'el Kebir (le grand). Nos jeunes soldats, persuadés qu'il n'a jamais existé qu'un Empereur, appelèrent le fort de l'Empereur fort Napoléon. Il était censé l'avoir fait bâtir pendant les campagnes d'Égypte.

2

servations sur le pays et ses habitans. Elles ne seront pas inutiles à l'intelligence de mon récit.

Nature du terrain de Sidi-Ferruch à Staoueli.

De Sidi-Ferruch à Alger, le pays s'élève graduellement et forme trois plans bien distincts : le premier s'étend jusqu'au plateau de Staoueli; le deuxième jusqu'à celui du Libyar, et le troisième jusqu'au fort de l'Empereur. Les vallées qui séparent les différens mamelons dont il est parsemé jusqu'à Staoueli, ne sont ni profondes ni escarpées; des broussailles de deux à trois pieds de haut couvrent tout cet espace; on n'y voit presque nulle part des roches nues, et l'on trouve partout une couche de terre végétale plus ou moins épaisse, excepté, cependant, sur les sommités. Les eaux y sont assez abondantes et à peu de distance de la surface de la terre.

Staoueli.

A Staoueli, la nature du terrain change; les broussailles épineuses et autres, assez semblables jusque-là à celles du Midi de la France, y sont remplacées par le palmier nain (*chamærops humilis*). Là, on commence à trouver quelques traces de culture. On y voit encore des mûriers, des oliviers, quelques orangers et une plantation de figuiers d'une grande beauté (*a*). C'est aussi là que l'on trouve les premiers palmiers arbres.

Les eaux y sont abondantes et bonnes. Ce plateau forme une plaine qui s'étend, l'espace d'une

---

(*a*) Dans un récit romancier, on en a fait un bosquet d'orangers.

lieue environ, jusques à l'Oued-el-Aggar au Sud; à l'Est, jusques au mont Caïouche et au territoire de Beni-Msous; et, au Nord, vers le Boujaréah. Au Sud de cette plaine et avant d'arriver à l'Oued-el-Aggar, on trouve quelques marais peu profonds qui en rendent l'air malsain pendant la saison de l'été. A Staoueli, il n'y a ni maisons ni habitations. Cependant le reste d'un noria annonce qu'il y en avait il n'y a pas bien long-temps (*a*).

Sidi-Khaleff (une lieue plus loin), toujours dans la plaine, n'a que trois ou quatre maisons qui tombent en ruine; mais ce lieu est remarquable par l'abondance de ses eaux, et célèbre par les tombeaux de deux saints, surtout par celui de Sidi-Khaleff, qui en est le patron, et qui jouit d'une grande vénération. Nous les avons religieusement respectés. *Sidi-Khaleff.*

La culture y a un peu plus d'extension. Les Arabes qui viennent y cultiver les champs et faire paître leurs troupeaux, déposent autour de ces tombeaux les restes mortels de leurs parens.

A peu de distance de Sidi-Khaleff, on passe sur le territoire de Beni-Msous; il s'étend, au *Terroir de Beni-Msous.*

---

(*a*) Aujourd'hui quelques tribus peu nombreuses y ont planté leurs tentes. Émigrées au moment de la conquête, elles sont revenues à la fin de 1831, et ne paraissent plus s'effaroucher de la présence de nos soldats.

Nord, jusqu'au Boujaréah, dont il est séparé par l'Oued-el-Larens; à l'Est, jusqu'à l'Oued-el-Call; et au Sud, jusqu'au Sahal, hauteurs qui dominent la Mitidjiah. On y cultive avec soin la vigne et plusieurs espèces d'arbres fruitiers, surtout le jujubier. On y trouve un bon nombre de maisons de campagne avec jardins, et les grandes étables, qui y sont attenantes, attestent qu'on y élevait une grande quantité de bestiaux.

Les vins que les Consuls européens retirent du fruit de la vigne sont de faible qualité : il n'en était pas ainsi autrefois; leur dégénération date d'un siècle.

SHAW l'attribue à un tremblement de terre, et surtout aux nuées de sauterelles qui, en 1723 et 1724, ravagèrent les environs d'Alger.

*Libyar.* Ce territoire est séparé de celui appelé le Libyar par l'Oued-el-Call, sur les bords duquel s'étendent d'assez bonnes prairies; on y trouve aussi deux fontaines abondantes, avec de grands bassins destinés à servir d'abreuvoirs aux bestiaux; elles sont sur les routes d'Alger et près des deux ponts : l'une s'appelle Sarig-Aïn-Semar, c'est-à-dire bassin et fontaine du jonc, et l'autre Sarig-Aïn-Mahmoud, c'est-à-dire bassin et fontaine Mahmoud, du nom du fondateur de cette œuvre pie. Ces prairies appartenaient à une société de Maures venus d'Espagne; elles sont aujourd'hui la propriété de Français.

C'est sur le territoire du Libyar que prennent naissance ces ravins tapissés d'une si riche verdure, et profonds de trois ou quatre cents pieds, dont les environs d'Alger sont si tourmentés, et qui vont aboutir près de la mer. Toute cette partie est couverte de maisons de campagne entourées de massifs d'arbres superbes, qui, vus de la mer, offrent un aspect fort pittoresque (*a*).

Le Boujaréah est également couvert de maisons de campagne, au milieu desquelles se trouvent trois adouards ou hameaux. Les habitans n'ont jamais abandonné leurs demeures; ils se livrent avec soin à l'agriculture ou à l'éducation des bestiaux. Respectés par nous, dans leurs propriétés et leurs mœurs, ils nous ont toujours montré de la bienveillance, et ils approvisionnent de légumes et de lait les troupes qui occupent le poste de la Vigie. C'est le point le plus salubre des environs d'Alger, et les Turcs en fesaient leurs hospices de convalescence. *Boujaréah.*

Cette salubrité est si reconnue des indigènes, que la valeur des propriétés y était triple de celle des environs de Mustapha-Pacha, bien que le sol en soit d'une qualité peut-être inférieure.

On assure que cette montagne renferme des mines de plomb fort riches et d'une exploitation

---

(*a*) Ces maisons, devenues en grande partie la propriété de Français, ont été dépouillées de ces arbres.

facile. On ne sait sur quoi repose cette opinion et si elle mérite quelque confiance, le temps n'ayant pas permis d'exécuter les essais projetés.

*Maisons.* Ici toutes les maisons sont uniformes et construites sur un même modèle. Celles des riches ne diffèrent de celles des pauvres que par les dimensions, les décors et la richesse des matériaux. Grandes portes, appartemens spacieux, plus longs que larges, d'une hauteur remarquable; plafonds en bois, sculptés, peints, dorés, ayant de petites lucarnes oblongues destinées à laisser passer l'air; vitres et murs couverts de sentences tirées du *Coran*; briques peintes ou dorées tenant lieu de tapisseries; tapis précieux et coussins d'étoffes d'or et de soie; galeries ornées de colonnes de marbre; pavés hexagones aussi en marbre blanc; cours cloîtrées, souvent rafraîchies par des fontaines d'eau jaillissante; croisées petites, grillées en cuivre sur les cours intérieures; terrasses au lieu de toits: tels sont à peu près les distributions, les ornemens et les ameublemens que l'on trouve partout.

La même structure règne dans les maisons de campagne, blanchies à la chaux deux fois par an comme celles de la ville; des murs de douze pieds de haut, et des palissades de cactiers épineux et d'aloès impénétrables, les entourent et en mettent l'habitant à l'abri de toute insulte. C'est à travers ces haies qu'il faut chercher un sentier tortueux

qui conduit à l'entrée de la maison. Dans toutes il y a des puits et des norias.

Autour d'Alger il n'y a point de chemins proprement dits. On n'y trouve que des sentiers plus ou moins battus, tous les transports s'y fesant par des bêtes de somme et particulièrement des mulets. Les chameaux viennent de la Mitidjiah et d'au-delà; cependant on voit encore quelques restes de routes pavées, assez larges, et dont quelques-unes paraissent avoir été l'œuvre des Romains. *Chemins.*

Ce vaste massif, auquel est adossé Alger, se divise, comme on l'a vu, en divers plateaux dont la nature des terrains est fort différente. *Massif d'Alger.*

Il est borné à l'Est et au Nord par la mer, à l'Ouest par la Massafran, et au Sud par les hauteurs du Sahal, continuées jusqu'au Haratch sous le nom du Quoubba. Elles séparent le territoire d'Alger de la Mitidjiah (a), qu'elles abritent des vents du Nord. Il est habité par des Maures et quelques tribus paisibles, livrées à l'agriculture et à l'éducation des troupeaux. En général, le territoire d'Alger est montueux et sillonné de ravins profonds. Il paraît avoir été bouleversé par de fréquens tremblemens de terre.

La même constitution se fait remarquer sur l'Atlas et au-delà jusqu'aux bords du Scheliff.

---

(a) Voyez chapitre IV de la deuxième partie, détails sur la Mitidjiah.

Sol. Le sol en est fort varié. On y trouve depuis l'argile jusqu'au sable pur en approchant de la mer.

Le ciel en est beau et pur ; le climat chaud et sec.

Climat. Du mois d'Avril à la fin d'Octobre, il ne pleut point à Alger, et les orages, si fréquens sur l'Atlas et au pied de ces montagnes, y sont très-rares. Cependant on y est souvent incommodé de brouillards épais qui s'élèvent surtout de la Mitidjiah.

Le bois y est rare, même pour les besoins de la vie. La frugalité des indigènes ne leur permet pas de s'en apercevoir.

Eaux. Les sources d'eau vive y sont nombreuses, et il est difficile de comprendre comment un avantage si précieux dans un tel climat y est resté problématique jusqu'au jour de notre conquête.

On assure avec confiance que les productions exotiques, telles que le café, le sucre, l'indigo, la cochenille et le coton, peuvent y être facilement acclimatées. Ces assertions, que rien ne justifie, sont au moins hasardées. Voici ce que nous savons à cet égard.

Productions coloniales. Quelques essais en coton et en indigo ont réussi ; mais leurs produits ont été si faibles, qu'après deux ans d'expérience la culture en a été abandonnée.

Le nopal, sur lequel vit la cochenille, y croît naturellement. Quelqu'un avait offert de l'y trans-

porter au compte du Gouvernement, et cette proposition aurait été peut-être accueillie, si des particuliers n'avaient entrepris cette tâche à leurs risques et périls. On préféra leur en laisser le soin ; car les propriétaires font toujours mieux et à meilleur marché que l'État. Il est pourtant à craindre que les pluies qui tombent par torrens, à la fin de l'automne et au commencement de l'hiver, n'en rendent les récoltes fort incertaines (*a*).

On a semé des graines de cafier; elles n'ont pas levé. Personne, sans doute, ne sera tenté d'essayer la culture d'un arbre qui ne croît pas en Égypte, dans un pays où la datte ne mûrit point.

Il n'est pas probable non plus que la canne à sucre puisse être cultivée ailleurs que dans les jardins des amateurs. Jadis cette culture y fut tentée, et, malgré les circonstances favorables où se trouvait le pays sous plusieurs rapports, elle ne put y prospérer.

D'après des renseignemens certains, à Tunis même, bien que la température y soit constamment plus élevée, cette plante ne donne pas des produits assez riches pour qu'on puisse se livrer à sa culture.

Il ne faut pas oublier que peu après la chute des premières pluies, l'Atlas se couvre de neige, et qu'elles y durent jusqu'au mois de Mars. Cette

(*a*) Cette prévision s'est réalisée.

circonstance et l'abondance des rosées y rendent les nuits très-froides. Dès le mois d'Octobre, la figue banane cesse d'y murir, et, parfois, comme en 1830, n'y mûrit pas du tout. Enfin, j'ai vu, au mois de Novembre, les fèves et les pois frappés de mort par le froid de la nuit.

Une observation importante peut servir à éclairer cette question. A la Martinique, à Porto-Ricco, et aux autres îles du vent, le thermomètre de Réaumur ne descend jamais au-dessous de 10[d] au-dessus de zéro (*a*), ou de 12[d] 1/2 centigrades. A Alger, au contraire, les observations faites pendant le cours de la première année de notre occupation, prouvent que la température y est descendue à 1[d] 80″ centigrades (*b*), c'est-à-dire, près de 11[d] au-dessous de celle où croissent dans ces pays les plantes dont nous venons de parler. Il est encore à remarquer qu'en certaines années la température est bien plus froide, puisque l'oranger y est frappé de mort, phénomène qui n'arrive que lorsque le thermomètre descend à 5[d] Réaumur au-dessous de zéro. Enfin, Shaw observe que, dans l'espace de douze ans, il a vu deux fois de la neige à Alger.

Il serait utile que les dernières observations que nous avons faites fussent renouvelées et dirigées

---

(*a*) Volney, des États-Unis d'Amérique.

(*b*) Carte d'Alger des bureaux topographiques au Ministère de la Guerre.

vers un but propre à les rendre utiles à l'agriculture. Ainsi, il conviendrait de constater la température de la nuit à des heures diverses, afin d'apprécier, d'une manière exacte, la différence de celle-ci avec celle du jour ; différence que les impressions de l'air au bivouac font paraître excessive.

Une culture qui promettrait de riches produits serait celle du mûrier et de l'olivier. Les mûriers qui restent encore à Staoueli, et la vigueur des oliviers qu'on trouve dans les haies et sur plusieurs points de la Mitidjiah que nous avons parcourus, et où ils forment des forêts épaisses, prouvent combien ces arbres conviennent au sol et au climat.

*Fertilité de l'Afrique selon les Anciens.*

Ce que les auteurs anciens nous racontent de la fertilité de l'Afrique, passe toute croyance. Pline et plusieurs autres écrivains assurent que le froment y rend 100 et 150 pour un ; ils racontent qu'un Préfet envoya à Auguste 400 tuyaux de blé, et à Néron 340 provenant d'un seul grain.

*Cause d'une grande erreur.*

Mais c'est par suite d'une grande erreur ou d'une distraction fort étrange, qu'invoquant des souvenirs classiques confus, on a voulu s'étayer de ces témoignages pour en tirer des inductions favorables à la fertilité actuelle de la Régence d'Alger.

En général, par Afrique, les anciens auteurs n'entendent que la province romaine formée de l'ancien territoire de Carthage ; mais ils n'attribuaient cette fertilité étonnante qu'au Byzantium,

district au Sud de Tunis, dont Adrumète était la ville principale (*a*).

La Régence d'Alger était divisée alors en deux provinces ; celle au-delà de l'Atlas s'appelait Numidie, et celle en deçà Mauritanie-Césarienne, dont Iol était la capitale. Le Roi JUBA en changea le nom en celui de Césarée. Ce fut après le meurtre de son fils PTOLOMÉE par CALIGULA, que CLAUDE la convertit en province romaine.

Les auteurs ne disent rien de sa fertilité ; STRABON et SALLUSTE font remarquer que les cantons les plus voisins de la Mauritanie-Tingitane (aujourd'hui le Maroc) étaient d'un meilleur revenu et de plus de ressources (N° 1). Il en est de même encore aujourd'hui, car c'est de la province d'Oran que vient la plus grande quantité de grains.

Nous ne savons rien de positif sur ce pays sous les Vandales ni sous les Arabes.

Ce qu'on peut trouver à ce sujet dans les auteurs espagnols est peu digne de foi. Les relations qu'ils nous ont laissées de l'Amérique, où ils régnaient sans partage, donnent la mesure de la confiance que méritent leurs récits sur un pays qu'il ne leur a jamais été permis de visiter, tant leur nom y était odieux. Il est évident qu'ils n'ont pu nous transmettre que des contes populaires, ou les rêves de leur imagination.

---

(*a*) PLINE, description de l'Afrique, liv. V, chap. IV.

L'espèce de domination des Espagnols sur ces côtes, au commencement du 16e siècle, est plus apparente que réelle. Dans le fait, ils ne possédèrent que Tunis, Bugie et Oran. Jamais ils ne furent maîtres d'Alger, et la tour qu'ils bâtirent au Nord de l'île (et qu'on voit encore aujourd'hui) pour brider cette ville, leur fut enlevée cinq ans après.

Selon Mariana, Alger était alors peu de chose; mais depuis, ajoute-t-il, elle est devenue fameuse, la terreur de l'Espagne; elle s'est élevée à nos dépens, enrichie de nos dépouilles.

Il est bien permis de penser qu'un peuple de pirates se livrait peu à l'agriculture.

Il faut venir jusqu'au 18e siècle pour avoir des notions saines sur ces contrées. Nous les devons au docteur Shaw, et tous les jours on est à même d'en vérifier l'exactitude.

Chapelain du Consulat d'Angleterre, il vécut douze ans à Alger. Savant dans les langues orientales, il put, avec l'agrément du Gouvernement et sous l'escorte des Janissaires, parcourir et visiter avec fruit les Régences d'Alger et de Tunis.

D'après ses récits, alors, comme aujourd'hui, les pâturages y sont riches et abondans de Novembre en Juillet; les jours y sont chauds et les nuits très-froides; les vaches y donnent peu de lait, et, par une grande singularité, elles le perdent dès qu'on les prive de leurs nourrissons.

Selon lui, les blés y produisent de huit à douze. L'état de friche où nous avons trouvé le pays ne nous a pas permis de vérifier ce point d'économie agricole. D'après les observations que vient de publier Mr le Général DE BROSSARD, cette fertilité aurait diminué, car il fixe le produit des grains de six à sept pour un. Il est vraisemblable que la faiblesse de ce résultat tient, en grande partie, à la mauvaise méthode de culture qui y est en usage.

*Alger. Population.*

Il n'y a rien à ajouter à ce qu'on a dit sur la position d'Alger et son étendue, mais on a beaucoup exagéré sa population. On n'y compte aujourd'hui qu'environ dix-sept mille Maures, Colourlis et Turcs, douze cents esclaves à leur service, et cinq mille juifs. Les émigrans au moment de la conquête ne peuvent pas s'élever à plus de dix ou douze mille.

Les esclaves sont des nègres qui appartiennent à différentes peuplades; car les uns ont des traits fort réguliers, tandis que les autres ont le nez épaté et les lèvres grosses (*a*).

Les différens arts et métiers étaient exercés par des corporations; mais ce qui étonnera sans doute beaucoup, c'est que les enfans des plus riches

(*a*) Il se pourrait que les premiers fussent le produit des Maures avec des négresses. Je n'ai pas été à même de le vérifier.

habitans apprenaient tous un métier et souvent l'exerçaient.

Les portefaix sont des Arabes venus des bords du Sahâa; ils forment une corporation sous la dénomination de Biscri; elle a le monopole du colportage, mais elle n'en jouit pas à titre gratuit, car, non-seulement leur travail est taxé, mais ils sont encore chargés, moyennant la redevance d'un sou, de la garde des boutiques pendant la nuit. Ces Biscri, semblables aux Savoyards et aux Auvergnats, retournent chez eux dès qu'ils ont gagné quelque argent, et y achètent des palmiers.

Une autre association d'étrangers, appelée Beni-Mezab, avait le monopole des boucheries et des bains, mais elle a été supprimée à la fin de 1831.

*Maures, Arabes, Cabaïls ou Cabyles.*

Les Maures sont d'une stature moyenne; ils ont la peau blanche, le teint coloré, l'œil grand, et les traits réguliers. On ne peut rien voir de plus beau qu'un enfant maure jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans; plus tard, il a des dispositions à l'obésité.

*Caractère des Maures.*

Leur caractère est grave, sérieux, et leur maintien plein de dignité; on y reconnaît les débris d'un grand peuple, mais leur courage paraît aujourd'hui bien dégénéré; au moins étaient-ils peu estimés des Turcs sous ce rapport. « Laissez, » écrivait Ibrahim, Aga, pendant la dernière cam-» pagne, à son beau-père, laissez les habitans

» d'Alger dans leur ville, et ne me les envoyez
» pas. »

Les Algériens profitent rarement de la liberté que leur laisse la loi de prendre plusieurs femmes; on en use plus souvent à la campagne. Mais je suis fondé à croire que la politique a beaucoup de part à ces unions. Les riches y trouvent le moyen de se créer des appuis utiles dans plusieurs tribus à la fois.

*Des Arabes et des Cabaïls.*

L'Arabe et le Cabaïl ont la taille élevée, le corps grêle mais fortement musclé; leur teint est basané, et, tout jeunes encore, leur front est sillonné de rides profondes. Ils vont demi-nus. Le *haïc* dont ils se drapent n'est qu'une pièce d'étoffe de laine blanche, longue et très-étroite, qui leur enveloppe la tête dans toutes les saisons, s'attache aux épaules, et descend jusqu'à mi-cuisse (*a*). Ils sont fiers et pleins de mépris pour les Roumi : c'est sous ce nom qu'ils désignent les Européens. L'indépendance est leur passion dominante; l'amour de l'argent ne vient qu'après; à leurs yeux, tout habitant des villes est un homme dégénéré.

Grands complimenteurs, d'une imagination vive et d'un caractère excessivement mobile, on ne peut compter sur leur parole. Ils sont rusés,

---

(*a*) Tel devait être le vêtement de David, lorsque, dansant devant l'arche, il encourut les reproches de sa femme Mical. Sam., liv. II, chap. VI, vers. 16, 20 et 22.

avides d'argent, et perfides selon l'intérêt du moment. Au reste, on trouve, parmi ces peuplades, plus d'instruction que dans beaucoup de nos villages, et l'enseignement mutuel, qu'on ne peut y introduire, est, de temps immémorial, en usage sous le *himas* (tente) de l'Arabe, et la *gourbie* (hutte) du Cabyle.

Ces peuples, ou plutôt les Arabes, sont, au 19e siècle, ce qu'ils étaient dans la plus haute antiquité.

Leurs mœurs, leurs coutumes et les formes de leur langue ont traversé les siècles et les révolutions, sans subir presque d'altération. Quand on lit une lettre arabe, on croit avoir sous les yeux un chapitre de la Bible. Dans mon opinion, la parfaite et entière intelligence de ce livre saint est impossible lorsqu'on n'a pas long-temps vécu parmi eux.

Le *haïc* dont j'ai déjà parlé est presque toujours le seul et unique vêtement des gens de la campagne.

Le *bournous* est un autre vêtement de laine sans couture : il suppose une certaine aisance. C'est l'habit dont on fait présent aux personnes qu'on veut honorer. Il impose certaines obligations à celui qui l'accepte. C'est le *pallium* des Romains, la tunique de Jésus-Christ.

Jamais ces peuples n'abordent leurs supérieurs sans offrir quelque présent. Leur refus est le signe de la disgrace, et toujours une injure.

Le talion est la loi imprescriptible parmi eux. Le sang veut du sang ou une juste compensation; jusqu'à ce rachat, la guerre est interminable. Cette loi est aussi sacrée pour les peuplades que pour les individus, et quand, au milieu de leurs querelles, le sang est répandu, on compte les morts, et il n'est ni paix ni trêve que lorsque des bestiaux ou de l'argent ont nivelé les pertes. La paix est presque toujours l'œuvre des *Marabets*.

Le pain dont ils font usage, plat, mince, sans levain et mal cuit, rappelle celui que SARA offrit aux anges voyageurs.

Le maître et l'esclave s'asseyent à la même table. Ignorant l'usage des fourchettes et des cuillers, chacun met à son tour la main droite au plat. Ceci explique la criminalité de l'action de JUDAS, pendant les dernières Pâques de J.-C.

L'art d'enfouir les grains dans des souterrains éloignés des habitations, pour les soustraire, tant à la rapacité de l'ennemi, qu'aux intempéries de l'air, s'est conservé parmi eux avec soin. Ils appellent ces asiles *matamores*.

Enfin, les femmes, toujours voilées, n'en renoncent pas pour cela au droit de plaire. Pour augmenter leurs charmes, elles teignent leurs sourcils en noir, et les ongles de leurs mains et de leurs pieds avec le *henné;* usage que les Romains et les Grecs avaient adopté.

*Le Cabyle.* Le Cabyle, qu'on croit le descendant des Nu-

mides, habite les montagnes, et toujours il est redoutable à l'homme de la plaine. Outre une langue propre, totalement différente de l'arabe, il se distingue par ses goûts sédentaires et plus de férocité dans le caractère.

*Les Maures.* Les Maures, façonnés au joug, sont faciles à gouverner. Jamais on ne les voit éluder les réglemens, et ce trait les distingue des Juifs qu'ils méprisent profondément. Habitués à l'obéissance, et amollis par les jouissances de la vie, ils ne demandent à leurs nouveaux maîtres que de ne pas être traités en ennemis.

*Leur susceptibilité* La susceptibilité de ces peuples, pour tout ce qui touche à la Religion et à leurs femmes, est incompréhensible à un Européen. Ce n'est qu'avec une extrême réserve, et en s'adressant à des hommes dont on est beaucoup connu, qu'on peut hasarder quelques questions sur ces matières délicates. Dans tout autre cas, ce serait une offense mortelle.

*Leur sobriété* La sobriété est encore un autre trait distinctif de ces peuples. L'Arabe et le Cabaïl vivent de quelques dattes, de quelques figues de Barbarie, ou bien délaient un peu de farine dans le creux de leur main, l'avalent, boivent de l'eau par-dessus, et se trouvent suffisamment repus. Du tabac à fumer et du café sont les plus grands de leurs besoins. Aussi, sur tous les chemins, voit-on, près des fontaines, des cafés où, pour deux liards, ils

trouvent une tasse de café excellent. Dans les villes, les Juifs seuls mangent du bœuf; le reste des habitans préfère le mouton, goût commun à la population du Midi de la France.

*Suite de leurs mœurs.*

L'intérieur d'une famille maure est un sanctuaire inaccessible pour tout autre que pour le maître, et où l'œil de l'étranger ne pénètre jamais; car toute femme dont la face aurait été vue, serait une femme souillée; aussi n'aurai-je que peu de choses à dire de leurs mœurs domestiques; et tous les détails que de prétendus voyageurs en ont débités, sont autant de contes qui ne méritent que le mépris.

Ce peuple est religieux et plein de respect pour le serment; plusieurs fois j'ai éprouvé que, malgré son avidité, il reculait devant un parjure. Peu fanatique aujourd'hui, il est susceptible d'être fanatisé, et un homme habile en ferait encore un peuple de conquérans; car il vit de rien, est dur à la fatigue, brave et méprise la mort.

Le culte des morts est, pour les Musulmans, un devoir saint et vénéré, et la profanation des tombeaux un crime horrible. Aussi aiment-ils à les orner de marbres et de dômes, à les embellir de fleurs, et à les ombrager de palmiers et de figuiers. Là souvent ils viennent se reposer, méditer et fumer lentement la pipe. Les tombes sont isolées, et chaque cadavre enseveli sous une voûte en briques.

Je ne surprendrai personne quand je dirai que ces peuples sont livrés à beaucoup de superstitions ; ainsi, ils croient aux amulettes, aux songes, à la vertu de certains mots, à la puissance du regard envieux, aux fascinations ; et les mains ouvertes qu'on trouve peintes ou sculptées sur beaucoup de monumens publics, ne sont qu'une sorte de talisman propre à les conjurer. Mais quel est le peuple d'Europe, au milieu de notre civilisation si vantée, qui ne soit en proie à des croyances aussi déréglées ? Du reste, ils sont loin d'être, en matière de religion, aussi absurdes que nous le supposons, et l'idée qu'ils se font de la divinité, est bien plus élevée que celle de beaucoup de chrétiens. *Leurs superstition*

Le dogme du fatalisme n'est pas aussi absolu chez eux qu'on le croit communément, car il n'exclut pas les précautions de la prudence humaine. C'est plutôt un motif de résignation au milieu des malheurs dont on est affligé.

Mahomet n'est pour eux qu'un grand prophète qui a été soumis à toutes les conditions de l'humanité. C'est le consolateur que Sidi-Issa (Jésus) promit au monde. Sidi-Issa, au contraire, lui est bien supérieur. Créé par la volonté seule de Dieu, il a été enlevé vivant au ciel, et Dieu ne livra qu'un fantôme à la rage des Juifs. Revenons à Alger.

Cette ville est abreuvée par les eaux qui y sont *Eaux qui abreuvent la ville.*

conduites de toutes les hauteurs environnantes. Elles sont distribuées avec intelligence en une foule de fontaines qui coulent dans toutes les rues. Des tasses pour le service des passans y sont suspendues à des chaînes de fer (*a*).

Dans aucun pays, les eaux ne sont recueillies avec autant de soin que dans ces contrées où le Gouvernement s'occupe peu du bonheur des peuples. Sur toutes les routes, on trouve des réservoirs pour les bestiaux et des fontaines pour les hommes; aux environs d'Alger, il en est plusieurs décorées de colonnes en marbre blanc, qui seraient belles à Paris même; on doit admirer en cela la profondeur du génie du législateur arabe, qui sut lier à la Religion le premier besoin de ces peuples.

L'entretien de ces canaux et de ces fontaines ne coûte rien à l'État; des fondations pieuses y ont pourvu, et l'administration reste étrangère à l'emploi de ces fonds; son action se borne à une simple surveillance.

*[Ét]ablissemens de [bi]enfaisance.*

Il est, à Alger, plusieurs autres établissemens de bienfaisance, tels que les *Hab-Ouse*, destinés aux églises, aux pauvres, et aux pèlerins de la Mecque, etc. Si un étranger tombe malade, on ne se borne pas à l'envoyer à l'hôpital, on le nourrit,

---

(*a*) Donner de l'eau à un passant est une œuvre pie; aussi voit-on beaucoup de Maures tenir constamment sur le devant de leurs boutiques, un vase plein d'eau destiné à cet usage.

on l'entretient selon son état, et, après sa guérison, on lui donne les secours nécessaires pour faire sa route; s'il meurt, son corps est lavé, et ses funérailles faites avec le même soin que celles des riches : là sont inconnus les scandales qui nous déshonorent; chez eux ils seraient des crimes irrémissibles.

Les fonds de ces établissemens sont distincts et séparés. Dans la persuasion où nous sommes et que rien ne justifie à mes yeux, que notre administration est le type de la perfection, nous voulons en prendre la direction. Il est bien à craindre que le service public ne souffre de cette mesure, et, à coup sûr, elle excitera le mécontentement (*a*).

Le Clergé jouit, dans ce pays, de beaucoup de considération, et exerce une grande influence; cela doit être; partout et dans tous les temps, la puissance sacerdotale est en raison directe de la foi, et en raison inverse de la civilisation et des lumières; mais, outre ces causes générales, elle en a ici une toute particulière qui agit puissamment sur le peuple. *Clergé.*

La loi civile fesant partie de la loi religieuse, le même homme est à la fois prêtre et juge; il rend la justice sans frais, sans retard, et sans le secours d'huissiers, ni de procureurs. Dans une heure, le *Cadi* prononce vingt jugemens qui traî-

---

(*a*) Cela s'est vérifié.

neraient vingt ans dans nos tribunaux, et il est rare qu'ils donnent lieu à des réclamations. Ce mode de procédure est assurément un grand bienfait, et ces peuples l'apprécient, surtout depuis qu'ils ont eu un échantillon de notre justice.

S'il faut en croire le *Muphti* de la grande mosquée, vénérable vieillard pour qui tous les hommes sont les enfans de Dieu, il n'en est pas ainsi dans toutes les villes de la Régence. « Ici, à Alger, » me disait-il, le Gouvernement ne s'immisçait en » rien dans le collége des *Ulémas*. Les vertus et » le savoir élèvent seuls aux différentes dignités, » et mes enfans en seront privés s'ils ne les méri- » tent pas. Mais dans d'autres lieux, tels qu'à » Bone, à Constantine, le Gouvernement nommait » aux emplois par faveur ou pour de l'argent, et » la justice s'y ressentait de cette origine. » Ainsi, même sur ces plages que nous aimons à qualifier de barbares, l'indépendance des juges et les avantages d'un choix libre y sont justement appréciés.

La piété des fidèles a pourvu à l'entretien du Culte. Des maisons dans la ville et des propriétés rurales y sont spécialement affectées. Au reste, quelque faible que soit le traitement dont jouissent les personnes qui y sont attachées, le nombre en est si grand que les frais du Culte doivent y être fort dispendieux. Dans la grande mosquée d'Alger, cent dix-sept individus y sont employés.

Les *Muphti* sont payés sur ces mêmes fonds,

mais leur part n'en est pas bien large; s'ils n'appartenaient aux plus riches familles, leur traitement fournirait à peine aux premiers besoins de la vie. Sous l'ancien Gouvernement, le Dey, quand il en était content, leur envoyait en présent deux sequins (environ dix-huit francs), à l'époque de la solde des Janissaires, c'est-à-dire tous les deux mois. Mais s'ils sont peu riches en argent, ces prêtres n'en sont que plus puissans en crédit et en considération.

J'oubliais de parler d'une espèce de religieux qui n'a point d'analogue en Europe. Ce sont les *Marabets*, que nous nommons *Marabouts*. Saints vivans ou enfans de saints, ils exercent sur les peuplades une influence immense. Les chefs de la Religion eux-mêmes professent pour eux la plus haute vénération. Ils peuvent, à leur gré, faire beaucoup de bien ou de mal; car ils tiennent dans leurs mains la paix ou la guerre. *Marabets.*

Je citerai deux traits qui feront connaître toute leur puissance.

Peu après la prise d'Alger, des Juifs furent dévalisés sur la route de Blida. Un des voleurs, reconnu quelques jours plus tard à Alger, fut arrêté et mis en prison. Un *Marabet*, muletier de son état, vint demander sa grâce, et promit d'apporter, quatre jours après, les cent et tant de pièces d'or qui avaient été enlevées aux Juifs, et il tint parole.

Au Sud-Est d'Alger, dans les montagnes, il y a une mosquée célèbre appelée *Gueremaï*; elle est desservie par SIDI-ZID, *Marabet.*

En 1831, les montagnards, au nombre de plusieurs mille, s'y réunirent et lui dirent : « Tu es » grand parmi nous, mène-nous contre les infi- » dèles. Je suis homme *Marabet*, leur répondit- » il, je veille à votre bonheur ; retournez dans » vos montagnes; je vous appellerai quand il en » sera temps; » et ils obéirent.



## CHAPITRE II.

**Préparatifs. — Composition de l'armée. — Arrivée de Mr le Dauphin à Toulon. — Embarquement de l'armée. — Départ. — Séjour dans la baie de Palma. — Arrivée dans la baie Ouest de Sidi-Ferruch.**

*Préparatifs et soins du Ministère.*

Les désastres des Espagnols, les prédictions sinistres de l'Opposition, les craintes publiques, et le sentiment de sa propre conservation, imposaient au Ministère le devoir de ne négliger aucune des mesures que la prudence humaine pouvait suggérer pour assurer le succès de l'entreprise. Aussi les besoins de l'armée furent-ils largement prévus, les difficultés locales calculées avec soin, et les moyens de les vaincre préparés d'avance. On porta la minutie des détails jusqu'à préparer, en France, des gabions et des fascines. Cette circonstance est remarquable; elle prouve combien le pays nous était inconnu, malgré le long séjour de nos Agens consulaires.

Dix-huit régimens d'infanterie, choisis dans l'armée parmi ceux dont les Colonels avaient la réputation d'être les meilleurs ou les plus dévoués, durent fournir deux bataillons chacun (*a*). Cha-

---

(*a*) Les régimens d'infanterie légère, à cause de leur faiblesse, ne fournirent qu'un bataillon.

que bataillon fut porté au-dessus de 800 hommes, et les compagnies d'élite jusqu'à 150.

Trop faibles pour fournir un tel contingent, ces régimens furent complétés, partie avec les hommes d'élite d'autres corps, et partie avec les hommes en congé d'un an dans les départemens les plus voisins.

Cette mesure, toute nouvelle, avait le grand inconvénient de donner aux corps des hommes inconnus; mais l'excellente composition de l'armée le rendit peu sensible. L'empressement avec lequel ces jeunes soldats répondirent à l'appel, est un exemple de plus de l'amour de notre nation pour tout ce qui est aventureux. Plusieurs de ces jeunes soldats, dans la crainte d'arriver trop tard, rejoignirent en poste.

*Suite des préparatifs.*

Les armes spéciales choisirent, dans leur sein, tout ce qu'elles avaient de plus distingué parmi les officiers.

L'Artillerie fournit 2,327 hommes avec un matériel proportionné à l'importance des opérations qu'elle devait exécuter, et le Génie 1,310. On joignit à ces forces 534 hommes de cavalerie légère. C'était beaucoup pour une escorte et bien peu pour combattre. Du reste, ils débarquèrent tard et n'eurent point l'occasion de se mesurer avec l'ennemi pendant le cours de la campagne.

*Nomination des Généraux.*

A la fin de Février, les Généraux furent désignés, et si l'opinion publique ne sanctionna pas tous

les choix, il est pourtant juste de reconnaître qu'il y avait, dans ce nombre, plusieurs officiers recommandables par leur instruction et leur expérience de la guerre.

Le Général en Chef ne fut nommé que longtemps après; mais, dès cette époque-là même, le choix du Roi était connu. (Voyez la composition de l'armée, à la fin du chapitre.)

*Activité de la Marine.*

Dans nos ports, la Marine redoublait d'activité pour que les armemens fussent prêts à la belle saison; et l'on doit à la vérité de dire qu'elle fit des prodiges.

Au commencement d'Avril, l'Amiral Duperré se rendit à Toulon pour hâter les préparatifs de la Marine; et je l'ai vu, au mois de Mai, s'applaudir d'avoir complété en aussi peu de temps un armement aussi formidable. Cet orgueil avait quelque chose de légitime.

Une opération nécessaire, celle de reconnaître la côte et d'en sonder les mouillages, avait été négligée pendant les trois années qu'avait duré le blocus. L'Amiral en confia le soin à Mr Massieu de Clairval, qui s'en acquitta avec succès, et il fut reconnu que, dans la baie Ouest de Sidi-Ferruch, les plus gros bâtimens pourraient mouiller à moins de trois encablures de terre. Dès-lors, le problème du débarquement fut résolu. Plus de doute sur la possibilité de l'entreprise; il ne s'agissait que de la faire en temps utile.

Tunis et Maroc.

Les soins de l'administration ne se bornèrent pas là. Pour assurer nos succès, elle ouvrit des négociations à l'extérieur; et si les offres faites aux Beys de Constantine et d'Oran furent rejetées, on assura du moins la neutralité des Empires de Maroc et de Tunis, à qui le Gouvernement d'Alger était odieux et redoutable.

Tunis montra des dispositions plus favorables encore, car on nous y promit des vivres pour l'armée. Cet état avait, dit-on, des vues ultérieures. Il voulait établir à Constantine, dont il proposait de faire la conquête à ses frais, le frère du Prince régnant.

Ce nouvel état aurait payé un subside annuel à la France, et notre commerce y aurait joui de priviléges très-utiles.

Au commencement de Mai, tous le préparatifs étaient terminés, et l'armée concentrée autour de Toulon ou dans les Bouches-du-Rhône.

On ne peut réunir les troupes dans les camps d'instruction.

Il eût été, sans doute, utile et avantageux de réunir d'avance, et dans des camps, ces troupes toutes jeunes et sans expérience ; le succès de l'entreprise pouvait en dépendre ; mais le Ministère ne l'ayant résolue qu'au commencement de l'année, le temps était trop court. A peine eut-on celui d'organiser les corps et de les faire arriver à leur destination, et les Généraux ne purent, ni les faire manœuvrer, ni apprendre à connaître les officiers qui allaient combattre sous leurs ordres;

désavantage immense qui sera apprécié par tous ceux qui ont fait la guerre.

A la même époque, les armemens de la Marine touchaient à leur fin, et tout donnait l'assurance que l'escadre pourrait mettre à la voile dans les premiers jours de Mai.

*Le Dauphin arrive à Toulon.*

L'arrivée à Toulon de Mr le Dauphin retarda ce moment de quelques jours; pendant son séjour dans cette ville, tous les travaux cessèrent. La population entière était sur ses pas; c'était une joie, une ivresse difficile à décrire, et, trois mois plus tard, il s'embarquait pour la terre d'exil, à l'autre extrémité de la France!

*Ses occupations.*

Le Prince visita les arsenaux, l'escadre et les établissemens publics. Le 4, on simula, en sa présence, un débarquement avec des chalands, qui ne ressemblait en rien à celui que nous opérâmes sur la côte d'Afrique. Ce spectacle fut magnifique; le temps était superbe, et cent mille personnes de tout sexe et de tout âge couronnaient, d'une manière fort pittoresque, les hauteurs de La Malgue et du Malbosquet.

Le 5, le Prince passa la revue de la 1re division, de l'Artillerie et du Génie. Les deux autres divisions furent réunies sur son passage et passées en revue sur différens points de sa route.

Cette revue était attendue avec impatience par les troupes; elles se flattaient que le Dauphin accorderait quelques grâces, quelques encourage-

mens à la veille d'une expédition si hasardeuse; mais leurs espérances furent déçues.

Après son départ, les préparatifs reprirent leur activité et furent bientôt terminés. La sortie de la flotte fut fixée au 15 Mai, et l'on s'occupa de l'embarquement des troupes.

*Les ...ux Généraux en Chef.*

Malgré les apparences de l'harmonie, on s'aperçut, à cette occasion, du peu d'accord et d'unité de vue des deux Généraux en Chef. Celui de terre pressait les dispositions de départ, et celui de mer trouvait des motifs pour les traîner en longueur. La mer était *aigre*, et le Nestor et le Superbe n'étaient pas encore arrivés. Ces deux vaisseaux de guerre, sans être d'une nécessité absolue, devaient compléter l'armement d'une manière avantageuse.

Nonobstant ces difficultés, l'embarquement des troupes commença le 11, et fut terminé le 16. Cette opération fut dirigée par Mr le Contre-Amiral Mallet, homme d'esprit et du caractère le plus conciliant.

*...mbarquement des troupes ... leur ardeur.*

L'armée monta sur les vaisseaux de l'État avec joie et confiance. Il y avait, dans cette entreprise, quelque chose d'aventureux qui plaisait à nos imaginations. Nous fûmes reçus par les officiers de la Marine, avec une politesse et une cordialité qui ne se démentirent pas un instant.

*...eur réception à bord.*

Pendant notre long séjour à bord des vaisseaux, nous eûmes le loisir et l'occasion d'étudier nos

hôtes, et d'apprécier leur mérite et leurs qualités. Bientôt une confiance réciproque s'établit entre nous, et souvent nous entendîmes l'expression de leurs doléances, de leur mécontentement, je dirai presque de leur dégoût; et, il faut en convenir, jamais plaintes ne furent plus légitimes.

*Nos hôtes*

Dans aucune autre administration, l'arbitraire n'a été plus insolent, les lois violées avec plus d'audace, ou interprétées avec plus de mauvaise foi que dans la Marine. C'est là que s'appliquait, dans toute la vérité, le mot de BEAUMARCHAIS sur les danseurs. La Révolution de Juillet fit naître des espérances qui ont été long-temps à se réaliser; et cette époque (je le dis à regret, mais cette vérité peut être utile) a été marquée par la violation la plus flagrante des dispositions de la loi sur l'avancement. L'arrivée au pouvoir d'un marin estimé a réparé le mal et ranimé la confiance.

*Arbitraire*

L'armée navale, forte de plus de six cents bâtimens de toute grandeur, était divisée en trois escadres et une division de réserve.

*Force de l'armée naval*

Les troupes de terre furent réparties, sur les trois escadres, de la manière suivante :

La 1re division d'infanterie monta sur les bâtimens de la deuxième escadre; la 2me sur ceux de la première, et la 3me sur ceux de la réserve. L'Artillerie et le Génie furent placés avec l'infanterie, dans les proportions jugées nécessaires aux premiers besoins.

*Répartition de l'armée de terre sur les vaisseaux de l'État.*

Les chevaux, le matériel, les approvisionnemens étaient répartis sur environ cinq cents bâtimens de transport, divisés en trois convois, et commandés par des officiers de marine.

*e Généraux en chef ntent à bord la Provence.*

Ces immenses préparatifs étaient terminés le 17, et le 18, les deux Généraux en Chef montèrent à bord de la Provence; toute communication avec la terre fut défendue, et l'on s'attendait à mettre à la voile le matin suivant. Cette attente fut trompée; cependant les vents permirent à une partie des bâtimens de transport (les bateaux-bœufs) de sortir de la rade le 19, et de faire route vers Palma (Mayorque).

*Le départ st retardé.*

On se flatta un moment que toute l'armée suivrait cette direction; mais les vents passèrent vite à l'Est, et, malgré leur variation journalière, s'y maintinrent plus particulièrement jusqu'au 25.

*Opinion : la Marine ır son chef.*

Les marins avaient confiance dans la fortune et les talens de leur Général. Ils aimaient à raconter ses faits d'armes, et redisaient avec complaisance comment il avait exigé, en 1814, à la chute de l'Empire, réparation éclatante pour l'insulte faite au pavillon tricolore. Je regrette de ne pas connaître le détails de ce fait, où, dans mon opinion, se montre avec tant d'énergie le sentiment de l'honneur national. Néanmoins, on connaîtrait mal le caractère français, si l'on pouvait croire qu'au milieu de l'impatience dont était tourmentée l'armée, les opérations de l'Amirauté ne furent point contrôlées, censurées.

Les vents, disait-on, sont très-favorables pour aller sur les côtes d'Afrique, et si l'on eût profité, pour sortir, de ceux qui soufflèrent les 17 et 19, nous y serions déjà rendus; cela eût été facile, ajoutait-on, si on eût fait mouiller, sur la rade d'Hyères, les bâtimens de transport, comme le commandait la connaissance des lieux et des vents qui y règnent. Alors tous ces retards étaient évités, parce que les vaisseaux de guerre peuvent sortir de Toulon presque en tout temps. *Critiques.*

Enfin, d'autres, qui ne voyaient dans tous ces préparatifs qu'une vaine démonstration, croyaient plus aux obstacles politiques qu'à ceux de l'atmosphère et de la mer.

Un mot suffira pour montrer l'inanité de ces critiques et la légèreté avec laquelle nous censurons ce que nous connaissons le moins. On en trouvera plusieurs fois la preuve dans le cours de cette campagne. Si j'ai moi-même signalé quelques-unes de ces improbations, ce n'a été que pour conserver, aussi fidèlement que possible, la physionomie de l'armée. On regardait les cables en fer comme nécessaires pour parer au danger des mouillages sur ces côtes redoutées, et l'Amiral en attendait prochainement. N'eût-il pas été blâmable de négliger un moyen propre à prévenir des malheurs qui eussent été irréparables? *Leur réfutation.*

C'est au milieu de tous ces préparatifs et de ces contre-temps, qu'on apprit la modification du Mi- *Modification du Ministère*

nistère, la retraite de MMrs Chabrol et Courvoisier, et la dissolution de la Chambre des Députés.

*Son effet sur M. de Bourmont.*

Ces nouvelles, qui produisirent des impressions diverses dans l'État-Major de Mr de Bourmont, redoublaient l'impatience de ce dernier : ces événemens, disait-il, nous font un devoir d'obtenir des succès avant la réunion des Colléges Électoraux. L'Amiral ne paraissait pas partager cette impatience, et des esprits ombrageux en prirent occasion de se livrer à mille conjectures diverses.

*Départ de la flotte.*

Enfin, ce moment si désiré du départ arriva : le 25, les vents du Nord-Ouest soufflèrent ; la flotte appareilla et mit sous voile vers les deux heures de l'après-midi. A sept heures, les trois escadres étaient en pleine mer ; le point de ralliement était le cap Caxim (*a*). Le convoi des transports resta dans la rade de Toulon ; il devait partir 24 ou 48 heures plus tard. Cette disposition de prudence, que dicta la crainte d'un encombrement dans une rade peu connue, fut encore un sujet de blâme. Pourquoi ne pas partir tous ensemble, se disait-on ? Comment, après avoir éprouvé l'inconstance des vents, vouloir se mettre à leur merci ? N'est-ce pas se créer des difficultés à plaisir ? Est-on sûr que la mer sera belle et sans orages plusieurs jours de suite ? Et si le contraire arrivait, ne pourrions-nous pas être

---

(*a*) *Ras Acconnater.*

descendus sur les côtes d'Afrique, tandis que nos chevaux, ou courraient les mers, ou seraient dans la rade de Toulon ; et, dès-lors, quels dommages pour l'expédition !

*Tahir-Pach*

La nécessité de marcher réunis rendait notre marche lente. Le 26, à sept heures du matin, nous étions encore en vue des côtes de Provence. A la même heure, on signala, au Sud-Est, une frégate turque avec pavillon carré au grand mât, accompagnée de la frégate française la Duchesse de Berry : elle portait TAHIR-PACHA.

*Sa mission*

Ce personnage, que la Grand'Porte envoyait à Alger, fut arrêté par notre escadre de blocus ; un accueil favorable ne l'attendait pas dans cette ville. HUSSEIN, qui le regardait comme un ennemi personnel, le croyait porteur du cordon fatal, et avait ordonné de faire feu sur lui et de le couler bas dès qu'il paraîtrait.

*L'Amiral français le salue.*

L'Amiral français fit voile à sa rencontre, le salua et s'entretint long-temps avec lui ; à deux heures, l'escadre continua à faire route vers les îles Baléares, et TAHIR-PACHA se dirigea sur Toulon. L'apparition de ce Turc nous fut utile. Dans la ville d'Alger, on le crut au milieu de nous, et cette opinion nous y fit des partisans.

Le 28, le bateau à vapeur le Souffleur signala qu'il portait des dépêches importantes et un passager pour le vaisseau amiral.

*Étranger qui suivent l'arm*

Nous sûmes plus tard que c'était Mr le Colonel

d'artillerie russe FILOSOFOF qui se rendait à l'armée comme amateur.

Outre cet officier supérieur, deux autres étrangers de distinction s'étaient rendus auprès de Mr DE BOURMONT : c'étaient Mr le Prince de SCHWARTZEMBERG, Autrichien, et Mr MENTZEL, officier de la marine anglaise. Ce dernier combattit continuellement à la tête des tirailleurs de la 1re division. Je ne parle pas des volontaires français ; ils étaient nombreux dans toutes les divisions, et le

*lontaires ançais.* plus grand nombre appartenait aux officiers de l'ancienne armée qui n'avaient point trouvé place dans la nouvelle. Ils combattirent au premier rang, sans solde et sans traitement.

Le 29, vers midi, nous étions à la hauteur de

*Cabréra.* l'île *Cabréra*, rocher stérile, sans végétation, sans habitans, et désormais célèbre par le supplice lent et cruel que les Espagnols y firent subir à nos malheureux compatriotes pris à Baylen.

*'escadre ive en vue l'Alger.* Le 30, nous communiquâmes avec l'escadre de blocus ; à onze heures nous étions en vue des terres d'Alger, et nos cœurs palpitaient d'allégresse, lors-

*re-marche.* qu'une manœuvre inattendue fit faire à la flotte lof pour lof, c'est-à-dire une contre-marche complète.

Cet ordre, que l'état de la mer ne paraissait pas

*ritiques.* justifier aux yeux de beaucoup de monde, l'arrivée des dépêches et de l'étranger dont j'ai parlé, firent naître mille conjectures. Le plus grand nom-

bre y trouva la preuve que l'expédition était avortée, tandis que les autres, au contraire, n'y virent que le dessein d'attendre le convoi des bateaux-bœufs qui nous avait précédé. C'était effectivement le motif de ce mouvement, car, en s'éloignant des côtes africaines, l'Amiral ordonna au brick l'Açtéon de reconnaître au cap Caxim une flotille de cent voiles et de la rallier. Sans ces bateaux-bœufs, disait-on, le débarquement ne saurait se faire. Cette opinion n'était point partagée par beaucoup de marins, et l'événement prouva la vérité de leur prévision; car il s'effectua sans qu'ils y prissent part. Il eût été plus simple et plus naturel de se rendre dans ces parages pour s'en assurer; mais la crainte qu'inspiraient ces côtes fit regarder une pareille manœuvre comme dangereuse, dans cette circonstance où rien ne devait être donné au hasard.

*Motifs de mouveme.*

Le 1er Juin, le vent continua à souffler à l'Est, et aurait été favorable pour débarquer; mais il fallait rallier le convoi, et nous poursuivîmes notre route vers le golfe de Palma; la troisième escadre reçut l'ordre d'y mouiller; les deux premières en reçurent un contraire. En arrivant dans ces parages, nous y fûmes joints par une partie du convoi que nous avions laissé à Toulon, et qu'un coup de vent avait dispersé le 28 Mai.

*Partie de l'escac mouill à Palma le reste cr dans la b*

Le 3, le brick l'Actéon vint rendre compte que les bateaux-bœufs avaient été trouvés au cap

Caxim; l'Amiral en prévint la Créole, que montait Mr Hugon; on remarquait ces mots dans la dépêche télégraphique : *flotille venir après demain ; nous partir.* En effet, ces faibles bateaux, après avoir été au rendez-vous du cap Caxim, revinrent à Palma sans avoir éprouvé d'avaries considérables, et furent en état de reprendre la mer bientôt après.

Plaintes. Depuis notre départ de Toulon, les vents et la mer nous avaient été favorables, et l'on se plaignait de notre séjour à Palma. On pensait qu'il eût été utile de débarquer et de s'établir sur les rives africaines, en attendant que les bâtimens des différens convois nous y eussent ralliés.

Si la politique n'est pas cause de notre inaction, si l'Amiral n'a pas l'ordre de ne pas débarquer, rien, se disait-on, ne peut justifier la perte d'un temps si précieux ; il serait plus sage d'attendre, sur les rives africaines, la réunion de tous nos moyens, que dans la baie de Palma; on profiterait d'un vent propice, d'une mer calme et d'un clair de lune superbe pour débarquer les troupes, et rien ne nous en garantit un pareil pour l'avenir; on terminerait les travaux de précaution qu'il faudra toujours faire sur ces plages, et l'on pourrait agir avec vigueur dès que toutes nos ressources seraient rassemblées. Les vivres ne peuvent nous inquiéter, la Marine ayant les moyens d'en pourvoir l'armée de terre pour un mois, et une partie de nos munitions étant à bord des gros vaisseaux.

L'arrivée de deux bâtimens du blocus vint augmenter ces regrets, en nous apprenant que, depuis l'apparition de la flotte, le calme le plus parfait avait régné sur les côtes d'Afrique.

On assure que plus tard, et lorsqu'il eut connu les lieux par lui-même, l'Amiral les partagea.

La partie de l'armée qui était mouillée dans le port de Palma fut accueillie avec bienveillance par les Mayorquins. Elle y eut libre pratique et reçut des bals et des fêtes. Toutes ces circonstances réunies fesaient murmurer les deux premières escadres contre la rigueur des ordres qui, s'opposant à toute communication avec la terre, privaient les soldats de se procurer des légumes et des vivres frais. Personne ne fesait la réflexion bien simple que notre communication avec Tahir-Pacha fesait à l'Amiral le devoir d'observer les lois sanitaires.

*Les Chefs de l'armée de terre se réunissent sur l'Aréthuse.*

Le 9, les Chefs de l'armée de terre furent appelés sur l'Aréthuse, où s'était rendu le Général en Chef.

*Pourquoi.*

Celui-ci leur fit part des renseignemens qu'il avait reçus de divers lieux sur les préparatifs de défense de l'ennemi. Ils étaient unanimes sur un point fort singulier et qui se trouva faux. D'après cet avis, le Dey avait réuni deux mille chameaux qu'il devait enchaîner deux à deux par les narines, et lâcher contre les premières troupes de débarquement, après avoir mis feu à leurs queues goudronnées d'avance. Ses instructions portèrent sur

les mesures à prendre pour parer à un moyen de défense si bizarre et si nouveau. Après les avoir reçues, les Chefs de division retournèrent à leur bord et y portèrent l'heureuse nouvelle du départ pour le lendemain; il s'effectua, en effet, mais non avec toute la flotte, comme l'avait assuré M^r^ de Bourmont, car la division des transports resta à Palma, sans doute par les mêmes motifs qui l'avaient retenue à Toulon. On verra plus tard combien cette disposition contraria et retarda les opérations de l'armée.

*Départ de la baie de Palma.*

Le 12, à quatre heures du matin, on fit branle-bas de combat. La mer était forte, et l'Amiral consulta le Chef de la station sur la possibilité de mouiller à Sidi-Ferruch; son avis fut qu'il fallait attendre une *embellie.*

*Arrivée dans la baie Ouest de Sidi-Ferruch.*

Le 13, à la pointe du jour, nous revîmes les terres d'Alger; à six heures, l'escadre se forma sur une seule ligne et se dirigea sur Sidi-Ferruch, où la Provence mouilla vers midi.

Le silence de Torre-Chica, qu'on croyait armée et qui ne l'était que de canons de bois, l'évacuation du fort neuf et la disparition des mortiers, qui avaient été reconnus quelques jours auparavant, étonnèrent singulièrement.

Un ordre de choses si inattendu fit changer l'ordre de bataille assigné à chaque vaisseau. En arrivant au mouillage, ils reçurent une nouvelle direction. Il en résulta des avaries sur trois vais-

seaux de guerre, avaries qui auraient pu avoir des résultats graves et fâcheux sans la présence d'esprit et le sang-froid du Capitaine Robert, commandant la Ville de Marseille, le même qui s'était distingué à Navarin. L'ennemi s'en aperçut et en tira un heureux augure (N° 2). A la nuit, l'escadre était mouillée à l'Ouest de Sidi-Ferruch sur plusieurs lignes.

Dès le soir même, on voulut débarquer dans la presqu'île une brigade de la 1re division, mais il était nuit lorsque les préparatifs furent terminés; on y renonça.

Un bateau à vapeur tira des coups de canon contre une batterie ennemie qu'on voyait à quatre ou cinq cents toises du rivage. Elle riposta par le jet de quelques bombes qui éclatèrent en l'air; un seul homme du Breslaw fut atteint d'un de ses éclats.



# COMPOSITION DE L'ARMÉE.



## ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

MM^rs^ De Bourmont, Ministre de la Guerre, Comm^t^ en Chef.
Desprez, Lieutenant Général, Chef d'État-Major.
Tholozé, Maréchal de Camp, Sous-Chef.
Denniée, Intendant en Chef.
Firino, Payeur général et Commissaire des postes.

## ARTILLERIE.

MM^rs^ Lahitte, Maréchal de Camp, Commandant.
D'Esclaibles, Colonel, Chef d'État-Major.
Eggerlé, Lieutenant Colonel, Directeur des équipages de siége.

## GÉNIE.

MM^rs^ Valazé, Maréchal de Camp, Commandant.
Dupau, Lieutenant Colonel, Chef d'État-Major.
Lemercier, Chef de bataillon, Directeur du parc.

## INFANTERIE.

*Elle formait trois divisions, et chaque division trois brigades.*

### 1^re^ *DIVISION.*

MM^rs^ Berthézène, Lieutenant Général, Commandant.
De Brossard, Colonel, Chef d'État-Major.
Reveux, Chef de bataillon, Sous-Chef.
Sergent de Champigny, Sous-Intendant militaire.

1re *Brigade.* Mr Porret de Morvan, Maréchal de Camp.

1er bat. du 2e léger. } Mr de Frescheville, Colonel.
1er bat. du 4e *id.* }
3e régiment de ligne. Mr Roussel, Colonel.

2me *Brigade.* Mr Achard, Maréchal de Camp.

14e régiment de ligne. Mr d'Armaillé, Colonel.
37e *idem* Mr de Feuchère, Colonel.

3me *Brigade.* Mr Clouet, Maréchal de Camp.

20e régiment de ligne. Mr Horric de la Motte, Colonel.
28e *idem* Mr Mounier, Colonel.

Total — 10,284 hommes. — 85 chevaux.

## 2me *DIVISION.*

MMrs De Loverdo, Lieutenant Général, Commandant.
Jacobi, Colonel, Chef d'État-Major.
Aupick, Chef de bataillon, Sous-Chef.
Béhaghel, Sous-Intendant militaire.

1re *Brigade.* Mr de Danremont, Maréchal de Camp.

6e régiment de ligne. Mr de la Ville Gilles, Colonel.
49e *idem* Mr Magnan, Colonel.

2me *Brigade.* Mr Monk d'Uzer, Maréchal de Camp.

15e régiment de ligne. Mr Mangin, Colonel.
48e *idem* Mr de Léridant, Colonel.

3me *Brigade.* Mr Colomb d'Arcine, Maréchal de Camp.

21e régiment de ligne. Mr Goutefrey, Colonel.
29e *idem* Mr de Lachau, Colonel.

Total — 10,284 hommes. — 84 chevaux.

## 3^me^ *DIVISION.*

MM^rs^ Duc d'Escars, Lieutenant Général, Commandant.
Petiet, Colonel, Chef d'État-Major.
Pretot, Chef de bataillon, Sous-Chef.
D'Arnaud, Sous-Intendant militaire.

1^re^ *Brigade.* M^r^ Berthier de Sauvigny, Maréchal de Camp.

1^er^ bat. du 9^e^ léger. } M^r^ de Neuchèze, Colonel.
1^er^ bat. du 1^er^ *id.* }
35^e^ régiment de ligne. M^r^ Rullières, Colonel.

2^me^ *Brigade.* M^r^ Hurel, Maréchal de Camp.

17^e^ régiment de ligne. M^r^ Duprat, Colonel.
30^e^ *idem* M^r^ Ocher de Beaupré, Colonel.

3^me^ *Brigade.* M^r^ de Montlivault, Maréchal de Camp.

23^e^ régiment de ligne. M^r^ de Montbaissier, Colonel.
34^e^ *idem* M^r^ de Roucy, Colonel.

Total — 10,284 hommes. — 85 chevaux.

---

### ARTILLERIE.

Hommes — 2,327. —— Chevaux — 1,309.

### GÉNIE.

Hommes — 1,310. —— Chevaux — 133.

### INFANTERIE.

Hommes — 30,852. —— Chevaux — 254.

### CAVALERIE.

Hommes — 534. —— Chevaux — 503.

## ADMINISTRATION.

**Hommes — 1,724. —— Chevaux — 1,385.**

## FORCE PUBLIQUE.

**Hommes — 127. —— Chevaux — 35.**

---

## ARTILLERIE (Matériel).

**4 Batteries de campagne montées** ***(matériel et mulets pour une batterie d'obusiers de montagne).***

**10 Batteries non montées.**

***Bouches à feu.***

| | |
|---|---|
| Canons de 24 | 30 |
| Canons de 16 | 20 |
| Canons de 12 | 12 |
| Obusiers de 8 pouces | 12 |
| Mortiers de 10 pouces | 8 |
| Pièces de 8 | 16 |
| Obusiers de 24 | 8 |
| Obusiers de 12 (batterie de montagne) | 6 |
| Fusils de rempart | 150 |
| Fusils d'infanterie | 2,000 |
| Chevalets pour lancer des fusées | 6 |

***Nombre de coups à tirer.***

| | | |
|---|---|---|
| Par canons de 24, | à raison de 1,000 coups par pièce. | 30,000 |
| Par canons de 16 | *idem* | 20,000 |
| Par canons de 12 | *idem* | 12,000 |
| Par obusiers de 8 p. | 800 | 9,600 |
| Par mortiers de 10 p. | 500 | 4,000 |
| Par canons de 8 | *idem* | 8,000 |
| Par obusiers de 24 | *idem* | 4,000 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Par obusiers de montagne | 200 | | 1,200 |
| Par fusils de rempart | 500 | | 75,000 |
| Cartouches d'infanterie. | | | 5,000,000 |
| Poudre à canon. | | Kilog. | 28,500 |
| Fusées de guerre. | | | 500 |

## COMPOSITION DE L'ARMÉE NAVALE.

MM^rs DUPERRÉ, Vice-Amiral, Commandant en Chef.
MALLET, Contre-Amiral, Major-Général.
DE ROSAMEL, Contre-Amiral, Command^t en second.
HUGON, Capitaine de Vaisseau, Command^t le convoi.

| | | |
|---|---|---|
| Vaisseaux de guerre | 11 | 77 |
| Frégates | 20 | |
| Corvettes | 4 | |
| Corvettes de charge | 7 | |
| Bricks | 11 | |
| Bombardes | 8 | |
| Gabares | 9 | |
| Bateaux à vapeur | 7 | |

Navires de commerce portant une division d'infanterie, des vivres, des chevaux, etc......... 347

### FLOTILLE DE DÉBARQUEMENT.

| | | |
|---|---|---|
| Bateaux-bœufs | 60 | 230 |
| Bateaux de Lille | 40 | |
| Chalands | 55 | |
| Grandes chaloupes | 40 | |
| Petites chaloupes | 35 | |

## CHAPITRE III.

**Débarquement. — Position de l'armée. — Opérations militaires.**

Ni les avis plus qu'indiscrets de la presse, ni les vœux impies de quelques-uns de ses organes, n'avaient pu fixer le Divan sur l'époque de l'expédition, non plus que sur le lieu du débarquement. *Effets des avis de la presse française sur le Divan.*

Ces révélations, qui pouvaient compromettre le succès de l'entreprise et le salut de l'armée, lui étaient suspectes. Pénétrés du sentiment des devoirs envers la patrie, les hommes ignorans et grossiers qui le composaient y voyaient des crimes trop patens pour rester impunis, si la politique ne les eût ordonnés.

Il en résulta une incertitude et une hésitation qui furent favorables aux opérations de l'armée française.

Lorsqu'elle parut sur les côtes de la Régence, non-seulement les forces de l'ennemi n'étaient point réunies, mais celles qu'il avait de disponibles se trouvaient réparties sur plusieurs points.

Le contingent de Constantine était resté sur la rive droite du Haratch, et ceux de Titeri, d'Oran et les milices Turques campaient à l'Ouest d'Alger pour observer les plages de Sidi-Ferruch. *Position de l'ennemi.*

Ces troupes étaient toutes sous les ordres de

l'Aga des Janissaires, IBRAHIM, gendre du Dey. Cet homme, peu connu, mérite pourtant de l'être. Dès l'ouverture de la campagne, il voulut, par l'appât du gain, mettre un terme à l'usage barbare de couper les têtes des prisonniers; et, pour atteindre ce but, il promit une prime de 200 réaux boudjous (près de 400 francs) pour tout chrétien qu'on lui amènerait vivant.

*L'armée arrive à Sidi-Ferruch.*

L'arrivée de l'escadre dans la baie Ouest de la presqu'île de Sidi-Ferruch leva tous les doutes et résolut le problème du débarquement, mais n'inspira aucune crainte au Général ennemi. Tenant notre ruine pour certaine (N° 3), il écrivait au Dey : « Si les infidèles débarquent, ils périront » tous. » On verra bientôt que cette prophétie fut au moment de s'accomplir. En attendant, et pour en assurer l'effet autant qu'il était en lui, il donna aux tribus l'ordre de se rassembler en toute hâte, et il pressa l'arrivée des Cabaïls et surtout des Flissah, tribu puissante et guerrière, qui avait été si fatale aux Espagnols d'Orelly.

*Dispositions de l'ennemi.*

Une espèce de fort ou grande batterie fermée défendait, à l'Ouest, les approches de Sidi-Ferruch et en battait la rade. Plusieurs fois nos vaisseaux croiseurs avaient dû s'éloigner de la côte pour se soustraire à ses feux. L'occupation ou la destruction de cet ouvrage devait précéder tout établissement dans la presqu'île, et nous nous attendions à un combat sérieux pour nous en

rendre maîtres. Il n'en fut pas ainsi, et, par un bonheur inespéré, il se trouva abandonné. Les douze pièces de 16 et les deux mortiers dont il était armé avaient été transportés sur la position que l'ennemi avait choisie en arrière. C'était un rideau peu élevé, adossé à une petite forêt, et distant de douze ou quatorze cents mètres de la presqu'île. Quelques tentes nous l'indiquaient. La plaine, pour y arriver, était couverte d'épaisses broussailles hautes de deux à trois pieds. A droite, vers la baie, le terrain était fortement ondulé et couvert d'un petit bois.

Il est difficile de s'expliquer les motifs qui déterminèrent l'ennemi à abandonner ce puissant moyen de défense. Voulait-il, de la position qu'il avait prise, défendre et battre les deux baies? Ce serait possible; mais alors il lui importait de conserver avec soin ce fort, de couvrir sa position d'un bon ouvrage, et de l'armer d'une artillerie formidable. De cette manière, non-seulement il aurait atteint le but qu'il se proposait, mais il aurait encore obtenu l'avantage de rendre impossible l'attaque du fort par terre, et l'occupation de la presqu'île. Notre débarquement n'aurait pu s'effectuer sur ce point; il aurait fallu l'opérer plus près de la Massafran, et commencer nos opérations par l'attaque de la position elle-même, opération que les localités rendaient très-difficile et très-dangereuse. Rien de cela n'a eu

lieu heureusement, et ce n'est pas nous qui devons nous en plaindre.

*Débarquement des troupes.*

Vers minuit, les troupes de la 1re division passèrent, des vaisseaux de guerre, dans de légères embarcations. L'honneur de nous mettre en possession des rives africaines fesait l'objet des vœux de tous les officiers de marine ; il fut la récompense des plus dignes. Sur les trois heures et demie du matin, les troupes se trouvèrent réunies à l'Ouest du tombeau de Sidi-Ferruch, près du fort neuf. Ce point, qu'on croyait sablonneux et plat, se trouva hérissé de rescifs avec un fond d'eau de plusieurs pieds.

Cet incident inattendu fut pour nos marins une nouvelle occasion de signaler leur zèle et leur dévouement. Beaucoup se jetèrent à la mer, et, à force de bras, dirigèrent les embarcations à travers les écueils. Un soldat de la Ville de Marseille s'élança à terre et arbora le pavillon français sur le fort algérien ; l'armée le salua de ses acclamations.

Encore dans cette occasion critique, l'ignorance et l'incurie de l'ennemi nous servirent au-delà de toute espérance. Il est hors de doute que si, plus habile, il eût su disposer, sur ce point, deux ou trois mille bons tireurs, et les appuyer de quelques pièces d'artillerie, il nous eût fait éprouver des pertes considérables, et une bonne partie de cette division eût été anéantie. Qui peut dire alors ce que serait devenue l'expédition ?

La 1re brigade, commandée par le Général Porret de Morvan, s'élança à terre et se forma en colonnes par divisions. Elle fut immédiatement suivie de la 2me, aux ordres du Général Achard. Après avoir occupé les hauteurs où est bâtie la mosquée, ces deux brigades se portèrent en avant, à la sortie de la presqu'île, pour chasser quelques Arabes qui, blottis derrière des dunes de sable, observaient nos mouvemens et nous inquiétaient de leur tiraillement.

Pendant que cela s'exécutait, la 3me brigade se formait, et quelques pièces d'artillerie, traînées à bras, venaient appuyer le mouvement des deux premières.

Bientôt un combat assez vif s'engagea entre notre artillerie et une batterie de deux pièces, établie au pied du plateau qu'occupait l'ennemi. Peu à peu, les batteries les plus élevées y prirent part, et leurs coups, d'abord incertains, ne tardèrent pas à devenir très-justes; tous les boulets portaient dans nos masses ou au milieu des troupes qui débarquaient. En vain deux bricks, embossés dans la baie Est de Sidi-Ferruch, tâchèrent-ils d'appeler sur eux les feux de l'ennemi; celui-ci, malgré le mal qu'il en éprouvait, ne se laissa pas détourner de son but et continua à tirer sur les colonnes.

*Attaque et prise de la position ennemie.*

Les choses étaient en cet état, lorsque le Général en Chef arriva aux avant-postes. Il sentit qu'il était instant d'y mettre un terme, s'entretint quel-

ques minutes avec le Général BERTHÉZÈNE, Commandant la 1re division, et lui donna l'ordre de s'emparer de la position ennemie. Les deux premières brigades, formées en colonne serrée, se dirigèrent sur cette position, de manière à la tourner par la gauche et à prendre les batteries à revers.

La 3me brigade, commandée par le Général CLOUET, marchait à cent cinquante toises de ces premières troupes et leur servait de réserve.

La 2me brigade, qui parcourait un pays découvert, souffrait des feux de l'ennemi. Des boulets emportaient plusieurs files à la fois. Nos jeunes soldats en étaient étonnés, et il convenait d'en prévenir les conséquences en appuyant sur la 1re brigade. Le Général ACHARD le sentit, et le mouvement était exécuté lorsqu'il en reçut l'ordre.

Cependant la première batterie de l'ennemi était enlevée par une compagnie du 3e.

MMrs BESSIÈRES, Charles DE BOURMONT et N....., ancien officier de lanciers, servant en qualité de volontaire, trouvèrent l'occasion de s'y distinguer (No 4).

Malgré ce succès, nous allions lentement. Tout nous en fesait un devoir : d'un côté, l'ignorance des forces de l'ennemi, de son caractère, de l'espèce de ses armes, de sa manière de combattre, et même nos préjugés en sa faveur ; de l'autre, les difficultés locales, l'inexpérience de nos soldats et de beaucoup d'officiers, la chaleur étouf-

fante du jour, la lente transmission des ordres, qui devait se faire à pied, et, par-dessus tout, la nécessité de ne rien compromettre au début d'une campagne. Néanmoins, nous arrivions sur le rideau, lorsqu'un incident nous arrêta quelques instans.

Une des compagnies de voltigeurs qui nous éclairaient passa sur le revers méridional du rideau, et s'élança dans une petite plaine : enveloppée soudain par un ennemi nombreux, elle succombait sans le prompt secours du Colonel Roussel, du 3ᵉ de ligne. Malgré la rapidité de son mouvement, nous eûmes à regretter la perte de quatre hommes, dont un officier.

Dès que l'ennemi nous vit maîtres du plateau, il abandonna ses pièces et se retira sur la route d'Alger. Le 37ᵉ l'y poursuivit l'espace d'une lieue, tandis qu'à la tête du 20ᵉ, le Général Clouet le rejetait derrière l'Oued-el-Bagrass (*a*). Vers une heure, notre position était établie et rectifiée. Notre gauche s'étendait jusqu'à la baie de l'Est,

---

(*a*) L'Oued-el-Bagrass vient du plateau de Staoueli et s'appelle, à sa source, Aïn-Sina ( la source des orangers ). C'est là sans doute où était le bosquet d'orangers dont parle Mʳ Boutin, et qui n'existe plus aujourd'hui. Elle prend, vers son embouchure, le nom de rivière des vaches, parce que c'était autrefois le lieu où se fesait le commerce d'exportation des bêtes à cornes.

le centre sur un mamelon qui domine les deux routes d'Alger, et notre droite à l'extrémité du plateau que nous avions enlevé à l'ennemi (N° 5).

Dans cette position, nous avions du bois en abondance, mais l'eau se trouvait éloignée de la gauche, car il fallait aller la chercher à l'Oued-el-Bagrass, et l'ennemi était toujours prêt à nous la disputer.

Pendant ces opérations, la 2me division avait effectué son débarquement. Deux de ses brigades vinrent se placer en ligne à la droite de la 1re division, et la troisième campa dans la vallée en seconde ligne, de manière à renforcer tous les points qui seraient menacés, mais particulièrement notre gauche.

La 3me division campa dans Sidi-Ferruch; elle fut chargée des travaux de défense que le Génie traçait déjà.

L'ennemi ne nous laissa pas tranquilles dans notre position. Il harcela nos postes et menaça notre ligne sur tous les points; mais ces démonstrations n'eurent d'autre résultat que de faire échanger des coups de fusils une partie de la journée.

Après l'heure de l'*asr*, ou de la prière du soir (car ces peuples, religieux et pleins de foi, ne se croient, en aucun temps, dispensés des prières prescrites par la loi), le feu cessa, et l'ennemi se retira dans son camp de Staoueli.

Quoique celui-ci n'eût pas montré beaucoup de forces, ce premier succès était important : d'un côté, il augmentait la confiance de nos soldats; la vue des grosses pièces d'artillerie dont ils venaient de s'emparer, qu'ils regardaient et touchaient avec complaisance, leur donnait le sentiment de leur supériorité; et, de l'autre, il fesait comprendre à l'ennemi toute la différence qui existe entre les troupes d'Europe et les tribus rebelles que, parfois, il avait eues à combattre. Aussi le ton de ses rapports est-il moins assuré : « Nous » mettons notre confiance en Dieu.... Par la force » et la puissance du Très-Haut, nous triomphe- » rons, » dit-il, dans son rapport, où, du reste, il rend compte avec exactitude des événemens de la journée.

Ce jour-là nos pertes furent peu de chose; elles ne s'élevèrent qu'à 34 morts et 128 blessés. Quant à celles de l'ennemi, quoiqu'il soit impossible de les évaluer au juste, en raison de l'usage où sont ces peuples d'enlever, selon le précepte de la loi, non-seulement les blessés, mais même les morts, il est pourtant permis de croire qu'elles furent considérables; car, dans ce même rapport, l'Aga s'exprime ainsi : « Nous avons eu beaucoup de » blessés; les Chrétiens nous ont tué du monde. ».

La nouvelle de notre débarquement et les résultats de la première rencontre furent connus à Alger, et peut-être exagérés, puisque le Gouver-

nement se crut obligé d'en faire un bulletin pour rétablir la vérité des faits.

lerte de nuit. Ignorant alors que, conformément aux préceptes du *Coran*, ces peuples n'attaquent presque jamais la nuit, les troupes bivouaquèrent en carré; cette précaution ne nous sauva pas d'une fausse alerte; les cris aigus des chacals (*a*), que nous crûmes des cris de Bédouins, en furent la cause. Il en résulta la perte de quelques hommes.

Le 15 au matin, l'Aga vint reconnaître notre position. Après avoir échangé quelques coups de fusil, il se retira dans son camp.

rage terrible. Le 16, vers les 9 heures du matin, le temps s'obscurcit; de longs éclats de tonnerre se firent entendre; la pluie tombait par torrens, et un vent impétueux du Nord-Ouest soulevait les vagues avec violence. Bientôt nos vaisseaux, chassant sur leurs ancres, furent prêts à s'entre-choquer. De toutes parts, dans les deux baies, on entendait des coups de canon de détresse, et plusieurs légers bâtimens se brisaient sur la côte. Encore une heure, et pas un navire n'échappait à la destruction; la prophétie de l'Aga se trouvait accomplie, et l'Europe restait courbée sous le joug barbaresque, peut-être l'espace de plusieurs siècles.

---

(*a*) Le chacal est un animal carnivore qui ressemble au renard; il vague la nuit et vit de cadavres qu'il a soin de déterrer.

Une affreuse anxiété régnait au quartier général. Au danger de cette horrible catastrophe se joignait la crainte de voir l'ennemi précipiter sa cavalerie sur nos camps sans défense. Pour prévenir ce désastre, on se disposait à faire rentrer les troupes dans les ouvrages de Sidi-Ferruch (N° 6). Ce mouvement, qui lui seul eût été un malheur, ne fut pas exécuté; les soins des Généraux pourvurent aux moyens de bien recevoir l'ennemi au besoin. En effet, quelques Arabes ayant paru aux avant-postes, ils furent accueillis à coups de fusil, et cette circonstance, légère en soi, nous sauva, peut-être, d'une entreprise qui eût échoué sans doute, mais qui nous aurait coûté beaucoup de monde. Enfin, vers les trois heures, la pluie cessa, et, avec le beau temps, revint la sécurité. *Ses effets au quartier général.*

Ce même soir, un Arabe de haute stature se présenta aux avant-postes. Conduit devant le Commandant de la 1re division, il refusa de parler, mais il fit connaître au Général en Chef qu'il était Scheick d'une tribu nombreuse, et qu'il venait s'assurer des intentions des Français envers les hommes de sa nation. Le lendemain, il fut renvoyé très-satisfait de l'accueil qu'il avait reçu; mais les Turcs, ayant connu son message, le firent périr. Malgré ce funeste dénouement, sa mission ne nous fut pas inutile : elle servit à attiédir le zèle de plusieurs Arabes, et à nous en rendre d'autres favorables. *Un Arabe vient dans notre camp.*

*Reconnaissances de l'ennemi.*

Le 17, les reconnaissances de l'ennemi furent plus nombreuses et plus vives. Le nombre des tentes de son camp nous parut considérablement augmenté, ainsi que le nombre de ses étendards (*a*).

Depuis plusieurs jours nous le voyions occupé à établir des batteries sur les hauteurs de Staoueli; il avait reçu de l'artillerie pour les armer, des vivres et des munitions pour plusieurs jours. Des renforts nombreux lui étaient arrivés, et l'ardeur de ces nouvelles troupes était telle, que l'Aga eut de la peine à leur faire prendre du repos le vendredi, quoique ce jour soit consacré à la prière (N° 7).

Ce Général se crut alors assez fort pour *abaisser les infidèles;* et, voulant profiter de l'enthousiasme des nouveaux venus, il fixa son attaque au samedi matin, 19 Juin (Naher-el-Sabt).

*Dispositions de l'ennemi pour une attaque générale.*

Le commandement de l'aile droite fut confié à MUSTAPHA, Bey de Titeri; elle se composait particulièrement de son contingent et des milices Turques. Ce Général était chargé de l'attaque principale. Pour lui faciliter ses opérations, l'aile gauche devait tenir en échec l'aile droite de notre armée, jusqu'à ce que, maîtres de la vallée de

---

(*a*) Chaque tribu, ne fût-elle composée que de dix combattans, porte un étendard qui lui est particulier. Dès qu'elle entre en ligne, elle le plante sur son front, où il reste jusqu'au moment où cesse le combat.

Sidi-Ferruch, les Turcs pussent la prendre à revers et réaliser l'espoir de nous cerner.

Ce projet, comme on le voit, était vaste et bien conçu; mais pour l'exécuter il aurait fallu des troupes aussi exercées que braves. Le point d'attaque était choisi avec discernement; c'était, en effet, la partie la plus faible de notre ligne. Le terrain en est nu, découvert, légèrement ondulé et commandé du côté de l'ennemi. Ces positions enlevées et les troupes battues, la cavalerie se serait précipitée dans cette plaine, avec sa vélocité ordinaire, et non-seulement pas un homme ne devait arriver à Sidi-Ferruch, mais la retraite du reste de l'armée se trouvait très-compromise.

Une attaque sur notre droite était plus difficile et présentait d'ailleurs un grave inconvénient. De ce côté, notre position était assise sur une berge assez élevée, couverte d'un bois, et en partie par l'Oued-el-Bagrass, dont les bords sont escarpés et fangeux. De plus, notre ligne étant un peu oblique et refusant la droite, si l'ennemi eût essayé de l'attaquer, il nous eût été facile de nous jeter entre lui et son camp.

*Nos dispositions de défense*

De notre côté, nous n'avions pas perdu notre temps: une grande redoute, armée avec les pièces prises à l'ennemi, couvrait le centre de notre ligne, et battait, au loin, la route d'Alger et tous les débouchés par où l'ennemi pouvait arriver sur nous.

Nos postes s'étaient couverts de petits retranchemens, et nos positions avaient été munies d'artillerie, de fusils de rempart et de fusées à la congrève.

Enfin, nos soldats, tous les jours aux prises avec l'ennemi, avaient appris à le bien connaître et à se familiariser avec le feu.

*Fusées la congrève.*

Les fusées à la congrève ne rendirent pas les services qu'on en attendait. On n'est pas assez maître de leur direction.

*Fusils e rempart.*

Les fusils de rempart peuvent être une arme terrible entre des mains exercées. Dirigés par M^r^ N........, Lieutenant d'artillerie, ils rendirent, aux avant-postes de la 1^re^ division, des services essentiels, et firent beaucoup de mal à l'ennemi. Un des principaux avantages qu'ils nous offrirent, fut de le tenir éloigné et de nous débarrasser d'un tiraillement importun et souvent meurtrier.

Toujours en tirailleurs, ces peuples, armés d'un fusil à longue portée, nous fesaient souvent du mal impunément. Maîtres du choix du lieu et du moment où ils veulent combattre, ils l'abandonnent sans honte si le danger leur paraît trop grand.

Leurs chevaux sont dressés à cette manœuvre; ils font demi-tour et s'éloignent au grand galop dès que le cavalier a tiré son coup de fusil, pour revenir en ligne l'instant d'après.

Les hommes de pied manœuvrent dans le même

système. Accroupis, ils se glissent, à la faveur d'une haie, d'un buisson, d'un pli de terrain, près de nos postes, font feu, et, s'éloignant en toute hâte, rendent nos feux souvent inutiles et toujours incertains.

*Avis que nous donnent les Arabes.*

Le 18, un Scheick d'Arabes se glissa furtivement jusqu'à nos avant-postes. Reçu par les Généraux D'UZER et PORRET DE MORVAN, il leur dit que, pour reconnaître le bon traitement fait à un des leurs, il venait nous prévenir que le lendemain nous serions attaqués; le même avis nous fut confirmé par un jeune déserteur arabe, qui ajouta que cette attaque serait à outrance et que l'ennemi était très-nombreux. Il nous croyait perdus, et nous pria de l'envoyer à Sidi-Ferruch pour être à même de s'embarquer.

Ces avis coïncidaient trop bien avec les dispositions de l'ennemi, que nous avions observées, pour que nous pussions avoir le moindre doute sur ses projets. Ils engagèrent le Général de la 1re division à faire couvrir le 20e d'un redan, plus pour augmenter la confiance du soldat que pour opposer un obstacle réel à l'ennemi. Cet ouvrage, auquel présida le Chef de l'État-Major de la division (*a*), fut commencé à 8 heures du soir et terminé avant le jour. Il rendit plus de services qu'on n'aurait osé en espérer.

---

(*a*) Mr DE BROSSARD, Colonel d'Etat-Major.

*Bataille du 19 Juin.*

Le 19, à la pointe du jour, l'ennemi annonça son attaque par une décharge d'artillerie; une vive fusillade sur toute la ligne la suivit de près. Des dunes de l'Est à la route d'Alger, les Turcs, favorisés d'un épais brouillard, se précipitèrent avec impétuosité sur tous nos postes. La fougue et la résolution avec laquelle ils les assaillirent est difficile à comprendre: sur plusieurs points, ils s'élancèrent dans les redans qui couvraient nos troupes, et sur d'autres, ils enlevèrent les hérissons qui leur servaient de chevaux de frise; mais partout ils furent reçus avec vigueur et sang-froid, et les secours portés à propos sur les points le plus vivement attaqués, les empêchèrent d'obtenir aucun succès. Nulle part nos troupes ne cédèrent du terrain. Le mamelon occupé par les 20e et 37e, qui leur paraissait et était réellement d'une haute importance, fut attaqué plusieurs fois avec fureur. Accueillis par la mitraille, ils s'arrêtèrent mais ne se retirèrent pas.

Dans les dunes, le 28e courut de grands dangers. Ce régiment était en l'air; attaqué à la fois par ses flancs et son front, il eut de la peine à se rallier, et lorsque le 29e, que le Général D'ARCINE envoyait à son secours, arriva, il était dégagé. Il dut son salut au sang-froid et à la tenacité de son Colonel, Mr MOUNIER, qui, quoique blessé, n'en resta pas moins à la tête de son régiment.

Épuisés par trois heures d'efforts inutiles, les

Turcs ralentirent leurs coups; nous prîmes, à notre tour, l'offensive, et les voltigeurs du 20$^e$, conduits par le Général CLOUET, s'étant lancés à la poursuite de l'ennemi, nécessitèrent un mouvement en avant de toute la 1$^{re}$ division. Cette opération, que la brigade D'ARCINE appuya avec autant de zèle que d'à-propos, nous rendit maîtres des mamelons intermédiaires entre notre position et celle de l'ennemi.

Le Général LAHITTE, accouru avec tout ce qu'il avait pu atteler d'artillerie, s'y établit et contre-battit, avec succès, le feu des batteries turques.

Nous ne pouvions rester dans cette position; il fallait, ou nous retirer derrière nos lignes, ou enlever le camp de l'ennemi. Le premier parti avait de graves inconvéniens, celui, surtout, de se retirer devant un ennemi qui regarde comme un succès tout mouvement rétrograde, quelque volontaire qu'il soit. Le second, au contraire, répondait aux vœux de l'armée, et présentait moins de difficultés qu'il ne semblait au premier coup d'œil.

On sait que les peuples de l'Orient, redoutables dans les premiers momens de leur fougue, se découragent facilement par l'insuccès, et que ce découragement est en raison des efforts qu'ils ont faits. Il s'agit de saisir ce moment pour réagir sur eux, et l'on est assuré d'éprouver peu de résistance; c'est aussi le parti que choisit le Général en Chef. Il ordonna de tourner la position de l'ennemi, en portant l'aile droite en avant.

Ce mouvement, long de sa nature, fut retardé par quelque malentendu, et ensuite ralenti par les mesures de précaution que le Commandant de la 2[me] division crut devoir prendre.

La brigade D'UZER trouva des obstacles au passage de l'Oued-el-Bagrass, sous Bridja ; l'ennemi voulut le lui disputer, mais il fut forcé de se retirer après avoir éprouvé des pertes considérables.

Le centre de la ligne était parvenu en face et à deux cents mètres de la grande redoute ennemie ; l'Artillerie, que conduisait le Général LAHITTE, la battait et en fesait taire les feux. Il était instant de profiter du moment pour l'enlever. Le Général ACHARD en reçut l'ordre. Le 14[e] s'y précipita au pas de course (*a*). Le 20[e] et partie du 28[e], voulant prendre part à l'action, avaient hâté leur marche ; alors le mouvement se fit par le centre. Nous fondîmes rapidement sur le camp ennemi, que nous trouvâmes désert. La brigade D'ANREMONT avait suivi le mouvement de la 1[re] division.

L'armée s'arrêta au milieu des tentes ennemies. Le Général ACHARD, seul avec le 14[e], suivit les traces des fuyards jusqu'au pied du mont Caïouche et sur la route de Sidi-Khaleff.

---

(*a*) M[r] LANGLOIS, ancien Aide de Camp du Maréchal S[t]-CYR, venu à l'armée pour faire des tableaux, se mit à la tête des voltigeurs du 14[e], et entra un des premiers dans la batterie. Il n'avait pu rester un instant oisif.

Selon l'usage des Orientaux, les Turcs, en marchant contre nous, avaient laissé leur camp tendu; agir autrement serait un présage funeste. Notre poursuite fut si vive et leur retraite si précipitée, qu'ils n'en enlevèrent rien, pas même le trésor de l'Aga, que les soldats se partagèrent.

Tout tomba entre nos mains : vivres, munitions, chameaux (*a*) et mulets. Le nombre des tentes s'éleva à 270. On sait que les Turcs seuls jouissaient de cet avantage. Plusieurs d'entr'elles étaient remarquables par leur grandeur et les commodités qu'elles offraient. Celle de l'Aga avait 14 mètres de long sur 7 de large, et 5 à 6 de hauteur.

Parmi les approvisionnemens dont ce camp était pourvu, celui de chapelets et d'amulettes n'est pas le moins digne de remarque. *Chapelets et amulettes.*

Au nombre des pièces d'artillerie qui tombèrent en notre pouvoir, une fixa notre attention : fondue par Poitevin, elle portait une H couronnée.

Cette journée décida du sort d'Alger. Ses meilleures troupes avaient succombé. D'après le dire

---

(*a*) Ici encore un préjugé fut détruit. On prétendait que les chevaux avaient les chameaux en horreur, et qu'ils fuyaient à leur approche. Des dispositions conformes à ces idées avaient été prises à l'ouverture de la campagne. Nous en trouvâmes plus de cent dans le camp, et pas un cheval n'en fut épouvanté.

des Consuls européens, les forces ennemies étaient de cinquante à soixante mille hommes, dont environ sept mille Turcs. Ces derniers perdirent plus de trois mille hommes. Ce nombre n'a rien qui puisse étonner, lorsqu'on fait attention à la fureur avec laquelle ils combattirent pendant quelques heures, et qu'on le compare aux fosses nombreuses trouvées sur plusieurs points du terrain des opérations. On se fera une idée de leur exaltation, quand on saura que plusieurs d'entr'eux se poignardèrent pour ne pas tomber vivans entre nos mains.

On ne peut rien dire des pertes des Arabes et des Cabaïls. En général, leur manière de combattre isolément et en tirailleurs doit les rendre peu considérables; toutefois, comme il est constant que le plus grand nombre en fut découragé et retourna dans ses montagnes, il est permis de penser qu'ils souffrirent beaucoup (a).

Selon le témoignage unanime des habitans, l'effroi et la consternation étaient tels dans l'armée et la population, qu'Alger nous aurait ouvert ses portes, si, ce jour-là, nous nous étions présentés sur les hauteurs du Boujaréah et du fort de l'Empereur.

*Pourquoi l'armée ne dépasse pas Staoueli.*

Sans doute il eût été militaire et conforme aux

---

(a) Salluste fait une observation semblable sur la perte des Numides; chap. 52, *Bell. Jugurth.*

principes de la science de poursuivre nos succès, et de ne pas donner à l'ennemi le temps de revenir de ses terreurs (*a*); mais il nous aurait fallu des moyens de transport, et les nôtres étaient encore dans la baie de Palma. Comment éloigner l'armée de nos magasins, sans avoir la possibilité de la pourvoir de vivres et de munitions? Ce parti n'eût-il pas été une haute imprudence, capable de compromettre le succès de l'entreprise? Il n'en est pas moins regrettable que le manque de chevaux ait paralysé nos mouvemens, rouvert de nouvelles chances de combat, et causé la perte de beaucoup de braves gens.

*Conduite de notre armée*

Dans tous ces combats, nos troupes furent belles et brillantes; on revoyait avec plaisir en elles le germe de ces vertus militaires qui, quelques années auparavant, avaient enfanté tant de miracles, et porté si haut la gloire du nom Français.

Nos pertes ne s'élevèrent pas à plus de sept à huit cents hommes, dont soixante morts.

Le même jour une redoute couvrit le front de la 1[re] division; le plateau sur lequel on l'éleva avait été occupé jadis par des constructions ro-

---

(*a*) Le Général BERTHÉZÈNE disait, le 20 au matin, au Colonel AUPICK, de la division LOVERDO : si j'avais commandé l'armée, nous serions devant le fort de l'Empereur. Mais ce Général ignorait alors que nos moyens de transport étaient encore en mer.

maines. En en creusant les fossés, on trouva des restes de tombeaux, une urne cinéraire, et des médailles en bronze de différentes grandeurs, dont une de l'Empereur.......

*Le Turcs reprennent courage.*

Notre inaction rendit le courage à l'ennemi ; il l'attribua, sans doute, aux pertes que nous avions éprouvées. Il avait, d'ailleurs, reçu quelques tribus nouvelles, telles que les Ahl-el-Hanout et les Ahl-Beni-Khalil.

Le 22, ils firent une reconnaissance qu'ils renouvelèrent le 23.

*Ils sont poursuivis jusqu'à l'Oued-el-Call.*

Le 24, ils furent plus audacieux et plus nombreux : ils osèrent attaquer nos avant-postes. Le Général en Chef venait d'y arriver ; il ordonna à la 1re division et à la brigade D'ANREMONT de les chasser. On les poursuivit sur les quatre directions par lesquelles ils se retiraient. Nous arrivâmes ainsi aux habitations qui couvrent le terroir des Beni-Msous. L'ennemi fit semblant de vouloir les défendre, mais la crainte d'y être enveloppé l'engagea à se retirer promptement. C'est dans l'attaque d'une de ces maisons, du côté de Del-Ibrahim, qu'un des fils de Mr DE BOURMONT fut blessé mortellement. Il était Lieutenant de grenadiers, et, par sa bravoure, son affabilité et le désir d'être utile à ses camarades, il avait mérité l'estime et l'affection de toute l'armée.

Après avoir pénétré à travers un pays excessivement fourré, les voltigeurs des 14e et 28e sui-

virent l'ennemi au-delà de l'Oued-el-Call; ils allaient fouiller une maison, lorsqu'elle s'éleva en l'air et retomba en poussière. L'ennemi, qui crut nos soldats enveloppés dans cette ruine, poussa des cris de joie qu'aucun malheur ne motivait.

Nous prîmes position sur le plateau qui domine la rive droite de l'Oued-el-Call. La brigade D'ANREMONT, qui formait la droite, s'établit en avant de Del-Ibrahim. Le centre occupa fortement le bois où se trouve le tombeau du *Marabet* SIDI-BONAGA, sur la route d'Alger, et la gauche appuya à l'Oued-el-Larens; le 28e retourna à Sidi-Khaleff pour couvrir les communications avec Staoueli.

*Les Arab se jettent s nos derrièi*

Pendant que nous exécutions ce mouvement offensif, quelques centaines d'Arabes se jetèrent sur nos derrières et enlevèrent plusieurs hommes isolés, au nombre desquels se trouva le jeune AMOROS.

*Position sur l'Oued-el-C*

Cette reconnaissance était utile et même nécessaire; elle nous avait fait connaître les débouchés sur Alger, et la nature des obstacles que nous pouvions y rencontrer; mais, une fois exécutée, il me semble qu'il eût été préférable de revenir au camp de Staoueli. Notre position sur l'Oued-el-Call, loin de nous offrir quelque avantage, présentait beaucoup d'inconvéniens. Elle rendait nos rapports avec le quartier général plus lents et plus difficiles; elle nous éloignait de nos magasins, et donnait à l'ennemi la facilité d'intercepter nos

communications et de nous attaquer à tous les instans du jour et avec avantage. Il ne tarda pas à s'en apercevoir et à en profiter.

Pour remédier au premier inconvénient, une brigade fut établie à Sidi-Khaleff, et plusieurs redoutes construites sur différens points de notre ligne d'opération; mais il fallait subir les conséquences du second.

*ombat du 24.* A peine étions-nous établis, que l'ennemi descendit du Boujaréah; profitant des haies et des maisons, il approcha de nos postes, à la portée d'un jet de pierre, et les attaqua, ainsi que le bois de Bonaga, avec beaucoup d'acharnement.

Pour s'en débarrasser, le 20ᵉ dut marcher à lui et le rejeter sur le plateau d'où il était descendu. La nuit mit fin au combat.

La 3ᵐᵉ division, qui était restée jusqu'ici en réserve, vint se mettre en ligne. La brigade D'ANREMONT retourna à Staoueli. Elle fut attaquée dans son mouvement, mais les efforts de l'ennemi furent sans succès.

*Position de l'armée.* L'armée fut alors disposée de la manière suivante :

1ʳᵉ division. — Sa droite en avant de Del-Ibrahim, sur le plateau en face d'Aïn-Gebougea (fontaine de l'olivier sauvage), et sa gauche au chemin de Staoueli à Alger.

3ᵐᵉ division. — Deux brigades en ligne, la droite au chemin de Staoueli, et la gauche à l'Oued-el-

Larens; la troisième brigade à Sidi-Khaleff pour couvrir les communications.

2^me^ division. — Deux brigades au camp de Staoueli, et une à Sidi-Ferruch.

Il avait été convenu, entre l'Amiral et le Général en Chef, que les marins occuperaient les retranchemens de cette presqu'île, afin de rendre toute l'armée disponible; mais, au moment de l'exécution, la Marine déclara ne pouvoir faire seule un tel service, et on lui adjoignit une brigade de la 2^me^ division.

Les 25, 26, 27 et 28 furent des combats continuels et opiniâtres. *Combats.*

Sur notre gauche, l'ennemi, profitant de l'avantage de sa position, nous fesait éprouver chaque jour des pertes assez fortes, sans que la valeur des troupes, ni les bonnes dispositions des chefs, pussent remédier à des inconvéniens qui étaient inhérens à la nature des lieux. Dans la journée du 26, la 3^me^ division eut cent soixante-huit hommes hors de combat.

Ces pertes auraient été évitées si nous fussions restés dans notre camp à Staoueli, par la raison que l'ennemi avait un trop long trajet à faire pour venir nous attaquer à tout instant, et que tous les désavantages de la position et des localités étaient contre lui. *Réflexions.*

Plus tranquilles à notre droite, les troupes s'y livrèrent à trop de sécurité. Saisissant avec audace *Surprise d'un avant-poste, le 28 Juin.*

le moment où elles s'occupaient de soins de propreté, l'ennemi fondit avec impétuosité sur nos avant-postes, le 28, les surprit, y coupa trois têtes, et se retira sans presque éprouver de pertes : cet événement n'eut pas d'autres suites. Ce même jour, le 35e eut un combat opiniâtre à soutenir à la gauche; il y perdit quatre-vingts hommes.

*Arrivée de nos transports, les 26, 27 et 28 Juin.*

Nos transports arrivèrent enfin; les chevaux pour l'artillerie et les diverses branches de service débarquèrent les 27 et 28 Juin.

*Dispositions pour l'attaque de l'ennemi.*

L'attaque de l'ennemi fut fixée au 29.

Sept brigades furent chargées d'en assurer le succès.

Les deux brigades de la 3me division durent quitter leur camp avant le jour, remonter l'Oued-el-Call jusqu'à sa naissance, et tourner la droite de l'ennemi.

Les deux brigades de la 2me division devaient appuyer ce mouvement et se porter sur le centre de la position, en suivant la route de Staoueli à Alger.

Enfin, la 1re division fut chargée d'en attaquer la gauche avec deux brigades, en passant par Aïn-Mahmoud; tandis que la 3me, servant de réserve, devait couvrir cette opération contre les tentatives de l'ennemi, et protéger les malades ainsi que le parc d'artillerie.

Depuis plusieurs jours, les Turcs nous avaient montré des forces considérables et beaucoup de

résolution. Leur artillerie nous avait fait du mal, et plusieurs points du plateau qu'il occupait nous paraissaient fortifiés ; les travaux qu'on avait vu exécuter fesaient même présumer aux hommes de l'art que le mamelon entre les deux fontaines était miné. Tout nous portait donc à croire à une résistance vive et opiniâtre.

*Attaque de la positi ennemie*

Il n'en fut rien, et l'ardeur de nos soldats se trouva trompée. L'ennemi, surpris à la pointe du jour, était trop peu nombreux pour opposer une résistance inutile ; il se retira après avoir tiré quelques coups de fusils, et la 3$^{me}$ division n'éprouva d'autre perte que celle de quelques blessés. Les deux autres ne brûlèrent pas une amorce.

*Faux mouvemen*

Parvenue à Byr-el-Olga (puits de la Circassienne), la 1$^{re}$ division reçut l'ordre de changer de direction à gauche, pour soutenir la 3$^{me}$ division qui se portait vers le Boujaréah, la seconde n'étant pas encore parvenue au poste qui lui avait été assigné.

*Erreur qui occasio ce faux mouvemen*

Une erreur qui, devant un ennemi plus instruit et mieux organisé, aurait pu avoir des conséquences funestes, occasiona ce faux mouvement.

Un brouillard épais couvrait la Mitidjiah ; on la prit pour la rade d'Alger, et la route pavée, indiquée par Boutin, fut crue la route de Constantine.

L'ennemi s'aperçut de la bévue, et vint fusiller

nos derrières ; mais il fut reçu par la brigade CLOUET, restée en position sur le plateau. La division LOVERDO l'y avait déjà rejointe.

Parvenus au puits qu'on trouve au pied du Boujaréah, on reconnut le fort de l'Empereur, à l'Est, et la division D'ESCARS s'y dirigea dessus par la ligne la plus directe.

Jusqu'ici on n'avait pas été à même d'apprécier la profondeur des ravins dont sont tourmentés les environs d'Alger; et ce trajet, qui aurait été facilement parcouru en deux heures par une contre-marche, en demanda six ou sept, et occasiona à cette troupe des fatigues inouïes.

Par suite du chassé croisé dont je viens de parler, la brigade ACHARD, de la 1re division, occupa la Vigie, sur le Boujaréah. L'occupation de ce poste rendait impossible à l'ennemi une longue défense, et l'obus qui, de ce point, fut lancé sur la Cassaubah, dut convaincre le Prince qui y régnait que l'heure fatale à la ville guerrière était arrivée.

Cette position nous était précieuse sous un autre rapport.

Une partie des naufragés au cap Bengut habitaient, sous la foi du Consul Sarde, la maison consulaire de cette nation. Entr'eux et nous il n'y avait plus ni Turcs, ni obstacles, et dans une heure ils pouvaient être entre nos mains. Le respect pour la foi jurée, et la crainte de compro-

duisaient presque à des combats singuliers, et leur résultat se bornait, de part et d'autre, à la perte de quelques hommes (*a*).

Le Génie et l'Artillerie poussèrent leurs travaux avec tant d'activité et un tel succès, que, le 2 Juillet, les deux batteries étaient terminées, armées et prêtes à faire feu.

L'attaque du fort de l'Empereur fut fixée au 3 ou au 4 Juillet. Le Général en Chef, voulant que la Marine participât à cette opération importante, et en facilitât le succès par une diversion puissante, prévint l'Amiral des dispositions qui avaient été arrêtées. Trois fusées, parties à minuit, devaient lui faire connaître si l'attaque aurait lieu le 3 ou le 4.

L'Amiral quitta la baie de Sidi-Ferruch, et, quoique les fusées n'eussent pas été lancées, il attaqua, le 3, les forts de la Marine, depuis la pointe Pescada, que nous occupions, jusqu'au fort neuf. Une canonnade vive et bruyante dura presque tout le jour; mais, soit que les vents, les courans ou les rescifs empêchassent nos vaisseaux de serrer la côte, leur tir fut sans effet. A peine quatre ou cinq boulets frappèrent les bat-

(*a*) Dans une de ces attaques, les Turcs pénétrèrent dans une batterie par les embrasures, y tuèrent un sergent d'artillerie et y blessèrent plusieurs artilleurs, parmi lesquels M[r] le Lieutenant Daru.

teries ennemies ; pas un ne porta sur la ville. Ce résultat ranima les espérances des Turcs, et produisit ainsi l'effet contraire à celui qu'on s'était promis.

*Prise du fort.* Le 4, à la pointe du jour, nos batteries ouvrirent leurs feux contre le fort de l'Empereur ; l'ennemi riposta avec vigueur, et ses feux se soutinrent jusque vers les sept heures ; alors ils diminuèrent sensiblement, et les nôtres acquirent une supériorité marquée. A huit heures, ceux de l'ennemi étaient éteints. Nous continuions à battre en brèche, lorsque, vers les dix heures, une forte détonation nous apprit que ce boulevard n'existait plus.

On crut d'abord qu'un de nos obus avait mis le feu à un magasin à poudre ; mais il paraît plutôt que ce fut l'œuvre de quelque canonnier, sans qu'on en puisse deviner le motif.

Le Hasnadgi (Ministre du trésor) était chargé de la défense de ce point si important ; et il est probable que, sans la contusion qui le força à se retirer, cet événement eût été prévenu et la résistance prolongée de plusieurs jours.

Quoique, à cette époque, ce fort fût un très-mauvais ouvrage, on ne l'eût point enlevé de vive force sans éprouver de grandes pertes : on ne peut en tenter l'assaut que sur un front très-rétréci et défendu par une double enceinte intérieure. Nous l'ignorions, et elle aurait nécessité l'ouverture

duisaient presque à des combats singuliers, et leur résultat se bornait, de part et d'autre, à la perte de quelques hommes (*a*).

Le Génie et l'Artillerie poussèrent leurs travaux avec tant d'activité et un tel succès, que, le 2 Juillet, les deux batteries étaient terminées, armées et prêtes à faire feu.

L'attaque du fort de l'Empereur fut fixée au 3 ou au 4 Juillet. Le Général en Chef, voulant que la Marine participât à cette opération importante, et en facilitât le succès par une diversion puissante, prévint l'Amiral des dispositions qui avaient été arrêtées. Trois fusées, parties à minuit, devaient lui faire connaître si l'attaque aurait lieu le 3 ou le 4.

L'Amiral quitta la baie de Sidi-Ferruch, et, quoique les fusées n'eussent pas été lancées, il attaqua, le 3, les forts de la Marine, depuis la pointe Pescada, que nous occupions, jusqu'au fort neuf. Une canonnade vive et bruyante dura presque tout le jour ; mais, soit que les vents, les courans ou les rescifs empêchassent nos vaisseaux de serrer la côte, leur tir fut sans effet. A peine quatre ou cinq boulets frappèrent les bat-

---

(*a*) Dans une de ces attaques, les Turcs pénétrèrent dans une batterie par les embrasures, y tuèrent un sergent d'artillerie et y blessèrent plusieurs artilleurs, parmi lesquels Mr le Lieutenant Daru.

vainqueur ; ils furent bientôt suivis du Consul-Général d'Angleterre, qui, du reste, ne déploya aucun caractère officiel.

L'ardeur du soleil fut cause que ces personnages passèrent dans un champ, à l'Ouest du fort (*a*), et là furent remises par écrit, au Kodgia, les dernières conditions du Chef de l'armée Française. Elles portaient en substance que le Dey serait libre d'emporter ses trésors particuliers et de se retirer où il voudrait; que la milice Turque serait transportée en Asie ; que les Maures et les Turcs conserveraient leurs fortunes et leurs propriétés, et qu'il ne serait rien changé au culte public. — Il y avait de la générosité dans ces conditions.

La chute du fort de l'Empereur avait dispersé les restes de l'armée ennemie. Sans troupes et sans moyens de résistance, ce Prince se trouvait livré à notre merci. Dans cette cruelle extrémité, il avait, assure-t-on, formé le projet de s'ensevelir sous les ruines de la Cassaubah (*b*), avec ses femmes et ses trésors, lorsque les propositions du vainqueur lui furent signifiées. Il eut de la peine à y croire ; et pour l'en persuader, il fallut qu'un de nos interprètes se rendît près de lui. Ce fut Braschewits, ancien interprète de l'armée

---

(*a*) Dans ce champ il y a un puits d'eau sulfureuse.

(*b*) L'exécution de ce projet était facile, il y avait dans la Cassaubah un magasin de poudre immense.

d'Égypte, qui fut chargé de cette mission. Il la regardait comme si périlleuse, qu'il recommanda sa femme et ses enfans au Général en Chef, et il ne serait pas surprenant qu'elle eût hâté sa fin.

Pendant ces négociations, le Génie ne perdait pas son temps : le Général VALAZÉ en avait profité pour ouvrir une communication avec les Tagarins ; et, sur les ruines du fort de l'Étoile, il avait commencé les ouvrages destinés à l'attaque de la Cassaubah, lorsque le Dey, en souscrivant aux conditions qui lui étaient imposées, rendit ces travaux inutiles.

Ainsi croûla et fut détruit ce Gouvernement d'Alger, pendant trois siècles le fléau de l'Espagne et la terreur de la Méditerranée.

Cette conquête, si utile à l'Europe, eût été, comme la victoire de GÉLON, un bienfait pour l'humanité, si la cupidité ne fût venue bientôt après corrompre et pervertir l'œuvre de l'armée.

Elle valut à la France la possession d'un trésor considérable ( environ 50 millions de francs ), d'une nombreuse et belle artillerie, de grands approvisionnemens de guerre, et d'immenses magasins de toute nature. Malheureusement la plus grande partie de ces derniers a peu profité au Trésor ( N° 8 ).



## CHAPITRE IV.

**Occupation d'Alger. — La Cassaubah. — Le Dey. — Son départ et celui d'une partie des Turcs. — Le Bey de Titeri, MUSTAPHA. — Course à Blida.**

*Occupation d'Alger.* L'occupation d'Alger, dans ces premiers momens, réclamait les soins et la surveillance d'un officier qui joignît, à beaucoup d'activité, une grande fermeté et surtout une moralité bien connue. Il fallait prévenir les désordres, empêcher les violences, inspirer la sécurité aux vaincus, protéger leurs personnes et leur fortune, réprimer la cupidité de quelques-uns, faire droit aux justes réclamations des autres, et assurer la tranquillité de tous. Cette tâche était honorable mais difficile à remplir. Le soin en fut confié au Général THOLOSÉ, et il s'en acquitta dignement; tant d'intérêts contraires furent sagement conciliés, et l'ordre et la paix publique ne furent pas troublés un instant.

Au calme profond qui régnait partout, personne ne se serait douté que, la veille, un Gouvernement avait été renversé, si le costume européen et certaines mutations dans les rôles n'eussent été là pour l'attester.

*Physionomie des habitans.* Accroupi sur la devanture de sa boutique, le Maure, impassible (*a*), fumait lentement sa pipe,

(*a*) Voici un exemple de cette impassibilité : tous les

ou jouait aux échecs en savourant son café. Le Turc, triste mais calme, subissait, sans se plaindre, l'arrêt du destin; tandis qu'insolent et radieux, le Juif traitait les Musulmans en vainqueur, et offrait aux Français, dont il voulait marcher l'égal, ses services au poids de l'or.

Des troupes de la division LOVERDO occupèrent la Cassaubah et la partie supérieure de la ville; la partie inférieure et la Marine furent confiées à la garde de la division D'ESCARS; mais cet ordre ne dura que peu de jours, et la 2me division resta seule chargée du service d'Alger.

*Position de l'armée.*

L'armée fut alors disposée de la manière suivante :

L'Artillerie dans les forts et aux écuries du Dey.

Le Génie réparti sur les différens points où l'on exécutait des travaux.

La cavalerie dans la plaine, à hauteur de Mustapha-Pacha, couvrant les routes de Constantine et Blida.

1re division. — Une brigade au Nord de la ville et sur le Boujaréah, occupant la pointe Pescada et les forts des Anglais, des 24 heures (a), et Bab-el-

---

Généraux en uniforme, suivis d'une escorte nombreuse, s'arrêtèrent, en revenant de la Mitidjiah, devant la belle fontaine de Byr-Kadem. Des Maures jouaient aux échecs sous ses voûtes; pas un ne leva la tête pour les regarder.

(a) Le fort des 24 heures s'appelle Sitteét-Akolet, du

Oued ou fort neuf; une autre au camp de Staoueli, et une troisième sur les hauteurs de Byr-el-Olga et le Libyar.

2me division. — Au fort de l'Empereur, aux Tagarins et à Alger.

3me division. — A Mustapha-Pacha, sur les routes de Blida, de Constantine et les hauteurs du Quoubba.

Le matériel de l'administration à l'Est et sous le Consulat de Suède.

Alger, quoique place de guerre, n'avait ni hôpitaux ni casernes. Celles des Janissaires, divisées en petites cellules, ne pouvaient convenir à nos besoins, et les principales étaient destinées, d'ailleurs, à recevoir des malades.

*Point de place d'armes à Alger.*

Elle manquait également de place d'armes où les troupes pussent se réunir au besoin, et la sûreté de la ville et le salut de l'armée en réclamaient une impérieusement. Ces établissemens de première nécessité n'étaient pas les seuls qui appelassent la sollicitude de l'autorité.

*Premiers travaux exécutés à Alger.*

Le fort de l'Empereur à rétablir, les fortifications de la place à réparer, son armement et le désarmement des forts à opérer, étaient autant de travaux urgens (*a*) qui en nécessitaient de

---

nom d'une sainte, patronne des vieilles filles, dont le tombeau est auprès. Selon la croyance commune, il suffit d'y aller prier trois jours de suite pour trouver un mari.

(*a*) La Marine ayant déclaré ne pouvoir approcher de

préliminaires longs et difficiles. L'élargissement des rues de la Marine et de Bab-el-Oued, ainsi que la construction de deux grandes portes pour donner passage à nos chariots, devaient les précéder. Tous ces travaux et d'autres moins considérables, mais aussi nécessaires, furent entrepris et plusieurs exécutés avec une rapidité surprenante. Le zèle suppléa au défaut de moyens.

*Désarmement des habitans.*

Une des premières mesures de l'administration fut le désarmement des habitans et de la milice Turque; il s'opéra avec calme et sans obstacle, mais il donna lieu à quelques exactions qui, quoique punies, ne le furent peut-être pas assez sévèrement, et surtout avec assez d'éclat (*a*).

*Émigration.*

La protection et la sécurité dont jouissaient les habitans, la discipline parfaite de nos troupes, et notre respect pour la religion et les mœurs de ces peuples, ne purent prévenir une nombreuse

---

la côte pour enlever la belle artillerie dont les forts étaient armés, force fut d'élargir les rues et d'abattre les remparts pour que l'Artillerie pût l'enlever et l'envoyer en France.

(*a*) Il est des noms malheureux. Celui d'Jahia est de ce nombre. La veuve de cet infortuné Ministre fut rançonnée à l'occasion de ce désarmement. Les coupables furent obligés à restitution et ensuite chassés de l'armée; mais ce n'était peut-être pas assez. Cette exaction n'a pas été la dernière qu'a soufferte cette malheureuse famille.

Je dois ajouter que les deux coupables n'avaient joint l'armée qu'après la conquête.

émigration. Les dévots, les fanatiques, les hommes timides, s'éloignèrent d'Alger, et conduisirent, dans l'intérieur des terres, leurs femmes et leurs enfans; un certain nombre de Turcs les y avaient déjà précédés, et l'on peut bien porter à dix ou douze mille le nombre des émigrans.

*Cassaubah.*

Personne n'ignore que la Cassaubah est la citadelle d'Alger, la résidence des derniers Deys, et le lieu où étaient gardés les trésors de l'État.

*Ses richesses.*

Les richesses qu'elle renfermait ont été singulièrement exagérées. Nos imaginations vives y ont réalisé le pays d'Eldorado avec ses rubis, ses perles et ses diamans (*a*). Ces contes, dignes des Mille-et-une-Nuits, ont été accueillis avec faveur et propagés avec soin. Nos hommes d'État eux-mêmes les adoptèrent ou feignirent de les adopter sans critique et sans examen.

*L'armée est accusée de dilapidations.*

Dans ces momens d'exaltation, on alla plus loin; la discipline, la modération, le patriotisme de cette armée, qui venait d'accroître la gloire militaire de la France, et conquérir un vaste royaume, furent méconnus, calomniés, et la tribune nationale retentit d'accusations flétrissantes portées contr'elle. Telle semble être la destinée des armées Françaises. Celle de la Loire, dont le sang, versé pour l'indépendance de la patrie, coulait encore de ses blessures, ne fut-elle pas saluée du

---

(*a*) Expression d'une dépêche du Ministre des Finances.

titre de *brigands?* Dans l'Armée d'Afrique, ô honte! beaucoup de ces mêmes officiers, pour prix de leurs travaux, ont vu ajouter à cette épithète odieuse, l'épithète plus avilissante peut-être de *voleur* (*a*).

Membre de cette armée, sa gloire m'est chère. Mon devoir et mon droit sont de repousser ces calomnies sous lesquelles on l'a long-temps opprimée, et dont les traces ne sont point effacées.

*Récit des désordres commis à la Cassaubah.*

Si, dans les premiers instans, il a été commis quelques désordres dans cette demeure du souverain; si quelques hommes ont manqué de délicatesse, y avait-il équité à rendre l'armée solidaire des méfaits de quelques individus qui, peut-être, lui étaient étrangers?

Je vais rappeler les faits sans rien déguiser; ils prouveront peut-être que, sous la tente, au milieu du tumulte des camps et de l'enivrement de la victoire, cette armée donna l'exemple de vertus bien rares aujourd'hui au sein des sociétés les plus tranquilles.

Le Dey Husseïn, son gendre Ibrahim et leurs femmes quittèrent la Cassaubah le 5 dans la matinée. Dans leurs appartemens restèrent amon-

(*a*) Le Gouvernement du Roi a eu occasion d'éprouver, dans des circonstances critiques, les troupes qui la composaient, et partout, à l'intérieur, elles se sont distinguées par leur patriotisme, comme elles avaient fait par leur constance devant l'ennemi.

celés des vêtemens plus ou moins riches, des costumes plus ou moins bizarres, et quelques objets plus précieux, tels que des pièces d'argenterie, quelques bijoux et même de l'or y furent oubliés.

Les précautions les plus ordinaires auraient suffi pour tout conserver; mais les hommes chargés de ces détails, sans expérience et sans connaissance du service, ne surent rien ordonner, rien prévoir.

A peine la Cassaubah était-elle occupée, que des officiers sans troupe, des administrateurs, des officiers de santé, des interprètes, des Juifs, des esclaves, et cette foule d'hommes sans emploi et sans titres qui s'attachent à la suite des armées et y sont toujours des agens de désordre, s'y précipitèrent pêle-mêle, beaucoup par curiosité, quelques-uns, sans doute, dans l'espoir du butin. Des portes furent enfoncées et les appartemens envahis; chacun voulait en emporter quelque chose qui eût appartenu au Dey, à ses femmes; mais tout le monde ne s'en tenait pas à ces bagatelles, et quelques-uns s'approprièrent de riches armes, des bijoux, dit-on, et des pièces d'orfévrerie (*a*). Toutefois, la quantité en a dû

---

(*a*) La plus belle et la plus riche est une cafetière en or déstinée au Trésor. Elle fut volée d'une manière difficile à expliquer. Elle est à Paris, entre les mains de M[r] B........., employé de l'armée. Il en fut de même des clefs en or de la ville.

Maintenant il serait curieux de savoir entre les mains

être fort petite ; les réclamations du Dey et celles de son gendre, qui portèrent uniquement sur quelques sommes d'argent, me paraissent en être la preuve évidente.

Quoiqu'il fût très-difficile de saisir, au milieu de cette confusion et de cette foule d'hommes inconnus les uns aux autres, les auteurs de ces pillarderies, l'opinion publique en signala, je ne sais sur quel fondement, plusieurs à la suite de l'État Major-Général, dont les noms auraient dû rester hors de toute atteinte.

*Désintéressement de plusieurs Généraux et Officiers supérieurs.*

A ces soustractions honteuses, à ce gaspillage déshonorant et presque sans valeur, je puis opposer, et je le fais avec plaisir, des traits de désintéressement dignes de servir d'exemple : des sacs de doublons, des bourses pleines d'or, des montres enrichies de diamans tombent entre les mains de quelques officiers, et tout est porté au Trésor. Un autre devient propriétaire d'un troupeau, et le produit en est versé dans la caisse de l'armée. Enfin le trésor de l'Aga lui fut conservé par un homme contre lequel beaucoup de clameurs s'élevèrent alors.

Au reste, ce que firent quelques-uns, tous l'au-

---

de qui se trouvent les montres et tabatières enrichies de diamans, et les pièces d'argenterie qui ont été transportées en France et remises au Trésor.

raient fait ; il en était bien peu, dans cette armée, qui ne pussent dire, avec GOFFREDO :

» *Non ambiziosi avari affetti*
» *Me spronaro all' impresa e ne fur guida.*
» *Guerreggio in Asia, e non vi cambio o merco.*

C'est là le trait saillant qui la distingue.

*Délicatesse de nos soldats.* Dans nos camps, devenus des espèces de marchés publics, les soldats sont non moins fidèles à l'honneur ; ils payent avec exactitude tout ce que l'Arabe leur apporte ; et, celui-ci, malgré sa méfiance naturelle, y laisse, sous la garde de la foi publique, ses bœufs et ses troupeaux, dont il ne vient réclamer le prix que plusieurs jours après (*a*).

Qu'on cite une armée, soit ancienne, soit moderne, qui, au milieu de succès aussi décisifs, ait fait preuve de tant de discipline, de tant de modération !

Les armées de la République, et je les cite à dessein, car personne n'en contestera ni le patriotisme, ni la sévérité de principes, les armées de la République reçurent parfois des gratifications, et toujours vécurent aux frais du pays conquis. Dans celle-ci, au contraire, tout s'achète, tout se paye ; et, au lieu des gratifications qu'on

(*a*) L'arbre chargé de fruits, resté intact dans le camp de SCAURUS, est-il plus digne d'éloges et de remarque ?

lui avait promises, on lui conteste ses succès et sa gloire. C'était pourtant le seul salaire de ses travaux, l'unique prix de son sang !

Jusqu'ici, on l'a vu, les vols qui peuvent s'être commis à la Cassaubah n'intéressent en rien le Trésor de l'État.

Celui-ci resta-t-il intact ? Voilà ce qui importe à la France et ce qui me paraît être hors de doute. L'on va voir sur quoi repose ma conviction. *Trésor de l'État.*

Il faut pourtant le reconnaître. Telle n'a pas toujours été l'opinion de l'armée; mais il me semble qu'on peut facilement remonter à l'origine de ce préjugé.

Pendant qu'on traitait de la reddition de la place, le Consul d'Angleterre assura M[r] DE BOURMONT qu'il trouverait au moins cent cinquante millions sous les voûtes de la Cassaubah ; et les Commissaires, lorsqu'ils en prirent possession, éblouis à la vue de ces tas d'or et d'argent, les évaluèrent à cent millions. Flatté de ces espérances, le Général en Chef aimait à faire connaître la destination qu'il assignait à tant de richesses (*a*).

---

(*a*) Rendre au Trésor les frais de l'expédition, payer l'arriéré de la Légion d'Honneur, créer des pensions pour les Chevaliers de S[t]-Louis, et donner une gratification à l'armée.

Les gratifications, dans les armées modernes, tiennent lieu de part au butin qui, chez les peuples de l'antiquité, était le droit de tout soldat de l'armée.

La croyance du Chef devint celle de l'armée, et, plus tard, elle aima mieux supposer des dilapidations, que de renoncer à ces idées agréables.

En entrant à la Cassaubah, le Général en Chef reçut, du Hasnadgi (le Ministre des Finances), les clefs du trésor. Il les remit immédiatement aux trois Commissaires chargés d'en faire l'inventaire (*a*).

Elles ne sortirent jamais de leurs mains, ou plutôt de celles de Mr Firino. Des gardes d'infanterie et de gendarmerie furent établies aux portes; nul ne pouvait entrer dans le trésor sans être accompagné d'un des Commissaires. Dans l'intérieur,

---

Cet usage passa chez les Francs et se conserva en France jusqu'aux 13e et 14e siècles, comme on le voit pratiqué par St-Louis, à la prise de Damiette, et par Du Guesclin, en faveur de ses bandes.

Il se perdit avec la discipline, et le pillage y fut substitué. Lorsque la discipline reparut dans les armées, les Généraux recoururent aux gratifications pour les récompenses extraordinaires. Ce droit ne leur fut jamais contesté, et ils en ont usé sous tous les Gouvernemens, sous la République, comme sous le Consulat et l'Empire. Le Général de l'armée d'Afrique pouvait donc en user sans encourir de blâme; mais il craignait la censure des Chambres, et voulut mettre sa responsabilité à l'abri des ordres du Conseil; ce retard priva l'armée d'une récompense qu'elle avait justement méritée.

(*a*) MM.rs Dennié, Intendant Général, Firino, Payeur Général, et Tholozé, Maréchal de Camp.

un officier fut chargé de séparer les pièces d'or de différentes valeurs, et deux vieux sous-officiers d'Artillerie eurent le soin de les peser et de les encaisser. Enfin, ce furent des soldats, commandés par des officiers, qui, de la Cassaubah, transportèrent ces caisses à bord des vaisseaux de l'État.

Telles sont les mesures qui, indépendamment de la moralité des Commissaires, devaient assurer à la France l'intégrité d'un trésor qui était sa propriété bien légitime, et il me semble qu'elles démontrent l'impossibilité de toute soustraction considérable.

Le 7, le Dey rendit visite au Chef de l'armée française.

En entrant dans ses appartemens, son trouble fut visible. Il fut taciturne, et une question qu'on lui adressa sur le trésor lui ayant fait penser qu'on le soupçonnait d'avoir touché à celui de l'État, il répondit d'un ton solennel : « La parole des Souverains doit être sacrée; et moi aussi hier je l'étais, et, comme tel, je déclare n'en avoir rien emporté. » Ensuite il réclama une caisse contenant environ trente mille sequins et des armes précieuses qu'il avait laissés dans ses appartemens, et, en effet, on les y avait trouvés. Enfin, il assura que jamais, depuis son élévation au pouvoir, l'État n'avait possédé de diamans. « Je n'ai que ceux de mes femmes, ajouta-t-il, et, bien que ma propriété, j'offre de vous les livrer. » *Visite du Dey au Général français.*

Le surlendemain, M[r] DE BOURMONT lui rendit sa visite.

Le Dey lui fit un compliment de condoléance sur la mort de son fils. « Et moi aussi, dit-il avec » émotion, j'en avais un.... Dieu est grand !... » Il parla ensuite de l'embarras de sa première visite, et ajouta, en riant, que, lorsqu'on tombait de si haut, il était permis d'être étourdi. Enfin, le Général en Chef s'étant informé de l'état de sa fortune, et lui ayant offert un million : « Dieu garde, » répondit-il, je ne demande que les trente mille » sequins que j'ai laissés. Au reste, si jamais j'étais » dans le besoin, le Roi de France est le seul au- » quel je demanderais des secours. » Ensuite il donna au Général en Chef des renseignemens particuliers sur les hommes et sur les revenus de l'État, et lui offrit, pour ce dernier objet, les services du premier Kodgia, son meilleur ami (*a*). Nous n'en profitâmes pas, au grand dommage de l'État.

Selon ce Prince, ACHMET, Bey de Constantine, était digne de confiance, et garderait sa foi s'il jurait fidélité ; MUSTAPHA, Bey de Titeri, était un homme peu sûr et turbulent : « Il m'a coûté plus » que ne valaient ses services, dit-il. Quant à

---

(*a*) Il est remarquable que c'était celui-là même qui avait offert à M[r] DE BOURMONT de lui apporter la tête du Dey.

» HASSAN, Bey d'Oran, ajouta-t-il, c'est un vieil-
» lard qui fera ce que vous voudrez, mais qui
» est sans influence dans sa Province. »

Le 10, ce Prince quitta Alger pour aller habiter Naples. Le même jour, environ deux mille Turcs furent embarqués pour l'Asie; beaucoup d'autres, qui étaient mariés, reçurent l'autorisation de rester à Alger. Cette mesure déplut aux Maures, à qui leur présence était toujours redoutable. *Départ des Turcs.*

L'emploi si important d'Aga des Arabes, toujours confié à un des principaux Turcs, était vacant depuis la chute du Gouvernement. Mr DE BOURMONT y nomma un Maure d'Alger, dévoué à nos intérêts; mais ce choix ne fut point agréable aux Arabes; il ne flattait pas leur vanité. Ce Maure n'avait, à leurs yeux, ni assez de fortune, ni assez de naissance; aussi n'exerça-t-il jamais sur eux qu'une très-faible influence, et les avantages que nous nous en étions promis se réduisirent à presque rien. Plus tard il fut destitué par le Général CLAUZEL. *L'Aga des Arabes.*

Dès le 8 du mois de Juillet, trois jours après la prise d'Alger, MUSTAPHA, Bey de Titeri, fit sa soumission, et demanda une nouvelle investiture; mais son caractère peu sûr, et les plaintes journalières des tribus contre lui (*a*), fesaient hésiter *Mustapha. Bey de Titeri*

(*a*) On l'avait surnommé *le Lancier*, parce qu'il s'amusait, dit-on, à tuer ses ennemis à coups de lance.

le Général en Chef. Il se laissa vaincre à la fin, et lui remit le yatagan.

Ce Bey partit pour Médéah. Il s'était obligé à fournir huit cents bœufs à l'armée; il paraît même qu'il les mit en route, mais qu'il engagea sous main les Musoïa et les Sommata à les enlever (*a*).

*Conspiration des Turcs.*

Vers la fin du mois de Juillet, on découvrit ou l'on crut découvrir un complot tramé par les Turcs. Leurs amis assuraient que les Maures, craignant de les voir ressaisir le pouvoir, avaient ourdi contr'eux quelque intrigue, afin de les rendre odieux à l'autorité. Quoi qu'il en soit, leur expulsion fut décidée, et beaucoup furent arrêtés.

*Leur expulsion.*

Pleins de l'idée qu'ils possédaient des richesses immenses, on imagina de les soumettre, avant de les exporter, à une contribution de guerre de vingt-cinq millions. Les bannir et les dépouiller à la fois était dur; aussi pas un ne paya la taxe dont il avait été frappé. Cependant on voulait avoir leur argent, et l'on s'avisa de l'expédient de leur enlever, au moment où on les embarquait, l'argent et les bijoux dont ils étaient possesseurs.

*Mesures frivoles.*

Cette mesure odieuse, contre laquelle s'éleva un cri général, ne produisait rien. On le fit observer au Général en Chef, qui se hâta de la rapporter

---

(*a*) Ce sont deux tribus à travers les montagnes desquelles passe la route de Médéah, et auxquelles le Bey de Titeri fesait des présens à son avènement au Beylick.

et de faire restituer à chacun ce qui lui avait été pris. Ce fut le Général BERTHÉZÈNE qui l'y engagea; il fut appuyé par Mr FIRINO.

Ce Ministre, comme on voit, ne croyait pas à l'infaillibilité du pouvoir; phénomène bien rare aujourd'hui parmi les hommes d'État.

*M. de Bourmont croit rentrer en France*

Mr DE BOURMONT espérait rentrer en France, vers la fin de Juillet, avec la majeure partie de l'armée. Craignant de jeter la France dans des embarras politiques, et le Trésor dans des dépenses onéreuses, il ne préjugea rien sur la destination future de cette conquête, et, en attendant que le sort en fût fixé, il pensait pourvoir, avec une division de dix à douze mille hommes, à la conservation de la ville et du rayon militaire nécessaire à la sûreté et au bien-être de ce corps de troupes.

*Impression produite par chute d'Alger sur les Arabes*

La chute d'Alger la guerrière, la victorieuse, la bien gardée (*a*), avait fait sur les peuples de ces contrées une vive impression. Des bords du Sahâa, des Arabes étaient accourus pour voir le peuple *dont les pieds fesaient jaillir le feu du sein de la terre;* mais chez eux les impressions sont peu durables; leur imagination ardente en reçoit facilement de nouvelles. Aussi, revenues de leur première stupeur, les tribus des montagnes, même les plus rapprochées d'Alger, mirent en question

(*a*) Ce sont trois épithètes de l'une desquelles le nom d'Alger était toujours accompagné.

si elles reconnaîtraient notre autorité. Une assemblée nombreuse devait se réunir sous peu au cap Tement-Foux pour délibérer sur cet objet. On savait qu'il s'était formé deux partis parmi les Arabes, et que quelques tribus voisines de Blida nous étaient opposées.

*Course à Blida.* Malgré ces avis, dans une course sur le Haratch, Mr DE BOURMONT, cédant au désir de quelques officiers généraux, avait fait le projet d'aller visiter, avant son départ, cette ville et la partie du petit Atlas qui l'avoisine. C'était une partie de plaisir qui offrait l'avantage de faire une reconnaissance de cette contrée; mais, d'un côté, on lui conseillait d'attendre le résultat de la conférence des Arabes; tandis que, d'un autre, on lui peignait ce retard comme un acte de faiblesse. Cette considération l'emporta, et il fit cette course avec environ mille hommes et deux pièces de canon.

Les autorités de Blida vinrent à sa rencontre et lui protestèrent de leur fidélité; elles le prévinrent en même temps que les Sommata, les Beni-Salah et d'autres tribus voisines avaient des intentions hostiles. On n'en tint pas assez compte.

*Blida.* Blida est un très-mauvais poste militaire. Située au pied de montagnes assez élevées, cette ville en est dominée de si près, qu'au milieu de ses rues on n'est pas à l'abri du feu des montagnards qui les occupent. Le dernier tremblement de terre en a fait un tas de décombres, et l'enceinte dont elle

est revêtue ne saurait la garantir d'un coup de main.

Frappés des désavantages de sa position, les Turcs avaient voulu la transplanter à sept ou huit cents toises plus loin dans la plaine. Déjà le mur d'enceinte de la nouvelle ville était bâti, lorsque ce même tremblement de terre le renversa sur plusieurs points. Par un hasard singulier, les mosquées de Blida étaient restées debout au milieu de ce bouleversement ; ces peuples y virent le doigt de Dieu, et renoncèrent au projet de l'abandonner. On voit encore les ruines de ce nouveau mur ; elles portent le nom de nouvelle Blida.

*Agression des Arabes.*

A peine campées, nos troupes furent reconnues par les montagnards. Le lendemain, ils descendirent des hauteurs, s'embusquèrent derrière des haies, et occupèrent quelques défilés sur la route d'Alger. Ces préliminaires exécutés, ils commencèrent leur agression par l'assassinat de quelques hommes à cheval qui menaient leurs chevaux à boire. Le chef de bataillon TRÉLAN, Aide-de-camp du Ministre, et qui n'avait fait cette course qu'avec répugnance, alla reconnaître d'où provenaient les coups de fusil qu'on venait d'entendre ; il en reçut un dans le bas-ventre, dont il mourut quelques momens après.

Au sortir de Blida et jusqu'au défilé de Boufariek, nos troupes furent entourées de tous côtés, et obligées de combattre plusieurs milliers d'en-

nemis postés avec avantage. L'escadron du 17$^e$, qui servait d'escorte au Général en Chef, trouva l'occasion de faire des charges heureuses, dans l'une desquelles le Général Desprez, emporté trop loin, courut un assez grand danger. Le Capitaine d'artillerie Marey, Aide-de-camp du Général Lahitte, sut s'y faire distinguer. Il y eut de part et d'autre quelques morts et des blessés.

Il eût été facile au Général Bourmont de punir ces tribus; mais il pensa que cette expédition, au milieu des plus grandes chaleurs de l'été, augmenterait le nombre de nos malades, déjà fort grand; que, pour venger cette offense, il faudrait sacrifier un certain nombre d'hommes; et qu'enfin ces peuples, après avoir fui devant lui, reviendraient sur leurs pas lorsqu'il se retirerait. Ces raisons sont puissantes et devaient l'emporter, peut-être, sur le désir de la vengeance et la crainte du mauvais effet que pouvait produire l'impunité (*a*). Quoi qu'il en soit, cet événement fut célébré par l'ennemi comme une victoire; il envoya jusqu'à Bone les dépouilles de quelques-uns de nos morts, et l'assemblée des Scheicks ne se réunit pas.

*La nouvelle de la Révolution de Juillet arrive à l'armée.*

Bientôt des nouvelles d'une toute autre gravité vinrent absorber l'attention générale et faire ou-

(*a*) L'auteur fut alors d'un avis contraire. Après un long et mûr examen, il n'ose décider; cependant il penche pour le parti qui fut pris.

blier cet incident : un vaisseau marchand de Marseille annonça, le 10 Août, la Révolution de Juillet. Malgré les détails qu'il en donnait, on ne pouvait y ajouter foi. Le trône renversé en trois jours! La famille régnante expulsée de France, sans guerre et sans combats! Tout cela paraissait hors de la sphère des choses possibles.

Une lettre du Général GÉRARD, comme Ministre de la Guerre, au Maréchal BOURMONT, ne tarda pas à lever tous les doutes.

Si ma mémoire est fidèle, le Ministre de la Guerre, séparant avec soin la cause de Mr DE BOURMONT de celle de ses collègues, annonçait à ce Général que le Duc D'ORLÉANS était Lieutenant Général du Royaume, et que les couleurs nationales avaient été reprises; il l'engageait à reconnaître le nouvel ordre de choses, et lui promettait tous les avantages de la position qu'il avait *choisie*.

Le 11, le Maréchal convoqua les officiers généraux, et leur donna connaissance de cette lettre; on fut unanime pour la reconnaissance du Gouvernement (*a*). Il y eut scission pour la reprise des trois couleurs. C'était une inconséquence: mais où n'en trouve-t-on pas?

Le 13, on se réunit encore. Les officiers supé-

---

(*a*) Mr D'ESCARS ne prit point de part à la délibération; il regarda comme un devoir rigoureux pour lui d'aller joindre Mr le Dauphin et de prendre ses ordres.

rieurs y furent appelés. L'assemblée, plus nombreuse, fut plus agitée, et cela devait être. Quelqu'un y fit la motion de porter l'armée en France; Mr de Bourmont en démontra l'impossibilité, l'inutilité, et pourtant, par déférence pour certaines exigences, il demanda à l'Amiral, dont on connaissait d'avance la réponse, s'il avait les moyens de transport nécessaires à cette opération (*a*).

Ce Maréchal, hors d'état d'apprécier de si loin les nécessités qui résultaient d'un événement encore si peu connu, aimait à se bercer de l'idée que le Duc d'Orléans bornerait son rôle à régir la France pendant la minorité du jeune Henri; cependant, lorsque ses illusions furent détruites, et que les journaux apprirent à l'armée (car elle n'en fut point instruite officiellement) que ce Prince avait été élevé sur le pavois, on l'entendit répéter plusieurs fois que le devoir de tout bon Français était de se rallier au nouveau trône, afin d'éviter les malheurs dont la France était menacée.

Enfin, le 17, les vœux de l'armée furent satisfaits, et la Terre et la Mer arborèrent le drapeau tricolore à huit heures du matin. Il fut salué par vingt-cinq coups de canon.

Cet événement politique blessait trop d'intérêts

(*a*) Dans cette réunion, au milieu de cette grave discussion, il y eut bien des scènes burlesques et faites pour exciter le rire et la pitié.

moraux et matériels pour ne pas exciter des mécontentemens et faire naître des oppositions. Aussi plusieurs officiers de tout grade, dignes d'estime et de regrets, quittèrent-ils l'armée.

C'est un grand malheur que, dans nos états modernes, les devoirs des citoyens soient assez problématiques encore pour que des hommes de bien et des cœurs droits puissent douter entre le prince et la patrie.

*Le Bey de Titeri lève le masque et nous déclare la guerre.*

Nous avons vu que la conduite du Bey de Titeri, depuis qu'il était rentré dans sa Province, avait été fort équivoque et justifiait l'idée qu'en avait donnée Hussein-Pacha.

La Révolution de Juillet fit naître en lui de grandes espérances ; il pensa qu'il en résulterait trop d'embarras pour qu'on pût, en France, s'occuper de l'Afrique, et, pour me servir d'une de ses expressions, qu'elle ne laisserait pas aux *Français le temps d'appuyer leurs têtes sur leurs mains.* Il leva donc le masque, et, le 21 Août, il nous déclara la guerre.

Dans son manifeste, il nous menaçait de venir, sous peu de jours, à Aïn-Rebat (*a*), avec une armée de deux cent mille hommes.

---

(*a*) On sait que c'est le point de débarquement de Charles V, et qu'il n'est éloigné de la ville que d'une demi-lieue.

Cette rodomontade, au lieu du rire qu'elle aurait dû provoquer, fit naître certaines appréhensions, et les Consuls eux-mêmes, qui devaient connaître mieux que personne la faiblesse et l'inanité des moyens de ce Bey, crurent ou firent semblant de croire à une attaque sérieuse.

Cette opinion ne pouvait soutenir le moindre examen ; son armée consistait en sept ou huit cents Turcs et Colourlis ; il n'avait point de munitions de guerre, et, peu avant sa révolte, il avait demandé dix quintaux de poudre qui lui furent refusés. Sans argent, il était réduit à altérer le titre des monnaies qu'il fesait frapper. Haï et craint des Arabes, ceux-ci désiraient sa perte et ne pouvaient lui offrir aucun appui solide : le Bey d'Oran n'exerçait plus aucune autorité sur sa province ; celui de Constantine était errant dans les déserts, et conséquemment l'un et l'autre hors d'état de venir à son secours ; mais, l'eussent-ils pu, le titre de Pacha (Dey), que Mustapha s'était arrogé, aurait suffi seul pour le lui faire dénier, car ni l'un ni l'autre n'auraient voulu se ranger sous ses lois. Que pouvait-il donc entreprendre ?

Malgré cette impuissance bien démontrée, et faute d'examen, on ne parlait que de l'attaque prochaine de ce Bey, et quelques cavaliers ayant paru dans la Mitidjiah, on les crut l'avant-garde de son armée : alors diverses mesures de précau-

tion furent jugées nécessaires pour se mettre à l'abri de leurs entreprises, et notre ligne fut couverte de redoutes, de blockhaus et de maisons crénelées.



## CHAPITRE V.

**Administration militaire. — Malades. — Hôpitaux. — Magasins.**

*Administration militaire.*

Nous avons déjà fait remarquer avec quel soin l'administration militaire avait prévu les besoins de l'armée et préparé les moyens d'y satisfaire. Ces mesures furent efficaces, et, à peine arrivés sur le rivage africain, les services divers se trouvèrent organisés comme par enchantement. La troupe reçut des vivres frais dont elle était privée depuis un mois, et les malades trouvèrent des lits sous des bâches spacieuses et bien aérées.

Dans ces premiers momens et tant que dura la campagne, les agens de l'administration, rivalisant de zèle, vainquirent, par leur activité et leur intelligence, toutes les difficultés locales, et souvent suppléèrent au manque de transports. Il n'en fut plus ainsi après la conquête. Alors beaucoup d'entr'eux ne parurent plus s'occuper que de leurs intérêts ou de leurs commodités, et l'armée n'eut que trop de motifs de plainte. Les troupes campées ne reçurent pas toujours régulièrement leurs subsistances, et les malades manquèrent souvent des soins et des secours que réclamait leur état.

*Hôpitaux et malades.*

Le défaut d'hôpitaux assez vastes pour contenir

les malades, dont le nombre augmentait d'une manière effrayante, nécessita, malgré des évacuations fréquentes sur Mahon et Marseille, la création d'infirmeries régimentaires; mais ces établissemens, dépourvus de moyens curatifs, et manquant même de paille, ne pouvaient apporter à nos soldats aucune espèce de soulagement.

Notre long séjour sur les vaisseaux, le régime hygiénique auquel le soldat y fut astreint (*a*), les fatigues de la campagne, la chaleur brûlante du jour, l'abondance et la froidure des rosées pendant la nuit, furent autant de causes de maladies qui expliquent suffisamment et la quantité et la nature de celles qui affligèrent si cruellement notre armée.

Dans des temps ordinaires, une telle calamité lui aurait valu, seule, des droits à l'intérêt de tous les Français. Il n'en fut pas ainsi. Au milieu des passions qui nous agitaient, elle devint, au contraire, le texte de nouvelles accusations contre l'armée. Pourra-t-on le croire? On en découvrit la cause dans son indiscipline.

J'ai prouvé que jamais armée ne fut plus disciplinée; mais s'il était besoin de nouvelles preuves, un fait incontestable, pris parmi beaucoup d'autres, répondrait à ces assertions que je ne saurais qualifier trop énergiquement : le besoin

---

(*a*) Le lard salé et le biscuit en sont la base.

le plus pressant pour l'homme parvenu à l'âge de ceux qui composent l'armée ne pouvait être satisfait, et pourtant aucune plainte ne se fit entendre, aucune femme ne fut insultée!

L'administration aurait pu remédier, par des soins et plus d'activité, à une partie de ces maux; elle eut le tort grave de n'en rien faire. Pressée par la nécessité, plusieurs fois elle avait agité la question de s'emparer de quelques mosquées pour y placer des malades; mais, outre que ces lieux sont peu aérés, et qu'ils auraient exigé des réparations longues pour les approprier à ce nouveau service, on craignait l'effet que pourrait produire cette espèce de profanation des lieux saints.

Ces considérations firent renoncer à ce projet, et les malades restèrent sans asile ou s'amoncelèrent dans les infirmeries régimentaires. Alors on jeta les yeux sur la salpêtrière : c'était un peu tard, et les travaux que nécessita le changement de destination de ce bel établissement, ne le rendirent utile que pour l'avenir. Du reste, située hors d'Alger et dans le quartier le plus sain, les malades s'y rétablissent plus promptement que dans les hôpitaux de la ville, et la mortalité y est moindre.

*Magasins.* Le Gouvernement Turc aimait à amonceler les approvisionnemens de toute espèce; aussi l'armée trouva-t-elle, dans Alger, de riches magasins en sel, laines, toiles, plomb, cuivres, marbres et grains.

En prenant possession de cette partie de la fortune publique, l'administration avait le devoir rigoureux d'en constater les quantités et les qualités avec soin; elle l'oublia, et cette négligence coupable favorisa plus tard des soustractions scandaleuses au détriment du Trésor.

Personne n'éprouvera de surprise quand je dirai qu'il serait difficile, et peut-être impossible, de constater légalement les dilapidations dont je vais parler; c'est le contraire qui étonnerait après les progrès qu'a faits, parmi nous, l'art *de faire des affaires.* D'ailleurs le temps a fait disparaître bien des indices éloquens.

Néanmoins, comme j'en ai la certitude morale, et que ma conviction, à cet égard, est complète, je ne puis les passer sous silence. Si la publicité que je donne à ces abus pouvait en prévenir le retour, je serais trop dédommagé des haines que leur révélation va soulever contre moi, et que ma réserve n'apaisera pas.

Une quantité énorme de laine, produit des contributions des quatre dernières années, était réunie dans divers locaux; on ne saurait l'estimer à moins de 13,000 quintaux métriques. *Laines.*

D'abord on eut la pensée de la vendre en entier à Alger; mais ce mode, réprouvé par l'armée et si contraire à l'intérêt de l'État, fut abandonné. Plus tard, on en forma sept mille balles, dont l'État a payé les frais d'emballage. Quatre mille

d'elles, expédiées à Marseille, y furent vendues au prix moyen de 100 fr. le quintal, non compris les droits (*a*). Que sont devenues les trois mille autres? je l'ignore. Il en était encore resté dans les magasins; elle fut vendue à Alger au vil prix de 36 fr. le quintal. Cette opération fut régulière; la vente en fut faite par adjudication publique.

*Reproches.* L'administration, avant de s'occuper de cette vente, n'aurait-elle pas dû profiter d'une ressource aussi précieuse pour fournir la troupe de matelas et la soustraire à l'humidité du sol, si funeste à la santé des hommes?

Je sais qu'elle a objecté qu'étant surge, la laine ne pouvait être mise en œuvre; mais cette raison paraît peu satisfaisante, car ni l'eau ni les bras ne manquaient dans le pays.

Un magasin plus riche encore que celui dont nous venons de parler, était le magasin à toiles.

*Toiles à voile.* On a évalué à vingt-cinq mille le nombre de pièces de toile à voile qu'il renfermait, et pas une aune n'a été employée pour les vaisseaux de l'État; pas une aune n'est entrée dans les magasins de la Marine (*b*).

*Toiles ordinaires.* Quant aux toiles ordinaires, leur quantité de-

(*a*) Cette vente se fit par les soins de Mr l'Intendant Rey.

(*b*) Mr de C........, Commandant de la Marine, m'a dit que dix mille pièces de cette toile valaient un million.

vait être immense; un administrateur disait, sans doute par hyperbole, qu'elles pouvaient suffire au chargement de cinquante bâtimens.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la plus grande partie de celles qui se sont vendues jusqu'à ce jour à Alger, proviennent de cette source. Il est pourtant juste de reconnaître que tout n'a pas été dilapidé. Six mille paires de draps, et une certaine quantité de toiles grossières, ont été réservés pour la troupe et les hôpitaux.

Toute l'armée a vu une quarantaine de Biscris occupés, pendant une longue série de jours, à descendre de la Cassaubah des saumons en plomb, en étain, en cuivre; ils ont été vendus, et six mille francs sont entrés au Trésor !........ *Plomb, étain cuivre.*

La Genina (*a*) renfermait un magasin de grains considérable. C'était une réserve destinée à pourvoir aux besoins des habitans en cas de disette. On les estima à quatre mille cinq cents mesures ou sâas (*b*). Ils furent mis en vente, et l'administration s'aperçut vite combien cette évaluation était au-dessous de la réalité. Selon des calculs *Grains.*

---

Il paraît qu'elle a été vendue en grande partie en Italie. Quelques acheteurs ont été connus, mais les vendeurs sont restés dans l'ombre, quoiqu'on en ait dit les noms à l'oreille.

(*a*) L'ancien palais des Deys.

(*b*) Le sâa pèse environ quatre-vingts livres.

que la capacité des magasins paraît confirmer, elle aurait été d'à peu près quinze mille cinq cents sâas. Il semble qu'on n'a rendu compte que de celle de sept mille huit cents. Partie de ces grains fut vendue à raison de 2 fr. 79 c. la mesure, et partie échangée contre du lard.

Bientôt la situation du marché fit sentir la nécessité de les remplacer et d'imiter la sage prévoyance des Deys, en formant une réserve pour parer à tout événement. Une maison de commerce fut chargée de ce soin.

Le sâa, ou mesure, fut payé le prix énorme de 16 ou 17 fr. (*a*).

Soit mauvaise qualité, soit manque de soin, ces grains se détériorèrent promptement, et l'administration se vit forcée à les revendre trois mois après, à raison de 5 fr. la mesure, alors prix de la place.

Cette opération, si onéreuse au Trésor, avait été enveloppée d'une sorte de mystère qui donna lieu à beaucoup de suppositions injustes peut-être, mais accueillies par la voix publique.

*Marbres.* Je termine cette nomenclature d'une partie des iniquités que j'ai vues, ou qui sont parvenues à ma connaissance, par la moindre de toutes. Je veux parler des marbres. La quantité en était con-

(*a*) A Alger, le prix moyen du sâa est de 3 boudjous 1/2 ou 4 boudjous, c'est-à-dire de 6 fr. 50 c. à 7 fr. 50 c.

sidérable ; ils étaient taillés et prêts à être mis en œuvre. Une partie fut vendue à un sol la livre.

Des colonnes, des coupes à fontaine, des encadremens de fenêtre, et des dalles de marbre blanc, sont venus, en France, embellir des châteaux. Le reste a été conservé par les soins du Génie (N° 9).

Voilà les détails qu'il m'est permis de donner sur cette matière si délicate. Ils suffisent pour faire apprécier les dommages immenses qu'a reçus l'État. Malgré la facilité de nos mœurs, le scandale a été grand, à Alger, parmi les hommes les moins sévères.



## CHAPITRE VI.

### Organisation intérieure.

*On crée une administration civile.*

Au moment de la chute d'Alger, les administrations locales cessèrent leurs fonctions. Cette brusque interruption dans toutes les branches du service, y porta le désordre et causa des dommages notables au Trésor. C'était un mal qu'on aurait pu éviter, peut-être, mais qu'il était instant de faire cesser.

Pour y parvenir d'une manière sûre et prompte, le Général en Chef créa une commission consultative.

*Commission consultative.*

Composée de militaires, d'administrateurs et du Vice-Consul de France à Alger (*a*), cette commission, dont les fonctions étaient gratuites, discutait les mesures qui paraissaient les plus propres à concilier le bien du pays et les avantages de la France, et en proposait l'adoption au Chef de l'armée.

L'analyse de ses travaux serait inutile et impossible aujourd'hui que le registre de ses délibérations n'existe plus. Je me bornerai donc à rappeler les plus importans de ses actes; ils serviront

(*a*) Mr Deval, neveu de l'ancien Consul Deval.

à faire connaître les vues de l'autorité et l'esprit qui l'animait.

Un de ses premiers soins fut la formation d'une administration municipale; les membres en furent choisis parmi les Maures et les Colourlis (*a*), dans la proportion de leur population respective. *Administration municipale.*

Un Commissaire du Roi fut placé près d'elle pour la surveiller et en diriger l'action. Ces fonctions importantes furent confiées à un Sous-Intendant militaire d'une réputation intacte (*b*). *Commissaire du Roi.*

Pour subvenir aux dépenses locales, il fut accordé à cette administration le droit sur la vente du sel et le produit d'un octroi, dont le tarif fut soumis à l'autorité suprême.

C'est ainsi qu'en avait agi NAPOLÉON en Égypte, et certes il n'y avait rien de mieux à faire que de suivre un si sage exemple; aussi l'essai réussissait-il parfaitement. Plusieurs Maures s'affectionnaient à nos intérêts; leur crédit, leur influence sur les populations extérieures devenaient notre propriété, et le commerce pouvait se promettre des profits considérables. Déjà plusieurs appelaient de leurs vœux l'importation, dans leur patrie, de notre agriculture, de notre industrie; enfin, l'armée n'avait qu'à se louer de ses rapports avec

---

(*a*) Colourlis, c'est le nom qu'on donne aux enfans de Turcs et de Mauresques.

(*b*) Mr BRUGNIÈRE.

l'autorité civile ; mais on avait eu, en appliquant ce système, des vues plus vastes, et on s'en promettait les avantages politiques et commerciaux les plus étendus.

Tout le monde sait que les Maures forment la population des villes de la Régence, et l'on se flattait que les avantages dont jouiraient, au milieu de nous, ceux d'Alger, exerceraient en notre faveur la plus utile des propagandes, et leur rendraient notre domination désirable. Dans tous les cas, c'était une politique sage, honorable et digne d'une nation parvenue, comme la nôtre, à un haut degré de civilisation.

Un autre ordre d'idées fut, peu après, substitué à celui-là ; nous serons à même de le faire apprécier (*a*).

*Les Juifs.* Les Juifs continuèrent à se régir particulièrement ; le chef qu'on leur donna fut choisi parmi les trois candidats qu'ils avaient été autorisés à présenter. Les pouvoirs de ce magistrat, d'abord très-étendus, furent considérablement restreints un peu plus tard.

La suppression des juridictions consulaires avait été la conséquence de notre conquête, et les transactions commerciales restaient en souffrance. Il fallait pourtant une autorité pour juger les diffé-

---

(*a*) Voyez le 2e chapitre de la 2e partie.

rens qui pourraient s'élever entre les Français, les Européens et les indigènes; car nos compatriotes ne pouvaient être justiciables des Tribunaux maures et juifs.

On satisfit à ce besoin par la création d'une sorte de Tribunal de Commerce, dont les membres furent choisis parmi les négocians français les mieux famés; mais on ne leur assigna aucun traitement, et c'était pousser trop loin, peut-être, l'esprit d'économie. *Justice pour les Européens.*

Un Lieutenant général de police, homme fort capable (*a*), fut chargé de la police de la ville et de la répression des délits qui n'étaient pas du ressort des Tribunaux militaires.

Les *Cadis* et les *Rabbins* conservèrent le droit de prononcer sur les intérêts de leurs co-religionnaires, et leur autorité ne fut bornée que dans ce qui touche à l'action criminelle. *Pour les Maures.*

Les intérêts du Trésor n'étaient point oubliés; le service des douanes fut organisé (*b*), et quelques interprètes furent chargés de recueillir les registres de l'État. *Douanes.*

Les sources des revenus publics nous étaient inconnues, ainsi que les créances du trésor, et nous

---

(*a*) Mr Daubignosc, ancien Commissaire général de police à Hambourg.

(*b*) Mr Frossard en fut nommé le Directeur, quoique réputé libéral.

## CHAPITRE VI.

### Organisation intérieure.

*On crée une administration civile.*

Au moment de la chute d'Alger, les administrations locales cessèrent leurs fonctions. Cette brusque interruption dans toutes les branches du service, y porta le désordre et causa des dommages notables au Trésor. C'était un mal qu'on aurait pu éviter, peut-être, mais qu'il était instant de faire cesser.

Pour y parvenir d'une manière sûre et prompte, le Général en Chef créa une commission consultative.

*Commission consultative.*

Composée de militaires, d'administrateurs et du Vice-Consul de France à Alger (*a*), cette commission, dont les fonctions étaient gratuites, discutait les mesures qui paraissaient les plus propres à concilier le bien du pays et les avantages de la France, et en proposait l'adoption au Chef de l'armée.

L'analyse de ses travaux serait inutile et impossible aujourd'hui que le registre de ses délibérations n'existe plus. Je me bornerai donc à rappeler les plus importans de ses actes; ils serviront

(*a*) Mr Deval, neveu de l'ancien Consul Deval.

à faire connaître les vues de l'autorité et l'esprit qui l'animait.

Un de ses premiers soins fut la formation d'une administration municipale; les membres en furent choisis parmi les Maures et les Colourlis (*a*), dans la proportion de leur population respective. *Administration municipale.*

Un Commissaire du Roi fut placé près d'elle pour la surveiller et en diriger l'action. Ces fonctions importantes furent confiées à un Sous-Intendant militaire d'une réputation intacte (*b*). *Commissaire du Roi.*

Pour subvenir aux dépenses locales, il fut accordé à cette administration le droit sur la vente du sel et le produit d'un octroi, dont le tarif fut soumis à l'autorité suprême.

C'est ainsi qu'en avait agi NAPOLÉON en Égypte, et certes il n'y avait rien de mieux à faire que de suivre un si sage exemple; aussi l'essai réussissait-il parfaitement. Plusieurs Maures s'affectionnaient à nos intérêts; leur crédit, leur influence sur les populations extérieures devenaient notre propriété, et le commerce pouvait se promettre des profits considérables. Déjà plusieurs appelaient de leurs vœux l'importation, dans leur patrie, de notre agriculture, de notre industrie; enfin, l'armée n'avait qu'à se louer de ses rapports avec

(*a*) Colourlis, c'est le nom qu'on donne aux enfans de Turcs et de Mauresques.

(*b*) Mr BRUGNÈRE.

l'autorité civile; mais on avait eu, en appliquant ce système, des vues plus vastes, et on s'en promettait les avantages politiques et commerciaux les plus étendus.

Tout le monde sait que les Maures forment la population des villes de la Régence, et l'on se flattait que les avantages dont jouiraient, au milieu de nous, ceux d'Alger, exerceraient en notre faveur la plus utile des propagandes, et leur rendraient notre domination désirable. Dans tous les cas, c'était une politique sage, honorable et digne d'une nation parvenue, comme la nôtre, à un haut degré de civilisation.

Un autre ordre d'idées fut, peu après, substitué à celui-là; nous serons à même de le faire apprécier (*a*).

*Les Juifs.* Les Juifs continuèrent à se régir particulièrement; le chef qu'on leur donna fut choisi parmi les trois candidats qu'ils avaient été autorisés à présenter. Les pouvoirs de ce magistrat, d'abord très-étendus, furent considérablement restreints un peu plus tard.

La suppression des juridictions consulaires avait été la conséquence de notre conquête, et les transactions commerciales restaient en souffrance. Il fallait pourtant une autorité pour juger les diffé-

---

(*a*) Voyez le 2e chapitre de la 2e partie.

rens qui pourraient s'élever entre les Français, les Européens et les indigènes; car nos compatriotes ne pouvaient être justiciables des Tribunaux maures et juifs.

On satisfit à ce besoin par la création d'une sorte de Tribunal de Commerce, dont les membres furent choisis parmi les négocians français les mieux famés; mais on ne leur assigna aucun traitement, et c'était pousser trop loin, peut-être, l'esprit d'économie. *Justice pour les Européens.*

Un Lieutenant général de police, homme fort capable (*a*), fut chargé de la police de la ville et de la répression des délits qui n'étaient pas du ressort des Tribunaux militaires.

Les *Cadis* et les *Rabbins* conservèrent le droit de prononcer sur les intérêts de leurs co-religionnaires, et leur autorité ne fut bornée que dans ce qui touche à l'action criminelle. *Pour les Maures.*

Les intérêts du Trésor n'étaient point oubliés; le service des douanes fut organisé (*b*), et quelques interprètes furent chargés de recueillir les registres de l'État. *Douanes.*

Les sources des revenus publics nous étaient inconnues, ainsi que les créances du trésor, et nous

---

(*a*) Mr Daubignosc, ancien Commissaire général de police à Hambourg.

(*b*) Mr Frossard en fut nommé le Directeur, quoique réputé libéral.

n'avions que des notions vagues sur les propriétés domaniales. Les Kodgia, ou Secrétaires d'État, qui auraient pu nous donner des renseignemens positifs, n'étaient plus à Alger, et les registres pouvaient seuls nous fournir les documens dont nous avions besoin.

*Registres de l'administration publique.*

Dans ce Gouvernement, l'administration publique était fort simple. Quatre Kodgia, ou Secrétaires d'État, suffisaient à tous ses besoins. Leurs livres, tenus avec autant de probité que d'exactitude, constataient l'état des revenus et des créances.

Cette régularité dans les écritures et cette bonne foi des agens de l'autorité, leur avaient mérité de ces peuples une confiance qui approchait du respect religieux. Jamais une réclamation ne s'éleva contre leur teneur, et quiconque était inscrit dans ces registres, se reconnaissait débiteur de l'État; car, ici, point de dette publique; ce mode de prospérité n'était pas parvenu jusqu'à eux. Malheureusement plusieurs de ces livres sont perdus, et la connaissance imparfaite de la langue, des lois et des usages, a rendu très-difficile l'usage de ceux qui nous restent; aussi ces recherches, longues de leur nature, n'ont eu que des résultats incomplets et peu satisfaisans.

*Interprètes.*

Ici, je ferai remarquer, puisque l'occasion s'en présente, combien les interprètes français ont été peu utiles en général. Ce n'est qu'imparfaitement

# DEUXIÈME PARTIE.

*Incedo per ignes........*

## CHAPITRE Ier.

**Arrivée du Général Clauzel et départ de Mr de Bourmont. — Proclamation du nouveau Général. — Son entourage. — Situation morale de l'armée. — Première revue. — Impression qu'en reçoit le Général. — Dispositions militaires. — Expédition de Médéah.**

*Les récompenses demandées pour l'armée ne sont pas accordées.*

Aussitôt après la conquête d'Alger, le Général en Chef avait sollicité des récompenses, des décorations et des grades pour l'armée. Le Ministère, peu empressé de faire droit à ces demandes, s'en montrait avare et les marchandait. En attendant, les emplois restaient vides dans les corps, et lorsque la Révolution de Juillet arriva, ces vacances, déjà nombreuses, se trouvèrent considérablement augmentées par les démissions qui en furent la suite. Le service souffrait de cet ordre de choses, et ce n'était qu'avec beaucoup de peine qu'on satisfaisait à ses besoins.

Après cette Révolution, l'armée parut tomber dans l'oubli. Aucun ordre ne lui était adressé, aucune communication ne lui était faite; et si,

parfois, la presse paraissait s'en souvenir, ce n'était que pour déprimer ses services et outrager ses sentimens.

Dégoût de l'armée.

Cette sorte d'abandon, ces injustices, le progrès des maladies, le manque de moyens curatifs, avaient produit un dégoût et un mécontentement général parmi les troupes. Elles ne rêvaient plus que la France. C'était leur unique vœu et leur premier besoin.

Ce pays déplaît à nos soldats. C'est un fait qu'on ne peut méconnaître. Du reste, on a depuis long-temps observé que le soldat Français n'est bien qu'en France, et on l'a vu se dégoûter de l'Italie, pays des plaisirs et des jouissances, presque aussi vite que de l'Afrique, où l'assiégeaient les privations.

Arrivée du Général Clauzel.

Les choses étaient en cet état, lorsque le Général CLAUZEL arriva. Ses deux proclamations ne parurent pas propres à l'améliorer. A tort ou à raison, elles furent mal accueillies, surtout celle qui créait une commission d'enquête.

Ses proclamations.

Commission d'enquête.

Personne ne redoutait cette épreuve, mais tous en étaient blessés, humiliés; mais tous l'auraient voulue solennelle et légale. Pourquoi, se disait-on, cette enquête, si elle est nécessaire, n'est-elle pas faite par des Magistrats? Pourquoi des inconnus, des hommes sans titre, sans qualité, sans mission, sans droit, peuvent-ils nous faire comparaître devant eux, nous interroger,

recevoir des témoignages pour ou contre nous; prononcer sur notre sort, et décider de notre réputation, même sans nous entendre?

N'est-ce pas le renversement de tous les principes et la violation de tous les droits? A ces réflexions, il s'en mêlait de plus vives, de plus amères et de plus personnelles; car tout le monde se connaît dans notre armée, et c'est un bonheur.

L'accueil que le nouveau Général fit aux officiers effaça une partie de ces fâcheuses impressions: il fut bienveillant et tel qu'on pouvait le désirer; il contrastait singulièrement avec le ton de son entourage.

Le Général CLAUZEL menait à sa suite plusieurs individus destinés aux emplois civils créés ou à créer (*a*), et beaucoup d'officiers de tous grades. L'assemblage des premiers étonna bien plus que ne firent par la suite leurs actes. *Entourage du Général Clauzel.*

L'arrogance des seconds, leur morgue, leur ton hautain, leste et tranchant, blessaient même à travers le ridicule dont ils étaient empreints; à peine pouvait-on faire deux ou trois exceptions.

Sortis de la retraite ou de l'inactivité, ils joignaient presque tous l'ignorance ou l'oubli complet des lois et des réglemens militaires à la prétention de juger, d'amnistier ou condamner en dernier ressort les hommes de l'armée d'Afrique,

---

(*a*) Ils les occupèrent tous, et c'était habile.

qu'ils proclamaient les ennemis de la patrie (*a*). Personne n'échappait à ce tribunal hostile et partial. « *Ce* Lahitte, *qui est-il? comment s'est-il » conduit? Ah! je n'irai pas le voir*, disait un jeune » Capitaine, en parlant de cet Officier-Général » vraiment distingué; *c'était la charge de ces hom- » mes qu'en* 1814 *on tua de ridicule sous le titre de* » voltigeurs de Louis XIV. »

L'armée s'en vengea par l'épithète de *retardataires* qu'elle leur donna, parce que, étrangers aux journées de Juillet, ils n'avaient surgi qu'après les événemens.

*Départ de M. de Bourmont.*

Le Général Clauzel arriva le 2 Septembre, et Mr de Bourmont partit le 3. Un navire marchand le porta à Mahon. Tant que la fortune lui avait été favorable, le bateau à vapeur le Sphinx avait été tenu en réserve pour lui servir de transport.

S'il était naturel qu'il subît les conséquences de sa nouvelle position, il n'en parut pas moins étrange qu'un Maréchal de France ne montât pas un bâtiment de l'État; les hommes qui lui étaient le moins favorables en furent blessés. Du reste, on assurait qu'il avait prêté serment au Roi Louis-Philippe, et que la crainte seule d'éprouver un sort pareil à celui du Maréchal Brune l'empêchait de rentrer en France. Tels étaient les on dit du quartier général.

---

(*a*) Deux de ces Messieurs, un mois après le départ de leur patron, la signalèrent toute comme carliste.

Le 5, le nouveau Général vit les troupes; leur bonne mine le frappa : *Les belles troupes!* s'écria-t-il à plusieurs reprises, *les belles troupes! je n'en voudrais pas d'autres si on fesait la guerre en Europe.* Elles étaient, en effet, remarquables par leur tenue et leur attitude.

*Le Général Clauzel passe la revue des troupes.*

Le drapeau tricolore leur fut rendu ce jour-là. Dans chaque corps, une allocution patriotique précéda cette inauguration. Il y a dans ces couleurs quelque chose de magique : deux fois je les ai vues rendre à l'armée, et deux fois j'ai été témoin du plus vif enthousiasme.

Le premier soin du Général en Chef fut de remplir les places vacantes; c'était à la fois utile, juste et politique. Peut-être aurait-il fallu s'en tenir là. Mais il céda aux obsessions, et, plusieurs fois, les lois furent méconnues et transgressées (*a*).

Ces nominations, long-temps contestées, ont fini par obtenir enfin la sanction royale (*b*), et cela devait être; faites au nom du Roi et en vertu des pouvoirs qu'il avait concédés, il fallait, ou les reconnaître, ou punir celui qui les avait faites, comme ayant usurpé l'autorité souveraine.

L'armée fut formée en quatre divisions, sans qu'on vît l'utilité de cette disposition. Du reste,

---

(*a*) Le Général Clauzel avait remis sa signature lithographiée à l'État-Major, et ce fut une source d'abus.

(*b*) A l'exception pourtant de celles du Génie.

elle subit peu de changemens dans ses positions. Ils se bornèrent à étendre le cantonnement des troupes à l'Ouest d'Alger, jusque près d'Aïn-el-Dgedge (*a*), sur la route d'El-Coleah. Bientôt après on s'occupa de la création de corps indigènes. Ceci demande quelques détails.

*Corps indigènes.* Mr DE BOURMONT avait eu le projet de prendre, à la solde de la France, un corps de Zouaves à l'instar de ceux qui sont à Tunis. Comme les Suisses, cette tribu puissante et guerrière met ses enfans au service des différens États. Déjà des négociations étaient ouvertes, lorsque la Révolution de Juillet fit avorter ce projet.

Le Général CLAUZEL le reprit, mais sur d'autres bases. Au lieu de traiter avec la tribu, il fit recruter sur le pavé d'Alger, et ordonna la formation de deux bataillons d'infanterie et de deux escadrons de cavalerie.

*Leur désertion.* Le premier bataillon atteignit vite un complet élevé; mais aussi, dès les premiers jours, la dé-

(*a*) Aïn-el-Dgedge, ou fontaine des poules : cette source, qui est une de celles qui alimentent Alger, est d'une origine récente. Le grand'père de SIDI-MOHAÏDDIN, l'Aga actuel, était un grand saint; un jour qu'il portait des poules au marché d'Alger, ces pauvres bêtes eurent grand' soif. Le saint en eut pitié, se mit à genoux, fit sa prière, et frappa d'un bâton la terre d'où jaillit soudain cette source qui apaisa leur soif, et qui porte encore son nom. Ce miracle est si récent que personne n'en doute.

sertion y fut considérable, et, de cette manière, un bon nombre de fusils passa dans les mains des montagnards (N° 11).

Ce mode de recrutement a des vices inhérens à sa nature, que le zèle et la capacité des chefs de ces corps n'ont pu corriger; il n'offre aucune garantie pour la fidélité des hommes, et donne tout ce que la population a de plus vicieux. La capitulation avec une tribu aurait eu, au contraire, l'avantage de tenir le corps au complet, et de nous assurer l'appui de la tribu entière.

Le corps de cavalerie fut confié aux soins du Commandant Marey, officier d'artillerie fort distingué, plein d'amour pour les mœurs et les usages de ces peuples. Afin d'agir utilement et prendre des mesures appropriées aux temps et aux lieux, il s'adressa, pour obtenir les renseignemens convenables, à un certain J......, Mameluck, alors détenu en prison, et qui, depuis, a joué une espèce de rôle. L'histoire de cet homme, du moins telle qu'il la raconte, tient beaucoup du roman. Je vais en citer quelques traits principaux; ils rompront la monotonie des détails dans lesquels je suis forcé d'entrer.

Élevé dans le sérail, et destiné aux plaisirs du Souverain de Tunis, il eut le bonheur de plaire à la femme ou à la fille de son maître. Un esclave l'ayant surpris dans un rendez-vous amoureux, J..... le manda dans son appartement et acheta *Histoire de J...*

sont pas Turcs. Reprenons la suite des événemens.

Ce corps de cavalerie n'a jamais été complet, mais il a peu souffert de la désertion, et a rendu de véritables services en plusieurs circonstances.

*Le Bey de Titeri.*

Nous avons vu le Bey de Titeri jeter le masque aux premières nouvelles de la Révolution de Juillet, et lever l'étendard de la révolte. Des partis de cavalerie, commandés par son fils, paraissaient, de temps à autre, dans les environs d'Alger, et ces démonstrations entretenaient la confiance de nos ennemis, éloignaient la soumission des tribus les plus voisines, et fatiguaient nos troupes.

Dans les premiers jours d'Octobre, ce Bey écrivit à l'Agent d'une Grande Puissance, pour l'informer de son attaque prochaine et lui demander son appui. Les rapports d'amitié qui existaient entre les deux États imposèrent à cet Agent le devoir de donner, au Général en Chef, avis de cette démarche.

On serait dans l'erreur si on croyait ces peuples étrangers à la politique de l'Europe; les rivalités des différentes Puissances leur sont connues, et MUSTAPHA comptait sur elles.

*Le Général Clauzel marche contre lui.*

Le Général CLAUZEL, informé de toutes ces manœuvres, et voulant couper le mal dans sa racine, se décida à faire l'expédition de Médéah.

Après avoir fait les préparatifs qu'exi
opération, il partit d'Alger le 17 Nover
L'infanterie, choisie dans ce que les co

Au milieu des fers, il conçut le projet de créer une compagnie de Mamelucks, dont il serait le chef, uniquement consacrée à la garde du Général en Chef et qui en porterait le nom. Les fers de J...... furent brisés et la compagnie complète sous peu de jours; mais cette création parut intempestive, et les hommes et J...... passèrent aux chasseurs Algériens, où ce dernier a conservé le grade de Capitaine.

Mais ce n'est pas dans cet emploi qu'il a rendu des services (*a*). Tantôt sous le titre de Grand Écuyer, tantôt sous celui de Lieutenant de l'Aga, il a parcouru les tribus, et s'y est livré parfois à des excès qui ont compromis sa vie. Ses prétentions s'élevaient plus haut, et l'emploi de Bey de Titeri ne lui paraissait pas au-dessus de sa fortune. Il aime à parler de la forme de son Gouvernement. « En prenant possession du Beylick, » je couperai, dit-il, la tête des six habitans les » plus riches de Médéah et confisquerai leurs » biens; ensuite, pour entretenir le pays dans » une crainte salutaire, j'en abattrai une toutes » les semaines. »

Ce système sourit à beaucoup de gens qui ne

---

(*a*) *Quant à Joseph, le Grand Écuyer, il a signifié à ses sujets de ne rien payer de ce que j'ai fixé sur tout le monde.*

Rapport du Kaïd des Beni-Khalil à l'Aga Hamdan, envoyé par ce dernier au Général Clauzel.

restèrent à Blida, sous les ordres du Colonel RULLIÈRES.

Route qui conduit à Médéah.

De la ferme de Musoïa, deux routes conduisent à Médéah : l'une suit le Onedjer et passe à peu de distance de Méliana ; on la dit bonne èt assez spacieuse ; l'autre, plus directe, suit le flanc des montagnes de Musoïa et aboutit au col de Tennia (a). Elle est étroite, difficile et coupée de ravins ; elle donne à peine passage à deux hommes de front, surtout aux approches du col. L'accès de ce défilé offre beaucoup de difficultés : il faut gravir, l'espace de cent mètres au moins, un sentier étroit, raide, escarpé et presque à pic. Sur le revers méridional, et en descendant le col, on trouve d'abord un chemin large, mais difficile à cause des grosses pierres qui l'obstruent ; un sentier, qui ne permet de marcher qu'un à un, le continue jusqu'aux oliviers. De ce point à Médéah, le pays est ondulé et découvert ; et, bien que le chemin en soit étroit, il présente peu de difficultés.

Col de Tennia.

A la droite du chemin qui de la ferme conduit au col, il y a une vallée assez spacieuse pour que les feux venant des montagnes des, Sommata ne puissent nuire.

---

(a) Par une méprise bien extraordinaire, on appela ce col les Portes de Fer. On sait qu'elles sont sur la route de Constantine, à plus de trente lieues à l'Est du Tennia.

Le col de Tennia s'élève à 964 mètres 70 centimètres au-dessus du niveau de la mer. Il est dominé, à l'Est, par un mamelon dont la hauteur est de 1,182 mètres 32 centimètres; et à l'Ouest, par un autre de 1,054 mètres 74 centimètres au-dessus du même niveau (*a*). La distance qui sépare ces deux points est de 900 mètres.

Le Général CLAUZEL choisit cette dernière route, comme la plus courte et la plus directe.

Le 21, l'armée se mit en mouvement. A trois heures environ de la ferme, on trouva un pont abattu; c'était un indice sûr que l'ennemi n'était pas loin. En effet, bientôt l'avant-garde fut assaillie d'une vive fusillade, et l'on reconnut l'ennemi en position sur les hauteurs et le col de Tennia, où il avait porté deux pièces d'artillerie. *Position de l'ennemi.*

Il fallut prendre des dispositions, et elles furent telles qu'on devait les attendre d'officiers aussi expérimentés.

Les 14^e^, 20^e^ et 28^e^ gravirent les hauteurs de l'Est; et, après en avoir chassé les Arabes, ils en suivirent les crêtes pour prendre l'ennemi à revers. *Dispositions d'attaque.*

Le 37^e^ et deux compagnies du 14^e^ continuèrent à marcher sur la route.

Les difficultés locales rendaient lente la marche des corps qui manœuvraient. La nuit approchait,

---

(*a*) Ces côtes ont été déterminées par M^r^ FILHON, Chef du service topographique.

et les troupes, exposées aux feux de l'artillerie et de la mousqueterie, souffraient considérablement. La situation était difficile; il fallait l'abréger. Une attaque de front pouvait seule obtenir ce résultat, et elle fut résolue. On pensa, et le succès justifia cette conjecture, que, menacé sur son flanc, l'ennemi ne ferait pas une longue résistance.

Pour se donner toutes les chances de succès, il fut ordonné au Capitaine LAFARE de s'emparer du mamelon de droite en même temps que le reste du 37e était lancé contre le col; ce mouvement fut exécuté avec audace et intrépidité. Après un combat court, mais vif, la position fut emportée. Cependant, malgré la rapidité du mouvement, à l'aide des difficultés locales, l'ennemi put enlever et sauver son artillerie.

*Attaque du col et des hauteurs.*

Le Capitaine LAFARE était déjà maître de la hauteur qu'il gravissait, lorsqu'il tomba percé de trois balles; c'était un officier d'une grande bravoure et de beaucoup de capacité. Sa compagnie, vivement pressée, allait succomber, lorsque les troupes qui venaient de s'emparer du col volèrent à son secours et la dégagèrent.

*Pertes.*

On a porté nos pertes à trente hommes tués et soixante-dix blessés. Dans ce nombre, le 37e compta onze morts et soixante-deux blessés (*a*).

---

(*a*) Historique des régimens employés à cette opération.

L'armée bivouaqua sur le Tennia, et la proclamation suivante lui fut lue :

« Soldats,

« Les feux de vos bivouacs, qui, des cîmes de » l'Atlas, semblent se confondre, dans ce mo- » ment, avec la lumière des étoiles, annoncent » à l'Afrique la victoire que nous achevons de rem- » porter sur ses fanatiques défenseurs, et le sort » qui les attend.

» Vous avez combattu comme des géans, et la » victoire vous est restée.

» Vous êtes, soldats, de la race des braves et » les véritables émules des hommes de la Révo- » lution et de l'Empire.

» Recevez ce témoignage de la satisfaction, de » l'estime et de l'affection de votre Général en » Chef.

» Signé CLAUZEL. »

*Marche sur Médéah*

Le lendemain, l'armée continua sa marche sans rencontrer de résistance sérieuse ; l'on n'eut à tirer quelques coups de fusils que près des oliviers, sur le territoire des Ousrah et au mont d'Achla, sur lequel s'étaient réfugiés les débris de ces bandes ; elle occupa Médéah le 23.

Sept tribus combattirent au col de Tennia (*a*)

(*a*) La force des tribus varie ; celles dont il est question ici peuvent fournir de trois à quatre cents fusils l'une dans l'autre.

(N° 12) ; elles étaient dirigées par les Turcs et animées par leur exemple. Mais, chose étonnante, parmi ces peuples ! dans ce combat, qui devait décider de sa fortune, et peut-être de sa vie, MUSTAPHA ne parut point, et lorsque le sort des armes eut décidé contre lui, il courut chercher un asile chez un *Marabet*. Le lendemain, plein de confiance dans les promesses du Général français, il vint se constituer prisonnier.

Pendant que ces événemens se passaient sur la route de Médéah, d'autres aussi importans, mais moins heureux, avaient lieu sur les derrières de l'armée.

*Massacre de 52 soldats d'artillerie sur les derrières de l'armée.*

Avant de quitter la ferme de Musoïa pour se porter sur Médéah, le Général en Chef, dans la crainte de manquer de munitions, avait fait partir pour Alger un convoi de cent chevaux, conduit par cinquante hommes d'artillerie, et commandé par deux officiers.

Après Boufarick, ce convoi, sans escorte (*a*), tomba au milieu des bandes de BENZAMOUN, qu'avaient renforcées les El-Kachena, les Beni-Moussa, les Beni-Msrah et quelques autres tribus. Il fut impitoyablement massacré. Pas un seul homme n'échappa.

---

(*a*) Un personnage à qui on fesait remarquer combien c'était dangereux, répondit : ce que Dieu garde est bien gardé. Cette maxime est fort pieuse. Je n'ai pas besoin de dire qu'elle n'appartient pas au Général en Chef.

A son retour de Médéah, l'armée trouva leurs cadavres épars sur la route, et leurs dépouilles sanglantes sous les tentes de quelques tribus de la plaine. Le Général en Chef avait résolu de les punir ; des raisons politiques qui nous sont inconnues lui firent abandonner ce dessein, dont l'exécution, au reste, était très-facile (N° 13).

*Attaque de Blida par Benzamoun.*

Après cette sanglante exécution, BENZAMOUN mena ses bandes contre Blida ; son avant-garde parut le 22 sur les hauteurs. Elle voulut approcher de la ville, mais quelques coups de canon à mitraille la forcèrent à s'éloigner. Ce n'est que le 26, après avoir réuni ses forces, qu'on évalua à six ou sept mille hommes, presque tous à pied, que l'ennemi se décida à tenter l'attaque de cette ville.

J'ai dit ailleurs que Blida est un mauvais poste ; aussi, malgré les sages dispositions du Chef et la surveillance des troupes, l'ennemi s'y introduisit-il avec facilité. L'action était à peine commencée, que deux ou trois mille Arabes attaquaient nos postes intérieurs ; dès-lors chaque rue devint un champ de bataille où se livrait un combat à mort.

*Belle condui de la garniso*

Malgré leur bravoure et leurs efforts, nos troupes, assaillies de tous côtés par un ennemi cinq ou six fois plus nombreux, avaient été forcées à céder du terrain, et à se retirer dans les mosquées et les maisons destinées d'avance à leur servir de réduit. A tout instant leur position devenait plus

critique, lorsqu'un mouvement audacieux vint les tirer du péril extrême qui pesait sur elles. Le chef de bataillon COQUEBERT, du 34ᵉ, reçut l'ordre de sortir par la porte d'Alger avec deux compagnies de grenadiers, et de rentrer dans la ville par les ouvertures qu'y avait pratiquées l'ennemi, et de prendre celui-ci à revers.

Ce mouvement, d'où dépendait le salut de la garnison, fut exécuté avec vigueur et intelligence. L'ennemi surpris, et croyant, peut-être, à l'arrivée de nouvelles troupes, hésite; le Colonel RULLIÈRES profite de ce moment pour reprendre l'offensive. Cependant, poussés par le désespoir, les Arabes s'élancent sur une pièce d'artillerie; ils sont accueillis par la mitraille. L'effet en est terrible, et, frappés de terreur, ils cherchent leur salut dans la fuite. La déroute est complète. A midi, l'ennemi avait abandonné Blida, encombré de ses morts. On en compta deux cent cinquante-deux dans les rues (*a*).

Les pertes des Arabes furent grandes; la majeure partie de leurs blessés périrent faute de soins, et ils ont conservé long-temps le souvenir de cette journée. Ce fait d'armes, vraiment remarquable et qui honore également la troupe et le chef, eut encore le mérite de nous coûter peu de monde;

---

(*a*) Historique du 35ᵉ, et rapports de divers officiers de l'armée.

car nos pertes ne s'élevèrent qu'à vingt-cinq morts et quarante-trois blessés.

*L'armée revient de Médéah, et y laisse garnison.*

Malgré cette sévère leçon, les Arabes paraissaient vouloir renouveler leur attaque le 27, lorsque le retour de l'armée, qui avait quitté Médéah le 26, les fit renoncer à ce projet. La garnison fit une sortie; les communications furent rétablies avec l'armée, et le Général en Chef put entrer à Blida le même jour.

Il paya aux troupes le tribut d'éloges qui leur était dû, et leur distribua des récompenses qui étaient bien méritées.

L'armée continua sa marche sur Alger. Le 35e fut chargé de couvrir la retraite.

*Retour à Alger.*

Mille ou douze cents Arabes suivirent l'arrière-garde jusqu'aux ponts de Boufarick, mais ils ne purent rien entreprendre contr'elle; nous eûmes, pourtant, quelques blessés, et le cheval du Colonel RULLIÈRES reçut une balle à la tête (a).

En quittant Médéah, l'armée laissa dans cette ville le 20e, le 28e et le 1er bataillon des Zouaves, offrant ensemble une force d'environ douze cents combattans. Ces troupes, pourvues de quarante cartouches par homme, furent placées sous les ordres du Colonel MARION, du 20e de ligne.

Cette disposition était hasardée et dangereuse.

---

(a) Extrait de l'historique du 35e.

Si le caractère de ces peuples eût été mieux apprécié, on n'aurait pas mis en doute leur prochaine agression; et, pour dire toute ma pensée, je ne comprends pas de quelle utilité pouvait être un corps de troupe aussi faible, à vingt-deux lieues d'Alger. Je sais bien que, lorsque cette occupation fut résolue, on avait le dessein de laisser une garnison à Blida, dessein dont les événemens venaient de montrer le danger; mais, dans ce cas-là même, mon opinion ne saurait être modifiée.

*Médéah.* Médéah n'est point fortifié, quoiqu'il ait une espèce de bastion et quelques canons en batterie. Une partie de son enceînte est formée par la contiguité des maisons, qui toutes ont des fenêtres et des portes sur la campagne; ainsi la sûreté de ces troupes dépendait, en grande partie, de la loyauté des habitans. Il est vrài qu'ils nous avaient accueillis avec plaisir; mais il y a tant de mobilité dans ces caractères!

Cette ville ne possède aucun établissement militaire, et le défaut de casernes obligea le Commandant à diviser ses forces.

*[F]erme du Bey.* Le 28ᵉ et les Zouaves furent placés à environ mille toises de la ville, dans la ferme du Bey. C'est un mauvais poste, dominé de toutes parts et ne couvrant aucune route principale. Le 20ᵉ resta dans la ville. Celle-ci manque d'eau, et n'est abreuvée que par un aquéduc qui prend sa source à demi-lieue de là.

L'événement ne tarda pas à prouver tout ce qu'il y avait de critique dans cette mesure.

L'armée avait quitté Médéah le 26, et le 27, vers les deux heures après-midi, environ trois mille Arabes vinrent attaquer nos postes avec beaucoup de résolution; leurs principaux efforts se portèrent sur la ferme du Bey, où commandait Mr DELAUNOY, Chef de bataillon du 28e.

*Agression des Arabes.*

Les bonnes dispositions de ce chef et la bravoure de nos soldats rendirent leurs tentatives inutiles; à la nuit, ils se retirèrent sur les hauteurs qui entourent la ville. Le lendemain, ils revinrent à la charge, mais plus nombreux que la veille. Dès les sept heures du matin, ils formèrent leur ligne de bataille. Elle s'étendait depuis l'aquéduc jusqu'au-delà de la ferme, et présentait une force d'environ dix mille combattans.

*Combats des 27, 28 et 29 Novembre.*

De notre côté, si nous n'avions pu augmenter le nombre de nos soldats, nous avions du moins augmenté leurs moyens de résistance de tout ce que l'art offre de secours. La nuit avait été mise à profit, et la ferme avait été fortifiée et crénelée.

Comme la veille, l'ennemi porta ses principales forces contre ce poste. Une fusillade vive et meurtrière s'y engagea. Vers midi, elle cessa, et les Arabes, confians dans leur nombre, tentèrent de l'enlever de haute lutte. Plusieurs fois ils se portèrent au pied des murs et essayèrent d'en escalader les toits, et toujours ils furent repoussés avec grande perte. La nuit mit fin au combat.

*Belle résistance des troupes.*

Pendant cette mêlée opiniâtre, la garnison de Médéah ne restait pas oisive. Secondée des habitans, elle sortit de la ville et attaqua la droite de l'ennemi. Cette diversion bien entendue, en le forçant à diviser ses forces, eut le double avantage de dégager la ferme et de rouvrir les communications entre ce point et la ville.

Le 29, l'ennemi renouvela son attaque, mais avec moins d'audace et de vigueur. Cependant il osa se placer entre la ferme et Médéah. Cette position augmentait la détresse de nos troupes; des pourparlers qui s'ouvrirent entre les habitans de la ville et les Arabes, fesaient craindre une trahison, lorsqu'une pluie battante mit fin au combat et dispersa les Arabes.

Il était temps que cette lutte cessât; il ne restait aux troupes de la ferme que deux ou trois cartouches par homme, et la ville n'en avait point en réserve (N° 14).

*Perte des ennemis.*

Ces trois combats coûtèrent à l'ennemi plus de quatre cents morts; de notre côté, nous eûmes trente-six hommes tués et cent cinquante-quatre blessés; dans ce nombre, les habitans de Médéah comptèrent six morts et treize blessés (*a*).

La conduite de nos troupes et de leurs chefs fut à hauteur de la position difficile où ils se

---

(*a*) Extrait du rapport du Colonel Marion et de l'historique du 28ᵉ régiment.

trouvaient, et mérite de fixer l'attention du lecteur; car il est hors de doute que cette faible fraction de l'armée eut à lutter, pendant trois jours, contre la plus grande masse d'ennemis qui se fût présentée dans le cours de cette expédition.

Malgré la valeur et la constance des troupes, il n'en est pas moins évident que, si ces hordes eussent eu plus de persévérance ou plus de connaissance de l'art de la guerre, un seul homme n'aurait pu échapper à la mort: il leur suffisait de détourner les eaux de l'aquéduc, et de prendre, dès le premier jour, position entre la ferme et la ville. Qu'auraient pu entreprendre nos troupes, sans vivres et sans munitions? Puissantes derrière des murs, et appuyées des secours de l'art, elles auraient été écrasées sous le nombre dès qu'elles auraient abandonné leurs boulevards.

Aussitôt que cette irruption fut connue à Alger, on se hâta d'envoyer des munitions à nos troupes. Quatorze mille cartouches furent portées par les Beni-Mzab (corporation qui, occupée de commerce, devait moins exciter la méfiance des montagnards) (N° 15); elles arrivèrent à Médéah le 4 Décembre (N° 16). Peu après, le Général Boyer s'y rendit avec sa division, pour y porter des vivres et des munitions; elle y arriva le 10. Après deux jours de séjour dans cette ville, il rentra à Alger. Dans cette course, on n'éprouva aucune hostilité de la part des habitans, mais les troupes

souffrirent horriblement des rigueurs de la saison. La Schiffa était grosse, et plusieurs hommes, que son cours entraînait, durent leur salut aux soins du Général D'UZER et au dévouement de quelques soldats qu'il dirigea.

*La garnison de Médéah est renforcée.*

La garnison de Médéah fut renforcée, à cette occasion, de deux bataillons, et le Général DANLION en prit le commandement.

*Expédition contre Riéra.*

Cette augmentation de forces n'empêcha pas les tribus voisines de remuer; elles venaient piller les habitans de Médéah jusque sous les murs de la ville. Le Général DANLION marcha, le 22 Décembre, contre la plus voisine d'entr'elles, la tribu de Riéra; il fut accompagné, dans cette expédition, par les habitans de Médéah, qui pillèrent tout ce qu'ils trouvèrent sous la main. Une bonne partie des huttes de cette tribu fut incendiée.

Cependant les vivres étaient épuisés et la troupe souffrait de la faim. Le Général DANLION fesait connaître, le 26 Décembre, par un émissaire, la détresse où il se trouvait (N° 17).

*La garnison de Médéah rentre à Alger.*

La difficulté d'approvisionner cette troupe, et la turbulence des tribus, décidèrent, sans doute, le Général en Chef à la faire rentrer à Alger. Le Général ACHARD alla au-devant d'elle jusqu'aux oliviers, sur le revers méridional de l'Atlas.

Il ne resta à Médéah, pour y représenter la France, que Mustapha-Ben-Omar, nouveau Bey de Titeri; c'est un Maure d'Alger, attaché aux

intérêts de la France. Avant de se décider à ce parti périlleux, il reçut, dans la mosquée, le serment des habitans, qui jurèrent de le défendre; alors il se crut en sûreté au milieu d'eux.



## CHAPITRE II.

**Organisation civile. — Ferme-modèle. — Commission d'enquête. — Traité de Tunis.**

Nous avons fait remarquer que la Révolution de Juillet avait arrêté l'organisation qu'on avait projeté de donner au pays. Cette mesure avait le grave inconvénient de tenir beaucoup d'intérêts en souffrance, et il était instant d'y pourvoir. Ce fut aussi un des premiers soins du nouveau Général.

*Forme de l'administration municipale.*

Il s'occupa d'abord de la justice et de l'administration municipale. Celle-ci subit peu de modifications dans sa forme extérieure, mais le principe en fut entièrement changé. D'abord on lui avait laissé l'action administrative, et le Commissaire du Roi bornait ses soins à la surveiller. Ici, au contraire, le Commissaire du Roi agit, administre, et le corps municipal est purement consultatif.

*Cause de perturbation.*

Cette innovation si importante n'a pas été heureuse; elle est devenue, au contraire, une grande cause de perturbation.

Je ne ferai point observer combien il est étrange et peu rationnel de faire administrer une ville d'Afrique par un Européen, qui n'en connaît ni les lois, ni les mœurs, ni le langage, ni les intérêts,

ni les besoins ; mais j'ose affirmer que cette mesure exercera une longue et funeste influence sur nos destinées en Afrique ; car elle y a ouvert la porte aux exactions, aux violences et aux spoliations. Dès cet instant, blessé dans ses intérêts et son amour-propre, l'indigène a été privé de tout appui, de toute protection ; il a vu ses plaintes les plus légitimes repoussées avec dédain, avec injure, et, dès-lors, le Français n'a plus été à ses yeux qu'un ennemi cruel et avide, à qui il ne devait que haine, en attendant l'heure de la vengeance.

Le travail relatif à la justice fut confié à un Jurisconsulte français ; mais son ouvrage ne survécut point à son séjour à Alger. Enfin, un arrêté du 14 Octobre régla la matière. *Formes de la justice.*

Un Tribunal correctionnel et une Cour de justice furent créés pour les Européens.

Le *Cadi* maure jugea les Musulmans, au civil et au criminel, souverainement et en dernier ressort.

Le même principe régla la condition des Juifs. Leurs *Rabbins* en furent constitués les juges suprêmes.

Dans les affaires entre Maures et Juifs, le *Cadi* maure juge en première instance, et les parties peuvent en appeler à la Cour de justice ; mais, dans celles entre les Français et les indigènes, les Tribunaux français prononcent seuls en dernier ressort.

Le principe de l'introduction des Maures et des Juifs au nombre des juges, quand ils seraient en cause, admis un instant, fut bientôt repoussé; et c'était une conséquence de celui qui avait présidé à l'organisation municipale.

Les vices et les lacunes de ce mode de rendre la justice n'ont pas été long-temps à se révéler; mais on sent facilement qu'une pareille œuvre ne s'improvise pas, et qu'on ne peut procéder que par essais et en tâtonnant.

*Comité du uvernement.*

La commission consultative, qui s'était dissoute d'elle-même, fut remplacée par un comité du Gouvernement, divisé en trois sections: l'intérieur, les finances et la justice. On y attacha un secrétaire général, aux amples appointemens de 15,000 fr., et 3,600 fr. de frais de bureau.

Il semble que ce soient des bases bien larges pour une ville de vingt-mille habitans; mais on regardait dans l'avenir. Ce comité, présidé par Mr l'Intendant militaire, qui réunissait les pouvoirs civils, discutait les matières en délibération, et rédigeait en arrêtés les décisions qui y étaient prises. Ceux-ci devenaient exécutoires après avoir reçu la sanction du Général en Chef.

Ce mode de gouvernement, calqué en partie sur ce qui se pratiquait, sous l'Empire, dans les pays conquis, simplifie les rouages de l'administration, et, en centralisant le pouvoir dans une seule main, rend l'action plus prompte et plus

énergique, condition nécessaire de l'autorité dans un pays nouvellement conquis.

L'analyse et même la seule nomenclature de tous les arrêtés du Gouvernement serait longue et peu intéressante; j'ai déjà fait connaître quelques-uns des plus importans; je vais en mentionner quelques autres, particulièrement ceux qui tiennent essentiellement à la machine administrative.

L'administration du domaine fut créée et son personnel nommé; on changea en même temps les chefs des douanes, et l'on fixa le traitement des employés civils.

*Divers arrêtés relatifs aux domaines, aux douanes, etc.*

Tous ces agens furent largement rétribués, et plusieurs reçurent des gratifications en sus de leurs émolumens. Munificence qui contrastait singulièrement avec la parcimonie qui régla le sort des juges. Enfin, un arrêté du 8 Novembre prohiba l'aliénation des immeubles appartenant au domaine public (*a*). Mesure sage et nécessaire qui sauva cette partie de la fortune publique.

Soit erreur, soit désir de se donner de l'importance, soit tout autre motif, les employés des finances élevèrent alors très-haut la valeur des propriétés de l'État (*b*) et leurs revenus; les données sur lesquelles ils se basaient devaient être

---

(*a*) Il n'a été fait qu'une seule infraction à cette mesure.

(*b*) Elle était, selon eux, de quarante millions de francs.

pourtant fort incertaines, si on en juge par les documens qu'ils ont fournis (a), car ils ont présenté des résultats fort différens. Mais pour donner à leurs assertions quelque apparence de réalité, ils obtinrent la réunion, au domaine de l'État, des biens des mosquées, de la Mecque et Médine et autres fondations pieuses affectées à des services spéciaux; mesure qui blessa autant la justice que le fanatisme et l'orgueil musulmans (b).

*Les fondations pieuses sont réunies au domaine de l'État.*

Au milieu de ces soins si importans, on élaborait un vaste projet : il s'agissait de la formation d'une compagnie riche et puissante, qui pût acquérir tous les biens immeubles de la Régence; car alors on les croyait presque tous des biens domaniaux. Indépendante du Gouvernement, elle aurait présidé à son administration particulière, et pourvu à sa propre défense. Les difficultés d'exécution la firent ajourner.

*Ferme-modèle.*

En attendant, et pour en faciliter l'exécution future, on créa une ferme expérimentale. Il fut pourvu, par des actions, aux dépenses qu'exigeait son établissement; mais, peu fidèle à sa destination, elle n'a jusqu'ici cultivé que des céréales.

Le Gouvernement d'Alger favorisa cette entre-

---

(a) Dans un premier état, les immeubles de la ville s'élevaient à 2,321 maisons, boutiques, etc. Dans un second, fait trois mois après, on les réduisit à 1,940, dont 307 en ruines. Un seul avait été vendu.

(b) Arrêté du 7 Décembre 1830.

prise de tous ses moyens; il donna aux actionnaires la ferme Hassan-Pacha, qu'il croyait un domaine de l'État et qui s'est trouvée une propriété particulière; il la fit réparer aux frais de l'État par le Génie, la munit d'une garnison et la protégea d'un blockhaus.

Cette ferme a été mal choisie pour son objet; non-seulement elle n'offre pas la diversité de sites qu'exigeait le but qu'on voulait atteindre, mais elle est d'une insalubrité telle, qu'elle est inhabitable dès la fin de Juin. Tous les ans, les Arabes l'abandonnaient après la moisson. *Son insalubrité*

Nous avons payé cher de n'avoir tenu compte de leur expérience; car les colons y sont morts et les troupes de la garnison y ont été désorganisées; il suffisait d'y passer une nuit pour en emporter le germe d'une maladie plus ou moins grave.

Cette insalubrité tient autant à sa position qu'aux marais qui y sont attenans, et à ceux de la Mitidjiah qui l'avoisinent.

Bâtie au pied et sur le revers méridional des hauteurs Quoubba, elle est abritée contre les vents du Nord, et soumise aux influences léthifères de ceux du Sud. Il est constant que, dès que ces derniers règnent, les maladies se multiplient rapidement et prennent une intensité mortelle. Heureusement leur durée est courte. *Vents du Sud*

Comme poste militaire, la ferme-modèle ne *Mauvais poste militaire.*

vaut pas mieux. Elle ne commande aucune des routes qui débouchent dans la Mitidjiah; et la configuration du terrain est telle, que les feux du blockhaus, placé à trois cents toises au-dessus, ne peuvent inquiéter l'ennemi qui s'interpose entre lui et la ferme. Elle n'offre qu'un avantage, celui d'y pouvoir réunir des approvisionnemens quand on fait une expédition dans la plaine.

Le choix de cette localité eut encore le grave inconvénient de fausser les idées des premiers colons, en les dirigeant vers la Mitidjiah lorsque tout leur fesait un devoir de cultiver les environs d'Alger, et d'aller progressivement du centre à la circonférence. Au reste, avec le mépris que nous affectons pour ces peuples, il était difficile d'échapper à cette erreur.

Le pays était inconnu, et, au lieu de consulter l'expérience pratique des habitans, on ajouta foi aux descriptions pompeuses, aux tableaux de fantaisie de certains écrivains qui n'ont jamais vu la Mitidjiah, ou ne l'ont aperçue que des hauteurs d'Alger (*a*).

Ces mensonges n'ont rien qui puisse surprendre. Tout récemment, un homme qui n'est ja-

---

(*a*) Sous le Gouvernement turc, les Européens ne pouvaient s'éloigner de la ville sans une permission et sans l'escorte d'un Janissaire; aujourd'hui il serait dangereux de passer les avant-postes.

mais sorti des cabarets d'Alger, n'a-t-il pas fait une promenade au cap Matifoux, sous un berceau continu d'orangers, de citronniers, de grenadiers et autres arbres précieux, quoiqu'il n'existe sur ce chemin que quelques faibles broussailles (*a*)?

La maison carrée (Burgh-Jahia), qui avait été choisie d'abord pour cet objet, ne vaut guère mieux. Les marais qui l'environnent la rendent malsaine, et les eaux de la fontaine qui coule au-dessous passent pour dangereuses, quoique dissolvant très-bien le savon. Mais sa position sur un point culminant lui permet de recevoir les influences salutaires des vents du Nord; et, quoique nombreuses, les maladies y ont moins d'intensité. C'est un bon poste militaire, dont les Arabes n'ont jamais osé approcher. *Maison carrée (Burgh-Jahia).*

La commission d'enquête poursuivait ses investigations. Désespérés de ne point trouver de coupables, quelques-uns de ses membres proposèrent de soumettre les accusés à la torture. Qu'il est fâ- *Commission d'enquête.*

(*a*) Un autre imprima, au commencement de 1831, que, sur les immenses possessions de Mr C........, il y avait plusieurs centaines de colons qui y avaient fait de grands profits. Encore aujourd'hui il n'y en a pas un seul. Il faut bien compter sur la crédulité et l'irréflexion du lecteur pour oser mentir aussi effrontément; car il suffisait de se rappeler, pour le convaincre de mensonge, que, depuis l'occupation du pays par les Français, aucune récolte n'y avait été possible.

cheux que ce mode de procédure ait été repoussé par la majorité ! c'était un bel exemple à donner au monde civilisé. Enfin, un ordre du jour vint déclarer l'inutilité des recherches de cette espèce de tribunal d'inquisition.

*Traité avec Tunis pour la cession de la Province de Constantine.*

Mais l'événement de cette époque qui domine tous les autres est le traité fait, avec la Régence de Tunis, pour la cession des Beylicks ou Provinces de Constantine et d'Oran. Il convient de prendre les choses de plus haut.

*Qui fut l'auteur de ce projet.*

Un Français qui, pendant quarante ans, a étudié les peuples du Nord de l'Afrique (*a*), et qui joint, à l'amour le plus ardent de son pays, la philanthropie la plus éclairée, avait souvent réfléchi sur les moyens de rendre à la civilisation ces contrées heureuses.

La connaissance approfondie des mœurs, de la langue, des idées des Musulmans de ces contrées, l'avait convaincu qu'on pouvait les subjuguer, effacer du livre des vivans les myriades de tribus qui bordent l'Atlas, ou les refouler dans le Sahára; mais qu'il est impossible de leur imposer notre police, notre industrie et nos arts par l'organe d'autorités qui ne parleraient pas la langue du *Coran*, et qui ne seraient pas avec eux en communion de prières, de jeûnes et de cérémonies telles que les prescrit le livre incréé.

---

(*a*) Mr de Lesseps, Consul général à Tunis.

Ces idées, qu'il aimait à communiquer, furent connues et accueillies par M^r DE BOURMONT. Un traité pour céder la Province de l'Est à la maison régnante à Tunis, avait été projeté; et, si je suis bien informé, la mission du Prince tunisien qui vint complimenter le Général français dans la baie de Sidi-Ferruch, et ne se retira qu'après la chute d'Alger, n'était pas étrangère à cette transaction.

Il est également probable que l'occupation immédiate de Bone, après la conquête, avait le double but de favoriser notre commerce et l'exécution de ce projet, que la Révolution de Juillet fit abandonner.

Informé de cette négociation, son successeur ne tarda pas à en renouer le fil. Pour la mener à bien, il pressa avec instance notre Consul de travailler à cette œuvre, et d'user de l'influence et de la considération personnelles dont il jouissait au Bardo (*a*) pour la terminer promptement. Cet Agent, quoique ne pouvant intervenir qu'extra-officiellement, s'y prêta avec d'autant plus de zèle qu'il croyait voir se réaliser le plus cher de ses rêves.

Après des discussions longues et souvent difficiles, on convint d'un projet de traité en huit articles, dont la principale clause était l'élévation

---

(*a*) Nom du palais du Bey de Tunis.

de MUSTAPHA, frère du Bey de Tunis, au Beylick de Constantine.

Le Sahab-Tabah, gendre de MUSTAPHA, nommé Bey de Constantine, le premier écrivain du Prince, et HASSUNA, premier interprète, furent chargés de les porter à Alger. Le Bey régnant leur enjoignit d'y faire insérer la clause que le traité ne serait exécutoire qu'après la sanction royale.

A leur arrivée à Alger, un arrêté, sous la date du 15 Décembre, prononça la destitution de HADJI-ACHMED, Bey régnant de Constantine, et un autre du 16 nomma à ce même Beylick SIDI-MUSTAPHA, frère du Bey de Tunis.

L'œuvre élaborée à Tunis avec tant de soin, fut modifiée, refondue, et la clause dont nous venons de parler n'y trouva point de place comme superflue. Le nouveau traité fut signé à Alger, le 18 Décembre 1830.

Les principales dispositions de cet acte portaient qu'un tribut annuel d'un million, réduit, pour la première année, à 800,000 fr., en raison des dépenses de l'expédition de Constantine, serait payé à la France sous la garantie du Bey de Tunis; que les navires français ne payeraient que la moitié des droits de douanes imposés aux autres nations, et que protection serait accordée aux négocians et agriculteurs français et européens.

*Conditions du traité.*

A ces conditions, la France cédait à MUSTAPHA, Bey, tous les revenus de la Province de Constan-

tine, et s'interdisait le droit de mettre garnison dans aucune des places du Beylick, avant qu'il ne fût entièrement pacifié et sans arrangement préalable.

*La France refuse sa ratification.*

Ce traité ne fut point ratifié par la France. Le Gouvernement le répudia comme n'étant pas son œuvre, comme préjugeant la question de l'occupation indéfinie d'Alger, comme opérant une aliénation trop complète des droits de la France, comme nuisible à nos anciennes possessions d'Afrique, et, enfin, comme n'assurant pas au Trésor un tribut annuel qui fût dans de justes proportions avec les ressources présentes et à venir de la Province. Ce traité, si mal accueilli à Paris, ne l'était guère mieux à Tunis, en raison des modifications qu'il avait subies.

*Il n'est guère mieux accueilli au Bardo.*

A la cour du Bardo, il y a deux partis bien prononcés : l'un, peu nombreux, fidèle à la politique du Bey Hamouda, révéré de ces peuples comme en France l'est Henri IV, nous adopte et s'attache en quelque sorte à notre fortune ; à sa tête sont le Bey et son premier Ministre ; l'autre, celui des rigoristes Musulmans, encore enveloppés de tous les vieux préjugés, nous repousse et nous hait. Il compte dans ses rangs tous les membres du Divan, et pour chef Sidi-Mustapha, le même qu'on venait de nommer Bey de Constantine.

*Dispositions du Bey nommé.*

Ce Prince, croyant occuper un jour Alger, di-

sait ouvertement qu'il se contenterait de régir Constantine par un de ses officiers, et qu'il ne quitterait Tunis que pour se rendre à Alger; que, du reste, il n'entendait avoir aucune apparence de relation avec les Français; et il avait déclaré à Mr RAIMBERT, Agent de Mr le Général CLAUZEL auprès de lui, qu'il ne le recevrait pas dans le Beylick de Constantine.

*Comment le Bey le fait recevoir par le Divan.*

De son côté, le Bey de Tunis, pour faire accepter le traité par son Divan, et farder, aux yeux de ses peuples et de ceux de Constantine, son alliance avec les infidèles, dut emprunter les couleurs du fanatisme. Il représenta que, touché du danger que courait la Province de Constantine, de tomber entre les mains des chrétiens, il avait profité de ses relations avec la France pour en éloigner le fléau qui menaçait l'Islamisme, et qu'il avait acheté cet éloignement au prix de quinze ou vingt millions; mais que, son trésor ne pouvant payer une telle somme en une fois, il avait dû prendre certains termes. C'est ainsi qu'il colora la clause du tribut annuel. Quant à l'investiture, il n'en fut pas question, et elle resta un secret entre lui et le Sahab-Tabah (*a*) (N° 18).

---

(*a*) Sahab-Tabah, Garde des sceaux; c'est toujours un homme de confiance et le premier Ministre. On sent que cela doit être dans un pays où la signature n'est rien et où le cachet est le signe de l'authenticité. Cet usage date de la plus haute antiquité.

Ce traité fut rédigé avec tant de négligence et si peu de précision, que les textes arabes et français offrent des différences essentielles. Aussi, dès le mois de Janvier, il s'était élevé des difficultés sur le sens de plusieurs clauses : sur l'époque du premier payement du tribut; sur les bons offices de la France, auprès de la Porte, pour obtenir l'investiture du pays que nous lui cédions; sur les rapports des Princes tunisiens avec la France; enfin, sur le droit qu'auraient les Français de devenir propriétaires dans le Beylick. Le Bey Mustapha le leur déniait, et l'agent du Général Clauzel, près du Gouvernement tunisien, dut le consulter à ce sujet (N° 19).

*Traité pour la Province d'Oran.*

Au milieu de toutes ces difficultés, et avant qu'elles fussent aplanies, le Général en Chef offrit le Beylick d'Oran à un autre Prince de la même maison, et ne lui donna que quatre jours pour se décider. Cette offre fut acceptée, et un arrêté du 4 Février nomma Achmed, Bey, Prince de la maison de Tunis, au Beylick d'Oran. Le traité qui en stipule les conditions est du 6 Février 1831.

*La France le rejette.*

Quoique l'article 2 réglât, d'une manière fixe, les rapports de ce Gouverneur avec la France, et que des conditions plus avantageuses pour elle y fussent stipulées, il n'en fut pas mieux reçu à Paris. Il fut rejeté par les mêmes raisons que celui du 18 Décembre (*a*).

---

(*a*) Ce traité fut l'œuvre de M[r] Volland, l'un de nos

*Il n'est reçu à Tunis que par l'espoir de posséder Alger.*

A Tunis, il parut plus onéreux que celui de Constantine, et même contraire aux principes et aux sentimens religieux du pays. Il n'y fut accepté que dans l'espoir que l'occupation des deux Provinces les plus importantes du Royaume amènerait la cession du territoire d'Alger (*a*). Des promesses verbales et des lettres arrivées au Bardo y entretenaient ces espérances (N° 20).

Nous n'avons pas à examiner si le Chef de l'armée française outre-passa ses pouvoirs; cette question serait oiseuse, et sa solution ne nous regarde pas; mais nous reconnaîtrons que l'occupation paisible et entière des Provinces de l'Est et de l'Ouest par des Princes soumis à la France, procurerait à notre commerce des avantages considérables, et aux colons d'Alger une grande sécurité. Malheureusement un pareil résultat est bien difficile à obtenir, s'il n'est impossible. Sans parler du mauvais vouloir du Prince appelé à régner, qui aurait rendu nulles ces espérances, les Tunisiens n'étaient peut-être pas les hommes les plus propres à vaincre les difficultés.

---

administrateurs les plus éclairés; on y reconnaît l'homme habitué aux grandes affaires.

(*a*) Cela n'empêcha pas que la Cour ne témoignât son mécontentement à HASSUNA et à KEREDIN, Aga, pour les changemens qui avaient été introduits dans ce traité à Alger; car il devait être en tout semblable au traité de Constantine.

À tort ou à raison, les peuples de ces contrées passent pour être les plus mauvais soldats des côtes de Barbarie, et toujours ils ont été vaincus par les Algériens. À ce titre, ils sont peu estimés. D'un autre côté, ce Gouvernement est pauvre et n'a point d'armée régulière; aussi comptait-il moins sur ses forces, pour faire la conquête de la Province qui lui était cédée, que sur l'appui de la Religion et sur le secours de plusieurs tribus mécontentes. Enfin, ce pays, hérissé de difficultés naturelles, est habité par un grand nombre de peuplades indépendantes qui non-seulement se refusèrent toujours à toute espèce de tribut envers le Gouvernement turc, mais souvent lui firent la guerre.

*Les Tunisiens étaient peu propres à cet œuvre.*

Un peu plus tard, la France voulut reprendre ces négociations sur des bases qui lui réservassent plus explicitement ses droits et lui assurassent des avantages plus étendus. Cette mission délicate fut confiée au Commandant Houder, officier plein de mérite, et qui périt si malheureusement à Bone quelques mois après. Ses soins et ses efforts furent inutiles, et la négociation échoua, malgré *les talens, la mesure, l'esprit et la sagesse* avec lesquels il la conduisit (*a*). On en verra plus bas les causes.

*La France veut reprendr ses négociations.*

Le Bey, dans une conférence où assistaient quel-

*Le Bey s'y refuse.*

(*a*) Expressions d'une lettre de Mr de Lesseps.

ques-uns des principaux personnages de sa Cour, déclara, avec un ton d'humeur qui n'est pas dans ses habitudes, que les propositions qui lui étaient apportées n'ayant aucune analogie avec celles qui avaient servi de base au traité primitif, étaient inadmissibles; qu'elles fesaient des Princes de sa

*Ses reproches.* maison de simples Intendans ( Oukils ), tandis qu'en payant le tribut convenu, ils devaient être Princes indépendans; qu'il n'avait consenti aux premières transactions que dans l'espoir dont on l'avait entretenu, que la France, pour plusieurs motifs, ne pouvant conserver Alger, cette place lui serait remise avec ses dépendances. Revenant au premier traité, le Bey trouvait, dans la différence des textes arabes et français, une preuve de mauvaise foi (*a*).

*Ses plaintes.* A ces accusations il joignait des doléances, des plaintes amères : on l'avait jeté dans des dépenses ruineuses; on l'avait compromis auprès de la Sublime Porte; Oran, qu'on devait lui remettre soumis, à l'exception de Trémècen, était en pleine

(*a*) Il est sûr qu'il existe, entre les textes arabes et français, des différences notables. Ainsi, le titre 2 porte en arabe que *le tribut pourrait être diminué plus tard.* Au Bardo, on allait jusqu'à dire que si le chiffre en avait été élevé, c'était pour satisfaire les Chambres. Un autre article lui cède la pêche du corail, tandis que le texte français est muet, et que le Général français croyait se l'être réservée ( N° 21 ).

insurrection, etc. Le fier et violent MUSTAPHA, Bey nommé de Constantine, ne gardant aucune mesure, s'écriait : *ils nous ont trompés !... ils voulaient nous perdre.....* (*a*) (N° 22).

Ces récriminations n'étaient pourtant pas la vraie cause du rejet de nos propositions : il tenait à la position critique où se trouvait le Bey, et à l'impossibilité où il était de rien faire pour la conquête de Constantine. *Motifs de la condui du Bey.*

Pour assurer le succès de l'expédition contre cette Province, le Bey avait voulu former à l'européenne un corps d'infanterie d'environ mille hommes. On lui donna, pour l'organiser et l'instruire, un Capitaine du Génie.

Quoique ce corps fût misérablement nourri, vêtu et payé, le Gouvernement, pour subvenir aux frais de son entretien, fut forcé de recourir à des mesures fiscales et vexatoires. Elles soulevèrent les esprits et causèrent l'insurrection des Provinces de Matter (*b*) et du Keff (*c*), voisines de celle de Constantine. Pour les faire rentrer dans l'ordre, il fallut mettre en campagne, plus tôt que de coutume, l'armée chargée de percevoir les tributs (*d*). D'un autre côté, l'engouement du Bey

(*a*) Notre Envoyé fut obligé de lui rappeler les égards dus à son caractère.

(*b*) Matter, autrefois *Oppidum Materense.*

(*c*) Keff, autrefois *Sicca.*

(*d*) Elle sort habituellement en Septembre ; cette fois ce fut en Juillet.

pour les troupes régulières était passé. Les excès qu'elles avaient commis, et leur désertion journalière, lui avaient fait perdre l'espoir d'en tirer le parti qu'il s'en était promis pour contenir les milices Turques et Zouaves. Enfin, les partisans du Prince tunisien diminuaient journellement, et les Scheicks des tribus mécontentes qui avaient pris des engagemèns avec lui, s'étaient éloignés peu à peu (N° 23).

Mais tandis qu'à Tunis les moyens d'agression se réduisaient à rien, SIDI-HADJI-ACHMED, Bey régnant à Constantine, avait considérablement augmenté ceux de défense. Il avait recruté ses troupes et doublé leur solde, fortifié sa capitale, battu ses ennemis, et reconquis quelque popularité à l'aide de la Religion et par la diminution des impôts. Dans ce pays-là, plus que partout ailleurs peut-être, le meilleur gouvernement est celui à meilleur marché.

Mr le Général CLAUZEL, obligé de donner des explications sur cette transaction et sur celle qu'il allait ouvrir avec le Shérif de Maroc, fut mécontent de la manière dont elles avaient été reçues. L'issue de ces négociations avait porté une atteinte grave à son autorité; il demanda son rappel et l'obtint.



débauche, ils faisaient honte et pitié. Les habitants du pays les désignaient sous le nom de *Bédouins français*.

La destination que leur avait donnée le Général Clauzel leur déplaisait; leur amour-propre en était blessé; ils prétendaient d'ailleurs n'avoir contracté aucun engagement; et il est vrai de dire que celui qu'ils signaient, à leur passage à Toulon, n'était pas exempt d'irrégularité.

La discipline a tenté de faire de ces Bédouins un corps de troupe respectable, et elle y a réussi. *Ils sont organisés en bataillons.*

D'abord on les forma en bataillons, et l'on donna des armes à tous ceux qui avaient déjà servi. Cette mesure et cette marque de confiance les flattèrent, et beaucoup furent ramenés au sentiment du devoir et de l'honneur.

Les officiers étaient la partie la plus difficile à discipliner; ils se plaignaient hautement de la solde qu'on leur accordait, et ils réclamaient, avec leurs grades, celle dont ils avaient joui en France; ils ne dissimulaient pas l'espoir de susciter des troubles quand de nouveaux détachements seraient arrivés. Des mesures furent prises pour déjouer ces projets et détruire l'influence qu'ils exerçaient sur cette réunion d'hommes. Elles eurent un plein effet, et bientôt on n'eut plus rien à craindre de ce côté. *Les officiers de ces troupes.*

A cette époque, la population européenne était *Population d'Alger à cette époque.*

sins, et le pays n'offrait aucune ressource dont on pût tirer parti.

La force de ces corps était bien diminuée par suite des maladies et de la guerre ; mais cette situation numérique n'inspirait aucune crainte. On attendait d'ailleurs de nouvelles recrues pour les compléter à trois bataillons.

*Les Parisiens.* Déjà, à cette époque, il était arrivé à Alger quelques détachemens de ce qu'on appelait *Volontaires Parisiens*. Le Général Clauzel les avait mis en subsistance dans les cadres des bataillons Zouaves, et il avait accordé la solde de Sous-Lieutenant à ceux des officiers qui n'avaient aucun titre légal.

Ces soi-disant *Parisiens* étaient un ramassis fait sur le pavé de Paris. Ils appartenaient, non-seulement à tous les départemens de la France, mais encore à toutes les nations de l'Europe. Un aventurier, sans mission avouée, s'était chargé de les enrôler, et, après s'être donné à lui-même le titre de Lieutenant Général, avait distribué des grades à volonté. D'abord destinés pour l'Espagne, ces hommes furent dirigés plus tard sur Alger ; c'était la réunion de toutes les infirmités morales et physiques. Sur environ quatre mille cinq cents qui abordèrent en Afrique, près du tiers fut impropre à tout service et à tout travail.

*Leur situation.* Nus, sans souliers, livrés à la crapule et à la

débauche, ils fesaient honte et pitié. Les habitans du pays les désignaient sous le nom de *Bédouins français*.

La destination que leur avait donnée le Général Clauzel leur déplaisait ; leur amour-propre en était blessé ; ils prétendaient d'ailleurs n'avoir contracté aucun engagement ; et il est vrai de dire que celui qu'ils signaient, à leur passage à Toulon, n'était pas exempt d'irrégularité.

La discipline a tenté de faire de ces élémens vicieux un corps de troupe respectable, et elle y a réussi. *Ils sont organisés en bataillons.*

D'abord on les forma en bataillons, et l'on donna des armes à tous ceux qui avaient déjà servi. Cette mesure et cette marque de confiance les flattèrent, et beaucoup furent ramenés au sentiment du devoir et de l'honneur.

Les officiers étaient la partie la plus difficile à discipliner ; ils se plaignaient hautement de la solde qu'on leur accordait, et ils réclamaient, avec leurs grades, celle dont ils avaient joui en France ; ils ne dissimulaient pas l'espoir de susciter des troubles quand de nouveaux détachemens seraient arrivés. Des mesures furent prises pour déjouer ces projets et détruire l'influence qu'ils exerçaient sur cette réunion d'hommes. Elles eurent un plein effet, et bientôt on n'eut plus rien à craindre de ce côté. *Les officiers de ces troupes.*

A cette époque, la population européenne était *Population d'Alger à cette époque Son esprit.*

sins, et le pays n'offrait aucune ressource dont on pût tirer parti.

La force de ces corps était bien diminuée par suite des maladies et de la guerre ; mais cette situation numérique n'inspirait aucune crainte. On attendait d'ailleurs de nouvelles recrues pour les compléter à trois bataillons.

*Les Parisiens.* Déjà, à cette époque, il était arrivé à Alger quelques détachemens de ce qu'on appelait *Volontaires Parisiens*. Le Général CLAUZEL les avait mis en subsistance dans les cadres des bataillons Zouaves, et il avait accordé la solde de Sous-Lieutenant à ceux des officiers qui n'avaient aucun titre légal.

Ces soi-disant *Parisiens* étaient un ramassis fait sur le pavé de Paris. Ils appartenaient, non-seulement à tous les départemens de la France, mais encore à toutes les nations de l'Europe. Un aventurier, sans mission avouée, s'était chargé de les enrôler, et, après s'être donné à lui-même le titre de Lieutenant Général, avait distribué des grades à volonté. D'abord destinés pour l'Espagne, ces hommes furent dirigés plus tard sur Alger ; c'était la réunion de toutes les infirmités morales et physiques. Sur environ quatre mille cinq cents qui abordèrent en Afrique, près du tiers fut impropre à tout service et à tout travail.

*Leur situation.* Nus, sans souliers, livrés à la crapule et à la

débauche, ils fesaient honte et pitié. Les habitans du pays les désignaient sous le nom de *Bédouins français.*

La destination que leur avait donnée le Général CLAUZEL leur déplaisait ; leur amour-propre en était blessé; ils prétendaient d'ailleurs n'avoir contracté aucun engagement ; et il est vrai de dire que celui qu'ils signaient, à leur passage à Toulon, n'était pas exempt d'irrégularité.

*Ils sont organisés en bataillons.*

La discipline a tenté de faire de ces élémens vicieux un corps de troupe respectable, et elle y a réussi.

D'abord on les forma en bataillons, et l'on donna des armes à tous ceux qui avaient déjà servi. Cette mesure et cette marque de confiance les flattèrent, et beaucoup furent ramenés au sentiment du devoir et de l'honneur.

*Les officiers de ces troupes.*

Les officiers étaient la partie la plus difficile à discipliner ; ils se plaignaient hautement de la solde qu'on leur accordait, et ils réclamaient, avec leurs grades, celle dont ils avaient joui en France ; ils ne dissimulaient pas l'espoir de susciter des troubles quand de nouveaux détachemens seraient arrivés. Des mesures furent prises pour déjouer ces projets et détruire l'influence qu'ils exerçaient sur cette réunion d'hommes. Elles eurent un plein effet, et bientôt on n'eut plus rien à craindre de ce côté.

*Population d'Alger à cette époque. Son esprit.*

A cette époque, la population européenne était

très-faible à Alger, et les deux tiers étaient étrangers à la France. Sur cinq cent vingt-neuf individus dont elle se composait, il n'y avait que cent cinquante-sept Français, femmes et enfans compris ; le reste, rebut de ce que les rives de la Méditerranée avaient de plus misérable ou de plus immoral, eût été facilement un instrument de trouble et de désordre, si la police n'eût exercé sur eux une surveillance sévère et continue.

*Algériens.* Loin de voir se réaliser les promesses qui leur avaient été faites et les espérances qu'ils avaient conçues d'un meilleur avenir, les Algériens, frappés d'ilotisme et rançonnés, se voyaient forcés de nous disputer les débris de leur fortune.

Le *Clergé* avait vu, avec douleur et dépit, l'administration des biens sacrés passer sous la direction des infidèles.

*Mécontentement et esprit des indigènes.* Les notables, dépouillés de l'autorité municipale, étaient humiliés et blessés. Toutes les classes avaient éprouvé des dommages plus ou moins considérables et se voyaient talonnées par la misère.

Dans la ville, beaucoup de maisons et de boutiques, unique ressource des classes ouvrière et moyenne, avaient été abattues pour motifs d'utilité publique, mais surtout pour des embellissemens projetés.

Hors de la ville, les maisons de campagne étaient occupées ou ruinées par les soldats ; les jardins restaient incultes, et la plus grande partie des ar-

bres fruitiers avaient été abattus et brûlés. Enfin, des Français, peu dignes de ce nom, abusant de leur position, exerçaient des violences matérielles ou morales, et, ce qui est plus vil encore, usaient de fraude pour dépouiller quelques riches habitans et s'approprier leurs belles propriétés.

A ces causes d'un juste mécontentement se joignaient la haine du joug étranger et l'antipathie pour nos mœurs, qu'augmentaient encore nos airs méprisans, nos dédains et nos vexations de tous les instans. Sous beaucoup de rapports, ils étaient bien plus malheureux que sous le régime turc, et devaient le regretter.

A l'extérieur, les Arabes et les Cabaïls avaient oublié vite les leçons sévères qu'ils avaient reçues.

*Massacre de l'équipage d'un brick français à Bugie.*

Au mois de Décembre, un brick français eut le malheur d'échouer sur les côtes de Bugie; l'équipage et les passagers furent massacrés par les Cabaïls; deux seulement échappèrent au sort commun, et Mr le Général CLAUZEL s'empressa de les racheter. Leur rançon fut fixée à 2,000 fr.

Leur turbulence naturelle, le départ des troupes, la présence des Marocains dans la Province d'Oran, et les proclamations de MULEY-ALI, cousin du Shérif de Maroc, avaient relevé leurs espérances; partout ils remuaient ou étaient dans un état hostile.

Les tribus de Titeri méconnaissaient l'autorité du Bey et se pillaient entr'elles; celles des Som-

Il importait cependant à la sécurité publique et à la prospérité de notre établissement, de faire cesser les plaintes des Maures, et surtout d'établir, avec les peuplades extérieures, des relations plus durables que celles qui avaient existé jusqu'alors.

*Système du nouveau Général.*

Le nouveau Général pensa qu'une conduite réglée par la justice la plus rigoureuse était le moyen le plus efficace de parvenir à ce but; qu'avec des peuples de mœurs, d'opinions, de préjugés et de religion si différens des nôtres, nous ne pouvions avoir d'idées communes qu'une seule, celle de l'équité; que les Maures, par leurs relations habituelles, leur sympathie réciproque et leur communauté de religion, étaient le lien et l'intermédiaire nécessaires des rapports qu'il était si utile d'établir; enfin, portant ses regards dans l'avenir, il lui sembla que la conservation de cette colonie dépendait de ces rapports, et qu'eux seuls pouvaient la préserver du sort qu'avaient éprouvé Malthe et les îles Ioniennes.

*Il est basé sur l'équité.*

L'histoire ancienne et l'histoire moderne de ces peuples venaient également à l'appui de ce système. En effet, SALLUSTE observe que JUGURTHA était aimé des Numides et des autres villes éloignées qui auraient pu facilement se soustraire à sa domination, parce qu'il était *doux* et *juste*, pendant que les Romains étaient détestés en raison de leurs violences et de leur avarice. PROCOPE nous

apprend qu'au 6e siècle, la cruauté et la perfidie des Gouverneurs de l'Afrique (*a*) causèrent la révolte des Maures, et furent la source de malheurs effroyables pour le pays et les Romains (N°. 27) ; tandis que la France se rappelle avec orgueil le succès et le surnom glorieux que, naguère, dans la Haute-Égypte, valurent au Général DESAIX sa justice et sa modération.

Aussi ce principe et celui de s'opposer à toute dilapidation des deniers publics furent la règle invariable de sa conduite.

Les occasions de les appliquer ne furent ni rares ni lentes à se présenter ; et si l'autorité eut le regret de ne pouvoir réparer toutes les injustices, elle put du moins faire obtenir à quelques-uns des réparations légitimes, et offrir à tous sécurité pour l'avenir. Mais en même temps qu'elle protégeait les indigènes et allégeait, autant qu'il était en elle, leur misère, d'un autre côté elle réprimait sévèrement leurs écarts.

*Sévérité exercée contre les indigènes coupables.*

A la fin du *Ramadan* (mois de Mars), époque où le fanatisme est plus exalté, un Maure frappa un soldat, et il fut pendu.

Plus tard, conformément aux arrêtés un peu *draconniens* existans, un autre Maure, trouvé muni de quelques balles, fut fusillé. Des Turcs

---

(*a*) SALOMON et SERGIUS, PROCOPE, hist. des Vend., liv. II, chap. XXII et XXIII, et en plusieurs autres endroits.

turbulens furent exportés et des Arabes bannis, après avoir reçu la bastonnade.

*Soumission des Sommata et des El-Kaschèna.*

Cet essai réussit. Au mois de Mars, non-seulement les arrivages de toute nature n'éprouvaient plus d'interruption (*a*), mais les Sommata punissaient eux-mêmes les malfaiteurs de leurs tribus, et les El-Kaschèna vinrent, pour la première fois, faire leur soumission; ils se chargèrent de la police du Hamise au Haratch.

*Opposition que rencontre ce système.*

Ce système, le seul digne du nom Français, et qui paraissait à la fois le plus politique et le plus utile, blessait trop d'intérêts, éveillait trop de craintes et renversait trop de projets, pour ne pas soulever de violentes oppositions.

Contre lui se réunirent les hommes cupides qui convoitaient la fortune publique et particulière; ceux dont la maxime est : malheur aux vaincus, sans songer au sort de son auteur; ceux pour qui la foi jurée n'est qu'un leurre, et cet essaim nombreux d'aventuriers qui, alléchés par l'espoir d'une fortune facile et rapide, étaient accourus de tous les coins de l'Europe.

L'équité leur pesait; les formes de nos com-

---

(*a*) Au 18 Mars, le blé que le Gouvernement avait acheté, en vertu de l'arrêté du 9 Janvier précité, 16 et 17 fr. le sâa, ne valait, sur la place d'Alger, que 6 fr. 50 c. à 7 fr.

Rapport du Commissaire général de police, ROLLAND DE BUSSY.

missions militaires et les décisions prévotales n'étaient pas assez expéditives. Il leur fallait une *justice partiale* et des moyens *pris en dehors de la civilisation.*

Étrange contradiction de l'esprit humain! Nous parlions *humanité*, et tous nos actes étaient empreints de violence, d'iniquité, de fraude et de cruauté.

Nous voulions nous établir d'une manière ferme et stable, jouir de la paix et de la sécurité, et nous nous abandonnions aux passions déréglées qui nous ont fait perdre nos possessions d'Asie, Madagascar et St-Domingue.

Une chose digne de remarque, c'est que, presque partout au-delà des mers, les Européens, mais surtout nos compatriotes, ont revendiqué comme leur propriété les biens des indigènes; il est vrai qu'*ils ne portent point de haut-de-chausses*, comme l'observe MONTAIGNE.

Les meurtres atroces, les malheurs effroyables, les terribles représailles qui accompagnèrent partout cette iniquité, n'ont pu nous instruire, tant la passion du lucre peut obscurcir la raison.

*Aucun changement n'est fait dans l'administration.*

Persuadé que, si la fixité dans la marche de l'administration est désirable partout, elle est nécessaire dans un établissement naissant, le nouveau Général ne changea rien à l'ordre de choses établi par son prédécesseur, et ses arrêtés continuèrent à régler la justice et l'administration.

L'ambitieux Comité du Gouvernement redevint, il est vrai, la modeste Commission consultative, mais rien ne fut changé dans son personnel, ni dans ses attributions.

*Modifications faites à la législation.* Ce Général borna ses soins à étudier les besoins du pays, et son action à introduire successivement, dans la législation, les modifications que l'accroissement de la population, le développement de l'industrie et l'extension du commerce rendaient nécessaires.

Chaque jour les transactions entre les Européens et les indigènes devenaient plus nombreuses. Il convenait de leur donner des dates certaines et d'assurer la sincérité des contrats; et il fut prescrit que ces contrats seraient, sous peine de nullité, écrits dans les deux langues, en regard, et soumis à l'enregistrement.

Les décisions du Tribunal correctionnel avaient pris de l'importance: l'appel fut accordé aux parties.

Les monopoles du sel, de la viande et des cuirs, également contraires aux progrès de l'industrie et à notre droit commun, furent abolis.

La libre exportation des grains du port d'Oran (*a*) fut rendue au commerce, et les blés et les farines furent affranchis du droit de douanes et d'octroi (*b*).

---

(*a*) L'exportation avait été prohibée, pour faciliter à la maison Sellière l'achat de dix mille mesures de blé, destinées à l'approvisionnement d'Alger.

(*b*) Une bonne partie des modifications heureuses et du

Il serait inutile et fastidieux de faire l'analyse de tous les actes de cette administration ; mais ces exemples étaient nécessaires pour en faire connaître l'esprit et la marche.

Ce principe de ne rien innover fut également appliqué au personnel des administrations (*a*). Lourde faute, plus préjudiciable encore aux intérêts de l'État qu'à ceux de l'autorité! Je la signale à dessein aux hommes appelés à diriger de grandes administrations, pour qu'ils l'évitent soigneusement s'ils veulent faire le bien.

*Esprit des employés civils*

Les hommes qui remplissaient les emplois civils n'avaient, avec la nouvelle autorité, rien de commun ni dans les vues, ni dans les principes. Loin de là, ils voyaient avec regret et chagrin leurs projets menacés et leurs espérances s'évanouir; et dès-lors, au lieu de pouvoir ou de vouloir lui offrir un concours utile, ils s'attachèrent à en décrier sourdement les actes et à en paralyser l'action par une inertie et des dilations calcu-

---

bien qui ont été faits pendant la durée de cette administration, appartient à Mr Bondurand, Intendant militaire, et déjà connu par la sagesse avec laquelle il administra l'Arragon, sous le Maréchal Suchet.

(*a*) Ce principe fut si rigoureusement appliqué, que le Général refusa de donner à son beau-frère un emploi lucratif occupé par un homme contre lequel s'élevaient beaucoup de plaintes, mais qui ne lui parurent pas suffisamment prouvées.

lées. On en verra un exemple lorsqu'on traitera du domaine public.

*Travaux exécutés.* L'administration précédente avait été de trop courte durée pour créer à Alger les établissemens que réclamaient nos besoins, et les choses étaient, à cet égard, à peu près dans le même état qu'au moment de la conquête.

L'administration actuelle fut plus heureuse; malgré les obstacles qu'elle trouva dans les hommes et les choses, obstacles dont on ne peut se faire une idée quand on n'a pas habité Alger dans ces premiers temps; elle put, à force de persistance, exécuter plusieurs de ses travaux.

Les rues d'Alger sont étroites et tortueuses; dans beaucoup, les faîtes des maisons se touchent. L'air y circule difficilement, et l'enlèvement des immondices s'y fesait avec lenteur. A ces causes d'insalubrité se joignait l'usage d'abattre les bestiaux dans les maisons particulières. Il était urgent de faire cesser cet ordre de choses, et de prévenir les maladies qui pouvaient en être la suite. A cet effet, des abattoirs furent construits sur le bord de la mer, à une certaine distance de la ville (*a*).

*Abattoirs.*

*Môle.* Les réparations annuelles que fesait le Dey au môle Nord avaient été négligées depuis que nous étions maîtres d'Alger. Les vents du Nord avaient régné avec violence, et les ravages de la mer me-

(*a*) Arrêté du 26 Février.

naçaient d'une ruine prochaine, et les magasins qui y sont établis dessus, et la darse elle-même.

Les empierremens qu'avaient essayés le Génie et l'Artillerie (*a*), pour fermer provisoirement les brèches principales, n'opposaient qu'une digue insuffisante aux envahissemens de la mer. Il fallut refaire l'ouvrage par sa base. Ce soin fut confié à Mr Noel, de la Marine, officier modeste et habile, qui fait vite, bien et à bon marché. Commencé dans les premiers jours d'Avril, ce travail, si difficile et si important, a été terminé avant le retour de la mauvaise saison (*b*) (N° 25).

Dans Alger, la population n'emploie, à la mouture de ses grains, que des meules mues par des chevaux. L'armée ne pouvait tirer aucun secours de ce mode défectueux. On tâcha d'y suppléer par l'établissement de six moulins à vent (*c*). Ils n'ont pas répondu aux espérances qu'on en avait conçues. L'irrégularité des vents et la nécessité de les établir sans qu'ils gênent la défense de la place, empêcheront toujours qu'ils n'offrent des *Moulins à ven*

(*a*) Ces armes étaient commandées par MMrs les Lieutenans-Colonels Lemercier et Admirault, dont le zèle et l'amour pour le bien public égalent la capacité.

(*b*) Dans cet espace de temps, cet officier répara aussi la pointe de l'éperon Est du môle, que la mer avait endommagée et menaçait de ruine.

(*c*) Arrêté du 25 Avril.

ressources assurées à la garnison; et il est à désirer que le Gouvernement y substitue des moulins à vapeur.

*Lazaret.* Des *Commissaires de la Santé*, de Marseille, avaient suivi l'armée expéditionnaire; et un établissement, régi par les réglemens sanitaires de cette ville, fut créé à Alger le jour même de notre entrée dans cette place. Un lazaret était nécessaire; un arrêté du 31 Août en ordonna l'achèvement (*a*).

*Casernes.* Alger manquait de casernes; on a réparé et mis à notre usage celles des Janissaires; des travaux bien entendus ont rendu la Cassaubah propre à recevoir douze cents hommes, et le fort Bab-el-Oued, qui ne recevait que vingt-cinq artilleurs, sert au casernement d'un bataillon de huit cents hommes. Mais ces ressources étaient bien insuffisantes encore. La sûreté du pays, la santé, la discipline et l'instruction des troupes, autant que l'intérêt de l'agriculture, demandaient qu'elles fussent concentrées sur un point qui satisfît à ces diverses conditions. La construction des baraques en pisé, à Mustapha-Pacha, réunit ces avantages.

*Baraquement de Mustapha.*

Ce grand établissement fut commencé vers le 1er

(*a*) Ce fut une faute. Outre les vices de sa construction (il n'a point de latrines), sa position, au milieu du port, le rend impropre à l'usage auquel il est destiné. Il faudrait l'établir ailleurs, derrière le fort Babazoun peut-être.

Avril, et, malgré tout le zèle des officiers du Génie, il n'a été terminé que vers la fin de Novembre (*a*).

On en sera peu surpris quand on saura qu'avec des moyens très-bornés, il fallait, en même temps, agrandir les hôpitaux, réparer les remparts de la ville, le fort de l'Empereur, et pourvoir, par des ouvrages de campagne, à la sûreté des postes extérieurs.

Je ne parlerais point de la place publique (*b*), *Place publique* parce qu'elle n'est point terminée, si une mosquée magnifique, monument de la piété de HASSAN-PACHA, n'avait dû être détruite. Fermée d'abord, elle fut rendue au culte pour les prédications et les cérémonies du *Ramadan* (*c*). Cette complaisance intempestive pouvait causer quelque embarras à la nouvelle administration; on s'attendait

---

(*a*) Il est à craindre que, malgré l'opinion des médecins, l'emplacement n'en soit pas très-sain.

(*b*) Le plan en avait été fait par un certain LUVINI, nommé architecte du Gouvernement (vraie sinécure qui coûtait 4,000 fr. à la France). Il a fallu le refaire, parce qu'il détruisait une des principales défenses de la place (la batterie Ex-Mouth), et qu'il jetait l'État dans des dépenses énormes, par la grande quantité de maisons qu'il fallait abattre. Un palais en marbre pour le Gouverneur et une salle de spectacle, qui auraient coûté plusieurs millions, devaient l'embellir.

(*c*) C'est le carême des Musulmans, et toujours une époque de fanatisme; il avait commencé en Février.

généralement à des troubles, au moment de sa destruction, mais on sut les prévenir, et l'opération se fit sans exciter la moindre plainte.

*Injustice des plaintes des colons, et des attaques de l'Opposition.*

Ces travaux aussi importans que nombreux, exécutés dans la seule année 1831, plusieurs autres, tels que de grandes routes projetées et tracées, attestent, d'une manière éclatante, la sollicitude du Gouvernement pour la prospérité de cette colonie naissante, et le justifient complètement du reproche de n'avoir rien fait pour elle. Au reste, aux yeux de tout homme impartial à qui les faits sont connus, ces doléances injustes, ces cris de la cupidité se traduisent naturellement par ce peu de mots : *on n'a rien fait, car on a refusé de nous servir de compère.*

*La confiscation des biens ne fesait pas partie du droit public à Alger.*

Jugeant tout avec nos préjugés, nous crûmes, en prenant possession d'Alger, que, sous un Gouvernement aussi despotique, le droit de propriété était inconnu, et que, par suite, tous les biens appartenaient à l'État. Nous fûmes bien surpris quand nous sûmes que, parmi ces barbares, la confiscation des biens n'est pas la conséquence nécessaire d'une condamnation politique, et que là, pas plus que parmi nous, la violence ne fait le droit (*a*). Aussi, et bien que tous les efforts de l'autorité n'aient pu obtenir une situation exacte du domaine public, nous pouvons assurer d'a-

---

(*a*) Témoin les biens laissés aux enfans Jahia.

vance que les propriétés domaniales sont infiniment moins considérables qu'on ne l'a supposé.

Les propriétés domaniales sont encore peu connues.

Mesures pour en avoir un état exact et en augmenter les revenus.

Les immeubles même situés dans la ville ne sont pas encore exactement connus. Les états présentés par l'administration des domaines offraient des variantes telles (*a*), que le Général dut nommer une commission pour en faire le recensement. Ce travail seul pourra faire connaître la vérité.

En attendant, les frais d'administration absorbaient plus que les revenus; des renseignemens particuliers, parvenus à l'autorité supérieure, lui avaient révélé des abus graves et nombreux, et lui fesaient penser qu'au lieu de 40,000 fr., le loyer de ces immeubles pourrait s'élever à plus de 100,000.

Le seul moyen d'arriver à ce résultat était la publicité des adjudications; elle fut prescrite, mais cette mesure salutaire trouva, comme il était facile de s'y attendre, beaucoup d'objections et beaucoup d'oppositions de la part de ceux qui étaient à la tête des finances. Dans une de leurs lettres, les chefs de l'administration osaient même prétendre que cette mesure multiplierait les abus et n'augmenterait les revenus qu'aux dépens du capital; mais, en même temps, par une contradiction frappante, réclamant l'administration des biens sacrés des Musulmans, sous le prétexte que

---

(*a*) Les premiers états portaient 368 maisons, les seconds 247, et les troisièmes 147.

leur produit n'était pas proportionné à leur valeur, ces mêmes agens en trouvaient la cause dans la clandestinité des adjudications.

Des motifs aussi pitoyables, des raisons aussi dénuées de bonne foi, ne pouvaient changer ni modifier les ordres du Général. Aussi la mesure fut-elle maintenue, et, tout incomplète qu'en fut l'exécution, elle eut l'avantage de doubler le produit de cette branche des revenus publics.

*Population d'Alger au mois de Décembre 1832.*

La population européenne s'était élevée, du 31 Mars au 5 Décembre, de 529 personnes à 3,121, dont 1,371 Français (*a*). Cet accroissement se fesait parfois d'une manière embarrassante pour l'administration.

Au mois de Juillet, à l'époque des hostilités des Arabes, dont il sera parlé au chapitre suivant, plus de 400 colons, la plupart Allemands, et destinés d'abord pour l'Amérique, abordèrent à Alger (*b*).

---

(*a*) Sur ces 529 individus, il n'y avait que 157 Français, savoir : 137 hommes, 10 femmes et 10 enfans. Sur les 3,121 qui s'y trouvèrent au mois de Décembre, il y a 1,371 Français, dont 829 hommes, 292 femmes et 250 enfans.

(*b*) Mr le Maréchal Clauzel a publié que c'était sur son invitation. On le savait, mais on ne l'aurait pas dit; on aurait craint d'attirer quelque blâme sur ce haut personnage, parce qu'il semble que le pain donné à ces étrangers aurait pu être distribué, avec plus de fruit et de justice, à nos compatriotes.

L'état d'indigence où ils étaient obligea l'administration à les loger sous la toile et à leur fournir des vivres pendant plusieurs mois.

Dans ce nombre d'émigrans, il y avait malheureusement peu d'agriculteurs, et ceux-ci, accablés par la chaleur, ne voulaient ou ne pouvaient travailler.

Un des maux de cet établissement est le grand nombre d'artisans qui s'y rendent, tandis qu'il n'y faudrait presque que des agriculteurs. Aussi les Français qui se livrent à la culture des terres, sont-ils obligés d'y employer des Cabaïls.

*Compagnies qui ont acquis la plus grande partie des biens maures.*

Une bonne partie des propriétés maures est passée entre les mains des Européens, et particulièrement des Français.

La manière dont s'y font les acquisitions (*a*) rend faciles ces sortes de transactions; aussi certaines compagnies ont-elles accaparé une grande quantité de terres.

Il n'est pas probable que, malgré les capitaux dont elles peuvent disposer, ces compagnies fassent faire jamais de grands progrès à l'agriculture. Semblables à ce qu'on appelle, en France, les *bandes noires*, elles attendent des acheteurs pour réaliser des profits.

*Association coloniale.*

Selon toutes les apparences, l'honneur d'accé-

---

(*a*) Presque toutes se font à rente perpétuelle, et conséquemment sans débourser de capitaux.

lérer la prospérité de ce pays appartiendra aux petits propriétaires, mais ils doivent rencontrer des obstacles devant lesquels échoueraient leurs forces individuelles. Ils ont pressenti la difficulté, et, pour la vaincre, ils ont conçu l'heureuse idée de réunir leurs forces et de se former en association coloniale (*a*).

L'autorité a compris tous les avantages qui pouvaient en ressortir et y a donné sa sanction. C'est le dernier de ses actes.

Je ne terminerai point ce qui regarde Alger sans faire remarquer qu'un des besoins les plus impérieux de cette population et de l'armée est un service régulier qui assure, à des époques fixes, ses relations avec la mère patrie. Jusqu'à présent il ne s'est fait que par intermittence, et plusieurs fois les intérêts moraux et matériels en ont longtemps souffert.

Les bateaux à vapeur peuvent seuls prévenir le retour de ce mal. Des propositions ont été faites au Gouvernement, et, sans doute, il les acceptera (*b*).

---

(*a*) Dans sa séance du 15 Janvier 1832, la Société coloniale a décerné, au Général Berthézène, le titre de membre fondateur, qu'il a accepté avec autant de plaisir que de reconnaissance.

(*b*) Ce vœu a été rempli.

## CHAPITRE IV.

**Courses dans la Mitidjiah et à Médéah. — Détails sur la Mitidjiah. — Insurrection des Arabes. — Leurs hostilités. — Nomination d'un Aga maure. — Arrivée et départ du Prince DE JOINVILLE. — Maladies. — Le Duc DE ROVIGO remplace le Général BERTHÉZÈNE. — État du pays au 25 Décembre.**

Nous avons déjà dit que le départ de la plus grande partie de l'armée, et les proclamations des Marocains, avaient agité les esprits, et que quelques tribus interceptaient les routes. Pour mettre fin à cet état de choses, il avait été jugé convenable de faire une course dans la Mitidjiah, avec des forces assez considérables pour n'être pas *insultés* (*a*). Elle était fixée au 22 Février, mais l'inondation de la Mitidjiah et l'arrivée du nouveau Général la firent ajourner.

*Expédition à l'Ouest d'Alger.*

Celui-ci profita des premiers jours de beau temps pour exécuter ce projet, dont le résultat devait être de calmer les esprits, assurer les arrivages, et explorer un pays que nous avions tant d'intérêt à connaître.

Afin d'être utile jusqu'au dernier instant, le

---

(*a*) Instruction du Général CLAUZEL au Général BOYER, du 19 Février 1831.

Général d'Uzer, seul des Généraux expéditionnaires resté à Alger, voulut l'accompagner dans cette opération. Nos troupes se portèrent sur Blida, campèrent plusieurs nuits sur les bords de la Schiffa, et descendirent le cours de cette rivière jusqu'à son confluent avec le Ouedjer.

Après leur réunion, ces deux rivières perdent leurs noms et prennent celui de Massafran, qu'elles gardent jusqu'à la mer, où elles se jettent à l'extrémité Ouest du golfe de Sidi-Ferruch.

La division en suivit la rive droite jusqu'au point où elle reçoit le Boufarick ; là les marais la forcèrent à passer sur la rive gauche, d'où elle ne tarda pas à repasser sur la rive droite, et rentra à Alger en longeant le revers méridional du Sahal. Dans ce trajet, il fallut passer huit ou dix fois ces rivières d'une rive à l'autre; mais, quoique nous fussions aux premiers jours de Mars, cette opération se fit sans difficulté et sans danger, même après que le Boufarick a déchargé ses eaux dans la Massafran.

Nulle part le pays ne nous offrit un aspect hostile. Partout les tribus, prévenues d'avance de notre arrivée, venaient apporter des vivres à nos soldats; il est vrai que la discipline était parfaite, et que pas un poil de chameau ne fut pris sans payer.

Les Sommata de la montagne furent plus tardifs à se rendre auprès du Général en Chef. La

conduite qu'ils avaient tenue leur inspirait des craintes. Ils furent rassurés, promirent de veiller à la sûreté des routes, et tinrent parole pendant plusieurs mois.

Le bassin de la Schiffa et la partie du Hadjoute que nous parcourûmes, nous parurent plus fertiles et plus sains que la partie de la Mitidjiah que nous connaissions. Nous y trouvâmes aussi des traces récentes d'une culture plus étendue qu'elle n'est aujourd'hui. Les excursions des Sommata et des Chenoua ont forcé les paisibles habitans de ces plaines à s'éloigner; il n'y reste que quelques faibles adouards.

*Ouest de la Mitidjiah, et commencement du Hadjoute.*

L'olivier se plaît singulièrement sur la rive droite de la Schiffa ; elle en est couverte. A son confluent avec le Ouedjer, nous bivouaquâmes dans une forêt de ces arbres, dont la grosseur nous étonna. Il fallut employer la hache pour nous frayer un passage.

Les bords du Boufarick sont extrêmement marécageux ; ils forment, entre Blida et El-Coleah, un marais de plusieurs lieues, dont l'étendue n'a pas encore été déterminée exactement. Un pont jeté sur cette rivière, à son confluent avec la Massafran, rendrait les communications avec Oran, Méliana et toute la partie de l'Ouest, plus courtes, plus faciles et plus sûres.

*El-Coleah.*

Le terroir d'El-Coleah se fait remarquer par le soin avec lequel il est cultivé. Déjà, dans cette

régnèrent jusqu'à la fin d'Avril, ne permirent pas de le faire avant les premiers jours de Mai.

Une colonne d'environ quatre mille hommes, munie de canons et de vivres, sortit d'Alger et se porta vers l'Est, où nos troupes n'avaient pas encore paru.

*Expédition à l'Est et au Sud d'Alger.* Cette expédition ayant le double but de rétablir l'ordre et de reconnaître un pays nouveau, nous nous dirigeâmes vers l'embouchure du Hamise, dans le dessein de remonter cette rivière jusqu'à sa sortie des montagnes, et suivre ensuite le pied de l'Atlas jusqu'aux tribus de Beni-Msrah et Beni-Salah qui s'étaient montrées les plus mutines. L'intempérie de la saison ne permit pas de le mettre entièrement à exécution.

*Route de Matifoux.* Nous suivîmes la route de Matifoux jusqu'au terroir de Méridja et au tombeau du *Marabet* Muhemet-El-Touri. Le terrain en est sablonneux, couvert de petites broussailles et totalement inculte. Au Sud, la route est longée par le marais Oued-el-Mar, qui s'étend jusque vers Méridja.

A notre approche, la tribu d'El-Aouffia (*a*), accusée du meurtre du Caïd d'El-Kaschèna (*b*),

(*a*) Cette tribu inoffensive, et qui jamai hostile, n'existe plus.

(*b*) Le terroir d'El-Kaschèna est vaste : la rive gauche du Hamise jusqu'aux Ben près de la mer. Plusieurs tribus l'habitent confond sous le nom d'El-Kaschèna.

porter des vivres à Alger. Les mêmes injonctions, accompagnées des mêmes menaces, furent faites au marché de Boufarick.

Les Beni-Msrah (*a*), les Beni-Salah (*b*) et les Beni-Massoud (*c*) interceptèrent les routes de Blida.

Un courrier maure, au service de la France, fut blessé par les Beni-Salah.

Enfin, le Caïd d'El-Kaschèna fut assassiné au milieu d'une fête (*d*) qu'il donnait à l'occasion de la circoncision de son fils.

Quoiqu'il ne fût pas certain que la politique eût part à ce dernier attentat, il était impossible de n'en pas rechercher les auteurs; et, d'un autre côté, les désordres que j'ai signalés étant de véritables hostilités, ne pouvaient rester impunis sans porter atteinte à notre considération. Il fut donc résolu de marcher contre les tribus turbulentes; mais l'état des chemins et les pluies qui

---

de la Mitidjiah qui s'étend le long de cette rivière jusqu'au pont de pierre.

(*a*) Les montagnes habitées par les Beni-Msrah s'étendent de la rive gauche du Haratch jusqu'au terroir des Beni-Khalil, près Blida.

(*b*) Ils habitent les montagnes au Nord de Blida.

(*c*) Les Beni-Massoud occupent le revers méridional de ces mêmes montagnes.

(*d*) Ce Caïd avait réuni beaucoup de convives, à l'occasion de la circoncision de son fils. Pendant qu'il s'entretenait avec eux, un coup de fusil, parti de derrière une raquette, l'abattit au milieu du cercle.

d'eau, le pied des montagnes inaccessible. Il fallut revenir sur le Haratch pour nous porter contre les Beni-Msrah, et, dans cette marche, la troupe eut de l'eau jusqu'à mi-jambe.

*Riches prairies.* La richesse des prairies que nous parcourûmes depuis Meridja est surprenante; l'herbe en était si haute et si épaisse, que la marche des chevaux en était entravée. Mais le pays manque de bois et de bonne eau; aussi point de culture, et rien de bâti. Cependant nous aperçûmes, sur les bords du Hamise, quelques huttes éparses, et, près des montagnes des Beni-Moussa, nous vîmes quelques mauvaises cabanes et quelques lopins de terre cultivés en céréales.

*Beni-Msrah.* Les Beni-Msrah avaient compté joindre à leurs *fusils*, qu'on évalue à six cents, ceux des Beni-Halifa et des Beni-Salah; mais ces deux tribus, retenues dans leurs montagnes par la crainte d'y être attaquées, manquèrent au rendez-vous; réduits alors à leurs propres forces, la crainte s'empara d'eux et ils vinrent demander grâce. On leur infligea l'amende de quelques bœufs qui furent distribués en gratification aux troupes.

Au pied de ces montagnes, nous eûmes encore à supporter un orage violent; mais, moins malheureux que chez les El-Kaschèna, nous avions du bois en abondance pour nous sécher et nous réchauffer.

Après avoir reconnu que, du Haratch à Blida,

la partie basse de l'Atlas est très-accessible et praticable, même à l'Artillerie, malgré les torrens dont le pays est coupé, nous campâmes sur l'Oued-el-Kebir, en face des Beni-Salah.

Ces montagnards ayant refusé de livrer l'assassin du courrier français, leur montagne fut enveloppée. Ils l'abandonnèrent après avoir tiré quelques coups de fusils. Nous n'y trouvâmes ni habitans ni bestiaux. D'avance ils les avaient fait passer chez les Massoudes, leurs voisins. *Beni-Salah.*

Parvenus sur le sommet du Télézit, célèbre, chez ces montagnards, par la résistance parfois heureuse qu'ils y avaient opposée aux Turcs, nous fûmes enveloppés d'un brouillard tellement épais, que nous ne nous voyions pas les uns les autres. Il arrêta notre marche et nous empêcha d'enlever des hommes et des bestiaux; nous ne pûmes pas même reconnaître le revers méridional de cette montagne, ni la vallée qu'elle forme; nous y attendîmes vainement, jusqu'à quatre heures du soir, une *embellie*. Il fallut nous retirer pour empêcher que les troupes ne s'égarassent. Ces peuples regardèrent cet événement comme une preuve de la protection de la providence pour prévenir la destruction totale d'une tribu de fidèles. Le Télézit s'élève à 1,192 mètres au-dessus du niveau de la mer. *Hauteur du Télézit.*

En parcourant ces montagnes, les soldats trouvèrent suspendus en *ex voto*, près du tombeau

d'un *Marabet*, le sac et le livret d'un homme du 15e de ligne, assassiné précédemment. Ce fut le signal de l'incendie de toutes les huttes qu'on rencontra, et de l'abatis des arbres fruitiers.

*Incendie de ces montagnes.*

*Résultats de cette course.*

Malgré ces contrariétés, cette course ne fut pas sans résultats avantageux. El-Arbi, le Scheick des Beni-Halifa, notre ennemi, fut destitué et remplacé par un *Marabet* de nos amis; les Beni-Salah implorèrent notre clémence, et, du Ouedjer à Tementfoux et à l'Arbataach (*a*), tout était redevenu tranquille.

Cette course avait encore eu l'avantage de donner à nos topographes l'occasion de mesurer un des points les plus élevés de l'Atlas, et à l'administration la connaissance d'un pays riche en fourrages, où elle pourrait puiser, à l'avenir et sans frais, les approvisionnemens nécessaires à l'armée. La saison avancée et l'ignorance de ces ressources ne lui permettaient point d'en profiter cette année; cependant l'Artillerie, grâces au zèle du Colonel Admirault, trouva le moyen d'en ramasser la quantité nécessaire à la nourriture de ses chevaux pendant l'espace de cinq mois.

Sans contester l'utilité et quelquefois la nécessité de ces expéditions, il est permis de penser qu'elles

---

(*a*) C'est le nom que porte le Hamise avant de sortir des montagnes. Ce dernier lui vient d'une foire qui se tient sur ses bords tous les jeudis.

doivent être moins fréquentes qu'on ne le croyait alors; car, outre l'inconvénient de fatiguer les troupes, d'appauvrir leurs masses, et d'augmenter considérablement le nombre des malades, elles inquiètent ces peuplades et les tiennent dans un état continuel d'agitation et de méfiance.

Avant d'aller plus loin, il convient de résumer ce que nous connaissons de la Mitidjiah, afin qu'on puisse s'en faire une idée vraie et juste. *Résumé des notions sur la Mitidjiah.*

Cette vaste vallée, qui s'étend de Cherchel jusqu'au Boberack ou aux montagnes de Flissah, en y comprenant la partie du Hadjoute qui en est la continuité à l'Ouest, est resserrée entre l'Atlas, les montagnes de Chenoua, Teffesad, El-Coleah, le Sahal, le Quoubba et les hauteurs qui s'étendent jusqu'au cap Matifoux. Sa longueur est d'environ trente lieues, sa largeur de quatre à cinq.

Peu connue encore aujourd'hui, elle ne l'était pas du tout avant les courses dont nous venons de parler.

Alors on n'avait vu que la route de Blida, dont le sol sablonneux ne produit que des lauriers roses.

Dans son état actuel, elle est, en général, inculte et inhabitée. Quelques faibles tribus y ont planté leurs tentes ou bâti des huttes de boue de cinq à six pieds de haut; leurs adouards sont environnés et défendus par des haies d'aloès, et surtout de *cactus* épineux, hauts de dix à douze pieds. *Elle est presque inculte et inhabitée.*

Vers l'Ouest et en se rapprochant des montagnes, on trouve quelques habitations qu'on peut appeler *fermes*, autour desquelles on cultive des céréales. Elles sont ombragées par des groupes de beaux arbres. Le reste de la plaine est nu et sans bois; il est sous l'eau en hiver, et sans eau pendant l'été. Il sert de pacage à de nombreux troupeaux.

*Son sol.* Le sol, dans les lieux bas, est formé d'une terre noire et forte, qui, pendant les chaleurs, se fendille et donne lieu à des crevasses profondes.

*Ses marécages.* Sur tous ses plans, sur tous ses niveaux, on trouve, du Boufarick au Hamise, des marais plus ou moins profonds, plus ou moins étendus. On n'a pas assez étudié le pays pour savoir si leur déssèchement serait difficile et coûteux.

Le peu d'eau qui coule dans la Massafran et le Haratch, seules rivières de cette partie de la plaine qui en conservent pendant l'été, ne permet pas de croire à la possibilité des irrigations.

*Riches prairies.* Du Haratch au Hamise, au Sud de la route de Matifoux, les pâturages sont riches et abondans. J'ai déjà fait observer qu'au mois de Mai, lorsque nous parcourûmes ce pays, l'herbe y était si haute et si épaisse, que les chevaux en étaient embarrassés dans leur marche.

*El-Oued Beni-Moussa.* Le marais El-Oued-Kaschèna, ou El-Oued-Beni-Moussa, qui prend sa source vers le point où le Hamise sort des montagnes, coupe cette vaste plaine diagonalement du Sud-Est au Nord-Ouest,

et va se jeter, un peu au-dessous du pont du Haratch, dans le marécage Oued-el-Mar, près d'Ouelida, l'un des points le plus marécageux ou le plus malsain de la contrée. Elle est habitée par les El-Kaschèna (réunion de différentes tribus) et les Beni-Moussa. *Ouelida.*

Le pays, au Nord du chemin de Matifoux, est plus élevé. C'est là qu'est bâtie la Maison-Carrée ou Burgh-Jahia. Il est maigre, sablonneux et couvert de broussailles peu élevées jusqu'au terroir des Meridjah ou plutôt des Rasouta. Sur ce plateau et aux environs de la Rasouta, on trouve des marécages assez étendus, mais qui paraissent peu profonds. Je serais bien étonné s'ils n'indiquaient des tourbières. L'espèce d'ébranlement qu'y produit la marche des hommes semble l'annoncer. *Burgh-Jahia, dit Maison-Carrée.* *Rasouta.*

Du Haratch à l'Oued-el-Kerma, le pays est bas et entièrement couvert de marécages : à peine si l'on trouve, en s'élevant vers les montagnes, quelques points cultivables.

De l'Oued-el-Kerma au Boufarick, le sol est tantôt sablonneux, et tantôt argileux et gras. Au Sud de cette route est un marais qui la longe jusqu'à hauteur de la ferme dite du Bey d'Oran. Au-delà de ce marais, le pays est propre aux céréales; cependant, au pied des montagnes des Beni-Msrah, on trouve des prairies basses et fangeuses, au milieu desquelles croissent quelques oliviers sauvages. Le pays s'élève en allant vers les Beni- *Oued-el-Kerma Boufarick.*

*Beni-Khalil.* Khalil. Ces peuples ont su faire servir les eaux qui tombent des montagnes à des irrigations dirigées avec beaucoup d'intelligence.

Au Nord de cette même route, le pays est, en général, sablonneux et léger jusqu'au grand marais de Boufarick.

*Blida.* De cette rivière à Blida, le terrain est maigre et couvert de lauriers roses; cependant, autour de la ville, on voit quelques belles fermes et des jardins couverts d'orangers superbes. C'est là que croissent les meilleures oranges de la contrée. Ces avantages sont dus aux eaux de l'Oued-el-Kebir, que les habitans ont su détourner de leur lit et faire servir à la fertilité des champs.

*Bassin de la Schiffa.* Le terroir que parcourt la Schiffa, jusqu'à son confluent avec l'Ouedjer, est en général plus élevé, moins marécageux et plus propre à la culture des céréales. Cette partie de la plaine, où commence le Hadjoute, nous parut préférable aux autres parties que nous connaissions.

*Maladies endémiques.* Les avantages que peut offrir la Mitidjiah sont cruellement compensés par l'insalubrité de l'air qu'on y respire, et les maladies qui y sont endémiques.

Que la cause s'en trouve dans sa position encaissée entre des montagnes qui l'abritent des vents du Nord et la soumettent à des brouillards épais et fréquens, ou bien qu'elle soit due aux émanations méphitiques des marais et aux exhalaisons

des eaux croupissantes, des végétaux et des animaux en putréfaction, l'effet n'en est pas moins funeste. A la fin de Juin, le séjour en est mortel, et elle ne redevient habitable qu'après les premières pluies.

Les indigènes en sont si convaincus, qu'après la récolte du blé, ils se hâtent d'abandonner des lieux si pernicieux, et vont chercher un abri sur les hauteurs.

On peut regarder comme règle générale que l'air est d'autant plus sain que le lieu où l'on se trouve est plus éloigné de la Mitidjiah.

*Si la Mitidjiah fut cultivée par les Romains.*

Tel est aujourd'hui l'état de cette longue vallée. Mais fut-elle jadis cultivée par les Romains? Jouissait-elle, sous leur domination, d'une fertilité remarquable?

Dans d'autres temps cette question serait oiseuse; car qu'importe son état ancien? c'est de l'état présent dont il est question. D'ailleurs, ne pourrait-il pas s'être opéré des changemens notables, soit en bien, soit en mal, dans la nature de son sol? Le Byzantium, jadis si fertile, n'est-il pas aujourd'hui au nombre des terres ordinaires? Plus près d'Alger, la contrée de Hamza, qui servit de retraite à Tac-Farinas, et qui, selon Tacite, était inaccessible à raison de ses épaisses forêts (*vastis circum saltibus claudebatur*), n'est-elle pas aujourd'hui nue et dépouillée de tout arbre?

Mais, dans le moment actuel, cette question

prend de l'importance par les inductions, propres à égarer l'opinion publique, qu'on veut tirer d'un état de choses supposé, que l'histoire et les monumens sont loin de confirmer.

Les Romains s'établirent tard dans la Mauritanie. Leurs principaux établissemens datent du règne des Antonin, des Alexandre-Sévère et des Gordiens. Ils affectionnèrent principalement les bords du Scheliff, et les ruines nombreuses qu'on y trouve attestent l'exactitude et la véracité des auteurs anciens. Encore aujourd'hui l'on peut, l'itinéraire d'Antonin et la géographie de Ptolomée à la main, vérifier les distances et les calculs de ces auteurs.

Si la Mitidjiah eût été dans un état de culture prospère, comment ces auteurs l'eussent-ils passée sous silence? Comment n'y trouverait-on vestige d'aucun établissement?

Antonin donne deux itinéraires de Carthage à Césarée (Cherchel) et aux frontières de la Tingitane: l'un suit les bords de la mer, et l'autre, par l'intérieur des terres, passe par Cirta, Sitifi, Auzéa, Médéah, etc. S'il eût existé des établissemens dans la Mitidjiah, n'en ferait-il pas mention comme de Blida? Et sans établissemens, et sans chemins, peut-il exister de culture considérable? Ce n'est pas tout: Salluste observe que la partie échue à Jugurtha était plus peuplée et plus fertile que celle des autres fils de Micipsa; or,

cette partie était le pays près de la Tingitane, dont elle était séparée par la Malva (*a*). C'est aujourd'hui le pays d'Oran.

Le même auteur remarque que, dans son jeune âge, JUGURTHA aimait à faire la guerre aux bêtes féroces. De ces deux observations ne résulte-t-il pas clairement que le pays dont nous nous occupons était aussi peu cultivé qu'habité?

STRABON dit (*b*) (N° 26) que la Mauritanie de JUBA confinait près de Bugie, aux terres des Romains. Il ajoute *que les cantons les plus voisins de la Tingitane* (Tanger), *étaient d'un meilleur revenu et de plus de ressources*. Or, la Mitidjiah touche, en quelque sorte, à Bugie. N'est-il pas évident que le silence de cet auteur, ou plutôt que l'exception qu'il fait en faveur de quelques cantons occidentaux, exclut toute idée de fertilité particulière à cette vallée?

Ce ne fut qu'après la défaite de l'affranchi EDÉMÉON que l'armée romaine franchit l'Atlas et pénétra dans la Mauritanie; et l'histoire observe qu'elle s'égara dans des déserts arides, où elle manqua mourir de faim.

Enfin, au 6e siècle, PROCOPE, dans son histoire

---

(*a*) *In divisione quæ pars Numidiæ Mauritaniam attingit agro, viris opulentior.* SALL., *Bell. jug. XVI.*

......*Pleraque tempora in venando agere, leonem atque alias feras primus aut in primis ferire*....... *Eod. loc. VI.*

(*b*) STRABON, liv. XVII.

de la guerre des Vandales, nous apprend que les Romains ne pouvaient communiquer avec Césarée, capitale de la 2e Mauritanie (aujourd'hui le terroir d'Alger), que par mer, parce que les Maures, possédant toute cette province, à l'exception de la capitale, occupaient le littoral (*a*).

De ce texte, on peut tirer l'induction que l'intérieur des terres était impraticable; car les mœurs et l'état connus de ces peuples excluent toute idée de culture étendue et de richesse (voy. le N° 27 *bis*), et par là s'explique l'indifférence des Vandales et de leurs vainqueurs pour la possession de la contrée qui nous occupe.

Sans doute on ne prétendra pas que cette vallée fut élevée, tout à coup et par enchantement, à un degré de culture remarquable, par les Arabes, ni par les Maures, pendant leur longue occupation des Espagnes.

Du silence et du témoignage des auteurs anciens, ainsi que de l'absence de monumens, on est fondé à dire que, sous les Romains, cette vallée n'était point cultivée; il est présumable qu'alors elle était sous les eaux et couverte de lacs semblables à celui qu'on voit encore aujourd'hui à hauteur de Kubber-Romea; qu'elle s'est exhaussée peu à peu et enrichie des dépouilles des hau-

---

(*a*) Procope, liv. II, chap. XX. *Propterea quòd adjacentes oras obtinent Mauri.* Traduction latine du père Maltret. Imprimerie royale, 1662.

teurs dont elle est ceinte, comme on en voit un exemple sur la route de Blida, où une suite de ponts nombreux ont été recouverts par les terres que les pluies y ont charriées.

A ces témoignages positifs de l'histoire, que corroborent et les ruines des anciens établissemens et l'aspect des lieux, qu'oppose-t-on ?

Le dire de quelques écrivains espagnols de la fin du 16e siècle, qui se sont copiés les uns les autres, qui n'ont rien vu par eux-mêmes, qui n'ont pu écrire que sur des ouï-dire, et dont les ouvrages, pleins d'erreurs palpables, ne peuvent soutenir la moindre critique. Deux ou trois exemples suffiront pour prouver cette assertion.

Mariana, le plus judicieux de tous, faute d'avoir vu les lieux, ne suppose-t-il pas qu'Alger, à qui Vespasien accorda le droit de cité, est l'ancienne Iol ou Césarée, dont l'existence et la célébrité sont bien antérieures à l'occupation romaine (*a*)? Marmol (*b*) n'imagine-t-il pas une ville de Tignident, où il place le Kubber-Romea, dont il fait le tombeau de la fille du Comte Julien? Or, il n'existe aucune trace de cette prétendue ville, et le monument, sépulture des Rois Numides, est fort bien placé, par Pomponius-Mela, entre

(*a*) C'était la résidence de Syphax.

(*b*) Voyez, sur ces deux écrivains, le jugement qu'en portent les auteurs du nouveau dictionnaire historique, par une société de gens de lettres.

Césarée et Icosium. Enfin, l'auteur de l'histoire des Shériffs ne suppose-t-il pas Médéah à cinquante lieues d'Alger, tandis qu'elle n'en est qu'à vingt, et ne crée-t-il pas un royaume de Cusco à dix lieues de cette même ville d'Alger? Royaume inconnu au Maures, qui, sans doute, n'a jamais existé, et qui, dans aucun cas, ne pourrait avoir existé dans la position qu'on lui assigne.

Au reste, ces erreurs, toutes grandes qu'elles sont, étonneront peu si on fait attention à celles de Boutin et de Shaler sur El-Coleah et Blida, qui sont aux portes d'Alger (*a*).

C'est au lecteur à juger maintenant de quel côté se trouve la vérité; il a les pièces en main.

*Chaîne du petit Atlas.*

La chaîne de l'Atlas qui borne la Mitidjiah est encore moins connue que la vallée. Le petit nombre de points que nous avons eu occasion de parcourir, nus à la base, sont assez boisés vers les sommités. Le chêne liége y domine; on y trouve aussi des caroubiers et des micocouliers (*celtis australis*).

Ces montagnes, profondément déchirées comme les environs d'Alger, offrent des vallées étroites, mais fraîches et riantes. L'habitant loge sous de

---

(*a*) Mr Boutin avait été envoyé à Alger par Napoléon pour reconnaître le pays, et Shaler y était Consul américain. Le dernier a écrit en 1826.

petites huttes couvertes de chaume, presque toujours blotties derrière des plis de terrain qui les dérobent à la vue; il cultive les céréales, principalement l'orge, un peu de lin, la vigne et les arbres fruitiers.

Voilà à quoi se réduisent nos connaissances statistiques sur l'Atlas et la Mitidjiah. Tout ce qu'on pourrait dire de plus ou de contraire serait au moins hasardé, car personne, jusqu'ici, n'a eu, comme moi (*a*), les moyens, l'opportunité des circonstances, et le temps nécessaire pour étudier le pays; et personne n'en a fait une étude plus consciencieuse, ni avec un esprit plus libre de tout intérêt et de tout préjugé.

*Troubles à Médéah.*

On s'était flatté que la punition des Beni-Salah exercerait une influence heureuse sur les tribus de Titeri dont ils sont voisins; on se trompa, et le Bey, qui avait partagé cet espoir, ne tarda pas à s'apercevoir combien il était vain.

On sait qu'au départ des troupes françaises de Médéah, le Bey y était resté seul pour y représenter la France; on sait aussi qu'après la prise de cette ville, le fils et toute la famille du Bey déchu furent conduits à Alger.

*Le fils de l'ancien Bey en est le principal auteur.*

Cette mesure était sage et politique; le caractère

(*a*) Un autre Général a eu les mêmes moyens, mais les autres conditions et le temps, sans lequel on ne fait rien, lui ont manqué.

de ce jeune homme, le rôle qu'il avait joué, l'influence que lui donnaient sa fortune, ses alliances, et le souvenir de la puissance de son père, le fesaient naturellement chef de parti, dans un pays où l'on compte beaucoup de Turcs et de Colourlis. Malgré ces considérations puissantes, il fut autorisé, au commencement de Février, à retourner à Médéah.

Ce qui devait arriver arriva; il intrigua, agita les tribus, troubla l'ordre public, et méconnut l'autorité du Bey; les choses allèrent si loin, qu'il s'opposa à l'exécution des ordres qu'avait reçus ce Gouverneur, et que, pour mettre sa vie en sûreté, celui-ci fut obligé de se renfermer chez lui, sous la garde de quelques habitans fidèles de Médéah (N° 28).

*L'autorité réclame le secours de l'armée.*

Dans cette triste situation, il réclamait le secours de l'armée, assurant qu'à la vue de nos baïonnettes, tout rentrerait dans l'ordre; et l'administration municipale exprimait les mêmes vœux et les mêmes espérances.

Le Général ne partageait pas cette opinion : bien convaincu que toute expédition sur un point éloigné est au moins inutile quand on ne peut s'y établir (*a*), il ne voyait aucun avantage réel

---

(*a*) Médéah ne pourrait être occupée efficacement, dans l'état actuel des choses, que par un corps d'environ deux mille hommes. Il faudrait l'approvisionner pour

dans celle-ci, et il y trouvait le grand inconvénient de fatiguer les troupes au milieu du mois de Juin, et d'en peupler les hôpitaux; cependant le désir (qu'il regardait comme un devoir) de porter secours à un homme au service de la France, fit cesser ses hésitations, et il se décida à marcher sur Médéah.

En conséquence, un corps d'environ quatre *Expédition sur Médéah*

---

six mois, et la couvrir d'un bon ouvrage qui mît également l'aquéduc à l'abri de toute atteinte. Il faudrait encore, dans ce cas, un poste fixe sur le Tennia, et d'autres sur la Schiffa et le Boufarick; ce qui n'empêcherait pas les Arabes, quand la fantaisie leur en prendrait, d'intercepter les routes dans l'intervalle de ces postes.

Dans cette hypothèse, il serait nécessaire de jeter des ponts sur ces rivières, et d'ouvrir une grande route à travers l'Atlas. Retirerait-on des avantages proportionnés à toutes ces dépenses? Il est permis d'en douter. Le terroir de Médéah paraît peu fertile, et l'hiver y est rigoureux. Le commerce avec le Sahâa, ou le grand désert, pourrait bien n'être pas aussi riche ni aussi lucratif qu'on le croit. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'un seul Juif, à Médéah, s'en occupe: il se rend tous les ans, avec deux ou trois mulets chargés de grains, sur les bords du Sahâa, et les y échange contre des plumes d'autruche, des peaux de lion et de tigre, et quelquefois contre un peu de poudre d'or. N'est-il pas vraisemblable que, s'il fesait de gros profits, il donnerait plus d'extension à son commerce, et surtout qu'il aurait des concurrens?

mille cinq cents hommes, muni d'une batterie de montagne, partit d'Alger le 25 Juin. Il était pourvu de vivres pour huit jours et d'une réserve de soixante-dix mille cartouches.

Au nombre de ces troupes figuraient deux cents Parisiens. A cette époque ils étaient encore nus. Les troupes régulières ne voulaient point communiquer avec eux; leur contact paraissait dangereux aux chefs. Pour rehausser leur moral et les réhabiliter, en quelque sorte, le Général les associa à cette expédition. On en choisit environ deux cents qui, réunis à autant de Zouaves, formèrent un bataillon dont le commandement fut confié au brave Duvivier. On verra qu'ils se montrèrent dignes de cette distinction.

La sortie de cette division fut signalée aux tribus par des feux qui s'étendaient jusqu'au mont Chenoua (*a*) : c'est le télégraphe de ces peuples.

La ferme de Musoïa, au pied des Sommata, avait été détruite; cependant il restait encore debout quelques pans de mur, et l'on s'en servit pour y déposer les malades déjà nombreux. Les chaleurs étaient si fortes, qu'un soldat fut frappé de mort d'un coup de soleil, le 26. On y déposa aussi une réserve de vivres et de munitions. Un

---

(*a*) C'est la montagne au pied de laquelle est bâtie Cherchel, l'ancien Jol, Cæsarea, ville Numide, capitale du Roi Juba.

bataillon y fut laissé, tant pour veiller à leur garde que pour assurer les derrières de la division expéditionnaire. Un autre bataillon, et dans le même but, fut laissé sur le col de Tennia. Le reste poursuivit sa marche sur Médéah. Les Turcs et les Colourlis avaient abandonné la ville. Sous ses murs nous trouvâmes un corps de trois cents cavaliers. Le 17[e] de chasseurs le chargea et le poursuivit jusqu'au ravin, sur la route de Hassem-Beni-Ali, où il eut un chasseur de tué (c'est aussi la route de Médéah à Constantine).

*Avant-gar ennemie*

En Europe, ce corps armé eût été l'indice de l'approche de l'ennemi et comme son avant-garde. Dans ce pays, on n'en peut tirer aucune induction. Souvent les plus braves de diverses tribus se réunissent sous un chef qu'ils se donnent, et vont pillant amis et ennemis. Dans les mœurs de ces peuples, c'est loin d'être un déshonneur; ils en tirent, au contraire, vanité (*a*). La bravoure n'est-elle pas la première des vertus?

Dans cette occasion, cependant, c'était l'avant-garde d'une réunion de tribus assez considérable. Elle s'était faite à l'insu du Bey. L'espèce de captivité où il avait vécu, et la difficulté de savoir ce qui se passe dans l'intérieur des terres, rend cette ignorance fort excusable. Des bruits pour-

---

(*a*) Cet usage immémorial rappelle et explique les bandes de David.

tant en circulaient parmi le peuple, et l'on y annonçait l'arrivée d'une armée avec du canon; mais on les méprisa comme des vanteries fort ordinaires aux Arabes.

*Combat sur le plateau d'Ouhara contre dix tribus.*

Les tribus de Titeri n'ayant pas obéi aux ordres qui leur avaient été donnés, il fut résolu de punir les plus voisines et les plus hostiles : c'étaient celles de Riéra et d'Ouhara.

Le 1er Juillet, à la pointe du jour, six bataillons marchèrent contr'elles. Le bataillon du 30e resta sur l'Oued-el-Saffah, qui sépare leur terroir de celui de Médéah. Le reste des troupes enveloppa leurs montagnes.

Le 28e et l'Artillerie, sous les ordres du Colonel Mounier, suivirent le chemin de droite : c'est le moins difficile; le 20e marcha par la gauche, et le bataillon d'élite, conduit par le Général Buchet, se dirigea par le centre.

La droite ne tarda pas à être aux prises avec les montagnards, qui furent successivement chassés de leurs positions. Les Parisiens s'élancèrent avec beaucoup d'audace à leur poursuite; mais, emportés par leur ardeur, ils s'étaient engagés trop loin; il fallut aller à leur secours : ils perdirent quelques hommes.

Pendant ces entrefaites, la gauche et le centre se réunissaient sur le plateau d'Ouhara (a); elles

(a) Ce plateau est à environ quatre heures de marche en avant de Médéah, et au Sud de cette ville.

y trouvèrent, sous la conduite des Turcs de Médéah, dix tribus, dont cinq habitaient à des distances éloignées; malgré qu'on ne se fût pas attendu à cette rencontre, on n'hésita pas à les attaquer. Poussées jusqu'à l'extrémité du plateau, elles firent ferme.

Le Général en Chef avait fait venir de la droite une pièce d'artillerie et les chasseurs Algériens. A la faveur des plis du terrain, le Commandant MAREY put assez approcher l'ennemi pour exécuter une charge; elle réussit complètement. Les Arabes furent précipités dans les ravins, et pas un Algérien, à commencer par le Chef, ne revint sans avoir son sabre teint du sang ennemi.

Plusieurs fois celui-ci tenta de reprendre ses positions, mais ce fut toujours en vain.

Rendus plus timides par les pertes qu'ils éprouvaient et l'inutilité de leurs tentatives, les Arabes se bornèrent à entretenir une assez vive fusillade. Mais présumant que notre retour à Médéah s'effectuerait par la route que nous avions suivie, ils se disposèrent à prendre, sur les hauteurs et dans les bois, des positions avantageuses.

Pour faire échouer ce dessein, le Général en Chef ordonna au 20^e^ de marcher sur la route de Hassem-Beni-Ali, afin de menacer leur retraite.

Ce mouvement eut l'effet qu'il en attendait, et j'observe ici, pour l'instruction de ceux qui auraient à combattre ces peuplades, qu'il réus-

sira toujours. Ils se retirèrent précipitamment sur des hauteurs éloignées. Alors nous fîmes tranquillement notre mouvement par le chemin d'Ouhara, qui est large et permet de marcher par échelons.

Notre droite, moins favorisée des localités, eut son arrière-garde plus inquiétée; mais elle fit tant de mal à l'ennemi, qu'il n'osa pas la suivre jusqu'au ruisseau qui est au pied de la montagne, quoiqu'il ne fût que quatre heures du soir.

Nous y prîmes position, et nous ne rentrâmes dans nos camps qu'après la disparition de tous les montagnards.

Cette affaire, où les troupes montrèrent une vigueur et une assurance très-remarquables, ne nous coûta qu'une quinzaine de morts et quarante-six blessés, dont neuf grièvement.

Les Arabes perdirent beaucoup de monde; si on en croit leurs rapports, ils eurent plus de six cents hommes hors de combat.

Parmi les morts se trouvaient quelques Turcs influens de Médéah; et, dans cette ville, la consternation était sur toutes les figures de leurs parens ou de leurs amis.

Les cinq tribus venues de l'intérieur des terres se trouvèrent si bien battues, qu'elles retournèrent chez elles le lendemain.

*Ces montagnes sont pleines de bancs de coquillages.*

Les montagnes de Riéra et d'Ouhara seraient intéressantes à explorer, sous le rapport géologi-

que et archéologique. En les traversant, nous eûmes occasion de reconnaître divers bancs de coquillages et d'huîtres. Il est curieux de voir que POMPONIUS-MELA fait la même observation, mais sous la forme du doute (*si fidem res capit*). Sur le plateau d'Ouhara, nous vîmes les restes de deux tours romaines, dont la première assise, en pierres de taille, est parfaitement conservée; elles sont jointes par une large chaussée construite en grosses pierres plates : ce qui est d'autant plus remarquable, que nous n'aperçûmes pas de carrière dans le voisinage. L'une de ces tours servit à Mr FILHON, Chef de bataillon des topographes, à faire, pendant que nous combattions, quelques opérations géodésiques.

*Deux tours romaines sur le plateau d'Ouhara.*

Les tribus de Riéra et d'Ouhara avaient été punies, leurs moissons et leurs huttes incendiées, et leurs auxiliaires battus et dispersés. Il eût été désirable que cette division pût rester quinze jours à Médéah; elle eût pu, dans cet intervalle, sinon réduire à l'obéissance les diverses tribus de Titeri, au moins les châtier alternativement et les rendre plus circonspectes pour l'avenir. Mais les vivres et les munitions lui fesaient un devoir de retourner à Alger; et, plus que cela, le besoin de prévenir toute irruption de la part de BENZAMOUN et des tribus de l'Est.

*Retour à Alger.*

La journée du 2 fut employée à préparer les moyens d'évacuation de nos malades, à distribuer

des vivres aux troupes, et des cartouches à celles qui avaient combattu la veille.

Quoique l'ennemi n'eût pas paru dans la matinée, il aurait fallu méconnaître le caractère de ces peuples, pour penser que les Turcs et les Colourlis, qui étaient bien instruits de nos préparatifs de départ, ne viendraient point inquiéter notre arrière-garde. En effet, dans l'après-midi, quelques groupes se montrèrent sur la route du col; un bataillon occupa d'avance le mont d'Achla, et, à cinq heures du soir, la division se mit en marche.

*Les Turcs et les Colourlis suivent notre arrière-garde.*

Cette heure avait été choisie, tant pour rendre plus court un combat inutile, que pour soustraire aux ardeurs du soleil les blessés, dont neuf étaient portés à bras.

Le 17^e^ de chasseurs et les Algériens firent l'arrière-garde; ils y trouvèrent l'occasion de faire quelques charges heureuses.

*Marche de nuit.*

La division arriva aux oliviers (Geboujea) à huit heures, et elle ne devait en repartir qu'à deux heures du matin; mais un nouvel ordre la mit en marche à onze heures de la nuit. Divers avis, de la certitude desquels on ne pouvait guère douter, firent connaître que les Turcs et diverses tribus réunies aux Musoïa et aux Sommata, devaient, pendant la nuit, occuper le long dé-

filé (a) qui mène au col de Tennia, et nous livrer, à l'abri des arbres, des ravins et des rochers, un combat meurtrier sans danger pour eux. La célérité pouvait seule prévenir et faire avorter ce dessein.

A l'entrée du défilé, nous trouvâmes déjà quelques hommes embusqués ; ils nous tuèrent un homme et en blessèrent deux ; en même temps, des cris répétés sur toutes les montagnes indiquèrent notre mouvement.

Il fut prescrit de ne point riposter, et cet ordre, exécuté ponctuellement jusqu'à la gauche, rendit presque sans effet les coups de fusils que ces hommes tirèrent sur nous toute la nuit. A peine eûmes-nous cinq ou six hommes de blessés ; et nos équipages et nos malades arrivèrent sans malencontre sur le col. Après y avoir été pansés, ils furent dirigés, avec la cavalerie, sur la ferme de l'Aga. Le bataillon d'avant-garde avait pris position entre cette ferme et le col, afin d'être en état de les protéger au besoin ; mais la précaution fut inutile.

*Longue halte sur le Tennia.*

Quelques Sommata se montraient sur les hauteurs et nous tiraient des coups de fusils ; une compagnie les éloigna.

*Dispositions de retraite.*

Quatre compagnies du bataillon qui était resté sur le Tennia occupèrent les sommités de l'Est,

(a) Il dure trois grandes heures.

par où nous aurions pu être inquiétés par les Musoïa; elles furent chargées de flanquer, en la prolongeant, la marche de la colonne : le reste de ce bataillon fut chargé de couvrir la retraite.

*Désordre dans la compagnie d'arrière-garde.*

Ces dispositions prises, le mouvement commença; il s'exécutait successivement et avec calme, lorsque, arrivées près des eaux noires (comme on les a surnommées), à une lieue environ du col, les troupes accélérèrent leur marche sans qu'on pût en comprendre la cause. Bientôt les rangs se confondirent, et il y régna un grand désordre; heureusement il ne fut pas long. Dès que l'Artillerie, aux ordres du Commandant Camain, put s'établir et jouer, ses effets furent aussi prompts sur l'ennemi que sur le moral de nos soldats. Un mouvement offensif, dirigé par le Général Buchet, éloigna l'ennemi et le chassa de quelques positions trop précipitamment abandonnées.

*Il se communique aux autres troupes.*

*Mouvement offensif.*

Il est hors de doute que, s'il eût fallu remarcher sur le col, on l'eût fait avec succès. Mais tout mouvement offensif avait l'inconvénient de prolonger, sans utilité, la position désavantageuse où nous nous trouvions, et nous continuâmes notre retraite sans que l'ennemi osât nous suivre.

*Cause du desordre.*

Une compagnie de grenadiers fesait l'arrière-garde; pendant qu'elle descendait la hauteur à pic du Tennia, les Sommata se précipitèrent sur les hommes de la gauche; il n'y avait qu'à faire volte-face et se servir de la baïonnette pour les

punir de leur témérité; mais le Capitaine avait été tué (a), et, au lieu d'user de ce moyen si simple, la compagnie accéléra son mouvement; de proche en proche, il se communiqua à toute la colonne, et occasiona le désordre dont j'ai parlé.

A l'armée, il est rare que les *paniques* soient causées par la présence du danger, quelque grand qu'il soit. C'est toujours celui qu'on ne voit pas, mais que grossit l'imagination, qui en est la source.

*Rencontre inattendue.*

En débouchant dans la plaine, nous la trouvâmes couverte d'une nombreuse cavalerie; le jeune officier qui vint en prévenir le Général en Chef, lui dit avec émotion : *il y en a des myriades.* Ils étaient beaucoup effectivement, et appartenaient à trente tribus différentes.

Quoique nous fussions loin de nous attendre à de telles hostilités, les troupes n'en éprouvèrent aucune inquiétude. Nous arrivions dans la plaine; nous pouvions manœuvrer, et nous avions de plus, à la ferme de l'Aga, une bonne réserve; dès-lors, tous les avantages repassaient de notre côté.

*Position à la ferme de l'Aga.*

Nous prîmes position à neuf heures du matin. Après s'être reposées jusqu'à six heures du soir, et avoir reçu des vivres et des munitions, les troupes, formées en colonne double, se remirent en marche.

*Retraite.*

Elles traversèrent, dans cet ordre et sans être inquiétées sur leur front ni sur leurs flancs, la vaste

---

(a) Mr Dupuis, Capitaine de grenadiers au 20e de ligne.

plaine qui conduit au gué de la Schiffa, sur la route d'Oran; mais, selon leur coutume, les Arabes attaquèrent notre arrière-garde; ils tentèrent même quelques charges contr'elle (*a*).

Le Général Feuchères les reçut et leur fit éprouver des pertes considérables. Ils ont avoué cent cinquante morts; la seule tribu de Boulah-Ouel perdit quatre-vingt-dix hommes.

Le lendemain, quelques tirailleurs se montrèrent, mais en petit nombre et de loin, vers Boufarick. Ils se tinrent toujours hors de la portée du canon, et sans oser approcher du ruisseau près duquel nous fîmes une halte de cinq à six heures.

Ces différens combats, depuis notre départ de Médéah, nous coûtèrent quarante morts et cent quarante-six blessés, en tout cinquante-cinq morts et cent quatre-vingt-douze blessés.

Voilà le récit exact, et sans réticence, des événemens de Médéah, que, *dans des vues peu honorables*, certaines personnes ont représentés comme un désastre.

Pour rétablir les faits, le Général publia l'ordre du jour qu'on peut lire aux pièces justificatives (N° 29). L'état des pertes par corps y fut consigné, afin que chacun pût en vérifier l'exactitude.

---

(*a*) Le Colonel du Génie Lemercier, et le Capitaine St-Hippolyte, Aide de camp du Général en Chef, eurent leurs chevaux blessés.

Ici se présente un rapprochement que je dois signaler, car il est un des caractères de notre époque. *Rapprochement curieux.*

Au mois de Novembre 1830, pendant l'expédition de Médéah, cinquante-deux artilleurs et cent chevaux sont envoyés à Alger sans escorte.

Les hommes sont massacrés et les chevaux pris. La presse se tut, et fit prudemment.

Sept mois plus tard, cinquante-cinq hommes (*a*), sur près de cinq mille combattans, sont tués dans trois combats, honorables au moins pour le soldat. Oubliant convenance, critique, équité, la presse se fait l'auxiliaire du mensonge et le coryphée de la calomnie. Voilà la justice des partis.

La division rentra à Alger le 5 Juillet, après dix jours d'absence, sans que l'ennemi osât dépasser le Boufarick (huit ou dix lieues d'Alger).

Nous ne devions pas y jouir d'un long repos. Vers le 10, le bruit courut que le fameux BENZAMOUN (*b*), avec les bandes de l'Est, et EL-BOG- *Irruption des Arabes dans la plaine de la Mitidjiah.*

---

(*a*) Sur ces 55 morts, 6 appartiennent à d'autres causes. Le 26, un homme fut tué d'un coup de soleil; le 27, un Parisien se suicida, un chasseur du 17[e] fut tué d'un coup de pied de cheval, et deux malades moururent à l'ambulance; et le 29, un chasseur fut tué en poursuivant un corps d'Arabes.

(*b*) BENZAMOUN commande les tribus qui occupent les montagnes de Flissah et les bords du Bouberach. Presque toujours il était en révolte ouverte contre le Dey.

plaine qui conduit au gué de la Schiffa, sur la route d'Oran; mais, selon leur coutume, les Arabes attaquèrent notre arrière-garde; ils tentèrent même quelques charges contr'elle (*a*).

Le Général FEUCHÈRES les reçut et leur fit éprouver des pertes considérables. Ils ont avoué cent cinquante morts; la seule tribu de Boulah-Ouel perdit quatre-vingt-dix hommes.

Le lendemain, quelques tirailleurs se montrèrent, mais en petit nombre et de loin, vers Boufarick. Ils se tinrent toujours hors de la portée du canon, et sans oser approcher du ruisseau près duquel nous fîmes une halte de cinq à six heures.

Ces différens combats, depuis notre départ de Médéah, nous coûtèrent quarante morts et cent quarante-six blessés, en tout cinquante-cinq morts et cent quatre-vingt-douze blessés.

Voilà le récit exact, et sans réticence, des événemens de Médéah, que, *dans des vues peu honorables*, certaines personnes ont représentés comme un désastre.

Pour rétablir les faits, le Général publia l'ordre du jour qu'on peut lire aux pièces justificatives (N° 29). L'état des pertes par corps y fut consigné, afin que chacun pût en vérifier l'exactitude.

---

(*a*) Le Colonel du Génie LEMERCIER, et le Capitaine St HIPPOLYTE, Aide de camp du Général en Chef, eurent leurs chevaux blessés.

Ici se présente un rapprochement que je dois signaler, car il est un des caractères de notre époque.

*Rapprochement curieux.*

Au mois de Novembre 1830, pendant l'expédition de Médéah, cinquante-deux artilleurs et cent chevaux sont envoyés à Alger sans escorte. Les hommes sont massacrés et les chevaux pris. La presse se tut, et fit prudemment.

Sept mois plus tard, cinquante-cinq hommes (*a*), sur près de cinq mille combattans, sont tués dans trois combats, honorables au moins pour le soldat. Oubliant convenance, critique, équité, la presse se fait l'auxiliaire du mensonge et le coryphée de la calomnie. Voilà la justice des partis.

La division rentra à Alger le 5 Juillet, après dix jours d'absence, sans que l'ennemi osât dépasser le Boufarick (huit ou dix lieues d'Alger).

*Irruption des Arabes dans la plaine de la Mitidjah.*

Nous ne devions pas y jouir d'un long repos. Vers le 10, le bruit courut que le fameux BEN-ZAMOUN (*b*), avec les bandes de l'Est, et EL-BOG-

---

(*a*) Sur ces 55 morts, 6 appartiennent à d'autres causes. Le 26, un homme fut tué d'un coup de soleil; le 27, un Parisien se suicida, un chasseur du 17e fut tué d'un coup de pied de cheval, et deux malades moururent à l'ambulance; et le 29, un chasseur fut tué en poursuivant un corps d'Arabes.

(*b*) BENZAMOUN commande les tribus qui occupent les montagnes de Flissah et les bords du Bouberach. Presque toujours il était en révolte ouverte contre le Dey.

DADI, avec celles de l'Ouest, marchaient contre Alger. Les rapports faits à l'autorité, et les avis du commerce étaient unanimes à cet égard (a). On savait, de plus, que des *Marabets* étaient à la tête de ces bandes, et que, dans toutes les tribus, on prêchait la guerre contre les infidèles. MAHOMET avait apparu et annoncé la fin du règne des Français. Cent houris étaient promises à celui qui succomberait dans cette lutte, et mille à celui qui tuerait un chrétien.

Pour compliquer cette situation, un certain SIDI-SADI, petit-fils d'un *Marabet* en grande vénération chez les Ouétanes, était venu de Livourne, où habitait le Dey, pour les exciter à la révolte.

*Nomination d'un Aga maure.*

On essaya de combattre le fanatisme avec ses propres armes. La place d'Aga fut donnée à un *Marabet* (b) qui, par sa naissance, son caractère saint et ses alliances puissantes, surtout avec SIDI-ZÉID (c), dont la sainteté est bien reconnue,

---

(a) Mr LACROUTZ, négociant à Alger, donna, à cette époque, des avis utiles.

(b) Cet Aga se nomme SIDI-HADGI-MÆÏDIN-BEN-SIDI-ALI-BEN-BAAS; il est de Coleah; il hésita long-temps à accepter. Un Maure d'Alger, qui nous fut toujours dévoué, AHMID-BONDERBA, contribua puissamment à le décider. (Arrêté du 24 Juillet).

(c) SIDI-ZÉID, vénérable *Marabet* de la grande mosquée de Gueremaï, est un saint vivant sur le passage duquel se prosternent tous les Arabes. (Voyez la fin du 1er chapitre de la 1re partie.)

devait exercer une grande influence sur l'esprit des tribus. Ces espérances se réalisèrent. Le zèle de beaucoup d'entr'elles fut attiédi, et quelques-unes même refusèrent de marcher.

*Benzamoun s'avance à l'Est, et El-Bogdadi à l'Ouest.*

En attendant, BENZAMOUN avait passé le Hamise le 15, et EL-BOGDADI se réunissait sur l'Ouedjer et le Boufarick. On évaluait leurs forces très-haut; les plus modérés dans leurs calculs les portaient à plus de quarante mille hommes. Quoiqu'on ne doutât pas qu'il n'y eût exagération dans ces dire, on ne pouvait se dissimuler que le rassemblement ne fût considérable.

Il y avait deux partis à prendre : ou marcher à la rencontre de l'un d'eux, et, après l'avoir battu, revenir sur l'autre; ou choisir une position centrale qui permît de tomber à volonté sur l'un ou sur l'autre, selon l'opportunité des circonstances.

*Dispositions pour les combattre.*

Le premier parti offrait beaucoup d'inconvéniens : il nous éloignait de nos magasins et découvrait Alger; il était probable que, selon sa coutume, l'ennemi se retirerait quand nous l'attaquerions, et nous suivrait pendant notre retraite. Ce jeu de barres ne nous convenait pas. Nous savions combien les chaleurs nous mettaient d'hommes hors de combat, et nous devions veiller avec soin à la santé de ceux qui nous restaient; car nous ne pouvions pas disposer de plus de quatre mille ou quatre mille cinq cents hommes.

gesse de ses dispositions prévinrent tout désordre, mais les ambulances qui marchaient à sa suite, effrayées de cette attaque inopinée, s'enfuirent vers la ferme. Un officier (*a*) abandonna son poste, et, de cette sorte, la gauche du convoi se trouva découverte. Le Colonel Admirault sut parer à ce nouvel incident, et le convoi rentra sain et sauf à Alger.

*Débarquement du Prince. Ses occupations.*

Le Prince débarqua le 19; il fut reçu à la Marine par l'État-Major de l'armée. Il employa la journée à visiter la Cassaubah, le fort de l'Empereur et les établissemens publics. Le 20, il assista à la revue des troupes; leur belle tenue le frappa; ensuite il se rembarqua et partit pour Mahon. Son séjour fut marqué par des actes de bonté et de bienfaisance.

*Ses actes de bienfaisance.*

Nos blessés furent l'objet de son premier intérêt, et il leur fit distribuer une somme de 600 fr.

Une famille respectable de l'Artois était venue à Alger pour y faire des entreprises agricoles. Le climat exerça sur elle une funeste influence. Sur cinq membres, trois étaient déjà morts, et un quatrième était gravement malade; sa femme, uniquement occupée des soins touchans que réclamait

(*a*) Cet officier fut chassé par ses camarades; il avait été fait officier pour s'être distingué aux journées de Juillet. Tant est vrai le proverbe qu'on n'est pas brave tous les jours.

pelle de Constantine, et qui conduit à un gué du Haratch.

Ce mouvement dégagea la Ferme. Benzamoun concentra ses forces et marcha contre nous; mais cette attitude menaçante fut de courte durée, et il ne défendit que faiblement les bords escarpés et marécageux de la rivière. Menacé, sur son front et sa droite, par les troupes venues d'Alger, et sur sa gauche par celles sorties de la Ferme, que menait le Colonel d'Arlange, l'ennemi plia ses tentes et précipita sa retraite. L'infanterie s'arrêta dans son camp, et la cavalerie le poursuivit l'espace de deux lieues. Il n'a plus reparu depuis.

*Les bandes de l'Ouest arrivent et campent dérrière les marais et le bois de Gebougea-el-Azara.*

Dans ces deux jours, les Arabes perdirent trois ou quatre cents hommes, dont cent de tués; nous aurions pu faire une vingtaine de prisonniers, mais le soldat était trop animé pour entendre la voix de la pitié. Nous n'eûmes que trente blessés et huit morts.

Pendant que Benzamoun fuyait, l'avant-garde des bandes de l'Ouest, conduites par le fils de l'ex-Bey de Titeri, arrivait près de l'Oued-el-Kerma. Elle tirailla contre le blockhaus destiné à défendre ce défilé, et se porta en embuscade sur la route de la Ferme à Alger.

L'Artillerie, conduite par le Colonel Admirault, fut assaillie, à dix heures du soir, par une vive fusillade qui tua deux hommes et blessa le cheval du Colonel. Sa présence, son sang-froid et la sa-

Elles sont battues et dispersées.

Le 21, le Général FEUCHÈRES alla coucher près de la Ferme; il eut à combattre un gros parti de troupes qui occupait une position avantageuse sur la rive gauche de l'Oued-el-Kerma; il le rejeta sur la rive droite de ce ruisseau, et prit position en face de l'ennemi.

Le Général en Chef, parti d'Alger à trois heures du matin, le rejoignit à six heures avec quatre bataillons.

Arrivée sur les hauteurs de la Ferme, l'Artillerie se mit en batterie, et les troupes marchèrent sur la route de Blida, où l'ennemi était réuni en grand nombre. Ce mouvement déblaya les hauteurs de la rive droite; mais, pour se retirer, ces troupes durent défiler, pendant plus de demi-heure, sous le feu roulant des tirailleurs du 20[e], qui, blottis derrière les broussailles, tiraient à coup sûr et sans danger.

La déroute de l'ennemi fut complète; nous le poursuivîmes sans pouvoir le joindre; il s'enfuit dans toutes les directions.

L'infanterie s'arrêta à Byr-Touta (*a*), et la cavalerie se porta jusqu'à Byr-Sidi-Haïd, près de Boufarick.

---

(*a*) Byr-Touta, puits des mûriers; aujourd'hui il n'y a que des figuiers. Si les localités nous eussent été mieux connues, nous aurions pu facilement nous porter de Byr-Cadem sur ce point, et tomber ainsi sur les derrières de l'ennemi.

Dans ces divers combats, l'ennemi souffrit beaucoup. On ne peut pas porter à moins de deux cents le nombre de ses morts, et de six cents celui de ses blessés. Pendant plusieurs jours, les jardins de Blida en furent encombrés. Nos pertes se montèrent à cent vingt-quatre blessés et vingt-huit morts.

Je ne puis m'empêcher de placer ici une courte observation. Les hommes qui, quinze jours auparavant, et lorsque l'ennemi était resté à dix lieues d'Alger, avaient affecté tant d'alarmes, se montrèrent fort tranquilles lorsqu'il attaquait nos postes. Là il était difficile de dénaturer les faits. C'est à Paris qu'on se chargea de ce soin.

Un ennemi bien plus dangereux et moins facile à vaincre était les maladies nombreuses et graves qui nous affligeaient. Elles ruinaient l'armée. La Ferme-Modèle fournissait le plus grand nombre de ces malades. Il suffisait d'y passer quelques jours pour être atteint de la fièvre ou en emporter le germe. *Maladies.*

Deux mosquées, la caserne Bab-el-Oued et les agrandissemens de l'hôpital de la Salpêtrière, ne suffirent pas pour recevoir tous ceux qui en étaient atteints; il fallut encore créer des infirmeries régimentaires dans chaque corps. Ce n'est qu'au mois d'Octobre que ce fléau diminua.

Une observation importante que les Turcs avaient faite avant nous, c'est que, sur les hauteurs à l'Ouest

Elles sont battues et dispersées.

Le 21, le Général FEUCHÈRES alla coucher près de la Ferme; il eut à combattre un gros parti de troupes qui occupait une position avantageuse sur la rive gauche de l'Oued-el-Kerma; il le rejeta sur la rive droite de ce ruisseau, et prit position en face de l'ennemi.

Le Général en Chef, parti d'Alger à trois heures du matin, le rejoignit à six heures avec quatre bataillons.

Arrivée sur les hauteurs de la Ferme, l'Artillerie se mit en batterie, et les troupes marchèrent sur la route de Blida, où l'ennemi était réuni en grand nombre. Ce mouvement déblaya les hauteurs de la rive droite; mais, pour se retirer, ces troupes durent défiler, pendant plus de demi-heure, sous le feu roulant des tirailleurs du 20ᵉ, qui, blottis derrière les broussailles, tiraient à coup sûr et sans danger.

La déroute de l'ennemi fut complète; nous le poursuivîmes sans pouvoir le joindre; il s'enfuit dans toutes les directions.

L'infanterie s'arrêta à Byr-Touta (*a*), et la cavalerie se porta jusqu'à Byr-Sidi-Haïd, près de Boufarick.

---

(*a*) Byr-Touta, puits des mûriers; aujourd'hui il n'y a que des figuiers. Si les localités nous eussent été mieux connues, nous aurions pu facilement nous porter de Byr-Cadem sur ce point, et tomber ainsi sur les derrières de l'ennemi.

Dans ces divers combats, l'ennemi souffrit beaucoup. On ne peut pas porter à moins de deux cents le nombre de ses morts, et de six cents celui de ses blessés. Pendant plusieurs jours, les jardins de Blida en furent encombrés. Nos pertes se montèrent à cent vingt-quatre blessés et vingt-huit morts.

Je ne puis m'empêcher de placer ici une courte observation. Les hommes qui, quinze jours auparavant, et lorsque l'ennemi était resté à dix lieues d'Alger, avaient affecté tant d'alarmes, se montrèrent fort tranquilles lorsqu'il attaquait nos postes. Là il était difficile de dénaturer les faits. C'est à Paris qu'on se chargea de ce soin.

Un ennemi bien plus dangereux et moins facile à vaincre était les maladies nombreuses et graves qui nous affligeaient. Elles ruinaient l'armée. La Ferme-Modèle fournissait le plus grand nombre de ces malades. Il suffisait d'y passer quelques jours pour être atteint de la fièvre ou en emporter le germe. *Maladies.*

Deux mosquées, la caserne Bab-el-Oued et les agrandissemens de l'hôpital de la Salpêtrière, ne suffirent pas pour recevoir tous ceux qui en étaient atteints; il fallut encore créer des infirmeries régimentaires dans chaque corps. Ce n'est qu'au mois d'Octobre que ce fléau diminua.

Une observation importante que les Turcs avaient faite avant nous, c'est que, sur les hauteurs à l'Ouest

d'Alger, et particulièrement sur le Boujaréah, il n'y a presque jamais de maladies; le bataillon qui occupait ce point ne compta que deux malades. Cette découverte avait fait naître l'idée d'y former un grand établissement de convalescence.

*État de paix à la fin de Décembre.*

Depuis le mois de Juillet, époque de nos derniers succès contre les Arabes, jusqu'à la fin de Décembre, pas un ennemi ne parut à nos avant-postes. Les marchés furent abondamment pourvus, et l'affluence des Arabes devint extraordinaire.

Les Maures, émigrés au moment de la conquête, rentraient dans leurs foyers; les tribus de Staoueli y avaient replanté leurs tentes, et celles des montagnes avaient repris leurs travaux ordinaires; les routes étaient sûres, et les Maures, habitans de la campagne, aidés de quelques gendarmes, fesaient, pendant la nuit, des patrouilles pour prévenir les désordres. L'esprit hostile des Arabes avait cessé; ils nous ramenaient nos soldats égarés et nous restituaient les vols qui se fesaient quelquefois autour d'Alger. Aussi la sécurité était-elle entière, et les Européens se livraient-ils avec confiance aux travaux agricoles.

Rien ne paraissait menacer cet ordre de choses satisfaisant. A l'Ouest, l'influence de l'Aga, qui avait beaucoup contribué à ces heureux résultats, s'affermissait journellement, et devenait, pour la tranquillité du pays, un gage de durée.

Des négociations avec quelques tribus de l'Est

avaient été ouvertes, dans le dessein de prévenir les entreprises de BENZAMOUN, et tout en fesait espérer une heureuse issue. On ignore si elles ont été continuées (*a*).

Telle était la situation de notre établissement, lorsque Mr le Duc DE ROVIGO en est venu prendre le commandement.

Une ordonnance du Roi, du mois de Décembre, a divisé l'autorité qui, jusqu'ici, avait résidé en entier dans les mains du Général en Chef. Le temps seul pourra faire connaître si cette idée est heureuse, ou plutôt si la pondération des pouvoirs y a été faite de manière à éviter des froissemens toujours nuisibles au bien public.

---

(*a*) J'ai su, l'hiver dernier, que Mr DE ROVIGO avait voulu les renouer par l'intermédiaire du Commandant MAREY; mais BEN-ISSA refusa de traiter avec lui.

## CHAPITRE V.

### Bone.

Personne n'ignore que la France possède, depuis plusieurs siècles, des établissemens sur la côte de Barbarie, et qu'en vertu de traités avec la Régence, la pêche du corail et le commerce connu sous le nom de *concessions d'Afrique*, nous appartenaient à l'exclusion des autres nations.

Cette pêche se fait en deux saisons : celle d'été et celle d'hiver. La première commence au mois d'Avril et finit en Septembre. La seconde lui succède, et les droits de licence ne sont que la moitié de ceux de la pêche d'été.

En 1831, cette industrie, encouragée par l'administration d'Alger, a reçu un grand développement. Les côtes de l'Ouest ont été explorées par ses soins, et les corailleurs peuvent s'y rendre aujourd'hui avec certitude de succès. Malheureusement les Français abandonnent aux étrangers cette branche d'un commerce lucratif; sur cent soixante-dix balancelles qui y ont été employées en 1831, on n'en comptait que deux françaises.

*Bone.* Bone (*a*) (Beled-el-Anap, pays des jujubes),

---

(*a*) Elle est à demi-lieue de l'ancienne Hippone (*Hippo Regius*), illustrée par St.-Augustin. On en voit encore les ruines.

qui était le siége de notre commerce, est baignée par la mer à l'Est et au Nord-Est. Ses abords sont difficiles, et un débarquement, sous les feux de la place et de la citadelle (Cassaubah), ne s'y opèrerait point sans éprouver de grands obstacles; mais cette opération n'offrirait aucune difficulté dans l'anse des Caroubiers (Mers-el-Berber), à quatre mille mètres au Nord de la ville. Ce point serait d'autant plus avantageux, qu'il offre de la bonne eau en abondance, et qu'on arriverait sur la Cassaubah par les hauteurs qui la dominent; on pourrait aussi faire une démonstration dans l'anse des Jujubiers, à trois cents mètres au Nord-Est de la Cassaubah; le mouillage y est bon et à l'abri des feux de la place.

*Ses environs.*

Au Sud de Bone sont de vastes jardins complantés de jujubiers; ils s'étendent jusqu'à un lac (*a*) que traversent les deux petites rivières Oued-el-Daab et Oued-el-Boujimah, avant de se jeter dans la Seïbouse; le marécage que forme ce lac rend l'air peu sain, et cause tous les ans des maladies dangereuses.

La Seïbouse, qui décharge ses eaux dans la baie de Bone, est une rivière navigable à son embouchure.

A l'Ouest, s'étend une plaine dont on découvre

---

(*a*) On croit que c'est l'ancien port d'Hippone, et qu'il a été comblé par des alluvions.

le canal de communication avec une autre plaine plus étendue qu'on aperçoit au loin. Au dire de personnes dignes de confiance qui ont habité Bone, le territoire de cette ville, comme celui de Stora, est d'une fertilité extraordinaire et bien supérieure à celle que nous offrent les environs d'Alger.

SHAW, qui paraît avoir étudié ce pays avec soin, pense qu'il serait facile de faire de Bone une ville opulente.

Les hauteurs qui bordent cette vallée de communication se lient avec d'autres plus rapprochées de Bone, au Nord, et se rattachent à celles de la Cassaubah. Le mont Idouf les domine.

*Population.* La population de Bone n'est que de deux à trois mille âmes. La ville manque d'eau. Un aquéduc l'y conduisait des montagnes voisines, mais les Arabes le détruisirent en 1830, lorsque l'armée française en prit possession.

*Fortifications.* Cette ville est environnée de murs flanqués de tours de distance en distance. Leur hauteur est variable de sept à dix mètres, et son armement se compose d'une artillerie assez nombreuse, mais mal montée et plus mal servie.

Bone manque de casernes; quelques grandes maisons qu'elle renferme peuvent servir au logement des troupes. Elles contiendraient environ quinze cents hommes.

*Cassaubah ou Casbah.* Au Nord, à environ quatre cents mètres de la ville, et sur le point culminant des hauteurs qui

y touchent, s'élève la Cassaubah. C'est un fort assez considérable pour le pays, et l'objet d'une vénération superstitieuse de la part des habitans. Ses murs ont une hauteur moyenne de neuf mètres, et reçoivent, sur plusieurs points, une augmentation par les rochers sur lesquels ils s'élèvent. Ils sont armés de cent pièces de canon.

Cette citadelle peut recevoir une garnison de cent trente à cent quarante hommes; elle manque d'eau, et, dit-on, le puits qu'elle possède n'en fournit que de salée.

Aussitôt après la conquête d'Alger, Mr DE BOURMONT s'occupa des moyens de s'emparer de ce point si important pour le commerce du Midi de la France.

Mr le Capitaine de vaisseau GALLOIS, commandant la Bellone, fut chargé de sonder les dispositions des habitans; il s'en acquitta avec habileté, et la brigade du Général D'ANREMONT y fut transportée par Mr DE ROSAMEL. La place et le fort lui furent livrés. *Occupation de Bone.*

L'arrivée de nos troupes éveilla le fanatisme des montagnards; ils se ruèrent sur Bone, ravagèrent les maisons de campagne des habitans, et attaquèrent avec audace les ouvrages que nous avions établis sur la route de Constantine et en avant des Santons.

Jour et nuit, nos soldats eurent à combattre *Combats.*

un ennemi infatigable et que ses pertes ne décourageaient point.

Contre l'usage des Musulmans, et au mépris de la loi, ils attaquèrent plusieurs fois nos postes pendant la nuit, et vinrent se faire tuer dans les embrasures de nos redoutes.

Évacuation. Dès que la Révolution de Juillet fut connue à Alger, cette ville fut évacuée. La crainte d'une guerre maritime, et l'impossibilité de pourvoir, dans ce cas, à ses approvisionnemens, y déterminèrent, assure-t-on, le Général en Chef. Au moment de notre départ, les Arabes étaient à ses portes, et une grande partie de ses habitans se sauva à Biserte (a), pour échapper à leur vengeance; mais, fidèles jusqu'à la fin, ils sauvèrent la vie à un de nos soldats qui était resté dans la place.

Après la retraite des principaux habitans, ceux qui nous étaient contraires, réunis à une colonie du Collo et de Gigeri, s'emparèrent du pouvoir, et l'officier que Mr le Général Clauzel y envoya fut reçu à coups de canons. Cependant, peu après, par une de ces révolutions fort ordinaires parmi ces peuples, cette colonie étrangère, dévouée au Bey de Constantine, fut expulsée de la ville, et

---

(a) L'évacuation de cette ville fit dire, à Mr Mentzel, officier de la Marine anglaise : les Français ont aussi leur *Parga*.

Bone refusa de reconnaître l'autorité de ce Prince.

SIDI-HADJI-ACHMED, Bey régnant de Constantine, passe pour un Prince cruel, mais plein de foi. « S'il vous promet obéissance, disait le Dey HUSSEIN au Général en Chef, vous pouvez compter » sur sa parole. » *Le Bey de Constantine.*

Abandonné de ses troupes après la prise d'Alger, il subit le sort des Princes malheureux ; son autorité fut méconnue, ses équipages pillés par les Arip ; plusieurs jours il erra dans les montagnes, et sa vie fut long-temps en danger. Ce ne fut qu'avec peine qu'il atteignit les tentes hospitalières de ses beaux-pères ; mais ses alliances le mirent bientôt en état d'attaquer ses ennemis. La fortune lui fut favorable ; il battit les Ammer et le Scheick FARS-HAT. *Il bat ses ennemis et assiège Bone.*

Les Ammer sont une tribu puissante qui habite la contrée de Sitifi (*a*) jadis la demeure des Gétules, dont ils sont peut-être les descendans. SHAW leur attribue l'usage de prostituer leurs femmes et leurs filles. Je ne puis ni confirmer ni contredire le récit de ce voyageur. Après leur défaite, le Bey vint camper à Ras-el-Oued, dans les plaines de Mejanah et à Hamza, (l'Augea des anciens), si célèbre par la défaite et la mort de TAC-FARINAS, qui, pendant tout le règne de Tibère,

---

(*a*) Sitifi, ou plutôt les ruines de cette ville romaine sont appelées, par les indigènes, *la ville de l'erreur.*

raient encore quinze jours, mais qu'ils seraient forcés d'abandonner la ville, si, dans cet intervalle de temps, ils ne recevaient pas des secours. A cet effet, ils demandaient du pain, de la poudre, des fusils, un chef pour les diriger, et deux cents Zouaves *Musulmans* pour ne pas effaroucher le fanatisme des basses classes.

Il était important pour la France que cette place ne tombât pas au pouvoir de notre ennemi; et puisqu'il n'entrait pas, alors, dans les vues du Gouvernement, de faire une expédition coûteuse, il convenait d'aider la population à prolonger une défense dont, à la fin, tous les avantages devaient nous revenir. Aussi cette demande fut-elle accueillie avec faveur.

*Elle y est envoyée.*

Les préjugés de ces peuples, et leur éloignement pour les étrangers, rendaient cette opération délicate et difficile. Elle demandait un homme qui réunît la prudence et la dextérité à une grande fermeté. Le choix tomba sur Mr HOUDER.

A ces qualités, cet officier supérieur joignait une connaissance parfaite des mœurs et des habitudes des Musulmans.

L'état de la station navale ne permettant pas d'embarquer deux cents hommes, Mr HOUDER partit d'Alger, le 8 Septembre, avec cent vingt-cinq Zouaves. Il arriva à Bone le 13, et il y fut reçu comme un libérateur.

Le Général reçut à Alger la nouvelle de cette

occupation le 21, et le même jour il écrivit au Gouvernement, en lui en rendant compte : « Si » j'avais un bâtiment, je ferais partir de suite le » 1er bataillon des Zouaves, et sans attendre la dé» cision que je vous ai demandée par ma lettre » du 8 Septembre ; mais, faute de bâtimens, je » ne puis faire cet envoi : vous avez sûrement com» pris que, si je n'embarquais que cent vingt-cinq » hommes, c'est que le vaisseau ne pouvait con» tenir un plus grand nombre de passagers. »

BEN-ZACOUTA, croyant, sans doute, à l'arrivée d'un renfort bien plus considérable, se retira dans l'intérieur des terres, à plusieurs journées de marche. *Ben-Zacouta s'éloigne.*

La troupe fut logée sur le port pour avoir une communication facile et non interrompue avec le bâtiment qui l'avait apportée. Les obus et les grenades, dont elle était approvisionnée, la mettaient en sûreté contre toute agression. Au reste, rien ne la fesait redouter. Les antécédens de cette population et son propre salut semblaient répondre de sa fidélité.

On se promettait d'heureux résultats de ce concours de circonstances : non-seulement on se flattait qu'une occupation permanente de la ville, sans dépenses et sans effusion de sang, en serait la suite inévitable, mais on espérait aussi qu'il accélérerait l'issue des négociations entamées avec le Bey ACHMED, et qui traînaient en lenteur par

l'influence et les intrigues d'un Agent diplomatique à Tunis.

Nos Zouaves prirent possession de la ville et en occupèrent les portes : celle de Constantine, fermée depuis quatorze mois, fut rouverte, à la grande satisfaction des habitans, et bientôt les arrivages de l'intérieur affluèrent sur les marchés.

L'ordre qui régnait dans la ville, et la protection accordée aux Arabes, leur inspira une telle confiance, que le fameux Scheick ESCHEMASNI se rendit à Bone, avec une escorte de trois cents cavaliers, et témoigna, à Mr HOUDER, les intentions les plus amicales.

*La Cassaubah.*

Tout avait réussi, et le Commandant français était entouré de respect et d'intérêt. Il crut que l'occupation de la Cassaubah achèverait de consolider sa position, et de lui assurer l'autorité morale dont il avait besoin : c'était un point délicat à aborder.

Ce fort, occupé par quelques habitans de Bone et une soixantaine de Turcs, avait pour Commandant un nommé SIDI-ACHMED, d'une des principales familles du pays.

*Est remise au Commandant français.*

Cet homme et ses cinq frères étaient pleins d'ambition et exerçaient un grand pouvoir dans la ville ; cependant, malgré leurs efforts, Mr HOUDER obtint de l'administration que SIDI-ACHMED lui remît les clefs de cette citadelle.

Les Turcs qui en fesaient la garnison passèrent

au service de France, et on la renforça de quarante-cinq Zouaves. Un officier français en prit le commandement.

Dès ce moment, Mr Houder regarda l'occupation de Bone comme consommée.

« Je me réjouis, mon Général, d'avoir pu amener les choses à ce point par des moyens qui ne froissent point les masses ; mon action sera plus libre, et l'autorité française, mieux constatée, s'affermira de plus en plus.

« Je vous prie de m'envoyer cent ou cent cinquante Zouaves Arabes ; pas de mélange de *Français, ils nous gâtent tout.*

» Les habitans de toutes les classes viennent me féliciter, me dire que je suis fortuné, que tout me réussit........ Si, d'une part, je rencontre une confiance dont je n'ai qu'à me louer, de l'autre, je n'oublie point les *précautions que me commande la situation encore nouvelle et toute d'épreuves où nous sommes*, etc. »

C'est ainsi que s'exprimait cet officier supérieur le 25, la veille de la catastrophe qui lui coûta la vie.

Les Achmed, blessés dans leurs intérêts et leur amour-propre, intriguèrent et cherchèrent à animer le fanatisme des basses classes. Leur qualité d'Ulémas leur en facilitait les moyens ; enfin, ils furent accusés d'exciter les tribus des montagnes à se porter sur Bone, et les hommes de bien engagèrent le Commandant français à les expulser

de la ville. Cette mesure était, à leurs yeux, nécessaire pour assurer la paix et la tranquillité publique; mais celui-ci, craignant de devenir l'instrument de quelques vengeances particulières, hésitait et demandait des preuves. Il était au moment de les obtenir, et il allait prendre un parti, lorsqu'un incident inattendu vint renverser l'édifice qu'il avait élevé avec tant de bonheur et de peine.

*Ibrahim, ex-Bey de Constantine.*

Il y avait à Bone, *dans la misère*, un certain IBRAHIM, ancien Bey de la Province de Constantine, où il avait conservé des partisans nombreux. Il sollicitait notre assistance pour ressaisir le pouvoir, et se montrait zélé pour nos intérêts. Mr HOUDER, chargé de l'étudier, se méprit sur son caractère. Il le jugea loyal et honnête, mais borné et presque sans intelligence. C'était pourtant un homme très-rusé, comme on va le voir.

Souvent il avait appelé l'attention de Mr HOUDER sur les intrigues des ACHMED. Le 25, il vint le prévenir qu'ils avaient le dessein de s'emparer de la Cassaubah par surprise, et ensuite il lui emprunta quelque argent.

*Il s'empare de la Caussabah, dont les portes restaient ouvertes.*

Le 26, ce même IBRAHIM épie le moment où l'officier commandant la citadelle vient déjeûner, monte, avec quelques affidés, à la Cassaubah, dont les portes, par une excessive confiance, restaient ouvertes. Il est reçu par la garnison; il lui distribue en gratification l'argent qu'il avait

emprunté la veille ; ferme les portes de la citadelle, et arbore son pavillon qu'il assure de trois coups de canon.

Le Commandant HOUDER et le Capitaine BIGOT y accourent dans l'espoir que leur présence ferait rentrer les troupes dans le devoir. Mais, reçus à coups de fusils, ils sont abandonnés des leurs et forcés de renoncer à cet espoir. *Efforts pour la reprendre.*

Ce qu'il y avait de mieux à faire, peut-être, au milieu de circonstances aussi graves, et qu'on ne peut bien apprécier que sur les lieux, était de se renfermer, avec ce qui restait de troupes, dans la caserne de la Marine, et là, sous la protection des bricks la Créole et l'Adonis, attendre l'arrivée des renforts sur lesquels on devait compter, quoiqu'ils n'eussent pas été demandés encore.

Cette mesure ne fut pas jugée nécessaire. L'on continua à vivre avec la même sécurité; et, comme s'il ne fût survenu aucun changement dans notre position, rien ne fut changé dans le service de la place. On espérait toujours de reprendre, par des négociations, le poste qu'on avait perdu si malheureusement.

Jusqu'au 28, les choses restèrent dans le même état, et le Commandant HOUDER n'avait aucune inquiétude.

Le 29, elles changèrent de face. Des Cabaïls étaient entrés dans la citadelle, d'autres s'étaient approchés de la ville, et une vive altercation s'éleva *Le 29. Catastrophe.*

entre Mr HOUDER et les Ulémas qui redemandaient les clefs de la ville.

L'évacuation immédiate de Bone fut décidée; et les dispositions ayant été concertées avec la Marine, celle-ci envoya ses embarcations et ses hommes pour la protéger.

Vers dix heures, des Bédouins attaquent les portes; les gardes se retirent en tiraillant; le Capitaine BIGOT vole à leur secours et meurt frappé de deux coups de pistolet. La Cassaubah et la ville tirent sur nos deux bricks qui ripostent et font taire la ville. Pendant ces entrefaites, on se battait à la porte de la Marine et sur le quai; les troupes arrivent aux embarcations, et le Commandant HOUDER est tué à bord de l'une d'elles.

La Marine perdit dix hommes. Les Zouaves n'eurent point de morts; MMrs HOUDER et BIGOT furent les seules pertes qu'éprouvèrent les troupes de terre; mais elles furent vivement senties. C'étaient deux officiers fort distingués, quoique sous des rapports différens, et dignes d'un sort plus heureux.

*Le 30, les renforts arrivent.*

Le 30, arrivèrent sur rade les bricks le Cigne et le Voltigeur, montés par le 2me bataillon de Zouaves.

Mr DUVIVIER, qui le commandait, conçut le projet d'enlever la Cassaubah par surprise et pendant la nuit. Mais il avait besoin du concours de la Marine, et les pertes qu'elle avait déjà éprouvées rendirent celle-ci circonspecte.

Cette entreprise hardie avait, sans doute, des chances contr'elle; cependant la réussite, loin d'en être impossible, acquérait un grand degré de probabilité de la faiblesse de la garnison, de la sécurité où elle devait être, et surtout de la manière dont les Turcs servent pendant la nuit. Dans tous les cas, ce projet atteste la capacité et l'énergie de cet officier.

Les habitans de Bone, épouvantés des suites de cet événement, rendirent, le lendemain, un officier et trente-deux Zouaves restés dans la ville. Ils envoyèrent, en même temps, une députation de trois membres pour se justifier; ceux-ci arrivèrent à Alger sur les bâtimens qui nous apportèrent ces funestes nouvelles.

Depuis cette époque, la ville a offert de recevoir de nouveau garnison française; mais, jusqu'à ce jour, le Gouvernement n'a pas cru devoir profiter de ces offres (*a*). *Bone offre de recevoir garnison française.*

(*a*) Les habitans de Bone, pressés, au commencement de 1832, par les Arabes, recoururent à M[r] DE ROVIGO qui leur envoya des vivres. Pendant que le bâtiment français était mouillé dans la rade, les Arabes furent introduits dans la ville, qu'ils incendièrent après l'avoir saccagée. La garnison de la citadelle, tremblante, offrit au Commandant français de lui livrer la place pour échapper à la mort dont elle était menacée. IBRAHIM s'échappa pendant la nuit. C'est ainsi que, sans coup férir, nous sommes rentrés en possession de cette ville.

On assure qu'IBRAHIM a fait sa paix avec HADJI-ACHMED, et qu'il est son Lieutenant à Médéah.

## CHAPITRE VI.

### Oran.

*Oran.* Oran, résidence du Bey de la Province d'Occident au moment de la conquête d'Alger, avait été possédée par les Espagnols jusqu'en 1790.

A cette époque, un tremblement de terre qui bouleversa la ville et détruisit une partie des fortifications, décida le Gouvernement espagnol à l'abandonner.

Bâtie sur le bord de la mer, dans la baie de Mers-el-Kebir (le grand port), elle est divisée, par un large ravin, en deux parties qui portent les noms de ville vieille et de ville neuve. C'est le grand marché des grains dont la Province abonde, et qui forme la principale branche de ses revenus.

*Rade de Mers-el-Kebir.* La rade est vaste et sûre. Une flotte, quelque nombreuse qu'elle soit, peut s'y réfugier sous la protection du fort Mers-el-Kebir.

*Le fort est occupé.* Après la conquête d'Alger, le Général en Chef donna ordre de la reconnaître et d'en occuper le fort.

Les quatre-vingts Turcs qui le gardaient se rendirent sans faire résistance. Le Bey Hassan, avancé en âge, promit obéissance ; mais la majeure partie de ses troupes l'abandonna et se retira à Trémècen. Cinq cents Turcs seulement restèrent au-

près de lui et mirent la ville à l'abri des irruptions des Arabes. A la suite de la Révolution de Juillet, le fort de Mers-el-Kebir fut abandonné après qu'on en eut démantelé le front qui bat la mer.

*Il est démantelé.*

Les Marocains ont de vieilles prétentions sur cette Province; appelés par un marchand de Trémècen, nommé BENOUNA, ils pensèrent que l'état de trouble et de désordre où elle se trouvait leur serait favorable pour les faire valoir, et MULEY-ALI, cousin de l'Empereur, accompagné d'un Santon, y pénétra avec une armée dont les gardes impériales blanches et noires fesaient partie.

*Les Marocains.*

Sa qualité de Shérif, c'est-à-dire descendant du Prophète par père et par mère, lui donnait une grande influence sur ces peuples. Les Arabes se rallièrent à lui, et il s'empara de Mascar, dont il chassa les Turcs. Il fut moins heureux à Trémècen. Les Colourlis et les Turcs, au nombre d'environ trois mille, se renfermèrent dans le fort, et MULEY-ALI dut se borner à en faire le blocus.

Le Bey d'Oran (N° 31), sollicité par ce Prince de lui céder la place, rendit compte au Général CLAUZEL de ces événemens et lui demanda du secours.

*Dispositions pour sauver cette Province.*

Bientôt le Général D'ANREMONT s'y rendit avec les 17e et 21e régimens. Dans la croyance où l'on était, à Alger, que les Turcs et les Arabes qui lui

restaient fidèles le suivraient avec plaisir dans cette expédition, cet officier général était chargé de marcher sur Trémècen (Telemsan).

Il ne tarda pas à reconnaître combien ces idées étaient fausses, et il dut borner ses soins à mettre la place en état de défense, et à renvoyer le Bey Hassan à Alger.

En même temps qu'il fesait marcher des troupes contre cette Province, le Général Clauzel envoyait, à la Cour de Maroc, le Colonel Auvray. Rappelé en France par le Gouvernement, cet officier ne put remplir sa mission et ne dépassa pas Tanger; mais notre Consul s'empressa de faire des réclamations énergiques auprès de cette Cour.

*Réponse du Sherif à nos réclamations.*

Au lieu des satisfactions qui lui étaient demandées, l'Empereur revendiqua, dans sa réponse, la Province de Telemsan ou Trémècen, comme fesant partie des États de Maroc; la lettre de ce Souverain est curieuse et se termine par ces mots remarquables : « Les Musulmans sont des hommes » libres qu'on ne s'approprie pas. »

Pendant que ces choses se passaient, le Général Clauzel traitait, avec la Cour de Tunis, de la cession de cette Province.

*Les Tunisiens prennent possession d'Oran.*

Par suite de ces négociations, Keredin-Aga, Caïmacan du Prince tunisien, nommé Bey d'Oran, parti de Tunis avec une avant-garde de deux cent cinquante hommes, était arrivé le 25 Janvier à Alger. Après la signature du traité du 6

Février, il poursuivit sa route et arriva le 9 en rade d'Oran. Ce jour-là même, les Arabes étaient venus tirailler contre les murs de la ville.

Ce Gouverneur s'était bercé de belles idées sur l'état de cette Province et de ses ressources. Il croyait la trouver tranquille et soumise, à l'exception de Trémècen; il croyait que MUSTAPHA et MUSSERLI, qui exerçaient une influence immense sur les Arabes, l'attendaient avec impatience; que des approvisionnemens de toute espèce se trouvaient réunis dans les magasins, et que des revenus assurés pourvoiraient aux besoins journaliers.

Au lieu de ces douces illusions, il trouvait un pays en pleine révolte, des magasins vides (*a*), point de revenus certains, MUSTAPHA et MUSSERLI passés dans le camp ennemi, un palais sans mobilier, et une ville presque détruite (*b*).

*Ils demandent à retourner à Tunis.*

Son mécontentement fut extrême. Il se plaignit d'avoir été trompé, et demanda que le traité du 6 Février fût déclaré nul, et qu'il lui fût permis de retourner à Tunis. Cependant quatre cents Turcs passèrent à son service, et la ville de Mos-

(*a*) Les états donnés par le Bey et ceux de l'administration ne concordent pas ensemble.

(*b*) On avait brûlé le bois des toitures, les portes et fenêtres des maisons pour les besoins ordinaires de la vie; on ne trouve de bois qu'à une distance de deux ou trois lieues.

taganem reconnut son autorité ; enfin, une circonstance inattendue lui assura des partisans parmi les indigènes, et rendit sa position moins fâcheuse (N° 32).

Mustapha-Aga et Musserli, Caïd, s'étaient rendus auprès de Muley-Ali ; ce Prince les reçut fort bien et les fêta ; mais, bientôt après, il les fit charger de chaînes, et les envoya prisonniers à Fez.

A la nouvelle de ce traitement, les tribus puissantes qui leur étaient soumises vinrent se ranger sous les étendards de Keredin, et lui demandèrent avec instance de les mener contre Trémécen pour délivrer leurs chefs.

*Leurs affaires prennent une meilleure tournure.*

Celui-ci n'avait pas les moyens de faire une telle expédition ; et, les eût-il eus, la sainteté du Shérif lui aurait laissé peu de chances de succès. Mais la soumission de ces tribus était d'un bon exemple, et l'arrivage des grains et la vente des teskerets (*a*) (licences) lui procurèrent des ressources momentanées.

A la même époque, vers le 15 Mars, un évé-

---

(*a*) C'est le nom des licences que donnaient les Beys pour l'exportation des grains ; on se rappelle qu'une des premières opérations du successeur du Général Clauzel (son arrêté est du 28 Février) fut de rapporter la mesure qui défendait l'exportation des grains de ce port, mesure qui avait été prise pour favoriser l'approvisionnement d'Alger, et qui n'avait été utile qu'à la maison Sellière.

nement d'une toute autre importance, la retraite de Muley-Ali et sa rentrée dans les États de Maroc, semblèrent donner aux affaires des Tunisiens la tournure la plus favorable.

Les Arabes pillés et rançonnés par le Prince marocain, avaient fait parvenir leurs plaintes jusques à l'Empereur. Il est probable que le mécontentement de ces peuplades, les lenteurs de l'expédition, les dépenses qu'elle occasionnait (*a*), et, plus que tout, sans doute, la fermentation qui régnait dans le Maroc et qui bientôt éclata en révolte ouverte, commandèrent cette mesure.

Si, dans ces circonstances, Keredin avait eu à sa disposition les deux mille hommes de troupes stipulés dans le traité, et, surtout, s'il avait pu disposer de quelque argent, il est possible que la domination tunisienne se fût consolidée; mais ce Gouverneur, laissé sans ressources par sa Cour, n'avait ni hommes ni argent, et, sans le secours en vivres qu'il recevait de l'administration française, il n'aurait pu assurer la subsistance du petit nombre de soldats sous ses ordres. Ainsi cette occasion heureuse fut manquée et n'eut aucune influence durable sur la situation du pays.

Un événement remarquable, arrivé à cette épo-

---

(*a*) Elle avait coûté 150,000 piastres d'Espagne, ou 792,500 fr., somme énorme pour cet Empire.

que, tout étranger qu'il est aux affaires du Beylick, doit trouver sa place ici.

*Espagnols qui se réfugient à Oran; parmi eux se trouve un Français.*

Au commencement d'Avril, un bâtiment, sous pavillon tricolore, entra dans le port d'Oran; il portait cent cinquante-un Espagnols condamnés aux présides (*a*). Ces malheureux, entassés sur un bâtiment de cinquante tonneaux, sans pain, sans eau, sans air, avaient été menés à Ceuta, à Malaga, à Mélilla, d'où, faute de place dans les prisons, ils étaient ramenés à Malaga. C'est dans ce trajet qu'ils brisèrent leurs fers, désarmèrent la garde qui veillait sur eux, et vinrent, sur les côtes hospitalières de la domination française, demander du pain et la vie.

Parmi ces infortunés se trouvait un Français (*b*), enlevé, en 1829, sur le territoire français, et condamné, par le Comte d'Espagne, à dix ans de présides, après avoir croupi onze mois dans les cachots de Barcelonne. Revenons à Oran.

La retraite de Muley-Ali n'améliora guère la position des Turcs et des Colourlis qui défendaient la citadelle de Trémècen. Les Arabes con-

---

(*a*) La nomenclature de leurs délits était fort variée : des constitutionnels, des assassins, des querelleurs, des ivrognes, des blasphémateurs, des contrebandiers, des déserteurs, des prévenus de concubinage, etc.

(*b*) Ce Français s'appelait Jean Mas, de la commune de Sozède, département des Pyrénées-Orientales.

tinuèrent à les bloquer ; et, sur les autres points de la Province, l'espèce de pacification qui s'y était établie ne tarda pas à être troublée.

KEREDIN parlait toujours de marcher sur Trémècen ; il demanda du canon à Alger, et, quand il l'eut reçu, il n'en fut plus question. Il fit pourtant une expédition, mais elle fut dirigée contre quelques tribus arabes, voisines d'Oran. *Expédition des Tunisiens.*

Un détachement, composé de Tunisiens et de Turcs, partit de cette place à la nuit, cerna les adouards de ces tribus, et fit main-basse sur tout ce qui ne put se sauver par la fuite : vieillards, femmes, enfans, tout fut massacré sans pitié, leurs bestiaux enlevés et vendus.

Cet acte de cruauté ne leur tourna pas à profit ; il rompit violemment tous les liens des habitans du pays avec eux, et les tribus qui s'étaient approchées de la ville s'en éloignèrent de nouveau. Mustaganim (*a*) se révolta, et il fallut porter du secours à la garnison. Moins heureuse, celle de Mascar fut massacrée. Enfin, trois Arabes se proclamèrent Beys, et le pays fut dans une confusion complète. *Elle ruine leurs affaires.*

Au milieu de cette anarchie, la France notifia à la Cour de Tunis que les traités conclus avec le Général CLAUZEL n'étaient point ratifiés. Dans *Anarchie.*

(*a*) Cette ville, située sur le bord de la mer, entre Oran et Arzew, a un fort occupé par une garnison turque.

la situation de ses affaires, ce fut pour elle un événement heureux.

*Les Tunisiens se retirent; un Général français en est le Gouverneur.*

Au mois d'Août, KEREDIN-AGA quitta Oran. Il y fut remplacé par un Général français.

Soit inconstance de caractère, soit haine des Tunisiens, plusieurs tribus vinrent faire leur soumission et approvisionner les marchés; mais cette bonne intelligence ne fut pas de longue durée. Quelques mesures de sévérité, et l'arrivée dans la Province d'un nommé BILAMRI (*a*), envoyé de Maroc, mirent encore une fois tout le pays en armes, et l'insurgèrent contre nous.

MULEY-ALI avait à peine repassé les frontières de l'Empire, que le Shérif reprit ses projets contre cette Province; mais, éclairé par l'expérience, il voulut, pour en assurer la réussite, profiter de l'influence de l'Aga MUSTAPHA et du Caïd MUSSERLI, qu'il avait entre les mains. A cet effet, ils furent mis en liberté et renvoyés dans leurs tribus, après avoir prêté serment d'allégeance entre les mains de l'Empereur. Le Marocain BILAMRI, avec le titre de Gouverneur de Trémècen, les accompagnait (*b*).

---

(*a*) Ce BILAMRI est chef de la tribu de Beni-Hassem, qui campe sur les bords de l'Océan, entre les villes maritimes de Salé et de Mamoura.

(*b*) Il s'était mis en route vers le 15 Mai; arrivé au pont de Sbou, près de Fez, il reçut contre-ordre et ne reprit l'exécution de ce projet qu'après la défaite des Ondoyas (gardes blanches de l'Empereur) qui s'étaient révoltés.

La présence de ces deux chefs produisit d'abord l'effet qu'on s'en était promis, et la plus grande partie des tribus de la Province reconnurent l'autorité de BILAMRI. Toutefois, sa puissance ne put s'affermir; les contributions qu'il réclama refroidirent le zèle de ses partisans, et, sur les représentations de la France, l'Empereur de Maroc en promit le rappel.

*Les Marocains rentrent dans la Province.*

Dès que l'occupation d'Oran, par nos troupes, fut résolue, on s'occupa de réparer les ouvrages de la place, et, dans ces travaux, les Juifs nous secondèrent avec un zèle et un désintéressement fort rares, qui méritent d'être signalés.

Le système administratif et judiciaire, en vigueur à Alger, fut appliqué à Oran. Quelques réformes qu'il pût réclamer, on ne pouvait s'en occuper qu'après avoir étudié les besoins particuliers de ces localités.

Opposé en tout à celui d'Alger, le système politique qu'on y adopta prit pour base la terreur et la *finesse*. Je choisis ce mot pour ne blesser aucune susceptibilité. Bientôt il fut mis en œuvre, et plusieurs têtes furent coupées.

*Système qu'on y met en pratique.*

Ces exécutions sanglantes furent loin d'opérer les heureux résultats qui avaient été proclamés d'avance.

Les tribus n'en furent que plus animées contre nous: les arrivages cessèrent, les hostilités recommencèrent et tinrent la ville étroitement bloquée

*Ses effets dans la Province.*

pendant plusieurs mois : loin de pouvoir sortir des portes, les sentinelles étaient insultées sur les remparts. Jusqu'à ce jour (1832), les choses sont dans le même état (*a*). Bientôt connues dans l'Empire de Maroc, ces exécutions y excitèrent une vive sympathie en faveur de leurs coreligionnaires, et le traitement qu'éprouva un Marocain manqua de nous brouiller sérieusement avec le Shérif.

Mahomet-Valenciano fesait le commerce à Oran, où il était un des plus riches négocians; des lettres qui lui étaient adressées par des Arabes, et qui le compromettaient, furent interceptées. On lui coupa la tête, sans jugement, ainsi qu'à son esclave; on chassa de chez lui sa femme malade, et on confisqua son argent et ses marchandises.

*Ses effets dans le Maroc.*

Cette exécution produisit, dans les États de Maroc, une exaspération qui y mit un moment la vie des Français en danger. Le Gouvernement parvint à la calmer; mais, en même temps qu'il fesait respecter chez lui le droit des gens, il demandait, à la France, compte de ce qu'il appelait une violation des traités, et réclamait une réparation convenable.

Un envoyé, chargé de présens pour ce Souve-

(*a*) L'état d'hostilité permanente de ces peuples, depuis la mise à exécution de ce système, en prouve, à part l'immoralité, le danger et l'inutilité.

rain, est parti de France, dans les premiers jours de Janvier, pour se rendre à la Cour de Maroc. Il est présumable qu'ils donneront du poids aux explications qu'il est chargé de lui présenter, et que cette affaire n'aura pas d'autres suites.



# PREUVES

## ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

( N° 1. )

1° La Zeugitane commence à la rivière Tusca, et c'est ce que l'on appelle l'Afrique. Dans les environs de Clypea, Tarubis (au Sud de Tunis), le pays prend le nom de Bizacium. C'est un district de 250,000 pas de circuit, et qui est extrêmement fertile. La terre rend au laboureur le centuple des blés qu'il lui a confiés ; on y trouve Leptis, Adrumète, etc.

Le pays que nous avons appelé Afrique est divisé en deux Provinces, l'ancienne et la nouvelle, séparées par un fossé tiré du temps du 2e Africain.

Pline, *liv. V, chap. IV, description de l'Afrique.*

---

On appelle Zeugis le pays où est la grande Carthage : c'est l'Afrique proprement dite qui est située entre le Bizacium et la Numidie.

Isidore de Séville.

---

2° Vers l'Orient, l'Afrique est terminée par le

fleuve Ampsagas, jusqu'à l'endroit dont la position est de 27° 50'.

PTOLOMÉE.

---

Du côté du Midi, elle est bornée par les peuples de Lybie ; à l'Occident, par la *Mauritanie-Césarienne*, et, au Nord, par la mer d'Afrique.

L'Afrique est bornée, à l'Occident, par la Mauritanie-Césarienne, suivant le fleuve Ampsagas.

POMPONIUS-MELA, *chap. IV.*

Sur les côtes de la mer de Lybie, on trouve, tout près du Nil, la Province qu'on appelle Cyrénaïque; ensuite vient la Province d'Afrique, qui a donné son nom à tout ce vaste continent. (Voyez au N° 26.) *Idem, chap. VI.*

---

( N° 2. )

Les ennemis de Dieu et de son Prophète, les Français maudits, se trouvent dans le port, à l'Ouest de Sidi-Ferruch.............. Ils ont brisé le mât de beaupré du vaisseau amiral : c'est un présage de leur ruine................ Ils nous ont tiré trois coups de canon qui ont porté dans la forêt. Nous avons riposté en leur envoyant quelques bombes qui ont éclaté en l'air.

*Extrait des rapports d'*IBRAHIM-AGA, *Général en Chef de l'armée algérienne.*

( N° 3. )

Nous mettons toute notre confiance en Dieu, et nous espérons qu'assistés de son puissant secours, la victoire restera aux Musulmans.......... Je persiste à croire que ces infidèles veulent tenter un débarquement. S'ils débarquent, ils *périront tous.* *Idem.*

( N° 4. )

Page 77. Quinze pièces de canon et plusieurs drapeaux furent les trophées de la victoire.

Le Général BERTHÉZÈNE cita plusieurs officiers comme s'étant particulièrement distingués : ce sont MM^rs^ DE L'AURE, Capitaine de voltigeurs au 4^e^ léger; CLOUET, Capitaine de carabiniers au 14^e^ régiment; BACHE, Sous-Lieutenant au 2^e^ léger; BELLIARD, Capitaine au 14^e^ de ligne; ABADIE, Capitaine au 37^e^.

MM^rs^ BESSIÈRES, Sous-Lieutenant au 3^e^ de ligne, et Charles DE BOURMONT étaient entrés les premiers dans une des batteries ennemies.

*Extrait du journal du Général* DESPREZ, *Chef d'État-Major général.*

(N° 5.)

Leur nombre (des ennemis) est considérable. Leurs troupes s'étendent depuis l'Oued-el-Bagrass jusqu'à peu de distance de l'Oued-Massafran.

Depuis l'aurore jusqu'au moment où je termine cette lettre (4 heures), nous n'avons pas cessé de nous battre contre ces infidèles maudits. Que Dieu nous aide, par sa force et sa puissance, à les détruire!....... Nous avons eu beaucoup de blessés. Envoyez-moi en toute hâte les troupes de notre frère le Bey de la Province de l'Est..... Comme ils s'avançaient derrière nous pour nous tourner, nous avons fait feu de toute notre artillerie pour les en empécher...... Nous avons été forcés d'abandonner les pièces et les mortiers que nous avions dans la batterie de la forêt, après avoir perdu nos canonniers....... Malgré cela, nous parviendrons, s'il plaît à Dieu, à les *cerner*........ Que les Cabaïls ainsi que les autres viennent nous rejoindre; il est de toute nécessité que vous donniez les ordres les plus précis pour que l'armée de l'Est vienne à mon secours.

On m'a rapporté qu'on débitait mille mensonges à Alger sur ce qui se passe ici..................... Les ennemis occupent toujours la même position. Nous occupons le sommet des montagnes. Notre frère, le Bey de Titeri, vient de s'établir à Sidi-Khaleff. Ses troupes s'étendent jusqu'au bord de la mer. Les Cabaïls de la tribu de Flissah, ainsi que d'autres, sont arrivés. Ils sont dans la meilleure disposition. Ils m'ont demandé cent cartouches par homme.

*Extrait des rapports d'*IBRAHIM-AGA.

## (N° 6.)

Page 94. Le Général en Chef, qui se souvenait qu'en 1813, il n'avait pu opposer, aux escadrons Russes et Prussiens, le feu de l'infanterie qui se trouvait sous ses ordres, songea un moment à faire rétrograder la première ligne vers une position plus resserrée que celle qu'elle occupait ; on lui représenta que ce mouvement, en ranimant la confiance de l'ennemi, produirait un inconvénient plus grave que celui qu'on voulait éviter. Le Général BERTHÉZÈNE déclara que, dans le cas même où les troupes seraient réduites à ne se servir que de leurs baïonnettes, il répondrait encore de conserver sa position.

*Extrait du journal du Général* DESPREZ, *Chef d'État-Major général.*

---

## (N° 7.)

Le chef des canonniers arrive avec six pièces de canon........ La pièce de canon de 18 est arrivée d'Alger ici dans quatre heures; c'est un secours qui nous vient à propos........ Comme j'avais l'intention de ne pas attaquer les infidèles en ce jour béni (vendredi), j'ai été aux avant-postes, et j'ai ordonné aux soldats, aux Cabaïls et aux Arabes qui avaient déjà commencé le feu, de se retirer

vers le camp, et leur ai dit que je les ferais attaquer demain......... Notre armée s'est augmentée. Les troupes sont très-bien disposées; les chefs m'ont assuré qu'ils sortiraient triomphans de la guerre sacrée qu'ils ont entreprise; ils nous sont tous dévoués........ Je suis monté à cheval avec mes frères, pour visiter le terrain et reconnaître les endroits les plus favorables pour placer avec avantage nos troupes le jour où nous attaquerons les chrétiens; cette attaque aura lieu vers le naher-el-sabt (samedi 19), le matin au moment où le jour commencera à paraître. Je vous répète que nos Scheicks ne peuvent pas être mieux disposés qu'ils ne le sont........ Les chefs victorieux abaisseront les infidèles, ennemis de Dieu et de son Prophète, sur qui soit le salut et la bénédiction.

Le 25 del hadjeh 1245 (17 Juin 1830).

*Extraits des rapports d'*IBRAHIM-AGA.

---

(N° 8.)

Page 232. Depuis la prise de possession d'Alger, le Général LAHITTE avait fait faire l'inventaire du matériel de l'artillerie qui se trouvait dans la place, dans les forts et dans les batteries de côte. Le nombre de bouches à feu s'élevait à dix-huit cents; près de la moitié étaient en bronze; le poids moyen de celles-ci s'élevait à trois mille kilogrammes. Les magasins à poudre contenaient environ onze mille

barils de cinquante kilogrammes chacun. La plus grande partie de cette poudre avait été fabriquée en Angleterre; il y en avait un tiers d'avarié. Le nombre des projectiles était proportionnellement aussi considérable. On avait, en outre, trouvé dans les magasins de la Régence, une immense quantité de plomb. A la fin de 1830, six cents pièces en bronze et quatre mille barils de poudre avaient été déjà transportés en France. Ainsi l'expédition d'Alger, loin d'avoir épuisé nos arsenaux, a considérablement accru la masse des approvisionnemens de guerre.

Une des bouches à feu avait été fondue en France sous Louis XII. Sept l'avaient été sous François Ier, une sous Henri II, une sous Louis XIII. Il y a quelque raison de croire que les plus anciennes, après avoir été prises aux Français par les Espagnols, furent abandonnées par ceux-ci dans l'expédition de 1541.

*Extrait du journal du Général* Desprez, *Chef d'État-Major général.*

---

( N° 9. )

*Détail des pièces de marbre.*

Deux grandes colonnes de marbre, dont une destinée à Mr de Bourmont fils.

Deux coupes à fontaine avec leurs piédestaux.

Quatre encadremens de croisées et un de porte avec les contrevents et portes.

De plus, quatre des colonnes qui sont dans des caisses fermées, et des pavés en marbre pour seize toises carrées.

*Extrait d'une lettre à Mr* Dupeau, *Commandant le Génie.*

---

(N° 10.)

*Inter Romanos, negotia causarum, romanis legibus præcipimus terminari.*

Ord. chlot. 11, art. 4.

*Tùm grafio congreget secum septem Regimburgios idoneos.*

Leg. Sali., tit. 52. Tout le titre 60 de la même loi et le titre 32 de la loi ripuaire.

*Postquam scabini eum judicaverint, non est licentia comitis vel vicarii vitam concedere.*

*Cap.* 2, an 813, art. 13.

---

(N° 11.)

*Au Général* Clauzel.

Le 24 Octobre 1830.

Mon Général,

J'ai toujours de mauvaises nouvelles à vous

donner sur le compte des Zouaves. Hier, treize sont désertés, dont cinq avec armes, et le tout avec bagages. Il devient urgent d'arrêter tout enrôlement, etc.

Signé le Lieutenant Général BOYER.

*Nota*. Dans l'espace de cinq mois, ils emportèrent 206 fusils et 8 sabres.

---

( N° 12. )

*Tribus qui ont combattu à Tennia.*

Savoir :

Les Sommata, les Beni-Menad, Beni-Salah, etc., en tout sept tribus. Elles étaient toutes sous les ordres de leurs Scheicks respectifs, renforcées des Turcs du Bey de Titeri, et sous l'influence de son Aga.

*Rapport du Lieutenant Général* BOYER *au Général* CLAUZEL, *en date du 1er Décembre* 1830.

---

( N° 13. )

*Au Colonel* MARION, *Commandant à Médéah.*

A la Ferme de l'Aga, le 26 Novembre 1830.

L'intention du Général en Chef est de châtier les habitans de la plaine de la Mitidjiah qui ont

osé attaquer nos convois, inquiéter nos postes, et *peut-être* commettre un assassinat sur la personne de nos canonniers.

Signé le Général DELORT, Chef d'État-Major général.

*Nota. Peut-être* est d'une grande franchise.

---

(N° 14.)

*Au Général* CLAUZEL.

27 Novembre.

J'ai l'honneur de vous prier de m'envoyer des cartouches......... Je crains de me trouver au dépourvu si jamais l'ennemi renouvelait son attaque.

*Rapport du Colonel* MARION, *Commandant le* 20e *régiment de ligne.*

---

*Au même.*

28 Novembre.

Mon Général,

Ma position est très-critique par le peu de munitions que me laisse cette journée........... Si l'ennemi renouvelle son attaque à bonne heure, à midi je serai peut-être réduit à me défendre à la baïonnette.

Je vous prie............... de m'envoyer sur le champ des cartouches, deux pièces de montagne, et un bataillon pour réparer mes pertes, qui, depuis deux jours, me mettent hors des rangs 300 hommes..........

*Rapport du même.*

---

*Au même.*

29 Novembre.

Je manque de munitions; il est bien temps que vous veuillez bien m'en envoyer............ Nous sommes décidés à nous battre à l'arme blanche dans les rues de la place.

*Rapport du même.*

---

*Au même.*

30 Novembre.

Faites en sorte qu'il m'arrive des munitions.

*Rapport du même.*

---

(N° 15.)

*Au Colonel* MARION, *Commandant le 20e régiment.*

Vous recevrez plus d'un bataillon, etc.; il est déjà parti un convoi de quinze mille cartouches, comme marchandises.

*Lettre du Général* CLAUZEL, *du* 30 *Novembre.*

(N° 16.)

*Au Général* Clauzel.

**5 Décembre.**

" Reçu, le 4 Décembre, sept mulets portant environ quatorze mille cartouches, conduits par des Bédouins qui ignoraient ce que contenaient leurs charges.

*Rapport du Colonel* Marion, *Commandant le* 29ᵉ *régiment de ligne.*

---

( N° 17. )

*Au Général* Clauzel.

**26 Décembre, 5 heures du matin.**

Le messager porteur de la présente doit arriver le 27; s'il rapporte une réponse le 29, je lui ai promis, etc.

Si on ne vient pas au-devant de nous, il faudra encore lutter contre la faim, sans vin, sans eau-de-vie, suivant ce que durera le temps de la route.

Signé Danlion.

---

( N° 18. )

Il chercha (le Bey) à rendre le fanatisme musulman lui-même l'instrument de ses projets,

emprunta ses couleurs pour farder son alliance avec les infidèles.

Touché du danger de voir le territoire des Musulmans, ses voisins, au moment d'être envahi par les chrétiens, etc., il avait résolu, dit-il à son Divan et aux habitans de Constantine, de profiter de la position favorable où il se trouvait avec les Français, pour éloigner de cette Province le fléau qui menaçait l'Islamisme.

Le Sahah-Tabah resta le possesseur réel d'un secret qui n'avait point été révélé au Divan (celui de l'investiture).

*Lettre de Mr* DE LESSEPS.

---

( N° 19. )

*Au Général en Chef* CLAUZEL, *à Alger.*

Tunis, le 11 Février 1831.

Monsieur le Général,

Veuillez, je vous prie, me permettre de vous consulter sur un objet qui n'est rien encore, mais qui, par la suite, peut être d'une grande importance.

Un article de votre traité avec la Régence d'ici, relativement à Constantine, nous permet de cultiver dans ce pays. Mais pouvons-nous acquérir? je le pense, et cela devrait être la conséquence de cette première faculté. D'ailleurs notre posi-

tion, les expressions de ce même traité ne sont-elles pas pour l'affirmative sur ce point? Ici, cependant, l'on est pour la négative. Je désirerais donc, et cela peut devenir intéressant par la suite, que vous eussiez la bonté de me dire ce que vous en pensez.

Signé RAIMBERT.

---

( N° 20. )

*Au Général* BERTHÉZÈNE.

5 Juillet 1831.

Tous deux (le Bey de Tunis et le Prince MUSTAPHA, son frère, nommé Bey de Constantine) affirmèrent à plusieurs reprises, et *sous serment*, que la *promesse d'Alger* leur avait été faite........ ...... Après une courte explication, il fut reconnu qu'elles étaient toutes parties du quartier général d'Alger.

*Extrait d'une lettre de Mr* HOUDER, *envoyé à Tunis.*

---

( N° 21. )

*A Monsieur le Général en Chef* CLAUZEL, *à Alger.*

Tunis, le 11 Février 1831.

L'occupation de cette ville (Bone) par les Tunisiens serait d'ailleurs de notre convenance pour

notre pêche, puisque des réponses, que j'ai reçues aux lettres que j'avais écrites d'Alger aux pêcheurs, et dont vous avez connaissance, m'annoncent qu'ils arment avec activité. Il est donc de notre intérêt, comme vous le voyez, Monsieur le Comte, que ce port soit ouvert un moment plus tôt; je désire bien m'y trouver alors; j'y serai même pour y recevoir les patrons corailleurs, et leur délivrer les patentes de pêche, *en votre nom*, comme vous avez eu la bonté de me le dire.

Signé RAIMBERT.

---

( N° 22. )

*Au Général* BERTHÉZÈNE.

*EXTRAIT.*

Tunis, 5 Juillet.

Je ne dois pas vous laisser ignorer, mon Général, etc., etc.............. Je n'ai pas pu ne pas reconnaître que des engagemens confidentiels ont été pris, des promesses verbales faites, de telle sorte que les traités ne semblaient qu'une affaire de forme, etc............ J'ai vu des lettres et reçu d'autres confidences qui ne me laissent aucun doute à ce sujet. On a été jusqu'à dire (et le texte arabe de l'article 2 du traité de Constantine le porte), contrairement aux justes espérances du Gouvernement, que le tribut pourrait être di-

minué plus tard; que, pour le moment, il avait fallu en élever le chiffre afin de satisfaire les Chambres en leur présentant les traités ratifiés.

Quant à l'assurance que tôt ou tard Alger serait remis au Bey de Tunis, elle a été si bien donnée, que SIDI-MUSTAPHA, nommé Gouverneur de Constantine, disait ici, sans aucune réserve, qu'il se contenterait d'envoyer un de ses officiers dans ce Beylick, et ne quitterait Tunis que pour aller prendre possession d'Alger; qu'il n'entendait avoir aucune apparence même de relation avec les Français. Il avait aussi déclaré au Sieur RAIMBERT, déjà nommé Agent français à Constantine par le Général en Chef, qu'il ne l'admettrait pas dans ce Beylick.

Signé HOUDER.

---

( N° 23. )

*EXTRAIT.*

Tunis, 5 Juillet 1831.

Les troupes régulières désertaient ou manquaient de tout. Les moyens de soumission employés dans la ville et la Province de Constantine étaient, sinon annulés, au moins paralysés. Les yeux du Divan et des peuples dessillés............. Les rapports d'Oran donnaient l'idée la plus triste et la plus alarmante de la situation des délégués du Bey dans

cette Province, qu'on leur avait promis, verbalement et par écrit, de leur livrer pacifiée et soumise. Les forces, l'influence et la popularité religieuse du maître actuel de Constantine, s'étaient accrues en raison inverse et dans la proportion de la décroissance de celles de son nouveau rival et des moyens d'agression de celle-ci.

L'engouement du Bey au sujet des nouvelles troupes régulières était passé ; les excès qu'elles avaient commis et leur désertion lui ôtaient l'espérance qu'on lui avait fait concevoir de l'appui qu'il pourrait trouver en elles.....................
Le nouvel impôt de 25 pour 100, établi à leur occasion, avait exaspéré les esprits et causé des troubles sérieux dans les Provinces de Matter et du Kheff. On y a désarmé et maltraité les troupes et les agens du Bey, et l'on refuse ouvertement de payer même les impositions ordinaires et légales.

Signé Lesseps.



( N° 24. )

La mutinerie et la révolte de Blida ( à la suite de laquelle le Hakem a été chassé ) a été causée, en principe, par la réclamation d'un Bédouin qui a insulté le Hakem, en lui demandant une femme avec laquelle il vivait en concubinage, et qui se

ouvait dans cette espèce d'orgie où étaient réu-
es plusieurs jolies femmes de la ville.

*Extrait du rapport de l'Aga, grand Prévôt de rmée, en date du 21 Février* 1831.

---

Le Gouverneur de Blida (le Hakem) s'étant fui de cette ville à cause d'un soulèvement général contre lui, Mr le Général BOYER a été obligé nommer momentanément à cette place un Caïd signé par les Ulémas. Le Hakem de Blida se mme SIDI-EL-MÉLIANI.

*Note laissée par le Général* BOYER *au Général* RTHÉZÈNE.

---

Nous vous informons que notre Gouverneur est use de la révolution de Blida; il a pris un mou- de la tribu de Beni-Salah sans le payer, et il voulu le faire tondre pour rien.................. a donné une fête où il ne recevait que ceux i lui donnaient de l'argent.................... Il ussait le libertinage jusqu'à envoyer chercher femmes par la force.

*Lettre du Caïd et des Ulémas de Blida.*

---

( N° 25. )

*Rapport sur les réparations du Môle.*

Alger, le 22 Mars 1831.

Dans un rapport, en date du 24 Février der-

nier, remis à Mr le Général en Chef, l'ingénieur soussigné, a fait connaître l'état de dégradatio du môle et a indiqué les ouvrages qu'il était ur gent d'entreprendre pour éviter sa destructio complète et la ruine des magasins aux vivres qu y sont établis................

Depuis la rédaction de ce rapport, l'expérienc a prouvé l'insuffisance de tout autre moyen d conservation. Les empierremens qui avaient ét exécutés par le Génie militaire, pour fermer pr visoirement les principales brèches, ont été t talement détruits, quoique la mer n'ait pas é très-mauvaise : ils ont rempli le but qu'on s'éta proposé en les établissant, qui était de sauver l magasins de l'action des grosses mers qui ont o dinairement lieu vers le mois de Mars; mais, e même temps, ils ont fait voir qu'on ne pouva compter sur une réparation solide qu'en rétabli sant l'ancien mur du quai en bonne maçonne de pouzolane; toute autre réparation pourr coûter fort cher sans offrir la moindre garan de durée.

Signé Noel.

---

( N° 26. )

Il y eut autrefois, sur cette côte, une v appelée Jol; elle fut rebâtie par Juba, qui changea le nom en celui de Césarée.

Entre Césarée et Tritum se trouve Saldæ (Bugie). C'est là que le domaine de Juba confine aux terres des Romains.

Les cantons les plus voisins de la Mauritanie (Maroc) sont d'un meilleur rapport et de plus de ressources.

Après la Mauritanie, on trouve le pays des Massaissiliens, qui commence au fleuve Malochath. Ce fleuve sépare les sujets de Bocchus de ceux de Jugurtha.

Strabon, *liv. XVII.*

*In divisione quæ pars Numidiæ Mauritaniam adtingit agro, viris opulentior.*

Salluste, *Bell. Jug. XVI.*

---

(N° 27.)

A cette occasion, Antalas, chef des Maures du Byzacium, écrivit à Justinien une lettre où on lit : « Les Maures ayant souffert, de la part de Salomon, toutes sortes d'inhumanités depuis les traités d'alliance, ils ont été contraints de prendre les armes, non contre vous, mais contre leur ennemi cruel .......................................... Si vous voulez retenir les Maures sous votre obéissance.........., vous n'avez qu'à rappeler Sergius à Constantinople, et envoyer un autre Gouverneur en Afrique............... : n'espérez pas que, tant

qu'il aura ici le commandement de vos troupes, il puisse y avoir de paix entre les Romains et les Maures. »

PROCOPE, *hist. des Vend., liv. II, chap. XXII, traduction du Président* COUSIN *; à Paris*, 1672.

---

( N° 27 bis. )

Les Maures habitent, en toute saison, dans des cavernes, où il n'est pas possible de respirer ; ils n'en sortent, ni pour la neige, ni pour la chaleur, ni pour aucune autre incommodité ; ils couchent sur la terre ; il n'y a que les plus considérables qui mettent sous eux des peaux ; ils ne changent jamais d'habit ; *ils n'ont ni pain, ni vin, ni autre nourriture* préparée en la manière des autres hommes; mais ils vivent, à la façon des bêtes, de seigle et d'orge tout crus (*a*).

*(Traduction du même.)*

---

( N° 28. )

*Extraits des lettres du Bey de Titeri au Général* BERTHÉZÈNE.

Je vous ai instruit de ce que m'a fait le fils de

(*a*) La traduction latine du père MALTRET, de l'imprimerie royale, 1662, est encore plus précise ; elle porte : *pane, vino, cæterisque mitioris victûs commodis carent.*

l'ancien Bey; il a tenté de m'assassiner. Les gens du pays font aujourd'hui la garde à ma porte.

Il m'a été impossible de former le corps de trois cents hommes; les Turcs s'y sont opposés.......... J'étais même décidé à prendre la fuite pour me rendre auprès de vous, mais j'ai pensé que vous m'enverriez du secours. La ville de Médéah ne sera jamais tranquille si vous n'envoyez pas des troupes.................... Je vous prie de venir à mon secours avant que le mal n'augmente. Je ne peux pas sortir de ma maison; on a déjà tiré deux fois des coups de fusil sur moi. Tout le monde ici vous en rendra témoignage.

Le 11 de Moharem, 17 Juin.

Je désire que vous veniez pour le bien de la ville et la tranquillité de la Province, pour que tout rentre dans l'ordre et le devoir.

Signé Mustapha.

Nous Cadi, Muphti, Marabets, Scheicks, vous informons que la ville de Médéah est partagée en deux opinions par la faute du fils de l'ancien Bey. C'est lui qui aurait tué notre Bey actuel s'il n'avait été protégé par quelques habitans. Nous vous supplions, en conséquence, de nous envoyer des troupes. La sûreté de la ville l'exige, et notre vie est en danger. Ce sont surtout les Turcs qui cherchent à troubler la paix.

(N° 29.)

*Ordre du jour du 7 Juillet.*

Des hommes mal intentionnés, et dont les vues secrètes sont connues, s'efforcent de propager les nouvelles les plus fâcheuses, et d'accréditer les faits les plus absurdes et les bruits les plus alarmans sur les opérations de la division expéditionnaire.

Le Général, commandant le corps d'occupation, voulant faire connaître la vérité aux troupes qui n'ont pas eu l'honneur d'en faire partie, donne ci-après l'état des pertes éprouvées par les différens corps qui y ont coopéré.

| *Régimens.* | *Blessés.* | *Morts.* |
|---|---|---|
| 15e | 15 | 3 |
| 20e | 77 | 26 |
| 28e | 39 | 6 |
| 30e | 23 | 6 |
| 67e | 21 | 9 |
| Zouaves | 4 | 3 |
| 12e chasseurs | 12 | 2 |
| Chasseurs Algériens | 4 | » |
| 2e d'artilleurs | 1 | » |
| TOTAL | 196 | 55 |

Les pertes éprouvées en combattant vaillamment et pour l'honneur du nom Français, ne méritent nos regrets que parce que c'est du sang français qui a coulé; mais on doit s'étonner qu'elles

soient si minimes quand on fait attention au nombre de nos ennemis.

Quarante tribus, fesant près de douze mille hommes, nous ont attaqués, et plusieurs par trahison.

Dans le seul combat du 1er Juillet, les dix tribus que nous battîmes sur le plateau d'Ouhara perdirent huit cents hommes, dont quarante-cinq morts, parmi lesquels plusieurs Turcs de distinction. D'après tous les rapports, leur perte totale s'élève à plusieurs mille.

Soldats ! vous les avez toujours vus fuir devant vous, et toujours ils fuiront quand vous marcherez contr'eux. Soyez toujours dignes de vous, et jamais ils n'oseront vous attaquer en face.

Signé Baron BERTHÉZÈNE.

---

( N° 30. )

*Au Général en Chef.*

Nous avons entendu dire que vous vouliez gouverner toutes les provinces formant la Régence d'Alger comme du temps des Turcs. Nous avons entendu dire également que vous êtes bon, généreux, et que vous voulez établir une paix durable dans le pays ; que vous aimiez surtout ceux qui vous secondaient dans votre but de soumettre le pays. Le porteur de la présente, SEID-MOHAMED-BEN-EL-DIN-BEN-SIDI-EL-HAG-ISSA sera médiateur

entre vous et nous. C'est son père qui a prédit qu'un jour vous gouverneriez jusqu'à la vallée rouge. Il pourra vous être utile. Du temps des Turcs, on le consultait et l'on fesait cas de ses avis.

Signé Ben-Chaar, fils de Farshat, Scheick des Arabes.

---

( N° 31. )

*Au Général en Chef* Clauzel.

Je vous ai déjà averti de l'arrivée de l'envoyé de Maroc à Telemsan (Trémècen)........... ; il a envoyé des circulaires à toutes les tribus, pour les engager à lui obéir comme à leur chef.

.............................................

.............................................

.............................................

Il m'a envoyé une seconde lettre, par laquelle il m'invitait à lui livrer Oran. J'ai refusé une proposition aussi perfide. Il a résolu, dès ce moment, de s'emparer de la ville par force. Il a chassé les Turcs de Mascar; en mit une trentaine, ainsi que mon Calif, en prison...............

.............................................

Il a demandé le fort de Mechoir à Telemsan, et, sur le refus des troupes de le livrer, il l'a investi. Il m'a envoyé dire, en même temps, qu'il allait

se diriger sur Oran. Je vous prie d'envoyer ici deux mille hommes, et quelques canonniers et des canons de campagne. Je me charge de les nourrir; nous sommes convenus de cela avec les grands de la ville. Envoyez-les de suite; une fois que le pays sera tranquille, je vous renverrai ces troupes.

Signé : *le Bey d'Oran*, HASSAN.

---

( N° 32. )

*Au Général* CLAUZEL.

Général, j'ai l'honneur, etc.................
Je regrette d'avoir à vous annoncer que je n'ai été nullement satisfait de la position intérieure et extérieure du pays. Vos promesses étaient qu'à mon arrivée ici, je serais tranquille possesseur de la ville, de ses dépendances et de la Province, sauf le point de Trémècen; que tous les Bédouins étaient soumis, et que deux de leurs principaux chefs, MUSTAPHA et MUSSERLI, m'attendaient les bras ouverts. Au lieu de cela, j'ai trouvé, le jour même de mon entrée, la ville dans un état d'agitation.........................................

..............................................

Aux portes d'Oran, un parti de Bédouins échangeait, le même jour, quelques coups de fusils avec un des postes français. L'état intérieur est encore

moins rassurant..............................

.................................................

Je comptais trouver, dans le palais destiné à me recevoir, le mobilier du Beylick; on m'avait annoncé des approvisionnemens, des mulets, etc. Je n'ai vu, à la Cassaubah, que les quatre murs, aucune espèce d'approvisionnement, et des magasins vides..........................................

.................................................

.................................................

.................................................

Le jour de mon arrivée, j'ai écrit à MUSTAPHA et aux principaux chefs des tribus du voisinage, pour les engager à se rendre auprès de moi. MUSTAPHA et MUSSERLI ont répondu à mon appel en partant pour Trémècen; et un Scheick arabe, après avoir fait sa soumission entre mes mains et reçu des présens, a voulu, en sortant de la ville, s'emparer de nos bestiaux, et on a dû le repousser à coups de canon.

Vous voyez, Général, que vous avez été trompé, etc., etc., etc.

Je demande que le traité passé entre vous et S. A. le Bey de Tunis, soit considéré comme nul et non avenu, puisqu'on n'a pas rempli la plus essentielle de ses conditions, celle de nous livrer la Province d'Oran, sauf Trémècen, en état de tranquillité.

Je demande, en conséquence, que vous veuilliez

bien mettre à ma disposition les bâtimens nécessaires pour ramener moi et les miens à Tunis, attendu que je ne puis consentir à gouverner un pays où il n'y a ni sûreté pour nous-mêmes, ni communications avec l'intérieur, ni approvisionnemens, ni ressource aucune.

J'attends, etc., etc., etc., etc.

Signé Kerédin-Aga, Gouverneur par intérim de la Province d'Oran.

Oran, 16 Février 1831.

---

Nota. On aurait pu multiplier les pièces justificatives; l'embarras était dans le choix. Mais il a suffi à l'auteur de prouver qu'il n'avançait *aucun fait* légèrement et sans en avoir la preuve.

FIN.

# PRÉCIS

DES

# DERNIERS ÉVÉNEMENS

DE

# SAVOIE.

PARIS. — IMP. DE FÉLIX LOCQUIN,
16, rue N.-D.-des-Victoires.

# PRÉCIS

DES

# DERNIERS ÉVÉNE —

DE

# SAVOIE

PAR LE GÉNÉRAL

## RAMORINO.

PARIS

AMBROISE DUPONT,

LIBRAIRE-ÉDITEUR,

7, RUE VIVIENNE.

1834



# PRÉCIS
## DES
# DERNIERS ÉVÉNEMENS
## DE
# SAVOIE.

---

Dans ces temps de révolutions, lorsque la pensée publique est si gravement et si perpétuellement préoccupée, lorsque l'avenir semble se hâter pour les peuples et pour ceux qui les gouvernent, j'ai compris tout ce qu'il y avait de défavorable à parler de soi-même et du passé.

Mais on m'a fait un devoir d'élever la voix: la calomnie a été impérieuse comme un ordre;

elle ne m'a pas laissé le choix ; elle m'a imposé la nécessité de rompre le silence.

Que des événemens aient été mal connus, que des faits aient été mal rapportés ou altérés volontairement, que les choses et les actions aient été mal appréciées et diversement jugées, cette situation n'est point pour moi un sujet d'étonnement, bien moins encore est-elle une occasion de mauvaise humeur. Je sais tout ce qu'il faut supporter en politique : la liberté de discussion est à mes yeux trop nécessaire pour que je puisse songer à m'irriter de ses erreurs ou de ses abus. Je ne le dissimule donc point, s'il ne se fût agi que de l'exposé matériel des derniers événemens de Savoie, j'aurais gardé un profond silence, j'aurais laissé au temps le soin de rétablir la vérité, car je suis de ceux qui croient que tôt ou tard elle parvient à se faire jour.

Je me serais rappelé que je ne pouvais donner des éclaircissemens qu'en mettant à nu les secrets d'une entreprise faite dans l'intérêt de la liberté. Je n'aurais pas oublié qu'il y avait des

noms à écrire, des souffrances ou des fautes à dévoiler, des démarches à raconter, et, placé sous les regards de deux polices, celle de Charles-Albert qui procède par le meurtre, et celle de la sainte-alliance qui procède par d'infatigables persécutions, je me serais tu. Je n'aurais pas voulu réjouir nos ennemis par le récit de nos inutiles tentatives.

Attaqué dans ma réputation militaire, j'aurais bien facilement consenti à ne pas la défendre; j'eusse peut-être même fait volontiers l'abandon de mon passé, celui de mon présent. Après les grandes injustices dont ces temps modernes ont été les témoins, mon amour-propre pouvait à l'aise se réfugier dans l'indifférence; mais on a mis en question mon honneur comme homme et mon honneur comme chef; on a prononcé le mot de *trahison;* on m'a poursuivi d'accusations infâmes; on m'a cité à la barre de l'indépendance de tous les pays; mon nom, naguère encore exalté par tous les amis de l'affranchissement des nations, on a essayé de le flétrir, de le

dénoncer comme les noms de ceux qui devront être éternellement réprouvés par la liberté. C'est donc à mon avenir que l'on s'en prend ; c'est pour lui que je dois aujourd'hui descendre dans l'arène et combattre corps à corps.

Depuis ma sortie de l'école militaire de Saint-Cyr, j'ai servi successivement dans toutes les armes. Après avoir parcouru tous les degrés de l'avancement sur les champs de bataille de Wagram, de Moscou, de Dresde, de Brienne et de Waterloo; dès l'âge de vingt-trois ans, parvenu à un grade supérieur et décoré des ordres de la Réunion et de la Legion-d'Honneur, j'ai, aussitôt après nos désastres, donné ma démission. En présence de la Restauration et de principes politiques qui n'étaient pas les miens, j'ai ainsi renoncé, quoique sans patrimoine, à une carrière si heureusement commencée. Depuis ce temps, officier de fortune de la liberté, partout où j'ai entendu sa voix, je suis accouru : en Piémont, en Pologne, en Portugal, en Savoie, partout j'ai répondu à son appel, non pas avec des projets de

funeste turbulence, non pas avec des idées d'ambition personnelle, mais avec le sentiment profond de l'avenir d'une civilisation qui, à mes yeux, n'a point de patrie particulière, qui appartient au monde entier. Sur les champs de bataille, quelle qu'ait été leur étendue, je n'ai apporté que ma résolution, mon dévouement, et l'oubli complet de toute fortune individuelle : les faits sont là pour l'attester.

Laissant à d'autres les prévisions gouvernementales, peu confiant dans mes propres lumières, je ne me suis jamais mêlé de tout ce qui pouvait diriger les destinées des peuples affranchis.

Ma tâche, à moi, celle que j'ai choisie, c'est le triomphe de la liberté luttant contre les forces de ceux qui l'oppriment; ma tâche est toute d'action, elle est toute militaire.

Dans les reproches qui m'ont été adressés, la malveillance a mis une bien déplorable affectation à ne point me considérer sous ce point de vue, le seul qui fût juste et véritable. Je n'avais à donner à ceux qui m'appelaient que mon

bras et mon dévouement ; l'habileté politique n'est point de mon ressort.

Après cette déclaration, on concevra quel éloignement j'éprouve pour tout ce qui peut ressembler à de l'intrigue.

Quelques hommes ont pu s'irriter de cette disposition des esprits qui exige maintenant que chacun réponde publiquement de ses actions. Pour ce qui me concerne, je m'en félicite. Ces éclaircissemens donnés à la face du pays, discutés par tous, soutenus par les uns, repoussés par les autres, vont bien à ma franchise, et jettent dans la polémique écrite quelques-unes des habitudes militaires auxquelles je reviens toujours avec tant de plaisir.

Je serais presque tenté de remercier mes ennemis de l'occasion solennelle qu'ils m'ont offerte, non pas de me *justifier*, c'est un mot que je ne puis accepter, mais de me disculper des fautes et des méfaits qu'il leur a plu d'admettre ou de me prêter. Et cependant, je l'avouerai, il y a dans la calomnie quelque chose de bien péni-

ble ; être sans relâche en butte aux mensonges les plus odieux, les voir répétés et accrédités avec la plus inconcevable promptitude, avoir à soustraire sa personne aux recherches les plus actives, et à soustraire sa réputation aux impostures les plus atroces et les plus persévérantes, c'est là, j'en conviens, une douloureuse position !

Ah ! si dans de tels instans on venait à désespérer de la vérité, on désespérerait de l'avenir, on désespérerait de la vie ! Mes ennemis, en me plaçant dans cette situation si affreuse, ont trop oublié que mon existence, tout entière consacrée à la liberté, devait, en ce moment surtout, redoubler d'énergie et de force pour se conserver à elle. En dépit de tant d'injustices, en dépit de si déplorables divisions, je n'impute point à la li bert ce qu'on m'a fait souffrir en son nom.

Les coups les plus rudes, les plus sensibles à mon âme patriote, m'ont été portés quelquefois par des feuilles qui se proclament indépendantes; la presse ne m'en est pour cela ni moins chère, ni moins précieuse ; je sais qu'elle est la sauve-

garde de toutes nos franchises : je n'ai donc point à l'accuser, je ne lui demande aujourd'hui que ma part du soleil périodique, non pas pour la distraire, à mon profit, de la lutte qu'elle soutient avec tant de courage dans l'intérêt de tous, mais pour me mettre à même de détruire les tristes impressions qu'elle-même a contribué à faire naître et à répandre : c'est justice que je réclame d'elle, elle ne la refusera pas.

Qu'on se rassure! En soulevant, malgré moi, un voile que j'aurais voulu épaissir, non pas sur ma propre conduite, mais sur les malheurs de la cause nationale, je me souviendrai jusqu'au bout que j'écris sous les yeux avides des accusateurs et des bourreaux.

Je n'immolerai rien à ma propre défense. Je suis bien loin de vouloir me faire un mérite de cette circonspection; je la regarde comme un devoir sacré; elle est dans mon cœur tout aussi bien que dans ma conscience. Si elle enlève quelque chose à la clarté de mon récit, si elle affaiblit mes preuves et mes assertions, seul j'aurai à porter

le poids de la défaveur de cette obscurité; mais du moins ma foi restera intacte. Je ne connais point de circonstances qui puissent me faire chercher ma propre sûreté, aux dépens de celle de mes compagnons de périls, quelle qu'ait été d'ailleurs leur manière d'agir envers moi.

On ne m'a pas épargné; la haine et la calomnie ont été contre moi poussées aussi loin qu'elles pouvaient l'être.

Le journal qui s'est fait l'organe de mes accusateurs n'a tenu aucun compte des gages que dans trois contrées différentes j'avais été assez heureux pour donner à la liberté.

Grâces aux efforts de l'*Europe centrale*(1), tout entière à la dévotion de mes calomniateurs, on a oublié en quelques heures les actions de ma vie politique et militaire; et, comme si la méchanceté avait eu en elle-même le sentiment des représailles qu'elle s'est attirées, elle a craint que je ne vinsse à rendre le mal pour le mal.

(1) Journal imprimé à Genève.

Jugeant de mon caractère par le leur, mesurant mon indignation à leur propre perversité, ils ont compris que la vengeance serait peut-être mon premier besoin, mon premier désir.

Encore une fois qu'ils se rassurent! Vainement ont-ils dit au public que je me livrerais à des révélations, que je produirais des lettres qui ne me justifieraient qu'en compromettant des tiers. Cette crainte de leur part n'est pour moi qu'une démonstration nouvelle du peu de connaissance qu'ils ont de mes sentimens. Ils ont employé la menace (1)! Si quelque chose eût pu me porter à l'indignité dont ils me croyaient capable, leur injurieux défi était certainement le moyen le plus sûr de m'y amener. Ma modération, je la puise, non pas dans des ménagemens que je ne

(1) On lit dans l'*Europe centrale* du 11 février, n° 42 : « Cependant nous lui donnons un avis, un dernier avis : c'est que si, après avoir compromis une cause, il venait à compromettre des individus par les papiers qu'il a en mains, alors l'accusation retomberait avec plus de force encore sur sa tête, et il aurait à en compter avec les patriotes de tous les pays. »

crois point leur devoir, mais dans ma conviction, dans le respect de moi-même.

Dans les documens sur lesquels j'appuierai ma relation, aucune lettre ne sera produite en entier; personne ne sera compromis par moi. Si je cite quelques noms, ce ne seront que ceux des hommes que leur rage d'accusation a poussés à s'afficher eux-mêmes : ce n'est pas moi qui les nomme; eux seuls se sont désignés. Plus adroit et plus réservé qu'ils ne l'ont été, plus soigneux de leur sûreté, toutes les fois que je ne pourrai pas éviter la citation de quelques fragmens de leurs lettres, j'omettrai dans leur contenu ce qu'elles pourraient renfermer de préjudiciable à qui que ce soit, ou de nuisible à la cause que nous avons défendue ensemble.

Ils ne doivent me savoir aucun gré de ces précautions; leurs remercîmens sont tout aussi inutiles que leurs menaces. Je ne serai pas plus un *dénonciateur* que je n'ai été un *traître*.

Avant d'entrer en matière, je veux aussi détruire l'opinion qui affirme que j'ai été la dupe

d'une machination de la sainte-alliance ou de je ne sais quel comité russe établi à Paris, dont je n'ai jamais eu la moindre connaissance.

Je n'ai été en relation avec aucun émissaire de la sainte-alliance, car je n'ai vu que des agens des chefs de la jeune Italie. Ils m'ont demandé si celui qui n'avait pas hésité à courir au secours de l'indépendance en Pologne, consentirait à prendre part à la régénération de la liberté en Italie, et à délivrer ce pays du joug sous lequel il est asservi. J'ai répondu affirmativement à cette question : j'ai déclaré que j'étais prêt à me mettre à la tête de l'armée piémontaise, lorsque cette armée et le pays qu'elle occupe seraient eux-mêmes en mesure de résister au pouvoir qui les opprime.

Cette première démarche fut suivie de plusieurs messages auprès de moi. On ne cessait de me dire que tout était disposé; que cette armée se rangerait sous la bannière de l'indépendance italienne; qu'il y aurait de ma part une indifférence coupable à ne pas prendre la direction

de ce mouvement. Pour me déterminer, on me rendait en quelque sorte responsable des suites du moindre retard.

On en appelait à mon cœur; on me présentait un avenir de regrets et de remords, si mon refus entraînait quelque conséquence funeste pour la cause.

A toutes ces phrases, je me contentai de répondre que sitôt que j'aurais la certitude que tout était prêt, je ne balancerais pas à me consacrer à cette entreprise nationale. Alors on redoubla d'instances et de prières, on me pressa, on m'adjura sans relâche. A les en croire, ma présence devait être décisive; je devais tout entraîner par ma seule arrivée, tout décider en me montrant.

Je fis une dernière observation: je leur représentai qu'on n'avait besoin de moi que quand on serait devant l'ennemi: « Faites donc votre insurrection, leur disais-je; lorsque vos forces seront réunies, lorsqu'il ne s'agira plus que de la direction de vos troupes, je n'épargnerai rien pour assurer le triomphe ».

Je cite ici les phrases textuelles de Mazzini, mon principal accusateur, et signataire d'une des lettres publiées dans l'*Europe centrale* :

« Si vous ne venez, général, de suite avec nous, « l'on croira que vous réprouvez notre mouve-« ment, que vous n'avez pas foi en l'Italie. Pour-« quoi ne voudriez-vous pas partager nos dan-« gers et nos succès dès le premier moment? On « sait bien que ce n'est pas le danger que vous « voulez éviter ; on dira donc : C'est du succès « dont il ne veut pas avec nous. — Nous sommes « prêts. La colonne de X......... est prête depuis « long-temps; la colonne de 300 h. à ....., est « prête.—800 hommes, y compris une colonne « savoisienne qui se réunira en Suisse pour en-« trer avec nous, sont prêts. Pourquoi ne nous « dirigeriez-vous pas? Je vous adjure, au nom de « la cause et de la patrie italique, par tout ce que « vous avez de plus cher; venez, venez sans dé-« lai, venez, etc. »

Je le déclare, mon dévouement seul a vaincu mes doutes et mes craintes sur l'insuffisance

des ressources dont on me parlait; seul il m'a fait tout oublier, pour ne plus songer qu'à me donner à ceux qui demandaient si instamment mon assistance et ma coopération. . . .

Je refuse d'arrêter ma pensée sur le parti qu'on a voulu tirer de mon nom; mais je ne puis le dissimuler, les événemens me l'ont révélé. Dans l'esprit de ceux qui me suppliaient avec tant de persistance, j'étais, dès mon départ de Paris, *bien plutôt destiné à couvrir la déception et la défaite, qu'à faciliter la victoire*. . . . . .

Il y a au fond de mon cœur une voix qui me crie que ceux-là même auxquels je venais de livrer à la fois ma personne et mon honneur, ne cherchaient qu'à se faire de l'une et de l'autre un rempart pour abriter leur imprévoyance, cacher leur impéritie, et se faire pardonner, en m'immolant, leurs impardonnables illusions.

Maintenant, à la vue de ces dissentions, à la vue de cet empressement avec lequel, en Suisse et en France, la calomnie a trouvé des écrivains pour la répandre et des lecteurs pour y croire; en pre-

nant la plume pour repousser des imputations qui n'ont pas même daigné être logiques et raisonnables ; obligé de me défendre contre l'infâme et contre l'absurde, je ne puis m'empêcher de gémir sur ces discordes qui divisent et qui déciment nos rangs patriotes.

Eh quoi ! nos ennemis savent s'unir pour l'attaque, et nous ne savons pas nous unir pour la défense. Nous accueillons les plus cruelles accusations, sans même les discuter. — Pour nous, le passé n'est plus rien dans la balance du présent, et le présent n'est plus une garantie pour l'avenir : ce sont de tristes et sévères leçons ; elles ne sont propres qu'à porter dans tous les cœurs le chagrin et le découragement, et pourtant c'est de la persévérance et du courage qu'il faut à notre lutte contre la puissance ; c'est de la persévérance et du courage de toutes les heures et de tous les jours ! Par quelle fatalité n'épargne-t-on rien pour abattre au lieu d'élever, pour anéantir au lieu de ranimer?

Je ne me plains pas, la plainte va mal à mon

caractère; mais je m'afflige profondément de cette absence de concorde et de tactique qui sont la source de toute vigueur et de toute durée. Quelle force en effet ne donne-t-on point à nos antagonistes, lorsqu'ils voient les patriotes se détruire entre eux! Jetons les yeux sur le camp ennemi; nous n'apercevons pas de pareilles fautes.

Sont-ils plus sages?

Sont-ils plus habiles?

Je publie mon journal militaire de l'expédition de Savoie, sans orner les faits; j'éloigne tout ce qui peut les dénaturer. Je me soumets à cette publication comme on se soumet à un devoir; je ne veux point donner d'importance à ce qui n'en a pas; je raconte, et voilà tout. Ce travail est fait loin de toute impression d'amour-propre ou de vanité. Les injustices ne m'abusent ni ne m'irritent; que les signataires des imputations dirigées contre moi persistent ou non dans leur système

accusateur, je tiendrai à eux et à tous le même langage.

Mon amour pour la liberté est tel qu'il respire et vit en moi, malgré vos outrages ; il ne s'éteindra qu'avec moi-même ; et c'est cet amour qui me fait encore crier sous les coups de votre ostracisme : « Union, patriotes, union !
« Si dans les tempêtes qui nous pressent, cha-
« que matelot s'érige en pilote, et ne consulte
« que ses émotions et ses caprices, le vais-
« seau périra ; il ne portera à la rive que des ca-
« davres et des débris, autour desquels éclatera
« l'infernale joie de nos ennemis ! »

Au premier cri poussé contre moi, je n'ai pas pu croire que des calomnies, telles que celles dont j'ai été l'objet, trouvassent le moindre crédit et prissent quelque consistance.

En lisant dans la *Gazette de Lausanne* les premiers reproches que l'on m'adressait, et les premières accusations qu'on cherchait à accré-

diter, je me contentai d'une lettre, dans laquelle je m'expliquai avec la plus grande modération (1). Cette lettre, malgré la circonspection qui l'avait dictée, puisqu'elle ne révélait les fautes de personne, déplut cependant à ceux qui, en jetant le blâme sur moi, proclamaient leur propre infaillibilité. *L'Europe centrale* comprit sans doute le danger qu'il y avait pour mes accusateurs à mener les choses trop loin; elle se hâta d'arrêter toute discussion, en s'écriant.... *Paix à toutes les fautes !*.... Mes ennemis, persuadés alors que mon silence laisserait le champ libre à leurs assertions, négligèrent le conseil que leur

---

(1) Pour ne pas surcharger mon récit de pièces qui entraveraient sa marche, j'éviterai, autant qu'il sera possible de le faire, la production des articles des journaux, et de mes réponses à ces articles. Cet écrit étant destiné à résumer toutes mes explications, ce serait faire un double emploi que de replacer sous les yeux du lecteur celles que j'ai données, et que les faits que je rapporte aujourd'hui mettront pour ainsi dire en action; je me contenterai de citer à l'appui de mes assertions les pièces indispensables pour les justifier. Ce n'est pas un *factum* politique que je veux publier, ce sont des explications, dans lesquelles je dois apporter autant de simplicité que de vérité.

donnait leur propre journal ; ils oublièrent trop promptement tout ce qu'ils avaient eux-mêmes à se reprocher ; et, contrairement à la maxime de Pope : « Qu'un homme ne devrait jamais « avoir honte d'avouer ses torts, car faire de « pareils aveux, c'est dire seulement qu'on est « plus sage aujourd'hui qu'on ne l'était hier, » ils publièrent, sous le titre de *Document de la jeune Italie*, un libelle tellement chargé d'invectives et de monstrueuses calomnies, que je n'hésitai pas à penser qu'elles retomberaient de tout leur poids sur ceux qui les avaient forgées.

Plusieurs journaux, trompés certainement (j'ai trop de répugnance à croire à la malveillance calculée et à la mauvaise foi), ont admis et répété leurs assertions : il faut donc répondre. Je m'expliquerai avec plus d'étendue que je ne l'ai fait jusqu'ici, mais sans me laisser aller à un esprit d'irritation ou de haine que je n'ai jamais connu.

Comme chef militaire, je vais d'abord donner le bulletin exact des opérations, afin que le lecteur puisse, par ces détails et par la seule inspection du tracé topographique, joint à cet ouvrage, juger s'il eût été possible d'agir autrement que je ne l'ai fait.

Puis, comme homme politique et comme homme privé, attaqué dans mes principes et dans ma probité, je répondrai, sans phrases étudiées, avec un accent qui sera celui de ma conviction et de la vérité, aux diverses attaques et aux calomnieuses imputations qu'on a amoncelées contre moi. Je ne négligerai rien; mais on comprendra cependant qu'il y a des mensonges tellement énormes et tellement odieux, que la réponse que je veux leur adresser doit être aussi courte qu'énergique. Opposer la lenteur du raisonnement à l'audace rapide de l'imposture, serait une véritable duperie, à laquelle je ne peux pas me soumettre. Après tout, pour mes accusateurs aussi bien que pour moi, le public est

juge souverain : c'est donc lui seul que je dois convaincre. La calomnie, je ne l'ai que trop bien appris, n'avoue jamais ses défaites.

---

# JOURNAL MILITAIRE

DES

## 30 ET 31 JANVIER,

## 1er, 2 ET 3 FÉVRIER 1834.

---

L'ISSUE de cette expédition a donné lieu à des versions contradictoires. Je dois, avant tout, désavouer les journaux qui ont annoncé, les uns que les insurgés, après avoir été battus, se sont repliés sur Genève; les autres, qu'une partie de cette troupe a été faite prisonnière. Rien de tout cela n'a eu lieu; et en substance, la tentative faite du côté de la Suisse s'est bientôt changée en une simple reconnaissance d'avant-garde qui s'est portée sur le terrain de la Savoie, et

qui, après 36 heures employées en marches, contre-marches et changemens de positions, dans le seul et unique but d'attendre les renforts promis, est rentrée lorsqu'elle s'est vue trompée dans ses espérances.

Elle a reconnu l'impuissance où elle était d'aller avec une poignée d'hommes, la plupart inhabiles à la guerre, affronter des troupes exercées, maîtresses à la fois d'attendre nos attaques, de les provoquer, ou de reculer, pour nous attirer dans des positions de leur choix.

Après maints tours et détours pour éviter d'être entravé dans mon voyage, j'arrive à Rolle le 30 au matin.

J'envoie M. D... à Genève, près d'un ami, pour savoir par lui où en sont les choses, et pour que mon frère, établi en Savoie, soit prévenu de mon arrivée.

A sept heures du soir, retour de mon envoyé, accompagné d'un patriote de Genève, tous deux porteurs de lettres: l'une signée par Mazzini et Bianco (1), l'autre par deux généraux

(1) M. Mazzini était alors l'agent principal de l'insurrection. Bianco était chargé du commandement militaire italien; il avait été nommé par *intérim* commandant en second, et mon remplaçant au besoin. Tous deux sont aujourd'hui à la tête de mes accusateurs.

patriotes, qui s'étaient rendus à Genève pour m'y attendre, mais qui, par un zèle louable, s'étaient, avant mon arrivée, présentés eux-mêmes, depuis le 24, aux membres du comité, qui les engagea à participer à ses travaux, et désigna l'un d'eux pour remplir les fonctions de chef d'état-major.

Les lettres confiées aux deux arrivans étaient, l'une la pièce n° 1, l'autre la déclaration n° 2.

---

30 janvier 1834.

N° 1. Général,

La mobilisation est non-seulement commencée, mais presque achevée. Maintenant on ne peut, on ne doit plus reculer. Le gouvernement est dans des dispositions hostiles; nos dépôts d'armes sont menacés, et là est toute notre entreprise. On arrête les Polonais, on veut faire marcher nos Italiens dans l'intérieur; on menace de mettre un cordon sur les bords du lac; la gendarmerie est sur pied; nous recevons des avis qui nous invitent à agir sous deux jours au plus tard. Nous ne voulons pas que cette affaire soit perdue.

Nous sommes donc décidés à agir dans la nuit du samedi au dimanche.

Nous avons 300 hommes de Carrouge et des environs de la frontière savoyarde.

Nous avons 60 Polonais à Genève, 140 à peu près dans les cantons de Vaud et de Genève.

Nous avons une centaine d'Italiens ici ou à Nyon.

On jugera par la teneur de ces lettres, du degré de sécurité qu'elles devaient m'inspirer, et de la nécessité où je me trouvais alors de croire aux promesses qui m'étaient faites, et de me rendre à leurs pressantes invitations. L'une de

---

Nous avons, entre Allemands et Suisses, 150 à 200 hommes. Calculez si vous voulez sur 150.

Tous ces calculs sont faits au *minimum*; je ne veux pas vous exagérer, je diminue plutôt.

Nous avons chaque jour 10 à 12 soldats qui nous offrent de déserter et de marcher avec nous; c'est à peu près de même partout dans les garnisons.

Général, j'engage, nous engageons tous notre honneur sur la vérité des faits exposés; je vous adjure à partir de suite.

Je m'en réfère, pour le reste, à la dépêche des généraux S.... et E....

MAZZINI.

Général,

Votre arrivée calme l'anxiété qui nous tourmentait, et qui nous obligeait à rester dans un état d'incertitude sur le choix des commandans, sur les colonnes, états-majors, etc. Les circonstances nous ont tellement poussés, que nous avons été astreints à former un centre militaire pour régler, autant que possible, la mobilisation, duquel on m'a nommé président momentané. Je me joins à *Mazzini* pour vous affirmer la réalité des élémens désignés dans sa lettre, et vous solliciter à vous rapprocher de nous pour mettre la dernière main à l'œuvre, et marcher au plus tôt à

ces pièces était signée par les membres du gouvernement provisoire. L'autre, venant à l'appui de la première, était signée par les deux généraux, mes anciens frères d'armes, ayant toute

---

la victoire; ce à quoi vous êtes habitué depuis longtemps. BIANCO.

N° 2. Les généraux S.... et E.... sont à Genève depuis le 24; ils ont pris une parfaite connaissance des affaires. Les forces piémontaises en Savoie sont dans le même état qu'elles l'étaient, et dans la même position. Nous pouvons compter, pour entrer en Savoie, sur 800 hommes armés. Sur l'invitation du comité, nous nous sommes réunis, en ne vous voyant pas arriver, sous la présidence du général *Bianco*, que le comité a nommé commandant en second, et votre remplaçant au besoin. On a décidé à ce conseil que, tout le monde étant en mouvement et les choses favorables à l'intérieur de la Savoie, il faut agir sans délai. Le 2 février, avant le jour, la colonne de Genève entrera sur le territoire de la Savoie; le 2 au soir, les colonnes de ..... et de .... prendront l'offensive. Les ordres sont donnés et partis; et comme le général S..... a été nommé chef d'état-major, il a rédigé les ordres: nous vous attendons impatiemment. En attendant, tout est au moment d'être découvert si l'on tarde encore. En n'arrivant pas à Genève, vous nous priveriez de la moitié de nos forces morales. Ce serait un véritable malheur que nous ne pouvons craindre.

Le 30 janvier 1834.

*Signé*, Les généraux S.... et E....

ma confiance, et qui, par leur présence sur les lieux, et leurs relations avec le comité, avaient été à même de juger les choses.

Pendant que j'étais occupé à prendre connaissance de ces dépêches, arrive en poste un individu qui demande avec instance un entretien avec moi. Il était porteur d'un billet de Mazzini, qui m'engageait à mettre une entière confiance dans les renseignemens que cet homme, M. R... me donnerait sur les préparatifs insurrectionnels de la Savoie, et sur l'élan sympathique prêt à éclater.

Cet envoyé s'était apparemment fait une loi de croire tout ce qu'il espérait, et ne doutant de rien, il ne répondait aux observations qu'on lui faisait qu'en levant toutes les difficultés. Quand je lui demandais : s'est-on procuré telle chose ou tels moyens? Tout est prêt, tout est prévu, disait-il; venez, général, venez...

D'après de telles assurances, tant écrites que verbales, je convins avec lui que le lendemain 31, à sept heures du soir, je serais à Genève, dans un hôtel convenu, au Pâquis.

*Du* 31.

Pour éviter la route directe, afin de me soustraire aux entraves des autorités des cantons de

Vaud et de Genève, j'emploie les deux tiers de la journée à faire un circuit; je descends à l'hôtel sur les sept heures; j'y trouve mon frère qui, malgré une douloureuse maladie qui le retenait au lit depuis deux mois, s'était fait porter à Genève, abandonnant, avec sa famille, ses affaires et son commerce, dans le but de me voir, et de se soumettre aux chances qui m'étaient réservées.

Bientôt arrivent Mazzini, Bianco, M. R..., les deux généraux attachés à l'état-major, deux officiers Polonais et deux Italiens. Sont présens aussi M. D..., mon frère et mon neveu.

On se forme en conseil. On ne me produit aucun des actes insurrectionnels: ce n'était point mon affaire; j'ignorais même, et j'ignore encore aujourd'hui quelle était la composition entière du gouvernement provisoire.

On me soumet la situation numérique des forces disponibles (1) et le livre d'ordres où

---

(1) *Situation détaillée des forces disponibles.*

**Présens.**

| | |
|---|---|
| Polonais | 160 |
| Italiens | 70 |
| Savoyards | 200 |
| *A reporter...* | 430 |

se trouvaient consignées les diverses mobilisations prescrites et ordonnées avant mon arrivée. (1)

---

| | |
|---|---|
| *D'autre part...* | 430 |
| Allemands ........................... | 35 |
| Suisses................................ | 58 |
| Français .............................. | 50 |
| Qui seront rendus le soir. | |
| De Genève............................ | 20 |
| Sur la frontière...................... | 100 |
| De Berne.............................. | 40 |
| De Fribourg...... .................. | 50 |
| Total.......... | 783 |

(1) Je ne saurais produire les pièces de ce livre d'ordres, car, par un excès de délicatesse dont le public sera juge, un Italien, M. M..., qui avait demandé à faire le service près de moi en qualité d'officier d'état-major, et à qui, en raison de ses fonctions, j'avais confié ledit livre et d'autres papiers de service militaire, s'est contenté de me répondre, quand je lui ai fait réclamer ce dépôt, qu'il avait jugé à propos de remettre tous ces papiers au gouvernement provisoire, « attendu que nous dépendions tous, m'écrit-il, et vous aussi, général, de ce gouvernement. » C'est ce même Italien qui m'impute d'avoir dissous de ma seule volonté la troupe insurrectionnelle, comme s'il eût pu être témoin de ce qui se passait au camp à 4 heures du matin, tandis que, dès 2 heures après minuit, lors d'une fusillade qui a causé une vive alerte, il a été faire filer les équipages sur Genève, et qu'il n'a plus reparu au bivouac, où s'est tenu le conseil qui a décidé la dissolution. Voilà pourtant ces hommes qui s'érigent en accusateurs !

Croyant remarquer peu d'ensemble dans la distribution de ces divers ordres, je fis observer au conseil que le mouvement ordonné pour le lendemain me paraissait bien précipité. On me répondit qu'il n'y avait pas moyen de l'ajourner, attendu que sur d'autres points on avait l'ordre d'agir à la même époque.

Ce raisonnement devint pour moi péremptoire; je tins pour lors ce langage:

« Les choses sont décidément trop avancées « pour m'arrêter à juger de l'opportunité ou de « l'inopportunité de l'action. Pour le moment, je « m'en réfère à toutes les assurances, à toutes les « garanties que vous me donnez. Une pareille en- « treprise ne peut commencer sans la perspective « de quelques chances; car si notre mouvement « est intempestif, s'il ne se trouve secondé, les « fers qui pèsent sur la patrie, allégés encore au- « jourd'hui par l'espérance, se trouveraient alors « rivés; et sur cette rivure il serait désolant « d'y voir gravés ces mots terribles:

Uscite di speranza
Voi ch'entrate!

On se récria sur mes appréhensions.

J'ordonne donc le mouvement pour le lendemain soir.

Le rendez-vous général avait déjà été fixé au Plant-des-Ouates, village situé sur le territoire genevois, entre Carrouge et Saint-Julien. J'approuve cette disposition, et je fixe l'heure entre 10 et 11, mais en révoquant l'ordre et l'itinéraire couchés sur le livre de mouvement, qui prescrivaient à la colonne d'Allemands et de Polonais (qu'on me disait forte de 250 hommes), de quitter Nyon, le 1er., dans la journée, pour se trouver le soir au rendez-vous général. J'ordonnai que cette colonne, au lieu de suivre le chemin direct sur Genève, se rendît, en quittant Nyon, sur la droite du Rhône, à *Arvilly* et à *Chaney*, pour traverser le fleuve dans les bacs établis sur ces points, et y attendre mes nouveaux ordres.

Je destinais cette force à prendre St.-Julien à revers.

Toutes ces dispositions arrêtées, le conseil se retire. J'enjoins au général Bianco et aux deux autres généraux de se rendre le lendemain, à huit heures, à mon quartier-général.

*Du 1er. février.*

A 8 heures, arrivent le général, chef d'état-major, et M. R.; et celui-ci me présente M. C., ainsi qu'un brave Savoisien, désigné pour commander la colonne savoisienne.

Mazzini m'écrit deux mots pour m'engager à faire une proclamation; comme elle était destinée à encourager le noyau des huit cents hommes qui m'étaient promis, je donne à sa rédaction la teneur suivante:

FRÈRES D'ARMES,

« Si j'envisage le nombre des troupes qui oc-
« cupent les contrées que nous allons parcourir,
« je ne trouve en nous que la force numérique
« d'une avant-garde, mais d'une avant-garde de
« la liberté, d'une avant-garde qui ne saurait ren-
« contrer de population inhospitalière, d'une
« avant-garde enfin qui n'aura que les Séides en-
« crassés du despotisme à combattre. Or, dans
« ce cas, notre tâche est de les vaincre, et non
« de les compter.

« Mes amis, la discipline est inséparable d'un
« bon soldat; mais ici, à la discipline militaire,
« nous devons joindre les qualités d'un bon ci-
« toyen, parce que nous sommes soldats ci-
« toyens. »

A neuf heures, vient le général Bianco, me prévenir que la colonne de Nyon n'a pu exécuter l'ordre de se rendre sur le Rhône, qu'elle a été dans la nécessité de s'embarquer au port de Nyon, pour éviter d'être faite prisonnière par

les troupes du canton de Vaud. Il ajoute que sur les barques sont aussi placés les armes et les effets d'habillement destinés à cette colonne.... Il demande mes ordres..... Pour obvier à ce premier contre-temps, j'ordonne qu'un officier intelligent, au choix du général Bianco, soit envoyé sur un esquif au-devant des barques, et que l'on prescrive au chef de ce convoi de faire louvoyer les bateaux jusqu'à la nuit, pour éviter de donner l'éveil aux troupes genevoises.

A dix heures, revient le général Bianco, m'annoncer que la colonne de Nyon s'est hâtée de débarquer à la Pellotte, sans en avoir reçu l'ordre, et qu'aussitôt le contingent genevois avait cerné les débarqués, et s'était emparé de leurs armes, de leurs munitions et de leurs effets d'équipement.

Cependant le général Bianco me fait espérer qu'un soulèvement populaire très-imminent, à en juger par l'agitation des habitans, fera bientôt libérer les Polonais. J'en accepte l'augure, et je prescris à ce général de se porter à Carrouge, afin d'avoir une surveillance immédiate sur le restant de nos enrôlés, qui, d'après la situation donnée, habitaient tous en ce moment Carrouge, et étaient, d'après la même situation, au nombre de 5 à 600.

Je le préviens que j'allais porter tout de suite mon quartier-général au Plant-des-Ouates; j'ajoute que je devançais le moment de ce départ, par rapport aux perquisitions que la police allait faire dans l'hôtel que j'occupais.

J'embrasse mon frère, que je laisse livré à ses souffrances et à la plus vive inquiétude.

Accompagné du général chef d'état-major, je vais à pied, pour éviter les regards des agens placés aux portes de la ville, chargés d'arrêter les voitures, et de prendre les noms des voyageurs.

A deux heures de l'après-midi, j'arrive au Plant-des Ouates, où mon frère avait fait conduire par son domestique des caisses contenant mes effets d'équipement, et ceux de mes aides-de-camp et de mon neveu.

En traversant Carrouge, mon chef d'état-major reconnaît de loin le colonel polonais, Antonini, se dirigeant vers la maison occupée par le général Bianco. Comme nous savions que cet officier supérieur faisait partie de la colonne de Nyon, je lui fais dire de se rendre au quartier-général, pour obtenir de lui des renseignemens certains. Sitôt arrivé, il nous détaille tout ce qu'avait fait le contingent du gouvernement du canton de Vaud, pour forcer tous les réfugiés arrivans à interner dans le canton de Berne, et

la résolution de ceux-ci de s'embarquer, pour éviter de se trouver cernés.

A trois heures, des voituriers s'adressent à moi pour me dire qu'ils ont des voitures remplies de fusils, qu'ils ne savent où les conduire, et qu'ils appréhendent que les soldats du contingent genevois, qui dans le moment faisaient l'exercice dans un pré du Plant-des-Ouates attenant à la grande route, ne vinssent à les saisir. — Singulière prévoyance de la part des commissaires du gouvernement provisoire !... Abandonner à la merci d'inconnus des fusils et des munitions destinés à l'entreprise !.... Je profitai de la bonne volonté de ces conducteurs, qui consentirent à cacher leurs charrettes dans des granges et sous la paille.

Le général Bianco, toujours à Carrouge, m'envoyait à chaque instant des messages. Comme ce général est au nombre des signataires du document accusateur, daté du 13 février, et qu'en conséquence il a oublié, le 13, les divers rapports qu'il m'a faits le 1er, et qui ont dû me servir de règle, tout comme il a oublié aussi, le 13, qu'il faisait partie du conseil de guerre qui, le 3, au matin, a décidé à l'unanimité la dissolution, je cite ici textuellement trois de ces rapports :

## N° 1. — *A M. le général Ramorino.*

Général,

Les dépositaires des armes ont tenté, je ne sais par quel ordre, de porter un convoi d'armes à la lisière de la frontière; mais ayant su que le colonel suisse est là avec son contingent, ils ont rétrogradé à la place antérieure. Ayez la bonté de me dire votre intention à l'égard des armes, et de la réunion des hommes qui sont à Carrouge et à Genève.

Le contingent a été en partie renvoyé chez *soi*, et sera réuni en entier ce soir à huit heures.

On me dit que le contingent n'est point disposé à agir activement contre nous.

Carrouge, 1er février 1834, à deux heures.

## N° 2.

Général,

Dans l'instant même nous venons de recevoir la nouvelle consolante que la colonne des Polonais qui ont été cernés viennent d'être relâchés, et que seulement les armes sont gardées à vue par 50 soldats du contingent genevois.

Toutefois, je ne vous le dis point comme une chose sûre.

Carrouge, quartier-général, le 1er février 1834.

N° 3.

Mon Général,

Je viens de parler à un Monsieur venu exprès de Saint-Julien pour m'avertir que la garnison de ce pays a été augmentée et portée à quatre cents hommes d'infanterie, un escadron de cavalerie (carabiniers), et tous plastronnés de cartouches.

Carrouge, 1er février 1834, quatre heures et un quart.

Il est cinq heures. J'avais été, avec le chef d'état-major, reconnaître, à droite de la route en venant de Genève, un terrain propre à la réunion des hommes, et placé de manière à n'être pas en vue. Arrive le général Bianco, qui m'avertit que les armes ont été reprises par le peuple; mais que quant aux Polonais, ils étaient toujours cernés; qu'il était même question de les embarquer. Je me rends à Carrouge; je vais au logement du général Bianco, dans une chambre remplie

d'Italiens et de Polonais. On me dit que le contingent paraissait vouloir devenir hostile, que l'on allait nous débusquer du Plant-des-Ouates à l'heure convenue pour le rendez-vous général de nos forces; que pour éviter ce malheur, il n'y avait qu'à se rendre tout de suite au Plant-des-Ouates, puisque tous les hommes se trouvaient à Carrouge, et qu'il était facile de les faire partir plus tôt que plus tard. Au même instant arrive une personne qu'avant mon départ de Genève, j'avais envoyée près de la colonne de Nyon avec des instructions qui l'autorisaient à user de tous les moyens, à agir d'après les circonstances du moment, sans attendre de nouveaux ordres, pour parvenir à l'élargissement de cette troupe. Toutes ses démarches avaient été infructueuses.

Des officiers apportent l'avis officiel que le contingent genevois procédait à l'embarquement de la colonne de Nyon. Alors, sur le bureau même du général Bianco, et après avoir pris tous les renseignemens que les patriotes genevois et savoisiens me donnèrent, j'écrivis un ordre, prescrivant au chef de la colonne de laisser embarquer tout son monde, d'avoir l'air même d'y mettre de la bonne volonté, et une fois l'embarquement effectué, de faire diriger les barques vers Hermance, pour de là débarquer à *Crevy*,

(Savoie), se porter en toute hâte à *Vegy*, et marcher sur Annemasse, où toutes nos forces ou une partie de nos forces se rendraient pour les joindre et leur porter des armes.

En prescrivant un pareil ordre, et en prenant ces mesures, j'y étais engagé par la considération suivante :

Je ne pouvais faire tenter un débarquement sur le territoire de Genève, et surtout près de Genève ; car, supposé même qu'il eût réussi, malgré la surveillance du contingent, il n'aurait pas été possible aux débarqués de passer le Rhône pour nous joindre au Plant-des-Ouates; ils auraient donc été obligés de passer l'*Arve* au pont des Tremblières, et de traverser ainsi un espace de quatre à cinq lieues, sans armes, sur un terrain que l'ennemi était maître d'occuper d'une heure à l'autre.

L'ordre envoyé, je retourne au Plant-des-Ouates, où tous les hommes de l'expédition allaient se rendre immédiatement, d'après les ordres nouveaux et pressans communiqués par le général Bianco aux Italiens, par le colonel Antonini aux Polonais, et aux Savoisiens par leur commandant.

Neuf heures sonnent, les deux commissaires savoisiens R. et C. craignant l'arrivée du con-

tingent, annoncent que les pelotons qui le matin avaient fait l'exercice devant le Plant-des-Ouates, étaient en position à cheval sur la route entre le Plant-des-Ouates et St-Julien, et qu'il y avait en outre à craindre qu'une partie du contingent ne se détachât de Genève pour venir nous cerner, si l'on persistait à rester. Je voyais, à l'appui de ce raisonnement, un fait bien certain : c'est que ce que le contingent avait exécuté contre la colonne venue de Nyon, pouvait aussi être exécuté contre nous.

Je réunis donc les chefs qui venaient de distribuer des armes et des cartouches aux arrivans; je demande quelle est la force numérique des patriotes présens, qui, selon les promesses de la veille devait être de 800 hommes. On me répond qu'il n'y a que 160 hommes, dont 50 Italiens, 60 Polonais et 50 Savoisiens........................ Premier désappointement!

Je me plains de ce mécompte; on s'empresse de me rassurer, en me promettant que le nombre annoncé va se trouver complété par la colonne de Nyon forte de 250 hommes, par des détachemens qui sont déjà partis le soir de *Bonneville*, de la *Roche* et de *Chêne*, formant en tout un effectif de 300 hommes au moins, ayant tous le village d'Annemasse pour destination, et

qu'ils se trouveraient compromis si on n'allait au-devant d'eux.

Je crois encore à ces promesses; mais ce que j'espère le plus, ce que je considère comme le noyau de l'entreprise, c'est la colonne de Nyon.

Que faire donc? Il ne s'agissait plus d'aller comme des fous attaquer St-Julien, où la garnison bien prévenue (1) nous attendait, et était en mesure de résister à notre attaque.

Le contingent genevois nous barrait le passage; on ne pouvait faire cette attaque de front. Comment donc de ces 160 hommes non organisés, non militaires, détacher de quoi couper, surprendre et traverser l'ennemi? Comment, d'un autre côté, abandonner la seule force que nous présentait la colonne de Nyon, et qui devait dans la nuit être à Annemasse?

Je suis donc obligé de prendre la position d'attente propre à y réunir les hommes qui doi-

---

(1) Du propre aveu des commissaires savoisiens, dès le matin il s'était présenté à eux des carabiniers (soit gendarmes) de Saint-Julien, qui, en manifestant l'intention de vouloir déserter, amenèrent les membres mêmes du gouvernement provisoire à leur parler de l'attaque projetée pour le soir. Ces espions, sitôt leur mission remplie, retournèrent à Saint-Julien, et on ne les vit plus.

vent compléter le chiffre solennellement promis, et en même temps placer ce noyau d'expédition à l'abri des obstacles que les troupes genevoises étaient décidées à nous opposer.

D'après l'inspection de la carte, et par le conseil du commandant des Savoisiens qui avait une parfaite connaissance des lieux, je fais diriger ce frêle noyau sur Bossey, premier village de Savoie, placé à une lieue à gauche de la route de Carrouge au Plant-des-Ouates; les deux voitures chargées de fusils et de cartouches placées imprudemment à côté des armes, suivent, très-mal attelées (on est obligé d'employer un tiers des hommes à les pousser.

A onze heures, on arrive à Bossey. Je fais bivouaquer. Cette position convenait d'autant mieux, qu'une fois que tous les patriotes attendus seraient réunis, il m'était facultatif de marcher sur St-Julien avec l'avantage de le tourner, de le surprendre, et de tromper la vigilance du cordon genevois placé sur la grande route, persuadé qu'on n'attaquerait St-Julien que de front.

A minuit, arrivent environ 30 hommes qui étaient venus trop tard de Carrouge pour partir avec nous.

Ils me donnent la nouvelle officielle que les

genevois ont levé les ponts-levis, et que personne ne peut passer (1).

Deux heures sonnent; on ne voit venir aucun des hommes qui devaient former les détachemens de Bonneville, de la Roche et de Chêne, que l'on m'avait promis avec tant d'assurance.

Sur l'observation que j'adresse aux commissaires savoisiens, ils m'affirment que ce n'est qu'à Annemasse que la jonction de ces détachemens pourra avoir lieu.

A 3 heures, on lève le camp, pour marcher vers Annemasse. Cette marche à travers les Tremblières fut telle qu'est ordinairement une marche de nuit.

Elle ne fut pas rapide, parce qu'il n'y avait pas nécessité qu'elle le fût, et que d'ailleurs les voitures chargées de fusils, poussées toujours à bras, ralentissaient la marche.

Aux Tremblières, on force le poste des douaniers, qui, par leur résistance, prouvèrent qu'ils n'avaient pas été préparés par les patriotes savoisiens, puisqu'ils étaient sourds aux cris de liberté.

Avant de passer le pont, j'ordonne que les tambours soient prêts à battre. On me dit que dans

---

(1) J'avais donc prévu avec justesse l'impossibilité d'un débarquement près de Genève, puisque la ville fermait ses portes.

tout le détachement il ne se trouvait qu'un seul homme en état de battre ....... et l'on m'avait promis 11 caisses et 11 tambours!.... Il s'est cependant trouvé une caisse et point de baguettes....

La marche continue jusqu'à Annemasse, où nous forçons 15 douaniers, dont pas un seul ne veut entrer dans nos rangs.

A Annemasse, malgré les promesses que l'on m'avait faites, nulle sympathie, nul dévouement. Nous employons 3 heures à obtenir les voitures et les chevaux nécessaires au transport des armes.

Pendant ce laps de temps, le gouvernement provisoire répand ses proclamations. La population écoute, mais personne ne demande des armes. Enfin, pendant cette halte de 3 heures, pas un patriote de Bonneville, de la Roche, de Chêne, ne vient nous rejoindre, et nous ne recevons aucune nouvelle de la colonne de Nyon.

Je ne pouvais plus, d'après toutes ces déceptions, compter sur les promesses des commissaires; je me voyais avec une force de 200 hommes, dont 50 Italiens, qui n'avaient jamais servi, qui ne connaissaient pas même le maniement d'un fusil, puisque plusieurs d'entr'eux se sont blessés avec leurs armes; quatre-vingts à quatre-vingt-dix Savoisiens, qui, la plupart, sourds à toute discipline, s'enivraient dans

les auberges, et une soixantaine de Polonais, dont à peine les deux tiers avaient été militaires.

Je ne voyais donc plus qu'une *seule* et positive ressource : celle de la colonne des Polonais et Allemands, dont, au surplus, je n'ai jamais connu le chiffre exact.

Mais quel que fût leur nombre, quelque minime qu'il eût été, sans leur arrivée, il eût été impossible d'agir. C'était sur l'espoir de leur jonction que se portaient toutes mes vues; je devais donc chercher à ne pas m'éloigner de la direction qui leur avait été indiquée, dans l'hypothèse de leur débarquement.

J'allais donc prendre ma nouvelle position d'attente à *Cara*. Cette position était tout-à-fait convenable : on était à l'abri d'une attaque de cavalerie; on pouvait en outre, en se plaçant dans les vignes, résister à une force supérieure d'infanterie; elle était aussi convenable pour favoriser les actes de la propagande, puisqu'elle mettait les habitans en contact avec les patriotes. La population paraissait effectivement satisfaite de notre présence; mais elle ne songeait point à se joindre à nous; car les chariots remplis de fusils restaient intacts.

A 2 heures cependant arrive à nous un canonnier sarde.

Quelques Savoisiens se présentent, et demandent quel est l'engagement qu'on leur accorde, quelle est la solde journalière ? Je les envoie aux commissaires, et quelques-uns viennent à quatre heures prendre des armes. On annonce que le village de *Verrier*, attenant au pont des Tremblières, est occupé par deux cents Sardes détachés de Saint-Julien. Un envoyé nous apprend que décidément les patriotes de Genève, d'accord avec les émissaires, ont pris de telles mesures, que la colonne de Polonais et d'Allemands, gardée à vue sur les barques, sera définitivement libre vers le soir, que des intelligences à cet égard existaient entre la troupe et les gendarmes qui gardaient les barques.

Cette consolante nouvelle, jointe à l'aspect, sinon agissant, du moins sympathique, de cette population des environs de Genève, que la curiosité et le beau temps attiraient près du bivouac, m'engagea à prendre tous les moyens pour électriser mon monde, et les empêcher de se démoraliser, en attendant l'arrivée de la colonne désirée.

Je lus moi-même mon ordre du jour cité plus haut.

Vers trois heures, on m'apprend que cent à cent cinquante Sardes sont passés par Bon et

Machilly, venant sans doute de Bonneville, pour renforcer la garnison de Thonon.

Au même instant arrive un instituteur de Genève, qui s'était fait accompagner par des gendarmes à cheval : ils avaient pour but de réclamer deux jeunes Italiens, entraînés, disaient-ils, malgré eux.

Je réponds à cet instituteur que sous l'étendard de la liberté, il ne pouvait se trouver que des hommes de bonne volonté.

Je fis donc appeler Mazzini pour le prévenir, afin qu'il encourageât les jeunes patriotes à rester avec nous. Je ne sais ce qui fut fait; mais une demi-heure après, un habitant vint nous dire que l'on avait déposé chez lui deux carabines et deux équipemens, appartenant à deux Italiens qui s'étaient sauvés à Genève.

A trois heures et demie, on vient me dire que, malgré vingt-deux fusils délivrés aux habitans, dix hommes seulement avaient augmenté nos rangs; les douze autres avaient jugé à propos de se retirer avec les armes qu'ils nous avaient prises.

Vers quatre heures, viennent deux des commissaires. *Il faudrait marcher, général*, disaient-ils, *marcher en avant, aller quelque part enfin. Il faudrait marcher, marcher...*

Dans l'instant même où ces messieurs par-

laient de marcher, et qu'ils avaient eu soin à l'avance de faire courir ce bruit au bivouac, m'arrive une députation représentant les soixante Polonais présens. Ces députés me disent :

« Il paraît, général, que l'on veut quitter la position, et par conséquent qu'on veut marcher sans attendre nos frères retenus pa sses. Nous venons vous exposer que si -uns de nous veulent ce que les Italiens qua-rante au moins d'entre nous von er à Genève. »

— « Mes amis, leur ai-je dit, l'honneur et la délicatesse me prescrivent d'attendre vos frères venus de Nyon. Vous devez voir que depuis notre sortie du Plant-des-Ouates, notre marche, nos positions d'attente, n'ont pas d'autre but. Ainsi donc, comme vos frères vont nous joindre cette nuit, vous pouvez être tranquilles. Si je viens à faire un mouvement pour contenter ceux qui veulent marcher, ce mouvement ne vous éloignera point de la direction fixée à vos frères pour nous joindre. »

— « Mille excuses, général, de notre démarche !... »

— « Elle est excusable, puisqu'elle est louable, leur ai-je dit. Pour rassurer vos camarades, dites-

leur bien que mon intérêt, celui de la cause, nous rendent ce renfort indispensable (1). »

Arrivent de Genève deux patriotes, dont l'un Genevois, et l'autre Polonais.

Ils se font forts l'un et l'autre de délivrer et d'amener les Polonais, pourvu qu'on les autorise par un ordre.

A l'instant même le général chef d'état-major fait écrire deux ordres en langue polonaise.

L'un de ces ordres, détaillé selon les prescriptions de l'un de ces patriotes, est remis à lui-même; l'autre est donné au Polonais L...

L'expédition de cet ordre faite à cinq heures, on lève le bivouac, et l'on se rend à Villa-Grand. On prend position sur la route, l'avant-garde et l'arrière-garde placées de manière à surveiller les chemins d'où pourrait déboucher l'ennemi, et le bivouac du noyau protégé, d'un côté, par le terrain neutre, et de l'autre par des vignes.

J'ordonne qu'on fasse beaucoup de feux, et sur plusieurs lignes, pour faire croire à l'ennemi qu'on est en grand nombre.

Cet ordre a été loin de recevoir son exécution;

(1) A la tête de cette députation étaient MM. les capitaines, M.... et M....

car tous ces hommes, qui la plupart se trouvaient au bivouac pour la première fois, cherchaient à se placer là où un feu était déjà allumé. C'est ainsi qu'ils venaient se rouler au bivouac de mon quartier-général, et enlevaient, sans se gêner, la paille achetée pour mon état-major, et sur laquelle les généraux et moi nous étions couchés.

A minuit, quelques coups de fusil se font entendre, soit qu'ils aient été tirés par des paysans, soit que nos hommes d'avant-garde aient tiré eux-mêmes, provoqués par je ne sais quoi. L'alerte est au camp. Je profite de cet incident pour habituer mon monde à être toujours sur le *qui-vive*. Je fais prendre les armes..., 42 fusils restent aux faisceaux !...

Où se trouvent les hommes à qui appartiennent ces armes?... Déjà ils avaient quitté nos rangs.....

Aussitôt après la rentrée des patrouilles, et sur leur rapport, les faisceaux sont formés de nouveau, et les hommes retournent à leurs bivouacs respectifs.

A une heure et demie, on vient me dire que quelques officiers polonais ont disparu, et ont pris la route de Genève.

On se récrie beaucoup sur cette désertion :

c'est le mot dont se sont servis en ma présence le général *Bianco* et le colonel *Antonini*, en venant me faire ce rapport.

A deux heures, nouvelle alerte : la fusillade s'entend de manière à faire croire à un engagement de tirailleurs. On se met sous les armes. La confusion causée par cette alerte me fait appréhender que nous ne sachions résister à une surprise : je donne l'ordre qu'on fasse filer sur la route du terrain neutre les chariots, des fusils et des bagages.

L'incertitude de cette petite troupe au moment d'une attaque qui paraît imminente, me fait donner l'ordre de la diriger pendant un moment sur le terrain neutre attenant à la gauche de la route, pour donner le temps de se reconnaître en cas d'attaque sérieuse.

L'avant-garde reste en place, avec injonction de se replier sur le noyau.

Là, les Polonais, par l'intermédiaire du colonel *Antonini*, me font dire qu'ils veulent s'en aller ; que, par une filtration insensible sur les chemins de traverse, chacun d'eux pourrait se rendre à Genève, sans qu'on pût s'en apercevoir, et éviter ainsi les hostilités du contingent genevois.

Je fais à cette déclaration les remontrances

nécessaires : ils sont donc momentanément contenus. Je fais revenir la colonne sur l'emplacement du bivouac, qui venait d'être abandonné.

Je prescris aux divers commandans de faire l'appel de leurs pelotons. Le total des présens, y compris les hommes de service, est de 150.

Nouvelle déclaration des Polonais, qui demandent à s'en aller. J'attendais toujours, et en vain, des nouvelles de la colonne qui seule pouvait par sa présence nous renforcer au physique et au moral.

A trois heures un quart, l'avocat C... reçoit une lettre de Genève; il en fait lecture à mon bivouac. Cette lettre annonce que l'ordre expédié la veille, entre cinq et six heures, de Cara, est parvenu à destination, mais que les Polonais et les Allemands se trouvaient sur une barque devant Coppet. On ajoute que cette barque, gardée à vue par d'autres barques, avait été dégarnie de ses rames, de ses voiles et privée enfin de tous les moyens de navigation.

Le signataire de la lettre ajoute qu'il faudrait envoyer des hommes de la troupe faire des signaux, et expédier des barques; comme si les patriotes qui donnaient ce conseil n'avaient pu eux-mêmes faire cette besogne: car en allant à

Hermance ou à côté, ils ne se compromettaient point. Il faut remarquer, en outre, que ce conseil est donné par une lettre arrivée à trois heures et demie du matin, et que, pour aller à l'endroit qu'elle indique, pour y faire des signaux, il fallait deux à trois heures de marche et que la distance à parcourir sur le lac (de Coppet à Hermance), demande, avec le plus beau temps, à peu près deux à trois heures.

Dans cet état de choses, je convoque un conseil.

Je fais d'abord demander *Mazzini*, pour le prévenir de cette disposition.

*Mazzini*, couché et tout enveloppé d'un linge blanc, me fait répondre qu'il est malade.

Je fais demander le premier commissaire savoisien (l'avocat R....) : il avait quitté son poste dès le soir....

Sont donc présens au conseil :

Le général Bianco,

Le général chef d'état-major S... et son collègue... E...

Le colonel Antonini,

Le commandant des Savoyards,

L'avocat C....... et mon neveu.

On donne connaissance de la lettre adressée à ce dernier.

Je prends ensuite la parole :

« Voilà, Messieurs, notre seule ancre de salut, la colonne de Nyon, totalement comprimée, et dans l'impossibilité de nous joindre.

« D'après les rapports du général Bianco, du colonel Antonini, ici présens, notre force est réduite à 150 hommes, dont il ne reste plus que 45 Polonais, 47 Italiens, puisque deux sont retournés à Genève, et qu'un autre s'est emporté un doigt en se blessant avec son pistolet (1).

« Il est quatre heures. Tous nos efforts pour parvenir à la jonction des Polonais, ont été jusqu'ici infructueux. Vous proposer de passer encore la journée d'aujourd'hui en allées et en venues, pour donner le temps à l'embarcation cernée de se dégager, serait peut-être ce qui conviendrait le mieux, attendu qu'en désespoir de cause, et si on pouvait compter sur l'union de ces 150 hommes restans, on pourrait, non pas risquer l'attaque, mais bien tenter une surprise sur St-Julien, si la moitié de la garnison est aux Tremblières.

« Mais, je le répète, ce coup désespéré ne pourrait se faire que la nuit suivante, car la marche

---

(1) C'est le médecin-chirurgien que j'avais amené avec moi et attaché à l'état-major, qui a fait l'amputation.

même sur *St.-Julien* ne peut commencer qu'à la nuit, vu que, devant chercher à éviter le défilé des Tremblières, il nous faudra emprunter clandestinement le territoire genevois, et leur pont établi sur l'*Arve*.

« Que chacun de vous, Messieurs, se pénètre bien de notre position, et parle selon sa conscience.... »

Le général chef d'état-major a la parole, et dit que, dès l'instant que la colonne de *Nyon* n'a pu joindre, que cette unique ressource nous étant ôtée, dans l'état où nous nous trouvons, n'ayant qu'une poignée d'hommes, d'ailleurs désunis, et la plupart voulant déjà se retirer, reconnaissant par eux-mêmes l'inutilité d'une tentative militaire avec de si faibles moyens, il valait mieux, avant de se trouver traqué à la fois et par les troupes sardes, et par les Genevois, et se voir dans la position de mettre bas les armes, se dissoudre de soi-même, et sans bruit, avant le jour, en réunissant les armes, pour les déposer chez des patriotes habitant le territoire genevois.

Le général E..... fut aussi du même avis.

Le général *Bianco* dit que c'était le parti le plus sage à prendre.

Le colonel Antonini en dit autant.

Le commandant des Savoisiens dit : Je me

charge de renvoyer mes hommes dans le plus grand silence.

Et l'avocat C...., après s'être rangé à cet avis, se chargea de mettre les armes à l'abri de toute saisie.

Tous ces Messieurs se retirent.

Pendant que les divers commandans procédaient au licenciement, je garde encore un quart-d'heure mon bivouac.

Ensuite, accompagné de deux généraux et de mon neveu, je me porte sur l'une des routes du canton de Genève, dans l'intention de nous procurer un moyen de transport.

Le contingent nous empêche de passer. Au moment même M. le maire du village m'invite à monter chez lui.

Pendant que ce magistrat m'exposait que, dès le matin même, il avait vu avec peine une opération de ce genre commencée avec si peu d'hommes, entrent 2 ou 3 individus qui à leurs injures ajoutent les menaces, et disent, en substance, qu'ils ont promis, avant de quitter Carouge, qu'ils se battraient, qu'ils n'osent pas rentrer à leurs logemens sans se battre, et qu'étant le chef de leur choix, je devais, avec les 25 ou 30 hommes qui étaient décidés à faire le coup de feu, les conduire au combat.

Comme les injures ne sont pas des raisons, j'ai dû attribuer leur démarche, soit à la folie, soit à un malheureux aveuglement, soit enfin à un état d'ivresse.

En se retirant, comme ils avaient promis de faire feu, ils jugent à propos de charger leurs pistolets, et tout en violant le domicile de M. le maire, au mépris de la garde suisse qui était là, ils montent pour m'assassiner, prétendant sans doute, par l'exécution de cet attentat, laisser à regretter que des hommes aussi braves et aussi capables d'agir n'eussent pas été conduits au feu.

L'active vigilance de M. le maire et de ses gens rendit leurs projets nuls, m'ayant fait, ainsi qu'à deux autres généraux qui m'accompagnaient, gagner à temps le chemin de Vaudœuvre.

Pendant ce trajet, un officier envoyé par le colonel commandant le contingent, ayant su qu'on avait voulu attenter à ma vie, me fit prier instamment d'aller me mettre sous sa *sauvegarde*.

Je fis remercier le colonel; car, en acceptant son offre, j'aurais craint que, comme chef, on ne puisse assimiler cette hospitalité à une espèce de capitulation; et nous suivons donc, accompagnés d'un guide, le chemin qui conduit au

bord du lac, sous *Vezenas*. Là, j'envoyai mon neveu à Genève, pour aller porter à son père le détail de toutes ces tristes nouvelles.

Au bas de la côte de Vezenas, nous prîmes une barque pour traverser le lac (de ce point au creux de *Genthou*), non avec mon frère, comme on l'a dit si ridiculement, mais avec les généraux S...... et E......; non avec une caisse contenant 50 mille francs, mais avec une botte de paille achetée aux bateliers.

Descendus au creux de *Genthou*, nous eûmes bientôt, dans l'asyle momentané que nous prîmes, la visite des patrouilles de *Versoix*, qui exigèrent notre rembarquement. Nous le simulâmes, et rentrés à *Versoix*, nous employons la journée du 3 à aviser aux moyens de nous rendre dans le canton de Vaud. C'est en vain que le 4 au matin nous avons essayé de traverser. A Coppet, la police avait établi des postes extraordinaires de gendarmerie.

Mes deux compagnons exhibent leurs passeports; mais quelque réguliers qu'ils fussent, ils furent obligés de se résoudre à rester en-deçà du canton, et de se cacher chez un patriote.

Quant à moi, qui ne voulus point montrer mon passeport, je fus obligé de revenir sur mes pas.

J'essaie par des circuits de gagner la hauteur;

mais de nouveaux contre-temps m'attendaient ; le contingent était sur pied. Partout la gendarmerie avait ordre de reconduire les voyageurs jusqu'à *Coppet*. Un patriote qui me reconnut, arrangea l'affaire, répondit de moi ; et dès le soir même, par ses soins obligeans, et dont je lui garderai le souvenir toute ma vie, j'arrivai dans l'asyle que je m'étais choisi.........

—

En présentant, comme je viens de le faire, une à une, pour ainsi dire, toutes les circonstances de cette expédition, je ne me suis pas dissimulé ce qu'elle avait de peu considérable dans ses proportions. L'uniformité même d'un récit aussi peu varié ne m'a point arrêté. J'ai cru devoir rendre un compte exact de tous mes mouvemens. Certes, c'est bien contre les vœux de mon cœur qu'ils ont eu si peu d'importance dans leurs effets et si peu de dangers dans leur exécution. Mais les déclamations ont toujours été à mes yeux d'assez faibles réponses ; la calomnie n'est jamais en reste de phrases et de protestations : les faits sont donc les meilleurs argumens. L'emploi de tout mon temps, heure par heure, la relation de tous mes actes et de toutes mes pa-

roles, m'ont paru ne laisser aucune place à la trahison et à toutes les autres indignités dont on m'a accusé. C'était donc aussi la réponse qui convenait le mieux à ma conscience et à ma propre dignité.

Maintenant, si du point où je viens de placer les hommes et les événemens, on veut bien jeter avec moi un coup d'œil sur l'ensemble de ce qui s'est passé en Savoie, on apercevra mieux ensuite de quel côté sont les torts véritables ; on comprendra que mes accusateurs, bien plus que moi, devaient saisir avec empressement cette espèce d'amnistie morale que nous jetait l'*Europe centrale* en s'écriant : *Paix à toutes les fautes!*

Quel était le but de l'expédition dont on me proposait le commandement?

La délivrance de l'Italie.

On en conviendra, l'entreprise était grande, et bien capable de faire battre d'espérance tous les cœurs patriotes.

Mais était-il raisonnable de commencer cette œuvre de vaste régénération sans forces aucunes?

Vainement on prétendrait qu'en révolution la force engendre la force, que le bonheur d'un premier pas peut décider du succès de toute une campagne ; vainement on répéterait que la marche des peuples est comme celle de l'ava-

lanche, qui grossit de volume et de puissance à mesure qu'elle précipite sa course ; vainement on parlera de l'enthousiasme, il restera toujours vrai, toujours incontestable qu'il faut, en révolution comme dans toutes les autres entreprises, un point de départ certain, un noyau qui puisse à la fois résister au choc d'une première attaque, et inspirer quelque confiance pour l'avenir de la première tentative : l'avalanche elle-même a besoin d'un premier bloc.

Tel a été le langage qu'en substance j'ai tenu aux chefs du gouvernement insurrectionnel. Ils me proposèrent de prendre un commandement : cela supposait des troupes, une réunion de forces déjà prêtes ; et, en consentant, le 31 au soir, à me mettre à la tête des 7 à 800 hommes qui m'étaient positivement promis, on devait assez reconnaître que je me contentais d'un simple germe d'armée, et, enfin, même de 3 à 400 hommes, puisque j'aurais agi si la colonne cernée par les Suisses eût pu nous joindre.

Les populations étaient-elles au moins disposées à nous aider ou à nous suivre? Point du tout, elles nous ont laissés sans défense, livrés aux attaques des divers contingens qui nous traquaient de frontières en frontières.

De la part des autorités, tout nous était hostile;

de la part des habitans, nous n'avons trouvé qu'indifférence.

Dans cette situation, que devait faire le chef militaire d'une expédition si faiblement combinée? Mettre à profit les moyens qu'on lui présentait, quelque pauvres et quelqu'insuffisans qu'ils fussent.

Je me suis avancé à la tête de la petite troupe dont le sort m'était confié.

J'ai cherché à naturaliser dans les rangs d'hommes de cœur, il est vrai, mais la plupart inhabiles au métier des armes, les mœurs militaires et la discipline qui seuls peuvent amener le succès d'une entreprise de ce genre.

Je me suis efforcé de ramener parmi eux l'unité de principe et d'action, indispensable à tout mouvement politique.

Enfin, jusqu'au bout bercé, mais non pas abusé par de trompeuses assurances, j'ai manœuvré de manière à attendre les renforts qu'on me promettait, et sans lesquels il m'était absolument impossible d'agir.

Dans ces opérations si courtes, on m'a vu non-seulement accepter toute la responsabilité d'un commandement privé de toutes ressources, mais prêter aux efforts de ceux que je comman-

dais mon secours matériel; activant la marche, poussant moi-même nos chariots chargés d'armes, qu'aucune main ne venait demander. *A quoi me suis-je refusé?* A livrer le combat avec une vingtaine d'hommes qui, par leurs menaces, prétendaient, après le licenciement effectué, me contraindre à les conduire à une mort certaine, sans résultat et sans gloire.

Ici, dût la calomnie appuyée sur ce fait, vomir contre moi les plus graves accusations, je le déclare, j'ai écouté, là comme ailleurs, la voix de ma conscience, d'accord avec la raison. Saint-Julien n'était pas, à mes yeux, les Thermopyles de la liberté; sans cela, mes actions passées me donnent le droit de le dire, je n'eusse point hésité à y laisser ma vie dans l'intérêt de l'affranchissement de l'Italie : mais j'ai dû repousser le ridicule désespoir de quelques exaltés. Je le répète, tel était mon devoir d'homme et de chef : plus que jamais je m'applaudis de ne pas l'avoir oublié.

*La dissolution et le licenciement de cette trop faible réunion d'hommes sont-ils mon ouvrage?*

*La dissolution* s'opérait par la désertion et par le dégoût, qui étaient la conséquence rigoureuse de toutes les déceptions auxquelles nous avons été en butte; *la dissolution*, elle est l'œuvre de

ceux qui n'avaient rien prévu et rien disposé; elle est l'œuvre de ceux qui m'ont appelé pour diriger des forces qui n'existaient que sur le papier.

La dissolution, elle est l'œuvre de ceux qui ont pris leurs désirs pour des faits, leurs illusions pour des réalités.

La dissolution, elle est l'œuvre enfin de ceux que les premiers obstacles ont abattus, et qui n'ont trouvé que des plaintes et le découragement pour obvier aux premières difficultés qu'a éprouvées la réunion de prétendues forces insurrectionnelles.

Quant au *licenciement*, c'est un fait officiel, délibéré en conseil, approuvé en conseil, ordonné par le conseil. Si Mazzini, que je trouve aujourd'hui si actif à propager les accusations dont je suis l'objet, voulait se rappeler les faits, il se souviendrait que l'avis du licenciement fut unanime, qu'on a été lui en faire le rapport; car s'il n'a pas pris part à la réunion dans laquelle cette mesure a été adoptée; s'il m'a fait dire, quand il a été convoqué, qu'il était malade; si des souffrances imprévues l'ont ainsi séparé de nous dans ce moment solennel, en suis-je la cause?

Sont-ce ces souffrances qui lui ont enlevé la

mémoire de ses propres paroles prononcées le lendemain du licenciement, lorsqu'on le pressait de réunir un nouveau noyau pour faire une seconde tentative, et marcher en avant?

« Jamais, répondit-il, je ne donnerai un ordre « semblable; car fût-ce devant le plus petit dé« tachement de troupes sardes, il faut, il est né« cessaire que nous nous présentions en nom« bre imposant (1). »

N'est-ce pas la plus complète adhésion aux résolutions du conseil, les seules d'ailleurs qu'il fût encore possible de prendre?

Après le malheur des événemens, il en est un plus douloureux: c'est celui des *reproches*. Pense-t-on que je n'aie pas senti tout ce qu'il y avait de défavorable dans la marche que la nécessité avait tracée aux événemens de Savoie?

Croit-on que mon expérience ne m'ait pas révélé que là n'était pas, si j'ose parler ainsi, la grande route de l'insurrection italienne?

Chambéry devait être certainement son premier grand quartier-général. Sur ce point, l'activité des populations, leur contact plus direct avec la tyrannie sarde, les ressources des localités,

(1) Ces paroles ont été rapportées par les témoins D. et C., officiers polonais.

le mouvement d'une civilisation , plus vivante dans un centre moins rétréci, sont autant de considérations qui indiquaient à notre expédition le chemin de Chambéry. Il en est d'autres encore qui devaient nous le faire préférer; mais rien au monde ne me fera compromettre les plans et les espérances de la liberté.

De la part de ceux qui se sont fait mes adversaires, c'est un infernal machiavélisme que celui qui me réduit ainsi au silence, et m'ôte les moyens de prouver clairement que j'avais vu plus loin et plus sûrement qu'eux dans les événemens.

C'est une habile spéculation qu'ils ont faite sur ma loyauté. Je ne tromperai pas leur espoir, et les polices de la sainte-alliance n'auront pas plus à se féliciter de mes écrits, que jusqu'ici elles n'ont eu à se féliciter de mes actions.

Par plus d'un motif, Chambéry était donc l'endroit que nous devions chercher à atteindre; mais comment pouvais-je y parvenir? Comment pouvais-je même espérer de le faire avec de tels moyens?

« *Il m'était impossible d'y aller en ballon.* »

Que deviennent donc ces reproches qui m'accusent de n'être pas arriv assez tôt?

Suffisait-il donc que je frappasse du pied la

terre, pour en faire sortir une armée insurrectionnelle?

Comment ma présence, quelque temps plus tôt, eût-elle pu improviser des ressources que plus tard rien n'a pu procurer? On parle de l'élan de la liberté : plus que tout autre je le compte au rang des plus puissans auxiliaires; je sais ce qu'il peut sur les cœurs; je sais quel courage il peut inspirer : mais je sais aussi qu'il ne peut à lui seul franchir des distances, lorsque rien n'est prévu pour assurer le trajet.

L'élan de la liberté fait vaincre; mais il ne peut rien tirer du néant.

Ne puis-je pas croire, au contraire, que je suis arrivé trop tôt pour être le témoin de ces échecs qu'un peu de prévoyance eût pu éviter, pour assister surtout à tant d'exposés déclamatoires et à des misères si réelles?

Je suis arrivé trop tôt, car je n'ai servi qu'à une jonglerie insurrectionnelle. Ne semble-t-il pas que ceux qui m'ont appelé se soient dit à l'avance : « Ayons tel chef; si son nom, si les cir-
« constances nous favorisent, si un miracle
« s'opère, nous dirons : c'est par nous que le
« général Ramorino a réussi, car c'est nous qui
« l'avons appelé, c'est nous qui avons préparé
« les élémens, c'est nous qui avions disposé les

« populations en faveur de la cause; c'est à
« nous enfin que le triomphe est dû.

« Mais si l'événement ne tourne point selon
« nos illusions, si notre entreprise ne devient
« qu'une tentative infructueuse; si le général,
« malgré son expérience, nous expose à un échec;
« si, agissant en insensé ou en téméraire, il sacrifie
« inutilement des hommes; si enfin son audace
« le portant à combattre dans l'unique but de
« combattre, ne produit qu'un holocauste qui
« réjouira la sainte-alliance : alors nous crierons
« anathème contre l'homme de notre choix; nous
« le taxerons de *traître*, d'*irrésolu* et d'*inhabile*;
« nous aurons soin de comprimer sa juste in-
« dignation par quelques insidieux propos, dont
« la réfutation le compromettrait vis-à-vis de
« tous les gouvernemens.

« Nous nous écrierons enfin : Une vaste opéra-
« tion avait été projetée par *nous*; les ramifica-
« tions, les prévisions en étaient complètes;
« nous étions sûrs du succès : mais le général que
« nous avions choisi à cause de sa réputation
« déjà faite, et qui, par cela même, nous servait
« à obtenir les *élémens matériels et moraux* que
« réclamait un pareil projet; ce général a dé-
« serté la cause, soit par trahison, soit par les

« suggestions de son entourage, soit enfin par « défaut de résolution et d'habileté.

« Que tous les patriotes s'en prennent donc « au général Ramorino ; car (*pour être nous-« mêmes parfaitement à couvert*) nous l'avons « créé notre chef, tout comme un trône consti-« tutionnel crée un ministre, dans le but de le « rendre responsable des actes qui tournent à « mal, et dont l'honneur et les félicitations re-« jaillissent sur la couronne, si ces actes produi-« sent le bien. »

Dans ces explications, parvenu à ce point où il est nécessaire de combattre les plus odieuses des accusations lancées contre moi, après tous les éclaircissemens que je viens de donner, je sens combien ma tâche devient plus facile ; et je l'avoue, je sens aussi s'affaiblir ma première indignation. Quand le mensonge est convaincu d'absurdité, on cesse presque de s'irriter contre lui.

*J'ai trahi !* a-t-on dit ; mais qui donc ai-je pu trahir ? S'agit-il des chefs du mouvement insurrectionnel? J'ai donné tête baissée dans toutes leurs promesses, dans toutes leurs illusions ; ma confiance tout aveugle a fait que, comme eux, j'ai pris leurs désirs pour des réalités.

S'agit-il des hommes placés sous mon com-

mandement? J'ai marché à leur tête, avec eux, partout où nous avons pu marcher; j'ai partagé leurs courtes souffrances; j'ai veillé à leurs besoins; je n'ai rien épargné pour les sauver de dangers inutiles, et ne pas employer en vain leur courage. Lorsque le délire de quelques-uns d'entr'eux les portait à invoquer une mort qu'ils n'auraient pas dû affronter, je les ai préservés de leur propre démence.

S'agit-il des forces que nous attendions et qui m'étaient promises? Je n'ai rien négligé, tantôt pour les délivrer des entraves qui les retenaient loin de nous, tantôt pour les attendre avec sûreté, tantôt pour leur faciliter les moyens de nous joindre.

Qui donc ai-je trahi? Comment ai-je trahi? Si j'ai fait des ordres du jour et des proclamations, ces actes s'expriment avec une franchise que mes accusateurs d'aujourd'hui admiraient alors.

Songerait-on à me faire un grief de ne pas m'être tout de suite revêtu d'insignes militaires, que le petit nombre d'hommes qu'on m'avait donné à commander n'aurait fait que rendre burlesques? Me reprocherait-on de n'être pas monté à cheval pour guider une colonne de quelques soldats mal armés? Ne valait-il pas mieux, en me

mêlant à leur marche, leur donner l'exemple de la fatigue ?

Les accusations ne se sont pas arrêtées là. Après avoir suspecté ma foi politique, après m'avoir présenté comme un traître, on n'a pas craint de mettre en doute ma probité. Des bruits de soustraction, de vol même, ont été répandus : à en croire la calomnie, j'aurais en même temps compromis et dépouillé la cause insurrectionnelle.

Il m'est tout aussi difficile de savoir ce que j'ai *volé*, que de savoir qui *j'ai trahi*.

Dans tout ce qui a précédé, accompagné ou suivi les événemens de Savoie, je ne me suis mêlé d'aucun maniement de fonds secrets ; je n'ai fait que des dépenses régulières. Et que l'on n'espère point que la délicatesse même de ces assertions me porte enfin à rompre le silence sur ce que je dois et veux éternellement taire ou cacher ; ce ne sont pas mes secrets.

Avant de partir pour Genève, j'ai demandé avec instance qu'il fût nommé une commission pour recevoir et vérifier mes comptes ; et, sans attendre même cette vérification, je renvoyai spontanément la somme de dix mille francs qui formaient la différence de la recette aux dépenses faites.

Le 4 février, j'ai de nouveau demandé une vérification; et certes, si j'avais dû ajouter foi à la manière dont ces fonds m'étaient primitivement alloués; si je n'eusse pensé qu'à moi, j'aurais pu m'exempter de toute reddition de comptes; mais de telle manière qu'on ait mis ces sommes à ma disposition, j'ai voulu qu'elles fussent consacrées entièrement à l'entreprise.

Aujourd'hui encore je regarderai comme un bonheur qu'une commission soit désignée pour vérifier les comptes de *tous ceux* à qui il a été confié des fonds; je prends pour moi l'engagement formel de me soumettre à cette opération.

Enfin, pour répondre d'un seul coup à toutes les questions auxquelles la loyauté ne me permet pas aujourd'hui de donner publiquement une satisfaction directe, je dirai que tout ce qui de ma part a pu rester ici sans une solution complète, est à mes yeux dans la catégorie des éclaircissemens que l'on doit, dans l'intérêt général, ne se donner qu'en famille. Je demande donc que, *pour tous*, il soit formé un jury de patriotes éprouvés : je promets de ne rien taire devant lui de tout ce qui pourra le mettre à même de juger avec une pleine et entière connaissance des choses; son jugement sera un *verdict* que j'accepte à l'avance; il prononcera, et ce sera à

lui de déclarer si j'ai bien ou mal fait. Mais, je le répète, cette mesure, je la réclame *pour tous*.

Après cela, que l'on ait colporté d'infâmes accusations sur ma conduite en Pologne, sur ma conduite en Portugal; que l'on ait à plaisir, et avec la plus atroce noirceur, forgé des mensonges aussi déraisonnables qu'odieux, je puis à peine m'en émouvoir; je sais comment la calomnie, expédiée aux feuilles étrangères, revient à Paris pour y être commentée et distribuée aux esprits faibles et méchans. On n'attend pas que j'aille me livrer au récit de deux expéditions, pour démontrer que je n'ai pas pu enlever des trésors qui n'ont point existé.

Qu'il me suffise de rappeler que je suis resté pauvre après mon retour de Pologne, et après mon retour de Portugal, comme j'étais pauvre avant mon départ pour ces deux pays.

Dans cette expédition de Savoie, tout devait-il donc être petitesse et calomnie?

Là encore, dit-on, j'ai volé des caisses! tandis qu'il y a deux mois j'ai exigé qu'on éliminât de cette expédition certains individus qui me semblaient, en insistant pour un prompt mouvement, n'avoir d'autre but que d'arriver assez à temps pour trouver les caisses encore pleines.

Quant aux fonds affectés à l'entretien de la

troupe en marche, j'ignore s'il y avait un payeur et de l'argent : tout ce que je sais, c'est que je renvoyai près des commissaires les Savoisiens qui venaient demander à l'état-major le montant de leur engagement, et leur solde qui, disaient-ils, était fixée à trente sous par jour.

Quant à moi, en fait de caisses, je n'ai songé qu'à demander des tambours, et dans ces détails, si minimes en apparence, et si essentiels en réalité, telle avait été l'imprévoyance des préparatifs, que je ne pus parvenir à me procurer un tambour en état de faire un service complet. Je ne sais donc pas s'il a existé quelques caisses remplies d'or; mais j'affirme que tout annonçait la plus grande détresse, et l'absence de tous moyens pécuniaires.

Si l'on me demande ce que j'ai retiré de cette expédition de Savoie, je répondrai :

Revenu de Pologne le dernier après les cruels revers de l'indépendance lithuanienne, je pouvais vivre en France paisible et honoré. Personne alors ne pensait à me contester la renommée que j'avais acquise. J'ai cédé à l'appel des patriotes italiens.

Par eux, j'ai vu ma réputation et mon honneur compromis; les sacrifices que j'ai pu faire ne m'ont pas mis à l'abri des plus détestables soup-

çons : il a fallu subir les fatigues et les chagrins d'une expédition chétive et avortée; il a fallu me dérober aux menaces des uns, aux poursuites des autres. Ma mère, mon frère et ma famille se trouvent expatriés pour moi, obligés de tout quitter : il ne leur reste que la ruine, l'exil et les souffrances ; et maintenant il faut que je dispute à mes accusateurs ma réputation, mon honneur et ma probité; il faut que je les leur arrache lambeau par lambeau, tout en cherchant à sauver, eux et moi, des recherches de la sainte-alliance. Voilà ce qui m'est échu !

Ceux qui m'accusent courraient-ils les mêmes risques? Sans patrie, sans présent, n'ayant dans l'avenir que des chances éloignées, la défaite n'avait pas pour eux les funestes mécomptes qu'elle me réservait; leur enjeu révolutionnaire était bien léger à côté de celui que j'exposais, et cependant seuls ils tenaient les cartes.

Pour eux, rien n'est changé; pour moi, tout est en question; et pourtant, au milieu de ces afflictions, le déchaînement de mes accusateurs voudrait encore m'empêcher de dire avec justice et vérité : *Tout est perdu, fors l'honneur.*

Leurs efforts seront inutiles. Mon amour pour la liberté m'a fait tout oublier, pour n'entendre que sa voix. J'en ai été bien cruellement puni;

mais tant de malheurs ne m'abattent point : ils m'éclairent sans me décourager. A mes yeux, la liberté est trop pure pour que les infamies de ceux qui se parent de son nom et de ses couleurs, puissent jamais la souiller ou la flétrir. L'avenir est un bien inaltérable, et l'on ne réussira pas à l'aliéner pour moi. En toute occasion, ma place est à l'avant-garde des armées de l'indépendance nationale de tous les pays. Le mensonge se brisera contre la sincérité et la fermeté de mes convictions. Aujourd'hui, d'ailleurs, on sera forcé d'avouer et de reconnaître avec moi que la calomnie s'est tuée à force de se gonfler.

FIN.

# l'Anniversaire,

OU

# LE BARDE DE HRADSCHIN

## AUX FÊTES DE JUILLET.

*CHANT ROYALISTE*

PAR M. F. C. DE DAMERY.

PARIS.

CHEZ G.-A. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
rue d'Erfurth, n° 1 *bis*;
ET PALAIS-ROYAL, GALERIE VITRÉE, N° 13.

1834.

# L'ANNIVERSAIRE.

A MON AMI LOUIS, COMTE DE BOMBELLES,

ministre plénipotentiaire de S. M. I. et R. A. près la Diète helvétique.

---

Veuve des rois, son espérance,
Au seuil de leurs palais déserts,
Assise, gémissait la France
Sur leur exil et sur ses fers;
Et moi, de ma triste patrie,
Muet, contemplant les malheurs,
Je sentais mon âme attendrie
Se fondre en deux sources de pleurs.

Le temps a passé sur nos peines,
Sans nous ramener les beaux jours :
Juillet, qui vit forger nos chaînes,
Juillet va terminer son cours;
Et, quand son triple anniversaire,
Pour saluer nos oppresseurs,
Revient, le soleil qui l'éclaire
Se lève encor sur nos douleurs.

Mais, d'où viennent ces cris de joie?
La meute, à d'indignes festins,
Va chercher sa part de la proie;
Ainsi, nos vainqueurs inhumains,
Quand la France, pleurant ses charmes,
A voilé son front de cyprès,
Osent insulter à ses larmes
De l'ivresse de leurs banquets.

« Barde! m'avaient-ils dit, viens t'asseoir à nos fêtes!
Le barde est l'ami des héros :
Des palmes qui ceignent nos têtes
Nous laisserons pour toi tomber quelques rameaux.
Pourquoi lasser le Ciel d'une plainte importune?
Laisse tes dieux proscrits! encense la fortune!
Nous sommes dieux à notre tour;
Nous régnons, et tes rois ont passé sans retour.

Et quand je me taisais, d'un excès de prudence,
Vous, mes amis, prompts à me soupçonner,
Vous m'excitiez à rompre ce silence
Auquel votre douleur eût craint de pardonner;
Et tour à tour, dans votre impatience,
Accusant ma faiblesse ou mon indifférence,
A mon luth, chaque jour,
Vous demandiez des chants de colère ou d'amour.
« Barde, pourquoi ta lyre est-elle détendue?
La prière à ta lyre est-elle défendue?
N'ose-t-elle espérer ni se ressouvenir?
N'est-il dans le passé, n'est-il dans l'avenir
Rien qu'elle rêve ou rien qu'elle regrette?
Où sont nos dieux, nos rois et nos blanches couleurs?
Où sont nos libertés, notre gloire et nos mœurs?
Quoi! la France est en deuil et ta lyre est muette!
Barde, n'est-il donc plus de maux à prévenir,
De faibles à venger, de tyrans à punir?
Si le Ciel t'en fit don, c'est pour un noble usage;
Ta lyre ainsi qu'à nous lui devait témoignage.
Ses hymnes sont à Dieu, ses regrets au malheur,
Ses vœux sont au bon droit que l'injustice opprime,
Ses amours à la France, et sa haine au vainqueur.
Pour nous, dans le combat, du moins sans déshonneur
Tombés, en défendant la cause légitime,
Notre vertu nous reste; on ne peut la flétrir.

C'est le succès qui fut un crime ;

Au
A no
Nous
Sur t
Les p
Ce de

La gl
Non!
En

Que
Trop

Sur u
Que l

Un rhéteur parvenu, sur le marbre complice
De l'autel qu'il a déserté,

Aiguise en souriant la hache du supplice,
Je ne crains rien. J'irai, prêt pour le sacrifice,
Jusque sur les tréteaux sanglans
De leur ignoble comédie,
Flétrir d'une rime hardie
Tous nos tartufes de quinze ans.
J'irai, du Dieu vengeur qui punit les méchans,
Réveiller dans leur sein la mémoire endormie,
Ou, si Dieu pour jamais s'est banni de leur cœur,
A défaut de remords, clouer leur infamie
Sur ces fronts vides de pudeur.

Juillet, un moment si superbe,
Juillet, de ton pied dédaigneux,
Foulant les rois comme de l'herbe,
Où sont tes exploits glorieux?
Qu'as-tu fait de ton insolence?
Que sont devenus tes héros?
Juillet, qu'as-tu fait de la France,
Qui me répond par des sanglots?

Ta gloire ne fut qu'un mensonge,
Août t'en a déshérité,
Et j'ai vu passer comme un songe
Ton fantôme de liberté.

Tu disais : Honte aux fronts serviles!
César est mort, plus d'empereur!
Et tes mains se tendaient dociles
Aux fers d'un nouveau dictateur.

Ton premier jour était l'aurore.

Et su

Sous cette pourpre, humide encore
Du sang qui rougit tes drapeaux,
De ta guenille tricolore
Crois-tu rajeunir les lambeaux?
Et sous la royale parure
Dont te couronna ton larcin,
Penses-tu cacher la souillure
De ton bonnet républicain?

Car, sous cette apparence vaine,
Dont ta laideur cherche à s'envelopper,

De ta royauté citoyenne
Le titre n'a pu me tromper.
Tu n'as fait que changer de masque ;
La pique en main, l'air effronté,
Le chef naguère armé d'un casque,
Tu te nommais la Liberté.

C'est toi... Tu t'es trahi, vampire!
Sur moi fixant ton œil hagard,
Quand tu t'efforçais de sourire,
J'ai lu la mort dans ton regard.
C'est toi, toi qui, déjà, fis la France infidèle ;
Qui de sang et de deuil as rempli ses cités,
Et qui, vingt ans, armas contre elle
Le monde et les dieux irrités.

Mais, sous quel habit reparaître?
Ta nudité nous eût fait peur ;
Ton sayon t'eût fait reconnaître ;
Et, soit un reste de pudeur
Ou quelque scrupule frivole,
Tu sus, prudemment déguisé,
Troquer ta rouge carmagnole
Contre un manteau fleurdelisé.

Effrayé du sang qui la souille,
Ainsi le serpent rajeuni

Jette au loin sa vieille dépouille,
Comme un témoin qui l'eût trahi;
Et, brûlant d'une soif cruelle
Dont l'ardeur ne s'éteint jamais,
Paré de sa robe nouvelle
Il court à de nouveaux forfaits.

Et toi, d'une ignoble coiffure,
Tu t'es fait un bandeau de roi,
Et, paré de ton imposture,
Tu nous dis : « Reconnaissez-moi!
« Je suis roi! Voyez ma couronne,
« Voyez ce sceptre : ils sont à moi. »
Tu mens; c'est Dieu seul qui les donne,
Et Dieu n'en a pas fait pour toi.

Avant que tu l'eusses séduite,
La France, à l'ombre de ses lois,
Vivait, paisiblement conduite,
Heureuse et libre sous ses rois.
Que ne goûtions-nous sans mélange
Les biens qui nous étaient permis!
Nous les avons vus fuir... Où sont donc, en échange,
Les biens que tu nous as promis?

Ta paix bâtarde épuise notre armée;
Ta folle économie épuise nos trésors;

Déjà sur tes héros la tombe s'est fermée ;
Sous le canon de juin ils sont presque tous morts ;
Tes cachots auront soin d'en dévorer le reste.
La terreur est partout, et pour dernier bienfait,
A défaut de lauriers, tu nous donnas la peste,
    Que pour nous le Nord te gardait.

Simoniaque infâme et brûlé d'avarice,
Exploitant ce pouvoir si long-temps attendu,
Tu vendis les emplois, les grades, la justice,
La France, tes amis.... Que n'as-tu pas vendu ?
    Ta faveur est au plus indigne,
Tu frappes la vertu d'un honteux interdit,
Et tu salis l'honneur en en jetant le signe
    A la poitrine d'un bandit.

L'Europe à la voix de nos Princes,
Nous avait pardonné ses maux,
Et les larmes de ses provinces,
Et le long deuil de ses drapeaux.
Tu reviens ; l'Europe alarmée,
Qu'effraie un récent souvenir,
Se lève, et d'une triple armée
Menace de nous envahir.

Va donc, apaisant sa colère,
Livrer à vingt rois ennemis

Epargnant même à leur vengeance
Le sort incertain des combats,
Va leur promettre pour la France
Les maux qu'ils lui rêvent tout bas.
Cette France, pour eux un temps si redoutable,
Sous ton sceptre déshonorant,
Montre-la-leur plus misérable
Que sous le fer d'un conquérant.

L'œil en pleurs, honteuse et flétrie,
Veuve de ses noms les plus beaux,
De ses arts, de son industrie,
Ployant sous le faix des impôts;
N'ayant de lois que ton caprice,
Et, sous la fureur des partis,
Sanglante, expirant dans la lice,
Où la traînent ses propres fils.

Mais ce n'est point assez; les rois ligués contre elle,
Sont à peine remis de trois jours de frayeur;

Le temps a passé sur nos peines,
Sans nous ramener les beaux jours :
Juillet, qui vit forger nos chaînes,
Juillet va terminer son cours;
Et, quand son triple anniversaire,
Pour saluer nos oppresseurs,
Revient, le soleil qui l'éclaire
Se lève encor sur nos douleurs.

Mais, d'où viennent ces cris de joie?
La meute, à d'indignes festins,
Va chercher sa part de la proie;
Ainsi, nos vainqueurs inhumains,
Quand la France, pleurant ses charmes,
A voilé son front de cyprès,
Osent insulter à ses larmes
De l'ivresse de leurs banquets.

« Barde! m'avaient-ils dit, viens t'asseoir à nos fêtes!
Le barde est l'ami des héros :
Des palmes qui ceignent nos têtes
Nous laisserons pour toi tomber quelques rameaux.
Pourquoi lasser le Ciel d'une plainte importune?
Laisse tes dieux proscrits! encense la fortune!
Nous sommes dieux à notre tour;
Nous régnons, et tes rois ont passé sans retour.

D(
La
Ci
Et
Vi
S'(
Bu
Qu

Bu
T(
D(
B:
Et
Le

Brisons ma coupe, et que, loin d'elle,
Mon luth languisse abandonné,
Plutôt que d'un culte infidèle
L'un ou l
Q'ils rest
Mais du
Pour les
Je saurai

Vos mains que le meurtre a rougies.
Que le peuple, expirant de faim,
Applaudisse de loin au luxe de vos tables;
Quand, du haut de votre dédain,
En maîtres charitables,
Sur ce troupeau de misérables
Vous laisserez tomber les miettes du festin.

Buvez à la famine, aux impôts, à la guerre;
Aux fers que chaque jour vous savez nous forger;
Buvez au choléra, buvez à la misère!
Les peuples trop heureux sont prompts à s'insurger.
Buvez donc à la France, en cent lieux inondée
Du sang de ses nobles enfans!
Buvez à la triste Vendée,
Livrée, indigne proie, au fer de vos brigands!
Et non loin du champ de bataille,
Où sous vos propres coups vos frères ont péri,
Buvez à vos héros, tombant sous la mitraille,
Dont vous avez noirci les murs de Saint-Méry.
Malheureux! buvez à vos crimes;
Buvez à notre long chagrin;
Buvez au deuil de vos victimes;
Dieu se réserve un lendemain.
La torche de vos funérailles
S'allume aux flambeaux du banquet,

Et me montre sur les murailles,
Le doigt qui trace votre arrêt.
Votre règne touche à son terme;
Méchants! Dieu se réveillera.
Nos cris iront toucher l'oreille qu'il nous ferme,
A votre tour Dieu vous abaissera.
En vain, vous condamnez notre lyre au silence,
De vos fureurs bientôt Dieu se sera lassé,
Et, pour ceux qu'aujourd'hui proscrit votre insolence,
Nous chanterons encor quand vous aurez passé.
Oh! que la France alors se venge et vous punisse......
Non! La France chrétienne adore un Dieu clément;
Que la France plutôt laisse au Ciel sa justice,
Que sa félicité soit votre seul tourment.
A vos propres remords qu'elle vous abandonne;
Sous ses antiques lois, libre de retourner,
Qu'heureuse et grande alors la France vous pardonne,
Et puisse Dieu, comme elle, un jour vous pardonner!

# DES INTRIGUES POLITIQUES

QUI,

DEPUIS 1823 JUSQU'EN 1834,

ONT PRÉPARÉ LE TRIOMPHE

DE LA

# REVOLUTI

PARIS. — IMPRIMERIE DE A. BELIN,
Rue Ste-Anne, n. 55.

DES

# INTRIGUES POLITIQUES

QUI,

## DEPUIS 1823 JUSQU'EN 1834,

ONT PRÉPARÉ LE TRIOMPHE

DE LA

# RÉVOLUTION EN ESPAGNE,

AVEC DES RENSEIGNEMENS BIOGRAPHIQUES

SUR FERDINAND VII, ZUMALACARREGUY ET AUTRES,


PAR D.......

TRADUIT DE L'ESPAGNOL PAR A. DE M.......


La race des vrais rois tôt ou tard est cl

VOLTAIRE.


PARIS.

LIBRAIRIE DE MADAME GOULLET,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 7.

1834.

# PRÉFACE DE L'AUTEUR.

Poussé par l'anarchie qui ensanglante l'Espagne et menace l'Europe des maux qui désolent ma patrie; jeté loin de mon pays par une de ces tourmentes politiques qui bouleversent le monde et renversent les empires, j'osai compter sur l'hospitalité des gouvernemens : je m'abusais! !...

J'espérais au moins que, privé d'une épouse chérie,

des caresses de mes enfans; qu'éloigné d'une mère déjà parvenue à cet âge où les consolations d'un fils sont toujours si puissantes en nous dissimulant le désenchantement de la vie, la politique dirait : c'est assez... je m'abusais encore ! !

Voudrait-on me punir de ma probité politique? de ma fidélité au malheur? de mon dévoûment à de hautes infortunes? de ma fidélité à mon prince, à mon roi?... Il faut qu'il en soit ainsi; autrement, comment expliquer cette obstination dans les poursuites, cette persévérance dans l'arbitraire?...

Les malheurs qui fondent sur ma patrie, et dont l'image remplit mon ame d'amertume; ma famille exposée peut-être aux persécutions dirigées par ces nouveaux *Séides* de l'anarchie contre tout ce qui porte un cœur honnête et reconnaissant; la discorde promenant ses brandons enflammés au milieu de nos provinces, jadis paisibles et florissantes, aujourd'hui en proie à toutes les horreurs de la guerre civile... Tel est le tableau hideux qui s'offre sans cesse à mon imagination..... Quel assemblage de calamités!..... je suis anéanti !... Mais quels accens ont frappé mon oreille?... Pourquoi ce trouble que j'éprouve?... que mon ame est émue ! mon cœur tressaille d'allégresse, mes chaînes sont moins gênantes; elles ont perdu leur poids ! !... Mais non, je ne m'abuse pas, c'est la voix de la patrie !

Eh! quelle autre eût pu tromper l'épaisseur de ces murs?... Oui, j'entends ta voix, noble Espagne : je saurai satisfaire au devoir que tu m'imposes. Je fus témoin des faits qui préludèrent aux malheurs qui t'accablent : j'en rapporterai les circonstances désastreuses avec courage et vérité.

Espagnol proscrit, fugitif, c'est à moi qu'il appartient de démasquer ces missionnaires de l'absurdité : j'indiquerai les noms de ces hommes qui, sans pudeur, ont immolé ton repos à leur insatiable avidité, et qui, sans consistance, ni morale, ni politique, recherchent, au nom d'une propagande désorganisatrice, ce qui ne fut jamais que le prix de l'honneur et des vertus patriotiques.

Dévoué par conviction à la cause de *Carlos quinto* (Charles v), mon devoir est, sans doute, de justifier ce prince des fautes que ses ennemis lui ont supposées, et surtout de l'inaction dans laquelle il resta en Portugal, après la mort de son frère.

Le lecteur trouvera peut-être trop de sévérité contre des personnes qu'il voudrait que j'eusse ménagées davantage; mais je le prie de se souvenir que c'est un Espagnol qui écrit l'ouvrage, non-seulement pour défendre la légitimité en général, mais pour faire voir à toute l'Europe les entraves qui ont empêché son roi d'agir autrement qu'il l'a fait. Pour remplir ce devoir,

je me garderai bien de dire un seul mot qui ne soit facile à justifier, mais aussi je ne cacherai la conduite d'aucune de ces personnes qui ont eu un rapport direct avec la manière d'agir de don Carlos. Je voudrais de tout mon cœur passer sous silence les événemens de Portugal, mais alors comment justifier mon roi?.... Tant pis pour celui qui n'a pas la franchise et la loyauté pour guide....

Vérité, auguste fille du Ciel, guide ma plume! c'est à toi d'apprendre aux générations futures que, hors de la justice et du droit, il n'y a, ni ne peut y avoir, que malheur et désespoir.

# DES INTRIGUES POLITIQUES

QUI,

DEPUIS 1823 JUSQU'EN 1834,

ONT PRÉPARÉ LE TRIOMPHE

DE LA

# RÉVOLUTION EN ESPAGNE.

## CHAPITRE Ier.

J'eus des adorateurs et n'eus pas un ami.
VOLT.

Avant de parler des événemens qui ont affligé l'Espagne et dont les conséquences affreuses inondent de sang cette terre classique de la fidélité, je dois donner une idée aussi juste qu'impartiale du caractère de l'homme que l'inflexible histoire

désignera comme l'auteur des maux qui désolent la Péninsule; de celui qui, après avoir été, pendant vingt-quatre longues années, l'idole de la nation, refusa de cimenter le bonheur de sa patrie et prépara le triomphe de l'anarchie. A ce tableau frappant de vérité.... le nom de Ferdinand VII.... tombe de ma plume!

Je ne dirai rien de sa conduite en 1808. Cet épisode de la monarchie espagnole a fourni le texte de vingt ouvrages qui tous émettent des opinions différentes : les uns déversent les torts sur Charles IV; les autres en accablent au contraire son fils, qu'ils accusent même du crime de lèse-majesté. Quant à moi, je me suis fait une loi de ne parler que des faits auxquels j'ai dû prendre, et ai pris en effet, une part active; ou de ceux qui se sont passés assez près de moi pour que j'en fusse le témoin : je m'abstiens donc de toutes réflexions. J'avouerai seulement, et d'après une profonde conviction, que je suis loin d'absoudre le fils au détriment du roi son père, la conduite de Ferdinand n'ayant jamais été signalée que par des actes de perfidie.

Ah! que Marie-Louise, sa mère, avait bien jugé du caractère de son fils, lorsque, dans un moment d'abandon que lui avait inspiré l'enthousiasme du peuple en faveur de Ferdinand,

elle s'écria : « *Les Espagnols désirent Ferdi-*
» *nand pour leur roi: ils s'en souviendront un*
» *jour, mais en versant des larmes de sang:*
» *car alors ils auront eu le temps d'apprécier*
» *tout ce que son cœur renferme d'ingratitude*
» *et de fausseté.* »

Pourquoi faut-il que cette prophétie se soit accomplie! Malheureuse Espagne, réponds-moi, jamais mère connut-elle mieux son fils?...

Ferdinand était devenu l'idole des Espagnols. Quel peuple montra jamais plus de dévoûment à la personne de son roi, et déploya plus de persévérance et de courage pour lui conserver un trône que des dissentimens de famille avaient compromis? Tandis que l'Europe subjuguée recevait la loi du vainqueur, que les peuples et les rois suivaient, humiliés, le char d'un nouvel Alexandre, une seule nation resta debout sur les ruines de sa monarchie, ce fut la nation espagnole.... Qu'il fut grand cet enthousiasme qui mit les armes aux mains de tout un peuple enivré du besoin de combattre pour son antique indépendance! Que de sacrifices furent faits alors au nom de la patrie menacée! Oui, comme aux époques les plus glorieuses de l'antiquité, chacun aspirait au bonheur de mourir pour elle; aussi, depuis les Pyrennées jusqu'aux

Colonnes d'Hercule, il serait difficile de trouver un mètre de superficie qui ne fût pas dépositaire de quelques débris humains, nobles et touchantes preuves de la fidélité de ces braves qui descendirent dans la tombe en prononçant le nom du Roi !

Je le répète, le nom de Ferdinand était alors pour les Espagnols un talisman dont l'influence surnaturelle leur dissimulait les dangers et les portait avec fureur contre les baïonnettes ennemies : il encourageait les faibles, inspirait aux braves un plus haut degré d'énergie. C'est ce nom magique qui fit inscrire dans les fastes de la valeur espagnole le récit des belles journées de *Sarragosse*, *de Girone*, *d'Albuera*, *de Vittoria*, etc.

Pas une famille qui n'eût à déplorer la perte de l'un des siens tombé sur un champ de bataille, et cependant toute plainte eût paru un outrage si la nature, cherchant à reprendre ses droits, un instant méconnus au bruit des combats, les eût réclamés au nom de ces braves. Il est mort pour Ferdinand, s'écriaient la mère éplorée, la veuve délaissée, l'enfant privé des embrassemens de son père.... aussitôt les larmes étaient séchées..... Avouons-le, ce dévoûment était admirable !

Cependant la Providence avait fixé l'année 1814 comme le terme de cette guerre d'extermination qui avait étendu ses ravages depuis les bords du Nil jusqu'à Moscow. Une paix générale avait été signée: les nations épuisées allaient enfin déposer le glaive de Mars. Les Espagnols aussi saluèrent de leurs vœux cette nouvelle ère de bonheur et de paix, et jetant des regards empressés vers les Pyrénées, ils attendaient avec avidité que, du haut de leur sommité, apparût l'ange tutélaire de la présence duquel ils faisaient dépendre le bonheur de la patrie.

Tel on voit le laboureur attentif et laborieux, après avoir interrogé les secrets de l'orient, adresser des actions de grâce au Dieu des moissons et demander aux rayons vivifians de l'astre régénérateur de nouvelles richesses, de nouveaux bienfaits: de même on vit tout un peuple élever vers le ciel sa voix reconnaissante dès qu'il découvrit que, du haut de ces montagnes, que la nature a données pour limites à deux vastes empires, descendait l'objet de son choix, de son amour et de son culte.

Point de dissidence d'opinion parmi cette masse de peuple : tous les cœurs étaient à l'unisson du bonheur et de l'espérance. Les plus vives acclamations accueillirent Ferdinand, que les

Espagnols saluèrent à son arrivée du surnom de *Désiré* (El deseado); et jusqu'à Madrid le voyage de Ferdinand fut un long triomphe. Des bénédictions unanimes l'accompagnèrent jusque sur son trône. Quel noble et touchant tableau que celui de tout un peuple victorieux suivant avec délire le prix de son constant héroïsme et de sa fidélité, et auquel les Espagnols attachaient le bonheur d'un plus heureux avenir en dédommagement d'un passé si affreux !

Les villes, bourgs, villages, placés sur l'itinéraire royal, unissaient leurs acclamations à celles des habitans assez fortunés pour avoir salué le roi quelques instans avant eux. Ce fut de cette manière que le cortége du roi, grossissant toujours, finit par devenir l'expression directe et unanime du vœu national. Ces acclamations devinrent tellement bruyantes qu'on eût dit que l'Espagne cherchait à remplacer, par l'expression bruyante de sa joie, les douleurs qu'elle eût infailliblement exprimées, si elle eût entendu le bruit causé par les roues du char royal lorsqu'il broyait les ossemens de ses nobles fils, morts pour son indépendance et répandus sur le sol de la patrie.

Sous de tels auspices, il était naturel de penser que le roi, guidé par son cœur paternel, s'em-

presserait d'acquitter la dette de la reconnaissance ; je veux dire celle du sang versé pour lui ; que la vue des campagnes désolées qu'il venait de parcourir et qu'il avait, six années auparavant, laissées si riches de culture et de produits, lui ferait sentir aussi le besoin des plus larges économies ; et qu'enfin il allait donner tous ses soins au soulagement des maux qu'avait causés une invasion de six années.

Voyons quels furent les moyens qu'il employa pour assurer le bonheur de l'Espagne, la consoler de ses malheurs, de ses sacrifices et lui assurer un avenir de calme et de prospérité.

Doué d'une paresse devenue proverbiale en Espagne, Ferdinand VII ne s'occupa jamais de la situation du trésor ; dès-lors
vrir sur quelles branches du
porter les économies.

Entièrement à la disposition
ce fut à eux que le roi confi
royaume. Ceux-ci s'en acquittèrent avec une telle abnégation de tout principe d'équité, de justice et de prévoyance, avec un tel mépris pour la fortune publique qu'en 1823, par exemple, au moment où de nouvelles blessures avaient donné plus de gravité à celles reçues pendant la guerre contre l'usurpation de Napo-

léon, les impositions furent fixées d'après les bases de celles de 1784, l'une des époques les plus florissantes de la monarchie, malgré les frais énormes qu'avait occasionnés l'alliance de la France et de l'Espagne lors de la guerre de l'indépendance américaine.

Et cependant l'Espagne fut-elle jamais moins heureuse, sous le rapport de ses finances, qu'en 1823? Mais les ministres ne tinrent aucun compte de la situation du royaume et, en résultat, lorsque tant de motifs les obligeaient à diminuer les charges du peuple, elles furent doublées, au contraire, par la mesure adoptée et que je viens d'indiquer.

Chaque ministre des finances, sous Ferdinand, fut un véritable despote : agissant sans contrôle, ce favori ne songeait qu'à se former un riche capital, qui chaque jour s'accroissait des sacrifices imposés, outre mesure, à un peuple épuisé par la guerre et ceux qu'il avait faits. Ce ministre avait encore à sa disposition des sommes considérables qui, indépendantes de celles désignées pour le service de son département, étaient destinées à satisfaire les exigences du roi; car, loin de se contenter des fonds énormes affectés à l'entretien de la cour et qu'un luxe effréné rendait toujours insuffisans, sa majesté recevait en-

core, de tous côtés et par tous les moyens possibles, les sommes qu'il disait lui être utiles. C'est ainsi que des fonds affectés à des crédits sacrés, si je puis m'exprimer ainsi, reçurent une autre destination. L'avarice de Ferdinand, son goût pour l'argent étaient tellement reconnus, qu'il est souvent arrivé qu'un ministre, menacé de tomber en disgrâce, soit allé déposer à ses pieds cinquante ou soixante mille piastres (deux cent cinquante ou trois cent mille francs), en les lui offrant comme un excédant sur les besoins de son ministère et comme la preuve certaine d'une sage et méthodique administration : c'était ainsi qu'il achetait la conservation de son portefeuille.

Ces dilapidations, car je ne sais quel autre nom donner à cela, avaient lieu tandis que des veuves de militaires, tués sur les champs de bataille et pour son service, attendaient depuis plus de six mois le paiement d'une modique pension.

Les emplois ne furent pas donnés avec plus de discernement et d'équité qu'on n'en mettait à ménager les ressources du pays. Jamais on n'eut égard aux droits acquis ; la faveur seule indiquait le choix du roi, au détriment de tant de braves mutilés. Une foule de réclamans se traînaient chaque jour sur les pas de sa majesté qui

ne pouvait descendre l'escalier de son palais, ou monter en voiture, sans être entourée de quelques centaines de ces pétitionnaires qui, le placet à la main, venaient réclamer le prix de leurs services. Ferdinand recevait machinalement ces pétitions et les remettait, avec la même indifférence, à l'officier des gardes-du-corps de service qui n'en faisait aucun cas.

Cette myriade de demandes, loin de dessiller les yeux du monarque en les lui ouvrant sur l'une des plaies les plus profondes de l'Espagne, semblait au contraire fatiguer sa vue et lui causer de l'impatience.

Si le roi eût été moins subjugué qu'il ne l'était en effet par les jouissances du luxe, pour l'aliment duquel des sommes colossales furent sacrifiées, sans doute il eût été facile de remédier à tant de maux : l'Espagne était fatiguée, mais non pas épuisée ; une sage économie aurait pu en quelques années cicatriser les plaies de la guerre et consoler les particuliers de leurs sacrifices...... Hélas ! il n'en fut rien. Sans égard pour les malheurs du peuple, on exigea de lui jusqu'à ses moindres ressources pécuniaires, et, tandis que Ferdinand faisait arriver à grands frais des pays étrangers les plus somptueux ameublemens, le peuple, les défenseurs de son trône, de

ses droits, ceux auxquels il devait sa couronne, mouraient de faim par suite des rigueurs dont ils étaient l'objet pour l'acquit de leurs contributions.

C'est surtout après le voyage du roi en Catalogne et son retour par l'Aragon que ces mesures furent plus acerbes encore.

Les ministres avaient donné les ordres les plus précis pour que les villes, bourgs, villages, situés sur le passage du roi, reçussent sa majesté de la manière la plus convenable, en laissant d'ailleurs à la charge de ces localités l'acquit des dépenses qu'elles auraient faites pour sa majesté.

Ferdinand, au contraire, avait demandé qu'on ne fît aucun frais lors de son passage, contraste qui laissait les populations incertaines sur la détermination qu'elles auraient à prendre, ce qui fit qu'un bon nombre de villes, bourgs ou villages obéirent aux ordres des ministres, et d'autres à celui du roi qui, lors de son passage, critiqua les uns et manifesta la plus grande humeur pour la retenue des autres, qui cependant n'avaient fait que suivre les ordres qu'il avait donnés, contradictoirement il est vrai à ceux de ses ministres. Les Espagnols se livrèrent, encore en cette circonstance, à toute la puis-

sance de leur affection pour Ferdinand. Les dépenses les plus folles furent faites sans discernement; les ministres l'avaient ordonné : c'est ainsi que, dissimulant aux yeux du roi la véritable situation du royaume, que le roi lui-même paraissait méconnaître, bien qu'il n'ignorât rien du malheur de son peuple, on le rendit plus cruel encore.

Ce voyage, les frais qu'il avait nécessités devaient nécessairement avoir dérangé bien des calculs, bien des économies; néanmoins, ce fut au moment où les Espagnols venaient de faire de nouveaux sacrifices, que les contributions furent exigées avec le plus d'activité; on alla jusqu'à faire vendre le mobilier de ceux qui ne purent payer, et ce, sans égard à ces considérations de fortune et de position qui, partout ailleurs, sont toujours si puissantes.

Mais, si les plaintes et les demandes du peuple ne furent jamais écoutées, il faut avouer que les personnages les plus élevés par leur rang, leur fortune ou leurs dignités ne furent pas plus heureux. Cette insouciance du roi s'étendait à tout, et comme s'il se fût interdit la jouissance de faire, au moins quelquefois, le bien par lui-même, il arriva souvent que ces hauts solliciteurs, fatigués d'attendre le succès de la demande

qu'ils avaient formée, ou l'acte de justice qui leur était dû, se voyaient contraints de s'adresser à celui de ses domestiques (Franciscon) qui était plus en faveur auprès de S. M. que le premier grand d'Espagne, ou que le militaire qui aurait perdu ses deux bras sur le champ de bataille.

Ferdinand joignait à cette dureté du cœur, à cette apathie, à cette paresse inconcevables, une fausseté de caractère qu'il dissimulait par les paroles les plus affectueuses : quelques circonstances que je vais indiquer suffiront pour le prouver incontestablement.

Tous ses favoris furent successivement bannis, arrêtés ou fusillés, et cela quelques instans après avoir quitté le roi, avec lequel ils avaient causé dans ses appartemens particuliers, de la manière la plus amicale même, et après avoir reçu de lui des cigarres de la Havane dont il faisait le plus grand cas. Par exemple, lorsqu'un conseil de guerre fut convoqué pour juger le général *Elio*, ce furent des officiers de la garde nationale qu'on désigna pour être ses juges. Ce conseil fut ainsi composé parce que le roi connaissait les principes politiques des juges chargés d'apprécier la conduite du général, de ce zélé serviteur qu'il savait innocent; enfin, la sentence

rendue, on l'envoya à Ferdinand, qui la confirma sans égard pour les services que lui avait rendus cette victime de la barbarie la plus atroce. Le trait que je vais citer encore fait également frémir.

En 1825, voulant avoir un prétexte pour changer son ministère, il fit appeler le général *Bessières*; arrivé au palais, le roi lui donna l'ordre de fomenter une révolte dans le but de le forcer, lui, Ferdinand, à renvoyer ses ministres. *Bessières*, après une très-longue conférence, promit d'exécuter les ordres de son souverain et partit pour la province de Soria. Les ministres ayant eu connaissance de ce projet, vinrent le signaler au roi qui l'avait formé, et lui demandèrent la punition exemplaire et prompte des conspirateurs; Ferdinand consentit à tout : l'ordre d'arrêter *Bessières* fut signé; il portait l'injonction formelle de le faire fusiller immédiatement sans qu'il lui fût permis de prononcer un seul mot. Ce fut le comte d'Espagne qu'on chargea de l'exécution de cet ordre cruel, inhumain; beaucoup d'autres officiers partagèrent le sort de l'infortuné *Bessières*.

Toute l'Espagne connut ce trait de perfidie et se le rappelle encore avec horreur.

Jamais Ferdinand n'eut un véritable attachement pour qui que ce fût; ses femmes mêmes ne purent se glorifier d'avoir possédé son cœur. C'est à un tel point que, huit jours après le décès de la reine *Marie-Amélie*, il parlait déjà de son mariage avec Christine.... *Je crains de dire que, même avant son veuvage, il en avait déjà fait la confidence.*

Ferdinand avait les goûts bas, les inclinations triviales; loin d'aimer le spectacle, de l'encourager et d'admirer les chefs-d'œuvre de Rossini, il leur préférait les chants dégoûtans de l'un des marmitons du château qu'il faisait venir auprès de lui. Là, tout ce que la licence a de plus effréné, et l'obscénité de plus révoltant était chanté par ce valet, en s'accompagnant sur la guitare, et, plus ses gestes donnaient d'expression aux paroles, plus le roi était heureux.

S'il allait au spectacle, ce n'était nullement par intérêt ni par goût du théâtre, comme je l'ai dit, mais pour y voir l'une de ces danses qui, souvent, attristent la pudeur et font rougir la décence : s'il savait que le fandango ou le bolero dût y être dansé, c'était avec la plus grande anxiété qu'il attendait qu'il commençât; alors il sortait de son assoupissement, son front se déridait, et comme ses goûts étaient publiquement

connus, le directeur du théâtre confiait toujours l'exécution de cette danse à l'actrice la moins retenue dans ses poses, et plus ses gestes étaient lascifs, ses attitudes indécentes, plus S. M. était satisfaite.

Parlerai-je de son courage? il n'en avait pas. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler le tremblement dont il ne put se rendre maître, lorsque le général Vallesteros lui présenta à signer, en 1820, la charte constitutionnelle. Voici quelques détails qui méritent d'être connus.

Le parti révolutionnaire, après avoir fait de vains efforts pour établir un gouvernement plus conforme à ses desseins, et ne se regardant pas comme battu, se servit d'un moyen unique pour triompher de la résistance du roi. L'on dressa l'acte constitutionnel qui fut calqué sur celui des anciennes cortès. Puis, muni de cette pièce, le général Vallesteros monta chez le roi; il présenta cette charte au monarque qui, d'abord saisi d'un tremblement excessif, refusa de le signer en disant qu'il devait compter sur la fidélité de l'armée et en particulier de sa garde; mais Vallesteros lui ayant répondu que ses officiers demandaient unanimement son acceptation *et qu'une révolte avait eu lieu parmi les*

*troupes rassemblées pour l'expédition d'Amérique* (1), il prit la plume et signa, tandis que, au contraire, sa garde indignée espérait avec confiance qu'il s'y refuserait. Ah! si le roi se fût seulement présenté sur le balcon de son palais, que de maux eussent été évités, en reconnaissant la fidélité de ses officiers!

Mais se conduisit-il avec plus de discernement, avec plus d'énergie, lorsqu'en 1822, le 7 de juillet, après avoir mis aux mains de quelques bataillons de sa garde les armes qu'il leur avait ordonné de tourner contre les libéraux, et leur avoir promis de se mettre à leur tête, il les laissa impitoyablement massacrer dès qu'il vit les troupes de la garnison prêtes à repousser l'attaque de ces braves, qu'il avait compromis par son imprévoyance et sa lâcheté? *Don Carlos*, déjà à cheval, lui demanda l'honneur de les commander: le roi le lui refusa. La garde, veuve alors de son roi, qui avait rompu son alliance avec elle, se battit dans les rues avec un courage admirable. Un bataillon repoussé par des forces nombreuses s'étant retiré par la plaine d'Alcorcon, après avoir évacué la ville, fut haché par

(1) Cette révolte était vraie; elle eut lieu à l'île de Léon: nous en parlerons.

la cavalerie constitutionnelle, sous les yeux du roi, qui le vit de l'une des fenêtres de son appartement sans témoigner aucune sympathie pour ces victimes de son incroyable impéritie; singulière position que celle de ces deux corps combattant avec le plus grand acharnement et croyant satisfaire aux intentions du roi! En effet, les libéraux se battirent pour le maintien d'une constitution que le roi leur avait ordonné de défendre, et les royalistes pour exécuter les ordres directs du monarque.

Le roi n'avait, à vrai dire, aucune opinion politique. Il était cruel, despote, mais sans énergie pour exercer son despotisme; il ne connut jamais que la dissimulation qu'il regardait comme une vertu gouvernementale.

*Machiavel* ne pensait pas autrement. Son esprit flottant, incertain, d'une opinion à l'autre, sévissait aujourd'hui contre les royalistes, et le lendemain contre les libéraux. C'est ainsi qu'une fois tombé entre les mains de ceux-ci, il fit toutes les bassesses imaginables pour se soustraire au poignard de la révolution.

Je terminerai ici cette espèce de biographie morale et politique de Ferdinand VII.

Si les poètes, en faisant allusion à ses nombreuses victoires, comparèrent Napoléon à l'ai-

gle qui plane au haut des cieux, en laissant le monde étonné de son audace, je crois la comparaison tout aussi exacte en assimilant Ferdinand VII au Sphinx de Thèbes, à ce monstre épouvantable qui, nourri du sang des Thébains, fut encore après sa mort la source des maux qui désolèrent la Grèce; à ce monstre enfin qui rendit OEdipe responsable de ses crimes, comme s'il eût voulu se venger de son parricide et incestueux vainqueur, en rendant sa mémoire un sujet d'horreur.

Le règne de Ferdinand VII ne sera pas oublié du peuple espagnol, qui s'épuisa pour ce monarque ingrat, qui, à son tour, ne lui légua que la guerre civile, la misère et tous les maux qui en sont la conséquence. Comme le Sphinx, Ferdinand est un objet d'horreur dont le souvenir se perpétuera de siècle en siècle... Pourquoi faut-il qu'un moderne *Œdipe*, un nouveau fils de *Laïus* ne soit pas venu, il y a vingt-cinq ans, délivrer l'Espagne de la présence de ce monstre qu'elle a nourri de son sang!... Que de maux il nous eût épargnés!....

Je m'arrête. Il m'est pénible d'avoir eu à m'exprimer comme je l'ai fait; en cela, si je suis coupable, c'est d'avoir, seul, exprimé l'indignation de tous, de m'être rendu l'écho de l'Espagne,

de cet infortuné pays, digne, par sa constante fidélité, sa patience, son courage héroïque et son amour pour ses rois, d'un sort moins injuste et d'un avenir moins affreux. Les événemens que je vais détailler, seront, je l'espère, mon excuse.

## CHAPITRE II.

Le gouvernement constitutionnel ayant été établi, en 1820, les amis de l'ordre, les hommes dévoués au bonheur de l'Espagne, virent avec effroi la révolution qui venait de s'opérer; le système adopté par les cortès ne laissant aucun

doute sur le but qu'ils voulaient atteindre, il fut facile de juger que les efforts constans de ce nouvel aréopage ne pouvaient mener l'Espagne qu'à l'anarchie, que leur projet était de changer la forme du gouvernement, et de détruire dans tous les cœurs cette confiance politique que pouvaient, peut-être, inspirer les nouvelles doctrines, pour y substituer *la république*.

Disons un mot des ressorts mis en jeu pour renverser l'autorité du roi et lui substituer d'abord le gouvernement constitutionnel.

Ce fut par la révolte des troupes réunies en Andalousie et destinées à protéger les riches conquêtes des *Pisaro, Colomb, Fernand-Cortès*, conquêtes faites avec tant de persévérance et qui rendirent immortels les noms de ces héros; ce fut, dis-je, en ébranlant la fidélité des troupes réunies dans *l'île de Léon*, que les cortès préludèrent à l'exécution de leur projet.

Il y avait deux ans que l'expédition, réunie dans l'île de Léon, attendait le moment de partir pour l'ancienne patrie *des Incas*. Les vœux de la nation hâtaient ce départ et accompagnaient les héros qui en faisaient partie... Mais les ordres d'embarquement n'arrivèrent jamais... L'impéritie d'un gouvernement timide, sans fixité de système comme sans énergie, éloignait chaque

jour du roi une foule de cœurs qui lui avaient été dévoués; les royalistes, toujours trop confians, espéraient encore du sort de la monarchie, tandis que les libéraux travaillaient avec ardeur au renversement du trône. Des émissaires partirent pour l'Andalousie. Ils persuadèrent aux troupes, fatiguées par deux années d'inaction et la monotonie d'une vie sans contraste, que l'expédition ne pouvait qu'être désastreuse pour l'Espagne; que les révoltés de l'Amérique n'étaient pas ceux du temps de *Fernand-Cortès*, et qu'enfin ils devaient s'opposer, dans l'intérêt même de l'Espagne, à leur embarquement, et s'unir aux amis de la liberté; on leur dit encore qu'on avait trompé le roi, qui allait enfin établir un gouvernement constitutionnel. Ces machinations eurent tout le succès désiré : une grande partie des troupes se révolta, les officiers, même en assez grand nombre, partageant les idées de leurs soldats, suivirent cet exemple, et l'armée de l'île de Léon salua cette époque comme l'aurore de la liberté espagnole!

La liberté espagnole! avec quelle facilité abusante des mots on parvient à fasciner les yeux du peuple! Tout en prêchant la liberté, le gouvernement des cortès soumettait les Espagnols au joug le plus pesant; comme en France, où tant

de missionnaires prêchaient l'existence d'un gouvernement libre, lors même qu'il n'était pas permis de sortir de la capitale sans un passeport, les Espagnols, de vraiment libres qu'ils étaient, devinrent de véritables Ilotes. La pensée, sans cesse comprimée par la crainte des persécutions, resta sans énergie comme sans vérité, tant on craignait d'éveiller la susceptibilité de ce sénat devant lequel tout frémissait. La moindre dénomination suffisait pour précipiter dans les cachots le citoyen objet de quelque haine particulière. L'arbitraire avait remplacé la justice, personne n'osait confier à la presse le secret de sa pensée; tous s'interdirent jusqu'à la plainte; c'est ainsi que le despotisme le plus atroce fut établi au nom de la liberté!

Le premier pas des rénovateurs fut de destituer de tous les emplois ceux qui avaient témoigné du dévoûment au roi, ou manifesté des vœux pour le maintien de la tranquillité, comme si ces deux sentimens fussent devenus incompatibles avec l'ordre de chose en vigueur alors. Le but de cette mesure était de donner ces mêmes emplois à des hommes nouveaux, ambitieux, et qui, uniquement poussés par l'intérêt, se trouveraient par là fortement liés au maintien de la constitution. C'est ainsi que, comptant sur leur

concours, on marchait à pas tortueux vers la république.... Idée fantastique que la moindre réflexion eût dissipée, s'ils eussent calculé l'insuffisance politique des hommes qui s'étaient chargés du succès de l'entreprise et reconnu combien le peuple espagnol, encore si arriéré, était peu préparé à un état de choses qui contrariait ses idées et effrayait sa croyance.

Le roi, cependant, conçut des craintes réelles lorsqu'il vit que chaque jour on diminuait l'étendue du pouvoir dont il avait été jusqu'alors le régulateur. Nous ne pouvons avoir de meilleurs juges que nous-mêmes; aussi reconnut-il qu'il n'avait ni assez de mérite, ni assez d'énergie pour retenir l'autorité dont on voulait le priver. En fait, les cortès ne regardaient le roi que comme un mannequin derrière lequel ils agissaient pour donner à leurs décisions un air de légalité.

Ferdinand, effrayé, voulut à son tour renverser la constitution si peu en harmonie avec ses idées de despotisme; mais n'osant l'attaquer franchement, il fit appeler quelques uns de ses généraux sur lesquels il pouvait compter; il leur adjoignit les personnes dont le dévoûment à la monarchie lui était bien connu, et leur dit qu'ayant été forcé de signer la charte constitutionnelle, il

comptait sur leur fidélité pour la renverser, mais qu'ils eussent à s'abstenir de tout aveu qui pût apprendre qu'ils agissaient d'après ses ordres. C'est ainsi qu'il ordonna, en 1821, les soulèvemens de la Catalogne, de la Navarre, et *qu'en même temps il signait les décrets qui infligeaient la peine de mort contre ceux des révoltés qui seraient pris les armes à la main*!!!!

En conséquence des ordres du roi, les généraux Eguia, Proles, O'Donnell (1) et beaucoup d'autres officiers de distinction partirent pour commander les royalistes, et reçurent du trésor royal les sommes nécessaires à la solde des troupes sous leur commandement. Les royalistes, très-insuffisamment pourvus d'armes et de munitions, combattirent pendant deux ans avec leur ancienne valeur contre des forces bien supérieures en nombre. C'était au cri de *Vive le*

---

(1) Le général O'Donnell partit pour Bayonne. Là, il reçut de Torrijos, commandant des troupes libérales, une lettre dans laquelle celui-ci lui mandait que sa femme et ses trois enfans étaient en son pouvoir, et que, s'il faisait un pas sur le territoire espagnol, ils seraient tous quatre victimes de sa témérité. Le général O'Donnell répondit : qu'il ne connaissait que son devoir, et, qu'à ses yeux, tous sentimens de famille devaient lui être sacrifiés.

Le général O'Donnell entra dans la Navarre. sa femme et ses trois enfans restèrent onze mois dans un cachot.

*Roi* que ces braves attaquaient les bataillons révoltés contre l'autorité du monarque qui les conduisait à l'échafaud.

Cette guerre, il faut cependant l'avouer, n'était pas sans avantages politiques : elle tenait les cortès en échec et les empêchait d'arriver à leur but, à la république. Car, si la crainte de mécontenter le peuple maintenait ce sénat dans les limites où il s'était placé, sans oser les dépasser, le roi avait aussi moins à craindre pour lui personnellement. Cependant l'émigration continuait; elle devenait considérable, et chaque jour aussi de nouvelles victimes avaient à déplorer la rigueur d'un gouvernement oppresseur.

La constance des royalistes à soutenir aussi long-temps une lutte si inégale, et la marche des libéraux dans les voies révolutionnaires éveillèrent enfin l'attention de l'Europe. Un congrès de souverains se réunit à Vérone, et décida que la France interviendrait en Espagne; qu'une armée passerait les Pyrénées et rendrait au roi Ferdinand le pouvoir absolu qui lui avait été enlevé.

Nous étions alors en 1823, et le 23 d'avril, le duc d'Angoulême franchit les Pyrénées à la tête de cent vingt mille hommes.

Sans livrer une seule bataille, le prince arriva

devant Madrid. Le roi qui, à l'approche des Français, s'était sauvé de cette capitale, traînant après lui les autorités constitutionnelles, s'était réfugié à Séville, où les cortès le détrônèrent et l'envoyèrent à Cadix.

Le gouvernement constitutionnel, d'après les notes remises au congrès de Vérone par le ministre San Miguel, tout en reconnaissant la position dans laquelle allait les placer l'invasion française, et malgré la connaissance qu'il avait de l'opinion publique en Espagne, opinion qu'il savait lui être défavorable, parut jeter le gant à l'Europe, et déclara que l'armée, assez téméraire pour fouler le sol espagnol, y trouverait son tombeau.... Les Français parurent malgré ces bravades; les royalistes espagnols s'unirent à eux, et à leur approche les constitutionnels, sans faire la moindre résistance, ne s'occupèrent plus que de leur salut. Ainsi refoulés jusqu'à Cadix, ils se rendirent enfin à discrétion.

Le fameux Riégo, appelé le héros de *Las Cabezas*, se laissa faire prisonnier avec tous les siens par des paysans(1), et ce, sans leur opposer la moindre résistance. Il fallait qu'il eût bien

(1) Riégo fut pris par un gardeur de cochons (porquero), assisté de trois ou quatre paysans.

apprécié la situation critique dans laquelle se trouvaient les constitutionnels pour déposer les armes devant de pareils adversaires; car il n'ignorait pas que l'échafaud l'attendait comme étant le principal auteur de la révolte de l'île de Léon. Vallesteros, à la tête de dix mille hommes, capitula sans tirer un seul coup de fusil; Morillo imita son exemple, et l'armée des cortès disparut alors entièrement; cependant, à l'entrée des Français, l'armée espagnole comptait dans ses rangs plus de cent mille hommes de troupes de ligne. Quelle fut la cause de cette défection inexplicable? Doit-on l'attribuer à un manque de courage, à la lâcheté des chefs, à celle des soldats? Les Espagnols cependant se sont toujours rendus redoutables à leurs ennemis, et l'Europe les admet au rang de ses nations guerrières...... Mais, hâtons-nous de le dire, l'opinion révoltionnaire n'eut jamais de sympathie en Espagne. L'armée française s'avançait contre elle, c'est pourquoi l'on vit des femmes ouvrir leurs bras aux troupes d'une nation que leurs pères, leurs frères, leurs époux, leurs fils, avaient combattues si long-temps avec succès, et les accueillir comme des libérateurs, des amis, des frères auxquels elles étaient fières de voir confier le sort de l'Espagne.

Amour de la patrie, quelle est donc ton influence? Les Français, les Espagnols avaient oublié leur haine, et cependant huit années s'étaient à peine écoulées depuis ces scènes de carnage qui arrosèrent de tant de sang français le sol de la Peninsule; sang précieux! qui féconda le patriotisme des Espagnols! Il est donc vrai que la valeur et le courage sont l'ame de leur existence.

Si le peuple eût été, comme s'efforçaient de le prouver les déclamations libérales, attaché à la constitution, l'armée du duc d'Angoulême eût-elle traversé l'Espagne, parcouru ces campagnes, théâtre des épisodes sanglans de la guerre de 1808 à 1814, sans presque faire usage de ses armes? Répondez, immortelles armées de l'empire, était-ce ainsi, était-ce avec cette confiance, avec cette sécurité que vos aigles, partout victorieuses, essayèrent l'effet de leurs ailes sur cette Espagne que l'incertitude de votre essor ne put jamais dominer?

Le gouvernement constitutionnel renversé, il était permis de regarder le triomphe des royalistes comme certain, et de croire la sécurité du trône inébranlablement assurée sur des bases nouvelles. C'est aussi ce qui fût arrivé si le roi, qui avait ordonné à ses fidèles sujets de prendre

les armes, ne se fût pas ensuite déclaré contre eux du moment qu'il vit tomber ses fers et qu'il put s'échapper des serres de la révolution. Leçon sans expérience pour lui, puisqu'elle n'eut pas assez d'empire sur sa conviction pour soustraire à de nouvelles rigueurs les amis de la monarchie, qu'il ne cessa de considérer comme des instrumens dont il s'était servi pour reprendre sa couronne.

Les constitutionnels ne perdirent cependant pas courage : ils travaillèrent sourdement à l'exécution de leurs projets, et, profitant avec succès de la flexibilité du roi, ils le circonvinrent de telle manière, ils firent jouer avec tant de finesse les ressorts de la plus astucieuse perfidie que, chaque jour, ils se rapprochèrent davantage du but qu'ils s'étaient proposé.

Au commencement de la restauration, les constitutionnels n'osèrent cependant pas marcher à découvert, c'est-à-dire combattre franchement l'opinion qu'ils savaient leur être défavorable ; mais, de dissimulation en dissimulation, ils obtinrent du roi, d'abord la nomination aux emplois publics de quelques personnes dont les principes politiques étaient fort douteux. Puis, ce premier succès obtenu, ils désignèrent à Ferdinand des ministres qu'il accueillit. Enfin

ils flattèrent les généraux et officiers supérieurs dont le dévoûment à la monarchie pouvait paraître équivoque et qui, faciles à séduire par l'appât de l'argent et n'ayant pas figuré parmi les hommes dévoués à la royauté, pouvaient offrir des garanties à la révolution. C'est ainsi qu'ils tissèrent le filet dans lequel ils devaient enlacer un jour les royalistes.

Le roi, sans énergie, subjugué par sa versatilité ordinaire et déplorable, laissait aller les choses; il régnait au jour le jour, sans jamais jeter des regards sur le passé, ni chercher à interroger l'avenir.

Cependant il nomma le duc de l'Infantado, qui était tout dévoué à la monarchie, général en chef de la garde royale, infanterie et cavalerie; mais ce fut pour bien peu de temps, et le prétexte donné à sa disgrâce fut que ses opinions étaient trop royalistes; les généraux San Brano et Fournas le remplacèrent : celui-ci eut le commandement de l'infanterie, et l'autre fut mis à la tête de la cavalerie.

Comme une garde royale composée d'hommes tout dévoués au roi eût été une barrière trop puissante contre les envahissemens de la révolution, on n'en éloigna pas, il est vrai, tous les officiers connus pour professer le royalisme le

plus pur, mais on ne les y admit qu'avec les plus grandes précautions et après les calculs les plus exacts, afin de minorer leur nombre. Puis on les dissémina dans plusieurs corps, de manière à détruire l'influence qu'ils auraient pu exercer; ce qui, d'ailleurs, serait incontestablement arrivé s'ils eussent été plus nombreux dans les régimens.

Pour remplacer les vacances survenues dans la garde, on fit entrer des individus étrangers au service, et auxquels on délivr
d'officiers qu'ils paraissaient étonné
ou bien on tirait des corps de l'armé
dont l'opinion était chancelante, o
marqué par leur libéralisme. En
que toutes ces précautions étaier
mettait à la retraite les officiers qui
la cause du roi dans les armées de Catalogne et de Navarre. Enfin, de cette manière, on ne laissa dans la garde que le nombre nécessaire de royalistes pour ne pas trop froisser l'opinion publique.

Les choses étaient arrivées à un tel point de machiavélisme et de persécution, qu'il fut défendu aux officiers de manifester leur opinion; si elle n'était pas libérale, et si quelques réflexions froissaient les anciennes cortès, si elles attaquaient les

libéraux, on mandait alors chez le chef ceux qui s'étaient rendus coupables de ce fait, et là, ils étaient vertement réprimandés. Moi-même, en 1824, je fus appelé chez le général Zambrano, qui m'ordonna d'être plus circonspect dans l'expression de mon opinion en faveur du roi, et il finit par me menacer d emon renvoi de la garde si je persévérais dans des principes beaucoup trop royalistes. Enfin, l'impudeur fut poussée jusqu'à donner les grades supérieurs de la garde à des hommes qui s'étaient battus contre la cause du roi.

Comme je l'ai déjà dit, le roi voyait avec indifférence la marche des cortès, et quoique souvent des sujets dévoués eussent regardé comme un devoir de l'avertir des dangers auxquels il exposait la monarchie et tous ceux qui lui étaient restés fidèles, il n'en continua pas moins à s'entourer des personnes qui étaient bien loin de satisfaire l'opinion publique. Voici un trait qui suffirait seul pour donner une idée exacte de l'homme auquel les destinées de l'Espagne étaient confiées.

Un jour que, placé sur l'un des balcons de son palais, il regardait défiler quelques bataillons de volontaires royalistes, l'une des personnes de sa suite fit remarquer que cette troupe avait quel-

que chose de plus martial que les fédérés de la constitution : *Ce sont les mêmes chiens*, répliqua le roi, *mais avec des colliers différens*. C'est ainsi que Ferdinand, par cette singulière manière de reconnaître le dévoûment, se le fût infailliblement aliéné s'il eût été moins vrai, tant la vérité est indestructible. C'est encore ainsi qu'il déversait le ridicule sur les hommes les plus dévoués à sa personne, et cependant jamais il ne voulut consentir au licenciement de ces volontaires, parce qu'il était certain que jamais non plus ils ne tourneraient leurs armes contre lui. Les libéraux redoutaient les volontaires royaux; ils les regardaient comme bien plus dangereux pour eux que la troupe de ligne qu'ils espéraient s'attacher. Le roi, sans protéger aucun parti, conservait une force à opposer aux efforts de la révolution, tandis qu'il confiait les emplois de sa garde aux ennemis de son trône, et préparait l'Espagne à des scènes de carnage que plus de précaution eût rendues impossibles ou au moins éloignées pour long-temps : aussi frappait-il indistinctement sur les uns et sur les autres, et de telle manière que chacun était fort embarrassé de savoir comment il fallait se conduire pour éviter les coups d'autorité de Ferdinand.

Ici je dois parler de quelques hommes qui ont paru sur la scène politique.

San Juan, homme dévoué à la monarchie, avait été nommé ministre de la guerre. Pas plus heureux que ne l'avait été le duc de l'Infantado, auquel le roi, comme nous l'avons vu, retira le commandement de la garde royale qu'il lui avait confié peu de temps auparavant, San Juan conserva peu son portefeuille, dont hérita le général Cruz.

Cruz était connu pour professer des opinions constitutionnelles; peu instruit, on ne le regardait cependant pas comme étant entièrement privé de talens; doué de beaucoup de finesse, il excellait surtout à conduire une intrigue, ce qui paraissait justifier l'énorme avancement de ce ministre qui, de simple soldat, parvint au grade de général, puis au ministère de la guerre.

Tous les efforts de Cruz furent dirigés vers l'établissement d'un gouvernement représentatif. Cependant, malgré sa finesse ordinaire, la conspiration fut découverte. Cruz fut arrêté; il allait être traduit devant un conseil de guerre qui l'eût infailliblement condamné à la peine capitale, lorsque le roi se fit apporter les pièces du procès, les retint et les garda avec le plus grand soin; dès-lors toute procédure étant im-

possible, ce général fut mis en liberté; S. M. lui permit même de voyager en pays étrangers, et pour lui procurer les moyens de le faire le plus agréablement possible, elle continua à cet heureux conspirateur sa solde entière, qui était assez considérable.

Cette conduite de Ferdinand paraît encore inexplicable à beaucoup de monde. Comment concevoir en effet qu'un ministre, après avoir conspiré contre l'autorité du trône, soit absous par le roi, quand la raison d'état, la juste répression du crime de haute trahison, la sûreté du pays et la tranquillité publique demandaient impérieusement la condamnation du coupable.

Le bruit est assez généralement répandu que Ferdinand ne fit grace au général Cruz que pour ne pas trop mécontenter les constitutionnels. Je suis loin de partager cette opinion, et je crois plus rationnel d'attribuer cette singulière indulgence du roi uniquement à la versatilité de son caractère, versatilité qui se manifestait surtout dans les occasions importantes.

Les constitutionnels regardèrent, ou plutôt feignirent de regarder, comme un triomphe l'absolution de Cruz, tant il y a qu'ils surent en profiter.

Cependant si le roi eût bien apprécié la situa-

tion des choses, il aurait vu que le projet de Cruz, celui d'établir un gouvernement représentatif, était également hostile et aux royalistes et aux libéraux, puisque ceux-ci, partisans zélés de la république, n'avaient en vue que son établissement; d'ailleurs la détermination des cortès à Séville, sa déchéance, puis enfin son renvoi à Cadix, après l'avoir dépouillé de son autorité, ne devaient laisser aucun doute dans son esprit.

Zea, ministre de l'intérieur, soupçonné d'avoir partagé les idées de Cruz, son ami, reçut son *exeat*; mais leurs créatures conservèrent la majeure partie des emplois civils et militaires qu'ils avaient obtenus; ainsi la mesure qui atteignait ces deux ministres était évidemment incomplète. Ce fut alors un grand pas que faisait la révolution. Les employés s'y réunirent, et plus tard il ne fut plus douteux pour personne que Cruz et Zéa n'eussent fortement contribué aux événemens de 1834.

Le ministère allait encore être changé : quelques intrigues de camarilla ayant démontré au roi la nécessité de cette mesure, il y consentit, et pour lui éviter l'embarras du choix, ce fut son favori, don Antonio Ugarte, qui lui présenta les noms des quatre nouveaux secrétaires d'état.

*Calomarde* fut ministre de grace et de justice; *Salmon* reçut le portefeuille de l'intérieur; *Vallesteros* eut celui des finances, et *Zambrano* passa au ministère de la guerre. Sans doute on est surpris de l'immense ascendant que devait exercer sur la volonté du roi celui qui à son gré faisait et défaisait les ministères; mais ce qui doit étonner davantage, c'est de voir ce favori victime à son tour d'un nouvel intrigant, et tomber entièrement dans la plus grande disgrace du roi, et ce au moment où S. M. venait d'accueillir ses idées et approuver la composition de tout un ministère. Je regretterais de ne pas entrer dans quelques détails sur un sujet qui sert à corroborer ce que j'ai déjà dit de la conduite administrative du roi, ainsi que de son caractère.

Don Ugarte fut nommé ambassadeur à Turin ou plutôt il fut renvoyé de la cour, et le roi lui ayant ensuite retiré son ambassade et défendu de reparaître, ce ne fut que long-temps après, et sur les instances itératives de cet ancien favori, qu'il lui permit de revenir à Madrid, mais *il mourut en route*.......

## CHAPITRE III.

Les ministres connaissant l'instabilité des décisions royales, combien peu ils étaient assurés de conserver leurs portefeuilles, formèrent contre le roi une alliance défensive (offensive même si le cas l'exigeait); ce qui contribua à les faire

rester quelque temps en fonction. Ce ministre ne fit rien pour le peuple. Vallesteros fut le seul qui voulut paraître donner des soins au bien-être général, en faisant payer les pensions et soldes de retraites à ceux qui les avaient obtenues, et qui depuis long-temps étaient privés de cette ressource.

Salmon n'avait aucune des qualités exigées chez un ministre ; il était tellement nul, et Ferdinand connaissait si bien son incapacité, que les affaires de son département étaient traitées sans qu'il y prît la moindre part. Le roi et Ugarte prononçaient seuls.

Zambrano était trop connu de l'armée par sa lâcheté dans la guerre de la Péninsule, comme aussi par sa nullité, et son incapacité même à la tête d'un régiment, pour qu'on pût jamais espérer de lui, comme ministre de la guerre, une seule des nombreuses améliorations que demandait l'organisation de l'armée.

Calomarde, je n'hésite pas à le reconnaître, a été engendré, fait et procréé tout exprès pour être ministre de Ferdinand ; jamais deux hommes ne se convinrent mieux : Calomarde était le jouet du roi qui s'en amusait comme l'on fait de son singe, et ce, sans que S. E. trouvât jamais que les gaîtés de S. M. fussent trop manifestes, sans

autre volonté que celle du monarque, qui à son tour n'en avait pas; rien ne se faisait au ministère de grace et de justice, et l'on eût dit que les affaires y étaient suspendues et les employés en vacances. Tout cela n'eût été que plaisant si la docilité de Calomarde se fût bornée à supporter les mystifications du roi; mais dès qu'il en vint aux demandes d'argent, cela devint plus sérieux, plus immoral; l'Espagne devait en souffrir, et en cela, Calomarde a fait beaucoup de mal à son pays.

En face de tels adversaires, les libéraux ne pouvaient que marcher avec plus d'assurance vers leur but: aussi s'en approchèrent-ils chaque jour davantage.

Les royalistes, reconnaissant le précipice vers lequel s'avançait si imprudemment la royauté, cherchèrent à éviter le mal; les provinces, en protestant de leur dévoûment au roi, lui firent des représentations respectueuses, et cherchèrent à le convaincre de l'infidélité de ses ministres: Ferdinand ne fit aucun cas de ces plaintes, pas plus que de toutes celles qui lui furent adressées. Le peuple, mécontent de l'indifférence du roi, en appela à la force des armes: il se souleva contre les ministres, demandant leur expulsion de la manière la moins équivoque;

tant il est vrai que l'injustice produit l'indépendance!!

Nous étions alors en 1827. La révolte éclata d'abord dans la Catalogne, où elle acquit plus de gravité; ce fut à tel point que, craignant que le soulèvement ne gagnât la totalité du royaume, on conseilla au roi de partir pour le théâtre de l'insurrection, ce qu'il fit en effet. Avant d'arriver à Barcelonne, il rencontra, dans un défilé, une troupe de dix mille Catalans bien armés et commandés par le colonel Vidal qui, en approchant du roi, se mit à genoux et protesta de son dévoûment à sa personne, ajoutant « que le vœu « du peuple ne se manifestait qu'en raison du « refus que S. M. paraissait avoir fait d'accueil- « lir ses représentations, dont le but était de lui « demander l'expulsion de ses ministres, de ces « conseillers perfides dont la trahison était cer- « taine; mais qu'enfin, puisque S. M. voulait « qu'ils déposassent les armes, ils étaient prêts « à le faire, qu'il n'avait qu'à ordonner. »

Le roi donna l'ordre à Vidal de congédier sa troupe, et sa parole d'honneur qu'il lui pardonnerait sans arrière-pensée, ainsi qu'à tous ceux qui l'avaient suivi.

D'après cette assurance, Vidal se retira et chacun rentra chez soi, confiant en la parole du

roi et croyant n'avoir rien à redouter sous cette garantie.

Cependant Ferdinand ne fut pas plus tôt arrivé à Barcelonne, qu'il fit appeler le comte d'Espagne, capitaine général, et lui donna l'ordre de faire arrêter *Vidal*, ainsi que tous les chefs de la révolte, et de les faire *décapiter*. Le colonel *Vidal était à jouer au billard quand on l'arrêta. Traîné dans la chapelle de la citadelle, il fut pendu le lendemain ainsi que beaucoup d'autres*. On annonça leur martyre au peuple par un coup de canon tiré de cette forteresse, et un drapeau noir hissé sur le rempart. Le comte d'*Espagne* déploya dans les troubles de la Catalogne une cruauté sans exemple !!!

Ce fut vers cette époque que les libéraux réfugiés en France et en Angleterre conçurent le projet de pénétrer en Espagne pour y rétablir la constitution. *Torrijos*, sous la protection des Anglais, débarqua en Andalousie, tandis que Mina, avec l'aide de la France, se jeta imprudemment dans la Navarre. Ces deux expéditions, au nord et au sud de l'Espagne, ne furent pas plus heureuses l'une que l'autre; elles eurent le même résultat. Le peuple de ces provinces, qui avait encore devant les yeux les scènes de 1820, et qui connaissait tout ce qu'on devait attendre

des nouvelles doctrines, et le ridicule de ces idées fantastiques de liberté et de bonheur que lui apportaient ces nouveaux venus, se leva en masse contre ces deux partisans, et les défit complètement : Torrijos paya de sa tête la témérité de son entreprise, et Mina ne dut la vie qu'à l'un de ces hasards ou plutôt à l'une de ces combinaisons de la destinée humaine qui, il y a dix siècles, eût été regardée comme l'expression d'une volonté divine.

La double tentative des généraux Torrijos et Mina ayant été dissipée comme le ventdu d ésert chasse devant lui les sables mouvans de sa surface mobile, et Torrijos, tombé victime de sa témérité, Mina, seul et privé du concours des siens, essaya de rentrer en France : c'était pour lui le port de salut. Malgré des efforts soutenus, mille tentatives infructueuses, et toujours serré de près, il ne put parvenir à ses fins ; perdant alors l'espoir de franchir cette fatale autant que fortunée délimitation des deux royaumes, il fut forcé de se cacher... Un enfoncement formé par la nature dans l'un de ces mille rochers qu'elle semble avoir voilés à dessein derrière une végétation protectrice, parut lui offrir un abri contre la mort;... il s'y enfonça, laissant à sa destinée les conséquences de sa détermination.

Les Espagnols, de leur côté, ayant échoué dans les recherches qu'ils avaient faites et qu'ils continuaient cependant avec persevérance contre Mina, auquel ils réservaient le sort de Torrijos, ne renoncèrent cependant pas à l'espoir de découvrir Mina, quoiqu'il fût devenu invisible, introuvable. On était presque sûr qu'il n'avait pas passé la frontière; enfin, après la surveillance la plus minutieuse, certains qu'il était encore sur le sol de l'Espagne et qu'il n'avait pu gagner les terres de la France, les Espagnols, imitant en cela l'un des épisodes de la guerre du Pérou, mirent à sa poursuite des chiens, comme les lieutenans de Philippe les avaient jadis lancés sur la trace des descendans des Incas.

Les chiens relevèrent bientôt les traces de Mina... Ils partent, ils approchent, ils arrivent, Mina est là... Un sentiment de bonhenr, de joie, s'empare des Espagnols. Ils vont le saisir...Mais quelle divinité veillait sur les jours de cet homme! au moment où les chiens éventaient sa retraite, où vingt pas seulement les séparaient de leur proie, deux chevreuils effrayés s'élancent d'un buisson... Les chiens, fidèles à leur instinct naturel, et délaissant, oubliant les intérêts de la patrie, qu'il ne leur était pas donné d'appré-

cier, abandonnèrent la piste de Mina pour suivre celle des deux chevreuils.

Les Espagnols, trompés par l'apparence, piége auquel les hommes se laissent si facilement prendre, abandonnèrent leur entreprise, en disant en toute confiance : « Mina nous a trom-
« pés,... il n'est pas venu de ce côté! l'ardeur de
« nos limiers n'était excitée que par la présence
« de ces deux chevreuils; non, Mina n'y était
« pour rien... » Ce fut ainsi qu'il put regagner la France après le départ de ses ennemis, qu'il entendait et qu'il voyait même. Je reprends mon récit.

Le parti révolutionnaire avait reconnu, dès 1814, que l'infant don Carlos, doué d'un caractère ferme et réfléchi, serait un obstacle constant à ses projets; qu'il les combattrait même avec cette ardeur que peut seule inspirer la conviction. Les libéraux, craignant que les conseils de l'infant ne prévalussent sur les leurs auprès du roi son frère, dirigèrent leurs premières attaques contre don Carlos. Ils péparèrent alors, avec art, une intrigue, à l'aide de laquelle ils persuadèrent sans beaucoup de peine à Ferdinand que le projet de son frère était de le détrôner, thème bannal autant que ridicule, et que dans l'ombre il travaillait à l'exécution de ce projet.

Le roi, confiant et toujours disposé à accueillir favorablement tous les bruits de ce genre, tant il craignait que le pouvoir royal n'échappât de ses mains débiles, ne sévit pas, il est vrai, contre son frère, ce qu'espéraient les libéraux, mais il lui refusa l'amitié, la confiance que jusqu'à ce jour il lui avait témoignées, et finit enfin par ne plus l'écouter, lors même qu'il lui donnait les conseils les plus utiles à la conservation de son trône. D'un autre côté, Ferdinand se montrait d'autant plus empressé à écouter et à ajouter foi à ces déclamations calomnieuses, qu'il connaissait et voyait avec la plus grande jalousie l'affection du peuple pour don Carlos, héritier direct du trône des Espagnes.

Ferdinand était sans enfans, aucun doute ne pouvait exister quant à la légitimité des droits de son frère; les libéraux le reconnaissaient sans peine, et cependant ils voulurent éloigner, empêcher même son avénement au trône. Ils firent des efforts d'autaut plus grands, que c'était donner une nouvelle impulsion au char de la révolntion, que la présence de don Carlos rendait stationnaire. On commença par déverser le ridicnle sur la reine Marie-Amélie. Sa stérilité fut le thème constant des ennemis de la monarchie; puis, sous le prétexte de féconder son sein et dans le but,

disait-on, de lui faire donner un prince à l'Espagne, on lui administra des médicamens, et bientôt.... *elle mourut* !!

Etendons un voile sur cette scène de deuil qui priva l'Espagne et le roi d'une fidèle amie dont les conseils furent toujours dictés par l'amour du bien public.

Les cendres de l'infortunée Marie-Amélie n'étaient point encore refroidies, lorsqu'un courrier partit pour Naples demander la main de Marie-Christine. Le choix de cette princesse fut, de la part des libéraux, une conséquence de la fixité du méthodisme de leur conduite, car ils connaissaient tout ce qu'ils devaient attendre du caractère de Christine qui, déjà, lors de la révolution de Naples, avait donné des gages aux nouvelles doctrines.

L'infant don Carlos savait tout ce qu'on tramait; mais, se reposant sur la connaissance que le roi son frère devait avoir de la loyauté de son caractère, il affecta de ne jamais chercher à dissiper ses craintes. Cependant, pour ne laisser aucun doute à Ferdinand sur ses intentions, il vécut dans l'éloignement le plus absolu des affaires; il diminua sa cour et jusqu'au nombre des personnnes que jusqu'alors il avait reçues avec tant de plaisir et de bonté. Il fit enfin tout

ce qu'il fallait pour dissiper la jalousie du roi... Tant de prévoyance fut sans succès!.... cela se conçoit.

Le parti de don Carlos grossissant au fur et à mesure des envahissemens de l'esprit révolutionnaire et des fautes de Ferdinand, on avisa aux moyens de dépopulariser l'héritier du trône. On le peignit, dans des déclamations furibondes, comme un fanatique religieux, exagération que l'esprit de parti pouvait seul inspirer. Ce prince ne fut, sous le rapport de la religion, que ce que tout homme doit être; sa foi sincère et profonde n'a jamais dépassé les limites de la raison, et, véritablement croyant, il ne réclama que le titre d'homme de bien. Moi qui l'ai connu, suivi et parfaitement apprécié, j'ai plus d'un motif pour le juger ainsi; fidèle à ses principes, jamais don Carlos n'a promis en vain, tant il diffère en cela de son frère, avec lequel, d'ailleurs, il n'a aucun rapport.

Si on s'est appesanti sur les principes religieux de don Carlos, c'est uniquement parce que sa conduite ne pouvait prêter en aucune manière aux réflexions des ennemis de la royauté, qui, comme nous ne cessons de le répéter, avaient un intérêt puissant à dépopulariser le prince auquel les destinées de l'Espagne devaient être

confiées. En effet, que pouvait-on condamner en lui ? Sous le rapport des talens, du savoir administratif, personne n'était à même de porter un jugement qui fût basé sur des preuves, puisque jamais il n'avait été appelé à les exercer. Quant à son ambition, nous pourrions, nous, royalistes, lui reprocher de n'en avoir jamais eue ; et si, lorsque presque tout le peuple entier lui présenta la couronne, en insistant pour qu'il la posât sur sa tête, comme un moyen assuré de préserver l'Espagne des horreurs de l'anarchie vers laquelle la maladie du roi la précipitait ; s'il eût accédé aux voeux du peuple, l'Espagne n'aurait point à verser de nouvelles larmes ; mais il déclara *que son frère vivant, il ne ferait rien pour exercer un pouvoir qui dès-lors ne lui appartenait pas.*

Pourrait-on lui reprocher de manquer de courage ? Un seul exemple suffira pour pulvériser ce qui ne serait qu'un nouvel outrage ; lorsque, le 7 de juillet 1822, il réclama de son frère l'honneur de commander la garde compromise dans les rues de Madrid, il fit plus que de manifester du courage.... il fit preuve de désintéressement et de bravoure.

Les offres du roi, relativement au choix de la princesse de Naples, ayant été accueillies par

cette cour, il épousa Marie-Christine de Bourbon, en novembre 1829.

Les Espagnols accueillirent avec peu de confiance les espérances qu'on fondait sur ce nouvel hymen : la conduite de Marie-Christine, lors des événemens de Naples, le soin de ses plaisirs particuliers.... tout cela était loin de relever le courage des Espagnols, qui cherchèrent en vain à découvrir en elle cette sagesse de conduite... cette réserve... qu'il eût fallu qu'elle déployât pour assurer le bonheur de la nation. Cependant chacun en particulier, et le peuple en masse, était persuadé qu'au moins ici la couche royale ne resterait pas stérile, et que le roi aurait l'espoir d'avoir un héritier direct... Mais n'anticipons point sur les faits ni sur la marche des événemens. Nous verrons quelle fut la conduite de Christine lorsque, devenue veuve, elle fut encore libre et comment elle profita de sa liberté.

Comme personne n'en doutait en Espagne, la reine devint enceinte peu de temps après son mariage. La joie des ennemis de don Carlos fut grande; mais comme cependant rien ne leur garantissait la naissance d'un fils, qui seul pouvait enlever à don Carlos la légitime possession de ses droits au trône, ils conseillèrent au roi une mesure qui, au mépris de toutes les lois de la

monarchie, tendait à déclarer que quelque pût être le sexe de l'enfant dont la reine devait accoucher, il hériterait des droits royaux de son père avant l'infant don Carlos. Les libéraux alors renouvelèrent auprès de S. M. leurs déclamations mensongères contre son frère, si ambitieux, disaient-ils, du pouvoir royal. La froideur de Ferdinand pour don Carlos une fois élevée au diapason de la haine, on profita du moment pour lui présenter à signer un décret qui abrogeait les dispositions de la loi salique en tout ce qu'elle pouvait avoir de direct à l'exclusion des femmes de la succession à la couronne. Ce fut encore un favori, Grijalba, qui, gagné par le parti révolutionnaire, parvint à persuader à Ferdinand VII qu'il devait sanctionner cette abrogation. C'est ainsi que l'abolition de la loi salique fut décretée, signée par le roi, et publiée avec le plus grand soin.

Cependant cette abrogation de l'une des lois fondamentales de la monarchie espagnole manquait de légalité; pour qu'elle fût exécutable, il eût fallu que les *cortès por estamentos* l'eussent sanctionnée: c'est ce qu'elles ne firent pas, n'ayant point été consultées. Ainsi la seule volonté du monarque n'étant pas suffisante pour exclure l'infant don Carlos de ses droits au trône, il les

conservait toujours malgré la décision du roi... Toute l'Espagne était unanime à cet égard.

Il y a mieux : don Carlos était né sous la garantie de cette loi salique; ses droits au trône se trouvaient maintenus par cela même que la décision du roi, en admettant encore qu'elle fût légale, ne pouvait avoir un effet rétroactif. Le second point obtint également la sanction de tous les Espagnols.

D'un autre côté, les partisans de cette abrogation de la loi salique savaient très-bien aussi que la sanction des cortès *por estamentos* était indispensablement nécessaire; mais certains que si ces cortès étaient réunies, elles auraient à l'unanimité proclamé don Carlos légitime héritier du trône d'Espagne, on se garda bien de les convoquer.

Que firent alors les révolutionnaires? ils se contentèrent de soutenir la légalité de la loi qui excluait don Carlos du trône, puis ils attendirent le dénoûment.

Beaucoup de personnes attachées à l'infant don Carlos lui conseillèrent de réclamer contre cette usurpation de ses droits. Il répondit, comme il l'avait déjà fait, que, du vivant du roi son frère, dont il était le sujet, il ne lui ferait rien qui pût avoir un air d'opposition, mais qu'il se

réservait de protester ostensiblement, lorsqu'il serait question de passer à l'exécution de la nouvelle loi.

La reine accoucha d'une fille; et tandis que les véritables amis de leur pays restèrent indifférens sur ses suites, les libéraux, au comble de la joie d'un événement qui leur ouvrait une nouvelle voie pour arriver à leur but, songèrent à l'établissement d'une régence pour laquelle ils désignèrent la reine, personnage sans talens, et qu'ils étaient certains de diriger à leur gré, ce qui est effectivement arrivé. Dès que la reine eut un enfant, les libéraux ne regardèrent plus le roi que comme l'ombre de la royauté dont ils concentrèrent toute la puissance en la personne de cet enfant sous la régence de sa mère.

Cette vérité une fois établie doit servir à expliquer ce qui pourrait par la suite paraître équivoque.

La reine accoucha d'une seconde fille : cette naissance était une garantie de plus à l'établissement d'une régence. A cette époque aussi, la santé du roi faiblit d'une manière sensible. Le dépérissement était-il naturel? fut-il provoqué?... Je n'ose percer ce mystère, et je répugne à mentionner les opinions généralement émises alors. L'orage grondait... il approchait... Les

vrais Espagnols, émus par l'idée des maux auxquels l'Espagne allait être exposée si le roi succombait à sa maladie, tournaient leurs regards supplians vers l'infant don Carlos, qui, comme la colombe après le déluge, pouvait seul leur apporter le rameau de la paix.

Le roi eut plusieurs accès dits de goutte. Celui qu'il éprouva entre autres à Saint-Ildefonse (la Granja) en 1832, le 14 septembre, mérite une mention particulière en raison de l'influence qu'il eut sur les événemens.... Cette attaque fut tellement grave, que le roi parut long-temps avoir cessé de vivre. Les médecins même le crurent mort et le déclarèrent. La nouvelle s'en répandit avec la rapidité de l'éclair, de Madrid, où elle arriva d'abord, aux extrémités des provinces les plus éloignées. Cependant, malgré toutes les probabilités et les prévisions des médecins, il survécut à cette attaque, et graduellement il recouvrit, quoique d'une manière lente et difficile, non la santé, mais une existence incertaine, que les praticiens ne considérèrent que comme un intermède de la mort, mais qui satisfit les libéraux.

La nouvelle de la mort du roi produisit sur les Espagnols un effet difficile à décrire. Elle dévoila tout ce que l'opinion royaliste conservait

d'énergie et de puissance. La noblesse, le clergé, les magistrats, les troupes, le peuple, vinrent de tous côtés offrir à don Carlos l'expression de leur dévoûment, ainsi que leurs fortunes et leurs bras pour l'aider à s'asseoir sur le trône. Parmi ces personnes si empressées, se trouvaient des partisans de Christine, entre autres *Puño en-rostro*, le général *Freyre*, et bien d'autres, devenus ensuite les ennemis de ce prince. Tous lui dirent : « Acceptez, acceptez, sire, *la nation* « *le veut ;* jamais elle ne consentira à subir le « joug d'une femme, qui d'ailleurs est si loin « d'offrir des garanties suffisantes à l'Espagne. « Acceptez, car la révolution aura fui le sol for- « tuné de la patrie dès que vous aurez saisi les « rênes de l'état. »

Le ministre, comte de Alcudia, au nom de sa majesté, fut trouver l'infant don Carlos pour lui proposer la régence pendant la minorité de la jeune Isabelle II. Don Carlos l'écouta avec son calme ordinaire : puis il lui dit : « Accepter la « régence m'est impossible ; ce serait mécon- « naître mes droits, et mon devoir est de les faire « valoir. » Le ministre répondit alors au prince : « En ce cas, votre Altesse Royale sera la cause « de bien du sang de répandu... » Cette réflexion impudente autant que ridicule ayant inspiré à

l'infant un sentiment de pitié, il dit à Alcudia, en lui tournant le dos : « Ce n'est pas moi qui « veut répandre le sang espagnol... c'est vous ! » Et il disparut, laissant le comte stupéfait ; après quoi, il donna l'ordre de ne jamais le laisser parvenir jusqu'à lui.

Ce trait de caractère, cette fermeté, unis au vœu du peuple, effraya les ministres ; ils se consultèrent : nous allons voir quelle fut leur résolution.

Le favori du roi, *Grijalba*, et tous les ministres qui avaient si puissamment contribué à l'abolition de la loi salique, frémirent pour eux-mêmes en voyant les démonstrations du peuple et de toute l'Espagne en faveur de don Carlos, de celui contre lequel ils n'avaient cessé de travailler dans l'intérêt de la révolution. Ils changèrent alors de conduite ; et loin de combattre l'opinion générale, ils se rallièrent à la volonté nationale si énergiquement exprimée.

Pour opérer ce changement, mais de manière à se conserver les moyens de reprendre leur projet, dont l'exécution n'allait être que suspendue, ils proposèrent au roi, qui, comme je l'ai dit, était dans un état de santé peu certain, de rétablir la loi salique dans toute sa vigueur. Cette résolution ne leur avait été inspirée que

par l'égoïsme et la lâcheté la plus insigne; elle était parfaitement d'accord avec l'esprit du traité d'alliance offensive et défensive formée par les ministres entre eux, et dont j'ai déjà parlé. Il était, en outre, pour eux le palladium de leur existence, puisqu'il fallait changer d'allure ou s'attendre à la mort que le peuple n'eût pas manqué de leur donner.

Le ministre *Calomarde*, qui avait eu la plus grande part à l'abolition de la loi salique, fut le premier aussi qui s'approcha de Ferdinand, dans le but de lui apprendre *quels étaient les fâcheux résultats de la détermination qu'il avait prise en faveur de sa fille : il ajouta que la guerre civile était inévitable s'il ne rendait pas le trône à son frère, à son véritable héritier, à l'infant don Carlos, et qu'enfin il venait l'engager à rétablir les choses dans leur état primitif; il ajouta que le roi et son auguste épouse devaient être bien convaincus que, lorsque les ministres lui proposaient de prendre une semblable résolution, ils ne le faisaient qu'apres le plus mûr examen, et d'être assurés qu'il n'y avait aucun moyen d'empêcher l'avénement de don Carlos au trône des Espagnes....* Que faisaient alors les royalistes?

La reine, qui par ses nombreux espions avait été bien instruite, n'ignorait pas que sa propre

vie était en danger si elle cherchait à contrarier le voeu du peuple : Marie-Christine ne fit donc aucune objection, et consentit à céder les droits de sa fille au trône de son père. Ce fut alors qu'elle dit à Calomarde, toujours en présence du roi : « *Que puisque la nation espagnole re-* « *fusait la royauté de sa fille, elle préférait* « *son éloignement du trône à l'idée d'une guerre* « *intestine, tant son cœur avait horreur du* « *sang.* »

Le roi donna l'ordre à Calomarde de lui amener les ministres ; ils parurent tous, à l'exception Zambrano, ministre de la guerre, alors à Madrid. Après s'être fait donner une connaissance exacte de la situation des esprits et des choses, le roi prit des mains de la reine la plume qu'elle lui présentait *et signa le décret royal qui rétablissait don Carlos dans tous ses droits au trône.* Ce décret, signé et scellé du grand sceau de l'état, fut remis à *Calomarde,* avec l'ordre cependant *de ne pas en faire connaître les dispositions avant sa mort.*

Mais les ministres, qui ne trouvaient aucune sûreté pour eux-mêmes dans le mystère que réclamait le roi, lui objectèrent qu'il était au contraire de la plus grande urgence, et pour éviter les plus grands malheurs, de publier ce

décret, qui ôterait au peuple tout prétexte pour se soulever. Nous allons voir comment il ne fut pas publié.

Le décret fut enfin remis au président du conseil de Castille.... et qui alors était Puyg.

Malgré les précautions les plus soutenues et la vigilance des employés du palais, quelques personnes entendirent cette longue et intéressante conversation, et recueillirent avec empressement cette déclaration du roi : « *Oui, je recon-* « *nais que mon frère a de justes raisons de se* « *plaindre de moi ; mais j'espère les diminuer* « *par la résolution que j'ai prise et le décret* « *qui la rend immuable.*

Cet aveu du roi peut-il laisser le moindre doute sur la libre manifestation de sa volonté, et permettre de croire qu'elle n'ait pas été d'accord avec les dispositions du décret royal dont les ministres lui firent sentir l'importance? Put-il, lorsqu'il revoqua cette dernière décision, dire qu'on avait usé de surprise et habilement profité du moment où ses organes étaient le plus affaiblis pour présenter à sa signature l'acte qui privait sa fille de la succession au trône? Le put-il sans insulter à la vérité, lui qui reconnaissait avoir des torts envers son frère?

Il est à remarquer que quatre des personnes

qui avaient entendu cette conversation *moururent peu après le décès du roi!!...*

L'infante dona Carlota, sœur de la reine et épouse du second frère du roi, don Francisco de Paula, se trouvait à Séville lorsqu'elle apprit non-seulement combien la maladie du roi avait acquis de gravité, mais encore que S. M. avait reconnu son frère don Carlos pour héritier de ses droits royaux.

Cette femme, émule d'Alecto, est le type de *l'italiénisme* : ambitieuse, dissimulée, perfide autant que colère, elle sentit la haine qu'elle conservait pour don Carlos se rallumer avec une violence nouvelle et brûler son sein du besoin de venger son orgueil humilié.

Je ne dois pas taire un fait qui, d'ailleurs, doit dervir à expliquer l'état d'irritation dans lequel se trouva cette nouvelle mégère, cause certaine des événemens désastreux qu'il me reste à développer.

Quelques révolutionnaires, jugeant bien de la situation du pays et de la disposition des esprits, et remarquant que, d'un côté, les prétentions de la reine pour sa fille amèneraient infailliblement une collision qu'ils redoutaient, et que, de l'autre, les droits de don Carlos au trône étant réels, ils seraient toujours un obstacle puissant

à leurs projets, conçurent l'idée de placer l'infant don Francisco de Paula entre ces deux nuances d'intérêts, et de le présenter comme un moyen conciliatoire, un *mezzo termine*; duquel ils se serviraient dans l'intérêt de la révolution. Ils flattèrent donc l'ambition de dona Carlota; ce qui n'offrait pas de bien grandes difficultés; ils lui persuadèrent que les libéraux, ne voulant pas de don Carlos, qu'ils ne consentiraient jamais à saluer pour roi, il y avait des moyens de rapprocher l'infant son époux du trône de Charles-Quint, et qu'en rendant impossible l'avénement des deux filles de la reine, son époux placerait alors légitimement sur sa tête la couronne refusée à son frère. Dona Carlota ne recula pas devant *l'emploi de ces moyens*; elle consentit à tout. Ce projet resta secret, le silence étant là un puissant auxiliaire; mais on travailla avec d'autant plus d'ardeur à son exécution, que don Francisco de Paula était connu pour professer des idées peu équivoques de libéralisme, et que dona Carlota était furieuse. Don Carlos l'emportant sur les intrigues de la reine, et recouvrant enfin ses droits à la succession au trône, l'infant don Francisco de Paula s'en trouvait légitimement exclu, ce qui détruisait le rêve ambitieux de cette Infante : *Inde iræ*.

Dona Carlota, furieuse contre la reine, et dans un état d'exaspération inconcevable, partit de Séville avec le plus grand empressement, car, d'un moment à l'autre, le roi pouvait cesser de vivre; la plus grande diligence était nécessaire à la réussite de ses projets. Elle ne négligea rien pour arriver à Saint-Ildefonse avant le décès du roi; sa voiture se brisa deux fois, cependant elle arriva : Ferdinand vivait encore.

La princesse une fois à Madrid, les libéraux en sont informés; ils courent chez elle, l'instruisent de tout, et lui persuadent qu'il faut empêcher, à tout prix, la publication du fatal décret... « C'est mon projet, » dit-elle sèchement. Elle manda aussitôt le président du conseil de Castille qui, comme nous l'avons annoncé, était dépositaire de l'acte qui rétablissait les droits de don Carlos, en donnant une nouvelle force aux dispositions de la loi salique.

Là, elle adressa les plus vifs reproches à Puyg, président du conseil de Castille, qu'elle accusa de faiblesse, de lâcheté même, et d'avoir sacrifié les plus chers intérêts du trône à son impéritie. Elle voulut que l'acte authentique lui fût remis; Puyg le lui donna : il était encore fermé et dans l'état où le roi le lui avait confié.

Munie de cette pièce, elle vole à la Granja,

bien résolue de triompher de tous les obstacles, n'importe à quel prix, et de ne rien négliger pour obtenir l'abolition immédiate de la loi salique, et la révocation du décret royal dont elle était dépositaire. Le roi était dans un état qui ne donnait presque plus d'espoir, lorsqu'il apprit l'arrivée de dona Carlota à la Granja... Cette apparition d'une princesse connue par quelques antécedens qui attestaient de la violence de son caractère fut un coup de foudre!! Que venait-elle faire? que voulait-elle? Chacun se faisait ces questions, et chacun y répondait différemment. Elle monte chez la reine... « Eh! « quoi, lui dit-elle, méconnaissez-vous assez le « prix d'un trône pour avoir négligé de vous « conserver celui de Charles-Quint? Personne « ici n'est-il donc assez éclairé pour juger que « don Carlos, une fois assis sur le trône, deviendra le fléau de sa famille et le vôtre en particulier? Pourra-t-il oublier les intentions du « roi en faveur de sa fille? Croira-t-il que l'idée « lui en soit venue sans le secours de la reine? « Non, non, il ne le croira pas; nous serons « persécutées, exilées, que sais-je encore? Il n'y « a pas un instant à perdre : volons chez le roi... « qu'il annulle le décret... ou je le déchire en « mille pièces...

« Mais, dit la reine, le roi n'a cédé qu'au « vœu de la nation ; ce vœu était hautement « manifesté... » Puis, avec un air de confidence, elle ajouta : « Nous courrions tous les risques de « devenir victimes. Les Espagnols... les Espa- « gnols !! — Eh que peu m'importe, reprit dona « Carlota, ce peuple que vous paraissez redouter! « n'en attendez rien ; qu'il cède !!... C'est un de- « voir qu'il ne remplira qu'après lui avoir op- « posé une volonté ferme et invariable ; que « Ferdinand annulle le décret, je me charge « du reste, sans égard à ce que pensera, dira ou « fera le peuple : nous serons sourdes et aveu- « gles. » Ainsi, l'orgueil et la vengeance faisaient émettre à cette femme la même pensée que Voltaire fit exprimer à Aménaïde, et qu'il rendit dans ces beaux vers :

Que m'importe à présent ce peuple et son outrage,
Et sa faveur crédule et sa pitié volage,
Et la publique voix que je n'entendrai pas?

La reine, cédant aux instigations de sa sœur, se rendit chez le roi : dona Carlota l'y accompagna, toujours munie du décret... Les deux princesses le trouvèrent presque mort... Là, elles attaquèrent fortement l'existence de ce décret qui froissait, lui dirent-elles, non-seulement les intérêts de la monarchie, mais qui contrariait

encore le vœu des Espagnols, vœu qui avait pour objet l'avénement de dona Isabelle, sa fille, au trône de ses pères. Le roi, malgré ses ministres, malgré les assurances, les craintes même de la reine, révoqua son décret qui fut annulé à l'instant même. C'est ainsi que l'infant don Carlos, victime de la haine de ces deux femmes, se vit privé, en apparence, de son droit au trône, et que l'Espagne fut encore une fois jetée à l'hydre révolutionnaire, empressée de dévorer sa proie. Cruel résultat de la fureur tout italienne d'une femme étrangère, par le fait, aux grands événemens qui se passaient alors!!

## CHAPITRE IV.

Le parti révolutionnaire, qui avait perdu espoir d'un succès immédiat, et qui ne s'occupait plus que des moyens de se préparer pour l'avenir, reprit son attitude menaçante à l'arrivée de l'infante dona Carlota; de nouvelles intrigues

furent, comme par le passé, ourdies avec art et précision : de nouveaux malheurs allaient fondre sur l'Espagne.

Le roi ne mourut pas... Des espérances assez fondées préparèrent à l'idée de son rétablissement, qu'il obtint en effet, au-delà même des prévisions des praticiens. Sa tête seule, entièrement affaiblie, attestait les ravages de la maladie; ce fut au point qu'il se trouva dans l'impossibilité de diriger le char de la monarchie. Son état était presque celui de la déraison; il le conserva jusqu'à sa mort, sans éprouver même aucun instant de lucidité.

Les libéraux, habiles à tirer parti de tout, profitèrent habilement de cette absence d'intellectualité pour faire faire à Ferdinand tout ce qu'ils désiraient, ou plutôt ce qu'exigeaient la reine et sa sœur, organes des vouloirs de la révolution... D'abord, on dépouilla le roi de son autorité, puis on exigea qu'il signât un décret par lequel il avouait que sa santé, ne lui permettant plus de s'occuper des affaires publiques, il nommait la reine pour tenir les rênes de l'état, mais en son nom.

Comme on devait s'y attendre, le peuple reçut mal la nouvelle de cette détermination; mais comme son ancien dévoûment au roi était inal-

térable, et qu'il était accoutumé à l'obéissance la plus passive aux ordres émanés de sa majesté, il se contenta de murmurer, de plaisanter, et *tout finit par des chansons*.

Marie-Christine, sous l'égide du roi, fut presque certaine de ne conserver aucune responsabilité personnelle de ses actes : assurée enfin de pouvoir sans obstacle opérer tous les changemens qu'elle voudrait ordonner, elle se rattacha au parti libéral, qui voulait, ou faisait semblant de vouloir, sa fille pour reine, et s'abandonna aux libéraux, qui la dirigèrent à leur gré.

Le changement de ministère fut son premier acte d'autorité. Le second fut de remplacer les ministres par les hommes les plus marquans par leurs principes révolutionnaires, et qui avaient figuré sur la scène politique en 1820 et 1823, entre autres Zea, que le roi avait répudié lors du ministère de Cruz... Le parti libéral triomphait!!

Calomarde fut obligé de se sauver déguisé en moine, et chercha un refuge en France contre la veangeance de la reine, qui voulait le punir du dernier conseil qu'il avait donné au roi : celui du rétablissement de la loi salique.

Il paraîtrait qu'après sa fuite, cet homme aurait voulu se rallier aux opinions légitimistes et

suivre le parti de don Carlos, assurant même qu'il n'avait agi que dans ses intérêts. Mais le piége était trop grossièrement tendu, et les Espagnols qui ont été témoins de sa conduite savent quel jugement ils doivent porter à l'égard de celui qui n'agit jamais que pour ses intérêts privés.

Presque tous les capitaines généraux qui commandaient les provinces furent remplacés par des individus qui jusqu'alors n'avaient pu parvenir à se faire agréer : dès-lors on destitua tous les partisans de la royauté.

La reine, sans aucun égard pour son mari, ne rougit pas de déclarer, dans les différens décrets qu'elle lançait, que, *pendant tout le règne de Ferdinand, le peuple n'avait fait que végéter dans la barbarie.* Enfin, ce fut par l'organe des révolutionnaires qu'elle gouverna constamment.

Les Espagnols accueillirent fort mal les aveux, les outrages de la reine; ils furent indignés de la conduite de cette femme qui, du vivant même de son mari, ne craignait pas de l'outrager. Aussi, perdant chaque jour de son crédit, elle fut bientôt convaincue que sa fille ne pourrait jamais régner que par la force sur un peuple qui haïssait sa mère, et aux yeux duquel elle perdait chaque jour de sa considération personnelle.

Les libéraux n'eurent pas de peine à persuader à la reine que les Espagnols qui professaient des opinions royalistes ne se rallieraient jamais à elle. Par cette conduite, ils voulaient l'amener à retirer la confiance du gouvernement à ceux qui occupaient encore des emplois. On remplaça aussitôt ceux qui restaient encore dans les diverses administrations. La réforme, l'épuration, disait-on, fut tellement générale, qu'il suffisait d'avoir émis une opinion contraire au gouvernement de 1820, gouvernement déclaré illégal par le roi, pour perdre l'emploi qu'on occupait.

Les officiers de la garde royale qui appartenaient à des familles distinguées, et auxquels on supposait des principes contraires à la révolution, furent tous renvoyés du service : un jour seulement le nombre s'en éleva à cent cinquante, parmi lesquels se trouvèrent quinze officiers supérieurs.

La même mesure fut adoptée dans l'armée; mais, pour donner à cet acte de despotisme une ombre de légalité, une apparence de justice, on nomma quatre inspecteurs généraux chargés de joindre à leurs états de revue des rapports particuliers sur les principes politiques de chaque officier. Personne alors ne fut dupe du but qu'on voulait atteindre, et chacun s'attendit à recevoir

son ordre de retraite. Tout le monde savait que cette ombre de légalité était un nouveau manque de franchise, et que le renvoi de ceux qui avaient servi dans les corps royaux en 1820, 1822 et 1823, était tacitement sanctionné. Enfin, pour l'exécution de ce projet, on choisit parmi les généraux ceux qui avaient été disgraciés depuis la restauration : comme ces inspecteurs étaient tous ennemis, au moins sous le rapport de la croyance politique, des officiers contre lesquels on voulait sévir, ceux qui étaient attachés à la légitimité furent mis en retraite.

Enfin, du moment où la reine prit les rênes du gouvernement, les royalistes n'eurent plus de sécurité : des persécutions atroces furent dirigées contre eux, et le plus sanglant des reproches qui leur furent adressés fut celui d'avoir servi contre le gouvernement qui, à Séville, en 1823, avait détrôné le roi.

L'opinion du peuple était trop connue pour que les révolutionnaires ne craignissent pas l'expression unanime du voeu et de la volonté même des Espagnols en faveur de don Carlos, dans le cas où le roi viendrait à mourir avant l'accomplissement de leurs projets, je veux dire avant qu'ils se fussent mis entièrement en possession du pouvoir. Il fallait prévenir cette manifesta-

tion de l'opinion publique; aussi conseillèrent-ils à la reine d'éloigner l'Infant, lui répétant ce qu'ils avaient déjà annoncé à Sa Majesté et répandu à peu près dans toute l'Espagne, que le prince conspirait contre l'autorité de son frère. Cette calomnie était d'autant plus infâme, qu'encore une fois le prince venait de refuser la couronne que le peuple lui avait offerte, en lui disant « *que son frère était dans l'impossibilité de* « *conduire le char de l'état, et que la reine, à* « *son tour, marchant à trop grands pas vers la* « *révolution, c'était un devoir pour lui de prendre* « *la direction du royaume.* » Mais don Carlos, qui s'était promis de ne rien faire contre la volonté du roi, vit, sans murmurer, les fautes que chaque jour on faisait commettre à son frère qui, dans la position maladive où il se trouvait, n'était plus que l'ombre du monarque, et qu'il ne régnait que par sa femme. Don Carlos, dis-je, rejeta l'offre que lui faisait la nation, parce que *le roi vivait*, et que, jusqu'à *sa mort, il lui devait l'obéissance qu'il lui avait jurée.* Cette conduite, toute loyale et vraiment digne des beaux jours de la chevalerie, ne mettant aucun terme aux déclamations des ennemis de la monarchie, l'Infant, pour ne laisser à l'Europe aucun doute sur la loyauté de ses intentions,

résolut de quitter l'Espagne et de se rendre en Portugal. Ce projet lui avait été inspiré non-seulement par le besoin de donner aux Espagnols une juste idée de la résolution qu'il avait prise, de ne pas accepter le trône du vivant de son frère, mais encore par le besoin de prévenir l'exil dont infailliblement il recevrait l'ordre, puisque les révolutionnaires le demandaient. Don Carlos se rendit chez le roi, et lui demanda la permission d'accompagner sa belle-sœur, la princesse de Beyra (1), en Portugal : Ferdinand lui refusa cette demande.

Le prince était à peine sorti de chez son frère, que le ministre Zea s'y présenta. Ferdinand lui parla de la demande de don Carlos, et ajouta qu'il lui avait refusé la permission de s'éloigner de l'Espagne. Zea, qui savait trop bien tout ce que le départ du prince pouvait avoir d'utile aux projets des partisans de la révolution, ne put qu'improuver le refus du roi ; aussi, dit-il à Sa Majesté : « *qu'il fallait profiter des dispositions* « *de l'Infant, dont la présence en Espagne entra-* « *vait la marche des affaires, et que si le prince* « *n'eût pas demandé d'aller en Portugal, que*

---

(1) Cette princesse avait été exilée par le gouvernement espagnol, à cause de ses opinions anti-révolutionnaires.

*« c'eût été un devoir pour lui de l'y envoyer. »*
Le roi accueillit entièrement les idées de son ministre : il lui enjoignit de se rendre immédiatement chez l'infant don Carlos, et de lui ordonner de partir dans le plus bref délai possible. Ce fut ainsi que don Carlos, qui désirait s'éloigner sans y être contraint, reçut l'ordre de son exil ; il ne fut pas surpris de cette étrange conduite, et ne douta pas non plus que ce ne fût à Zea qu'il dut son éloignement de l'Espagne ; il se contenta donc de répondre qu'il partirait sur-le-champ.

Le prince partit en effet pour Lisbonne, et laissa les Espagnols dans la plus grande anxiété. En voyant s'éloigner un prince qui, par son caractère franc et loyal et sa position élevée, pouvait seul éviter à l'Espagne les maux que la mort du roi allait infailliblement déverser sur elle, les Espagnols frémirent et se livrèrent à toutes les craintes qui pouvaient leur inspirer l'idée de la guerre civile.

La reine, fidèle à son système, s'y livrait avec persévérance sous l'inspiration de ses ministres. Cependant le peuple lassé commençait à exprimer son mécontentement d'une manière plus expressive. Les libéraux, qui n'avaient pas encore atteint complètement leur but, et qui redoutaient, comme

je viens de le dire, la manifestation du voeu général, manifestation d'autant plus redoutable, que le peuple n'était pas encore désarmé, et que, d'un moment à l'autre, il pouvait demander, exiger par la force ce qu'il n'avait pu obtenir par des vœux, conseillèrent au roi, pour calmer l'effervescence des masses, de reprendre les rênes de l'état : Ferdinand y consentit, et dans le décret qui sanctionnait cette nouvelle mesure, il annonça que la reine était cependant autorisée à partager avec lui les soins que réclamait la conduite du royaume.

Ceci n'était qu'une nouvelle déception. Par ce moyen, on voulait empêcher la réaction royaliste qui était prêt d'éclater parmi les Espagnols; par là, on abusait de la crédulité du peuple, auquel on essayait de persuader que le roi, entièrement rétabli de sa maladie, régnait comme par le passé et avec toute la plénitude de sa raison. Personne ne fut pris pour dupe. Cependant, il était difficile de prouver que le roi ne gouvernait pas, puisque tout se faisait en son nom, et qu'il signait. En attendant, la révolution se maintenait, ses partisans gagnaient du temps; le peuple se plaignait, mais il ne bougeait pas; ainsi, le but que les partisans de la révolution s'étaient proposé, en dictant au roi

les articles de ce décret, était atteint. Le peuple avait été trompé, on avait éloigné de lui l'idée d'une manifestation armée; plus tard, on se réservait d'arriver au moyen de lui ôter ses armes.

En politique ainsi qu'en révolution, le temps est un auxilaire puissant, il faut l'avouer; les libéraux savent merveilleusement attendre : ils attendaient donc...

L'exécution de ce projet eut encore un autre résultat : ce fut celui de rejeter sur le roi toute la responsabilité des mesures injustes qui, chaque jour, excitaient davantage le mécontentement du peuple.

Si j'osais faire ce parallèle, je dirais que c'était Bertrand se servant de la pate de Raton.

La santé du roi donnait à chaque instant de nouvelles inquiétudes; il ne vivait plus, pour ainsi dire, mais il était toujours un instrument dont les révolutionnaires retranchés derrière ce fantôme de royauté se servaient avec habileté. Comme on le voit, leur conduite était mesurée, elle eût pu l'être davantage : s'ils eussent trouvé la même sympathie parmi les masses, leur triomphe eût été complet.

Malgré cette déclaration du roi et son décret tendant à prouver que la conduite des Espagnes lui restait confiée, Marie-Christine, seule et

unique dépositaire du pouvoir royal, n'en gouvernait pas moins et de manière à décourager les Espagnols.
éclaircissemens s
sujets constans de
gré que déjà ils e
dissiper le bruit
roi avait déclaré
trône. Pour y pa
moyens employés. On obtint de Ferdinand, incapable de fixer sa pensée sur aucun objet, une déclaration par laquelle S.M. « *avouait que ses* « *ministres, ayant astucieusement profité de* « *son état maladif, lui avaient fait signer la* « *reconnaissance des droits de don Carlos au* « *trône, mais qu'il se rétractait et déclarait de* « *nouveau sa fille unique héritière de la cou*« *ronne*... L'Espagne fut indignée de cette lâche conduite.

Quelle fatalité pesait donc sur ce royaume !! Nous avons vu le roi défendant aujourd'hui ce qu'il avait fait hier, contradictions qui aggravaient le malheur du peuple, ouvraient une voie plus large à la marche de la révolution, aux envahissemens de l'anarchie, et exaspéraient à un tel point les royalistes qu'on fut à la veille d'en venir aux mains...

Narrateur fidèle des faits, je dois cependant avouer que, lors de cette nouvelle intrigue, Ferdinand n'était plus à même de savoir ce qu'il faisait.

Les constitutionnels, pour donner un plus haut degré d'importance à la dernière détermination du roi en faveur de sa fille, conçurent le projet de faire prêter serment de fidélité à cet enfant par les autorités civiles et militaires, et même par les provinces représentées par des députés. On s'occupa activement de l'exécution de ce plan, et bientôt arrivèrent de tous les coins du royaume les représentans des provinces. Je crois inutile de dire que ces députés furent choisis parmi les hommes les plus dévoués aux idées constitutionnelles ; la précaution était impérieusement exigée pour éloigner de cette scène vraiment pitoyable l'ombre d'une opposition quelconque. Et pour contenir le mécontentement du peuple, on fit venir à Madrid, sous prétexte de déployer un plus grand apparat militaire, plusieurs corps de troupes. Ce fut ainsi que, pour satisfaire à l'empressement supposé des troupes à reconnaître l'avénement d'Isabelle II, on entourait de baïonnettes le peuple duquel on avait tant de raisons de craindre quelques signes de mécontentement!

Des sommes immenses furent prodiguées en cette circonstance, afin d'éblouir le peuple sur la situation pécuniaire du royaume; et comme le trésor était vide, pour subvenir aux frai- d- cette cérémonie, les fonds destinés à l'acqu dépenses urgentes furent détournés et on pendit le paiement des pensions, en décla plus tard que le trésor avait été épuisé pa fêtes de la *Jura*, du serment.

Enfin le jour marqué pour la cérémonie ar Ce *fut le* 20 *juin* 1833 que la réunion eut lieu au couvent de San Geronimo. Les ministres, les conseillers, plusieurs évêques, les représentans des provinces s'y rendirent processionnellement. Chacun en particulier regardait cette cérémonie comme une pasquinade de plus, et comme le digne pendant de celle qu'on fit jouer à Ferdinand lorsqu'il déclara sa fille héritière du trône... La cérémonie fut triste et froide.

Le peuple murmurait fortement; mais voyant de tous côtés des baïonnettes prêtes la moindre manifestation contraire de la jeune reine, ou, disons mieux, tution libérale, il se contenta de jete silencieux sur cette cérémonie, pré de la guerre civile, puisqu'elle

priver de son légitime souverain, don Carlos après Ferdinand.

L'archevêque de Tolède, *Ynguanzos*, fut le seul qui ne voulut pas prêter serment à la jeune Infante. Il disait hautement que la déclaration du roi était aussi illégale que contraire au bonheur de la nation. Il ajouta que sa conscience ne lui permettant pas de prendre cet engagement, il ne pouvait pas non plus enfreindre l'obligation qu'elle lui imposait. On fut d'abord très-embarrassé pour cacher ce refus d'autant plus inquiétant qu'il était manifesté par un personnage de haute distinction, et dont l'influence sur l'esprit du peuple était grande. Ce fut en vain qu'on eut recours à la menace, ce prélat resta inébranlable dans sa résolution; il anonça même que les évêques qui avaient juré obéissance à la jeune Infante avaient manqué à leur conscience et méconnu les lois de l'Espagne, qu'ils eussent dû respecter.

L'archevêque fut persécuté de toutes les manières, et, pour en finir, on envoya une compagnie de grenadiers avec l'ordre de l'enlever s'il refusait toujours à reconnaître la jeune Isabelle. Craignant alors pour son existence, il fit ce qu'on exigeait de lui, mais en protestant contre l'acte tyrannique dont il était l'objet.

Pour authentiquer l'acte qui instituait dona Isabelle reine d'Espagne, il manquait encore la reconnaissance de don Carlos. Tout fut alors mis en œuvre pour amener ce prince à prêter le serment indispensable : il refusa. On le menaça de la confiscation de ses biens, en le déclarant rebelle... Il répondit par l'envoi d'une protestation des plus énergiques contre cet acte arbitraire, et dit « qu'immédiatement après le décès « de son frère, il ne négligerait rien pour faire « valoir ses droits. » Cette protestation, qui ne fut même pas lue au conseil, resta secrète, tant on craignait qu'elle ne fût connue au-dehors; puis on ne parla plus de l'Infant.

Cependant, comme don Carlos était en Portugal, et que, par suite de la mort du roi, il pouvait se présenter comme souverain sur la frontière, et de là entretenir des relations multipliées avec le peuple qui le demandait, ou faire quelque tentative contre le gouvernement espagnol, celui-ci notifia à don Miguel l'invitation de faire immédiatement embarquer don Carlos pour l'Italie, l'informant qu'un vaisseau allait partir à cet effet pour Lisbonne, et le prendre à son bord.

Don Miguel répondit qu'il ne pouvait refuser l'hospitalité à son oncle, et que, si ce prince

refusait de s'éloigner, il ne l'y forcerait pas.

Cordova, muni de l'ordre de la reine, se présenta chez don Carlos, qui lui répondit sèchement : « Je ne partirai pas. » Cet envoyé multiplia ses démarches, mais elles furent toutes inutiles.

Je ne puis passer sous silence la conduite du peuple de Madrid, et même de toutes les capitales de l'Espagne, pendant les fêtes ordonnées en réjouissance du serment prêté à l'infante Isabelle II.

Les plus grands préparatifs furent faits : on ouvrit des théâtres, des bals, des concerts ; des illuminations, des courses de taureaux eurent lieu ; rien ne fut négligé pour dérider le peuple : peine inutile ! Les Espagnols ne se méprirent pas sur l'importance des événemens qui lui présageaient de nouveaux malheurs.

La reine, avec sa fille, parurent dans Madrid avec la plus grande magnificence. Elles parcoururent toutes les rues de la capitale ; on eût dit qu'elles couraient avec d'autant plus d'empressement au-devant des acclamations du peuple, que partout il était silencieux. Chacun regardait passer les princesses sans y faire la moindre attention. On remarqua même des gens du peuple tournant le dos à la voiture qui contenait la mère et la fille. Cette indifférence fut tellement grande,

et manifestée d'une manière si précise, que, pour qu'il fût dit que les habitans de Madrid avaient accueilli la jeune reine avec enthousiasme, le gouvernement paya des hommes pour pousser des cris de joie lors du passage des deux reines. Ce moyen, loin de satisfaire la vanité des princesses, comme aussi de seconder les projets du gouvernement, ne servit, au contraire, qu'à mieux montrer la haine du peuple; et au moment où le char royal passait par la porte du Soleil (puerta del Sol), quelques uns des aboyeurs à gages ayant fait entendre des cris d'allégresse, le peuple, indigné, courut sur eux, et les eût infailliblement assommés s'ils n'eussent pas trouvé le moyen de se sauver.

Aux courses de taureaux qui eurent lieu sur la place de Madrid, préparée à cet effet avec la plus grande magnificence, et où le peuple espagnol est ordinairement si gai, si bruyant, le silence fut le même; silence terrible, expressif, et que rien ne put faire rompre.

Malgré son état, on y condu
rait que sa vue réchaufferait
Espagnols, et qu'ils accueil
celui dont ils avaient défen
tant de fidélité; mais tout fut muet. Le roi, accompagné de sa famille, parut sur le balcon

au moment où la place était occupée par plus de quarante mille personnes; il salua trois fois la foule assemblée sans qu'un seul *vivat* eût été exprimé. Ce silence fut plus éloquent que tout ce qu'on a pu dire pour persuader aux étrangers que le serment prêté à Isabelle avait été pour les Espagnols un moment de bonheur. Les ambassadeurs purent y lire, y découvrir quels étaient les véritables sentimens du peuple, et reconnaître aussi combien ces fêtes étaient loin d'être approuvées de la nation.

Ces fêtes finirent enfin, et la reine, frappée, outrée de l'accueil glacial qui lui avait été fait, ne connut plus d'entraves à ses projets. Elle agit ouvertement et ne négligea rien pour placer sa fille sur le trône, fût-ce même en versant le sang espagnol, que jusque là elle avait paru craindre de répandre.

Cette foule avait cependant les yeux fixés vers le roi, dont elle regardait la fin comme très-prochaine. L'assurance acquise par la vue de l'état du roi ranima l'espoir des deux partis: les royalistes, confians en leur force numérique, les révolutionnaires, comptant sur l'armée qu'ils avaient séduite. Tous fixèrent le moment de la mort de Ferdinand comme l'instant où serait résolue la grande question qui les divisait et que

chacun espérait faire tourner à son profit. Le gouvernement fit encore signer au roi mourant un décret qui avait pour but le désarmement des volontaires royaux de plusieurs provinces. Comme à son ordinaire, le roi accorda, et les volontaires, fidèles à leur serment d'obéissance, rendirent leurs armes au nom du souverain qui les demandait. Cette mesure était le dernier coup de massue porté aux royalistes, puisqu'elle les privait du seul moyen qui leur restait encore de s'opposer au triomphe de leurs ennemis.

La maladie du roi étant enfin arrivée au point de ne plus laisser d'espoir de voir prolonger ses jours, la reine, qui depuis long-temps savait tout ce que sa mort pouvait apporter de gravité aux événemens dont on était ménacé, s'occupa avec activité des moyens d'en prévenir les conséquences, ou tout au moins d'en éloigner, le plus possible, les résultats, qu'elle prévoyait et qu'elle redoutait avec tant de raison. Elle crut y réussir en cherchant à persuader au public que, loin de craindre pour la vie du roi, son rétablissement avançait de jour en jour d'une manière presque surnaturelle. Pour donner à ces déclarations un air de vérité, on fit parcourir au roi les rues de Madrid, après avoir été porté dans sa

voiture par quatre domestiques. Cette promenade fut le véritable adieu de Ferdinand. Cependant il fallait encore, pour recueillir des sorties du roi tout le fruit qu'on en attendait, cacher ses traits à la foule, qui n'eût pas manqué de juger combien son état était désespéré ; on fit masquer par des planches la porte du palais placée en face du grand escalier par lequel S. M. descendait ; ainsi le peuple ne pouvait l'apercevoir que lorsqu'il était déja dans sa voiture, où, pour éviter qu'il ne tombât, on l'avait assujetti avec une courroie. La reine l'accompagnait partout, multipliant ses saluts au public, et les faisant de telle manière qu'elle couvrait le roi en s'avançant avec affectation.

Il faut l'avouer : les derniers instans du roi furent un martyre. Sans égard pour sa faiblesse, pour ses souffrances, on voulut qu'il parût, et, en effet, on le fit voir au peuple, qui n'y faisait plus attention. On poussa la cruauté (car les raisons de politique ne devaient point étouffer dans le cœur de la reine les sentimens d'humanité qu'elle devait à son mari) jusqu'à vouloir qu'il parût gai et eût l'air de s'amuser.

Malgré ces précautions et les assurances données par les amis de la reine du rétablissement du roi, le bruit de sa mort se répandit souvent.

Chaque fois que celui-ci se propageait, on faisait faire au malheureux Ferdinand de nouveaux actes d'apparition publique. On alla même jusqu'à faire venir des comédiens au palais, puis on le porta, mourant, dans un fauteuil, à la représentation. Cette singulière comédie ne pouvait qu'égayer les Espagnols, si habiles à saisir le ridicule; mais un sentiment plus humain vint remplacer l'hilarité des spectateurs, et ne leur inspira que de la pitié. Les suites de ces apparitions furent telles, qu'on fut contraint plusieurs fois d'enlever le roi, tant on craignait qu'il ne succombât à l'extrême faiblesse qui l'accablait.

Cette dernière tentative des amis de la reine, loin de tromper les Espagnols, les éclaira au contraire sur le véritable état de la santé du roi. Chacun put juger que l'instant de sa mort était irrévocablement arrivé. Les partis s'observèrent et se disposèrent à en venir aux mains; mais les royalistes, quoique nombreux, avaient laissé affaiblir leurs moyens, que l'absence de don Carlos paralysait entièrement. Si l'Infant se fût trouvé à Madrid, il eût été infailliblement proclamé roi d'Espagne.

Enfin, le 29 septembre 1833, Ferdinand VII mourut!!! A trois heures de l'après-midi, comme

on se présentait pour le réveiller, on le trouva mort. Il fut donc impossible de lui administrer les sacremens.

Ainsi finit ce monarque si aimé des Espagnols à l'aurore de son règne, ce roi que ses peuples servirent et aux ordres duquel ils obéirent avec une si constante fidélité pendant la durée de son règne, cet homme enfin qui descendit dans la tombe sans avoir fait verser aucune larme. Les royalistes désiraient la mort du roi comme un événement qui les relèverait de leur serment, tandis que les révolutionnaires, parvenus à leur but, la désiraient pour jouir de leurs succès.

Ici, le respect m'impose de nouveaux devoirs. Ferdinand n'est plus : avec lui s'évanouit ma sévérité historique. Terre, sois lui légère !!! Ce voeu est encore celui d'un sujet dévoué, victime sans doute des mesures qu'il avait ordonnées contre lui, mais qui ne cessa de le servir avec honneur et fidélité... Ce voeu, le cœur d'un loyal Espagnol peut le former encore !!!

## CHAPITRE V.

La mort du roi, bien que prévue depuis longtemps, frappa tous les esprits d'épouvante. Les choses étaient arrivées à un tel point d'injustice d'un côté et d'irritation de l'autre, que personne ne met en doute que l'un des deux partis ne

cherchât à triompher de son adversaire par tous les moyens possibles, et après avoir fait couler des torrens de sang.

Le gouvernement, qui redoutait les royalistes en raison de leur immense majorité, quoiqu'il les eût graduellement placés dans l'impossibilité d'agir, resta d'abord comme frappé de la foudre dès qu'il eut connaissance de la mort du roi. Cette mort le priva de toute énergie. Une stupeur inconcevable paralysa les ministres; la reine était muette de frayeur, tous ses favoris partageaient son effroi. Cette hésitation était un secours inattendu que la Providence envoyait aux légitimistes. Les christinos n'avaient pris aucune mesure : l'épouvante les retenait comme anéantis, le moment était unique! Que fit-on? Des projets... des réflexions, des commentaires, puis rien! Si, profitant des quatre heures d'irrésolution pendant lesquelles le gouvernement resta confondu, les royalistes se fussent montrés, le succès était complet.

Jetons un coup-d'œil sur cet épisode, il n'est pas sans intérêt.

Dès que la mort du roi fut certainement connue, la reine fit appeler les ministres, les généraux, et toutes les autorités du royaume qui se trouvaient à Madrid; elle redoutait un soulève-

ment parmi le peuple de cette capitale. Anéantie par la frayeur, cette princesse espérait trouver auprès d'eux sécurité et conseils : elle fut trompée dans son attente ; car, au lieu de la rassurer sur les suites de cette catastrophe, ils accrurent, par leur contenance équivoque et leurs craintives prévisions, l'anxiété de la reine, déjà entièrement bouleversée par l'idée des dangers qu'elle avait à courir, dangers dont les ministres connaissaient toute la gravité. Ainsi la vue du roi sur son lit de mort, au lieu de regrets et de réflexions pénibles, n'inspira que la terreur et l'effroi à ceux qui, deux heures plus tôt, eussent opposé l'impudence et l'effronterie aux justes réclamations du peuple. Le moindre bruit, le roulement d'une voiture, les pas des passans, augmentaient la frayeur de cette nombreuse réunion qui, à chaque instant, croyait voir arriver le peuple en masse, et inonder de sang l'immensité du palais. Chaque croisée donnant sur la place était occupée par des puissances aux aguets. Cependant rien ne paraissait. La conversation devint d'abord moins timide ; sa monotonie disparut peu à peu ; enfin, après quatre heures d'anxiété, la confiance se rétablit : le peuple était resté, du moins en apparence, indifférent à cet événement.

Il était naturel que la reine et ses conseillers conçussent des craintes. Le moment, il faut l'avouer, était des plus critiques: si le peuple se fût porté sur la place du palais et eût proclamé l'infant don Carlos roi d'Espagne, sous le titre de Carlos V (Charles-Quint), tout était terminé. De là cette terreur panique qui s'empara de la reine et de ses conseillers. Jamais moment, jamais occasion ne fut plus belle; les vœux des royalistes étaient comblés; si mille personnes seulement se fussent présentées devant le palais en demandant don Carlos pour roi, le succès eût été complet, malgré les précautions des révolutionnaires: la reine, sans opposition aucune, eût abdiqué au nom de sa fille; les ministres, les généraux n'eussent fait que céder, trop heureux d'en être quittes pour un acte d'adhésion, et don Carlos régnerait!

Mais les royalistes, qui auraient dû prévoir cet événement et s'y préparer, manquaient d'armes et de chefs pour les diriger; sachant que la troupe, du moins les officiers, ne partageaient pas leur opinion, ils restèrent chez eux, sans se douter du désordre qui régnait au château.

Nous avons vu que ce ne fut qu'après quatre heures d'anxiété que les ministres reprirent courage. Ils ordonnèrent aux généraux de

faire arriver des troupes à Madrid et de multiplier les patrouilles; la reine, revenue de sa frayeur, approuva ces mesures et les sanctionna au nom d'Isabelle II; elle en fit de même pour tout ce que les conseillers lui demandèrent. La révolution, si impatiemment attendue, était enfin arrivée. Les libéraux triomphaient.

Beaucoup de personnes furent étonnées de l'inaction des royalistes pendant les quatre heures qui suivirent le décès de Ferdinand. Le moment était opportun, l'occasion unique : ils devaient en profiter; c'est là ce qu'on pouvait naturellement penser... Cet étonnement cessera lorsqu'on saura que les royalistes, igno
peur dans lequel s'était trouvé
calculé leurs moyens d'attaqu
qu'ils les trouvèrent tellemen
qu'ils n'osèrent engager une
été funeste après les premier
et ils eussent commis une gr
en se conduisant, à Madrid,
n'ont fait.

Depuis dix ans, on avait sans relâche travaillé à leur destruction, et, depuis le commencement de la maladie du roi, la révolution avait fait de grands progrès; ses forces s'étaient accrues; l'armée lui était dévouée; à la cour, toutes les

hautes fonctions étaient confiées à des libéraux ; tous les personnages de distinction, connus par leur opinion en faveur de don Carlos, étaient proscrits ou absens, et immédiatement après la mort du roi, on renvoya de la capitale ceux qui l'habitaient encore. Dès-lors il n'y eut personne d'assez marquant par sa position sociale pour se mettre à la tête du peuple et des royalistes en faveur de don Carlos.

Le gouvernement, qui d'ailleurs était cuirassé de troupes, n'avait rien à redouter. Une attaque à force ouverte eût été fort incertaine ; pour éviter l'effusion inutile du sang, ils agirent prudemment, s'abstenant de toute manifestation. La reine employait des moyens rigoureux contre ceux qui prononçaient seulement le nom de don Carlos. Les actions, la pensée, les rapports sociaux, ceux de famille même étaient sévèrement surveillés ; personne n'osait s'exprimer avec franchise ; l'Espagne avait aussi sa terreur.

Marie-Christine, régente de sa fille, n'osa cependant paraître en public que long-temps après la mort du roi, malgré toutes les mesures prises pour assurer la marche du gouvernement, lui donner moins d'inquiétude et paralyser l'opinion légitimiste. Le peuple était silencieux.

Ce calme inspirait des craintes; la reine, dans l'espoir de le tranquilliser, *royale* que jamais elle ne c royaume, ni forme du go que pût être d'ailleurs la for à moins que la volonté unan mandât ce changement, et de gouverner, comme par anciennes lois. Un décret déclaration.... La reine cr quiétude ou la haine des l se ménager des jours à l'a elle espérait, par cette mes ple cette idée constante che ment d'un gouvernement tar de celui de 1820.

Ce décret ne fit aucun effet sur les masses, et les libéraux le reçurent peu favorablement. En un mot, il ne satisfit pas les uns et mécontenta les autres : aussi Marie-Christine revint-elle promptement sur cette assurance donnée avec tant d'espoir de succès. La régente ayant été circonvenue par les révolutionnaires, on n'eut encore une fois aucun égard pour le vœu de la nation, et un gouvernement représentatif fut donné à l'Espagne. Les individus, qui, dans les divers événemens de cette longue tourmente,

avaient marqué par des opinions révolutionnaires les plus tranchées, y furent appelés. Ainsi, toujours le même système d'irréflexion et d'inconséquence; rien en effet n'était changé : le règne de Ferdinand se continuait toujours.

Cette conduite lui éloigna les personnes, qui, guidées par un sentiment du bien public, effrayées des conséquences d'une collision, supportaient cet ordre de choses comme bien préférable à la guerre civile à travers laquelle il eût fallu conduire don Carlos pour arriver au trône. Les partis sont convenus de désigner ces gens-là sous le titre d'*inutiles*, qualification bienveillante, sans doute, puisque ordinairement ils gênent par leur présence autant qu'ils contrarient par leurs réflexions : ils seraient mieux désignés par le surnom d'*importuns*. Le peuple indigné crut devoir refuser à la reine, ainsi qu'à la régente, jusqu'à l'apparence du respect qu'il lui avait conservé. Bientôt il ne s'occupa plus des princesses; il reprit son attitude silencieuse et menaçante, se contentant de ridiculiser et la mère et la fille.

Chaque jour la situation de l'Espagne devenait plus embarrassante pour la reine. Marie-Christine n'avait ni assez d'expérience ni assez de talens pour bien juger les événemens et di-

riger avec sagesse les intérêts du royaume. Craignait-elle un soulèvement? elle rapprochait alors davantage les révolutionnaires du trône sans s'apercevoir que les conseillers, une fois devenus les maîtres du pouvoir, la sacrifieraient, ainsi que sa fille, aux nouvelles exigences d'un nouveau gouvernement.

Il n'était cependant pas difficile de distinguer le but auquel visaient les révolutionnaires, et de juger que les mêmes individus qui, en 1825, avaient détrôné son mari, n'auraient pas plus d'égards pour sa fille qu'ils n'en avaient eu pour le feu roi son père.

Cette conduite calme, inoffensive des habitans de Madrid ne fut point imitée dans les provinces où le peuple n'était pas, comme à Madrid, entouré de baïonnettes. Là le peuple exprima hautement ses regrets et ses vœux. La manifestation de sa volonté fut franche et unanime. Elle eut d'autant plus d'énergie que le flegme de la capitale semblait les avoir irrités davantage.

Dès que la mort de Ferdinand VII fut connue, et à mesure que la nouvelle s'en propageait, il y eut partout des soulèvemens en faveur de don Carlos : dans la *Biscaie*, l'*Alava*, le *Guipuzcoa*, la *Návarre*, le peuple se leva en masse ;

les autres provinces imitèrent cet exemple, et partout *on jura de mourir plutôt que de reconnaître la reine Isabelle II.*

Aujourd'hui que l'Espagne fixe les regards de l'Europe, que la guerre entre don Carlos et sa nièce, usurpatrice de son trône, occupe tous les esprits, je dois donner des renseignemens que je garantis exacts sur l'officier qui le premier proclama la légitimité, la soutint avec énergie et la défend encore avec tant de talent et de courage. Je veux parler de Zumalacarreguy.

Don Thomas Zumalacarreguy est né dans la province de Guipuzcoa. (Je regrette sincèrement d'avoir oublié le nom de la ville.) Depuis 1824, il était lieutenant-colonel avec le rang de colonel, et non pas capitaine, comme on l'a dit dans une note biographique et mensongère publiée en 1834. Nommé colonel d'un régiment de troupes de ligne, il fut peu après destiné au commandement d'un corps d'infanterie légère, en raison des connaissances qu'il possède sur la tactique de ces troupes. Il était à la tête de ce dernier régiment, lorsqu'eurent lieu les événemens de la Granja. Compris dans les mesures de proscription qui atteignaient alors les royalistes, il perdit son commandement pour avoir servi contre les constitutionnels en 1820, 1822 et 1823. Il

fut d'abord mis en demi-solde; dès qu'il eut reçu la nouvelle de cette honorable disgrace, il partit pour Madrid. Il adressa de justes réclamations à la reine qui n'en fit aucun cas, puis au général Quesada, inspecteur-général de l'infanterie, qui lui dit : « qu'ayant commandé « des troupes, en Navarre, contre les constitu- « tionnels, il était suspect au gouvernement, et « qu'il ne pouvait faire autrement que de le « rayer du service. »

Zumalacarreguy, sans se déconcerter, répondit à Quesada : « Vous me permettrez, mon gé- « néral, de vous faire une observation : si je suis « coupable pour avoir commandé, en 1823, un « bataillon contre les ennemis du roi, comment « se fait-il que vous, qui étiez alors mon général « de division, soyez aujourd'hui possesseur de la « confiance de la reine, et chargé de me priver « de ma propriété, d'un grade que j'ai acquis au « prix de mon sang, d'un grade qui constitue « toute ma fortune, celle de ma femme et de « mes enfans, qui n'ont que moi pour appui, « comme je n'ai pc « une conduite san

Quesada, embarr suasive, répondit à la porte sur lui : « Je ne puis agir autrement

« que je le fais. » Zumalacarreguy se retira; mais cette injustice ne fut pas la seule qu'il eut à déplorer : une nouvelle disgrace lui était réservée. Quesada, homme très-vindicatif, fut piqué de la réflexion, du reproche que lui avait adressé le colonel; aussi, pour s'en venger, il ne se contenta pas de l'avoir fait placer en demi-solde, il lui fit encore donner sa retraite, consistant en une pension trop minime pour assurer du pain à ses enfans.

Zumalacarreguy, indigné, confia à quelques amis le projet qu'il avait conçu de proclamer Charles v, ajoutant qu'immédiatement après la mort de Ferdinand, il partirait pour la Navarre. Il parla aux officiers qui, comme lui, étaient devenus victimes des rigueurs du gouvernement, les engagea à demander leur retraite, et à se retirer dans des villes situées près de Pampelune, telles que Vittoria, etc.; il partit lui-même pour Pampelune, où il mena la vie la plus retirée, afin de se soustraire aux regards de la police de Christine. Les ordres étaient donnés, les royalistes dont il avait réclamé le concours étaient prêts à prendre les armes, lorsque Ferdinand mourut! Dès que la nouvelle en fut officiellement arrivée à Pampelune, Zumalacarreguy quitta sa retraite et se mit à la tête de l'ar-

mée qu'il commande encore aujourd'hui, et avec laquelle il combat avec une constance et un courage dignes de tous éloges. Souvent il se trouva en face de Quesada, qu'il battit toutes les fois qu'ils se rencontrèrent. Quesada fut rappelé; il perdit son commandement, et se retira à Madrid, fatigué de ses mésaventures, suites des attaques continuelles de Zumalacarreguy.

Puisque je fus forcé de citer le nom de Quesada, disons un mot de ce général; il ne pourra qu'intéresser le lecteur. Quesada était, en 1822, gouverneur de Santander. Il fut destitué, puis emprisonné pour avoir fait la contrebande: bientôt on le transféra à Vittoria, d'où il s'évada pour éviter le procès qui s'instruisait. Arrivé en France, il déclara fuir l'Espagne à cause des persécutions que ses opinions royalistes lui avaient attirées; on le crut. On lui confia des sommes assez fortes pour les distribuer à plusieurs émigrés espagnols: ceux-ci n'en reçurent rien; Quesada les dépensa entièrement avec la fille de comptoir d'un café situé à Paris, rue.... (j'en tairai le nom par discrétion). Dès qu'il n'eut plus d'argent, il partit pour Bayonne; là il abusa tellement le général Eguia, que celui-ci, au nom de Ferdinand VII, lui donna le commandement de l'armée royale en Navarre.

Pendant son commandement, il fit fusiller sans pitié tous les libéraux qu'il faisait prisonniers; mais bientôt, fatigué d'une guerre dans laquelle il n'y avait que des lauriers à gagner, Quesada engagea l'armée dans un défilé, et la livra au fer des ennemis, qui la hachèrent. Il se sauva, et revint en France, où, après avoir attendu l'arrivée de S. A. R. le duc d'Angoulême, il offrit ses services comme un des plus zélés royalistes.

Aujourd'hui, Quesada sert Christine; et, attendu qu'il y a peut-être autre chose que des lauriers à gagner à son service, nous espérons que ce général, se trouvant dans une atmosphère morale moins contraire à ses principes, sera fidèle, au moins une fois, à son serment, comme il l'a été à son goût pour les fusillades; en effet, nommé capitaine-général de la Vieille-Castille en 1834, Quesada fit passer par les armes tous les royalistes prisonniers de guerre, comme il l'avait fait à l'égard des libéraux.

Les provinces insurgées agirent très-méthodiquement : elles nommèrent une assemblée provinciale (c'est ainsi qu'elles la qualifièrent) à laquelle elles confièrent le pouvoir gouvernemental, pouvoir que cette junte devait exercer au nom de don Carlos, et afin de se procurer

les munitions et l'argent nécessaires à la formation de l'armée royale, dans laquelle se placèrent tous les hommes en état de servir: le *duc de Grenade, grand d'Espagne*, fut mis à la tête de cette importante entreprise, et se conduisit avec le plus grand discernement, comme aussi avec une fidélité admirable.

Beaucoup d'officiers de tous grades furent offrir à ce grand personnage leurs fortunes et leurs épées en faveur du roi Charles v; tout faisait alors présager un succès complet.

Les Castillans, qui ne s'étaient pas encore déclarés, imitèrent l'exemple des autres provinces; ainsi, presque toute l'Espagne protestait contre l'usurpation de Christine, et promettait de mourir pour le véritable héritier du trône.

Nous verrons bientôt quel fut le résultat de cette manifestation de l'opinion légitimiste; mais, pour le moment, je dois, afin de coordonner les faits, parler de la conduite que tint le roi (c'est ainsi que désormais je continuerai de m'exprimer en parlant de don Carlos) lorsqu'il apprit la mort de son frère.

M. Cordova, chargé d'affaires d'Espagne en Portugal, fut désigné par le gouvernement espagnol pour apprendre officiellement à l'infant don Carlos la mort de Ferdinand vii, son frère

et roi. L'ordre qu'en reçut Cordova portait encore que la reine aimait à croire que le prince reconnaîtrait sa fille pour héritière légitime du trône de son père.

Le 4 octobre, Cordova partit de Lisbonne et se rendit à Santarem, où se trouvait la cour. Il fut présenté au roi, auquel il apprit le but de sa mission, en lui donnant connaissance de l'ordre qu'il avait reçu de sa souveraine et de l'espoir quelle nourrissait. Le monarque l'écouta avec calme, puis il lui dit : « *Tu sais très-bien que mes* « *droits au trône sont imprescriptibles; que je* « *suis l'unique héritier de la couronne de feu* « *mon frère. Es-tu dévoué à ma royauté, ou bien* « *sers-tu les interêts de ma nièce?* » Cordova lui ayant répondu *qu'il servait les droits d'Isabelle II*, S. M. lui tourna le dos, en ajoutant: « *Je n'ai rien à te dire; mais sois certain que* « *je saurai faire valoir les miens avec une con-* « *stante énergie....* » Cordova transmit cette réponse à la reine.

Le lendemain 5, le roi monta à cheval, et sans aucune suite, il se rendait à *Marvan*, ville située sur la frontière d'Espagne, bien décidé à pénétrer dans ses états à la moindre manifestation que les troupes feraient en sa faveur. Cet espoir fut complètement trompé... Les troupes

restèrent silencieuses. Nous avons déjà dit que tous les moyens avaient été pris pour maîtriser leur détermination. Peu satisfait de ce résultat, mais confiant en la fidélité des Espagnols égarés par de fallacieuses promesses ou retenus par la crainte des châtimens dont on les avait menacés, il fit dire alors au général Rodil, qui se trouvait avec un corps d'armée à six lieues de là, qu'il allait entrer en Espagne, et qu'il ne doutait pas de son empressement, ainsi que de celui de sa division, à le reconnaître pour leur roi. Rodil, entièrement dévoué à Christine, répondit que non-seulement il ne le reconnaîtrait pas pour son souverain, mais qu'il le ferait prisonnier s'il mettait les pieds sur le sol espagnol.

Rodil, non content de cette réponse que la fidélité à son serment lui avait sans doute inspirée, voulut encore prouver son attachement à la reine par une action que l'honneur n'inspira pas : il choisit deux cents hommes parmi les individus condamnés aux galères et auxquels on pardonna sous la condition expresse qu'ils serviraient la reine. Cette troupe, après avoir violé le territoire portugais, se mit à la recherche du roi, avec l'ordre le plus impératif de s'en emparer ; ce qui serait indubitablement arrivé s'il n'eût pas été averti à temps de l'arrivée de l'en-

nemi, par un officier portugais nommé Correa.

Charles v, n'ayant pas de troupes pour résister à un coup de main de la part de Rodil, partit pour *Miranda*, afin de se préparer aux événemens, et surtout recevoir les nouvelles qu'il attendait depuis si long-temps du théâtre de la guerre. Il jugea que ce point lui était favorable pour la création d'un corps de troupes destiné à former le noyau d'une armée; et dans le cas où il échouerait dans la réussite de ce projet, il pourrait entrer en Espagne et aller se mettre à la tête des provinces insurgées.

Bientôt il connut toutes les difficultés qui s'opposaient à l'organisation d'un corps de troupes. Il manquait d'argent, et il ne pouvait s'en procurer à l'aide de ses propres ressources, puisque la majeure partie des diamans de la reine lui avait été enlevée par les troupes de don Pedro à leur entrée à Lisbonne. S'embarquer pour se rendre en Espagne était une très-grande imprudence, puisque la flotte de don Pedro, son ennemi, étant maîtresse de toutes les côtes, et, formant un blocus très-rigoureux, il eût été infailliblement pris. Sa position devenait très-embarrassante : il le sentit; et, après les plus mûres réflexions, il dut céder à la force des circonstances, et attendre que ses partisans se

rapprochassent assez des frontières portugaises pour lui permettre de se mettre à leur tête.

Marie-Christine, toujours inquiète des projets du roi, dont elle connaissait la fermeté, écrivit à don Miguel qu'elle exigeait qu'il ne procurât à don Carlos aucun secours, soit en hommes, soit en argent ou de toute autre manière, le menaçant de protéger, dans le cas contraire, les intérêts de son frère don Pedro contre lui. Cette injonction était assez singulière, car personne n'ignorait que l'Espagne fournissait à l'ex-empereur du Brésil des ressources, occultes à la vérité, mais assez abondantes, en argent, munitions, etc., pour lui permettre de prolonger la guerre.

Don Miguel ne l'ignorait pas non plus; mais sa position était telle, et son caractère si craintif, qu'il fit une réponse gauche et embarrassée qui ne décéla que de la pusillanimité. Et comment allier tous les intérêts? Il ne voulait pas rompre avec la reine Isabelle II, parce qu'il craignait les troupes espagnoles, et en même temps il refusait d'agir contre son oncle, qui défendait une cause semblable à la sienne et qui plus tard pouvait le soutenir contre l'usurpation de don Pedro son frère. Cette situation était trop difficile pour que don Miguel s'en tirât

avec avantage. Avouons que la position de ces deux monarques, soutenant la légitimité de leurs droits contre deux nièces encore enfans, était on ne peut plus singulière.

## CHAPITRE VI.

Les provinces du nord de l'Espagne s'étant mises sur un pied de guerre imposant, leur attitude causait de vives alarmes à la cour de Madrid, qui résolut d'arrêter l'incendie. On fit partir pour le théâtre de l'insurrection un corps

de troupes de douze mille hommes, commandé par *Sarsfield*. Ce général connut bientôt tout ce que ce soulèvement avait d'important; il vit que la masse des habitans y avait pris part, que les femmes même s'y étaient jointes, et que l'emploi de la force n'aurait d'autres résultats que d'exaspérer davantage les esprits, après avoir fait inutilement verser du sang.

Il adressa donc à la reine un rapport circonstancié dans lequel, après avoir donné connaissance des faits, il avouait qu'il fallait perdre l'espoir de soumettre par la force des armes les peuples insurgés, et concluait en demandant qu'on employât les moyens de persuasion les plus actifs, et que ce ne serait que par une conduite sage et modérée qu'on parviendrait à calmer l'irritation, bien persuadé que le caractère farouche des habitans ne cèderait qu'à l'emploi des moyens qu'il indiquait, comme étant le fruit de ses profondes observations.

Ce rapport ne satisfit pas la reine, qui brûlait du désir d'exercer une terrible vengeance contre ceux qui avaient osé résister à son autorité, en proclamant don Carlos roi d'Espagne; elle répondit au général en lui retirant son commandement. Ce fut Valdès qui le remplaça : celui-ci ne fut pas plus heureux que son prédécesseur,

et bientôt renvoyé. Quesada vint après lui ; ce général voulut tenter le sort des armes : il fut battu, puis privé à son tour du commandement de l'armée de Christine. Ce fut Rodil qui vint après lui avec un corps de dix mille hommes.

Au moment où j'écris cette narration, deux mois se sont écoulés depuis que ce général est en présence des royalistes. Il n'a fait encore que des marches et des contre-marches sans résultat, et perdu beaucoup de monde dans des affaires partielles; d'un autre côté, l'armée royaliste s'avance; chaque jour, de nouvelles insurrections en accroissent la force numérique..... Avouons-le, Sarsfield n'avait pas trop mal jugé!!... Le temps, au reste, nous apprendra ce qu'aura fait Rodil : attendons la fin de la campagne. Dans cette expectative, laissons-le faire ses manoeuvres, et retournons en Portugal où de nouveaux intérêts nous appellent.

Aussitôt que la réponse de Rodil au roi fut connue en Espagne, les royalistes conçurent le projet de se joindre à sa majesté, et de partir pour le Portugal dans le but d'y former un corps d'armée destiné à protéger le souverain et à le rétablir sur le trône de ses pères. Marie-Christine, informée du projet qu'ils avaient conçu, lança un décret portant peine de mort contre

ceux qui prendraient part à cette émigration, et que tous les individus qui seraient pris à une lieue en deçà des frontières seraient considérés et traités comme émigrés. La surveillance fut exercée de manière à fermer entièrement l'entrée du Portugal ; mais, malgré ces mesures, un grand nombre d'officiers, de personnes de distinction et autres de toutes les classes parvinrent à tromper la surveillance rigoureuse des agens de la reine, et arrivèrent auprès de don Carlos.

Les émigrés croyaient être, en Portugal, sous la garantie du droit des nations et à l'abri de toute inquiétude ; c'était une erreur, les troupes de Christine envahirent le territoire portugais, quelques émigrés y furent arrêtés et fusillés sans délai. Ces mesures sanguinaires étaient dignes d'un gouvernement ennemi de toute équité, et pour lequel tous les moyens sont bons, pourvu qu'ils puissent le conduire au but qu'il se propose d'atteindre : ne nous en étonnons pas, l'œuvre de la révolution était accomplie !

Si l'impossibilité de passer la frontière priva le roi du bonheur qu'il aurait éprouvé de commander son armée, le manque d'argent le mit aussi dans le cas de renoncer à l'idée de réunir un assez grand nombre de soldats pour en for-

mer un corps de quelque importance, car celui qu'il avait avec lui ne dépassa jamais le total de huit cents hommes d'infanterie et de cent chevaux, encore la majeure partie de cette petite troupe était-elle formée des officiers de l'armée et de ceux de la garde royale qui avaient été assez heureux pour arriver jusqu'à sa majesté.

Le roi reçut la nouvelle que huit mille royalistes s'avançaient par la Galice, vers le Portugal, dans le but de favoriser son entrée en Espagne. Ce rapport devait flatter don Carlos tant était grande la confiance qu'il avait en la bravoure et la fidélité des Espagnols. Afin de les joindre plus tôt, il partit pour *Villarreal*, ville de Portugal, située sur la limite des deux royaumes; mais à peine y fut-il arrivé qu'il apprit que, pour la troisième fois, les troupes de Christine venaient d'envahir le territoire portugais, et que la nouvelle qui lui avait été donnée de la marche de huit mille royalistes n'était qu'une ruse à l'aide de laquelle on voulait l'attirer sur la frontière, afin de se saisir de sa personne; il quitta dès-lors Villarreal, et se dirigea vers Lamego. Cependant il était très-important qu'il pût communiquer ses ordres aux provinces insurgées, et recevoir du théâtre de l'insurrection des nouvelles sûres, car il ne lui en était pas

encore parvenu. Dans ce but, il fut à Viseu, et, après avoir pris quelques chevaux en Espagne, il ordonna à plusieurs de ses officiers de se rendre dans le nord de son royaume. Ceux-ci exécutèrent cet ordre avec la plus grande exactitude : ils traversèrent toute l'armée constitutionnelle, et arrivèrent enfin dans la Navarre, où ils rejoignirent Zumalacarreguy, commandant en chef des royalistes, à qui ils remirent les ordres du roi.

Je dois rapporter ici une anecdote qui prouve la franche bienveillance de don Carlos, la voici : Il reçut toujours avec la plus grande bonté les personnes assez heureuses pour obtenir l'honneur de l'approcher; c'est ainsi qu'en Portugal, il accueillit les émigrés qui venaient s'adjoindre à sa mauvaise fortune, avec la cordialité la plus aimable. Il aimait à les interroger, il était surtout curieux d'apprendre jusqu'aux moindres détails des faits qui pouvaient l'intéresser. Un jour, il lui arriva un ancien officier de la garde de son frère; dès qu'il l'aperçut, il fut à lui : « Eh bien ! que dit-on de moi en Espagne ? » lui demanda-t-il. L'officier, sans hésiter, lui répondit : « Les christinos disent que votre majesté « manque de courage, et qu'elle n'oserait les « attaquer. » Le roi sourit, et lui dit : « Je te

« promets que je leur prouverai le contraire
« aussitôt que j'aurai une armée, fût-elle moins
« forte de plus des deux tiers que celle de Christine. » On conviendra que beaucoup d'autres eussent répondu avec moins de bonté. Plus tard, divers traits de sa conduite nous prouvèrent qu'il était loin de manquer de courage.

Le roi était sans cesse tourmenté par l'idée de l'inaction dans laquelle le retenaient forcément le manque de troupes et le défaut d'argent; cette inaction le minait. Il brûlait du désir de partager les périls auxquels s'exposaient ses amis pour le placer sur le trône. Aussi, craignant de laisser échapper l'occasion de se montrer, il accueillit un conseil qui faillit le conduire dans les mains de ses ennemis : sa majesté était à la Guarda; cette ville est à six lieues des frontières. On lui conseilla de se présenter aux avant-postes de Rodil. Nous avons vu quelle fut la conduite de ce général lors de la démarche du roi; malgré cette expérience, on persuada au roi que sa tentative aurait un succès complet; qu'à sa vue, les troupes placées aux avant-postes mettraient bas les armes, et que, si l'armée même ne l'avait pas encore proclamé roi, il ne fallait l'attribuer qu'à l'impossibilité dans laquelle il avait été jusqu'à ce jour de s'offrir à elle. Le roi répondit :

« Je vous avoue que je vois beaucoup de danger
« dans cette expédition ; il y a au moins une très-
« grande imprudence à la faire sans avoir une
« probabilité de succès, et nous n'en avons au-
« cune, puisque nous savons que rien n'a été
« fait pour me rallier les troupes... » Il réfléchit un instant, et comme, au premier mot de ce conseil assez singulier, il avait ordonné qu'on lui amenât un cheval, il fit appeler cinquante officiers choisis parmi les mieux montés, et, pour prouver qu'il ne balançait pas lorsqu'il s'agissait d'exposer ses jours, il partit ainsi accompagné, et se dirigea vers l'armée de Rodil.. « *Je ne*
« *crains pas la mort, dit-il à ses officiers, mais*
« *je suis avare du sang espagnol, et si, par la*
« *tentative que nous faisons, je puis éviter qu'il*
« *en soit répandu, je me saurai gré de l'avoir*
« *entreprise.* »

La reine et ses enfans restèrent à la Guarda, attendant, avec un sentiment d'inquiétude bien fondé, le résultat de cette témérité. Nous allons voir à combien de périls don Carlos fut exposé.

Le roi arriva sur la frontière à peu de distance de l'ennemi ; quelques officiers s'avancèrent et apprirent aux Christinos, dont ils cherchèrent à connaître les dispositions, *que Charles V, Carlos quintos, leur roi,* était derrière

eux, qu'il allait paraître et qu'il les invitait à le reconnaître. Il y eut chez les ennemis un moment d'hésitation, et, comme s'ils se fussent consultés, ils restèrent immobiles, et tout annonçait leur incertitude sur le parti qu'ils devaient prendre. Mais enfin, revenus de leur étonnement et excités sans doute par quelques uns de leurs officiers, ils envoyèrent à ceux de don Carlos une décharge de mousqueterie; aussitôt toute l'armée de Rodil s'avança pour attaquer les royalistes. Le roi, convaincu dès-lors de l'inutilité, de l'imprudence même de son entreprise, dit à ses officiers : « *Eh bien! ne l'avais-je pas* « *bien jugé! mais je ne veux pas m'en retourner* « *ner sans avoir vu ces gens-là tirer sur leur* « *roi.* » *On l'engagea à s'éloigner, il fit quelques difficultés, puis consentit à se retirer quand on lui eut dit qu'il devait se* conserver pour le bonheur des Espagnols et qu'il se compromettait lui et les siens.

Don Carlos se retira sur Almeïda, qui n'était qu'à deux lieues de là et toujours sous la domination de don Miguel. *Almeïda*, ville fortifiée, avait garnison miguéliste; mais à peine fut-il entré dans la place qu'on aperçut la cavalerie de Christine, et peu de temps après Rodil, déboucha la tête de ses colonnes d'infanterie. Le roi

connut les dangers qui l'environnaient; il craignit alors d'être la victime d'une trahison ; n'ayant aucune confiance dans le courage des troupes de la garnison, il fit monter à cheval les officiers de son escorte, et laissant quelques uns de ces messieurs pour lui servir d'arrière-garde, il sortit d'Almeïda avec huit officiers; lorsqu'il eut fait à peu près un quart de lieue il s'arrêta; puis il dit à ceux qui l'accompagnaient : « L'en-« nemi doit occuper la route que nous suivons, « il faut en changer.... Allons de ce côté. » Il tourna, malgré l'observation de quelques personnes, la bride de son cheval et prit un chemin de traverse qu'il suivit toute la nuit. Arrivé à la Guarda à huit heures du matin, on l'informa qu'en effet les Espagnols avaient occupé, sur le premier chemin qu'il avait suivi, en quittant Almeïda, un défilé où l'attendaient les troupes de Rodil qui l'eussent infailliblement fait prisonnier. Il faut avouer que, pour la première fois qu'il fut appelé à prendre une résolution stratégique, il s'en acquitta assez bien.

Rodil ne se contenta pas d'avoir occupé Almeïda, il se présenta de même devant la Guarda où le roi, à peine arrivé, fut encore informé de la présence de l'ennemi qui le harcelait. Il jeta en avant quatre cents hommes sur les huit cents

d'infanterie qu'il avait à sa disposition et fit ses préparatifs pour se retirer sur Santarem, où se trouvait l'armée de don Miguel, c'est-à-dire à 22 lieues de la *Guarda*. La reine avec sa famille partit d'abord, le roi; à la tête de quatre-vingts cavaliers, tous officiers de cavalerie, ferma la marche tandis que le reste de l'infanterie fut laissé à la Guarda pour former la garde des équipages de la famille royale; mais bientôt, l'ennemi s'approchant avec plus de précipitation, il n'y eut pas d'autre moyen de sauver l'argenterie du roi que d'en distribuer les pièces aux soldats qui les portèrent dans leurs havre-sacs, ainsi que beaucoup d'autres objets de prix. On parvint de cette manière à sauver ce qui avait le plus d'importance et qui eût été infailliblement pris. La majeure partie des équipages tomba au pouvoir de l'ennemi.

Rodil sachant que le roi avait pris la route de Santarem ne l'y suivit pas, car il savait que l'armée miguéliste s'y trouvait, il se contenta de harceler, pendant quelques lieues, l'arrière-garde du roi qu'il maltraita.

Tout ce que cette profanation d'un territoire neutre a de coupable, d'après les lois qui garantissent le droit des nations, serait inexplicable si on ne connaissait pas toute la perfidie

renseignemens indispensablement nécessaires à l'intelligence de ce qu'il me reste à dire.

Christine, par sa conduite, s'aliénait chaque jour davantage l'amour des Espagnols, et semblait prendre à tâche de diriger tous les cœurs vers don Carlos, comme vers un refuge contre ses constantes persécutions.

Le peuple espagnol, qui avait si mal accueilli l'avénement de la jeune Isabelle au trône de son père, éprouvait chaque jour plus d'éloignement pour le gouvernement d'une femme subjuguée par les révolutionnaires; si Christine mécontenta les Espagnols par son alliance avec les constitutionnels, sa conduite particulière finit par les éloigner entièrement. Une foule d'anecdotes étaient sans cesse offertes à la curiosité du peuple, et il faut avouer que, si l'exagération en accrut quelquefois le nombre, la vérité l'avait fixé à un total assez raisonnable pour satisfaire la curiosité publique. La conduite de Christine, après la mort de Ferdinand, indigna les Espagnols. La publicité qu'elle donna à ses relations et à ses intrigues, oubliant tout ce qu'elle devait à la dignité royale, le peu de soin qu'elle prenait de voiler la multiplicité de ses faiblesses, tout cela la rendit odieuse au peuple. Il ne pouvait pas en être autrement; aussi tous les vœux

il voyait devant lui une armée composée de tout ce que la France, l'Angleterre et la Belgique avaient d'immoral, et dont elles furent sans doute fort aises d'être débarrassées; armée dont la présence était signalée par de nombreux actes d'indiscipline, pour ne rien dire de plus, et dont l'existence était une calamité pour le Portugal. Je prouverai plus tard la vérité des reproches que j'adresse à cet assemblage hideux d'hommes sans moralité. On eût dit que, comme aux premiers temps de l'existence des nations, les barbares du Nord étaient venus fondre sur le midi de l'Europe, le ravager et le soumettre à leur joug dominateur: le Portugal était sans ressource, et don Carlos partageait son épuisement.

Comme les événemens du Portugal ont un rapport immédiat avec ceux dont la Péninsule est le théâtre, je crois ne pas dépasser le but que je me suis proposé, en suivant don Carlos sur le sol portugais. En effet, la lutte fratricide, entretenue entre don Pedro et don Miguel sur cette nouvelle Thébaïde, n'est pas indifférente à ce qui se passe en Espagne. Le même esprit, les mêmes maux affligent les deux pays... les mêmes vœux y sont encore formés. Mais, avant d'entrer dans quelques détails à cet égard, retournons près de Christine; nous y puiserons de nouveaux

renseignemens indispensablement nécessaires à l'intelligence de ce qu'il me reste à dire.

Christine, par sa conduite, s'aliénait chaque jour davantage l'amour des Espagnols, et semblait prendre à tâche de diriger tous les cœurs vers don Carlos, comme vers un refuge contre ses constantes persécutions.

Le peuple espagnol, qui avait si mal accueilli l'avénement de la jeune Isabelle au trône de son père, éprouvait chaque jour plus d'éloignement pour le gouvernement d'une femme subjuguée par les révolutionnaires; si Christine mécontenta les Espagnols par son alliance avec les constitutionnels, sa conduite particulière finit par les éloigner entièrement. Une foule d'anecdotes étaient sans cesse offertes à la curiosité du peuple, et il faut avouer que, si l'exagération en accrut quelquefois le nombre, la vérité l'avait fixé à un total assez raisonnable pour satisfaire la curiosité publique. La conduite de Christine, après la mort de Ferdinand, indigna les Espagnols. La publicité qu'elle donna à ses relations et à ses intrigues, oubliant tout ce qu'elle devait à la dignité royale, le peu de soin qu'elle prenait de voiler la multiplicité de ses faiblesses, tout cela la rendit odieuse au peuple. Il ne pouvait pas en être autrement; aussi tous les vœux

se pressaient-ils autour de don Carlos, dont la conduite avait été si constamment honorable, et comme prince et comme simple particulier.

Le peuple est plus retenu qu'on ne le croit généralement : il refusera souvent ce que, parmi les personnes de la haute société, on ne fera aucune difficulté d'admettre comme un délassement. Il a les formes moins polies, les mœurs moins aimables, cela est vrai, mais elles sont aussi moins dissolues.

Je n'ai pas l'intention de faire l'énumération exacte des erreurs de Christine; je ne puis cependant me refuser d'attribuer à sa légèreté une partie de la haine dont elle est l'objet; et comme la publicité qu'elle s'est plue de donner à ses actions dépasse les bornes de la plus minime précaution, et n'appartient pas au secret de la vie privée, je crois pouvoir citer deux traits de légèreté de cette princesse sans encourir le reproche d'indiscrétion.

Loin de s'occuper de la conduite des affaires, conduite qui, dans les circonstances où se trouvait l'État, réclamait plus de soins encore, la reine, comme si elle eût voulu convaincre le public que le fardeau fût au-dessus de ses forces, ne s'en occupa plus après la mort de Ferdinand.

Entièrement livrée à ses ministres, elle ne songea plus qu'à satisfaire ses goûts, et se contenta de leur donner tous les jours une heure pour la signature des décrets ordinaires, etc.

Livrée à ses plaisirs, Marie-Christine passait toute la journée dans les bois; passionnée pour la chasse, elle se livrait à cet exercice dans un parc situé loin de Madrid; là, à l'exemple de Diane, mais moins chastement que cette déesse, elle faisait, de concert avec ses gentilshommes, une rude guerre aux hôtes timides des forêts. La manifestation de ce goût, assez viril, indisposa le peuple. Bientôt des murmures assez multipliés se firent entendre; on se plaignit de sa conduite politique, et les réflexions les plus pénibles attaquèrent les actions privées de sa vie. On désigna plusieurs personnes qui entretenaient avec elle des liaisons plus qu'ordinaires. Ce mécontentement, dont le motif était peut-être calomnieux, car c'est ainsi que les gens honnêtes jugent toujours, ce mécontentement, dis-je, n'eut plus de bornes, lorsqu'il fut indubitablement connu que Marie-Christine préférait ses plaisirs à toute autre occupation.

Parmi les personnes désignées par l'opinion publique pour entretenir avec la reine des liaisons intimes, Marie-Christine avait distingué

un certain Mûnoz, officier des gardes-du-corps. Cet homme, porteur d'une assez belle figure, n'a cependant, dans toute sa personne, rien de bien remarquable ; sa tournure est sans élégance, et ses manières dénotent un homme élevé loin des usages de la bonne compagnie. Peu de temps après la mort du roi, il fut nommé gentilhomme de Sa Majesté. Cette nomination n'étonna personne, et mécontenta tous les Espagnols. Puis, comme si l'élévation de ce favori n'eût pas assez justifié les bruits répandus, la reine parvint à leur donner cette force de vérité indestructible en se promenant seule avec lui, à pied, et sans apporter la moindre discrétion à ses sorties. Les réflexions alors n'eurent plus de bornes, et personne ne mit en doute que le gentilhomme ne fût quelque chose de plus. Tout cela n'était encore que des doutes, lorsqu'un hasard assez singulier vint les dissiper. Un jour que
quelques personnes, chassait
j'ai parlé, accompagnée de l
ques autres personnages, un
buisson placé entre sa majest
« vous, Mûnoz, dit Christine
« répondit celui-ci, *c'est à toi*
de toutes les personnes prése
nement d'abord, puis l'hilari

garda sans mot dire, mais fit tout bas les réflexions les plus plaisantes, comme aussi les plus pénibles. Mûnoz ne s'aperçut, ou feignit de ne s'apercevoir de rien : la chasse continua comme à l'ordinaire.

Comme toutes les anecdotes des cours, celle-ci fut bientôt rendue publique à Madrid; on en fit des gorges chaudes, et dans toute l'Espagne on ne parla, pendant quinze jours, que du *c'est à toi* de Mûnoz à la reine. Ce Mûnoz, qui était un pauvre garçon sans fortune, et qui n'avait pas même la *cape* et l'*épée*, mit le comble à cette publicité par la manifestation d'un luxe incroyable : les meubles les plus riches, les ameublemens les plus somptueux décorent encore une maison qu'il a achetée... le ridicule était à son comble.

Une autre fois, les généraux et officiers supérieurs attendaient, dans un salon attenant à l'appartement de Christine, qu'elle vînt donner le mot d'ordre, comme cela se pratiquait toujours. Il y avait quelque temps qu'ils étaient là, lorsque la porte de sa majesté s'ouvrit. Chacun se prépare à recevoir la reine, et, se conformant au terrible cérémonial, attend les ordres qu'elle va donner; alors paraît Mûnoz, qui, le cigarre à la bouche, s'avance effrontément vers

la foule des officiers de tous grades qui encombraient le salon. C'est ainsi que, joignant à l'inconvenance le déshonneur de l'affectation, ce Mûnoz insultait à toute pudeur comme à tout respect humain.

Peu après, parut Christine : elle donna l'ordre, sans témoigner le moindre mécontentement de la conduite de son favori. Était-ce chez elle prudence ou effronterie ? je le laisse à juger; mais enfin comment douter encore? c'était impossible; aussi chacun crut. Je pourrais multiplier les exemples beaucoup trop nombreux de ce que je crois pouvoir appeler l'inconduite de la reine; ces détails sont d'ailleurs peu intéressans, et produiraient, sans doute, de l'ennui, le dégoût peut-être; je dois m'abstenir. J'ajouterai seulement que ce fut ainsi que Christine perdit la considération qu'elle eût dû conserver par tous les moyens possibles.

Retournons vers don Carlos, que nous avons laissé sur la route de Santarem.

L'armée de don Miguel était dans un état affreux... Les soldats manquaient d'habillement, de chaussures surtout, et leur solde était arriérée de plus d'un an. Le roi occupait les positions de Santarem, défendues par la fidélité de ses troupes, qui, je dois l'avouer, brûlaient du désir de

combattre... La place et les alentours de Santarem étaient les seuls qui restassent à don Miguel. Il fallait ou combattre, ou déposer les armes ; là, point de mesures transitoires, puisque, s'il en était chassé, il n'avait plus d'autres points stratégiques d'où il pût repousser avec avantage les attaques de l'ennemi. Don Pedro commandait son armée en personne, et don Miguel était à la tête de la sienne. Tout présageait un dénoûment prochain... Le résultat paraissait devoir être décisif... Il le fut en effet... mais qu'il fut lâche !

Les deux armées restèrent dans l'inaction pendant assez long-temps; elles s'observaient avant de s'attaquer, et, au moment où on s'y attendait le moins, don Miguel, sans le moindre engagement, quitta ses positions, et se dirigea sur Evora. Comment expliquer une telle conduite ? Qui forçait don Miguel à cette singulière retraite? Rien. Ses troupes étaient toujours fidèles; elles avaient conservé leur énergie, leur enthousiasme... elles voulaient combattre. Pourquoi ne pas attaquer? Nos doutes vont se dissiper; poursuivons.

Rodil s'avançait en Portugal; il favorisait le mouvement de don Pedro, de manière que don Miguel et don Carlos se trouvaient serrés de fort près par deux ennemis acharnés à leur perte.

Alors parut le décret de la reine, qui annonçait à l'Europe l'alliance qu'elle avait contractée avec don Pedro.

La situation était difficile, tant il est vrai qu'en guerre ne pas saisir le moment opportun est une faute irréparable. Si don Miguel, dont l'armée était beaucoup plus nombreuse que celle de don Pedro, avait attaqué son frère lorsqu'il fit la faute énorme d'échelonner ses troupes sur trois colonnes de Lisbonne à Santarem, il l'aurait battue et infailliblement détruite, et ce avec d'autant plus de certitude, qu'elle occupait vingt lieues de terrain.

Tout le monde prévoyait ce résultat. Don Carlos lui-même crut devoir en parler à don Miguel ; mais les assurances données par celui-ci, et les promesses que les circonstances forçaient le roi d'Espagne d'accueillir, portèrent don Carlos à espérer au moins que don Miguel sentirait le besoin d'agir ; il n'en fut rien, et ces promesses mirent plusieurs
point de tomber au pouv
finirent par le faire com
sa seule présence, dans l
car il n'y fut pas compri

La conduite de don Mi
une énigme pour tous les

eût dit que ce prince avait pris à tâche de mécontenter son peuple. Triste copie de Ferdinand VII, don Miguel ne fit rien non plus pour son armée, si brave, si loyale, si dévouée, et qui se sacrifiait pour lui conserver la couronne. L'imagination s'égare au milieu de ce dédale de faits sans rapports entre eux, ordonnés sans prévision, et exécutés sans énergie comme sans détermination. Lorsqu'on réfléchit qu'une poignée d'hommes, de diverses nations, débarquée à Oporto, commença la guerre, la continua, et finit par triompher de don Miguel, qui, huit jours après l'invasion de don Pedro, qui n'avait que 5,000 hommes, bloquait Oporto avec 70,000 hommes, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de la persévérance de l'un ou de la lâcheté de l'autre. Cependant, si nous interrogeons les actes de don Miguel, notre incertitude cessera.

Depuis son arrivée d'Italie, don Miguel ne fut pas plus tôt maître de la couronne de Portugal, que, dédaignant l'intervention des royalistes, il les éloigna de lui, paraissant n'en faire aucun cas, et il leur était redevable de la couronne!!! Il s'entoura des révolutionnaires, et finit par imiter minutieusement la conduite de Ferdinand en Espagne.

Je puis assurer que, sans le dévoûment des

basses classes du peuple portugais et du simple soldat, don Miguel eût été détrôné un mois après le débarquement de don Pedro à Oporto. Fidèle au même système, il était impossible que don Miguel ne succombât pas tôt au tard sous les efforts de son frère, malgré l'impéritie dont il n'a cessé de faire preuve.

Les soldats, remarquant le peu d'enthousiasme des officiers (1) qui, loin de les conduire au combat, étaient les premiers à tourner le dos au moment où commençait le feu, se refroidirent insensiblement, et la confiance, cette force morale, gage de tant de succès à la guerre, disparaissant chez eux, ils éprouvèrent ce je ne sais quoi qui précède le découragement, mais qui, cependant, n'est pas lui. On entendit souvent l'armée se plaindre de ce qu'on ne punissait pas plusieurs de ses chefs, qui, disaient les soldats, l'avaient livré à l'ennemi, reproche qui n'était pas sans fondement. Le roi ne fit jamais aucun cas de ces plaintes, et malgré des antécédens nombreux, il continua à confier à des généraux vendus à don Pedro la direction des

(1) Je dois avouer que les officiers français qui servaient dans l'armée de don Miguel se conduisirent toujours avec une telle bravoure, que la plupart périrent sous les baïonnettes ennemies.

opérations les plus importantes. On fut même jusqu'à dire dans toute l'armée que ces généraux recevaient une seconde paye de don Pedro, ce que je suis loin de repousser comme un bruit calomniateur.

Ce qui surprit au dernier point, ce fut la lâcheté de don Miguel qui, en rase campagne, capitula avec seize mille hommes d'infanterie, mille chevaux et quarante pièces d'artillerie. Son armée, quoique fatiguée au moral, comme nous l'avons dit, lui était toujours fidèle, et si ce prince eût fait trancher la tête au général qui par ses trahisons était l'auteur de tous ses désastres, l'armée se fût retrempée, son courage aurait reçu une nouvelle impulsion, et il eût infailliblement vaincu l'ennemi qu'il avait devant lui, et dont la force numérique, bien inférieure à la sienne, se fût trouvée presque nulle en face de la position vraiment militaire qu'occupait don Miguel, à qui tout promettait un succès complet. Loin delà, don Miguel ne songea plus qu'à capituler et à recevoir les conditions que son frère lui imposa; et pourvu qu'il lui fût permis de s'embarquer en sûreté, le reste l'occupait peu. Cette conduite parut d'autant plus étrange que jusqu'alors on l'avait cru très-brave.

Il sera facile de juger combien la position du roi d'Espagne recevait de gravité des événemens dont la place d'Evora était le théâtre. Il avait compté sur la détermination de son neveu, et, au moment où cette détermination pouvait se manifester d'une manière avantageuse, don Miguel abandonne tout et s'en rapporte à la générosité de son ennemi; qu'étaient devenues les promesses du roi de Portugal?

Charles V, errant de ville en ville, poursuivi tantôt par Rodil, tantôt par don Pedro, supportait les vicissitudes de son exil avec une résignation et un courage admirables. La constance ferme et inébranlable l'éleva toujours au-dessus de sa fortune; souvent privé de nourriture, marchant à pied au milieu des montagnes, il aimait à s'entretenir, avec ses officiers, des grands intérêts de l'Espagne. Jamais le moindre mouvement d'humeur ne se manifesta chez lui; les malheurs de la patrie l'occupaient constamment: il leur faisait part des projets qu'il se proposait de mettre à exécution si, le sort favorisant ses desseins, il parvenait enfin à conquérir le trône qui lui avait été usurpé. Ses vues étaient toujours justes, profondes et constamment dirigées vers le bonheur de l'Espagne. Soulager le peuple, diminuer les charges qui

disait-il, pesaient sur lui, étaient un devoir impérieux qu'il promettait de remplir. Cette assurance était, pour ceux qui avaient été à même d'apprécier la fidélité qu'il mit toujours à tenir ses engagemens, un double gage de son attention à se la rappeler. Toutes les fois qu'il parlait des craintes qu'il avait de verser le sang espagnol pour faire triompher sa cause, ses traits étaient visiblement attristés ; une sombre mélancolie succédait à son amabilité, à sa gaîté ordinaires : c'est alors que chacun s'efforçait de le détourner de ses pensées.

Auprès de lui, ses officiers jouissaient de la plus grande liberté, liberté qui cependant ne dépassa jamais les bornes du respect. S'arrêtait-il pour dîner dans une maison, ou tout simplement sur le chemin ? il invitait toujours quelques uns des officiers de sa suite à partager son repas. Je veux, disait-il, que ceux qui partagent mes périls partagent anssi mon pain. Ce portrait de don Carlos n'a rien de flatté : j'ai dû l'offrir pour faire connaître tout ce que son ame a dû souffrir à l'idée des maux qui désolaient sa patrie.

Depuis son arrivée en Portugal, don Miguel ne lui fut d'aucun secours. Le roi d'Espagne reçut un asile de son neveu, mais là se bornè-

rent les témoignages d'attachement et l'appui qu'il lui avait promis. Cette conduite de don Miguel avait pour but, d'abord de ne point rompre avec la cour d'Espagne : il redoutait la détermination de Christine et l'exécution de ses ménaces; puis de concentrer sur lui le succès qu'il attendait de ses opérations militaires : ainsi sa conduite était en deux mots lâche et orgueilleuse.

Don Carlos, malgré le peu d'importance de sa troupe, confiant en la fidélité des Espagnols, voulait en finir et pénétrer dans son royaume. Don Miguel, auquel il fit part de son projet, l'approuva; il fut même jusqu'à lui offrir des secours en hommes et en argent. Le roi d'Espagne accepta; il attendit en vain les troupes et les subsides que don Miguel lui avait promis. Enfin, malgré son désir de se réunir à ses sujets, et le peu de confiance qu'il accordait à son neveu, don Carlos se vit forcé de retarder le moment de son entrée en Andalousie. Ses ressources étaient minimes, et il avait d'abord conçu le projet de ne compter que sur elles; mais l'idée que son neveu tiendrait une fois sa promesse le détermina : il attendit. Cette circonstance, toute simple en apparence, est peut-être la cause de la prolongation des maux qui épuisent

la Péninsule. En effet, Rodil se trouvait à cinq étapes de Séville, où le roi, qui y était impatiemment attendu, pouvait arriver trois jours avant lui; ce temps était plus que suffisant pour permettre aux Andaloux de prendre les armes : dès-lors l'insurrection du midi, marchant d'accord avec celle des provinces du nord, la position du roi se fut singulièrement améliorée, d'autant plus que sa présence eût encouragé le peuple à manifester son opinion royaliste, que l'éloignement du roi et la crainte des persécutions retenaient dans les limites de la prudence. Nous allons voir bientôt que don Carlos fut encore trompé par don Miguel.

Malgré les assurances de don Miguel, les secours promis n'arrivaient pas, et le roi don Carlos fut définitivement forcé d'y renoncer. Il apprit que la crainte de mécontenter Christine avait retenu don Miguel, qui, sans s'en douter, du moins nous aimons à le penser, servait de cette manière les projets de ses ennemis. Ainsi, les assurances données par ce prince paralysèrent tous les efforts de don Carlos, en empêchant sa participation aux mouvemens de l'intérieur, finirent par le compromettre gravement, et préparèrent sa ruine.

Don Carlos arriva devant Santarem, où se

trouvait son neveu. Celui-ci lui fit croire que quatre mille hommes et quatre cents chevaux allaient être mis à sa disposition.

C'était encore une fausse promesse, un leurre coupable, puisque don Miguel avait projeté d'abandonner ses positions, et de se retirer sur Evora. Don Carlos, indigné, suivit ce mouvement qui indiquait clairement que les intérêts du Portugal et celui de deux princes étaient plus que compromis.

On espérait toutefois que don Miguel tenterait une dernière fois le sort des armes; mais, loin de là, il capitula. Il pouvait cependant résister avec avantage, comme je vais le dire bientôt. La retraite des miguélistes fut une trahison manifeste et préparée de longue main. Les soldats arrivèrent à Evora dans un état pitoyable et dans un désordre sans exemple. La plupart des hommes marchaient pieds nus. C'est ainsi que les reçut la ville d'Evora, dernier refuge d'une armée si pleine d'ardeur et si fidèle à ses devoirs : jusqu'au dernier moment, les troupes restèrent telles et franchement dévouées au roi. Mais lorsqu'il fut notoire qu'on était en négociations pour capituler, l'indignation fut à son comble : elle fut générale contre don Miguel et les chefs de l'armée. Moi-même, j'ai vu, sur la place d'E-

vora, les soldats portugais insulter leurs généraux, et les accuser d'avoir trahi le roi ainsi que l'armée. Marchons, criaient-ils, marchons! nous voulons combattre, marchons!!! Les généraux ne répondirent rien; ils méconnurent ou feignirent de méconnaître ce que cet élan offrait de garanties... Ils se retirèrent loin de ces démonstrations, poursuivis par le sentiment d'horreur qu'ils avaient inspiré.

Ce fut alors que les soldats miguélistes, que l'armée en masse, vinrent trouver les officiers espagnols pour leur proposer de se mettre à leur tête, et offrir à don Carlos de le conduire en Espagne, et d'y combattre pour lui jusqu'à la mort. Un général espagnol transmit cette volonté au roi qui, de suite, fut trouver don Miguel: « *Tu* « *es encore roi, lui dit-il, mais tu vas cesser de* « *l'être si tu signes la capitulation qu'on te* « *propose. Tes troupes, toujours fidèles, veulent* « *me conduire en Espagne; viens-y avec moi,* « *combattons ensemble, et après avoir conquis* « *mon trône, je te rendrai le tien que tu n'as pas* « *su conserver; décides-toi, réfléchis: tu te perds* « *si tu accueilles les offres de ton frère; tu m'en-* « *traînes avec toi dans le gouffre que tu pou-* « *vais éviter et que ton irrésolution a creusé* « *davantage.* »

Don Miguel se retira sans répondre..... Que penser de cette conduite, de ce mutisme? Mille réflexions furent faites;... on ne voulut en résoudre aucune.

Cependant don Miguel revint près de son oncle, et lui apprit qu'il était prêt à le suivre en Espagne, puisqu'il leur était impossible de se maintenir en Portugal. Il ajouta qu'ils pouvaient compter sur quatorze mille hommes et trente pièces d'artillerie; qu'il fallait donner à ces troupes des officiers espagnols, chose facile, puisque l'armée portugaise le demandait, et qu'ainsi ils pourraient agir avec succès contre leurs ennemis communs. Don Carlos ordonna donc les préparatifs de son départ. De son côté, don Miguel appela ses généraux, et tout paraissait décidé; cependant ce prince tint un conseil qui dura deux heures, et à la suite duquel il donna de son côté l'ordre du départ. Mais ses généraux qui, comme nous l'avons dit, étaient vendus à l'ennemi, furent saisis d'une terreur panique dès qu'ils connurent le projet de don Carlos; car alors ils prévirent qu'ils allaient devenir l'objet de la vengeance des troupes qu'ils avaient si lâchement commandées. Ils ne négligèrent rien pour détourner don Miguel d'un projet qu'ils taxaient de ridicule; ils firent tant par leurs

observations, et l'ascendant qu'ils avaient sur l'esprit de ce prince faible et sans énergie fut tel, que le conseil de ces traîtres prévalut sur la franche loyauté de don Carlos.

Don Miguel vint une seconde fois trouver son oncle, et lui dit que sa conscience ne lui permettait pas de tenir la parole qu'il lui avait donnée; qu'il ne pouvait aller en Espagne, et qu'il était résolu de se rendre à son frère. Charles v, indigné, lui dit : « Je m'y attendais; ce trait est « digne de toi. » Il retourna dans son appartement, et ne revit plus son lâche neveu, qui, pour la vingtième fois, s'était joué de ses promesses.

La situation des deux royaumes eût alors changée entièrement. Le roi don Carlos, en entrant, comme il en avait toujours eu le projet, par le midi de l'Espagne, où il n'y avait que trois mille hommes de troupes environ, se serait avancé sans rencontrer d'obstacle; sa présence eût soulevé la province, et toute l'Espagne s'y serait jointe. Les forces de Christine, à l'exception du corps de Rodil qui se trouvait en Portugal, étaient dans le nord de l'Espagne; ainsi, l'insurrection se fût faite sans empêchement. Le peuple en masse n'attendait que l'arrivée du roi pour se déclarer en sa faveur, et il était impossible que Rodil s'opposât à cette invasion,

n'ayant pas assez de force pour résister à celles du roi marchant à la tête de son peuple... Si le premier manque de foi de don Miguel indigna les militaires fidèles qui l'entouraient, ce dernier trait les désespéra...

Malgré la lâche conduite de don Miguel, l'armée portugaise eût suivi don Carlos en Espagne, mais le roi n'ayant pas même l'argent nécessaire aux besoins particuliers de sa famille, et les troupes à qui il était dû devant être payées, il ne résista pas à l'idée de paraître avoir trompé ceux qui s'étaient confiés à sa loyauté.

Don Miguel avait encore des sommes considérables dans la place d'Yelves; sommes qui furent employées... à effectuer son voyage en Italie, et nullement à l'acquit de la solde de ses troupes, qui ne reçurent absolument rien.

Il eût été cependant facile de poursuivre l'exécution de ce projet, et moins de loyauté chez don Carlos l'eût fait triompher de ses ennemis. D'ailleurs, les troupes portugaises n'auraient eu rien à demander au roi d'Espagne, qu'à compter du jour où il se serait mis à leur tête, et, bien que don Miguel ne les eût pas payées, cet arriéré ne pouvait être à la charge de don Carlos. L'armée était humiliée d'une capitulation à laquelle on la faisait participer sans avoir com-

battu. Ce sentiment d'honneur était doublement précieux alors : les soldats rougirent à l'idée de déposer les armes devant leurs ennemis, et pour ne pas en supporter l'humiliation, les Portugais voulaient suivre don Carlos, auquel ils n'eussent demandé que leur solde courante.

Le roi ne le voulut pas; cependant, une fois en Espagne, et avec les nombreux gages de succès qui s'offraient à lui, il eût facilement trouvé les ressources pécuniaires dont il était privé alors. Son armée aurait été payée... il eût pu agir avec confiance et succès; mais une fatalité paraissait poursuivre don Carlos et prendre à tâche de contrarier ses projets... Puisse-t-elle perdre de sa désastreuse influence!

## CHAPITRE VII.

L'espoir avait fui de tous les cœurs; cela se conçoit. Mais si la défection de don Miguel, sur lequel on avait fondé de si belles espérances, excita un sentiment de regret et vint dissiper toutes les illusions, combien il dut être à la

fois cruel et consolant d'apprendre que les provinces du nord de la Péninsule, après avoir combattu avec leur antique héroïsme, attendaient avec impatience le roi pour voler à de nouveaux succès. Alors le découragement, l'indignation, furent extrêmes parmi les Espagnols. Qu'allaient-elles penser, ces provinces si fidèles, quand elles sauraient que le roi, après avoir été victime de sa confiance, l'était encore de la perfidie de son neveu, et qu'enfin il fallait partir... non pour aller se mettre à leur tête, mais pour un pays étranger ? Cette idée était désespérante !

Les nouvelles reçues du théâtre de l'insurrection, nouvelles si impatiemment attendues, venaient d'arriver ; elles furent apportées au roi don Carlos par un homme qui, après avoir parcouru la majeure partie de l'Espagne, et traversé, au milieu des plus grands périls, l'armée de Christine, était enfin arrivé à Évora. Le général Zumalacarreguy, dans une lettre qu'il écrivit à don Carlos, lui apprenait « que c'était « au nom de ses fidèles sujets qu'il osait le prier « de ne rien négliger pour venir se mettre à « leur tête ; que les Navarrais le réclamaient « de tous leurs vœux, comme un gage certain « du succès auquel ils désiraient si ardemment « atteindre. » Zumalacarreguy ajoutait : « *Votre*

« *arrivée parmi nous, sire, retrempera le cou-*
« *rage; la confiance renaîtra, car, je ne puis le*
« *dissimuler à Votre Majesté, l'un et l'autre fai-*
« *blissent parmi le peuple, que votre éloignement,*
« *s'il se prolongeait, pourrait entièrement dé-*
« *courager.* » Après quelques momens de réflexions, don Carlos répondit à Zumalacarreguy:

Voici cette réponse:

« La reconnaissance a gravé dans mon coeur,
« et en traits ineffaçables, l'importance des ser-
« vices que tu m'as rendus en combattant pour
« mes droits; tu dois m'en croire. Il est bien
« malheureux pour moi que les circonstances se
« soient opposées aux efforts que je n'ai cessé de
« faire pour me rejoindre à mes fidèles sujets, à
« ces braves que tu commandes avec tant de
« fermeté; mais tout ce que j'ai entrepris pour
« parvenir à ce but, loin de tourner à mon avan-
« tage, m'est au co
« enfin je suis for
« gleterre, sous la
« tagne. En vert
« quadruple allia
« l'Angleterre, l'E
« fait proposer d
« trône; mais je
« fasses connaître

« seulement j'ai repoussé ces propositions, mais « que j'ai encore fait connaître la ferme résolu- « tion dans laquelle je suis de faire valoir mes « droits par tous les moyens en mon pouvoir, et « qui seront compatibles avec l'honneur.

« Je te donne ma parole d'aller avant peu me « mettre à la tête de l'armée, et si la fatalité « voulait que j'en fusse encore empêché, j'y en- « verrais mon fils aîné, le prince des Asturies. « Soutiens-toi encore pendant un mois ; ne « négliges à cet effet aucun moyen, et je te re- « joindrai ou périrai, s'il le faut, dans l'entre- « prise. Surtout gardes le plus grand secret sur « mes projets. Dis aux troupes que, si je m'em- « barque, je jouis de ma liberté, ne me suis en- « gagé à rien, et n'ai consenti à la cession d'au- « cun de mes droits, que je conserve toujours.

« CARLOS (1). »

Cette lettre fut confiée au même homme qui s'était si bien acquitté de la mission qui lui avait été confiée par le général Zumalacarreguy... Il partit sur-le-champ pour la Navarre, et après

(1) Les rois d'Espagne signent ordinairement *yo el rey*, *moi le roi*, mais par le simple nom de Carlos, mis au bas de cette lettre, Sa Majesté voulut témoigner à Zumalacarreguy plus d'affection et éviter tout cérémonial.

l'ordre exprès qui lui en fut donné. La reine voulut aussi que la mule qui l'avait portée pendant les courses qu'elle avait faites en Portugal, à la suite de son royal époux, fût donnée à cet homme, comme un témoignage de sa satisfaction particulière.

Cette mule était d'un grand prix; belle et infatigable, elle pouvait faire vingt lieues par jour: aussi la reine, en la donnant à ce fidèle émissaire, crut lui faciliter les moyens de remplir plus promptement le reste de sa mission. Arrivé très-heureusement près de Zumalacarreguy, ce fidèle envoyé ne manqua pas de rapporter les divers épisodes de son voyage, et le don de la mule ne fut pas oublié.... Il avait vu le roi, la reine, toute sa famille, qu'il était heureux!! Bientôt le bruit se répandit que la mule était celle de la reine. Aussitôt les soldats la prirent, la couvrirent de rubans, de fleurs, etc., puis la promenèrent dans la province. Les femmes, les enfans s'unirent aux soldats : la fête fut complète. Avouons-le : il est assez difficile de subjuguer un peuple comme celui-là, encore moins de le républicaniser.

Personne, en Portugal, ne connut la réponse du roi à Zumalacarreguy. On ne s'appesantissait que sur les malheurs qui allaient fondre sur

cette poignée de braves si franchement dévoués à la cause de la légitimité espagnole. Le roi allait s'embarquer ainsi que sa famille, mais personne n'avait la permission de l'accompagner. Qu'allaient, encore une fois, devenir plus de trois cents officiers et huit cents soldats menacés de tomber entre les mains de leurs implacables ennemis, au pouvoir de Rodil enfin, qui faisait impitoyablement fusiller tous les partisans de don Carlos? Ces réflexions étaient affreuses; la plus grande consternation régnait partout autour du roi fugitif.

Don Carlos, avant son départ, n'oublia cependant pas ces fidèles compagnons d'infortune. L'idée des dangers auxquels ils les laissait exposés avait rempli son ame de douleur et d'épouvante. N'écoutant alors que la voix de son cœur, il fit demander le colonel anglais chargé de l'accompagner, comme représentant de la Grande-Bretagne; il lui dit avec énergie : « Je ne partirai pas sans emmener avec moi au moins tous « les officiers qui m'ont accompagné; il n'est pas « juste que je les abandonne après qu'ils se sont « exposés pour moi aux dangers les plus certains: « ce serait le comble de l'ingratitude, et j'en suis « incapable. » Le colonel lui répondit : « Que « l'Angleterre prenait sous sa protection les

« émigrés espagnols; que dès-lors ils n'avaient
« aucun danger à courir; qu'ils ne seraient
« point remis aux troupes espagnoles, mais
« qu'ils formeraient un dépôt jusqu'à ce que des
« passeports pour se rendre où ils voudraient
« aller leur eussent été délivrés.... »

Malgré ces assurances données avec une noble franchise, le roi fit freter un bâtiment pour ses officiers; et il ordonna que ce navire suivît immédiatement le sien. Comme, parmi ces messieurs, ils s'en trouvait quelques uns qui étaient plus gravement compromis vis-à-vis des troupes espagnoles, on en dressa la liste; quatre-vingts furent désignés, et durent monter à bord de ce bâtiment. Chacun croyait avoir des droits à figurer sur la liste des partans, et chacun aussi, craignant pour soi, fut au désespoir en apprenant que personne ne partirait avec le roi, et que les officiers portés sur la liste ne seraient pas plus heureux que les autres, mais que dans quelques jours ils s'embarqueraient pour l'aller rejoindre.

Le départ du roi fut fixé au 30 mai 1834, à trois heures du matin. Il devait d'abord se rendre au lieu de l'embarquement, et de là faire voile pour l'Angleterre. Dès cinq heures du soir, la place d'Evora, où était située la maison

qu'occupait don Carlos, était remplie de monde, les uns à pied, les autres à cheval, et tous disposés à le suivre. L'espoir de s'embarquer avec lui régnait dans tous les cœurs et fut conservé jusqu'à la fin. Le roi voyait tout de son balcon; il disait aux personnes qui l'entouraient : « Je voudrais avoir le moyen d'accueillir tant « de braves gens, de les arracher aux malheurs « qui les menacent; mais cela m'est impossible... « Je n'ai pas d'argent et personne ne veut m'en « prêter. Eh bien! puisqu'ils veulent me voir, « m'escorter jusqu'au bâtiment, je leur permets « de me suivre jusqu'aux bords de la mer, et si « je ne puis les sauver tous, ils reconnaîtront « du moins qu'il n'y a nullement de ma faute. »

Trois heures sonnèrent. C'était celle fixée pour le départ, comme nous l'avons dit. Le roi, accomcompagné de sa famille, monta dans une voiture escortée par un escadron de lanciers miguélistes. Une foule d'officiers et de militaires de tout rang le suivirent, comme chacun le put, jusqu'à *Monte mor novo*. Là, don Carlos fut remis aux troupes de don Pedro, qui formèrent son escorte jusqu'à *Aldea Gallega*, où le suivirent encore ses braves compagnons d'infortune.

Les troupes qui formaient l'escorte du roi, malgré leur épouvantable discipline, eurent

cependant assez de pudeur pour ne pas l'insulter ; mais elles poussèrent la lâcheté jusqu'à frapper plusieurs Espagnols de sa suite, leur faisant un crime de la fidélité dont ils donnaient des preuves si constantes. Entre autres personnes qui eurent à se plaindre de ces forcenés, le précepteur du fils de don Carlos reçut un soufflet que lui donna un soldat pédriste; enfin, pendant deux jours que dura le voyage, les plus grossières injures furent prodiguées aux royalistes espagnols.

On atteingnit *Aldea Gallega*, ville située sur le Tage : le peuple uni aux gardes nationaux de Lisbonne, insultèrent de nouveau les Espagnols; ils leur firent des menaces multipliées, assurant qu'ils seraient tous égorgés et que pas un d'eux n'échapperait.

Il fut dès-lors facile au roi d'Espagne d'apprécier tout ce que les personnes qu'il était obligé de laisser derrière lui auraient à souffrir; ce fut alors aussi qu'il dit, pour la seconde fois, au colonel anglais : » *Je veux que tous ces officiers s'embarquent ; il faut absolument trouver un second bâtiment.* » Le colonel s'empressa d'obéir aux ordres du roi, et, pour en payer les frais, *la reine offrit à un négociant de Lisbonne plusieurs de ses diamans*... Ce trait

de bonté touchante et de reconnaissance restera gravé dans le cœur de tous les Espagnols.

Le 2 juin, le roi fut informé que le bâtiment était loué, et que tous ses fidèles officiers le suivraient enfin dans peu de jours. Ivre de bonheur alors, il permit qu'on vînt lui baiser la main et prendre congé de lui... Lorque le salon fut plein de monde, il dit à la foule, si heureuse de l'approcher : « Mes amis d'infortune, j'aurais désiré « vous faire embarquer tous avec moi, afin de « me trouver plus près de vous, mais cela n'étant « pas possible, je vous laisse sous la protection « du colonel Well, représentant ici la nation « anglaise; il vous protégera contre les gros- « sières insultes de la populace qui vous a atta- « qués : il me l'a promis, j'y compte. Vous vous « embarquerez dès que le bâtiment sera prêt à « vous recevoir, et alors vous viendrez me re- « trouver, car vous êtes libres, d'après l'assu- « rance qui m'en a été donnée. »

Le roi s'embarqua de suite sur le vaisseau de guerre le Domgal, et, deux jours après, il fit voile pour l'Angleterre.

Dès que le roi fut parti d'*Aldea Gallega*, la populace et les soldats qui, par un reste de respect, n'avaient rien osé entreprendre contre les émigrés espagnols pendant le séjour de Sa Ma-

jesté, se livrèrent, après son départ, aux plus grands excès, non-seulement pendant le jour, mais encore pendant la nuit, comme s'ils eussent compté sur l'épaisseur des ténèbres pour voiler leurs sanglantes orgies.

Les Portugais armés enfonçaient les portes des maisons qu'habitaient les Espagnols; ils massacrèrent plusieurs de ces étrangers, et en blessèrent un grand nombre; leurs chevaux, leurs effets furent volés; bref, on n'épargna rien pour qu'ils eussent à payer bien cher l'hospitalité qui leur avait été promise, et que ces forcenés rendaient si horrible.

Je ne puis passer sous silence la conduite de deux officiers français au service de don Pedro: la signaler, c'est acquitter une portion de la dette de la reconnaissance; je n'hésite pas à le faire. Leur bataillon se trouvait à *Aldea Gallega*. Plusieurs soldats avaient pris part à cette espèce de Saint-Barthélemy; vingt officiers, tous de l'ancienne garde royale espagnole, se trouvaient logés à côté des deux Français. La nuit, la porte des Espagnols est enfoncée, ils vont éprouver le sort de leurs camarades égorgés; mais les émigrés espagnols déclarent aux Portugais, en mettant le sabre à la main, que pas un d'eux n'entrera tant qu'il y aura un seul Espagnol en

état de repousser leur agression. La lutte s'engagea aussitôt avec fureur; les Espagnols repoussent vigoureusement les attaques de leurs nombreux assassins; ils connaissent le sort qui leur est réservé; le désespoir multiplie leurs forces : ils se battent avec acharnement. C'est dans ce moment que les deux Français paraissent le sabre à la main; ils fondent sur ces barbares, leur reprochent leur infâme conduite, et, après avoir harangué le peuple, ils donnent l'ordre à leurs soldats de rentrer au quartier. Là, ils font prendre les armes à leur compagnie, se mettent à leur tête, et parcoururent toutes les rues en s'opposant aux actes de cruauté qui partout étaient commencés : c'est à cette conduite honorable que ces vingt officiers durent leur salut. Honneur soit rendu à ces braves Français!

Le lendemain de cette horrible nuit, le colonel Well se présenta avec plusieurs chaloupes anglaises. Le peuple, encore ivre de carnage, et qui couvrait le port de sa masse dégoûtante,... fut saisi de crainte à la vue du colonel; il hésita, puis, lâchement intimidé, il disparut entièrement... Est-ce là une conséquence de l'influence britanique en Portugal? Je le crois... Le colonel Well fit embarquer les émigrés espagnols, qu'il plaça sous le commandement du général *Bel-*

*lengero*, et ils firent voile pour l'Angleterre.

Ainsi finit, en Portugal, cette lutte que deux frères, qui se disputaient le trône, entretinrent pendant plus de deux ans avec une égale ignorance de l'art militaire, et au grand détriment du peuple.

## CHAPITRE VIII.

Jetons encore un regard sur l'Espagne. La reine Christine, malgré ses promesses et les déclarations authentiques qu'elle en fit, changea la forme du gouvernement espagnol, et un gouvernement représentatif fut établi sur les débris

de l'ancienne royauté. Les chambres furent convoquées sous la dénomination, la première, des *proceres* (des pairs); la seconde, des *procuradores* (des communes). Les élections ne furent faites d'après aucun mode. On ne songea nullement à consulter la volonté du peuple; les électeurs furent désignés par suite des intrigues de la reine, et choisis parmi les individus qui avaient pris une part active aux événemens de 1820, 1822 et 1823, et dont les opinions politiques étaient franchement en faveur de la révolution. Les choix de Christine tombèrent de préférence sur les personnes qui, exilées à la suite de troubles politiques, n'étaient rentrées qu'après la mort de Ferdinand VII. Le peuple ne revit qu'avec effroi les hommes qui avaient travaillé avec le plus d'ardeur à la ruine de sa félicité. Il connaissait leurs desseins, leurs opinions, le but où ils voulaient arriver; dès-lors il s'attendait à des actes de vengeance auxquels ne manqueraient pas de se livrer des ambitieux que dix années d'exil avaient aigris davantage. Ces craintes n'avaient rien d'exagéré; d'ailleurs, il eût été difficile de se faire illusion à cet égard, puisque ces nouveaux sénateurs ne cessaient de répéter qu'ils s'attacheraient, avec le plus grand acharnement, à la poursuite des royalistes, contre

lesquels ils conservaient, disaient-ils, une haine implacable. Ils fixèrent même l'année 1834 comme l'époque de la réussite certaine de leurs projets, la *régénération de l'Espagne*, en ajoutant qu'il n'était pas possible d'y parvenir sans faire tomber soixante mille têtes!!!

Ces résolutions, prises avec tant de sang-froid, et manifestées avec tant d'impudeur, effrayèrent le peuple. Les personnes les plus sensées n'en concevant que du dégoût et de la pitié, elles y puisèrent une nouvelle confiance et des gages certains pour l'avenir de leur patrie. « Il est « impossible, disaient-elles, que de tels projets « s'accomplissent, et qu'il y ait de l'écho parmi « les Espagnols. Le peuple, indigné, s'y oppo- « serait aujourd'hui au prix de tout son sang, « et plus les révolutionnaires se livreront à leurs « déclamations furibondes, plus le peuple res- « sentira d'aversion pour elles et d'horreur pour « ceux qui les auront faites. » Ces réflexions étaient sages, et, chaque jour, les faits justifient ce qu'alors elles avaient de sensé. Les Espagnols n'eurent plus lieu de douter que le gouvernement des chambres (c'est ainsi qu'ils le désignent) ne finît par les conduire à des malheurs incalculables, et ils lui refuseront leur sympathie.

Les révolutionnaires, appelés ailleurs républicains, sont si peu nombreux en Espagne, qu'excepté à Madrid, où une espèce de terreur, alimentée par des vexations continuelles et le déploiement d'une grande force militaire, paralyse l'expression populaire, et permet à ces extravagans de se réunir, nulle part on ne rencontre de ces *idéologues* dont le peuple ferait d'autant plus prompte justice, qu'ils ne dépassent pas le nombre de deux ou trois mille, encore sont-ils sans instruction, sans éducation et complètement ignorans.

Ce jugement est d'autant mieux fondé, le but des révolutionnaires parut d'autant plus évident, qu'on fut informé que leur intention était de donner le trône constitutionnel au frère cadet de don Carlos, l'infant don Francisco de Paula, et de renvoyer, hors du royaume, la reine et ses deux filles. Ils comptaient tellement sur la réussite de ce projet, que des médailles furent frappées, en secret, en l'honneur de *don Francisco primero, rey constitucional* (*François premier, roi constitutionnel*).

Cette intrigue, à laquelle dona Carl
l'impulsion, fut conduite avec le
soin, comme aussi avec tout le mystè
Si cette princesse, toujours irritée

Carlos, savait combien ses menaces et sa conduite à la Granja avaient peu satisfait les Espagnols, elle n'ignorait pas non plus l'aversion du peuple contre Christine; dès-lors elle crut pouvoir exploiter cette aversion à son profit, et placer son mari sur le trône. Cette opération, dont le succès eût flatté son amour-propre, lui était encore dictée par le besoin d'exercer sa vengeance contre don Carlos. Ainsi, d'un seul coup, elle songeait à expulser du trône les deux prétendans.

Dona Carlota avait d'abord été l'amie intime de la reine, qui n'eût rien fait sans consulter sa sœur; mais bientôt cette intimité disparut et fit place à la haine qui existe aujourd'hui entre ces deux femmes. Nous croyons pouvoir en faire connaître les motifs, d'après des renseignemens certains...

Le but de dona Carlota fut toujours de parvenir au trône. Elle regardait, avec raison, don Carlos comme un obstacle invincible à l'accomplissement de ses desseins, obstacle d'autant plus puissant, qu'il la tenait éloignée de la royauté de toute l'épaisseur des droits imprescriptibles que le prince avait acquis, et dont il refusait de se dessaisir de cette légitimité que le peuple ne consentirait pas à voir violer. Nous avons vu ce

qu'elle fit pour retirer à l'héritier du trône de Ferdinand la possibilité, le droit même de ceindre sa tête du bandeau royal, comme le demandait le peuple. Dona Carlota, pour parvenir à ses fins, crut devoir s'emparer exclusivement de l'esprit de sa sœur, et exercer un empire absolu sur sa volonté; elle y réussit pour quelque temps; mais à la fin, la susceptibilité des libéraux fut alarmée de cette intimité; l'ascendant de dona Carlota contrariait leurs projets, et paralysait l'influence qu'ils avaient exercée sur sa volonté royale, influence qu'ils jugeaient si utile au succès de leur entreprise, qu'ils avaient obtenue avec tant de peine, qu'ils craignaient de perdre, et voulaient conserver à tout prix...

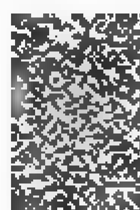
Les révolutionnaires travaillèrent donc à rompre cette intimité; des intrigues ourdies et suivies avec art eurent un succès complet, et bientôt les deux sœurs devinrent ennemies jurées. Christine voulait régner au nom de sa fille aînée, et sa sœur voulait monter sur le
de tous les obstacles. Ce fut alor
raux, connaissant la faiblesse de
de Paula, disons-le franchement,
capacité et la futilité de ses goûts,
princesse dona Carlota du dessein
conçu de placer définitivement so

trône, se réservant, *in petto*, de le diriger selon leurs vues. C'était combler de joie cette princesse qui avait nourri son ambition de tout le fantastique de ce rêve : aussi accueillit-elle ce projet avec enthousiasme; cruelle ambition!.... Cette princesse ne pressentit pas le sort qui l'attendait : le double exemple de Ferdinand dépossédé de ses droits, celui de la jeune Isabelle au moment d'être à son tour détrônée, puis renvoyée, ainsi que sa mère, hors du royaume, rien ne l'effraya; elle ne vit pas qu'elle allait devenir un instrument entre les mains des révolutionnaires, et qu'enfin don Francisco, son mari, ne resterait pas six mois sur le trône... Ne songeant qu'à la réussite de son projet, elle travailla sans relâche à son exécution... Puisse-t-elle l'avoir abandonné pour le repos de l'Espagne!! Ceux qui secondaient ses vues étaient des intrigans sans convictions politiques et sans attachement particulier pour don Francisco; ils le plaçaient sur le trône, dans leurs propres intérêts, comptant sur sa nullité, non dans un but d'utilité publique, et simplement comme un moyen conciliateur entre les deux partis.

En Espagne, il n'y a que deux partis; le troisième, celui de la république, presque inaperçu, y est également en horreur aux deux autres;

ainsi, les légitimistes d'un côté et les libéraux de l'autre se divisent seuls l'Espagne politique. Bien loin de suivre l'exemple des Français, les Espagnols repoussent toute opinion mixte; point de juste-milieu dans ce royaume, où on compte à peine dix mille personnes réellement indifférentes ou intéressées à l'être, encore penchent-elles vers le royalisme, comme principe conservateur. Le temps et les événemens qu'il nous cache encore justifieront mon dire, et tous ces grands diplomates qui, sans avoir égard aux mœurs, au caractère, aux habitudes des divers peuples, et surtout à leur plus ou moins de civilisation, tous ces petits grands hommes d'état reconnaîtront bientôt combien peu l'Espagne est préparée aux changemens qu'ils méditent, et combien aussi il est difficile de contraindre de suite, et surtout par l'arbitraire, le peuple à l'abandon d'une forme de gouvernement qui, pendant tant de siècles, a fait sa gloire et sa félicité; est-ce pour accueillir des rêves fantastiques de liberté, de bonheur
chacun explique à sa guise, ou
le peut... et dans son intérêt se

Comment espérer d'effacer
principes religieux, ces préj
peuple espagnol est si franchement attaché et



que les nouvelles idées de nos imberbes législateurs considèrent comme autant de sottises et de signes d'abrutissement ? L'ambition est-elle donc si maladroite ? mais pourquoi les Espagnols soutinrent-ils avec tant de courage la guerre que les Français leur firent pendant six ans, si ce n'est parce que ces voisins avaient détruit les églises et égorgé leurs prêtres, et qu'ils ne mettaient pas en doute qu'une fois vainqueurs, ils n'en fissent autant en Espagne ? Pour justifier ce que je viens de dire, je citerai pour exemple ce qui s'est passé à Sarragosse. Là, les paysans défendirent avec fureur les rues, les maisons, les chambres mêmes ; ils affrontèrent la mort avec un courage presque surnaturel, *parce qu'ils croyaient que la vierge del Pilar descendait dans un nuage pour les protéger contre leurs ennemis*. Ceci est du fanatisme, dira-t-on : d'accord ; mais faites qu'il soit tel aux yeux de ceux qui en jugent autrement, ou bien espérez.... Attendez, mais ne forcez pas à vous croire ceux qui vous disent : Vous nous trompez.... La conviction ne s'inocule pas comme la petite vérole. Rappelons-nous encore qu'en 1833, le peuple espagnol courut aux armes dès qu'il vit que les mêmes hommes qui avaient voulu, disaient-ils, illustrer la nation en 1820, étaient ceux qui ap-

paraissaient une seconde fois pour gouverner le peuple. Réfléchissez enfin, novateurs imprudens autant qu'indiscrets, que les Espagnols sont encore trop attachés aux moeurs des époques de *Charles-Quint* et de *Philippe* II; ces règnes, qui les ont placés au rang des premières nations du monde, font encore leur gloire aujourd'hui : ils sont fiers d'être les descendans de ceux qui concoururent aux événemens de ces époques; ils sont trop Espagnols enfin pour devenir *constitutionnels* ou pour se laisser métamorphoser en *républicains.* Le peuple espagnol sait trop bien que la conduite de ceux-ci, leurs idées d'améliorations, leur amour du peuple, etc., etc., résident uniquement dans l'influence qu'exerce sur ces missionnaires de révolutions le double appât des honneurs et des richesses, p réunir à des intrigans dont le mot d'ord *Otes-toi delà que je m'y mette.*

Ces réflexions m'ayant détourné de mon je reviens près de Marie-Christine, qu avons laissée brouillée avec *dona Carl* *soeur.*

## CHAPITRE IX.

Aussitôt que Marie-Christine connut le départ de l'infant dont Carlos, elle fit imprimer dans une gazette extraordinaire (*gaceta extraordinaria*), que don Carlos, fait prisonnier de guerre, avait été conduit en Angleterre, et que jamais il ne remettrait les pieds en Espagne,

sa conduite l'ayant rendu indigne d'un tel honneur. Cette nouvelle, ainsi que celle de la chute de don Miguel, étonnèrent d'abord les royalistes si peu préparés à ces événemens. La cour de Madrid, croyant les partisans de don Carlos entièrement découragés par l'éloignement du roi qu'ils attendaient d'un moment à l'autre avec tant d'impatience, leur fit proposer une anmistie générale; elle leur promit le pardon et l'oubli de leurs crimes s'ils consentaient à déposer les armes et à reconnaître *pour leur légitime souveraine la reine Isabelle II*. Heureusement la lettre du roi don Carlos était arrivée à Zumalacarreguy avec la plus grande diligence. Cette lettre produisit l'effet qu'en attendait Sa Majesté; les royalistes répondirent à Christine: « que si le roi don Carlos avait quitté le Portu-
« gal, il l'avait fait sans céder aucun de ses
« droits; qu'il était libre et non pas prisonnier
« comme elle l'annonçait; qu'ayant laissé à ses
« fidèles sujets le soin de les défendre contre
« les ennemis de son trône, les provinces de
« Navarre, d'Alava, de Guipuscoa et de la Bis-
« caye étaient décidées à s'ensevelir sous leurs
« propres ruines plutôt que de manquer à leur
« serment et à la fidélité qu'elles devaient à
« Charles V, leur seul roi. »

Cette réponse franche et énergique fit connaître au gouvernement sa véritable situation et tout ce qu'il avait à redouter d'une révolte soutenue par une force morale aussi prononcée; elle lui indiquait encore le besoin pour lui de recourir à des moyens extraordinaires pour éteindre à tout prix, dans le nord de l'Espagne, la guerre entretenue par les ennemis d'Isabelle, et qui gênait la marche de son gouvernement.

L'inhumanité et la barbarie, mis à l'ordre du jour dans l'armée constitutionnelle, légitimèrent les moyens les plus atroces employés pour parvenir à la soumission des provinces insurgées, malgré d'épouvantables représailles *et les ordres impitoyables*. Elles combattent encore leurs ennemis avec une ardeur qui est loin de se ralentir, et avec plus de confiance que jamais *en la justice de leur cause*....

## CHAPITRE X.

Don Carlos, à bord du vaisseau le Domgal, fit voile vers l'Angleterre. Nous allons l'y suivre et donner quelques détails qui ne sont pas sans intérêt. Sa conduite depuis son départ de Lisbonne jusqu'à son voyage pour l'Espagne met-

tra l'Europe à même de juger tout ce que son caractère renferme de résolution, de constance et de fermeté.

Tandis que Marie-Christine croyait avoir porté le dernier coup aux justes prétentions de don Carlos, ce prince n'abandonnait pas ses projets et les méditait avec calme à l'ombre d'une discrétion soutenue. Forcé, comme Charles Stuart, de quitter ses états, prétendant comme lui à la couronne, et désirant comme lui de se mettre à la tête de ses fidèles sujets, le roi d'Espagne déplorait l'influence des événemens et l'effet des vicissitudes humaines; il frémissait à l'idée de rester inactif tandis que le sang coulait pour lui : tel on nous représente le roi d'Ecosse, jaloux d'apprendre à l'Europe la résolution qu'il avait prise de retourner dans ses états, après avoir dédaigné l'humiliante pension qui lui avait été accordée, de même on vit Charles v. Dominé par le désir de quitter l'Angleterre, il veut tromper les prévisions de la diplomatie, repousser avec dédain les avances de la quadruple alliance, et bravant les dangers d'un voyage long et pénible au travers d'ennemis intéressés à surveiller toutes ses démarches, il quitta les bords humides de la Tamise pour se diriger vers la fertile Espagne.

Charles v ne communiqua son projet à personne; il fit tout, au contraire, pour éloigner les soupçons. Pendant la traversée de Lisbonne à Portsmouth, il demanda souvent aux officiers anglais quels étaient, dans les environs de Londres, les sites les plus agréables, son intention étant de louer une maison de campagne et de s'y établir jusqu'au moment de son départ pour la Suède. Lorsqu'on lui parlait des événemens de l'Espagne, il répondait : « Je suis certain que « mes amis ne céderont qu'à la force, et je « crois aussi fermement que la lutte sera longue « et acharnée; en résumé, cette guerre sera « plus difficile pour Christine que ne l'a été « pour don Miguel celle que lui a faite son « frère. Je la plains, cette pauvre Christine; « elle est loin de prévoir qu'elle et ses filles se« ront les premières victimes de cette même ré« volution qu'elle a si puissamment encoura« gée.... Quant à moi, ajou
« le sort, puisqu'une destin
« pour toujours de ma p
« moins tranquille et sans
« peuple au milieu duquel
« toutefois la Providence le

Après une traversée des
*Domgal* jeta l'ancre dans le

Le canon du vaisseau annonça qu'il avait le roi d'Espagne à son bord. Aussitôt la garnison prit les armes et se disposa à recevoir don Carlos. En même temps l'artillerie des remparts répondit à celle des vaisseaux qui étaient en rade.

L'ambassadeur de Marie-Christine à Londres, le comte de Florida-Blanca, fut le premier personnage qui, en faisant offrir au roi ses respects, réclama l'honneur d'être présenté à Sa Majesté. Don Carlos répondit : « Qu'il aimait « trop les Espagnols pour refuser d'admettre « auprès de lui ceux qui voudraient lui être « présentés; qu'ainsi le comte de Florida-Blanca « pouvait monter à son bord, comme simple « particulier seulement et à titre de compa- « triote, mais nullement en qualité d'ambassa- « deur d'Espagne, puisque la reine qu'il repré- « sentait en Angleterre n'était pour lui que la « veuve de son frère; qu'il se contentait d'aimer « Christine à cause de sa double qualité de mère « et de belle-sœur; mais que, fidèle à ce qu'il « devait à la conservation de ses droits, il re- « gardait la position royale de Christine et celle « de sa fille comme une double usurpation faite « au préjudice de ces mêmes droits auxquels il « ne renoncerait jamais. »

Le comte de Florida-Blanca n'en demanda pas

davantage ; il quitta de suite Portsmouth pour retourner à Londres.

Le roi débarqua immédiatement après son arrivée. Les honneurs militaires réservés aux têtes couronnées lui furent rendus. Il se fit conduire à l'hôtel qu'on avait préparé et arrêté en son nom, ainsi qu'il l'avait ordonné. Il fit également louer aux environs de Londres une maison de campagne. « Je veux, disait-il, vivre en-
« tièrement en particulier. J'ai préféré une ha-
« bitation loin de la capitale, afin d'être moins
« accablé de visites, plus libre, et tout aux
« souvenirs de ma patrie. » Je doute qu'il soit possible de mettre plus de persévérance et de résolution dans l'accomplissement d'une promesse, car il n'oubliait pas celle qu'il avait faite à Zumalacarreguy.

Dès que Sa Majesté fut arrivée chez elle, don Carlos fit demander monseigneur l'évêque de Léon et M. Auguet, officier français qui l'avait accompagné en Portugal. Alors
projet qu'il avait conçu et qu'il
puis long-temps, sans en avoir
que ce fût, de se rendre en Esp
à M. Auguet : « Je vous ai ch
« compagner ; occupez-vous du
« passeports et de tout préparer pour notre

« voyage. » Ces premiers ordres donnés, le roi voulut partir aussitôt pour Londres, et de là pour sa maison de campagne; ce qui eut effectivement lieu. C'est ainsi qu'il préludait à l'accomplissement du désir qu'il n'avait cessé de manifester, de mettre, dès qu'il le pourrait, un terme aux dégoûts de la vie errante qu'il menait depuis trop long-temps.

Dès que Sa Majesté fut arrivée à cette campagne, diverses conférences eurent lieu sur les moyens à employer pour arriver sans obstacle en Espagne. Divers projets furent proposés : l'évêque de Léon, homme d'un caractère ferme, d'une discrétion à toute épreuve, et qui avait marqué d'une manière directe dans les événemens de la Péninsule, voulait que le roi partît par mer; il le lui conseilla, objectant qu'en France Sa Majesté aurait trop de difficultés à vaincre pour tromper la vigilance de la police, et courrait le risque d'y être découverte. Le roi parut incertain.... Il balança quelques jours sur la route qu'il tiendrait, puis il se décida, malgré l'avis de l'évêque et celui de M. Auguet, à traverser la France pour arriver ensuite dans la Navarre. Ce plan une fois arrêté et l'itinéraire tracé, don Carlos, pour se déguiser, fit couper la moustache qu'il avait toujours portée

jusqu'alors; il se fit aussi raser la tête et se coiffa d'une perruque noire, à laquelle étaient attachés des favoris de la même couleur, et comme ce prince a les cheveux et la barbe blonds, il était complètement méconnaissable. Ceci expliquera peut-être comment les limiers de la police française ont été en défaut. Cependant la difficulté de se procurer des passeports était grande; le roi le sentait; mais comptant sur la distraction de M. de Talleyrand et la faiblesse de sa vue, le roi et son compagnon de voyage affrontèrent toutes les difficultés, et ce fut l'ambassadeur de France lui-même qui leur délivra, peut-être au nom de la quadruple alliance, les passeports dont ils avaient besoin.

Don Carlos n'attendait plus que l'instant de son départ; et comme un envoyé du général Zumalacarreguy, chargé de prendre les ordres du roi, était arrivé en Angleterre avant même que Sa Majesté n'y fût débarquée, le roi renvoya cet officier près de son chef, avec ordre de lui dire que, le 9 de juillet, il passerait la frontière et entrerait dans ses états.

Cet émissaire, après avoir traversé une seconde fois la France, malgré les douaniers, les gendarmes et les mouchards, arriva très-heureusement au quartier général de Zumalacarreguy.

## CHAPITRE XI.

Tout-à-coup le bruit se répandit à Londres que le roi d'Espagne était malade. Quelques personnes qui étaient venues pour voir Sa Majesté furent cependant introduites jusqu'auprès de son lit, ne voulant pas, disait don Carlos, que

ces messieurs eussent fait en vain le trajet de Londres à son château. Deux jours après, le médecin ayant déclaré que le roi était plus mal, les visites cessèrent, ainsi que le roi en avait témoigné le désir. Les domestiques reçurent l'ordre de n'admettre personne, et la reine parut fort triste. A l'aide de tant précautions, tout le monde crut à cette maladie : M. de Talleyrand même fut complètement dupe, et à tel point, qu'il envoyait régulièrement tous les jours savoir des nouvelles de don Carlos, tandis que l'ambassadeur d'Espagne, de son côté, regardait sa mort comme devant être très-prochaine.

Cependant le roi continuait son voyage; il était en France, où il applaudissait les beautés de l'opéra de Robert le Diable, et déjà en Espagne, à la tête des braves Navarrais, que M. Talleyrand continuait à avoir des attentions pour lui, et qu'on apportait encore de chez le pharmacien les médicamens ordonnés par le médecin du roi!!

Ce fut le premier juillet que don Carlos s'embarqua à Londres pour Boulogr
à terre après une traversée de:
comme aussi des plus instruct
ciété d'un grand personnage. A
la diligence pour Paris, ce qui

bourgeois. Il resta deux jours dans cette capitale, non pas caché, mais d'une manière tout ostensible, tout ordinaire, s'occupant de ses affaires, recevant les visites de plusieurs de ses amis, leur donnant des ordres, et ne perdant pas de vue sa fidèle Espagne. Ses affaires terminées, don Carlos monta dans une chaise de poste et partit avec M. Auguet. Arrivés à Bordeaux, où ils s'arrêtèrent un jour, puis à Bayonne, ce fut de là que le roi d'Espagne se dirigea vers la Navarre; il y arriva le jour qu'il avait fixé à Zumalacarreguy, c'est-à-dire le 9 juillet; comme nous avons vu. Le 11, il était à la tête des Espagnols, dans un bourg appelé Elisondo. Son arrivée fut aussitôt connue de toute la province :

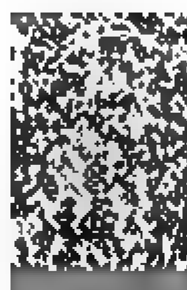
La prompte renommée en répand la nouvelle,
Le peuple, ivre de joie et volant après lui,
Le nomme son héros, sa gloire, son appui,
Et parle enfin du trône où sa vertu l'appelle.

Nous avons vu avec quel soin les libéraux cherchèrent à déconsidérer don Carlos. Tantôt ils l'accusaient d'irrésolution, et de manquer de courage; tantôt, de n'oser se séparer de sa femme, à la robe de laquelle il était, disaient-ils, comme cousu; enfin, pour faire allusion à ses principes religieux, ils le peignaient comme étant

continuellement dans une extase mystique, attendant que le ciel lui pose la couronne royale sur la tête, et n'ayant jamais entendu un coup de canon, ni même su passer un seul soldat en revue.

Moi qui ai parfaitement apprécié le roi, je remplis un devoir en démontrant tout ce que ces réflexions ont de perfide et de mensonger; les vertus de don Carlos pouvaient seules provoquer ces furibondes déclamations.

Lorsqu'à la Granja et à Madrid, le peuple en foule vint offrir la couronne à don Carlos et lui exprimer son désir de la lui voir poser sur son front, il l'engagea à prendre les rênes du gouvernement comme un moyen assuré de rétablir le calme et le bonheur en Espagne. Ce prince refusa, parce que l'honneur l'y obligeait; il ne pouvait occuper le trône qu'à l'ombre de ses droits imprescriptibles, droits qu'il ne pouvait acquérir que par la mort de son frère, dont il était et resterait jusque-là le premier sujet.
Il eût rougi de donner à sor
l'Europe, l'exemple d'une
de lui. Par là il ôtait à tout
de lui dire : *Ce que tu as fai*
*le fais à mon tour contre to*
révolutionnaires puissent tr



preuve d'irrésolution dans cette conduite de don Carlos, puisqu'il fut assez ferme pour refuser les mêmes offres de ses amis et résister à l'attrait d'une couronne.

Le lecteur impartial aura pu juger combien a été difficile la position du roi d'Espagne. Les efforts qu'il a faits pour rentrer dans ses états, et les obstacles vraiment insurmontables qui se sont opposés à l'exécution de ses projets, sont vraiment au-dessus de toutes prévisions et portent le cachet d'un grand caractère, d'une ferme résolution, d'une volonté indestructible.

Intrépide vertu, tranquillité profonde,
Que n'ébranlerait point la ruine du monde.

Aurait-on préféré que, flottant sans cesse d'incertitude en incertitude, il fût, comme Prusias, de l'avis d'Annibal, puis tout-à-coup de celui de Flaminius, selon qu'il se serait trouvé avec l'un ou avec l'autre? Mais les révolutionnaires, qui ne jugent que d'après leurs idées, sans égard aux faits, continueront-ils à dire aux royalistes : « Quel est donc votre aveuglement?
« Pourquoi prenez-vous les armes? Pour qui
« vous faites-vous tuer? Pour don Carlos? Il
« attend en Portugal, d'où il n'ose sortir, le
« résultat de vos efforts! C'est une grande folie!!
« Pourquoi ne vient-il donc pas combattre à

« votre tête? C'est qu'il est sans courage, sans
« énergie et d'une lâcheté proverbiale!!... Un
« roi qui manque d'ame et de caractère, est in-
« digne du trône.... Il ne peut régner.... Les
« temps et l'honneur de la patrie le repoussent
« également : ils le refoulent loin du trône !! »

Que diront-ils aujourd'hui ces ennemis constans de toute vérité?... garderont-ils le silence?... Non, ce mutisme serait un hommage rendu à la vérité : l'outrager est pour eux un besoin impérieux et que leur inspire la fausseté de leurs doctrines; car, comme Mahomet à Séide, ils disent au peuple et à leurs prosélytes :

... Aidez-nous à tromper l'univers.

Puissent leurs efforts être impuissans!

Le roi aime beaucoup sa femme et ses enfans; mais jamais la reine n'exerça la moindre influence sur l'esprit de ce prince; jamais elle ne chercha à triompher de sa détermination pour entraver sa volonté. Don Carlos désirait que sa famille le suivît pour veiller sur elle, et s'assurer qu'elle ne courrait aucun danger. Ce sentiment est-il indigne du cœur d'un roi?... La nature n'exerce-t-elle pas également ses droits sur tous les hommes? Sous le manteau royal, le cœur est-il sans chaleur comme sans mouvement? La

reine, douée d'un courage viril, voulait suivre son époux... Elle l'accompagna, mais il serait absurde d'en tirer aucune conséquence politique. D'ailleurs, ce que j'ai vu du caractère du roi, de sa fermeté, de la force de ses déterminations, prouvent d'une manière irréfragable que chez lui la volonté n'est jamais le résultat d'une influence étrangère.

Ennemis de Charles v, vous qui, comme je viens de le dire, l'accusez de lâcheté, je vous le demande : N'est-il pas à la tête de son armée, de cette armée dont il fut si long-temps éloigné malgré lui, puisque vingt fois il faillit devenir votre victime, après être tombé dans les piéges que vos ruses machiavéliques lui avaient tendus? Pour y arriver, a-t-il fait preuve de discernement, de prudence, de fermeté et de réflexion? Répondez, vous qui l'avez vu affrontant, en face de vos avant-postes, la mort que vous lui prépariez !! Eh bien ! c'est avec la même abnégation de la vie, le même esprit des tortures, qu'il a méprisé les fers que lui préparaient les alliés de votre reine, et que son courage, aiguillonné par les obstacles qu'il a surmontés, le dirige avec orgueil vers un trône resplendissant d'espérance et de grandeur, vers ce trône qui lui appartient, et que vos sophismes, loin d'ébranler, ne font

que consolider, en assurant sa base et en donnant à l'amour du peuple pour son roi un nouveau degré de puissance et d'énergie!! Croyez-vous parvenir à tromper facilement encore une partie de l'Espagne? Pensez-vous réellement qu'une longue minorité, sous la régence d'une femme sans talent, sans expérience, puisse assurer le bonheur de la patrie?..... Oh! non, vous ne le croyez pas!! L'idéalisme, l'erreur ne vont pas jusque-là; ils n'ont point cette élasticité: le bon sens et la raison du peuple sont moins malléables. Espagnols!..... rappelez-vous les règnes glorieux de nos rois,.. ceux de Charles-Quint et de Philippe II!!!! Où sont-ils ces temps moins éloignés et plus heureux où, réunis sous une bannière et groupés autour du trône, vous combattiez pour conserver au
grands rois l'héritage d'honne
et de gloire qu'ils lui avaient l
furent héroïques alors, et jama
entreprenant, conduit par le prei
des temps modernes, ne put vous d
Que sont donc devenus cette fidél
pour vos rois? Oh! source de regr
loin de vous!! avec eux ont dispar
l'amour de la patrie, l'idée du bon
garantis si long-temps par notre

partie d'entre vous n'exploite aujourd'hui que comme un moyen de satisfaire son ambition en trompant le peuple. Qu'est devenue cette unité politique qui faisait notre force et le désespoir de nos adversaires? elle n'existe plus! A vous seuls, révolutionnaires, vrais et uniques ennemis du pays, nous devons ce malaise qui mine le corps social de notre patrie; elle souffre, elle vous repousse! Arrière donc, novateurs imprudens!!... Je connais vos projets et le but où tendent vos efforts; les voici l'un et l'autre :

Vous préférez Christine à don Carlos, l'ombre de la royauté à la royauté elle-même, parce que cette femme, que vous n'estimez ni ne respectez, est entre vos mains un instrument docile à vos vues et à votre ambition, et que don Carlos ne s'y prêtera jamais; parce que Christine tolère la dilapidation de la fortune publique, et que don Carlos s'y opposera constamment; parce que Marie-Christine permet que des citoyens paisibles soient égorgés, tandis que don Carlos punirait les auteurs de ces forfaits; parce que Christine est en Espagne la bannière des ennemis des trônes, et que don Carlos est l'oriflamme de la légitimité, de cette protectrice à laquelle l'Espagne dut sa gloire. Vous préférez Christine, parce que vous savez que l'esprit révolutionnaire,

qui veut tout dominer et qui mine sourdement les trônes, trouverait en don Carlos un adversaire puissant et redoutable, et que vous voulez remplacer la succession au trône par une royauté citoyenne issue d'une propagande désorganisatrice et improvisée au pied d'une barricade par quelques individus, sans égard au vœu national; royauté sans pudeur, qui vous mitraillera en même temps que vous la caricaturerez; et qu'en un mot, vous ne triompherez jamais de Charles v comme vous l'avez fait de Christine!!!

Mais la nation espagnole n'est point entièrement veuve de son attachement pour ses rois; elle combat encore pour son antique monarchie contre votre minorité inaperçue. Venez à nous, nous vous ouvrons nos bras et nos cœurs... Ah! puissions-nous un jour, réunissant nos efforts et nos vœux, prouver au monde, par l'unanimité de notre amour pour Charles v, que

La race des vrais rois tôt ou tard est chérie!!

FIN.

# LE
# FAUBOURG
# ET SES LÉGITIMISTES.

Si je ne dis pas la vérité, prouvez-le ?
(Saint-Jean.)

---

Nota. — *On fait observer au public, que, dans cette brochure, on ne s'établit juge d'aucune opinion politique; on n'est l'organe d'aucun parti et l'on ne juge qu'une classe d'hommes et ses actions.*

LE

# FAUBOURG S.-GERMAIN

ET

# SES LÉGITIMISTES.

ESQUISSE D'APRÈS NATURE,

*Par un Vendéen.*

A LO[illegible]

107, BONDREDS-ST[illegible]EET. — [illegible]

A PARIS,

Chez tous les Marchands de Nouveautés.

—

1834.

# LE FAUBOURG S.T-GERMAIN

## Et ses Légitimistes.

### CHAPITRE PREMIER.

**Description physique et morale du faubourg Saint-Germain.**

C'EST un vrai service
vinces de France, com
visiter notre belle pat
peu, à la manière du
mœurs, les usages et l
particulière de Françai
Paris, appelée le faub
qui ne connaît pas les
tique, ce faubourg p
ordinaires, qu'un hon
tant pour la première
d'usage, faire un pas
fautes ou d'inconvenan
notre prochain que n

plus remarquable dans ce faubourg distingué, que les mauvais plaisants ou les mal pensants s'obstinent, depuis bien des années, à nommer ironiquement le *noble faubourg*.

La seule pensée d'être utile à nos semblables n'a pas uniquement dirigé nos recherches et nos travaux; nous aspirons à un but plus élevé : nous voulons démontrer que la bonne volonté d'un parti, le meilleur possible, s'évanouit devant les faits; qu'une théorie enfantée par des héros, est comme la statue de Nabuchodonosor, dont la tête précieuse roule avec les débris abjects de ses soutiens, lorsqu'une faible pierre vient heurter contre ses fondements.

Sous le rapport géographique, le faubourg Saint-Germain est séparé de la capitale par la Seine; mais, sous le point de vue moral, ce quartier est éloigné de la grande ville de plus de mille lieues : c'est une ville dans une autre ville; un monde dans un autre monde; une planète enfin qui, tournant toujours dans le même cercle, ne considère les autres parties constituantes de son système que comme des satellites obligés des révolutions, desquelles elle ne s'embarrasse nullement.

Les hôtes de cette étrange contrée regardent, en général, les habitants des autres parties de Paris, et je dirais presque du monde entier, comme étant d'une espèce différente et inférieure à la leur; ils sont, par conséquent, aussi peu au courant des usages des autres

humains, que les habitants de la lune le sont de ceux du soleil; et même les autochthones du faubourg Saint-Germain, semblables à ceux de la lune, croient être éclairés par leurs propres lumières, tandis qu'ils ne brillent, la plupart du temps, que de l'éclat surabondant de leurs voisins. Leurs sociétés sont comme celles des sectateurs de Brama, qui regardent tous les autres hommes comme des Parias; et ces spirituels habitants (car s'ils manquent de jugement, on ne peut leur refuser de l'esprit), ces spirituels habitants, disons-nous, ont la franchise et la bonhomie extrême de dire comme les Chinois, qu'ils sont la plus belle et la meilleure partie de la création.

Si, de la physionomie morale, nous
l'examen matériel de l'état physique,
sur le plan de Paris, que le faubourg
où se trouvent la chambre des Pairs et
tés, est encadré par la Seine, les Inva
vatoire, et qu'il se termine au Pays-L
au quartier vénéré par les savants et le
Le premier faubourg n'est guère habité que par des gens riches; il est rempli de grands et beaux hôtels: cette seule raison suffit pour en rendre l'aspect triste et monotone; car, à l'exception de la rue du Bac, le commerce est mort dans toutes les rues voisines. C'est même un crève-cœur journalier pour les habitants du faubourg Saint-Germain, d'être obligés d'aller chercher

dans les autres quartiers les ressources ou les plaisirs qui leur manquent, et ils sont désolés lorsqu'ils sont forcés de passer les ponts pour aller changer un billet de cinq cents francs ou acheter des chevaux et une voiture à la mode. Chez eux, ils ne pourraient trouver qu'un ou deux pauvres magasins mal approvisionnés d'équipages d'un goût suranné; il n'y a ni bureau de change ni marchands de chevaux. C'est donc une erreur grave commise par notre spirituel peintre Eugène Lami, lorsqu'en représentant les divers quartiers de Paris avec leurs équipages propres, il a dessiné un vieux cabas pour phaéton d'une vieille douairière du quartier aristocratique. Cela n'est pas bien vraiment, sur-tout de la part de M. Eugène Lami, qui habite lui-même le faubourg des seigneurs. Il faut donc dire la vérité avant tout, et nous l'aimons trop pour ne pas la rétablir dans son intégrité, dès que nous le pouvons; or, le fait est que les gens riches ont d'aussi belles voitures au faubourg Saint-Germain que dans le monde élégant, et cela ne peut être autrement, puisqu'ils vont les acheter à la Chaussée-d'Antin.



# CHAPITRE II.

## Mœurs. — Usages. — Coutumes. — Modes et Amours du faubourg Saint-Germain.

Il n'est pas aussi aisé qu'on se l'imagine de loin, de pénétrer dans les cercles du faubourg Saint-Germain, et d'être agréé par les maisons distinguées de ce noble faubourg. Soyez bien né, pour me ser
sion favorite de ce quartier, tant mie
mais ce n'est pas assez pour être admis
cées de ces hautes dames, pour vous c
cans ou pour vous croire la complaisa
nécessaire de propager adroitement la
médisance qui découlent si facilement
lèvres roses. Malheur à la noble étrang
femme du faubourg Saint-Germain di
*n'est pas de notre société, car elle a un*
*rue Vivienne!*

Cet anathème une fois lancé d'une manière sardonique, c'en est fait de l'avenir de cette pauvre dame,

alors même qu'elle serait fille ou femme du meilleur gentilhomme de France. De tous côtés elle se verra dédaignée ; elle restera ainsi une heure dans une bergère, sans qu'on lui adresse la parole ; elle passera la nuit entière au bal sans être invitée une seule fois à danser ; et, si elle fait bien, elle finira par quitter cette société, où l'on traite en ennemie tout ce qui n'est pas de telle ou telle coterie.

S'il s'agit d'un jeune homme plein de mérite, bien tourné, mais timide, c'est bien pis encore : partout il trouve de la politesse, car l'urbanité est une qualité inhérente et incontestable aux habitants du faubourg Saint-Germain, et c'est peut-être le seul endroit de France où l'ancienne courtoisie chevaleresque se soit conservée intacte, comme aux temps d'Henri IV et de François I.er ; mais cette urbanité ne dure que quelques moments pour le pauvre hobereau de campagne : quand il parle à quelqu'un, tout le monde est poli pour lui ; mais à peine a-t-il le dos tourné, qu'on voit se former les petits groupes masculins, et les jeunes gens, en se faisant des signes et se penchant l'un vers l'autre, dire à voix basse dans l'oreille, en pouffant de rire : Est-il lourd notre provincial ! Dieu a-t-il l'air bourgeois !

Et cependant ce pauvre diable, si rebuté, honni et vilipendé, fait tout son possible pour se présenter convenablement dans la haute société. Dès son arrivée à

Paris, suivant les conseils d'un fashionable en renom, il a fait faire ses souliers chez Moos, ses bottes chez Sakoski, ses habits chez Staub; et il a pris col et gants glacés chez Chardin (1).

Messieurs les rieurs, cet honnête homme a perdu sa mère sur l'échafaud révolutionnaire, son père à Quiberon, et son unique frère au château de la Pénissière? Est-ce ainsi que vous soutenez la noblesse et le courage?...... Mais non, le jugement est irrévocablement porté sur cet intègre Breton dont l'enveloppe un peu grossière se ressent encore de la province. Certes, on rend justice à ses qualités morales et à sa bravoure personnelle, mais il a l'air bourgeois......... C'est impardonnable, c'est intolérable dans les réunions distinguées; de pareils gens sont les lépreux de la bonne compagnie.

Cette supériorité imaginaire, consacrée par une certaine masse d'habitants au milieu d'une population nombreuse et souvent riche, qui n'admet pas ces opinions exagérées sur le mérite d'un seul quartier, est sans contredit un phénomène qui mérite l'attention d'un observateur; mais que ces folles idées soient descendues des somptueux salons du faubourg Saint-Germain jusque dans l'humble loge des portiers, voilà un fait au moins digne de remarque. Si, par hasard, vous

(1) Cordonnier, bottier, tailleur et parfumeur célèbres à Paris.

arrivez inconnu et à pied, ne fût-ce que pour jouir du beau temps, chez madame la comtesse A ou chez madame la marquise de B, presque toujours le suisse, après vous avoir toisé de la tête aux pieds, et arrêtant son regard sur la pointe de vos souliers ou de vos bottes, pour scruter et peser des yeux la quantité de poussière ou de boue qui peuvent s'y trouver, ouvrira aussitôt dédaigneusement la bouche, tirera le cordon et dira: Madame n'y est pas. Certes, des milliers de personnes peu fortunées seraient heureuses si elles pouvaient toujours aller en fiacre; eh bien! même quand leur voiture est cassée, la plupart des belles dames aiment mieux rester chez elles que d'aller en fiacre; elles croient se déshonorer, car le seul mot de fiacre les révolte : c'est si bourgeois ! Si donc, par un mauvais temps, vous avez le malheur de vous servir de ces chars numérotés, que d'avanies n'avez-vous pas à craindre dans les hôtels où vous êtes inconnu! Bien des fois on vous refuse l'entrée, vous êtes obligé de descendre dans la rue, et vous arrivez mouillé et confus chez la maîtresse de maison! Si, au contraire, le portier, par ordre exprès de son maître, vous laisse entrer dans la cour de l'hôtel, vous voyez la figure de ce concierge se rembrunir comme le temps, ses sourcils se froncer, sa bouche se contracter, et souvent, après avoir atteint les premières marches de l'escalier, vous entendez les énergiques jurements du con-

cierge qui, humilié de la démarche qu'il vient de faire, accable l'innocent cocher, parce que celui-ci n'a pu remonter sur son siége, tourner et sortir avec la même promptitude que les éclairs qui sillonnent en ce moment le ciel en courroux.

Plusieurs auteurs, entre autres M. Mazères dans sa comédie des *Trois Quartiers*, sont tombés dans l'erreur quand ils ont dit qu'il était indifférent aux femmes du faubourg Saint-Germain de se mésallier, et qu'elles se prenaient de passion aussi bien pour un roturier que pour un gentilhomme. Après la révolution de 1830, quelques écrivains cyniques portèrent même le mensonge et la mauvaise foi jusqu'à transformer toutes les dames du faubourg Saint-Germain en Phrynés déhontées, dont les amours scandaleuses avaient pour objet leurs cochers et leurs laquais : rien n'est moins vrai, rien n'est plus infâme que ces calomnies atroces. Ce qui a pu tromper les premiers (car nous ne ferons pas aux derniers l'honneur de relever la fausseté insigne de leurs turpitudes), c'est que les femmes élégantes du faubourg Saint-Germain reçoivent tous les étrangers riches avec les mêmes égards que les gentilshommes français ; soyez un dandy anglais, soyez Russe, Allemand ou Chinois, vous flatterez autant l'amour-propre de ces dames, que si vos hommages sortaient de la bouche d'un Noailles, d'un Biron, d'un Richelieu ou de tout autre nom historique. A quelques excep-

tions près, le beau sexe du faubourg Saint-Germain met dans ses liaisons une adresse remarquable, une sagacité rare et un sentiment de convenance bien louable. Il paraît avoir pris cette maxime pour base de ses actions : *être sage n'est rien, le tout c'est de le paraître.*

Intimement convaincu qu'il n'y a dans la société Saint-Germain, presque pas de jolie femme de vingt-cinq à trente-cinq ans qui n'ait un amant, nous avons au moins la consolation de dire que ces êtres préférés sont toujours des hommes comme il faut. Si la vertu est vaincue dans ce noble quartier, elle n'est donc pas la proie de malotrus ; et, si parfois elle succombe, ce n'est jamais que sous la main séductrice de gens titrés.

# CHAPITRE III.

**Caractère particulier et Caractère général des Habitants. — Le 21 Janvier et le 13 Février. — Sociétés, Cercles, Coteries. — Légitimistes du faubourg Saint-Germain. — Louis XVI et le Bonnet rouge.**

Les sociétés sont très diverses au faubourg Saint-Germain; les coteries se mêlent rarement; et, quoique l'opinion, cette reine du monde, y domine à peu près partout sous la même bannière, les nuances s'y subdivisent à l'infini. Toutes les femmes, et sur-tout les vieilles, parlent politique; la religion dominante dans les cercles est le légitimisme pur; il y a bien par-ci par-là des idées singulières, comme certaines douairières de notre connaissance, qui croient si fermement à l'existence de Louis XVII, qu'elles ne recevraient point chez elles une seule personne dont la foi sur ce point ne serait pas aussi robuste que la leur. D'autres femmes, jeunes et frivoles, pensent qu'il faut s'amuser en tout temps; et, quoiqu'elles regrettent et pleurent à

chaudes larmes tous les matins la chûte de l'ancienne dynastie et l'absence de Henri V, elles n'en vont pas moins tous les soirs à la cour du roi Philippe ou chez ses ministres. Mais, en laissant de côté ces exceptions rares, qui servent de plastrons aux brocards et aux traits mordants de ces dames lorsqu'elles n'ont pas le temps d'exercer la charité, nous sommes obligé de prime-abord de reconnaître deux castes bien tranchées dans la noble société du faubourg Saint-Germain.

Il y a dans ce pays curieux deux classes qui ne se connaissent que de nom, mais qui ne se voient jamais fréquemment : c'est le *grand* et le *petit* faubourg Saint-Germain. Ces deux catégories, qui sont ici aussi claires que la différence qui existe entre les marchands et les banquiers de la Chaussée-d'Antin, ces deux fractions de la société sont également royalistes, et comme il faut aussi que les femmes, qui ne peuvent comme les hommes prendre les armes, paraissent avoir du patriotisme légitimiste, leur rôle consiste ordinairement à injurier les absents qui pensent d'une autre manière qu'elles; à envoyer leurs noms, prénoms, titres et qualités, et de faibles souscriptions à des bureaux établis au profit de légitimistes malheureux, et enfin, à ne pas se servir des ouvriers ou professeurs qui ont combattu dans les *glorieuses*, pour les punir de s'être mêlés avec le fier peuple. Outre les deux classes du grand et

du petit faubourg Saint-Germain, il y a bien une troisième petite classe, ou, pour mieux dire, une coterie qui se croit tellement au-dessus des autres par l'élégance de sa toilette, la pureté de son goût et la distinction de ses manières, qu'elle s'imagine former la quintessence la plus exquise de la bonne compagnie, et qu'elle regarde presque en pitié les autres parties de la société. Mais cette réunion de douze à quinze jeunes femmes, qui n'admettent dans leur intimité que des hommes idolâtres de leur ton prétentieux et de leurs frivolités, cette réunion, disons-nous, vue en détail, est si dédaigneuse et si insignifiante, qu'elle ne vaut pas la peine d'occuper notre attention un seul instant.

Maintenant, pour aborder des objets plus dignes d'un intérêt véritable, nous dirons que le caractère du légitimiste présente une des plus grandes contradictions que la nature puisse placer dans un cerveau humain. Nous admettons avec la raison qu'il n'y a pas, pour ce sujet singulier, de règle sans exception (car Bourmont, Bonnechose, madame de La Rochejacquelein et d'autres l'ont démontré); mais le cas est presque toujours si semblable dans toutes les positions et à toutes les époques, que l'on peut regarder cette anomalie du légitimiste comme un signe caractéristique et certain. Individuellement, le légitimiste est très brave; en corps, il ne l'est plus. Personnellement, il a de l'intelligence et de la tête; en masse, il les perd.

D'où vient cette inexplicable bizarrerie? C'est ce qu'il nous est impossible d'éclaircir; mais le fait existe, et nous développerons cet axiôme avec plus de détails encore à la fin de cet écrit.

Les légitimistes, qui sont généralement fort bons chrétiens, ne font cependant pas volontiers partie de l'église militante; et si leur caractère entreprenant les portait à former une légion Thébaine aussi brave que celle de César, je ne sais si la crainte d'être décimés après la victoire ne les empêcherait pas de prendre les armes. Disons-le donc franchement, la peur est un de leurs caractères indélébiles, et la crainte est si fortement empreinte dans leurs actions et dans leurs pensées, que, lors même qu'ils sont sur une terre étrangère, ils craignent toujours de se compromettre et ne soutiennent leur cause que de leurs stériles vœux.

Tout le monde sait que les dernières années de la restauration, à l'exception des employés du gouvernement, on ne pensait guère à Louis XVIII et au duc de Berry; et, sauf l'habit noir que les royalistes se croyaient obligés d'endosser, ils faisaient tous leurs efforts pour éviter d'assister aux longues cérémonies funèbres du 21 janvier et du 13 février. La révolution populaire qui précipita si brusquement Charles X du trône, produisit sur le cœur des légitimistes le singulier effet de leur rappeler ces cérémonies, et, par contre, l'attachement des personnes décédées, effet qui

s'était complétement éteint dans leur for intérieur.

De là la manifestation de leurs sentiments éternels! de là la dévastation de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, l'enlèvement des croix d'église, celui des fleurs-de-lys, des armes de France, etc., etc. Nous ne parlerons pas de leur conduite extérieure, c'est-à-dire en public; mais nous ne pouvons taire ce qui se passa sous nos yeux en particulier, et dans l'intérieur de leurs maisons. Peu d'heures, et même peu de jours avant l'éclat prémédité des légitimistes à Saint-Germain-l'Auxerrois (1831), leurs physionomies étaient rayonnantes de joie. En revenant, leur contenance était toute changée; un air sombre et inquiet avait succédé à l'air triomphateur; quelques-uns décrochaient et enlevaient pour les cacher, les portraits de Charles X et de la famille royale; d'autres couraient à leurs secrétaires pour mettre leur argent et leurs bijoux dans des lieux plus secrets; et d'autres enfin mettaient de nouvelles pierres à leurs pistolets, de l'huile aux ressorts de leurs batteries, et chargaient leurs armes pour être prêts à tous événements. La terreur semblait régner sur tous les visages, et chaque bruit éloigné, chaque mouvement des vitres imprimé à la fenêtre par celui d'un simple fiacre, faisait pâlir nos braves, et semblait produire l'effet de la tête de Méduse, sur chaque physionomie légitimiste.

Il y aurait peu de générosité de notre part à conti-

nuer plus loin nos investigations, à compter les pulsations redoublées de chaque cœur masculin, ou les secousses nerveuses de nos aimables dames; mais la commotion fut terrible, et chacune d'elles s'attendait pour le moins à être pillée.

Cet épisode ridiculo-tragique n'eut, à cette époque, qu'un seul pendant, celui de la descente des croix, opérée sur la demande du peuple des barricades. Tout le monde sait ce qu'il en advint; mais ce dont on n'a pas d'idée, c'est de la promptitude inimaginable que les seigneurs du faubourg Saint-Germain mirent à imiter le chef du royaume et à obéir à la volonté du peuple. Il fallait les voir descendre précipitamment dans la cour de leurs hôtels, armés eux-mêmes de couteaux ou grattoirs, appeler les peintres, cochers, savoyards ou décrotteurs voisins, pour les aider à enlever les belles armoiries qui décoraient les panneaux de leurs voitures, les fleurs-de-lys d'or, les croix d'argent, les couronnes ducales, etc., enfin, toutes les marques qui auraient pu éveiller l'œil soupçonneux d'un peuple en courroux. Le peuple ne vint pas, et les vrais royalistes en furent pour leur courte honte.

Revenant à des considérations générales, nous dirons que le caractère du légitimiste parisien est dépeint par ces mots : « égoïsme complet, caché sous le vernis d'une politesse exquise. » Nous dirons encore que si, dans cette famille de tremblards, il se trouve çà et là des

êtres mieux partagés du côté du courage, ce n'est pas ordinairement en coudoyant la femme d'un libéral ou en marchant sur le pied d'un philippiste, qu'ils se feront reconnaître, mais bien plutôt dans des entreprises politiques. C'est seulement alors que l'on peut saisir le vrai caractère du légitimiste, et voici son portrait : un homme bien pensant est celui qui veut toujours faire un coup de tête contre le gouvernement et ses séides; mais, dès qu'il a levé le pied droit pour l'exécution, il se repent de n'avoir pas avancé le pied gauche, et, dans le trouble où le jette ce pas téméraire, il se retire pour ne pas compromettre davantage la cause sacrée.

Voilà la conduite perpétuelle des légitimistes, et le fantôme de la peur suit si obstinément leur ombre, que, dans un cas pressant de salut, nous les verrions tous, comme Louis XVI le 20 juin 1792, se couvrir du sanglant bonnet rouge.

## CHAPITRE IV.

**Langage. — Termes consacrés. — Littérature des Légitimistes. — Bals nobles et roturiers. — Opinion des Dames du faubourg Saint-Germain sur les Bals.**

Le dialecte du faubourg Saint-Germain partage avec les autres quartiers de la capitale, l'accent prononcé du langage parisien ; mais on y entend parfois des locutions consacrées par l'usage, et qu'il n'est pas donné à tout le monde de comprendre. Nous nous arrêterons très peu à des minuties grammaticales en ce genre, qui, par exemple, suivant la syntaxe du faubourg Saint-Germain, proscrit le mot *maison de campagne*, parce qu'il est du bon ton de dire *une terre*. De même, en parlant du beau sexe, il est d'un purisme plus parfait de dire les femmes, au lieu de dire les dames. Mais il est une épithète que la noblesse n'a jamais pu pardonner au spirituel M. Mazères ; c'est cette abréviation de sens, où l'auteur, en parlant d'une personne, a dit : cette personne est *née*, au lieu de *bien née*. Nous avouons fran-

chement que nos longues observations de la société ne nous ont jamais mis à même d'entendre sortir cette expression de la bouche de quelqu'un; mais nous sommes convaincu de son existence, puisqu'il nous est arrivé, dans un salon de Paris, de nous entendre adresser par une dame du faubourg Saint-Germain, cette singulière question : Cette ville est-elle habitée? en désignant Nantes, pour dire : Cette ville est-elle fréquentée par la noblesse? Encore une expression significative des dames du faubourg Saint-Germain, et qui est dans le même genre que la précédente, est celle-ci : Cette couleur ou cette forme de chapeau est-elle portée? pour dire si ces objets sont portés par la bonne compagnie ou par les gens non titrés. Que ceux qui doutent de la véracité de notre assertion, aillent au magasin de M.lle Couillez ou de M.lle Baudran, ils n'y seront pas une heure sans entendre répéter ces expressions.

Il est aussi du bon genre, dans toutes les sociétés non mêlées du faubourg Saint-Germain, littérature ancienne comme seule bonne toute espèce de mérite à la littérature peut entrer dans notre cadre d'élever polémique littéraire, ni de chercher à genre, classique ou romantique, appart nence; mais nous ne pouvons nous trouver que, dans le dix-neuvième

dix-huitième siècle, il n'y ait eu une foule de bons et une foule de mauvais livres : mais néanmoins, si l'on reproche à notre époque actuelle une grande tendance à la corruption, nous pensons que le *Génie du Christianisme*, les *Méditations* et *Harmonies religieuses*, les *Conférences* de l'abbé Frayssinous, sont des œuvres plus morales encore que la *Pucelle d'Orléans*, *Faublas* et le *Compère Mathieu*. Si donc, dans le style de nos auteurs modernes, on trouve, quoique à regret, du scandale et de l'irréligion, il faut bien en prendre son parti, car Voltaire, Rousseau, Diderot, d'Alembert, Helvétius, et une foule d'autres classiques, nous y ont accoutumés.

Nous ne parlerons pas ici de la haine et du mépris que le faubourg Saint-Germain a voué à tout ce qui appartient au commerce; il est unanime sur ce point, et le dédain de son langage se déploie complaisamment sur ce sujet, chaque fois qu'il en trouve l'occasion. Quant aux artistes, aux gens de lettres, ils sont généralement peu estimés; si des artistes célèbres sont parfois invités à dîner chez de grands seigneurs, c'est dans l'espoir que, pendant la soirée, leur talent en musique ou en dessin payera l'ennui causé par leur présence, et fera les charmes de la société qui leur a fait l'honneur de les recevoir : mais, en général, ils sont plutôt tolérés qu'admis dans l'intérieur des cercles.

Ne vous faites donc plus illusion, pauvres enfants

d'Apollon! on vous admet, on vous caresse; une bouche gracieuse balbutie un compliment flatteur; de beaux yeux, pour vous encourager, se tournent vers vous avec langueur; les titres semblent nivelés devant la hauteur de votre talent colossal; et, en vérité, comment résister aux piéges tendus avec tant d'adresse et avec une apparence de si bonne foi? Mais on vous trompe; ces caresses, ces attentions ne sont octroyées qu'à regret, et si on les prodigue, c'est parce que l'on en a besoin.

Ne voyons-nous pas souvent, au milieu d'un bal ou dans une grande réunion, une jeune femme, une jolie femme, enfin, une femme titrée, donner le bras à un artiste ou à un littérateur célèbre, et parcourir la foule étonnée? Certes, le cas est piquant, et pourtant, apprenez-le, gens à talent, cette beauté ne fait aucun cas de vous; mais elle s'attèle à votre char, parce qu'elle s'imagine en cela passer aux yeux du monde pour un des flambeaux de la poésie et des arts.

*Oh!.... la mouche du coche!...*

Il en est de même des littérateurs; si, au faubourg Saint-Germain, il se trouve quelque femme bel-esprit, quelque dame demi-auteur, qui s'imagine avoir le talent d'écrire parce qu'elle fréquente des écrivains; elle reçoit fort bien ces derniers; mais il n'en est pas moins vrai que l'on regarde sa société comme mêlée, c'est-à-dire qu'elle est visiblement composée de gens

nobles et de gens instruits, ce qui forme souvent disparate : dès ce moment elle ne doit pas compter sur l'indulgence de son prochain, on la traite comme une véritable *bas-bleu*, et l'on se fait toujours un malin plaisir, quand elle est quelque part, d'amener la conversation sur les *Femmes savantes* et les *Précieuses ridicules* de Molière.

Quoiqu'un insolent dédain soit déversé à pleines mains par les dames du faubourg Saint-Germain, sur tout ce qui ne fait pas partie de leur société, on ne les voit pas moins faire des courbettes et presque des bassesses, pour être invitées aux brillants bals de MM. Schi...., Delm..., Hop..., Rotsch... et autres personnes chez lesquelles il y a des appartements magnifiques, où l'on trouve tout ce que le luxe et le bon goût peuvent désirer. Ah! si ces maîtres de maison entendaient quelquefois ce que ces invités d'outre-Seine disent à voix basse sur leur banquette, dans un petit coin, nous croyons bien qu'ils ne les inviteraient pas une autre fois. N'est-ce pas déplorable, disait dernièrement une de ces jeunes comtesses passablement laide, n'est-ce pas désolant de voir de si beaux salons entre les mains de pareils gens!... Connaissez-vous cette femme? lui demandait une de ses voisines, en désignant une dame fort jolie qui venait d'entrer. Non, ma chère, répondit celle-ci, en faisant un signe de pitié, je ne la connais pas; mais c'est sans doute de la

finance, car elle est couverte de diamants. En prononçant lentement ces paroles sentencieuses, le juge femelle donnait à sa physionomie une singulière expression d'ironie, et cependant la pauvrette était hors d'état d'acheter et de porter un seul petit diamant. Maîtres de maison des quartiers qui ne sont pas nobles, voilà le langage et la reconnaissance qui vous sont destinés!....

## CHAPITRE V.

**Noblesse. — Manie des Titres. — Humilité devant certains noms. — Les Nobles, journalistes. — Blasons. — Les Nobles, descendants des Barbares.**

Depuis 1789, une foule d'écrivains vulgaires ont attaqué la noblesse, et une foule de gens maladroits se sont crus obligés de la défendre. Une institution semblable, quand elle n'a pas de prérogatives, ainsi que cela existe maintenant, ressemble à un fantôme que l'on ne peut ni poursuivre ni soutenir. Néanmoins, nous ne voyons pas de raison pour rougir d'en faire partie, car nous aussi nous sommes noble, et nous avons fait nos preuves sur le champ de bataille; nous avons des titres imprescriptibles, gravés dans les pages de l'histoire, et nous serions prêt à nous faire connaître, si un sentiment de délicatesse ne nous portait à taire notre nom dans cet écrit. Nous sommes trop fier pour ne pas tenir à honneur de compter dans les rangs

de ceux qui ont reçu ce genre d'illustration; et quoique gentilhomme de province, nous déclarons ici que nous ne regardons un roi de France que comme le premier gentilhomme de son royaume. Si les malheurs que nous avons éprouvés depuis quarante ans, et sur-tout depuis la dernière révolution, nous forcent en ce moment à signaler les ridicules de la bonne compagnie ou à dire de cruelles vérités à nos frères, ne croyez pas, lecteurs, que ce soit par haine ou par envie; c'est au contraire pour qu'ils se corrigent des défauts et des erreurs qui ont eu pour la France les plus funestes effets. Il n'y a pas de ridicule frivole dans ses conséquences, et si une petite pierre peut occasionner la chûte d'une avalanche épouvantable, un léger travers d'esprit, dans les hautes classes, a souvent bien du retentissement dans les masses. Les fautes sont d'autant plus capitales quand elles partent d'un rang supérieur de la société; mais, en reprenant dans nos mains le fouet sanglant de la satire, que l'on se persuade bien que nous sommes loin de vouloir attaquer une noblesse qui, par le fait, ne jouit actuellement d'aucun privilége; laissons en repos et pour ce qu'elle est, une institution si brillante autrefois et si illusoire aujourd'hui; mais du moins tirons une leçon utile des débris qui subsistent encore et qui ont été épargnés par les ravages du temps et des révolutions.

Le faubourg Saint-Germain, comme on doit bien le

penser, est atteint de la monomanie des titres, et il tient tellement à ce genre de distinction, que tout le monde en prend à tort ou à raison; aussi, lorsqu'un grand raout a lieu, les mots de chevalier, baron, vicomte, comte, marquis, duc et prince, bourdonnent à toutes les oreilles, et cette longue et monotone nomenclature tient autant et plus de place dans la bouche du laquais chargé d'annoncer, que tous les noms en eux-mêmes.

Une chose assez bizarre dans la conduite des nobles actuels, c'est qu'au lieu de conserver intacte et religieusement l'arche sainte des titres et des distinctions honorifiques, ils soient les premiers à les usurper, et cela avec une impudeur qui siérait tout au plus à des roturiers nouveau - parvenus. Par exemple, nous connaissons de vieilles bonnes gens qui, en dépit de la destruction de l'ordre de Malte, ne cessent d'en porter les insignes, et, ce qu'il y a de singulier, c'est que ces mêmes personnes les portent quoique mariées sans dispense du Pape, et malgré la défense expresse des statuts de l'ordre en pareil cas, défenses qu'elles connaissent cependant parfaitement.

Ailleurs nous voyons que certains gentilshommes, qui n'avaient hérité de leur père que du titre de chevalier, se sont faits d'eux-mêmes barons, sans en demander seulement la permission à leur souverain légitime, seul dispensateur des titres de noblesse. Ici des

jeunes gens ont pris des titres, non-seulement avant la mort de leur père, mais même avant leur majorité. Là des cadets, mécontents du titre modeste de leur aîné, s'en sont arrogé de plus élevés, du vivant des premiers. Il y a donc confusion, désordre, usurpation et avilissement dans ces degrés d'hiérarchie si sacrés autrefois; aussi ces distinctions sont-elles devenues si communes au faubourg Saint-Germain, qu'il est plus distingué vraiment de n'en avoir pas du tout.

Tout en prisant beaucoup ces titres, parce qu'ils ne coûtent rien, il n'en est pas moins certain que ceux qui les portent tiennent autant à l'argent que les banquiers les plus juifs du monde. C'est sur-tout quand il s'agit de mariage qu'ils sont le plus âpres à la curée. Les Anglais, en général, sont beaucoup plus au-dessus du *qu'en dira-t-on* que nous; aussi voyons-nous de grands seigneurs, dans ce pays et ailleurs, ne pas craindre de s'unir à la fange rejetée par les tréteaux de théâtre; ils épousent des actrices, des danseuses, voire même des saltimbanques! tout leur est égal; mais en France, les préjugés ont encore une certaine force, et si l'on se moque complétement des principes, au moins veut-on en sauver toutes les apparences. Ainsi, le gentilhomme le plus honnête et le plus passionné pour l'art héraldique, quand il veut se marier, ne manque jamais, avant de faire la demande authentique de sa noble future, de consulter attentivement d'Ho-

zier, Moreri et de Courcelles. Si par hasard il apprend qu'en un quartier reculé de Paris il existe une riche héritière dont la naissance est assez obscure, mais dont la fortune roturière est assurée et garantie par de nombreux sacs d'argent pesant et comptant, notre gentilhomme ferme aussitôt ses livres, suspend ses premières idées, et, faisant un prompt retour sur la vanité des hochets de ce bas monde et la vicissitude des positions humaines, il change de projet; mais si, par de nouvelles recherches, il apprend que la dot dépasse de beaucoup ses espérances, et, en deux mots, qu'elle est immense, alors il oublie son blason, ses aïeux, ses amis, sa noble et première passion, et vole au plus vite déposer aux pieds de sa nouvelle déité l'hommage de son amour délirant. Cet objet nouveau, parfois assez laid, et qu'il a vraiment accepté les yeux fermés (car les écus sont là), aurait pu être la fille d'un notaire, d'un riche agent-de-change, d'un gros marchand de draps retiré, d'un juif ou d'un usurier; mais cette fois, ce gentilhomme si fier n'a pas reculé devant la honte d'épouser une bâtarde! L'infâme! il eût épousé *la fille du bourreau*, si elle eût été millionnaire.

Une différence que nous autres gens de province ne comprenons pas, c'est l'espèce de respect que les nobles portent à quelques noms illustres. Nous aussi, en feuilletant les pages de l'histoire, nous éprouvons la même sensation en voyant à chaque grand service rendu

à la France, briller des noms comme ceux des Montmorency, des Bayard, des Duguesclin ; mais quand, dans la vie actuelle, nous rencontrons des gentilshommes portant des noms historiques, et qui, depuis 1789, n'ont rien fait pour les Bourbons ou pour leur pays, alors notre illusion cesse, et notre respect s'évanouit complétement. Certes, si les descendants des premières familles de France avaient un mérite égal à celui de leurs ancêtres, tous les Français auraient le droit de s'en enorgueillir; mais il faut les épaules d'Atlas pour soutenir des réputations aussi illustres, sinon elles vous écrasent de tout le poids de leur gloire passée.

Encore une des marques caractéristiques de la conduite de la noblesse à l'époque où nous sommes, est le besoin qu'elle éprouve de mêler son nom à la polémique, et encore plus à la rédaction des journaux; est-ce pour servir mieux ses opinions, ou bien est-ce parce qu'elle se reconnaît impuissante à rendre des services par le sort des armes? Voilà ce que nous ne pouvons décider. Qu'un Châteaubriand, un Fitz-James, un Kergorlay, consacrent leur plume énergique à attaquer ou à défendre une dynastie, rien de plus naturel. Le combat, pour être inégal, n'en est que plus noble; mais qu'une foule de gentilshommes descendent dans l'arène quotidienne d'une politique souvent dégoûtante ; qu'ils se fassent pamphlétaires et écrivains salariés, en troquant leur épée contre une plume, tandis

soldats débauchés de César? Est-ce des amours incestueuses de vos mères avec le farouche Hun, le perfide Cimbre, le barbare Visigoth que vous provenez? Descendez-vous des féroces Celtes armoricains, des cruels Francs, des brigands normands ou des pirates danois? Répondez. Ne seriez-vous pas plutôt les bâtards des impudiques Sarrazins et de ces insulaires bretons qui ont inondé la France pendant des siècles? Le sang de vos ancêtres vaincus ne s'est-il pas mêlé avec celui de toutes les races infâmes et dépravées qui ont couvert votre patrie en deuil de leurs victoires et de leurs crimes? Et ce sang impur ne coule-t-il pas encore aujourd'hui dans vos veines?

De grâce, messieurs, cessez d'être aussi vains et aussi fiers; sans doute il est de grands noms parmi vous, il est de beaux souvenirs; mais des noms sans vertu, des souvenirs sans espoir d'avenir ne sont rien pour la France, et ne présentent à l'ame attristée que des regrets et du découragement.

## CHAPITRE VI.

**Les Flatteurs du Peuple. — Ouvriers de Paris. — Conduite des Légitimistes à leur égard. — Le Secrétaire d'Henri V. — Dupes.**

UNE chose assez extraordinaire dans une monarchie absolue, est de voir des gens de la basse classe avoir la même opinion que les classes élevées; car ils n'ont rien à gagner à cette opinion, qui, observée rigoureusement, les place au dernier degré de l'échelle sociale. Pour éviter qu'une partie des ouvriers, des artisans et d'autres gens de peine ne soient entraînés par l'image séduisante de la liberté, liberté qui n'existe vraiment nulle part dans la nature, le parti des légitimistes a été obligé d'employer le même moyen que ses adversaires, celui de flatter le peuple. Sans doute il a dû en coûter à leur orgueil d'adresser de douces paroles à des hommes qu'ils regardent comme leurs vassaux naturels; mais comme les légitimistes n'aiment pas à donner leur argent ou même à le prêter, ils ont trouvé

meilleur marché de récompenser les services rendus à la cause par des flatteries et remercîments abondants.

Souvent, pour suivre la même tactique, on les fait entrer le matin dans de beaux salons dorés, pour s'entretenir un moment avec eux. Là, ils sont choyés et caressés; on compatit à leurs peines, on applaudit à leur bonne conduite, et leur éloge sort avec grâce de la bouche mielleuse de la maîtresse de la maison, sur-tout quand celle-ci est une vieille douairière. Le brave homme! disent ces belles dames; comme *cela* pense bien ! Quelquefois on ne dédaigne pas d'entrer dans l'humble boutique de ces ouvriers, ou de visiter dans un grenier délabré leur famille nombreuse et indigente. Si on leur offre en quantité des consolations verbales, on ne leur donne en revanche que peu de secours réels, et les nobles visiteurs, en se retirant, ne peuvent s'empêcher de tressaillir d'aise et de dire : Ils sont bien malheureux, mais tant mieux; ce n'est que par le malheur du peuple que notre cause peut triompher, et il faut qu'ils deviennent encore plus malheureux, pour que nous soyons sûrs de son appui au jour *de la résurrection*.

Et cependant, bons bourgeois, pauvres ouvriers, dès que le jour du danger est passé pour vos prétendus protecteurs, dès qu'une conspiration ou un coup de tête politique ont échoué, non-seulement vous êtes oubliés, mais vous êtes encore méprisés et consignés à la porte. On rejette sur vous la faute; on vous accuse

d'avoir fait manquer toutes les combinaisons, car vous n'êtes qu'un peuple idiot, et le peuple est toujours peuple. Dès-lors la fierté aristocratique reprend le dessus ; une froideur dédaigneuse est votre seule récompense, on ne vous reconnaît plus, on vous repousse, et pour vous punir de n'avoir pas réussi sous des chefs aussi augustes, vous entendez sortir de toutes les bouches cette sentence de réprobation :

« Il y a des lignes de démarcation qu'on ne doit jamais laisser franchir, quand on se respecte. »

Ne parlez donc plus de vos services, pauvres imbéciles, des dangers que vous avez courus, des pratiques ou des places que vous avez perdues par votre conduite. C'est un malheur sans doute, mais ils n'ont fait que leur devoir ; telles sont les seules paroles de reconnaissance que vous entendez sortir de ces bouches ingrates, entendez-vous, bourgeois ? ces cœurs secs n'ont rien à vous donner, absolument rien à vous envoyer que ces paroles stériles ; et si, rentrés dans leurs salons, vous entendiez vos nobles bienfaiteurs s'exprimer sur votre compte, vous seriez suffoqués de douleur ; car voilà la seule différence qu'ils établissent entre les jacobins et vous : les premiers sont *de la canaille révolutionnaire*, et vous, vous êtes *de la canaille bien pensante*.

Nous venons de dire, il y a quelques instants, que l'amitié apparente que la noblesse du faubourg Saint-

Germain portait aux bourgeois et aux ouvriers, se changeait en sarcasme et signes de pitié, dès qu'on n'avait plus besoin de ces derniers. Ce peuple, que l'on qualifie parfois d'idiot, ne l'est pourtant pas assez pour ne pas jouer de fort vilains tours à ses prétendus maîtres, et l'attraper quelquefois complétement. Plusieurs fois des ouvrages ornés des attributs symboliques des légitimistes, comme des H enlacés avec des V ou entourés de fleurs-de-lys, ont été vendus en cachette et achetés à des prix quadruples de leur valeur, par ces bonnes ames qui ont toujours la larme à l'œil lorsqu'ils parlent de leur attachement à la véritable dynastie.

Mais voici un fait qui se passe actuellement à Paris, et qui prouve à quel point les légitimistes, avec tout leur esprit, se laissent abuser. Des ouvriers, malins spéculateurs, viennent de construire, dans certain faubourg, un superbe secrétaire orné des emblèmes de Henri V, et sur la frise de ce meuble magnifique, on lit ces mots en gros caractères : *Les Ouvriers de Paris à Henri V*. On fait connaître ce fait remarquable à tous les bien-pensants, auxquels on glisse mystérieusement l'adresse, puis ils sont menés avec mille précautions dans un endroit retiré, car croyant voir des espions partout, ils tremblent de frayeur à chaque nouvelle rencontre. Introduits dans une espèce de galetas, ils trouvent le trésor annoncé, le voient, l'admirent, l'embrassent; ils sont charmés de faire connaissance avec

l'auteur, jeune homme pâle, blond et modeste; ils l'accablent de louanges sur son mâle courage et sur l'audace qu'il a eu de confectionner un meuble à l'usage des exilés.

Les vieilles femmes légitimistes qui, faute d'autre chose, ont encore des larmes et de l'argent à dépenser, pleurent comme des veaux, et finissent, dans leur enthousiasme, par sauter au cou du jeune ébéniste, et l'étouffent de tendresse au nom de la légitimité, récompense dont il se serait au reste bien passé. Mais ceci n'est pas le plus plaisant de l'affaire, qui présente encore un côté plus ridicule : à côté ou au-dessous du secrétaire, se trouve une petite corbeille à ouvrage, dans laquelle on aperçoit des pièces de 5 francs et un peu de monnaie; c'est, dit-on en présentant la corbeille aux nobles visiteurs, c'est là qu'on recueille avec reconnaissance les dons faits au courage malheureux; l'obole donnée aux pauvres ouvriers recevra sa récompense dans le ciel; et les curieux légitimistes sont si attendris ou stupéfaits de cette allocution inattendue, qu'ils donnent chacun
l'auteur de cette comédie burle
demanderez-vous, lecteurs, pou
est informée de cela, ne l'empêcl
raison en est toute simple : les
dupes ne sont jamais à craindre.



## CHAPITRE VII.

**Patriotisme des Légitimistes. — Folies des jeunes Henriquinquistes. — Dîners. — Bals. — Mascarades.**

Nous sommes fâché d'être obligé d'employer ici le mot *patriotisme*, parce qu'il a toujours été pris en mauvaise part par les légitimistes; mais nous ne trouvons pas d'autre expression pour rendre exactement notre pensée: on voudra donc bien regarder ce mot, lorsqu'il se trouvera dans cet écrit, comme n'ayant aucune acception révolutionnaire.

Le patriotisme des légitimistes peut se diviser en deux classes: dans l'une se trouvent les efforts faits par les jeunes gens, en paroles, en costumes et en folies, pour prouver leur attachement à la branche aînée des Bourbons; dans l'autre il faut enregistrer, sous la direction des gens âgés, les plans de conspirations, les lettres fulminantes insérées dans les journaux, les discours énergiques prononcés par les légitimistes accusés, dans l'enceinte des tribunaux, et enfin les sou-

scriptions à la fidélité et pour la fidélité malheureuse et persécutée.

Examinons dans ce chapitre la conduite de la jeunesse seule, et voyons jusqu'où va son intelligence, sa perspicacité et son adresse, pour arriver à son but, celui de renverser le pouvoir existant. Quant au courage et aux actions, comme ils se sont montrés semblables, soit dans la force de l'âge, soit dans la décrépitude de la vieillesse, nous n'en parlerons que plus tard.

Un des points que les jeunes légitimistes regardent comme le plus important en politique, c'est les fonctions de la mâchoire et de l'estomac. On pourrait peut-être croire que nous voulons ici établir un paradoxe, mais ce n'est nullement notre intention, et d'ailleurs le sujet est trop grave, pour que nous nous permettions à cet égard la moindre plaisanterie.

Nous disons donc que la gastronomie joue un grand rôle dans la cause des jeunes gens *comme il faut*; et, en effet, que de projets hardis ont été conçus, élaborés, discutés et approuvés dans
naires! Desmares, Vefour, le Café
de Cancale, enfin tout ce qu'il y a
les professeurs célèbres qui dirig
*Gueule* (1), et qui, en outre, ont

(1) Voyez Montaigne.

culiers, ne se doutent pas à quel point ils ont aidé à la cause de la légitimité.

Ces enchanteurs ont des talismans particuliers qui agissent d'une manière extraordinaire sur les cerveaux des gens bien pensants, mais dont la vertu n'a d'effet que dans leurs salons et seulement pendant quelques heures, car ensuite les caractères reviennent tous à leur état naturel, et cette illusion miraculeuse n'a pas de lendemain. Dans ces lieux enivrants de plaisir, on ne parle que principes, droit des gens, actions d'éclat, tentatives héroïques, coup d'état, dévouement sans bornes, etc., etc., etc. Là, le verbe est haut, les toasts sont admirables d'expression et de sensibilité, le courage se dessine à nu; dans toutes les entreprises dangereuses que l'on compte mettre de suite à exécution, il sort vainqueur de tous les obstacles que le gouvernement usurpateur peut lui opposer; les têtes s'exaltent, les verres se choquent avec fureur, comme si l'indignation pouvait les faire vibrer; des cris étouffés, des trépignements d'impatience, des serments, des anathêmes sur l'infamie et les crimes des libéraux se font entendre, le gouvernement est renversé, la victoire est aux légitimistes, et l'assemblée reconnaît unanimement qu'elle est composée de héros auprès desquels ceux de l'Arioste et du Tasse ne sont que de pâles ombres.

Mais hélas! et nous l'avons déjà dit, la vertu de ce

talisman n'a pas et n'a jamais eu de lendemain. Selon toute apparence, le Français est né pour la danse; car sous le régime de la terreur il dansait aux bals des victimes; sous Napoléon il dansait également; sous Charles X, en 1830, il dansait aussi comme un forcené; et sous Louis-Philippe, en 1834, il danse encore avec fureur. Tout le monde sait qu'après la révolution de 1830, une grande partie de la noblesse du faubourg Saint-Germain émigra et se retira dans ses terres. L'année 1831 suivit, et les maisons riches ayant fermé ou abandonné leurs hôtels, il n'y eut ni fêtes ni bals dans le noble quartier, ce dont le commerce se trouva très mal. Il était du bon genre légitimiste d'avoir l'air de bouder contre les plaisirs, à Paris comme en province, et l'hiver de cette année se passa effectivement d'une manière fort triste pour les gens qui aiment la représentation. Mais, tout en regrettant la perte de ce qu'elle aime le mieux, il est du ressort de chercher à se consoler; aussi, les jeunes femmes qui venaient de passer piteusement dix-huit mois dans leurs terres solitaires, cherchèrent à persuader à leurs maris qu'ils avaient des affaires indispensable
n'étaient point fâchés du prétex
à leurs tendres moitiés, comme i
pour les maris depuis un temps
ils n'osèrent pas se montrer; e
s'enhardirent; ils virent qu'on n

rué, que la Seine coulait aussi paisiblement qu'autrefois, et que le château des Tuileries était toujours à la même place : dès-lors ils prirent leur parti, et n'osant donner de grands bals, ils risquèrent des sauteries au piano. L'année d'après, 1832, l'hiver fut un peu plus gai, le corps diplomatique fit danser, et les petits bals commencèrent.

L'année 1832 fut si malheureuse pour *Madame* et pour la Vendée, que les légitimistes ne purent s'empêcher d'éprouver un sentiment de honte à l'idée de s'amuser publiquement ; aussi, quoiqu'il y eût de grands bals chez les autorités, et des sauteries à la chaussée d'Antin, on réprouva tous ceux qui s'y rendaient, et, pour les stigmatiser plus profondément au nom de la société, un comité de jeunes gens leur envoya des cartes signées *Deutz*, comme un signe de mépris de la part des légitimistes.

Ah! si l'on envoyait des cartes de Deutz à tous ceux qui n'ont point été dans la Vendée et qui auraient dû s'y rendre, que le nombre en serait grand ! Encore une des vengeances exercées par les légitimistes sur les dames qui se font présenter à la cour actuelle, c'est de faire mettre leurs noms suivis de quelque remarque satyrique, dans les journaux de leur couleur. En vérité, ce moyen est bien mesquin, et ils oublient toujours ce précieux mot de M.me la duchesse de D...., à qui l'on reprochait d'aller chez Louis-Philippe : C'est vrai,

répondit-elle, c'est vrai, mais que voulez-vous? c'est toujours une cour!

Parmi tous ces Lilliputiens politiques, il y a des costumes et des couleurs qui valent toujours des éloges à ceux qui les portent. Par exemple, les gilets verts ou les cravates vertes, les œillets blancs placés à la boutonnière de leur habit, les boutons d'émail fleurdelysés, la forme du chapeau, la couleur du ruban de montre, etc., etc.; et lorsque ces fidèles croyants ont fait plusieurs voyages à Holyrood et à Prague (parce que ces voyages sont plus faciles que celui de la Vendée), ils obtiennent même un degré de plus d'estime aux yeux de leurs naïfs collègues.

Outre ces diverses choses de convention, qui servent à faire reconnaître les véritables serviteurs de l'antique monarchie de saint Louis, on ne doit pas oublier la barbe, dont la coupe est d'une grande importance dans le dictionnaire des légitimistes. En voyant ces messieurs en conciliabule, on dirait une armée de boucs. Ils feraient bien mieux, au lieu de singer les modes d'Henri IV ou de François I.er, d'imiter leur valeur, à moins que, semblables aux Israélites, ils ne laissent croître leur barbe en signe de deuil et d'affliction, pour avoir renié les vertus et la foi de leurs pères.

Les derniers jours du Carnaval, à Paris, viennent encore de fournir une preuve récente du genre de

patriotisme fanfaron dont nous avons parlé. Une voiture élégante, remplie de jeunes légitimistes portant les couleurs d'Henri V, a parcouru, en plein jour, les boulevards, au milieu de la foule ébahie. Sans doute il faut de l'audace pour cela; et pourtant, l'audace ainsi placée ne ferait pas seulement trembler le roi d'Yvetot, s'il existait encore. A quoi mène une forfanterie pareille? Quelle gloire est attachée à cette folle démarche? Quel résultat peut-elle amener pour la cause? Rien, sinon de prouver que les propriétaires possèdent une belle voiture, qu'ils ont de bons chevaux, que leur livrée est remarquable, et que leur plus grand mérite est une grande richesse dans leurs costumes et une grande élégance dans leur tenue.

Hélas! le pauvre Vendéen n'a pour parure que son fusil!

Il est encore d'autres habitudes qui semblent attachées à tout ce qui porte le nom de légitimistes, ce sont les habitudes cyniques auxquelles certaine classe d'entre eux semble s'être vouée, et dont la plume la moins chaste doit se refuser à tracer les honteux détails. Voulez-vous savoir quelle devise pourrait convenir à ce noyau remarquable de gens distingués? Le voici: Un drame idéal bien connu porte pour titre: *Le Roi s'amuse;* hé bien! ici ce drame vivant, ce drame étourdissant de vérité, peut se nommer ainsi: *Les légitimistes s'amusent.*

Indignes rejetons de races illustres, cette noblesse dégénérée, blasée sur toutes les émotions véritables, est tellement dégradée maintenant, qu'elle est presque hors d'état de partager d'autres plaisirs que ceux des saturnales crapuleuses qu'une vile populace leur présente au bal des Variétés, ou dans des lieux de débauche plus infâmes encore !

## CHAPITRE VIII.

**Facta non Verba. — Les vieux Légitimistes grognards. — Le Jour des Rois. — Le vieux Charles X, abandonné au jour du danger. — Le Peuple des Barricades.**

Telle n'est point la devise des légitimistes; elle n'appartient qu'aux départements de l'ouest de la France, et ceux-là seuls ont le droit de la porter : chez les autres c'est tout le contraire, les paroles sont innombrables, les actions sont nulles : ce fait est tellement patent et avéré depuis quarante ans, qu'il n'a besoin ni de commentaires ni de restrictions; il est passé en force de chose jugée.

Nous venons de présenter au lecteur un aperçu des habitudes des légitimistes qui, par leur âge, se classent dans les *Jeune France;* mais il faut, pour bien juger, examiner aussi les actions de l'âge mûr, et les intentions des vieillards du parti. Parmi ces dernières, il s'en trouve de très innocentes, par exemple, les

réunions de famille qui se font tous les ans, à l'occasion de la fête des rois; c'est le jour que les vieux royalistes aiment le mieux de toute l'année, parce que, dans leur petit cercle d'amis caducs, ils peuvent élever la voix, espérer la féve du gât
mains tremblantes, choquer encore
verre en l'honneur de leur souvera
petits conciliabules, qui étaient encor
après la chûte du *tyran corse*, qu'à la
ration, étaient remarquables par le
que se donnaient entre eux les anti
la monarchie, places qu'ils n'occup
l'année 1789; on ne disait donc pas :
mon cher marquis, on disait mon
mon cher général, mon cher ministr

Quand le nom de leur ancienne
noncé à haute voix, ils en tressaillaien
pâmaient tellement d'aise, qu'ils étai
nouir, et cet état de béatitude était à
qu'ils parlaient du long règne de Loui
était incontestable pour eux, qu
pas cessé d'être roi de France de
XVII. Cette opinion illusoire, é
loin, que souvent ils s'entretena
sales faites sous ce règne de Loui
extraordinaire déployée alors, c
nant, car il avait pour premiers

et Napoléon. Jamais de pareilles scènes ne se sont renouvelées depuis cette époque, sans que l'attendrissement ne fasse sortir des pleurs en abondance, de la débile paupière de ces bons vieillards; ils sont si heureux dans de pareils moments, qu'il y aurait de la barbarie à leur reprocher une action qui, sans doute, n'a point de but d'utilité, mais qui au moins a le grand avantage de ne faire de mal à personne.

Quant à ceux dont l'âge est moins avancé, et qui forment la classe intermédiaire entre la décrépitude et la jeunesse, il serait à désirer qu'on pût leur adresser la devise ci-dessus, *Facta non Verba*, mais hélas! ils en sont bien loin. C'est à cette classe nombreuse que s'adresseront nos plus graves reproches, et, quelque sévère que puisse paraître notre jugement, il ne le sera jamais assez sur le compte de ceux qui ont perdu une belle cause par leur faiblesse et leur incurie, tandis qu'ils avaient pour eux la force et l'expérience.

Les trois journées qui, en Juillet 1830, précipitèrent les titulaires d'une foule de places que l'on croyait inamovibles et que la différence d'opinion fit pourtant abandonner en quelques jours, amenèrent une singulière conduite chez beaucoup de personnes, quand leurs fonctions n'étaient point gratuites. Quoique profondément attachées à la dynastie précédente, elles ne donnèrent point leur démission, en prétextant qu'elles restaient à leur poste par amour pour la patrie. Nous

sans costumes réguliers avec les premières armes venues, enfin en habit et en chapeaux ronds, pouvait bien combattre et terrasser une foule d'ouvriers portant la veste et la casquette; il aurait juré que cette noblesse si fière, si célèbre dans les fastes de l'histoire, ne laisserait gravir les marches du trône à la révolte qu'en faisant servir son corps de marche-pied; il croyait...... ah! que ne crut-il pas cet infortuné vieillard à cheveux blancs! tout, excepté ce qui arriva. Aucun gentilhomme en habit bourgeois ne fut aperçu dans les rangs des royalistes; aucun chapeau rond porté par une tête noble, à moins que ce ne soit par hasard, ne fut traversé d'une balle; et ce n'est qu'avec trop de vérité que les vainqueurs de Juillet résumèrent l'histoire des légitimistes par cette question poignante : *Où étaient les royalistes, les* 27, 28 *et* 29 *Juillet*?

Autant la commotion avait été violente et funeste à un parti, autant la honte fut grande pour lui; toutes les excuses vraisemblables, tous les motifs imaginables, toutes les suppositions possibles de trahison furent mises en avant pour pallier les fautes passées, et sauver l'amour-propre blessé des légitimistes.

Au milieu des torrents d'invectives qu'ils vomissaient sur leurs redoutables adversaires, ils ne cessaient de leur donner les noms les plus ignobles, et de se mettre en fureur contre ce qu'ils appelaient cette *canaille aux bras nus et à la large poitrine, où bat un cœur d'homme.*

Sans doute on trouvait parmi le peuple en armes,
des gens assez pauvres
bras nus qu'une chem
ils avaient un cœur d'
comme des lions, et c
gitimistes ne se battaie
n'avaient pas de cœur.
aux formes musculaires
battants parisiens, ce se
si parmi le peuple on
monde entier, des gens
encore plus de gens fa
de force physique ; d'
seule fois les physionc
des élèves de l'école
battaient avec le peu
certain de deux choses
*la valeur n'attend pas l*
c'est que les nobles ch
main n'ont point été,
par des géants.

Après la révolution
assez long temps sans
*le naturel, il revient a*
inné de l'espèce hum
du monde, perdit la
bientôt dans toute sa

timistes, étouffées un moment par la victoire, reparurent sous toutes les formes, soit dans les conversations, soit à la tribune, soit dans les écrits.

Au nombre des efforts mis en avant par les légitimistes, nous devons constater que si l'épée a produit peu de chose, la plume a été en revanche d'une prolixité sans égale; les caricatures et les articles de journaux se sont multipliés d'une manière extraordinaire, et même on a vu des hommes respectables qui, faute d'autres moyens d'attaque, charbonnaient à la nuit tombante, sur une sale muraille, des emblêmes ou des phrases prétendues séditieuses. Il est impossible de voir en public, lorsque les légitimistes ont été traduits devant des cours d'assises, plus d'assurance, plus d'orgueil et de fierté qu'ils n'en ont montré dans leurs discours comme dans leur défense; les apostrophes les plus sanglantes étaient employées; lorsqu'un mot hardi était sorti de leur bouche, ils se tournaient en souriant vers le public et semblaient engager chaque figure de connaissance à penser : la farce est jouée, *plaudite amici !* Mais chez les légitimistes, la colère ne dépasse pas l'enceinte des tribunaux ou l'étendue d'une brochure. Aussi chaque boutade virulente prononcée contre leurs adversaires est comme l'éclair lancé dans l'espace; il semble tout foudroyer, mais il ne laisse même pas une trace lumineuse derrière lui. Et pourtant beaucoup de ceux qui ont été accusés par le ministère public, et qui gémissaient

dans les prisons depuis plusieurs mois, n'étaient que les agents subalternes ou postillons de l'ordre, ils traversaient le pays en tout sens comme de véritables commis-voyageurs; mais, nulle part, l'action ne suivait l'intention.

Dites-nous donc, philosophes de l'Europe, sages de l'Inde, est-il possible que des Français reculent devant la réalité? est-il possible qu'en politique tout se passe en pensée, projets, soupirs de vieilles femmes et hésitation perpétuelle! Serions-nous forcés d'avouer, comme on l'a assuré long-temps, que la vue d'une amorce de fusil suffit pour détruire tout chez les légitimistes?.....

*O res miranda!*

Ne vous vantez donc plus d'une man
légitimistes! Vos paroles ne sont que
vos projets ne sont que des embryc
actions, toujours flétries par la peur, 1
lité pour résultat; vos esprits pusill
encore par la mollesse et l'indécision d
vous rendent incapables de tout acte d
solution, et jamais le fait réel ne vient
premières conceptions.

*L'avenir leur est inconnu et l'expérie*
*de rien!*

Voilà l'histoire des royalistes et
puis longues années, et l'on dirait
eux que la voix des prophètes a parl

dit : *Oculos habent et non videbunt; aures habent et non audient.*

Les rudes et terribles leçons qu'ils ont reçues depuis quarante ans, ne leur profitent nullement; ils sont comme des frélons entêtés; on défait leur ouvrage, ils le rétablissent; on le détruit encore, ils le recommencent avec la même patience et les mêmes moyens, mais toujours avec la même ineptie; et, comme nous venons de le dire, on les voit toujours oublier les cruelles expériences du passé et marcher en aveugles vers l'avenir, comme s'ils étaient frappés de vertige, comme si la main de Dieu s'était retirée d'eux.

# CHAPITRE IX.

**Dévotion des Légitimistes. — Messe de Saint-Thomas-d'Aquin. — Œuvres pies. — Quêtes mondaines dans les Eglises.**

Reposons-nous un moment de la vue pénible et des travers de la société, et voyons si, dans le sanctuaire de la Divinité, nous trouverions des consolations générales aussi certaines que les consolations particulières qu'elle nous offre. Ici encore, nous devons expliquer notre pensée tout entière, et le profond respect que nous professons pour la religion nous engage à déclarer d'avance que, dans ce qui va suivre, ce n'est nullement à la véritable piété que nous voulons porter atteinte, mais au contraire aux actions qui peuvent affaiblir ce sentiment chez les Fidèles.

Plusieurs églises, à Paris, jouissent du privilége de rassembler, les jours de fêtes et dimanches, ce qu'il y a de plus élégant et de plus à la mode parmi le beau monde, et ces réunions brillantes, qui n'ont lieu qu'à midi ou une heure, feraient presque soupçonner à un étranger qu'en France on ne fait son salut que le plus

tard possible; mais cette assertion serait dénuée de vérité. A la dernière messe, l'élégance des toilettes, la recherche de la mise, l'affectation de la coquetterie, donnent à ces assemblées une physionomie toute différente de celle que l'on s'attend à rencontrer dans la maison de Dieu. Mais, de toutes les églises de Paris, la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, au faubourg Saint-Germain, est celle qui, sous ce rapport, l'emporte sur toutes les autres.

Nous ne nous arrêterons pas à une foule de détails concernant la police intérieure de l'église; ni à la contenance peu respectueuse des jeunes gens qui lancent des souris d'intelligence à de jeunes femmes; ni aux conversations à voix basse qui se font entre les dames lorsqu'elles se rencontrent; ni à la manière inconvenante dont les uns et les autres se tiennent dans l'église, tournant le dos à l'autel et les yeux vers la porte pour voir qui est-ce qui entre. Ces détails nous mèneraient trop loin; mais il est deux faits qui nous ont paru trop frappants, pour ne pas en faire mention: c'est la possession arbitraire des chaises, et le spectacle offert à la curiosité publique par les quêtes des grandes fêtes.

Si la République et toutes les Chartes ont menti en déclarant que tous les Français étaient et devaient être égaux devant la loi, la volonté de Dieu semble partir d'un véritable principe d'égalité, puisque nous sommes

tous appelés à partager ses bienfaits, et que nous sommes tous égaux au pied des autels ; mais il est resté encore plus d'une tradition sur les priviléges au faubourg Saint-Germain, et le besoin inné des classifications fait passer son souffle d'orgueil jusque dans le sein de l'Éternel. On sait que, dans plusieurs églises, les chaises présentant trop de rudesse au contact des genoux délicats de nos jolies femmes, un coussin rembourré garantit leur épiderme de la moindre contusion, et ces chaises ne sont ordinairement occupées par leur maître que pendant le temps de la grand'messe ; dans les autres m

Mai
sacrée.
d'Aqui
nous c
coussi
peine
tant ri
parce
aussitô
chaise
un sec
sur tr
de so
que c'
assure

première des vertus; cependant elle eut bien soin de se faire remarquer de tout le monde; le livre de messe fut placé sur le devant de la chaise et ouvert par le domestique à un chapitre connu et marqué d'un large signet de soie verte; le coussin fut étendu soigneusement sur son prie-dieu, et c'était ou jamais le cas de dire avec Boileau :

Enfin elle exigea devant le dieu jaloux,
Qu'un fastueux carreau fût vu sous ses genoux.

Nous espérions un peu de tranquillité, et pensions enfin que notre ferveur ne serait plus troublée, lorsque des voix féminines nous engagèrent de rechef à nous rendre ailleurs, attendu que ces dames étaient de la suite de madame la duchesse, et que les chaises que nous nous étions appropriées par mégarde, quoique fort modestes, portaient une marque différente de celle de l'église. Nous fûmes donc expulsé pour la troisième et dernière fois; mais ce qui nous courrouça vraiment (et que Dieu nous le pardonne), fut de voir qu'un de nos siéges abandonnés servait au petit chien de madame la duchesse, que la femme de chambre tenait par un petit cordon rose, et que cet animal privilégié jouissait d'un bien-être que nous avions en vain désiré.

Il est d'usage dans les grandes fêtes, comme chacun sait, d'exploiter la charité publique dans les églises, par des moyens que l'Église primitive aurait sûrement

condamnés, mais qui maintenant, en France comme en Italie, sont consacrés par l'habitude. L'expérience a prouvé qu'un jeune clerc au regard effronté, ou un vénérable prêtre à la marche tremblante, rapportaient moins d'argent quand ils quêtaient pendant les offices, que lorsqu'une femme était chargée de ce service. De là, l'habitude d'employer le beau sexe à concourir par sa grâce ou son amabilité à ces œuvres de charité dont le bon Dieu doit nous savoir peu de gré, puisque les femmes auxquelles les jeunes quêteuses s'adressent, donnent souvent par embarras ou par amour-propre, et les hommes les plus avares, éblouis et fascinés par la vue séductrice d'une physionomie délicieuse, s'empressent, sans savoir pourquoi, de délier les cordons de leur bourse. Nous n'examinero
n'entre pas pour beaucoup dans c
générosité (car, où peut-on se gar
que le malin esprit présente à c
pauvres humains?); mais nous all
exemple une dame du faubourg
observant qu'il y en a un assez gran
connaissance auxquelles peuvent s'a
vations.

Madame la marquise de ****** es
jolie, grande, bien faite, riche et
si avare, qu'elle ne donne jamais
vres; cependant elle n'épargne ni

leur être utile lorsque ses démarches ne lui coûtent rien : par exemple, elle engage tout le monde à souscrire pour les orphelins de son arrondissement, pour les filles repenties, pour l'œuvre de saint Joseph ou de saint François de Paule, pour les petits savoyards, etc. Quand il y a un bal donné au bénéfice des pauvres, à dix ou vingt francs le billet, elle réclame l'honneur d'être dame patronesse de la fête; elle écrit sur un joli papier rose, de charmantes lettres musquées à toutes ses connaissances, prêchant avec chaleur la cause des malheureux, et sollicite des personnes opulentes un faible secours qui, semblable à la miette de pain tombant de la table du riche, devient pour les indigents une source de bonheur.

Jamais madame la marquise de ****** ne manque l'occasion d'entendre un prédicateur fameux; mais, soit qu'elle ait été attardée par d'autres œuvres de charité, soit par toute autre raison, elle arrive toujours une des dernières et dérange tout le monde pour pouvoir gagner sa place ordinaire; or, en dérangeant tout le monde, on est remarqué de tout le monde; mais nous aimons à croire que ces retards habituels ne proviennent point d'un calcul prémédité d'amour-propre; il suffit de voir cette aimable femme une seule fois, pour éloigner cette idée de médisance.

Bien des personnes, par timidité ou par ennui, refusent de quêter dans les églises les jours de grande

fête, mais madame la marquise de ******, au contraire, accepte avec plaisir cette fonction pénible, et son dévouement se multiplie, en pareille occasion, d'une manière étonnante. Si elle prend un cavalier pour l'accompagner, elle choisit ordinairement un homme marié et d'un âge fait, pour éviter jusqu'au moindre soupçon de pensées mondaines; si, au contraire, elle entreprend seule cette œuvre de charité, elle ne l'accomplit pas moins bien, en se faisant précéder de cette espèce de héraut d'armes que l'on nomme Suisse, et qui, frappant de sa lourde canne à pomme d'argent sur les dalles sonores de l'église, facilite à tous les cœurs tendres l'occasion de faire du bien sans se déranger.

La dernière fois que nous
quise à saint Thomas-d'Aqui
quêteuse, elle s'aquitta de c
au-dessus de tout éloge, traver
rinthe de chaises qui, placées
arrêtaient ses pas. Elle envoy
et un regard plus tendre au
déployait tant de grâce aupr
les cœurs les plus durs ne p
de payer leur tribut à cette
tivement il était impossible
voyant ses yeux noirs et velou
à tout le monde; cependan

tout particulier et bien connu des femmes aimantes, ses beaux yeux se baissaient avec pudeur comme ceux d'une vierge timide. La mise de la marquise était des plus élégantes, mais sa simplicité ne cachait aucune des formes ravissantes dont la nature l'a si richement dotée; les plis onduleux de son cachemire, drapé avec grâce, mais rejeté un peu en arrière, cachaient de belles épaules, que le mouvement et l'embarras de la foule découvraient à chaque instant; les chaises qui accrochaient par moment ses vêtements, accusaient encore plus les contours moelleux de sa taille de nymphe; mais ces obstacles n'étaient pas continuels, et lorsqu'un rayon de soleil, traversant par hasard une des fenêtres de la grande nef de l'église, venait à jeter sur sa robe mille reflets satinés, vous eussiez cru voir un être surnaturel, un ange, une sylphide aérienne glisser légèrement au milieu de cette masse d'êtres compacts :

Que ne fait-on pas pour l'amour de Dieu !



# CHAPITRE X.

## MADAME et la Vendée.

Nous avons essayé, dans le dernier chapitre, de présenter quelques observations de mœurs particulières au faubourg Saint-Germain, et nous l'avons fait à dessein pour reposer un peu les idées du lecteur, de la gravité des sujets que nous avons traités. Nous allons maintenant continuer le développement du déplorable tableau que nous avons ébauché dans le cours de cet écrit. C'est avec douleur que nous reprenons ces couleurs sombres; il est si pénible d'accuser ses compatriotes, d'incriminer ceux que l'on aime, que parfois les pinceaux nous tombent des mains; mais dans la position actuelle, nous regardons comme un devoir, d'accomplir cette triste tâche, et nous ne pouvons éloigner ce calice d'amertume.

Que de fois, dans les annales de la guerre, n'a-t-on pas vu la fortune inconstante, après avoir hésité entre

les deux partis, fixer la victoire sur celui qu'on croyait le plus faible. L'histoire signale plus d'un grand général qui, comptant sur la valeur de ses troupes, a osé attaquer témérairement un ennemi bien supérieur en nombre; mais si ce général éprouve de la défection dans ses rangs; si, en se précipitant avec une poignée de braves, au milieu des dangers, il déploie un courage et un sang-froid admirables; s'il finit enfin par succomber sous le poids d'une infâme trahison; alors on oublie les mauvaises dispositions qu'il a prises; on oublie ses revers, mais on donne une larme à son courage et à son infortune. Il en est de même, lorsque le malheur poursuit avec acharnement une tête royale; tout le monde s'y intéresse, et l'on oublie ses fautes et ses erreurs. Aussi la conduite de la duchesse de Berry dans la Vendée, fit-elle naître dans tous les cœurs, un sentiment universel d'admiration.

La plus belle victoire peut être suivie d'une défaite affreuse; les plus belles espérances peuvent être détruites à jamais; mais quelque parti que l'on soutienne, à quelque opinion que l'on appartienne, on ne peut qu'être enthousiasmé du courage surnaturel de l'héroïque duchesse de Berry; malgré ses fautes on la plaindra, malgré ses erreurs on l'admirera, et, dans les champs de la Vendée, l'histoire montrera toujours à la postérité, Marie-Caroline de Berry comme entourée d'une auréole de gloire.

Si les légitimistes se sont, pour ainsi dire, effacés dans la plupart des provinces de autant de la Vendée, terre passèrent du temps de la R d'armes. Depuis 1830, l'e quelques chefs, sembla lorsque la duchesse de Be un grand mouvement s'o bientôt le peu d'enthousi légitimistes éloignés, et l par le gouvernement, fire des Vendéens. Aussi l'al firent de la duchesse de B et dans le moment du dan qui ne s'effacera jamais de

Et cependant, comment ils être tombés assez bas suivre l'exemple de pauvr gens qui ne connaissent pa ce donc un paysan vendée c'est un homme simple, raisonne pas, mais qui m lui, mais qui prie l'Étern qui ne peut se persuader çais puissent ne pas le sec c'est un homme qui cr abandonner sa cause et q

rage et sa foi, *quand même*. Cet homme si dévoué à la cause des légitimistes, laboure paisiblement ses guérets, mais il suspend ses travaux champêtres s'il entend tinter la cloche de son humble village; alors, comme le soldat laboureur, il cache son fusil dans le sillon qu'il vient de tracer, quitte sa charrue pour venir dans sa petite église paroissiale; et là, les mains jointes, le front baissé, il élève sa fervente prière vers le Tout-Puissant et s'écrie dans sa détresse :

« Seigneur, vous voyez où tendent tous mes désirs,
« et le gémissement de mon ame ne vous est point
« caché.

« Ceux qui m'étaient les plus attachés, se sont éloignés
« de moi; pour mes ennemis ils ne s'occupent que
« des moyens d'attenter à ma vie. (*Psaume* 37.)

Que faites-vous pendant ce temps, seigneurs du noble faubourg? vous vous gorgez de plaisirs, vous vous plongez dans les délices, vous ne vous occupez que de repas somptueux et de fêtes enivrantes; vous oubliez l'infortuné Vendéen qui, poursuivi par la garde nationale, les gendarmes et les espions, abandonne sa femme et ses enfants à la plus profonde misère, à l'insulte de ses ennemis, aux brutalités des soldats; vous oubliez dans vos *routs* étouffants, dans vos cercles éclatants de riches toilettes et de jolies femmes, qu'il existe un vieillard couronné, malheureux, proscrit, exilé sur une terre étrangère, tombé

du faîte de la puissance par votre faute et qui, lorsque son trône s'est écroulé sur des débris sanglants, n'a pas trouvé dans vos défaillantes mains le moindre secours, le moindre étai pour soutenir cette monarchie de quatorze siècles.

Sans doute, légitimistes, vous ne manquerez pas de prétextes frivoles pour vous laver des soupçons qui pèsent sur votre conduite passée; mais apprenez que ce ne sont point ces cœurs nobles, que ce ne sont point les guerriers de la Vendée ou de la Bretagne qui peuvent accepter de pareilles excuses. Lorsque la courageuse et infortunée princesse de Berry voyageait dans la Vendée, qu'avez-vous fait? Quels secours personnels lui avez-vous apportés, lorsque, placée sous une loi de proscription, elle errait de chaumière en chaumière; lorsqu'elle avait à endurer toutes les souffrances imaginables; lorsqu'elle n'avait qu'une mauvaise nourriture, de chétifs habillements, des gîtes affreux; lorsqu'elle marchait pieds nus sur les ronces et les épines; lorsqu'elle craignait de rencontrer une embuscade derrière une haie: lorsque chaque figure nouvelle lui faisait craindre un ennemi et un traitre; lorsqu'elle éprouvait une si grande torture morale, à l'aspect de toutes les fatalités qui allaient l'écraser?

A peine avait-elle échappé à un danger, qu'un danger plus imminent encore venait se présenter; les obstacles, les craintes, les terreurs, semblables à l'hydre de Lerne,

semblaient renaître sous ses pas et se multiplier à sa vue ; mais rien n'abattait le caractère de fer de la chevaleresque princesse ; plus les chances de succès s'éloignaient, plus son courage et son sang-froid augmentaient.

Légitimistes sybarites de France, légitimistes égoïstes de Paris ou des provinces, que faisiez-vous donc dans vos salons dorés ou dans vos *villa* élégantes? Que faisiez-vous lorsque votre Régente, lorsque la mère de votre Roi futur, menait une existence plus misérable que celle des esclaves, plus affreuse que celle des forçats? Ceux-ci encore ont un toit, un vêtement, un avenir; elle, n'avait jamais d'asyle assuré, et le jour du lendemain ne lui appartenait pas. N'osant s'exposer à marcher continuellement pendant la journée, elle la passait souvent enfoncée et cachée jusqu'au col dans un marais infect dont les émanations pestilentielles, véritables messagers de mort, minaient ses forces et attaquaient sa faible poitrine. Souvent elle était obligée de rester plusieurs nuits de suite, sans pouvoir changer ses vêtements mouillés dont l'humidité perçait ses membres délicats. Ah! si nous voulions compter tous les jours de martyre, toutes les heures d'agonie que Marie-Caroline a supportés dans le séjour de la Vendée, nous n'atteindrions jamais le degré immense de souffrances qui pesait sur toutes ses sensations.

La plus cruelle de toutes pour ce cœur généreux, fut

l'abandon où la laissèrent les légitimistes ; des larmes de sang coulèrent des yeux de la malheureuse duchesse lorsque la cruelle réalité vient lui montrer à nu la valeur des promesses qu'on lui avait faites et le peu de courage de ses partisans. Quant à nous qui avons partagé les dangers de cette princesse et qui connaissons très bien ceux qui l'ont aidée véritablement, nous ne pouvons assez déplorer les malheurs dont les légitimistes, presque seuls, ont été la cause, et nous ne pouvons excepter de cette proscription morale que nos concitoyens de la Bretagne et de la Vendée, ainsi que ceux qui, dès le commencement de la guerre civile, sont venus joindre leurs efforts aux nôtres.

La nouvelle de l'arrivée de la duchesse de Berry dans les provinces de l'Ouest mit tous les chefs légitimistes de Paris dans la consternation. Officiers et soldats, magistrats ou écrivains illustres, nobles et bourgeois, enfin tout ce qui était attaché à sa cause perdit complétement la tête ; à peine s'en trouva-t-il une imperceptible portion qui, abandonnant de suite la capitale, vint sur le terrain faire acte de présence ; mais la plupart d'entre eux trouvèrent mille prétextes pour retarder leur voyage, tout en jurant de s'y rendre sur-le-champ et à tout prix.

Quelques-uns de ces champions, dignes du théâtre honteux de leur ancienne et brillante position à la cour de Charles X et de leur inaction condamnable,

au moment où une nouvelle Jeanne-d'Arc n'attendait que le secours de leur bras pour ressaisir et faire briller l'antique oriflamme, ceux-là, disons-nous, voyaient bien leur devoir tracé irrévocablement; mais, ne se sentant pas la force de partager les dangers de leur Régente, ils allaient répétant à tous les riches d'alentour que leur courageux départ pour la Vendée était fixé à tel jour, à telle heure, en recommandant ce secret de comédie à toutes les personnes qu'ils rencontraient, et semblaient par là dire à la police : « vous nous arrêterez à tel endroit à quarante ou cinquante lieues de Paris », ce qui n'a jamais manqué,

Royalistes purs, qui vous croyez quelque chose en politique, voyez comme une femme, une femme seule et faible, vous a surpassés dans toutes les qualités viriles! Que vous êtes méprisables et livides aux yeux de la postérité! C'est l'inexorable histoire qui vous pésera dans sa balance immuable; c'est elle qui, apprenant que vous avez honteusement abandonné vos frères, se chargera de notre vengeance, et alors elle vous attachera au pilori de la publicité, pour vous marquer du sceau de la réprobation.

Infidèles dont le caractère est en lambeaux dès qu'on y porte la main, comment osez-vous parler encore de la duchesse de Berry sans que le repentir et les cris de votre conscience, en couvrant votre visage de rougeur

et paralyse votre langue mensongère? Comment pouvez-vous, en parlant de la tentative hasardeuse de la fille d'un roi, bégayer sans remords ces sottes paroles : « C'est une tête romanesque » ! Phrase pitoyable, digne pendant de celle que vous prononçâtes après que le cœur vous eut failli aux Trois Journées : « Nous n'avions pas de chefs. »

Vous voulez paraître des hommes, légitimistes !

Vous voulez être regardés comme tels !

Non, vous n'êtes pas des hommes, vous êtes des enfants, de petits enfants qu'il faut conduire en lisières; la main d'une femme suffira pour cela, car déjà nous l'avons dit, une femme vous a tous surpassés en courage et en fermeté.

# CHAPITRE XI.

## Dernières Ombres données au portrait des Légitimistes.

IL nous en coûte, en présentant nos dernières réflexions, d'être obligé d'assombrir encore davantage notre pensée, et de porter sur nos compatriotes un jugement juste mais de plus en plus sévère; mais nous devons sonder jusqu'au fond cette plaie honteuse qui palpite encore, et, si nos pensées sont inutiles au mal qui a été fait au pays qui en a été le théâtre, que ces réflexions tardives servent au moins de fanal pour l'avenir, et qu'elles corrigent des esprits bornés qui s'imaginent que la volonté de l'homme seule, et sans action, suffit pour faire réussir une cause politique.

Puisqu'ils n'ont point eu pitié de nous, Vendéens; puisqu'ils ont abandonné à toutes les horreurs possibles et à une mort probable, la meilleur des femmes, l'héroïne de notre sol, la courageuse Caroline de Berry,

nous déchirons le voile qui sauve encore de l'ignominie la plus forte masse de ces chevaliers félons, et si le cœur nous saigne d'appliquer à des Français l'épithète injurieuse de lâches, il n'est que trop vrai qu'elle a été cent fois méritée par le plus grand nombre de nos adhérents.

Les longues bruyères, les marais dangereux, les haies impénétrables, les bois sombres de la Vendée qui ont reçu et protégé si long-temps la figure historique et colossale de la duchesse de Berry, auraient certainement caché plus facilement la masse entière des pygmées légitimistes. Aussi la présence de cette princesse si française était là comme une conscience vivante; ils n'osaient y penser. Les noms des Cathelineau, des Charette, des Lescures, des Larochejaquelein, des Bonchamps, étaient à dessein effacés de leur mémoire, et ils auraient volontiers arraché de l'histoire les pages où ces noms admirables ont été gravés.

Dans les petites choses comme dans les grandes, le caractère des légitimistes reste toujours le même comme il y a vingt ans; il sont en 1834 ce qu'ils étaient en 1815, rien n'est changé! *Cosi fan tutti.* Jamais d'esprit de corps, jamais d'appui mutuel;
jalousie envieuse s'exerce toujours aux dé
qui partagent leur opinion et qui ont fait
vers le commencememt d'une action.
exemple, quand, dans les cent-jours, de

tilshommes à pied et dans la boue, avaient fait péniblement, comme volontaires royaux, la longue route de Paris à Gand, ils disaient en ricanant : Ha! il a fait le voyage sentimental! Aujourd'hui ils voient des partisans zélés de l'ancienne dynastie revenir de la Bohême; aussitôt ils lèvent les épaules et s'écrient : Voilà des pélerins de Prague! ...... Les sots!

Dites, royalistes, est-ce vérité ou mensonge, ce que nous disons? certes, vous l'avez entendu, et dix mille fois.

Les personnages légitimistes ont si peu de saillie, ils savent si peu se distinguer et sortir de leur position apathique, que l'on dirait voir les figures d'un bas-relief inachevé que la main du sculpteur a condamnées à rester éternellement plates. Même le malheur ou la mort de leur frère ne les émeut pas; à peine si un regret sincère est donné aux mânes de ceux qui succombent, et ils disent froidement que le sang des martyrs affermit la foi.

Voici encore récemment dans la Bretagne, deux têtes vulgaires, mais fidèles, qui viennent de tomber de l'échafaud; voici encore Paris et Lyon, qui viennent d'être ensanglantées! savez-vous ce qu'ont fait les légitimistes et ce qu'ils feront si pareil événement se renouvelle? Ils crieront, écriront, souscriront, payeront, mais rien au-delà! RIEN!! ils ne bougeront pas. Des paroles inutiles, des écrits éphémères et des souscrip-

tions, voilà tout ce qu'ils ont à offrir; encore devraient-ils rougir de ce dernier moyen de secours, car leurs souscriptions sont comme un impôt que leur lâcheté paye aux malheureux.

Le soldat de la République multipliait les victoires en courant et sans y penser; le soldat de l'Empire se couvrait de lauriers mais rapportait toute sa gloire à son chef; enfin les soldats de Charles X et de Louis-Philippe, à Alger comme à Anvers, ont prouvé, par leur valeur, qu'ils étaient les dignes successeurs des enfants de Napoléon: le royaliste seul semble n'être plus Français! il a perdu la bravoure, ce type de nationalité, ce titre si beau dont il était revêtu depuis des siècles, et qu'aucun parti, dans les guerres civiles n'avait abdiqué depuis qu'il existe un royaume de France.

Ne vous méprenez pas, nobles étrangers, tel est le caractère général des légitimistes en France, et sur-tout de ceux qui, à Paris, habitent le faubourg de l'orgueil et de l'étiquette. Ne vous faites plus illusion, braves gens du Midi, nobles habitants de la Vendée ou de la Bretagne, vos frères du faubourg Saint-Germain ne partageront jamais votre courage et votre dévouement. Lisez encore les dernières lignes placées à la fin de cet écrit, elles sont tirées de l'Écriture Sainte, en changeant seulement le nom de la nation; mais conservant scrupuleusement le sens et la tournure biblique de cette sentence; vous verrez qu'en ceci,

comme en tout ce qui précède, la vérité seule, la vérité tout entière, a guidé notre plume.

Nous sommes loin de nier qu'il n'y ait parmi les légitimistes du faubourg Saint-Germain, des gens nobles en tout point, des hommes courageux, des femmes vertueuses, des filles modestes ou bien élevées; mais ce sont des exceptions. Les jeunes légitimistes sont personnellement braves (que l'on prenne bien note de ceci), ils sont braves comme tout Français, ne refusant jamais un duel et le provoquant même avec plaisir; mais la masse de cette noble population est inerte, sans mérite, sans caractère, sans tête et sans cœur.

Jamais ils ne s'entendent entre eux pour le bonheur de leur patrie ou pour celui de leur dynastie chérie; jamais ils ne veulent joindre l'exemple aux préceptes, et personne ne peut leur appliquer ces mots : *consilio manuque;* leur vue étroite et leur amour-propre excessif, les portent à se décrier et à se désunir, plutôt que d'obéir au légitimiste qu'ils supposent leur inférieur en mérite; périsse la monarchie plutôt que de suivre le conseil ou la ligne de tel ou tel! Voilà ce que l'orgueil, la jalousie et la basse envie burinent en traits toujours renouvelés, dans le cœur efféminé de tous ces royalistes : aussi ne sont et ne seront-ils jamais à craindre.

Gouvernement, quel que vous soyez, présent, passé ou futur; gouvernement royal, impérial ou républicain,

n'importe, ne vous inquiétez pas des stériles menaces de ces Lilliputiens politiques ; ces êtres impuissants sont atteins de crétinisme ; laissez vivre ce corps énervé ; déjà le sang n'y circule que lentement, et son mouvement qui va s'arrêter sans secousse, ne vous présentera bientôt plus qu'un cadavre glacé ; laissez-le de grâce ; c'est le dernier souffle d'un mourant, c'est le dernier jet de lumière projetée par une faible lampe qui va s'éteindre d'elle-même.

Misérables légitimistes, ingrats royalistes, avez-vous donc déjà oublié les faveurs et les honneurs que votre vieux et royal maître vous a prodigués et dont votre bien-aimée Caroline de Berry vous a comblés? Allez, vils courtisans, race cacochyme d'eunuques de toutes espèces, vous n'êtes capables d'exister que pour l'égoïsme et les plaisirs, car le moindre signe de fermeté d'un gouvernement vous fait trembler et vous prive de toute virilité! Quittez donc les noms illustres que vous portez, car vous n'en êtes pas dignes puisque vous les traînez dans la boue par votre lâcheté, cette tache ignominieuse qui n'a jamais sali les nobles blasons de vos pères! Allez !

Vous avez forfait à l'honneur ! et un jour à venir, en parlant du faubourg Saint-Germain, nos descendants étonnés liront dans l'histoire de France ces mots honteux tracés peut-être en caractères de sang. . . .

En ce temps-là des Français, de nobles Français, se conduisirent comme des lâches! . . . . . . ;
et cette époque dura plusieurs années. . . . . . . . .

Et ils n'en rougirent point!!! . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

FIN.

---

Imprimerie de Montalant-Bougleux.
avenue de Sceaux, n.° 4.

AR

MA

PARIS. — IMPRIMERIE ET FONDERIE DE FAIN,
RUE RACINE, N°. 4, PLACE DE L'ODÉON.

# ARRESTATION

DE

# MADAME,

PAR

Simon Deutz.

Me me; adsum qui feci. ( VIRG., *Enéid.*, *liv.* 9.)



A PARIS,

CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCI

RUE DES FILLES-SAINT-THOMAS, 1,

PRÈS LA BOURSE.

1835.

# ARRESTATION

DE

# MADAME,

PAR

## SIMON DEUTZ.

« *Me, me, adsum qui feci.* » (VIRG., Enéid., liv. 9.)
« L'injustice court vite et l'équité vient tard. »
(*Honneur et préjugé.*)

---

## INTRODUCTION.

L'APPARITION sur les côtes de I
du *Carlo-Alberto*, l'émeute de l
débarquement de MADAME, son
travers les provinces du Midi, son
et son séjour dans la Vendée, ses efforts pour
y remuer les cendres encore tièdes de
guerre civile, son arrestation et sa captivi
Blaye, sont désormais du domaine de
toire, et il n'appartient à personne
nir ses arrêts. Mais lorsque déjà
mes amis de la légitimité ont racon

événemens dans l'intérêt de leur parti, les ont travestis et dénaturés au gré de leurs passions; lorsque tant d'écrivains consciencieux, mais abusés, se sont rendus les échos trompeurs d'accusations mensongères, comment ne pas craindre que l'impartialité de l'historien ne s'égare, et qu'il n'aille puiser à des sources altérées par les haines politiques!!... C'est donc un devoir pour quiconque s'est trouvé mêlé à ces événemens, de payer au pays son tribut de position, et de dire ce qu'il sait, ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu; c'est ce devoir que vient aujourd'hui remplir Simon Deutz.

Injurié, maudit, calomnié, flétri des épithètes *de misérable*, *de traître*, *d'infâme*, il a eu pendant trois ans la résignation du silence; sans se plaindre, pendant trois ans, il a supporté l'outrage, et cependant cet outrage n'était pas pour lui seul; il atteignait son vieux père, ses frères, ses sœurs, toute sa famille; et cependant son premier besoin, sa première occupation, après l'arrestation de Madame, avait été d'en retracer toutes les circonstances; et sa plume en avait écrit la relation;

mais docile, quoiqu'à regret, aux conseils de l'amitié, il condamna son œuvre à l'obscurité du portefeuille, en en remettant la publication à des jours meilleurs.

Ces jours, long-temps attendus, sont enfin arrivés : trois ans écoulés depuis la capture de Nantes, ont cal
sions, refroidi bien des ha
bre de tout dire, dira tout
sans réticence.

Cet écrit n'est pas une
présente à des juges; il n'e
sa conscience, le plus sév
tègre des juges, lui dit ass
la guerre civile près de se
tive et plus dévorante, en
de tant de généreux citoyen
mort un parti, irréconcilial
libertés, il a rendu au pays
vice. Cet écrit est une relati
qu'il offre aux lecteurs; ce
sent, mais à l'avenir, au b
l'historien qu'il l'adresse. I
faveur ni indulgence, il de

impartialité ; son but n'est pas de ramener les hommes prévenus, ou ses ennemis politiques (et grâces à Dieu, il ne croit pas en avoir d'autres); mais d'éclairer les hommes trompés, et de donner aux hommes de bonne foi les moyens d'apprécier sainement l'un des événemens de l'époque les plus importans et les plus féconds en conséquences. — C'est tout ce qu'il se promet de cet opuscule.

# ARRESTATION

# DE

# MADAME.

## CHAPITRE PREMIER.

Détails sur ma naissance et les premiers temps de ma vie. — Voyage à Rome. — Conversion au catholicisme. — Situation misérable des juifs en Italie. — Efforts pour parvenir à leur émancipation politique. — Voyage aux Etats-Unis.

A PEINE l'arrestation de MADAME fut-elle c
nue, que les journalistes et les
légitimistes s'empressèrent à l'envi
composer au hasard une biographie, dc
les nombreuses erreurs me forcent à rev
brièvement sur les premiers temps de

Né à Coblentz en janvier 1802, d
mille honorable et jouissant d'u
sance, je fus élevé dans la reli

# ARRESTATION

DE

# MADAME.

PARIS. — IMPRIMERIE ET FONDERIE DE FAIN,
RUE RACINE, N°. 4, PLACE DE L'ODÉON.

# ARRESTATION

DE

# MADAME,

PAR

**Simon Deutz.**

Me me; adsum qui feci. ( Virg., *Enéid.*, *liv.* 9.)



A PARIS,

CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCIÉS,

RUE DES FILLES-SAINT-THOMAS, 1,

PRÈS LA BOURSE.

1835.

» et ici c'est à votre discernement à décider.
» Toujours me paraîtra-t-il bien déplorable
» qu'un projet tel que le vôtre, aussi bien
» conçu, aussi bien conduit, soit indéfini-
» ment ajourné. L'état des malheureux Israé-
» lites à Rome est la plus choquante anomalie
» que présente la chrétienté. »

Prolonger mon séjour à Rome, après la décision de la commission, et renoncer, même momentanément, à un plan qui m'occupait depuis trois ans, et à l'exécution duquel, renfermé dans un couvent, astreint aux pratiques du cloître, j'avais fait le sacrifice de mon indépendance et des plaisirs du monde, c'eût été peut-être paraître approuver par mon inaction et mon silence l'oppression du peuple israélite... Je me décidai à quitter l'Italie : à peine cette résolution fut-elle connue de mes amis, que le Saint-Père et le cardinal Capellari ne négligèrent rien pour m'en faire changer. Offre d'une place honorable et largement rétribuée dans l'administration civile, ou, si je l'aimais mieux, d'un emploi dans la diplomatie, perspective d'un brillant mariage,

promesses, prières, tout fut mis en œuvre pour me retenir. Mais ma détermination était immuable : voyant qu'il était inutile de la combattre plus long-temps, le Saint-Père, lorsque je pris congé de lui, eut la bonté de me faire compter pour mon voyage 300 piastres ; c'était d'avance une année de ma pension.

Arrivé à Marseille en juillet 1830, je n'y restai que quelques jours, et m'embarquai pour les États-Unis. Je vis cependant M. Borély, et laissai entre ses mains mes rapports à la commission en faveur des Israélites.

Ce fut le 30 juillet que le bâtiment qui me portait mit à la voile, et quitta Marseille, où flottait encore le drapeau blanc, et où chacun était encore dans l'ignorance de la sublime insurrection du peuple parisien, et de sa révolution, œuvre de trois journées. Je n'appris qu'aux États-Unis,
temps, cette immense catastr
Pie VIII, et l'avéne
cale, sous le nom de Grégoire XVI,
protecteur, de l'homme qui ne dédaignait

de m'appeler son ami, du cardinal Capellari.

Ces événemens, en modifiant mes projets, devaient naturellement me ramener à Rome; je m'embarquai à New-York, où j'avais abordé un an auparavant, et deux mois après, je mis pied à terre à Londres. Nous étions à la fin de 1831; j'étais alors âgé de 29 ans, et je n'avais eu jusque-là aucun rapport, soit direct, soit indirect, ni avec Madame, ni avec les autres membres de la famille des Bourbons. Je ne connaissais la restauration que par ses persécutions religieuses contre ma famille et moi.

Le séjour de quelques mois que je venais de faire dans l'intérieur des États-Unis, terre classique de la tolérance et de la liberté, n'avait pu que fortifier mes projets d'émancipation en faveur des Juifs, et je revenais à Rome, plein d'ardeur et de persévérance, lorsque la rencontre de Madame à Massa vint changer mon avenir, et donner à mon nom, jusque-là obscur, une rapide célébrité.

## CHAPITRE II.

Arrivée à Londres.—M. E. de Montmorency.—Mesdames de Bourmont. — Genève. — Turin. — Massa. — Ma présentation à MADAME. — Composition de son ministère. — MM. de Bourmont, de Choulot, de Saint-Priest, de Kergorlay, de Mesnard. — Retour à Rome. — Lettre de M. de Bourmont. — Le pape peu favorable à la révolution de juillet. — Seconde audience de MADAME.

LONDRES était devenue à cette époque le lieu de réunion de la plupart des légitimistes qui, à la révolution de 1830, avaient fui la France, et les chefs du parti semblaient s'y être donné rendez-vous. J'y rencontrai plusieurs notabilités carlistes que j'avais connues naguère à Rome.

Je ne faisais que passer à Londres. Un matin, M. Eugène de Montmorency vint me trouver, et me proposa d'accompagner en

Italie mesdames de Bourmont. C'était un service de pure obligeance, tout-à-fait étranger à la politique, et qui ne me détournait pas de ma route, je fus heureux de pouvoir le rendre. Chevalier de mesdames de Bourmont, je les conduisis à Genève, où elles se fixèrent. Ce court voyage avec une famille, aux qualités privées de laquelle chacun se plaît à rendre hommage, ne m'a laissé que d'agréables souvenirs.

J'avais hâte de me rendre à Rome; mais une indisposition, occasionée par la fatigue, me forca de m'arrêter à Turin : je logeai au collége des nobles, chez les jésuites. Ce fut là que je reçus la visite d'un ambassadeur étranger, M. le chevalier Dollery, qui m'amena un membre de l'Institut français, connu par ses études scientifiques et par ses opinions légitimistes; j'ai nommé M. Cauchy. Il était à la veille de partir pour Massa, où MADAME tenait sa petite cour, il m'engagea à faire le voyage avec lui, et j'y consentis.

Au commencement de février 1832, je fus psésenté à MADAME. C'était la première fois

que je la voyais, et jusque-là elle ne m'avait révélé son existence ni par ses bienfaits, ni par ses injures, « *Nec injuriâ, nec beneficio cognita.* » Elle me reçut avec bienveillance, me remercia avec bonté du service que j'avais rendu à mesdames de Bourmont, m'adressa encore quelques paroles flatteuses, mais pas un mot de politique ne se mêla à sa conversation. Ayant appris dans le cours de l'audience de M. le comte de Brissac que mon dessein était de parcourir l'Espagne et le Portugal, elle voulut bien m'offrir pour mon retour à Rome, des lettres de tion, que j'acceptai en m'incli

Autour de MADAME, et com son ministère, se trouvaient l de Bourmont, MM. les comtes Saint-Priest, de Kergorlay, ( autres dont les noms m'écha[ les quatre jours que je passai à Massa, je l vis tous, mais sans être admis à leurs c seils, sans être initié au secret l jets, et je pris congé d'eux, aussi leurs menées et de leurs intrigues,

bre de ma personne et de mon opinion, que quand j'étais arrivé.

Je retrouvai à Rome le cardinal Capellari, ou plutôt le pape Grégoire. Son élévation n'avait point changé sa bienveillance pour moi; il n'avait point oublié son protégé. Il me témoigna la joie que lui causait mon retour, et me conduisit dans les jardins du Vatican, où il m'entretint plus d'une heure. « Si j'avais un fils, me dit-il, en me quittant, » avec une tendre affection, je ne saurais » l'aimer plus que vous. » C'était là un emprunt que le Saint-Père faisait aux souvenirs du cardinal, car maintes et maintes fois avant mon départ pour les États-Unis, le cardinal m'avait répété cette phrase.

Si le choix du conclave n'avait point changé les affections du cardinal Capellari, il n'avait point changé non plus ses inimitiés, et le nouveau pape n'était pas moins hostile aux Juifs que ne l'avait été le vieux cardinal. Cette disposition d'esprit était peu favorable à l'exécution de mon dessein, et il me fallut

encore ajourner un projet qui était devenu chez moi une idée fixe, et m'avait fait passer à Rome pour monomane. Sur ces entrefaites, je reçus de M. le comte de Bourmont une lettre qui me rappelait indirectement à Massa.

« Monsieur, m'écrivait-il le 18 février, j'ai » reçu par M. C.... la lettre que vous m'avez » fait l'honneur de m'écrire le 10 de ce mois, » je vous en remercie, et vous fais mon com» pliment sur le gracieux accueil que vous » avez reçu de sa sainteté.

» Ma femme était souffrante, elle est beau» coup mieux à présent, et mes filles se trou» vent assez bien du climat de Gênes. Elles » m'ont demandé de vos nouvelles, et je leur » en ai donné; elles conserveront toujours » une vive reconnaissance de l'intérêt que » vous avez eu la bonté de prendre à leur si» tuation.

» J'ai informé Madame, de vos projets de » voyage en Espagne et en Portugal; *elle » sera charmée de vous voir à votre passage.*

» *Elle vous priera probablement de vouloir bien*
» *vous charger de quelques commissions.*
» Agréez, je vous prie, etc., etc.

« Le maréchal, comte de Bourmont. »

Je communiquai cette lettre au Saint-Père. Quel ne fut pas mon étonnement de l'entendre m'engager avec chaleur à prendre parti pour Madame contre Louis-Philippe !... Pour lui, c'était une lutte entre deux principes, c'était la légitimité aux prises avec l'usurpation; or rétablir l'une, en renversant l'autre, c'était servir la religion.

A peine arrivé à Massa, je m'aperçus facilement que l'on cherchait à me gagner au parti. Le Saint-Père avait parlé de moi à Madame en termes obligeans, et m'avait peint comme un homme intelligent, actif, de courage et d'exécution, tenace dans ses résolutions, usant du crédit de ses amis et de sa faveur personnelle, non dans un intérêt privé, mais dans un intérêt général. Sur ce portrait, flatté sans doute, on pouvait me considérer comme une conquête qui n'était pas sans

prix, et l'on s'efforçait de m'inféoder au carlisme.

Madame m'accorda successivement plusieurs audiences; dans la dernière, elle me remit des lettres de recommandation pour l'Infante dona Louisa Carlotta, et pour la reine d'Espagne, ses sœurs. En même temps, faveur inespérée, que je n'avais ni sollicitée, ni enviée, elle y joignit quelques lignes autographes qui m'accréditaient comme son plénipotentiaire auprès de don Miguel....... Me voila donc, bon gré malgré, diplomate et jeté sans le vouloir, presque sans le savoir, dans la voie des intrigues des cours!...

Plénipotentiaire, il me fallait des instructions, et de ce jour data mon initiation aux secrets du parti.

## CHAPITRE III.

Projets de MADAME et de son parti. — Moyens d'exécution. — Mission auprès de don Miguel. — Son objet. — Même mission auprès de l'empereur Nicolas — Réponse de l'autocrate. — Serment de fidélité entre les mains de M. le comte de Choulot. — Equipée de Marseille. — Bulletin officiel de l'expédition par M. Ch. de B....., l'un des passagers du *Carlo-Alberto*. — Barcelonne. — Madrid. — Don Carlos. — L'évêque de Léon. — Les comtes d'Espagne et de Fournals. — La princesse de Beira. — La reine d'Espagne. — MADAME en Vendée. — Etat du pays. — Première lettre à M. de Montalivet. — Audience de don Miguel. — Conférences. — Lettre de l'archevêque d'Evora. — Deuxième lettre à M. de Montalivet. — Départ pour Paris.

LE but de MADAME était la conquête de la couronne pour son fils : ses moyens, la guerre intérieure, la corruption des fonctionnaires, l'embauchage de l'armée, et l'invasion étrangère.

Tandis qu'à Paris, les feuilles de la légitimité appelaient le suffrage universel, et la

manifestation des vœux de la nation, qu'elles promettaient, au nom de Henri V, l'oubli du passé, la liberté de la presse, et la sanction d'institutions libérales; à Massa, l'entourage de MADAME criait à la trahison, et signalait les traîtres à la restauration, déclamait contre *la licence de la presse qui avait soulevé les passions révolutionnaires de juillet*, contre *la concession d'une Charte qui avait resserré la royauté dans des bornes trop étroites*, contre *l'octroi de certaines lois qui avaient accordé au peuple une part dans l'administration du gouvernement, etc., etc.* A ces propos tenus hautement, il était facile de deviner l'esprit qui dirigeait les conseils de MADAME.

Je fus envoyé à Lisbone, auprès de don Miguel, pour obtenir de lui des secours d'hommes et d'armes. M. le comte de Choulot avait été précédemment chargé de la même mission pour l'empereur Nicolas. Mais l'autocrate avait répondu à cet envoyé de MADAME « que marcher actuellement, et sans un » motif même spécieux, contre la France, ce se-

» rait susciter une guerre nationale, à laquelle
» il ne voulait ni ne pouvait s'exposer; mais
» que si quelques départemens venaient à s'in-
» surger contre l'autorité de Louis-Philippe;
» que si les partis qui divisaient la France re-
» couraient aux armes, il interviendrait
» comme pacificateur, et que MADAME pouvait
» alors compter sur son assistance. » Ce fut
probablement cette réponse qui détermina
MADAME à tenter quelques mois plus tard une
descente sur les côtes de Provence. A ce mo-
tif il faut joindre cependant les flatteries de
sa petite cour, qui entretenait ses illusions sur
l'état de la France, exaltait son courage et
son héroïsme, et la berçait d'un nouveau vingt
mars, d'un second retour de l'île d'Elbe......
Poussée par leurs conseils au milieu du dan-
ger et de l'insurrection, elle reconnut trop
tard ce qu'il fallait attendre de ces nouveaux
preux; tous ces hommes de dévouement......
en paroles, furent les premiers à l'abandon-
ner et à déserter son drapeau (*).

(*) Lors de la première andience qu'elle m'accorda à
Nantes, elle s'en plaignit avec une sorte de colère : « Si

Au commencement d'avril, je quittai Massa, accompagné par M. le comte de Choulot. A une lieue environ de la ville, dans une vallée plantée d'oliviers, dont le nom ne me revient pas, je prêtai entre ses mains le serment accoutumé; j'en ai retenu la formule : « Je jure » de faire tout ce qui sera en mon pouvoir » pour le rétablissement et le maintien de la » légitimité, et reconnais aux membres de la » régence, établie par MADAME, le droit de » prendre ma vie, au cas de trahison de ma » part. » En prêtant ce serment, je songeais déjà à préserver mon pays des malheurs de la guerre civile et de l'invasion étrangère.

A Barcelonne, où s'étaient réunis quelques carlistes, qui attendaient impatiemment le signal pour se jeter en France à la tête de troupes espagnoles, d'ailleurs peu nombreuses, j'appris l'équipée de Marseille, dont jusque-là on

» j'avais été mieux secondée, me dit-elle, nous serions » plus avancés; je ne me défendrais pas, j'attaquerais. La » Vendée n'existe que dans la campagne; il ne faut pas » la chercher dans les villes. Le paysan a du courage et du » dévouement; les nobles et les hommes des villes sont des « lâches. »

m'avait fait un mystère. Les débats criminels de Montbrison, les dépositions des témoins, et les interrogatoires des accusés, semés de réticences, n'ont fait connaître qu'imparfaitement les détails de cette expédition. Voici le récit que m'en adressait officiellement, le 30 avril 1832, M. Charles de B......., l'un des passagers du *Carlo-Alberto* : c'est le bulletin de la campagne.

« A bord du paquebot à vapeur le *Charles-Albert*,
» en rade de Roses (Espagne).

« Monsieur, je suis heureux d'avoir à vous » annoncer, en toute liberté et sans dégui- » sement, l'heureux débarquement de Ma- » dame en France (*); elle s'est embarquée » très-secrètement le 25 à quatre heures du » matin, sur la côte de Massa, à bord du » *Charles-Albert*.

(*) Il avait été convenu entre M. Charles de B....... et moi que nous ne nous écririons qu'en chiffres. Comme tous les agens diplomatiques employés par Madame, nous avions notre alphabet chiffré. Cette fois, pour m'annoncer le débarquement de Marseille, M. de B......., au lieu de recourir à nos signes de convention, emploie les caractères ordinaires, et c'est ce qui lui fait dire qu'il m'écrit *en toute liberté et sans déguisement*.

» Notre navigation, fort heureuse d'abord,
» a été ensuite contrariée par le mauvais
» temps. Le vent est devenu si violent que
» notre bâtiment ne pouvait plus tenir la
» mer, et que nous avons été obligés de nous
» réfugier dans le port de Nice : nous y
» avons complété notre provision en com-
» bustible, et nous en sommes repartis le 28
» à une heure du matin. Le 29, à deux
» heures, nous avions doublé le fanal de
» Plonier, à l'entrée de la rade de Marseille,
» et à trois heures, MADAME était à bord d'une
» petite barque de pêcheurs, qui la portait
» à terre, où l'attendaient, pour la cacher,
» deux ou trois amis dévoués. Le maréchal
» de B....., le comte de Kergorlay, le comte
» de Brissac et le comte de Mesnard accom-
» pagnaient S. A. R. Un plus grand nombre
» de personnes eussent compromis sa sûreté,
» et nous avons eu la douleur d'être forcés
» de la quitter au moment du plus grand
» danger. Il a été ordonné à M. de Saint-
» Priest lui-même de demeurer à bord. Nous
» avons été forcés aussi de nous éloigner de

» la côte de France, pour ne pas exciter de
» soupçons. Nous retournerons demain à
» Marseille, *où nous trouverons sans doute le*
» *drapeau blanc arboré.* Dans un autre cas,
» nous débarquerons aussi secrètement. *Le*
» *Midi jusqu'à Bordeaux suivra le mouvement*
» *de la Provence, et le 7 mai toutes les pro-*
» *vinces de l'Ouest se soulèveront en masse.*
» Nous avons toujours le meilleur espoir que
» dans cette grande entreprise nous obtien-
» drons les résultats les plus prompts et les
» plus décisifs.

» MADAME vous charge spécialement, mon-
» sieur, de faire au Roi (*) communication
» d'un événement aussi grave, et qui, dans
» les circonstances actuelles, peut n'être pas
» sans intérêt pour S. M. T. F. MADAME compte
» toujours sur la bienveillance et la bonne
» volonté que S. M. lui a témoignées plusieurs
» fois, et elle lui aurait écrit elle-même
» si elle n'avait pas craint de lui annoncer
» un événement, avant qu'il ne fût accompli.

» *Vous savez, monsieur, quels sont les dé-*

(*) Don Miguel.

» *sirs de* MADAME. *C'est à vous maintenant de*
» *les faire connaître, et d'agir suivant les cir-*
» *constances.*

» CH. DE B..... »

Averti par cette lettre du débarquement de MADAME, et bientôt après par les feuilles publiques de l'insuccès de sa tentative, je partis pour Madrid. C'était la résidence de tous les chefs du parti apostolique espagnol : à leur tête marchait le frère du roi Ferdinand, don Carlos, puis venaient l'évêque de Léon, président des sections du conseil d'état, les comtes d'Espagne et de Fournas, tous les deux capitaines-généraux de la Catalogne et de l'Arragon, la princesse de Beira, et la femme de don Carlos, toutes les deux sœurs de don Miguel, et dévouées aux intérêts de MADAME, dont la cause se confondait à leurs yeux avec celle de l'absolutisme.

MADAME m'avait remis pour la reine une lettre autographe, mais je ne pus pénétrer jusqu'à elle. On me la peignit comme *entachée de libéralisme*, et ennemie déclarée des

jésuites, rêvant même l'abolition de leur ordre : malgré ces renseignemens, je sollicitai d'elle une audience; sans me la refuser positivement, elle me l'assigna à un délai si éloigné que je ne pus en profiter.

Les légitimistes français et les apostoliques espagnols avaient entre eux de fréquens conciliabules, et tout se préparait dans l'ombre pour une invasion. Le parti entretenait des intelligences dans l'Ouest et dans le Midi; il était en correspondance avec de hauts fonctionnaires, qui l'instruisaient des mesures prises, même dans le conseil des ministres; Par son or et ses intrigues il était parvenu à soulever la Vendée, et à organiser l'émeute à Paris; la guerre civile menaçait de s'étendre aux départemens de l'ouest, désolés par le pillage, le vol et l'assassinat, et plusieurs fois déjà les députés de ces contrées, en accusant le gouvernement de mollesse et même de complicité, avaient signalé à la tribune l'état alarmant de ces provinces (*). C'était au milieu

(*) « Ce ne sont plus aujourd'hui, disait à la chambre » des députés, dans la séance du 19 mars 1832, M. Chai-

de ces circonstances peu rassurantes pour l'avenir, avec ces élémens de guerre intestine, de ruine et de misère pour la France, que MADAME venait de se jeter dans le Bocage. Déjà des proclamations répandues avec profusion annonçaient son arrivée; les bandes vendéennes se réorganisaient, leurs chefs approvisionnaient leurs châteaux, le jour de la prise d'armes générale était fixé. Si un succès, même passager, suivait ce soulèvement, l'étranger franchissait la frontière....

Je pouvais, sans faire couler une goutte de sang, par l'arrestation d'une femme, prévenir ces déchiremens et ces malheurs. Ma résolution fut bientôt prise, et prise irrévocablement. Je m'enfermai chez moi, et écrivis à l'instant (1er. juin 1832) à M. de Montalivet, que je ne connaissais que par la haine que lui avaient vouée les carlistes, qui l'appelaient

» gneau, député de la Vendée, quelques offenses passagères
» à l'autorité des lois méconnues, c'est le désordre, c'est le
» pillage, c'est l'assassinat; en un mot, *la manifestation*
» *complète de tous les symptômes d'une guerre civile.*»
MM. E. Salverte, Luneau et Odilon Barrot tenaient le même langage.

entre eux l'*âme damnée de Louis-Philippe*. Par ma lettre, que je confiai a M. de Rayneval, notre ambassadeur à Madrid, je faisais connaître au ministre la mission que je tenais de MADAME, et lui disais qui j'étais. Je terminais, en me mettant tout entier à la discrétion du gouvernement.

Mon but, quoi qu'en aient dit les organes de la légitimité, était de sauver la France des horreurs de la guerre civile et de l'invasion extérieure. Que pouvais-je attendre de Louis-Philippe, dont la puissance était encore mal affermie? Des honneurs, des dignités, de l'argent?..... Mais toutes ces faveurs, après lesquelles courent l'ambition et la cupidité, m'étaient bien plus sûrement acquises, en restant attaché au parti de MADAME. Si je me taisais, déjà ennobli, créé baron, nommé plénipotentiaire de la Régente, chargé par elle d'une importante mission, et d'un emprunt de 40 millions pour elle et pour don Miguel, les récompenses honorifiques et pécuniaires ne pouvaient me manquer; si je parlais, je faisais le sacrifice de ces brillantes espé-

rances, je me dévouais aux poignards carlistes, aux malédictions et aux vengeances du parti, à la flétrissure du nom de traître... Et j'ai parlé!!... j'ai sacrifié à ma conviction de citoyen mon intérêt d'homme.....

J'arrivai à Lisbonne, et obtins, au bout de plusieurs semaines d'attente, une audience de don Miguel. Je devais solliciter de ce prince un secours d'hommes et d'armes, m'entendre avec lui sur les conditions de l'emprunt projeté, en son nom et au nom de Madame, et enfin lui proposer une alliance avec Mademoiselle. Cette dernière partie de mon message était abandonnée à ma prudence. Je remplis cette triple mission, et, après plusieurs conférences, l'archevêque d'Évora, ministre de l'instruction publique, m'adressa au nom de son maître la lettre suivante (*) :

« Monsieur, je suis dans l'impacience de » vous communiquer au plutôt ce que S. M. » très-fidelle m'a dit au sujet de vous et de » votre mission.

(*) J'ai cru devoir la reproduire avec les fautes d'orthographe et de français qu'elle renferme; c'est un document historique auquel je n'ai voulu rien changer.

» Sa Magesté est *charmé* de votre noble » assurance, et de votre dévouement aux in- » térêts de S. M. Très-Chrétienne.

» Quant aux trois articles de votre mission, » Sa Mag. m'a dit *que il* ferait de sa part tous les » efforts possibles pour remplir ce qu'il vous a » promis touchant au premier (*) et au second » article; mais qu'au troisième il ne pouvait » répondre affirmativement, car *cet* affaire » était déjà fort *avancé* dans une autre cour » de l'Europe. Je dois vous assurer *que il* té- » moignait quelque embarras, et que la troi- » sième proposition lui plairait beaucoup, » s'il était en son pouvoir de l'accepter.

» Voici, monsieur, le résultat de ma der- » nière conférence avec Sa Magesté, qui » ressent quelque chagrin de ne vous en- » tretenir une autre fois; mais que cédant » aux circonstances actuelles, vous prie de

(*) Dans la seule audience que j'eus ( prince m'assura qu'il ferait tout pour a MADAME, et me promit de lui envoyer c fusils français des guerres de la Péninsul gaise ne se servait que de fusils de calibre

» vous tenir sur vos gardes, car vous êtes
» obsédé d'espions dans la mer et à la terre ;
» et Sa Magesté en serait au désespoir *si* il vous
» arriveait quelque accident fâcheux dans
» sa capitale. Je dois ajouter à cet exposé
» l'assurance de ce que S. M. T. F. prend au
» cœur les intérêts de *son hautesse le* duchesse
» de Berri, que il regarde comme l'héroïne
» du siècle ; et pour vous donner une preuve
» de ses sentimens, je vous apprends qu'en
» entrant (mai dernier) dans le *gabinet* où
» S. M. se rend pour conférer avec ses minis-
» tres, je vis sur sa table un portrait de gar-
» con très-beau, et vêtu en uniforme mili-
» taire ; et le Roy, *marquant* ma surprise,
» m'a dit, avec un accent *de* affection et de
» tendresse que je ne sais pas définir : « *C'est*
» *le portrait de Henri cinquième ; car je ne*
» *sais le nommer autrement.* »

» S'il vous plaît, *rendés* mes hommages de res-
» pect et d'admiration à la Duchesse de Berri,
» véritable protectrice de tous les Rois de l'Eu-
» rope ; et dites de ma part au vainqueur
» d'Argel, que si j'ai pleuré de joie à la nou-
» velle de la prise d'Argel, j'ai pleuré aussi,

» mais de rage, en voyant le prix *que* une
» patrie plus ingrate que celle de Scipion lui
» a donné.

» A Lybonne, 31 aut 1832.

» Votre ami,

» F. Fortunat, *archevêque d'Evora* (*).»

A Lisbonne, les légitimistes n'intriguaient pas moins qu'à Madrid; mais l'éloignement de Madame et ses revers dans la Vendée avaient mis la discorde au camp, et laissé aux prises les ambitions subalternes. Madame enlevée à son parti, il se déchirait de ses propres mains: dès long-temps je l'avais compris, et m'étais promis, dans un intérêt général, de profiter de ces divisions intestines.

J'écrivis à M. de Montalivet une seconde lettre, dans laquelle je lui dévoilais les plans et les projets de Madame et de ses
« Il n'y a, lui disais-je, qu'un moye
» vrer la France de l'anarchie et de

(*) Cette lettre portait pour adresse : A I
Deutz, meu amico — No largo de S. Paulo.

Au très-illustre Simon Deutz, mon ami — place St.-Paul.

» civile, ce moyen, c'est l'arrestation de Ma-
» dame; il n'y a qu'un homme capable d'y
» réussir, cet homme, c'est moi. »

A ce service que je proposais de rendre, je ne mettais qu'une seule condition, c'était que le gouvernement s'engageât à me garantir pour Madame la vie sauve. Cette lettre, comme la première, fut remise à M. de Rayneval, par M. L..., l'un de nos agens diplomatiques à Lisbonne.

Ne recevant point de réponse, et ayant par devers moi quelques motifs de soupçonner une trahison, je me décidai à partir pour Paris. Ce voyage n'était pas sans périls; il me fallait, sans sauf-conduit, au milieu d'une active surveillance, et chargé de dépêches carlistes, parcourir trois cents lieues; mais j'avais déjà bravé tant d'autres dangers, que celui-là ne m'arrêta pas, et je me mis en route. La France m'était d'ailleurs encore plus sûre que l'Espagne et le Portugal, où sans cesse entouré d'espions et d'émissaires de tous les partis, vingt fois j'avais couru le risque d'être poignardé.

## CHAPITRE IV.

Conversation avec le ministre de l'intérieur. — M. de Montalivet remplacé par M. Thiers. — Conditions faites au gouvernement. — Départ de Paris. — Arrivée à Nantes. — MM. Joly, Maurice-Duval, Jauge, banquier. — Difficultés pour découvrir MADAME, et arriver jusqu'à elle. — Audience accordée. — Entrevue. — Conversation de trois heures. — Mesures prises pour l'arrestation non exécutées. — Pourquoi? — Nouvelle audience demandée et difficilement obtenue. — Entretien. — Lettre à encre sympathique. — Arrestation.

A PEINE descendu de voiture, je courus au ministère de l'intérieur. M. de Montalivet me reçut. Après les premières paroles échangées, la conversation continua en ces termes :

*Le ministre :* — « Je suis tout-à-fait d'ac-
» cord avec vous; si MADAME n'est pas arrêtée,
» la guerre civile est imminente; mais il ne
» suffit pas de voir le mal, il faut encore sa-

» voir le prévenir.... Etes-vous homme à vous
» charger de cette arrestation ? »

Cette question avait de quoi m'étonner, car ma dernière lettre de Lisbonne y avait répondu, et je ne pus m'empêcher de le faire remarquer à mon interlocuteur. Mais j'appris bientôt, à mon grand étonnement, que le ministre ne l'avait pas reçue, et je sus plus tard que M. de Rayneval, auquel je l'avais remise, avait eu le tort d'en retarder l'envoi.

— « Ce que vous me demandez, repliquai-
» je au ministre, je vous l'ai proposé par écrit,
» et je renouvelle ici de vive voix ma propo-
» sition. »

— *Le ministre :* « Pesez bien votre engage-
» ment : le service que nous attendons de
» vous est immense pour la France et pour
» l'humanité. Il n'est point de prix pour le
» reconnaître... Parlez cependant, quelle que
» soit la récompense que vous demandiez, je
» puis vous dire d'avance qu'elle vous sera
» accordée.

— » Ce que je vous ai écrit, repris-je vive-
» ment, je vous le répéterai, j'agis par convic-

» tion et non par intérêt; je veux sauver le
» pays de la guerre civile, mais je ne me vends
» pas. Sachez bien que si je voulais me ven-
» dre, vous ne seriez pas assez riche pour m'a-
» cheter....

» Si l'argent ou les honneurs me tentaient,
» ambassadeur de MADAME, conseiller et ami
» de plusieurs têtes couronnées, je resterais
» dans le camp des carlistes, où ma fortune
» et mon avenir sont assurés. Ainsi, vous
» le voyez, ce n'est pas ici une affaire d'inté-
» rêt, mais de dévouement. »

Ces quelques paroles prononcées avec chaleur convainquirent M. de Montalivet. « Nous nous reverrons, me dit-il en me quittant, » nous aurons à causer plus longuement. » Mais le lendemain ou le surlendemain, il céda à M. Thiers le portefeuille de l'intérieur, et ce fut avec ce dernier que se continuèrent des relations entamées avec son prédécesseur.

On a beaucoup parlé, sans les connaître, des conditions que j'avais faites au gouvernement. Les voici : je stipulai avec le mi-

nistre de l'intérieur, qui se porta fort pour ses collègues, que MADAME ne serait, sous aucun prétexte, livrée aux tribunaux et soumise à un jugement;

Qu'aucun légitimiste ne serait arrêté, par suite de ses rapports avec moi; que M. de Bourmont, en particulier, pourrait, sans être inquiété, quitter la Vendée et la France;

Enfin, que si je succombais dans mon entreprise, mon corps serait transporté à Paris, aux frais de l'état, et enterré auprès de la tombe de ma mère.

En présence de ces conditions, les *seules* que j'aie faites au gouvernement, que penser des calomnies de l'esprit de parti, me représentant comme un homme cupide et altéré d'or, exigeant du ministère honneurs et fortune, cotant ses services et les mettant au prix d'un million!..... Dans toute cette affaire, jamais l'intérêt ne m'a guidé, jamais un mot d'argent n'est sorti de ma bouche, jamais la pensée ne m'est venue d'en faire une spéculation, jamais je n'ai vu dans MADAME une femme à vendre, mais une ennemie

à arrêter....... J'en atteste l'honneur et la loyauté des ministres, et je provoque le démenti de mes ennemis.....

Certes, je me montrais, surtout après ma conversation avec M. de Montalivet, assez peu exigeant; aussi son successeur s'empressa-t-il d'accepter ma triple condition, et moi je ne songeai plus qu'à remplir ma promesse.

Craignant pour ma vie, M. Thiers voulait me retenir à Paris, d'où, par son intermédiaire, j'aurais pu tout diriger. Cette proposition (qu'il en reçoive ici l'expression de ma reconnaissance!) avait pour moi ce double avantage de me soustraire aux dangers qui m'attendaient dans la Vendée, et de couvrir d'un voile impénétrable aux yeux des carlistes l'homme qui leur enlevait leur chef, et tuait ainsi leur parti. Accoutumé à mépriser le danger, et à marcher la tête haute, cette considération me toucha peu; je crus qu'à ma présence sur les lieux étaient attachées et l'arrestation de Madame, et la conservation de sa vie; car mon but n'était

pas seulement de la faire arrêter, mais de la faire arrêter saine et sauve, et sans qu'il en coûtât à elle un seul cheveu, et aux hommes de son parti une goutte de sang (*).

Lorsque M. Thiers vit que ma détermination était inébranlable, il m'engagea à ne pas courir seul les chances du voyage. Un matin, dans son cabinet, il me présenta un homme, dévoué comme moi, me dit-il, au gouvernement de Louis-Philippe, et qui déjà avait eu l'occasion de rendre à la nouvelle dynastie plus d'un service; cet homme, qui portait le ruban rouge à sa boutonnière, s'exprimait avec facilité, avait de bonnes manières et l'usage du monde, était M. Joly, que je ne savais pas alors attaché à la police. C'était lui qui, sous la restauration, avait arrêté l'assassin du duc de Berry.

Je partis seul de Paris, sous le nom d'Hya-

(*) Je me rappelle que je terminai par ces mots l'une de mes conversations avec M. Thiers, qui voulait me retenir à Paris : « J'ai pris, monsieur le ministre, une grave respon» sabilité, et je ne puis confier à un autre que moi le soin « de veiller sur les jours de MADAME. »

cinthe de Gonzagues, avec un ancien passe-port signé du cardinal Bernetti. A Angers, le premier homme qui s'offrit à ma vue fut M. Joly : après un entretien de quelques minutes, il remonta dans sa chaise de poste, et moi, j'attendis jusqu'au lendemain le bateau à vapeur qui me porta à Nantes. En débarquant, je retrouvai M. Joly : il me suivit, sans mot dire, jusqu'à l'hôtel de France, et là, me prenant à l'écart, il m'annonça que j'étais attendu le soir même à la préfecture, et m'engagea à lui remettre le paquet dont j'étais chargé pour MADAME. Je le lui remis ; il contenait vingt-six lettres, la plupart, me dit-on, du roi Charles X, des membres de sa famille, de plusieurs princes étrangers, et notamment du prince d'Orange, qui se mettait à la disposition de MADAME, et l'exhortait *à tenir bon*, lui promettant qu'Anvers ne serait rendue qu'à la dernière extrémité.

En attendant l'heure du rendez-vous à la préfecture, j'allai faire visite à madame P....., parente de M. Jauge, banquier, pour laquelle j'avais quelques commissions. Ayant appris que

j'avais des lettres à faire tenir à MADAME, elle m'offrit ses services.

De chez Mme. P..... je me rendis à la préfecture. Elle était occupée par un fonctionnaire, tout récemment instalé, M. Maurice-Duval; c'était un ancien préfet de l'empire, homme plein d'activité et d'énergie, connaissant ses devoirs et sachant les remplir avec fermeté. Durant tout le temps que je restai à Nantes, il ne se passa pas de jour que je n'eusse avec lui une conférence de deux, trois et quelquefois jusqu'à cinq heures; pas de nuit, qu'il ne prît sur son sommeil six et sept heures.

M. Maurice-Duval avait eu à peine, avant mon arrivée, le temps d'ordonner certaines mesures indispensables au succès de l'événement qui se préparait; il avait encore besoin de deux ou trois jours, pendant lesquels il me conseilla de visiter les environs. La loyauté de celui qui me donnait ce conseil ne me permettait pas d'en suspecter le motif. Je partis pour Paimbœuf, petite ville à dix ou douze lieues de Nantes; mais, assiégé par mille et mille pensées, tourmenté par l'inquiétude,

fatigué de l'inaction, je ne pus y rester que deux jours, et accourus de nouveau à Nantes. Le préfet venait de recevoir une dépêche du ministre : elle lui annonçait que j'avais été trahi par un lieutenant-général, auquel j'avais eu l'imprudence de me confier, et que, dans une réunion de la veille, le comité carliste de Paris avait résolu à l'unanimité de me faire assassiner. « Il ne faut pas, ajoutait » M. Thiers, qu'un homme d'un dévouement » aussi désintéressé, devienne la victime inu- » tile de sa persévérance et de son patrio- » tisme. » En conséquence il prescrivait au préfet de m'empêcher d'agir; mais j'insistai si vivement, que M. Maurice-Duval me laissa libre de poursuivre mon projet.

L'un des intermédiaires les plus sûrs entre Madame et ses agens, était l'Abbé A..., curé de St.-Pierre. Je m'adressai à lui, mais il me reçut fort mal, me traita d'envoyé du gouvernement, et s'oublia jusqu'à m'injurier. Je crus un instant que M. Thiers avait été bien informé, et que j'étais trahi; mais, sans me déconcerter, je fis tête à l'orage : à l'empor-

tement j'opposai du sang-froid, aux injures des raisons, assaisonnées d'un peu d'ironie, et si mes efforts, pendant cinq quarts d'heure, ne purent le ramener, du moins je le laissai dans le doute et l'incertitude, et je n'en voulais pas davantage. Madame P..., chez laquelle j'allai ensuite, ne me fit guère un meilleur accueil; elle consentit néanmoins à se charger de mes lettres, et à prier madame de la Ferronaye, supérieure de la Visitation, de les faire tenir à Madame, mais madame de la Ferronaye s'y refusa. D'où venaient et cette défiance, et ces précautions inaccoutumées?... Une lettre récente de Paris avait averti Madame qu'un jeune homme de trente à trente-deux ans, secrétaire d'une notabilité légitimiste, s'était vendu au gouvernement, et allait partir pour la Vendée. Cet avertissement transmis par Madame à ses amis, avait éveillé leurs soupçons et redoublé leur vigilance. Lorsque je me présentai, je fus pris pour le secrétaire transfuge.

Grâce à tous ces obstacles, il me semblait si difficile de pouvoir arriver jusqu'à Madame,

dont j'ignorais encore la présence à Nantes, que je me décidai à reprendre la poste pour Paris. M. Maurice-Duval approuvait ma détermination, et déjà mon passe-port était signé, lorsque, quelques heures avant mon départ, me promenant en face de l'hôtel de France, je fus abordé par une dame qui me dit sans s'arrêter : — « Je crois que c'est vous que je » cherche; n'êtes vous pas M. de Gonzagues?

— Oui, eh bien?

— Béni soit Dieu! madame P..... vous attend avec impatience; allez la voir de suite.

Quelques minutes après, j'étais chez madame P..... Elle s'excusa d'abord de sa méprise, puis me montra une lettre de madame de Laferronaye, dans laquelle cette dernière lui disait qu'elle était désolée de la réception que m'avait faite le parti carliste, et que sur les rapports qui lui étaient parvenus, Madame m'avait reconnu, et avait témoigné désir de me voir. Cette fois madame rieure de la visitation ne ref us charger de ma correspondance. mit sans délai à Madame, et

dressa presque immédiatement un billet de sa main : c'était l'indication d'une audience pour le mercredi 25 octobre, à six heures du soir : « Un homme auquel vous pouvez vous con- » fier, ajoutait-elle, viendra vous prendre à » cette heure, et vous servira de guide au- » près de moi. »

Je me concertai avec MM. Maurice-Duval et Joly; il fut convenu entre nous que ce dernier, avec quelques agens appostés non loin de mon hôtel, me suivrait à distance, mais pourtant sans me perdre de vue, et que six cents hommes consignés dans leur caserne, l'arme au bras, se tiendraient prêts à marcher au premier signal. Ces mesures arrêtées, j'attendis le 28.

A sept heures un homme ivre (c'était M. Duguigny, qui sortait de prison, prévenu de chouannerie) vint me chercher; il me donna le bras, et je me laissai conduire; après un court trajet, nous arrivâmes. Je n'aperçus d'abord que M. le comte de Mesnard, auquel je demandai MADAME : elle m'entendit, car à l'instant elle sortit de derrière une cloison,

en me disant : « Me voici, mon cher Deutz. » A ces mots prononcés avec bienveillance, je me sentis faiblir, un nuage s'étendit sur mes yeux, et je me trouvai mal; alors, avec cette bonté qui lui était naturelle, MADAME m'approcha elle-même une chaise, en ajoutant : « Remettez-vous, mon ami. »

Ce ton, cet accent, cette prévenance, me pénétrèrent, et je me surpris un moment, élevant des doutes sur la nécessité de son arrestation. Mais dans le cours de la conversation, qui dura trois heures, l'un des interlocuteurs ayant eu la maladresse de me dérouler de nouveau les plans du parti, de me rappeler que la conquête de la couronne pour Henri V n'était possible que par la guerre civile et les secours de l'étranger; MADAME, de son côté, m'ayant dit qu'elle ne quitterait la Vendée que forcément, et qu'elle comptait sur un soulèvement général pour l'ou
des chambres, j'oubliai la femme com
sante et malheureuse, pour ne voir
princesse, ennemie du pays,
citoyens aux armes, et appelant l'invasion;

je retrouvai toute ma fermeté, et MADAME eût été arrêtée sur l'heure, si M. Joly, au milieu de l'obscurité d'une nuit froide et pluvieuse, n'eût perdu mes traces (*).

Le conseil des ministres se réunissait presque tous les soirs, attendant avec anxiété des nouvelles de Nantes. Voici les quelques lignes que je traçai précipitamment pour lui, le 28 octobre à dix heures:

« Je sors de chez MADAME. En entrant chez » elle, lorsqu'elle m'a adressé la parole pour » la première fois, je me suis trouvé mal.

» La voix d'une femme a toujours eu beau- » coup de pouvoir sur moi; et cette femme, » qui était là devant moi, était malheureuse....

» Ce n'a été que lorsqu'on m'a eu de nou- » veau déroulé les plans de guerre civile, et » l'espoir du secours des armées étrangères,

(*) Si MADAME eût voulu consentir à quitter la Vendée, je me serais empressé de lui en faciliter les moyens. Ce fut dans ce but que je pris la liberté de lui dire : « Madame, » pourquoi vous obstiner à rester en France ; ne pourriez- » vous en sortir ? — Non, non, s'écria-t-elle avec humeur, » je suis ici et j'y resterai ; je ne veux sortir de France que » morte ou régente. »

» que je suis redevenu tout-à-fait maître de
» moi......, etc., etc. »

Ce billet fut remis le soir même à un courrier, qui partit à franc étrier pour Paris.

L'insuccès de cette première tentative ne me découragea pas. Je sentais toute l'importance de la capture de MADAME avant l'ouverture des chambres, qui était prochaine, je sollicitai donc, sans perdre de temps, une nouvelle audience. Après maints et maints pourparlers, maintes et maintes promesses faites et retirées, elle me fut accordée, et MADAME me fit savoir qu'elle me recevrait le 6 novembre toute la journée, jusqu'à dix heures du soir, chez mesdemoiselles Duguigny.

Je me hâtai d'en informer MM. Duval et Joly. Nous décidâmes que l'on ferait prendre les armes à toute la garnison, et que, pour ne pas exciter de soupçon, on prierait le général commandant la division militaire d'ordonner pour le 6 une grande revue, de la prolonger jusqu'à cinq heures, puis de faire rentrer les troupes dans leurs casernes, et de les y consigner, dans l'attente de l'événement;

que de mon côté j'irais à quatre heures et demie au rendez-vous, et que, si à cinq heures je n'avais point envoyé de contre-ordre, l'on investirait la maison des demoiselles Duguigny. Toutes ces mesures, enveloppées du secret jusqu'au dernier moment, furent ponctuellement exécutées, et les autorités administratives et militaires rivalisèrent de zèle et de dévouement.

Avant de me rendre auprès de Madame, j'étais allé visiter Mme. P....., qui avait reçu de M. Jauge deux lettres sous enveloppe, avec cette suscription en anglais : *donnez les lettres ci-incluses à notre ami.* Ne sachant si ces lettres étaient pour Madame ou pour moi, Mme. P..... me les remit, en m'engageant à les lire. Je rompis le cachet de l'une d'elles, mais ne reconnaissant ni l'écriture ni la signature, je supposai qu'elles étaient pour Madame. J'en parlai à M. le comte de Bourmont, que je vis le 5 au soir, et le priai de les faire parvenir, mais il m'engagea à les garder, et à les remettre moi-même dans l'audience du lendemain.

Le 6, à quatre heures et demie, j'étais au-

près de MADAME. En lui présentant mes deux lettres, dont l'une était décachetée, je m'excusais de mon indiscrétion, lorsque m'interrompant avec beaucoup d'obligeance : « Je » n'ai pas, me dit-elle, de secrets pour vous ; » je vais lire cette lettre en votre présence. » En même temps, à l'aide de réactifs, elle fit paraître les caractères tracés en encre sympathique. L'une de ces missives était de M. B....., qui lui rendait compte d'une négociation en Espagne, l'autre de M. Jauge, qui la prévenait de se tenir sur ses gardes, « parce qu'il » savait de source certaine qu'un homme qui » avait toute sa confiance, l'avait trahie et » vendue à M. Thiers, pour un million. » MADAME jeta avec insouciance cette lettre sur une table où elle fut saisie une heure plus tard, et me regardant en souriant : « Vous avez » entendu, monsieur Deutz, c'est peut-être » vous ? » Et je lui répondis sur le même ton : — » C'est possible. » Cette seconde audience c une heure environ, et lorsque je c DAME, « Adieu, me dit-elle, adieu, mo » baron, retournez à votre

» pas que le premier coup de canon tiré sur
» l'Escaut sera le signal de notre triomphe en
» France (*). »

Quelques minutes après, j'avais pris congé de Madame. La maison Duguigny fut cernée par les troupes, fouillée en tous sens par les agens de la police, et la Duchesse trouvée cachée avec MM. de Mesnard et Guibourg, et mademoiselle Stylie de Kersabiec, derrière une plaque de cheminée, où elle avait eu le courage de rester durant seize heures. Aussi long-temps que se prolongèrent ces recherches, M. Maurice-Duval, presque constamment sur les lieux, ne songea pas à se déshabiller.

Je n'attendis pas l'arrestation de Madame; ma présence à Nantes était désormais inutile, et ma mission terminée. Je me jetai dans une chaise de poste qui me conduisit à Paris. Toutefois avant mon départ de Nantes, je

(*) Madame faisait allusion à notre expédition contre le roi Guillaume de Hollande, et au siége d'Anvers qui commença un mois plus tard.

sollicitai de M. le préfet une faveur, la seule que j'eusse jamais demandée à un fonctionnaire public, c'était de ne point chercher à faire arrêter, ni même à inquiéter M. le comte de Bourmont. M. Maurice-Duval m'en donna sa parole, en ajoutant : « Mon mandat est » de pacifier la Vendée, et non d'y faire des » victimes ; que Madame soit arrêtée, et mon » mandat est accompli !..... » Cette réponse était en parfaite harmonie avec les instructions que ce fonctionnaire avait reçues de M. le ministre de l'intérieur. « Epargnez le » sang, lui avait dit en ma présence M. Thiers, » en le nommant pour successeur à M. de » Saint-Aignan, et n'oubliez-pas que dans les » deux camps vous rencontrerez des Fran- » çais. Ne négligez rien pour arrêter Madame, » mais veillez sur sa vie, et faites-vous tuer » plutôt que de l'exposer. »

La parole de M. Maurice-Duval était
moi la meilleure garantie ; je m'éloig
quille sur la liberté de M. de Bou ,
j'appris bientôt qu'il avait pu, avec t
gitimistes compromis comme lui, quitter

Vendée et la France. La police les faisait chercher là où elle savait très-bien qu'ils n'étaient pas.

Ainsi se termina le *drame* de Nantes!!

---

## CHAPITRE V.

**Conséquences de l'arrestation de MADAME. — Mensonges des journaux légitimistes. — Mes seuls rapports avec MADAME. — Détails sur Drack. — Fragmens de lettres. — Le cardinal Weld. — Le prince de Polignac. — Enlèvement. — Conclusion.**

L'ARRESTATION de MADAME (j'en atteste les trois ans écoulés depuis), était pour son parti un coup mortel, rendait à la malheureuse Vendée une tranquillité que ses campagnes dévastées ne connaissaient plus depuis deux ans, étouffait la guerre civile, près de se rallumer plus dévorante, repoussait l'intervention étrangère qu'appelaient de
épargnait le sang français q
trop d'abondance déjà à M
terie, au Chêne, au Riaillé
Aussi tous les organes de l'

sèrent-ils d'annoncer cette arrestation «*comme un événement heureux pour le pays* (*). »

« Ce n'est pas l'arrestation d'une femme, » disait *le Breton*, journal de la localité, et qui par sa position était plus à même que toute autre feuille d'apprécier l'importance de cette capture, « ce n'est pas l'arrestation » d'une femme, d'une femme faible, qui va » satisfaire la France; mais ce qui doit réjouir » tout cœur français, c'est la fin de la guerre » civile......

» LA GUERRE CIVILE EST FINIE DANS LA VEN-» DÉE (**). »

*Le National*, disait dans le même esprit : « La duchesse de Berry est prise : nous nous » en réjouissons, si cette arrestation enlève » aux fauteurs de guerre civile dans l'Ouest » leur drapeau (***). »

Ma conscience pouvait donc me rendre ce témoignage que le pays me devait un immense service. Mais comment espérer de me

(*) (**) (***) Voir *le Constitutionnel*, *le Breton*, *le National*, et la plupart des journaux du 9 novembre 1832.

soustraire aux injustices, aux haines et aux calomnies de l'esprit de parti? Ennemi de la légitimité, les feuilles de la légitimité devaient me traiter en ennemi, je m'y attendais; mais en France, l'inimitié n'exclut pas la loyauté, et elles m'ont attaqué avec fureur, et elles se sont efforcées de flétrir ma vie! Pour elles, mon dévouement au trône de juillet n'a été que de la vénalité, mon courage et ma persévérance, de la lâcheté et de la perfidie...... Pour me rendre odieux, pour me marquer au front du stygmate de l'in ,
elles ont imprimé et colporté le
Elles ont dit et répété que MADAME avait en moi toute sa confiance; qu'elle daignait m'admettre à sa table, qu'elle m'avait tenu à Rome sur les fonds baptismaux, lors de mon abjuration; qu'elle nous avait comblés de bienfaits, ma famille et moi; enfin, dans leur haine aveugle, outrageant leur idole, que j'étais initié au mystère de Blaye.

Ami de la liberté d'écrire, la pl
plus illimitée, je ne me plains pas de c
ques passionnées de la presse

les avais prévues, et m'y étais résigné d'avance. Mais je me plains et m'afflige que la presse opposante, étrangère à ma querelle avec le carlisme, ait cru trop facilement aux paroles de ses journaux, et reproduit de confiance et sans contrôle leurs accusations.

Elles sont mensongères..... Et entre mes adversaires et moi je ne voudrais d'autre arbitre que MADAME, abandonnée à ses inspirations, et libre de l'obsession des intrigans qui l'assiègent. Etranger à cette princesse, ne devant qu'à une rencontre fortuite de l'avoir vue une ou deux fois, ne lui ayant jamais parlé aux jours de sa splendeur, je ne lui ai jamais rien demandé, et n'en ai jamais rien reçu.

Depuis son exil, je l'ai vue sept fois à Massa, et deux fois à Nantes, et toujours en présence de M. le comte de Mesnard;

Elle n'était point à Rome en 1828, lorsque je m'y fis catholique, et n'a pu dès lors me servir de marraine;

Une seule fois j'ai été admis à l'honneur de m'asseoir à sa table, mais jamais elle

n'a eu pour moi ni bienfaits ni faveurs;

Pendant sept mois que j'ai parcouru pour elle l'Italie, l'Espagne et le Portugal, je n'ai pas même réclamé d'elle mes frais de voyage (*).

Un seul membre de ma famille a été l'objet de ses bontés, et cet homme est mon ennemi personnel, et il ne s'est allié à nous que pour affliger la vieillesse de mon père, faire le malheur de ma sœur, me vouer à l'infamie et me désigner aux poignards du carlisme (**).

Drack, épousa en 1817, Sara, ma sœur de prédilection. Les premièr r de ce mariage furent heureuses, et qui unissaient les époux furent encore r serrés par la naissance de plusie Mais en 1823, Drack, mu par des v tion, et cédant à l'esprit de l'époque qui tournait vers le cagotisme, abjura la r

(*) Je dois reconnaître cependant qu'une s l comme frais de voyage, j'ai touché, par ordre du mir à la caisse de M. Jauge, cinq cents francs, dont j quittance.

(**) Dans une lettre adressée à *la* ( 29 novembre 1832, Drack a eu la lâcheté de signalement.

juive et se fit catholique. Cette abjuration intéressée fut récompensée par la place de bibliothécaire du duc de Bordeaux.

En changeant de religion, Drack changea aussi de sentimens et de conduite envers sa femme, et poussa l'ardeur du prosélytisme jusqu'à faire élever ses enfans dans le culte catholique. Long-temps Sara souffrit avec résignation; long-temps elle supporta sans se plaindre la froideur, le délaissement, et les injurieux dédains de son mari, mais la résignation à ses bornes; lasse de tant de mauvais traitemens, Sara quitta Paris et alla se réfugier à Londres avec ses enfans, invoquant contre les persécutions de son mari, la protection de la loi anglaise, et mettant la mer entre elle et ses poursuites.

Toutes les recherches de la police française stimulée par Drack, furent infructueuses pour retrouver les traces de ma sœur. Ne pouvant parvenir à connaître sa retraite, il partit pour Mayence, et là, ce fervent catholique revint tout-à-coup, après des pénitences publiques, à la religion juive. Comme son abjuration

avait été la première cause de sa mésintelligence avec sa femme, il s'empressa de lui annoncer son retour au judaïsme. Sa lettre, qui contenait l'aveu de ses torts, et en sollicitait le pardon, était adressée à mon père, avec prière de la faire tenir à Sara.

« Chère amie, chère épouse, ma bien » aimée Sara (lui écrivait-il), c'est assez ! » Assez long-temps j'ai été en proie au dou- » loureux reproche d'avoir affligé le meilleur » des pères, et d'avoir porté la désolation » dans ce cœur qui m'a toujours aimé si ten- » drement, dans le cœur de celle qui fut tou- » jours, j'en jure par mes enfans, mes uni- » ques amours, et sans laquelle je ne saurais » vivre, comme hélas ! j'en ai fait l'expérience. » Sara ! ton Drack, *revenu de son égarement* » *funeste*, *reconnaissant l'énormité de sa faute*, » *réconcilié avec la Synagogue*, *réconcilié avec* » *notre excellent père*, n'aspire plus qu'au » bonheur d'être réuni avec ce qu'il a de plus » cher au monde, avec sa chère Sara et ses » malheureux enfans ; il n'a d'autre vœu que

juive et se fit catholique. Cette abjuration intéressée fut récompensée par la place de bibliothécaire du duc de Bordeaux.

En changeant de religion, Drack changea aussi de sentimens et de conduite envers sa femme, et poussa l'ardeur du prosélytisme jusqu'à faire élever ses enfans dans le culte catholique. Long-temps Sara souffrit avec résignation; long-temps elle supporta sans se plaindre la froideur, le délaissement, et les injurieux dédains de son mari, mais la résignation à ses bornes; lasse de tant de mauvais traitemens, Sara quitta Paris et alla se réfugier à Londres avec ses enfans, invoquant contre les persécutions de son mari, la protection de la loi anglaise, et mettant la mer entre elle et ses poursuites.

Toutes les recherches de la police française stimulée par Drack, furent infructueuses pour retrouver les traces de ma sœur. Ne pouvant parvenir à connaître sa retraite, il partit pour Mayence, et là, ce fervent catholique revint tout-à-coup, après des pénitences publiques, à la religion juive. Comme son abjuration

avait été la première cause de sa mésintelligence avec sa femme, il s'empressa de lui annoncer son retour au judaïsme. Sa lettre, qui contenait l'aveu de ses torts, et en sollicitait le pardon, était adressée à mon père, avec prière de la faire tenir à Sara.

« Chère amie, chère épouse, ma bien » aimée Sara (lui écrivait-il), c'est assez ! » Assez long-temps j'ai été en proie au dou- » loureux reproche d'avoir affligé le meilleur » des pères, et d'avoir porté la désolation » dans ce cœur qui m'a toujours aimé si ten- » drement, dans le cœur de celle qui fut tou- » jours, j'en jure par mes enfans, mes uni- » ques amours, et sans laquelle je ne saurais » vivre, comme hélas ! j'en ai fait l'expérience. » Sara ! ton Drack, *revenu de son égarement* » *funeste, reconnaissant l'énormité de sa faute,* » *réconcilié avec la Synagogue, réconcilié avec* » *notre excellent père*, n'aspire plus qu'au » bonheur d'être réuni avec ce qu'il a de plus » cher au monde, avec sa chère Sara et ses » malheureux enfans ; il n'a d'autre vœu que

» de rendre un mari à son épouse, un père à
» ses enfans. Ah! ma bonne Sara, ne me laisse
» pas languir plus long-temps, je t'en con-
» jure par la tendresse qui a serré nos liens,
» par nos charmans et malheureux enfans !...

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

» Voilà bientôt cinq mois que je suis privé
» de ma Sara, de ma Clarisse, de ma pauvre
» Rosine, de mon Auguste. Ah! chère amie,
» si tu savais comme c'est douloureux, et
» comme mon cœur a souffert depuis ton dé-
» part. La mort la plus cruelle n'est rien du
» tout en comparaison de l'angoisse que j'é-
» prouve. Ma chère épouse, ma bonne Sara,
» mets enfin un terme aux cruelles souffrances
» de ton tendre époux. Je t'en prie, je t'en sup-
» plie, je t'en conjure à genoux. Ton cœur serait
» percé de douleur si tu pouvais te faire la
» plus faible idée de mes peines. Je sens par
» moi-même que ta tendresse pour moi ne
» s'est pas affaiblie. Pourrais-tu chasser de ton
» cœur le père de Clarisse, de Rosine et d'Au-
» guste?... Mon cœur me dit que tu m'an-
» nonceras de suite mon pardon, et notre

» très-prochaine réunion. Je te jure que je
» ne connaîtrai plus de volonté que la tienne.....
» Ton fidèle et tout dévoué époux et ami
» DRACK.

» *Mayence, le* 27 *août* 1823. »

« *Qui plus que moi*, m'écrivait encore Drack,
» le 21 avril 1824, *doit invoquer l'indulgence et*
» *le pardon du passé?*

» J'ai écrit à ma Sara, et j'attends sa réponse
» ainsi que la vôtre avec impatience.

» Assurez notre cher père de mes senti-
» mens d'amour, de reconnaissance, et *sur-*
» *tout de repentir.* Il peut être sûr que rien
» ne me coûtera *pour faire oublier le*
» *passé.* »

Comment ne pas croire à la sincérité de ces protestations! Vaincue par les prières de son mari et par les sollicitations de sa famille, Sara consentit à revoir le père de ses enfans. Le misérable avait pendant un an feint la tendresse, le désespoir et le repentir. Après deux mois passés au milieu des jouissances d'une réconciliation entière de la part de

Sara, le lâche la trompa de nouveau, et disparut un matin, emmenant avec lui ses trois enfans, laissant sa femme enceinte, et lui emportant ses bijoux et le peu d'argent qui lui restait......

Cet enlèvement avait été prémédité dans l'ombre Drack, en les trompant, était parvenu à mettre dans ses intérêts l'abbé Weld, devenu depuis cardinal, madame M..., son amie, et M. le prince de Polignac, ambassadeur de France à Londres. Avant de quitter Paris, il s'était aussi assuré de l'appui de MADAME, et MADAME, qui ne devait être étrangère ni aux joies ni aux douleurs de la maternité, qui ne pouvait ignorer tout ce qu'il y a de tendresse et de désespoir dans le cœur d'une mère à laquelle on arrache ses enfans, MADAME avait consenti à tremper dans ce complot!!!...

Depuis deux mois, Drack et sa femme vivaient dans un accord qui rappelait ses premières années de leur union, et Drack, en pleine synagogue, avait renouvelé les pénitences publiques de Mayence, lorsqu'un ma-

tin, sous prétexte de les mener à la promenade, il sortit avec ses enfans et leur gouvernante. Au détour d'une rue, il rencontra comme par hasard, madame M... dans son équipage; cette dame lui offrit une place auprès d'elle, il l'accepta, en congédiant la bonne, à laquelle il donna rendez-vous au même endroit pour une heure, une heure et demie au plus tard. Le cocher fouetta les chevaux, et le lendemain ils étaient à Douvres.

Je chercherais en vain à peindre l'affliction de ma sœur, quand elle apprit la fuite de son mari et l'enlèvement de ses enfans; il est de ces douleurs qu'une épouse et une mère peuvent seules ressentir, et que l'expression est impuissante à rendre.

De retour à Paris, Drack abjura de ı veau le judaïsme pour le catholicisme, et faveurs de la cour lui furent

Aujourd'hui à Rome, per: anciens co-réligionnaires, il ı de ses apostasies « valier de l'ordre de l'Éperon

caire de la propagande, et bibliothécaire futur de Henri V.

Après l'arrestation de MADAME, il eut l'impudeur de me jeter la première pierre, de m'attaquer dans la *Quotidienne* et la *Voce della Verita*, et de livrer à la publicité mon signalement, sans doute pour que les poignards de la légitimité m'atteignissent plus sûrement. Je n'ai voulu me venger de lui qu'en assurant la vie de sa femme qu'il avait laissée sans ressources et sans pain, et en plaçant ses enfans, qu'il avait abandonnés, dans l'une des premières institutions de Londres.

Voilà l'homme, le seul de ma famille, qui ait eu part aux bontés de MADAME! Que les feuilles de la légitimité répondent, elles qui m'ont traité d'ingrat, devais-je à la princesse quelque reconnaissance?......

Après l'événement de Nantes, dont les détails ignorés des uns, furent dénaturés par les autres, je pris avec moi l'engagement d'en esquisser la relation. Cet engagement, je le remplis aujourd'hui; aujourd'hui je paie ma dette à l'histoire.

Je n'écris ni pour les hommes de parti, ils affecteraient de ne pas me comprendre, et pour eux cet opuscule ne sera que l'occasion de nouvelles injures, de nouvelles calomnies; ni pour les hommes prévenus; la prévention revient si rarement! J'écris pour les hommes impartiaux, libres de toute chaîne politique, amis de la vérité, et esclaves de leur conscience. Ces hommes, je les accepte pour juges.

En faisant arrêter MADAME, j'ai agi non dans un intérêt d'argent, mais dans un intérêt de patrie et d'humanité. D'avance j'avais calculé tous les résultats de mon action, et ce qui alors n'était que prévision, est devenu depuis réalité.

La guerre civile étouffée, l'invasion prévenue, les projets du carlisme déjoués, le sang arrêté, la paix rendue à la Vendée, la sécurité à ses habitans, la prospérité à son commerce et à son industrie; tels ont été les immenses résultats de l'arrestation d'une femme, et de sa courte captivité. Qui oserait mettre en balance le repos d'un grand pays, et la vie

des citoyens avec la détention momentanée d'une femme!

Ce que j'ai fait, je n'hésisterais pas à le faire encore; ma conscience me crie que j'ai bien mérité du pays, et ce témoignage, préférable à tout autre, suffirait seul à l'honnête homme.

Jusqu'ici la France n'a connu que le Deutz qu'il a plu à l'esprit de parti de pétrir à son image, misérable sans pudeur et sans foi, sollicitant la confiance d'une femme, pour la trahir, tendant la main au bienfait, et livrant avec ingratitude la bienfaitrice, la vendant à prix d'argent, et ramassant dans la boue le honteux salaire de sa perfidie. Qui n'eût avec dégoût détourné les regards d'un pareil portrait!!...

Il est temps que la France connaisse Deutz, tel que l'ont fait la nature, les événemens et ses passions.

Né avec d'heureuses dispositions, doué de quelque intelligence et de quelque aptitude au travail, tenace dans ses résolutions,

opiniâtre à en poursuivre l'accomplissement, Deutz se fût perdu dans la foule, si les événemens politiques ne l'eussent emporté, en quelque sorte à son insu, dans leur rapide tourbillon.

En butte à des persécutions de caste, Deutz catholique, en appelle, dans la capitale du monde chrétien, à la tolérance religieuse pour obtenir l'émancipation des Juifs;

Vaincu par les préjugés de Rome, il va aux États-Unis retremper ses principes de liberté civile et religieuse;

A Londres, un service d'obligeance le met en rapport avec le parti de Madame; jusque là étranger à cette princesse, il la voit à Massa pour la première fois, ne va pas au devant de sa faveur, mais accepte les propositions qu'on lui fait;

A peine initié aux secrets du parti, il 1 cule effrayé devant des projets de sang ruines; pour lui, Madame n'est plus qu' ennemie de la France, et il la traitera nemie de la France.

La Vendée est en feu, le jour de l'insurrection générale est fixé, l'invasion étrangère doit venir en aide à la guerre civile; tant de malheurs peuvent être prévenus par l'arrestation d'une femme, et cette arrestation est au pouvoir de Deutz......

S'il spécule sur la situation que le hasard lui a faite, s'il vend ce service au pays, qui ne saurait le payer trop cher, s'il se met aux enchères des ministres, honte et infamie sur lui!... Mais, s'il ne voit que le salut de la France, si à l'intérêt de la France il sacrifie et sa brillante position, et ses espérances plus brillantes encore, si dans cet intérêt de patrie, il brave les dangers d'une tentative périlleuse, et les poignards de la légitimité; s'il ne sollicite du pouvoir, comme prix de son dévouement, que la sécurité de sa prisonnière, et la liberté des hommes qui lui auraient fait des confidences; si sa piété filiale ne demande, comme grâce, en cas de mort, qu'un peu de terre auprès de la tombe de sa mère, justice, justice pour lui!!... car cet homme n'est ni un traître, ni un lâche, ni un parjure. Cet homme n'a

cédé ni à l'appât de l'or, ni aux séductions des récompenses, mais à la nécessité de sauver le pays des discordes intestines et de la guerre étrangère. Le pays menacé a fait un appel à ses enfans, le crime de Deutz est d'avoir répondu à ce cri de détresse.

FIN.

*A M. Crémieux, avocat aux conseils du roi et à la Cour de cassation.*

MONSIEUR,

Il y a bientôt trois ans, après l'arrestation de MADAME, je me présentai à vous, sollicitant le double patronage de votre caractère et de votre talent contre les accusations qui me poursuivaient. Cédant aux préoccupations du moment et aux clameurs de l'opinion, à l'influence de laquelle il est si difficile, même aux hommes les plus impartiaux, de se soustraire, vous me refusâtes votre appui. La lettre qui m'apprenait votre détermination, écrite pour moi seul, tomba, je ne sais par quelle fatalité ou quel abus de confiance, entre les mains de mes ennen politiques, et devint dans les colonnes de *Quotidienne* une bonne fortune pour teurs. Vainement, dès le lendemain, journal qui sympathise avec vous de nes, *le Courrier Français*, vous pr

contre cette publicité, à laquelle vous étiez étranger; le coup était porté, la blessure saignante, et votre réclamation tardive ne pouvait la guérir. Les quelques lignes signées de votre nom m'avaient fait plus de mal que toutes les brochures des légitimistes.

Je compris, au style de votre lettre, qu'il fallait me résigner aux injustices des partis, dévorer leurs injures, et me condamner à l'obscurité et au silence. Vous voyez si j'ai su attendre!..... Mais trois ans passés sur les événemens de Nantes ont calmé bien des haines, attiédi bien des passions, et aujourd'hui la vérité peut, écartant les voiles de la prévention, se montrer dans toute sa nudité. Le moment est venu de tout dire, aussi bien je ne sais si ma persévérance, lasse enfin, attendrait plus long-temps.....

Les faits recueillis par moi jour par jour n'avaient besoin que d'être coordonnés entre eux, présentés avec une lucide brièveté, et appuyés de documens qui appartiennent désormais à l'histoire. Je ne pouvais confier ce travail à une plume légitimiste, et ne vou-

lais pas m'adresser à un ami du pouvoir, dont on eût pu suspecter la facile condescendance. J'ai jeté les regards autour de moi; ils se sont arrêtés sur un homme dont la réputation intacte, le caractère indépendant, le talent révélé dans plus d'une lutte pour la liberté de la presse, et les opinions bien connues, devaient naturellement fixer mon choix. Je suis donc allé trouver M. Moulin; car c'est de lui que je veux parler. Mais, comme vous, il m'a reçu d'abord avec une froideur et une défiance qu'il n'a pas pris la peine de me dissimuler. Sur mes instances, néanmoins, il a consenti à m'entendre, et à lire les documens que je lui présentais. Peu à peu, ses préventions se sont dissipées, ses hésitations ont disparu devant mes explications, sa conviction est devenue entière, et il m'a promis de la faire partager au pays trompé sur ma vie, sur ma personne, et sur l'événement qui a appelé sur moi tant de célébri

Je vous adresse, monsieur, avant l' de la publication, cette œuvre qu'il me tarde de voir paraître; c'est par vous que je veux

commencer l'épreuve que je vais tenter sur le public.

Puissiez-vous dire, après la lecture de ces pages marquées au coin de la vérité : « J'ai » mal connu Deutz, et l'ai jugé avec précipi- » tation; j'avais cru qu'il avait montré de » l'ingratitude envers sa bienfaitrice, et ja- » mais il n'a rien reçu de Madame; qu'il s'é- » tait vendu au ministère, et jamais il ne lui » a fait une condition d'argent; qu'il avait » trahi une femme, et il a arrêté une ennemie » de la France. »

Ces quelques mots de vous, monsieur, seront pour moi un suffrage auquel j'attache le plus grand prix, car vous êtes du petit nombre de ces hommes dont on est fier et heureux d'obtenir l'estime et l'approbation.

Veuillez agréer, etc.

Simon DEUTZ.

Paris, le 26 juin 1835.

MONSIEUR,

J'ai lu votre écrit avec l'attenti scrupuleuse, sans prévention, sans préju

L'intention est, sans aucun doute, ce qui constitue l'innocence ou le crime ; mais l'intention ne se produit pas tout de suite au grand jour : et quand les actes sont de prime-abord de nature à soulever la conscience, ce n'est pas l'intention qu'on recherche, ce sont les actes qu'on voit et qu'on juge.

L'explication de ma première lettre est dans ce peu de mots.

Cette lettre n'avait pas, ce me semble, toute l'importance que vous y avez attachée. J'en dirai autant de celle-ci. En pareille circonstance, et surtout quand les sen politiques se mêlent au jugement, voit les choses à sa manière, et se dirige par ses propres impressions.

Au reste, monsieur, le travail si remarquable de M. Moulin établit avec une grande force l'intention qui vous dirigea. Votre défense écarte le soupçon d'une trahison à prix d'argent, le reproche d'une noire ingratitude; elle établit que vous n'avez pas eu d'autre pensée que d'épargner à la France la guerre civile et la guerre étrangère. Elle permet de vous juger sous un tout autre aspect.

Le temps, et l'écrit que vous allez répandre, rétabliront les faits dans leur véritable jour.

J'ai l'honneur d'être, etc.

AD. CRÉMIEUX.

# RELATION HISTORIQUE

## DES ÉVÉNEMENTS

# DU 30 OCTOBRE 1836.

# RELATION HISTORIQUE

## DES ÉVÉNEMENTS

# du 30 Octobre 1836.

---

Vingt ans d'exil pesaient sur la famille de l'empereur; depuis le désastre de Waterloo, la France n'avait plus entendu prononcer le nom de Bonaparte que pour apprendre des nouvelles de deuil, lorsque l'entreprise de Strasbourg vint rappeler à la vie un parti qui semblait mort, et réveiller les secrètes sympathies du peuple.

L'entreprise du prince Napoléon (1) a été mal jugée, et dans les motifs qui l'ont amenée,

(1) Le prince Charles-Louis Napoléon, fils de Louis Napoléon, roi de Hollande, et de la reine Hortense, naquit à Paris le 20 avril 1808; il eut pour parrain l'empereur, et pour marraine l'impératrice Marie-Louise. Ce n'est qu'en 1831, en devenant fils unique par la mort de son frère aîné, qui avait été grand-duc de Berg, qu'il prit le nom de Napoléon-Louis, en vertu d'un pacte de famille par lequel l'empereur avait décidé que l'aîné de la famille impériale s'appellerait toujours Napoléon. C'est ainsi que le grand-duc de Berg, dont le nom primitif était Louis-Na-

et dans ses moyens d'exécution, et dans ses résultats.

Le prince devait survivre à ses rêves de gloire, et l'acte violent qui vint le soustraire à la justice le livra sans défense aux attaques des partis toujours prêts à se ruer sur les tentatives hardies que la fortune abandonne. Il a recommencé un nouvel exil, laissant en France ses actes dénaturés, ses intentions calomniées et méconnues. Dans les premiers moments il était difficile de faire connaître tout ce qui avait rapport à l'insurrection du 30 octobre : on manquait de renseignements exacts ; l'auteur de l'insurrection était à deux mille lieues de nous, et sa défaite était trop récente pour pouvoir en parler avec calme (1). Maintenant que les passions sont apaisées, il est de notre

poléon, avait pris le nom de Napoléon-Louis, à la mort de son frère aîné, le prince royal de Hollande, mort à l'âge de cinq ans, à La Haye.

(1) Cependant, peu de temps après le 30 octobre, M. de Persigny, aide-de-camp du prince, avait fait paraître à Londres une brochure qui excita un vif intérêt, et à laquelle nous avons emprunté un grand nombre de renseignements.

Les autres brochures publiées sur le même sujet sont : *Insurrection de Strasbourg, présentée dans ses proportions historiques*, par M. E. Roch ; Paris, au bureau de l'*Observateur des Tribunaux ; Procès de l'insurrection militaire du 30 octobre 1836, jugé par la cour d'assises du*

devoir de faire connaître la vérité ; nous montrerons les choses telles qu'elles se sont passées, et l'on verra que ce n'est qu'après de graves investigations sur l'état de la France, que ce n'est qu'après avoir pesé froidement toutes les chances qui étaient en faveur de son entreprise que le prince en arrêta l'exécution.

Depuis la mort de l'empereur et de son fils, la France n'avait plus qu'un souvenir vague des membres de la famille de Napoléon encore existants. Sa gloire avait été si grande, que tous les hommes de son époque avaient dû s'éclipser devant elle. Quant à ses neveux, l'exil les avait arrachés dès leur plus tendre jeunesse à leurs compatriotes, et la génération nouvelle ne les connaissait pas. Le parti napoléonien n'avait donc plus un homme qui rappelât à lui les sympathies de la nation, et qui fût le représentant de la cause populaire, qui s'était élevée avec la gloire et qui disparut avec les revers de la patrie.

Mais une cause trouve toujours un homme

po

qu

*Ba*

*de*

*Bi*

MI

*de*

vât un héritier de co grand nom, qui eût les épaules assez larges pour soutenir le poids de vingt ans de malheurs et le fardeau, bien plus lourd encore, d'un avenir qu'il lui fallait conquérir, pied à pied, par son mérite et son oourage.

Il est curieux de remarquer que le roi de Rome et le prince Napoléon, dont nous par-ons aujourd'hui, furent les deux seuls princesi lde la famille qui naquirent sous le rège-r*impérial;* aussi furent-ils les deux seuls qui nl urent à leur naissance les honneurs militairese det les hommages du peuple. Des salves d'art-elerie annoncèrent la naissance du prine çNapoléon, sur toute la ligne de la granc armée, dans la vaste étendue de l'Empire et dans le royaume de Hollande.

La France était alors à l'apogée de ses grandeurs et de ses prospérités. Le génie de Napoléon réorganisait l'Europe, et la suprématie de la révolution française dominait toutes les puissances. Pour donner à sa force continentale l'idée de la durée et de la fixité, l'empereur saluait avec bonheur la venue des héritiers mâles de sa fortune politique. C'étaient des continuateurs futurs de ses projets, de sa pensée, de son nom et de son pouvoir, qu'il voyait dans les fils de son frère Louis, que le plébiscite de l'an XII appelait à lui succéder.

après le roi Joseph qui n'avait pas d'enfants mâles (1).

Le prince Napoléon, élevé par sa mère dans les sentiments les plus français, sentit, dès son jeune âge, les devoirs que lui imposait le grand nom que le sort lui avait donné. Après la révolution de 1830, il n'avait écouté que ses sentiments de citoyen, et il avait demandé au roi Louis-Philippe de servir comme simple soldat dans les rangs de l'armée française. On lui répondit par un nouvel acte de bannissement. Indigné de se voir fermer la patrie, après une révolution qui avait ramené le drapeau tricolore, et ne voulant pas être inutile à la cause des idées libérales, jeune et sans expérience, il courut combattre dans les rangs des patriotes italiens : c'est dans ces événements qu'il perdit son frère, qui, comme lui, s'y était distingué et par son courage et par son activité. Les vicissitudes humaines ont de tristes enseignements ; mais au moins le prince dut au malheur les avantages d'une éducation libé-

(1) La ques
ple était ain
LA DIGNITÉ IM
relle, légitim
dans la desce
SEPH BONAPA
reglé par le

rale. Loin des courtisans, il pût apprendre que la véritable grandeur consiste dans le mérite personnel, et que c'est par l'esprit et le cœur que l'on devient aujourd'hui quelque chose. Après les événements d'Italie, il revint en Suisse et se livra à de graves études, qui ont fait de lui un homme distingué dans les différentes branches des sciences pratiques.

C'était en 1832, Napoléon II vivait encore et était le but de bien des espérances. Le prince Napoléon se chargea de le représenter auprès des nombreux partisans que le fils de l'empereur comptait en France. On sait qu'à cette époque une grande partie de l'armée était prête à recevoir Napoléon II, s'il se présentait à la frontière. Un corps d'armée tout entier, colonels et généraux compris, l'attendait, et, vu l'impossibilité où se trouvait le jeune prince d'y arriver, les chefs étaient prêts à accueillir son cousin, s'il était muni d'une simple lettre de Napoléon II. La mort du duc de Reichstadt fit avorter ce grand projet; mais les vœux et les désirs de la plupart des partisans du roi de Rome se tournèrent alors sur le prince Napoléon. Qui mieux que lui, en effet, pouvait remplacer le fils de l'empereur? Elevé par une mère française, il avait déjà donné des preuves de ses sentiments patriotiques; et son caractère, autant que son

origine, étaient d'heureuses garanties. Il était fils du roi honnête homme, qui, en 1810, aima mieux perdre son trône que d'agir contre sa conscience; fils de la reine Hortense, qui laissait tant de souvenirs en France; neveu du prince Eugène, petit-fils de l'impératrice Joséphine.

Mais le prince, voyant que la mort du duc de Reichstadt avait porté un coup funeste à son parti, sentit, malgré les protestations de quelques individus qui le pressaient d'agir immédiatement, qu'il devait d'abord se faire connaître personnellement, pour rallier à sa personne tous les anciens partisans de son cousin ; aussi s'appliqua-t-il avec assiduité à mettre à profit les fortes études de sa jeunesse, afin de se distinguer par ses écrits, puisque tout autre moyen de se rappeler à la France lui était interdit. C'est alors qu'avec la fermeté d'un jeune homme et toute la persévérance de l'âge mûr, il trouva dans l'étude le moyen de poursuivre son idée de prédilection, la résurrection du [illegible]
écrivit une b[illegible]
extrayons un[illegible]
étaient les id[illegible]
temps. En p[illegible]
fut donné à l[illegible]
ainsi : « Cet

« des troubles intérieurs, de grands avantages.
« Il garantit la souveraineté du peuple, il
« abolit toute préséance d'un pays sur un
« autre; il n'y eut plus de sujets en Suisse,
« tous furent citoyens. L'acte de médiation
« fut donc un bien pour la Suisse, parce qu'il
« cicatrisa ses blessures et assura ses libertés.
« Mais ne nous faisons pas illusion : pourquoi
« l'empereur avait-il laissé le pouvoir central
« sans force et sans vigueur?

« C'est qu'il ne voulait pas que la Suisse
« pût entraver ses projets; il désirait qu'elle
« fût heureuse, mais momentanément nulle;
« et d'ailleurs, sa conduite pour ce pays est
« conforme à celle qu'il adopta pour tous les
« autres. Partout il n'installa que des gouver-
« nements de transition entre les idées an-
« ciennes et les idées nouvelles. Partout on
« peut remarquer, dans ce qu'il établit, deux
« éléments distincts : une base provisoire avec
« les dehors de la stabilité; une base provi-
« soire, parce qu'il sentait que l'Europe vou-
« lait être régénérée; avec les dehors de la
« stabilité, afin d'abuser ses ennemis sur ses
« grands projets, et pour qu'on ne l'accusât
« pas de tendre à l'empire du monde. C'est
« dans ce seul but qu'il surmonta d'un diadème
« impérial ses lauriers républicains, c'est dans
« ce seul but qu'il mit ses frères sur des trônes.

« Un grand homme n'a pas les vues « étroites et les faiblesses que lui prête le « vulgaire; si cela était, il cesserait d'être un « grand homme. Ce n'est donc pas pour don-« ner des couronnes à sa famille qu'il nomma « ses frères rois, mais bien pour qu'ils fus-« sent, dans les divers pays, les piliers d'un « nouvel édifice. Il les fit rois pour qu'on crût « à la stabilité et qu'on n'accusât pas son am-« bition. Il y mit ses frères, parce qu'eux « seuls pouvaient concilier l'idée d'un chan-« gement avec l'apparence de l'inamovibilité; « parce qu'eux seuls pouvaient être soumis à « sa volonté, quoique rois; parce qu'eux seuls « pouvaient se consoler de perdre un royaume « en redevenant princes français. Mon père, « en Hollande, fut un exemple frappant de « ce que j'avance. Si l'empereur Napoléon « eût nommé un général français au lieu de « son fr[illegible] « sent b[illegible] « contr[illegible] « les in[illegible] « gouve[illegible] « perdr[illegible] « tre sa[illegible] « toire [illegible] « ple d[illegible]

« Si l'[illegible]

« léon, on trouvera partout les mêmes symptô-
« mes de progrès, les mêmes apparences de sta-
« bilité. C'est là le fond de son histoire. Mais,
« dira-t-on, quand devait être le terme de cet
« état provisoire? A la paix avec la Russie, et
« à l'abaissement du système anglais. S'il eût
« été vainqueur, on aurait vu le duché de Var-
« sovie se changer en nationalité polonaise;
« la Westphalie se changer en nationalité al-
« lemande; la vice-royauté d'Italie se changer
« en nationalité italienne. En France, un ré-
« gime libéral eût remplacé le régime dictato-
« rial; partout stabilité, liberté, indépen-
« dance, au lieu de nationalités incomplètes
« et d'institutions transitoires. »

Il fut fait mention de cette brochure dans une des séances de la diète helvétique comme d'un ouvrage remarquable; quelque temps après on décerna au prince le titre de citoyen de la république, qualification honorifique, marque de considération que les Suisses décernèrent de tout temps comme une preuve d'estime, dont le maréchal Ney et le prince de Metternich avaient été autrefois honorés.

Deux ans plus tard, le prince Napoléon fit paraître un manuel d'artillerie (1), fruit de

(1) On lit dans la *Biographie des Hommes du Jour* que le compte-rendu de ce Manuel dans *le Spectateur militaire* fut généralement attribué au général Pelet, et qu'on

trois années d'un travail assidu et opiniâtre : tous les journaux militaires ont fait l'éloge de cet ouvrage, justifiant ainsi la réputation qu'il a acquise à son auteur auprès des officiers d'artillerie des différentes puissances de l'Europe. Mais terminons ces détails biographiques, qui sont hors de notre sujet, et arrivons aux considérations qui ont inspiré au prince la résolution de sa tentative politique.

Par le dernier exercice de la souveraineté nationale, par le plébiscite de l'an XII, le peuple français avait placé la couronne impériale sur la tête du vainqueur de Marengo (1) ; par cet acte solennel il avait voulu confier le dépôt de ses intérêts et de ses droits, exposés à périr en passant si souvent de mains en mains, à la garde d'une famille nouvelle, sortie du peuple, et par conséquent intéressée à garder ce dépôt précieux. En 1814 et 1815, la trahison et les baïonnettes étrangères livrèrent la nation à la sainte-alliance ; le peuple ne fut plus consulté.

Le prince Napoléon avait la
fonde que, tant qu'un vote gén n
sanctionné un gouvernement q l

cita cet ouvrage comme le meilleur t
existe en Europe.

(1) Napoléon reçut t

diverses factions agiteraient constamment la France ; tandis que des institutions passées à la sanction populaire, choisies et créées volontairement par le peuple, pouvaient seules amener la résignation des partis et la paix véritable qu'il souhaitait à sa patrie. Cette opinion, sur laquelle il avait profondément médité, il l'expliquait en ces termes dans ses conversations intimes : « Le temps des préjugés est passé, le prestige du droit divin s'est évanoui en France avec les vieilles institutions féodales. Une ère nouvelle a commencé. Les peuples désormais sont appelés au libre développement de leurs facultés. Mais dans cette

comme consul, comme consul à vie, comme empereur.

| | |
|---|---|
| Consulat : constitution de l'an VIII, sur. . . . . . . . . . . . | 3,012,569 votants, |
| | 1,562 ont rejeté. |
| | 3,011,007 ont accepté. |
| Consulat à vie, sur. . . . . . | 3,577,259 votants, |
| | 8,374 ont rejeté, |
| | 3,568,885 ont accepté. |
| Empire héréditaire, sur. . . . | 3,524,254 votants, |
| | 2,579 ont rejeté, |
| | 3,521,675 ont accepté. |
| Dans la constitution de 93, il n'y avait eu que. . . . . . . . . | 1,801,918 acceptants, |
| | 11,600 refusants. |
| Pour celle de l'an III. . . . . | 1,057,390 acceptants, |
| | 49,977 refusants. |

sans désordres? Il faut à un peuple libre un gouvernement revêtu d'une immense force morale, et que cette force soit proportionnée à la masse des libertés populaires. Sans cette condition, le pouvoir, privé d'un étai moral suffisant, forcé par le besoin de sa conservation, ne recule alors, pour se maintenir, devant aucun expédient, aucune illégalité. L'inertie du plus grand nombre, effrayé d'un danger momentané, protège ces actes de nécessité; et l'on se trouve heureux d'acheter, au prix même de la violation des lois, un peu d'ordre et de tranquillité; extrémité toujours fatale pour une grande nation.

«

pou
rale
null
cher
plus
seul
de t
hom

cipe, ont trahi nos intérêts les plus sacrés; ils ont bâti un édifice dont ils ont oublié les fondations. En négligeant de faire servir la souveraineté du peuple à l'établissement de l'ordre, ils ont préparé de grands malheurs pour l'avenir de la France et de l'Europe; d'autres s'en serviront pour produire le désordre et l'anarchie. »

Le Prince eut sur ce sujet des conversations avec plusieurs hommes influents. Il lui fut démontré que les opinions les plus extrêmes, quoique dans des intérêts contraires, s'entendaient toutes sur le principe fondamental de la souveraineté nationale, que *l'appel au peuple* des républicains, la *réforme électorale* de l'opposition parlementaire, le *vote universel* des royalistes, accusaient une foi commune à tous les partis. Quand on voit les fils des émigrés de Coblentz invoquer à leur tour la doctrine du vote universel, n'est-il pas démontré que les principes de la révolution de 1789 ont enfin pénétré dans toutes les têtes, et qu'il ne manque plus à la génération présente qu'une occasion solennelle d'en faire l'application? Alors seulement cette grande révolution sera terminée. Or qui pouvait, mieux que le prince Napoléon, aider à l'accomplissement de cette œuvre sociale, lui dont le nom est une garantie de *liberté* pour les uns, *d'ordre* pour les

autres, et un souvenir de gloire pour tous.

Le prince Napoléon était profondément convaincu de la vérité de ces principes ; mais devant l'immense responsabilité qu'il voulait encourir, il avait besoin d'être fortifié par la démonstration pratique des événements ; or, rien ne pouvait mieux confirmer son opinion que la succession des faits accomplis depuis cinq ans. Les émeutes de Paris et des provinces, les événements des 5 et 6 juin, des 13 et 14 avril, ceux de Lyon, de Grenoble, etc. ; les agitations sans cesse renaissantes sur tous les points de la France, le licenciement des gardes nationales de Lyon, Strasbourg, Grenoble, etc. ; tout lui démontrait qu'il ne s'était pas trompé sur l'état précaire d'un pouvoir mal établi ; et, quand les partis, lassés de se faire battre isolément, cessèrent de troubler la tranquillité des rues, il ne se méprit pas sur leur prétendue résignation. Le pouvoir se vit chaque jour contraint de chercher sa force dans un nouveau sacrifice de nos libertés ; et s'il r

n'en

obte

com

D

par

avec

Ainsi, en 1832, il vit en Suisse M. de Châteaubriand, avec lequel il eut de longues et graves conversations. On verra que ce jeune homme de vingt-quatre ans sut intéresser, par l'exposé de ses opinions et de ses principes, un homme aussi remarquable que M. de Châteaubriand. Voici la lettre qu'il en reçut au sujet d'un écrit qu'il avait publié.

« Prince, j'ai lu avec attention la petite bro-
« chure que vous avez bien voulu me confier;
« j'ai mis par écrit, comme vous l'avez désiré,
« quelques réflexions, naturellement nées des
« vôtres, et que j'avais déjà soumises à votre
« jugement. »

« Vous savez, Prince, que mon jeune roi
« est en Écosse; que, tant qu'il vivra, il ne
« peut y avoir pour moi d'autre roi de France
« que lui. Mais si Dieu, dans ses impénétrables
« desseins, avait rejeté la race de S. Louis;
« si notre patrie devait revenir sur une élection
« qu'elle n'a pas sanctionnée, et si ses mœurs
« ne lui rendaient pas l'état républicain possi-
« ble, alors, Prince, il n'y a pas de nom qui
« aille mieux à la gloire de la France que le
« vôtre.

« Je garderai un profond souvenir de votre
« hospitalité et du gracieux accueil de ma-
« dame la duchesse de Saint-Leu. Je vous prie

fort. On ne dira jamais de moi ce que l'Empereur disait des Bourbons, que, pendant leur long exil, ils n'avaient rien appris et rien oublié. »
Le re
fayett
dialite
ment
mais,
caine.
à la s

prisonnier à Vienne ! Il engagea fortement Napoléon-Louis à saisir la première occasion favorable de revenir en France ; car, disait-il, ce gouvernement-ci ne pourra pas se soutenir, et votre nom est le seul populaire ; enfin il lui promit de l'aider de tous ses moyens lorsque le moment serait arrivé.

Beaucoup de personnes étaient venues trouver Napoléon-Louis, depuis la mort de Napoléon II, pour l'engager à ourdir quelque conspiration. Le Prince s'est toujours refusé à de semblables moyens ; son seul et unique plan, que lui seul savait, et qu'il nous a maintenant permis de révéler, consistait à avoir dans tous les partis des personnes qui connussent ses vues patriotiques et son esprit de conciliation, et, dans chaque régiment, un, ou plusieurs officiers dont le caractère et les opinions bien connues de lui fussent des garanties suffisantes de leur dévouement à sa cause. Cette organisation, bien étrangère à une conspiration vulgaire, était achevée dès 1835. Il avait alors tout ce qu'il pouvait désirer en éléments de force ; il ne lui fallait plus que choisir une circonstance et s'assurer du concours des divers partis.

Il était important de savoir l'attitude que prendrait le parti républicain à la nouvelle d'un mouvement tenté avec l'aigle impériale ;

le Prince voulut connaître d'une manière précise quelles pouvaient être les espérances et les intentions de ce parti. Un de ses amis fut envoyé à Carrel : c'était une mission bien délicate et qui demandait les plus grands ménagements. On prit pour prétexte l'envoi du *Manuel d'artillerie* publié par le Prince. Carrel se montra républicain pur et désintéressé, plein de cette noble ambition qui n'a que la patrie pour objet ; il parut avoir peu de confiance dans une réalisation prochaine de ses idées.

« Le parti républicain, dit-il, est miné par deux causes qui paralyseront long-temps ses efforts : la première, est la faute commise par une jeunesse imprudente, en exhumant les souvenirs d'une époque dont la moralité politique ne peut être appréciée par la foule ; la seconde et la plus grande, c'est le manque d'un chef et l'impossibilité d'en improviser un dans les circonstances présentes. »

Mais, répliqua l'envoyé du Prince, vos travaux, vos talents, votre caractère, ne vous ont-ils pas déjà élevé à cette position ?

« La mort de Lafayette, reprit Carrel, avec une modestie pleine des plus nobles sentiments, a fait jeter les yeux sur moi ; mais, croyez qu'il faut pour jouer ce rôle, le prestige de travaux plus grands, plus brillants surtout que les miens. Quand je ne puis parvenir à rallier un

parti, comment me serait-il possible de les rallier tous? »

Il fut alors question du Prince.

« Les ouvrages politiques et militaires de Napoléon-Louis Bonaparte, dit l'écrivain républicain, annoncent une forte tête et un noble caractère; le nom qu'il porte est le plus grand des temps modernes; c'est le seul qui puisse exciter fortement les sympathies du peuple français. Si ce jeune homme sait comprendre les nouveaux intérêts de la France; s'il sait oublier ses droits de légitimité impériale pour ne se rappeler que la souveraineté du peuple, il peut être appelé à jouer un grand rôle. »

Quant à la question étrangère, le Prince pensait que la guerre n'aurait pas été imminente. Plusieurs cours se seraient ralliées plus facilement à un Napoléon, à un gouvernement fort parce qu'il eût été populaire, qu'à toute autre combinaison politique. *Le grand avantage*, disait-il souvent, de la cause impériale, *c'est d'être pour l'Europe l'emblème d'un pouvoir légitime, tout en représentant en France un principe démocratique.* Le Prince était donc assuré, autant qu'il pouvait l'être, de la sympathie du peuple pour sa cause, de l'assentiment de l'armée et des dispositions favorables des différents partis, lorsqu'il reçut des lettres qui le portèrent à croire que le moment approchait,

où il pourrait profiter des amis qu'il avait de

agir, et, lorsque le temps sera venu, vos amis ne vous manqueront pas.»

Au mois de juillet 1836 le Prince se rendit à Bade, non pour conspirer, comme on l'a dit, mais pour se rapprocher de la France, et juger encore par lui-même de l'opinion du pays. Il y reçut, pendant son séjour, la visite d'un grand nombre d'habitants et d'officiers des villes d'Alsace et de Lorraine; tous lui exprimaient des sentiments qui devaient puissamment fortifier sa conviction. D'ailleurs, l'intérêt visible qu'excitait partout sa présence lui prouvait assez que la magie du nom de Napoléon ne s'était pas éteinte avec l'empereur et le duc de Reichstadt.

Tout concourait donc à augmenter en lui la foi qu'il avait dans le succès de la cause napoléonienne; cependant, comme nous l'avons dit, rien n'était encore arrêté. Le Prince, ayant des amis dévoués dans toutes les grandes villes, ne pouvait encore savoir si le mouvement qu'il projetait se ferait dans les départements ou dans la capitale elle-même; mais, parmi les officiers qu'il vit à Bade, un surtout réunissait toutes les conditions nécessaires à l'accomplissement de ses projets. C'était le colonel Vaudrey, du 4e régiment, commandant *par interim* toute l'artillerie de Strasbourg. Cet officier lui parut devoir être le pilier du

nouvel édifice qu'il voulait élever, et dès-lors Strasbourg fut fixé, dans son esprit, comme le lieu qui devait le premier saluer l'aigle nationale. Depuis long-temps le Prince était en relation avec le colonel, comme il l'était avec beaucoup d'autres officiers, mais sans qu'il eût été question de complot. Le colonel Vaudrey est un des officiers les plus distingués de l'armée; quoique très-jeune alors, il commandait à Waterloo vingt-huit bouches à feu; il a éminemment le feu sacré. Homme de cœur et de tête, plein d'honneur et de patriotisme, il joint aux connaissances les plus étendues l'esprit le plus brillant et le plus aimable. Grand, bien fait, d'une figure mâle et fière, il est doué de tous les avantages extérieurs. Mais ce qui frappe surtout en lui, c'est la réunion des qualités en apparence les plus opposées : il joint à la souplesse des formes la fermeté du caractère, la franchise d'un soldat aux manières dis-

le neveu de l'empereur, et la grandeur d'âme et la noblesse des sentiments du héros de la France, ne put se défendre d'une forte sympathie. Le Prince, dans les longues conversations qu'il eut avec lui à Bade, lui expliqua ses idées et ses projets en ces termes : « Une révolution « n'est excusable, elle n'est légitime, que lors- « qu'elle se fait dans l'intérêt de la majorité « d'une nation. Or, on est sûr que l'on agit « dans ce sens, lorsqu'on ne se sert que d'une « influence morale pour la faire réussir. Si « le gouvernement a commis assez de fautes « pour rendre une révolution encore désirable « au peuple, si la cause napoléonienne a laissé « d'assez profonds souvenirs dans les cœurs « français, il me suffira de me montrer seul « aux soldats et au peuple, et de leur rappeler « les griefs récents et la gloire passée, pour « qu'on accoure sous mon drapeau. Si je vou- « lais au contraire intriguer et tâcher de cor- « rompre tous les officiers et tous les soldats « d'un régiment, je ne serais sûr que d'indivi- « dus qui ne me donneraient aucune garantie « de réussir auprès d'un autre régiment où les « mêmes moyens de séduction n'auraient « pas été employés. Je n'ai jamais conspiré « dans l'acception habituelle du mot ; car les « hommes sur lesquels je compte ne sont pas « liés à moi par des serments, mais par un

« lien plus solide, une sympathie mutuelle
« pour tout ce qui peut concourir au bonheur
« et à la gloire du peuple français.

« L'homme de l'antiquité que je hais le plus,
« c'est Brutus, non seulement parcequ'il a com-
« mis un lâche assassinat, non seulement parce
« qu'il a tué le seul homme qui eût pu régénérer
« Rome, mais parce qu'il a pris sur lui une
« responsabilité qu'il n'est donné à personne
« de prendre, celle de changer le gouverne-
« ment de son pays par un seul fait indépen-
« dant de la volonté du peuple.

« Si je réussis à entraîner un régiment, si
« des soldats, qui ne me connaissent pas, s'en-
« flamment à la vue de l'aigle impériale, alors
« toutes les chances seront pour moi; ma
« cause sera gagnée moralement, quand même
« des obstacles secondaires viendraient la faire
« échouer.

« Croyez que je connais bien la France, et
« que c'est justement parce que je la connais
« bien, que je désire tenter un mouvement qui
« la retrempe et la détourne du péril où elle
« semble prête à tomber. Le plus grand mal-
« heur de l'époque actuelle est le manque de
« liens entre les gouvernants et les gouvernés;
« confiance, estime, respect, honneur, ne sont
« plus les soutiens de l'autorité.

« La France a vu passer depuis cinquante

« ans la république avec ses grandes idées,
« mais avec ses guerres interminables ; la
« restauration avec les bienfaits de la paix,
« mais avec ses violentes passions ; l'empire
« avec sa gloire et sa prospérité intérieure,
« mais avec ses tendances rétrogrades et ses
« influences étrangères ; le gouvernement
« d'août avec ses promesses, ses grands
« mots, mais avec ses petites mesures, ses
« petites passions, ses mesquins intérêts.
« Au milieu de ce chaos, entre ses an-
« técédents, ses rancunes, ses besoins et ses
« désirs, le peuple cherche!.... Position la
« plus fâcheuse pour une nation qui n'a
« plus pour se guider que la haine des
« partis.

« Ce chaos moral est naturel ; car chaque
« règne a laissé dans la nation des traces de
« son passage, et ces traces se révèlent par
« des éléments de prospérité ou des causes de
« mort.

« La France est démocratique, mais elle
« n'est pas républicaine ; or j'entends par
« démocratie, le gouvernement d'un seul ; par
« la volonté de tous et par république, le gou-
« vernement de plusieurs obéissant à un sys-
« tème. La France veut des institutions natio-
« nales, comme représentant de ses droits ; un
« homme ou une famille comme représentant

«
«
«
«
«
«
«
«

«
«
«
«

« sa dignité sans guerre universelle, sa liberté
« sans licence, sa stabilité sans despotisme ;
« et, pour arriver à un pareil résultat, que
« faut-il faire ? Puiser entièrement dans les
« masses toute sa force et tous ses droits, car
« les masses appartiennent à la raison et à la
« justice. »

Le colonel Vaudrey approuva des sentiments aussi vrais, et une appréciation aussi juste des besoins et de la position de la France ; il dit au Prince que depuis long-temps il devait savoir à quoi s'en tenir sur ses opinions ; mais que dès aujourd'hui son concours lui était assuré.

Le plan du Prince consistait à se jeter inopinément au milieu d'une grande place de

guerre, à y rallier le peuple et la garnison par le prestige de son nom, l'ascendant de son audace, et à se porter aussitôt, à marches forcées, sur Paris, avec toutes les forces disponibles, entraînant sur sa route troupes et gardes nationales, peuples des villes et des campagnes; enfin tout ce qui serait électrisé par la magie d'un grand spectacle et le triomphe d'une grande cause. Strasbourg était bien la ville la plus favorable à l'exécution de ce projet. Une population patriote, ennemie d'un gouvernement qui s'est vu contraint de licencier sa garde nationale; une garnison de huit à dix mille hommes, une artillerie considérable, un arsenal immense, des ressources de toute espèce faisaient de cette place importante une base d'opérations qui, une fois acquise à la cause populaire, pouvait amener les plus grands résultats. La nouvelle d'une révolution faite à Strasbourg par le neveu de l'empereur, au nom de la liberté et de la souveraineté du peuple, eût embrasé toutes les têtes. Si l'on se rendait maître de cette ville, la garde nationale était immédiatement organisée pour faire elle seule le service de la place, et veiller à la garde de ses remparts. La jeunesse de la ville et des écoles, formée en corps de volontaires, se réunissait à la garnison. Le jour même où cette grande révolution s'accomplissait, tout s'organisait de

manière à partir le lendemain pour marcher sur Paris avec plus de douze mille hommes, près de cent pièces de canon, dix à douze millions de numéraire et un convoi d'armes considérable, pour armer les populations sur la route. On savait que l'exemple de Strasbourg aurait entraîné toute l'Alsace et ses garnisons. La ligne à parcourir traversait les Vosges, la Lorraine, la Champagne. Que de grands souvenirs réveillés! que de ressources dans le patriotisme de ces provinces! Metz suivait l'impulsion de Strasbourg; Nancy et les garnisons qui l'entourent se trouvaient occupés dès le quatrième jour, pendant que le gouvernement aurait à peine pris un parti. Ainsi, le prince Napoléon pouvait entrer en Champagne, le sixième ou septième jour, à la tête de plus de cinquante mille hommes. La crise nationale grandissait d'heure en heure; les proclamations, faites pour réveiller toutes les sympathies populaires, pénétraient partout; elles inondaient le nord, l'est, le centre et le midi de la

Franc
le con
voluti

Cep
que f
Paris
temps

tenir dans l'obéissance le peuple de cette grande cité? En lui supposant le temps de rallier les garnisons de Lille et d'une partie des frontières du Nord, pourrait-il, tout à la fois, contenir la capitale et arrêter un mouvement aussi énergiquement commencé? A cette armée de citoyens et de soldats enthousiastes de gloire et de liberté il n'aurait à opposer que des régiments ébranlés par l'exemple contagieux de l'insurrection. Et, quand on parviendrait à maintenir une armée sous les drapeaux du coq, en présence de l'aigle d'Austerlitz, la question, réduite aux proportions d'une opération purement stratégique, se déciderait encore en faveur de la cause populaire. Une armée sans ligne de communication à défendre, sans derrières à garder, mais portant tout avec elle, et n'ayant d'autre pensée, d'autre but que d'arriver à Paris, triompherait, sans coup férir, d'une armée placée dans des conditions toutes contraires. Il suffirait, en effet, de dérober une marche à cette dernière, pour couper sa ligne de communication et pour arriver avant elle à Paris; ce qui terminerait la lutte.

Mais tout dépendait du premier moment: il fallait réussir à Strasbourg. Si cette entreprise présentait de grandes difficultés, elle n'était pas cependant au dessus du courage et

des talents du neveu de Napoléon. (*Voir* à la fin de la brochure la lettre du Prince, datée de New-York, où il explique le but de son entreprise.)

Nous sommes arrivés à une époque de notre récit où l'on pourrait croire que le Prince avait déjà recueilli assez de renseignements sur l'état de la France, et que, comptant sur l'appui d'officiers généraux et supérieurs, il n'avait plus besoin de faire de démarches pour connaître l'opinion de l'armée; mais il méditait encore, pour fortifier sa conviction, la plus concluante et la plus dangereuse des épreuves; il prit la résolution hardie d'aller par lui-même sonder l'opinion de l'armée.

Un soir, après une de ces fêtes brillantes qu'offre le séjour de Bade, il monte à cheval, accompagné d'un ami, et franchit, en quelques heures, la distance qui le séparait de la France; il s'arrête un moment aux bords du Rhin, barrière qu'une loi injuste lui oppose depuis long-temps, et, à la tombée de la nuit, il entre à Strasbourg. Dans une chambre assez vaste, un ami du Prince avait réuni, sous un prétexte quelconque, vingt-cinq officiers de toutes armes, à l'honneur desquels on pouvait se fier, quoiqu'ils ne fussent liés par aucun engagement. Tout à coup on leur annonce que le prince Napoléon est à Strasbourg, et qu'il va

se présenter devant eux; tous accueillent cette nouvelle avec transport. « Le neveu de l'empereur, s'écrièrent-ils, est le bienvenu parmi nous; il est sous la protection de l'honneur français : que peut-il craindre? nous le défendrions tous au prix de notre vie. « Un instant après le Prince était au milieu d'eux; tous les officiers l'entourent avec respect; il se fait un silence religieux plus éloquent que toutes les protestations de dévoument; et, quand le Prince est maître de sa première émotion, il s'exprime en ces termes : « Messieurs, c'est avec confiance que le neveu de l'Empereur se livre à votre honneur : il se présente à vous, pour savoir de votre bouche vos sentiments et vos opinions; si l'armée se souvient de ses grandes destinées, si elle sent les misères de la patrie, alors j'ai un nom qui peut vous servir; il est plébéïen comme notre gloire passée, il est glorieux comme le peuple.. Aujourd'hui le grand homme n'existe plus, il est vrai, mais la cause est la même; l'aigle, cet emblème sacré, illustré par cent batailles, représente, comme en 1815, les droits du peuple méconnus et la gloire nationale. Messieurs, l'exil a accumulé sur moi bien des chagrins et des soucis; mais, comme ce n'est pas une ambition personnelle qui me fait agir, dites-moi si je me suis trompé sur les sentiments de l'armée, et,

s'il le faut, je me résignerai à vivre sur la terre étrangère, en attendant un meilleur avenir. »

« Non, vous ne languirez pas dans l'exil, lui répondirent les officiers, c'est nous qui vous rendrons votre patrie : toutes nos sympathies vous étaient acquises depuis long-temps ; nous sommes las, comme vous, de l'inaction où on laisse notre jeunesse ; nous sommes honteux du rôle que l'on fait jouer à l'armée. »

Le Prince alors leur donna rendez-vous, dès qu'une occasion favorable se présenterait, et il les quitta le cœur plein de confiance et d'espoir.

Ainsi donc, en août 1836, le Prince avait épuisé tous les moyens possibles pour scruter les dispositions du peuple et de l'armée. Ce n'est donc pas sans de mûres réflexions, sans de graves investigations, que l'entreprise de Strasbourg a été conçue. Sûr de l'assentiment des masses, pouvant compter, avec toute assurance, sur des amis dévoués dans l'armée, dans le peuple et dans les classes influentes de la société, il n'attendait plus qu'une occasion favorable pour profiter de tous les éléments de succès que les circonstances avaient mis à sa disposition.

Vers la fin d'août, il partit de Bade, et se rendit en Suisse, au camp d'artillerie de Thoun. Quoique absorbé par des travaux militaires, il

n'en suivait pas moins, de loin, la politique de la France; c'est là qu'il apprit qu'un ministère doctrinaire avait été remis à la tête des destinées du pays, et que le blocus contre la Suisse avait irrité toutes les populations des frontières; il crut alors que le moment était arrivé de profiter de l'influence de son nom, du nombre et de la bravoure de ses amis.

Au mois d'octobre, le prince Napoléon était à Arenemberg, auprès de sa mère bien-aimée, dans ce séjour charmant qu'elle avait créé, et où elle avait réuni tout ce qui peut embellir la vie, si toutefois des jours d'exil pouvaient s'embellir! Pour ceux qui ont vu le Prince dans le cercle heureux de sa famille, entouré d'amis, jouissant des avantages que procurent une fortune indépendante, un intérieur heureux et l'amour des personnes qui vous entourent, pour ceux-là il est facile de comprendre tout ce qu'il a fallu d'énergie pour quitter tant de sujets d'affection et se jeter dans tous les hasards d'une netreprise périlleuse.

Le 25 octobre, le Prince fit ses adieux à sa mère, lui disant qu'il allait chez une de ses cousines, mais qu'en route il avait donné rendez-vous, près de la frontière de France, à des hommes politiques qui voulaient entrer en communication avec lui. Sa mère, tout en ignorant ses projets, se méfiait cependant de

la décision de son caractère. Aussi, en lui donnant des conseils de prudence, elle lui dit adieu avec émotion, et passa à son doigt l'anneau de mariage de l'empereur et de l'impératrice Joséphine, comme un talisman contre les périls auxquels il pouvait s'exposer. Le Prince partit. Hélas! il ne devait plus revoir sa mère qu'au lit de mort!

Près d'Arenemberg est un château appartenant au lieutenant-colonel Parquin, qui avait épousé une ancienne dame de la reine Hortense. Depuis long-temps les rapports les plus intimes liaient la reine et son fils à M. Parquin, ancien capitaine de la vieille garde impériale, dont toute la carrière militaire fut marquée par des actions d'éclat. Onze blessures, un drapeau pris à l'ennemi, la vie sauvée à un maréchal de France (le maréchal Oudinot), voilà quels sont ses états de service. Connu de tous les chefs militaires maintenant en place, il fut *instamment* sollicité, en 1835
nommé
nicipale
Suisse. I
avant so
me faire
nos dra
Prince,

vingt-quatre heures après l'ex-capitaine de la vieille garde s'acheminait vers Strasbourg. Le 15 octobre, plusieurs généraux, sur lesquels on comptait, avaient été prévenus que le Prince avait une communication importante à leur faire; un rendez-vous leur avait été assigné : le Prince se rendit au lieu convenu; mais un malentendu, qui parut d'abord inexplicable, empêcha que l'on pût se rencontrer. Il attendit trois jours inutilement : le temps était précieux; l'autorité pouvait être prévenue de son départ et faire observer ses démarches. Dans une entreprise où la première condition de succès est le secret, l'inattendu, un jour, une heure de retard pouvait tout perdre. La présence d'officiers généraux, connus dans l'armée, eût été très-utile sous plus d'un rapport; mais, en définitive, elle n'était pas indispensable. Le Prince, forcé par les circonstances, se décida à se passer de leur concours. Il partit donc, le 28 au matin, de Fribourg, passa par Neuf-Brisach, Colmar, etc., et arriva à dix heures du soir à Strasbourg, dans sa voiture attelée de quatre chevaux. Il passa la nuit dans la chambre d'un officier, rue de la Fontaine, n° 24. Le lendemain, il fit prévenir le colonel Vaudrey et convoqua chez M. de Persigny les personnes qui devaient jouer les principaux rôles. Il leur apprit d'abord qu'il

avait reçu des communications qui prouvaient que, dans les villes frontières, les habitants étaient prêts à suivre le mouvement, dès qu'une force militaire imposante aurait levé l'étendard de la révolte.

Il s'agissait donc, pour première condition de succès, d'enlever un régiment. La garnison de Strasbourg se composait de deux régiments d'artillerie, du bataillon de pontonniers et de trois régiments d'infanterie; ces régiments occupaient des casernes situées le long des remparts de la ville, et éloignées les unes des autres à d'assez grandes distances. Un des régiments d'infanterie, le 46e de ligne, était caserné à l'extrémité d'une ligne de remparts, le long de laquelle devait se passer tout le drame militaire. C'était sur cette ligne que se trouvaient l'Hôtel-de-Ville, la Préfecture, la division militaire, la subdivision, le bataillon de pontonniers et le 3e d'artillerie. Au centre d'une autre ligne de remparts, perpendiculaire à la ligne précédente, se trouvait le quartier d'Austerlitz, occupé par le 4e d'artillerie; le 16e de ligne logeait à la citadelle. Quant au 14e léger, placé à une autre extrémité de la ville, il était tout à fait en dehors de cette ligne d'opérations, et ne pouvait avoir qu'un rôle peu actif dans les événements qui se préparaient. Or, devant quel régiment se présenterait le Prince? La

position du colonel Vaudrey, comme chef du 4e d'artillerie, et l'attachement des soldats à sa personne, faisaient supposer que ce dernier régiment serait plus facilement entraîné; mais le colonel déclara qu'il ne fallait compter, dans les circonstances actuelles, que sur le prestige du nom de Napoléon; que l'influence d'un chef de corps n'était que secondaire en pareil cas; que, pour Henri V, par exemple, un colonel n'aurait pas le pouvoir d'enlever cent hommes de son régiment. Il ajouta que son rôle devait se borner à présenter le Prince à l'un des trois corps d'artillerie sous ses ordres; que l'un n'était pas mieux disposé que les autres, que dans le 4e il avait quatre cents recrues; mais que si un premier régiment suivait le Prince, il était sûr de toute l'artillerie. Il fit observer alors que, par suite de différentes circonstances, le bataillon de pontonniers jouissait d'une grande popularité dans la ville, qu'il entraînerait tout le peuple, mais qu'il avait le grand inconvénient d'être partagé dans deux casernes; que le 4e d'artillerie avait le désavantage d'avoir ses écuries éloignées du quartier, mais que le 3e réunissait toutes les conditions désirables, ayant ses chevaux et son parc d'artillerie sous la main, qu'il était plus nombreux et comptait beaucoup plus de vieux soldats dans ses rangs. Il fut donc question d'abord de

commencer le mouvement au 3e d'artillerie; cependant, par suite du plan général qui fut ensuite adopté, et qui rendait l'emploi du matériel de l'artillerie inutile, on revint à l'idée de se présenter au 4e d'artillerie; d'ailleurs de grands souvenirs se rattachaient à ce régiment.

Mais, une fois ce premier corps enlevé, se porterait-on sur l'artillerie ou bien sur l'infanterie? Rallierait-on de suite toute l'artillerie, ou tenterait-on d'abord de mêler les deux armes? Profiterait-on du premier moment de succès pour arriver à la caserne d'un régiment d'infanterie, avant qu'aucune mesure eût pu être prise pour soustraire ce régiment à l'influence du Prince? Cette question, en apparence toute militaire, se compliquait de considérations bien autrement graves.

Le premier parti consistait donc à rallier d'abord les trois régiments d'artillerie. Dans l'hypothèse d'un premier succès au quartier d'Austerlitz, ce résultat était immanquable. Le Prince se trouvait maître de cent cinquante pièces de canon, sans parler d'un arsenal immense; s'il ne se fût agi que d'une opération militaire, dès ce moment la ville entière était en son pouvoir. Il n'avait qu'à se rendre sur la place d'armes, donner ses ordres, et tout le monde eût obéi. Mais que de consé-

quences funestes pouvait entraîner ce parti ! Pendant le temps nécessaire pour enlever toute l'artillerie, et prendre les dispositions énergiques qu'exigeait cette résolution, l'infanterie pouvait être entraînée dans un sens contraire, on pouvait lui faire prendre une attitude hostile, en la trompant sur l'identité ou sur les intentions du Prince, ou tout au moins la faire sortir de la ville. Mais, ce qui était bien plus grave, il était à craindre que la population ne s'effrayât de ce déploiement de force militaire. En voyant les batteries d'artillerie traverser la ville, et se former sur la place d'armes, on eût pu croire que le Prince ne se présentait au peuple qu'escorté seulement des souvenirs militaires de l'empire ; et cette prévention pouvait produire une fâcheuse impression. Maître de Strasbourg par la force purement militaire, et sans le concours des habitants, on n'était maître que des murailles d'une ville. Ce n'était qu'un fait isolé, sans conséquences, sans résultats ultérieurs ; tandis que cette conquête, accomplie par l'entraînement populaire et l'enthousiasme patriotique du peuple et des soldats réunis, c'était un grande révolution commencée.

Le second parti consistait à se porter du quartier d'Austerlitz au quartier Finckmatt, occupé par le 46e de ligne. On y arrivait avant

que le mouvement pût être prévenu, et qu'aucune disposition hostile ne fût prise ; on passait, chemin faisant, devant toutes les autorités, qu'on entraînerait ou qu'on ferait arrêter. Si on enlevait le 46e, les difficultés militaires étaient donc surmontées ; car, pendant ce temps, des officiers dévoués du bataillon de pontonniers et du 3e d'artillerie, devaient aller à leurs régiments, les rassembler et les porter à tire-d'aile à la division militaire, comme lieu de rassemblement.

Ainsi donc tout se trouvait fait dans le même temps ; les deux armes, artillerie et infanterie, étaient mêlées ; les deux autres corps d'artillerie étaient enlevés, les proclamations imprimées et affichées dans les rues et sur les places publiques ; et le Prince se trouvait à la tête d'une force supérieure à celle qu'on eût pu lui opposer : rien dès lors ne pouvait plus comprimer ce mouvement tout moral et populaire. Cependant, si on ne réussissait pas à entraîner le 46e, toutes les précautions étaient prises pour assurer la retraite ; on se portait à la rencontre des deux autres régiments d'artillerie ; on recourait à des moyens plus énergiques ; on rentrait enfin dans l'exécution du premier plan. En outre, pendant ces mouvements, les proclamations auraient été connues ; et quand le Prince

arriverait sur la place d'armes, la population, déjà initiée au secret de ses intentions, comprendrait la nécessité de ce déploiement de forces, et elle y applaudirait la première. Ainsi, malgré un échec malheureux, on était immanquablement soutenu par le peuple, et la réussite paraissait certaine.

Ce parti était plus conforme à l'esprit du mouvement projeté par le Prince. Il satisfaisait à toutes les conditions politiques et militaires : aussi fut-il adopté. Mais, pour assurer la réussite, ou tout au moins la retraite, dans la tentative à faire au quartier Finckmatt, il existait des difficultés de localités qui méritaient d'être sérieusement examinées.

Le quartier Finckmatt est un long bâtiment, situé parallèlement au rempart, dont il n'est séparé que par une cour très-étroite, fermée dans toute sa longueur par une courtine, et à chaque extrémité par un mur élevé. Cette cour, qui n'est qu'un long boyau, sert aux troupes de lieu de rassemblement. Pour se rendre de la ville à la caserne, il n'y a que deux issues ; l'une, par le chemin du rempart, qui aboutit à l'une des extrémités de la cour, où se trouve une grille en fer ; l'autre, dans une direction opposée, par une ruelle étroite, qui, partant du faubourg de Pierre, arrive perpendiculairement à la grille principale du

quartier, située au centre du bâtiment. Ce faubourg de Pierre est une large rue, percée parallèlement au quartier, mais séparée de celui-ci par un massif de maisons de soixante à quatre-vingts pas de profondeur, et n'ayant d'autres communications avec lui que par la ruelle dont nous venons de parler, ruelle si étroite qu'il ne peut y passer que quatre hommes de front.

Si le Prince arrivait par la ruelle du faubourg de Pierre, il était obligé de laisser une grande partie du régiment en bataille dans cette rue, et d'aller se présenter avec une faible escorte à la caserne, sans pouvoir montrer aux soldats d'infanterie l'exemple entraînant de tout un régiment entraîné dans sa cause.

Si, au contraire, on venait, par l'autre chemin, se placer sur le rempart, en face de la caserne, le Prince apparaissait à l'infanterie escorté de tout un régiment enthousiasmé. Un tel spectacle attirait l'attention de toute l'infanterie; du rempart au bâtiment il n'y a que vingt à vingt-cinq pieds : le Prince pouvait haranguer les soldats réunis, et s'en faire connaître. Plusieurs batteries du 3e d'artillerie avaient leurs chevaux dans lacaserne Finckmatt; les soldats de ces batteries étaient connus de ceux du 46e; ils avaient l'habitude

de se voir et de causer ensemble aux heures du pansage ; ils se reconnaîtraient, s'annonceraient la grande nouvelle; personne ne douterait de la présence d'un neveu de l'empereur : l'entraînement devait être contagieux.

Néanmoins, s'il en était autrement, si l'infanterie résistait à cette puissance morale, si même elle voulait entreprendre d'arrêter ce mouvement, rien ne pouvait empêcher le Prince de se retirer par le rempart. Un piquet de soixante chevaux, posté à la grille, suffirait pour maintenir l'infanterie pendant le temps nécessaire à la retraite; et le Prince, en longeant le rempart, arriverait par la ligne la plus courte aux parcs et aux autres régiments d'artillerie qui l'attendaient.

Toutes ces considérations furent présentées, pesées et analysées par le Prince avec une grande netteté de vues. Hélas! pourquoi ses idées n'ont-elles pas pu avoir leur complète exécution!

A dix heures du soir, le conseil se sépara; un rendez-vous fut assigné pour quatre heures du matin aux personnes qui en avaient fait partie, ainsi qu'aux officiers des différents régiments sur lesquels on pouvait compter le plus particulièrement. Le Prince leur envoya un de ses aides-de-camp pour leur porter ses ordres. Dès la veille un appartement avait été

retenu, pour servir de lieu de rassemblement aux officiers qui devaient suivre le Prince, dans une maison particulière, située environ à deux cents pas du quartier d'Austerlitz : à onze heures le Prince s'y rendit ; tous les conjurés y arrivèrent successivement, le prince Napoléon leur fit part de ses moyens d'exécution, de tout ce qu'on aurait à faire dans la journée, et donna à chacun d'eux ses instructions ; enfin il leur lut ses proclamations, qui excitèrent un enthousiasme général (*voir* les proclamations à la fin de la brochure) : on en fit quelques copies, pour servir dans les premiers moments, en attendant qu'elles fussent imprimées.

Cependant l'instant si désiré approchait. Il était six heures; il se fit un grand silence, et bientôt la trompette retentit au quartier d'Austerlitz ; le colonel Vaudrey faisait sonner l'assemblée. Peu à peu, au calme de la nuit, succédèrent des bruits confus qui couvrirent bientôt les éclats de la trompette. Les soldats se levaient, prenaient leurs armes et descendaient précipitamment de leurs chambres, se questionnant mutuellement sur le but de cette prise d'armes. D'autres passaient dans les rues en courant p

étaient ho

se rendre

paisa ; le

régiment, et l'avait fait mettre en carré dans la grande cour de la caserne; soixante canonniers à cheval stationnaient auprès de la grille sur la grande place d'Austerlitz; tous, prévoyant quelque chose d'extraordinaire, attendaient avec impatience l'explication de ce rassemblement inaccoutumé. C'est alors qu'on vint prévenir le Prince : « Allons, messieurs, s'écria-t-il, le moment est arrivé ; nous allons voir si la France se souvient encore de vingt années de gloire. »

Il s'élance dans la rue (1); les officiers se pressent derrière lui; il se retourne pour les contempler : l'un d'eux lui dit : « Allez, Prince, la France vous suit. » Le trajet était court, il fut bientôt franchi. Le colonel était seul au centre du carré; le Prince s'avance avec assurance au milieu des troupes, et marche droit vers lui. Le colonel met le sabre à la main, fait porter les armes, et d'une voix mâle et fière qui vibre dans tous les cœurs, il s'écrie : « Soldats du quatrième d'artillerie, une grande révolution

(1) Le Prince était vêtu d'un uniforme d'artillerie : habit bleu, collet et passepoils rouges. Il portait des épaulettes de colonel, les insignes de la Légion-d'Honneur, un chapeau d'état-major du modèle admis dans l'armée, et pour arme un sabre droit de grosse cavalerie. La malveillance a seule pu voir dans ce costume une imitation de celui de l'empereur.

commence en ce moment sous les auspices du neveu de l'empereur Napoléon. Il est devant vous, et vient se mettre à votre tête; il arrive sur le sol de la patrie pour rendre au peuple ses droits usurpés, à l'armée la gloire que son nom rappelle, à la France les libertés que l'on méconnaît. Il compte sur votre courage, votre dévouement et votre patriotisme pour accomplir cette grande et glorieuse mission. Soldats, votre colonel a répondu de vous; répétez donc avec lui! *Vive Napoléon! Vive l'empereur!* »

Ce cri fut répété par les soldats avec un enthousiasme impossible à rendre.

Le Prince fit alors signe qu'il voulait parler; le silence se rétablit, et d'une voix fortement accentuée : « Soldats, leur dit-il, appelé en France par une députation des villes et des garnisons de l'Est, et résolu à vaincre ou à mourir pour la gloire et la liberté du peuple français, c'est à vous les premiers que j'ai voulu me présenter, parce qu'entre vous et moi il existe de grands souvenirs; c'est dans votre régiment que l'empereur Napoléon, mon oncle, servit comme capitaine; c'est avec vous qu'il s'est illustré au siége de Toulon, et c'est encore votre brave régiment qui lui ouvrit les portes de Grenoble au retour de l'île d'Elbe.

« Soldats, de nouvelles destinées vous sont réservées : à vous la gloire de commencer une

grande entreprise, à vous l'honneur de saluer les premiers l'aigle d'Austerlitz et de Wagram. »
— Ici le Prince saisit l'aigle que portait un de ses officiers, et, la présentant à tous les regards: « Soldats, ajouta-t-il, voici le symbole de la gloire française, destiné désormais à devenir aussi l'emblème de la liberté. Pendant quinze ans il a conduit nos pères à la victoire; il a brillé sur tous les champs de bataille; il a traversé toutes les capitales de l'Europe. Soldats! ralliez-vous à ce noble étendard; je le confie à votre honneur, à votre courage. Marchons ensemble contre les traîtres et les oppresseurs de la patrie aux cris de: *Vive la France! vive la liberté!* »

A peine a-t-il prononcé ces paroles que tout le régiment est ébranlé par un mouvemement électrique. Les sabres s'agitent en l'air; les schakos, au bout des mousquetons, et les cris mille fois répétés de: *Vive l'Empereur! vive Napoléon!* expriment la sympathie et l'enthousiasme de ces braves. Le Prince ému par l'unanimité de cette démonstration touchante, et voyant à leur place de bataille les officiers qui n'avaient pas été prévenus, partager aussi l'enthousiasme général, se dirigea vers eux et leur témoigna toute la joie qu'il éprouvait de cet accord si unanime. Il faut avoir été témoin de cette scène entraînante pour comprendre

tout ce que la magie du nom de Napoléon peut réveiller de nobles passions ; il faut avoir entendu les acclamations de tout un régiment reconnaissant le neveu de l'empereur, pour bien juger de l'immense popularité de son nom ; et combien peu le Prince s'était trompé sur les véritables sentiments de l'armée ; nous disons de l'armée, car si un régiment dont une heure auparavant aucun officier, sous-officier ou soldat, ne soupçonnait ce qui allait se passer, montrait un si grand enthousiasme à la seule vue du neveu de l'empereur et de l'aigle impériale, n'était-il pas démontré par là qu'il devait en être de même pour tout autre régiment ?

On se mit alors en marche : les officiers se rendirent à leur poste d'après les ordres qu'ils avaient reçus ; l'un alla avec un peloton à l'imprimerie pour faire publier les proclamations, un autre à la direction du télégraphe, un troisième chez le préfet. Les officiers du 3e d'artillerie et du bataillon de pontonniers coururent à leurs casernes pour rassembler leurs hommes, leur annoncer la nouvelle et les emmener au quartier général de la division. Un officier fut aussi expédié au 46e de ligne, pour annoncer à ce corps le mouvement qui s'opérait. La grande colonne, ayant à sa tête le Prince, les colonels Vaudrey et Parquin et une dizaine

d'officiers, s'achemina directement vers le quartier général.

Pour y parvenir il fallait traverser une grande partie de la ville. Quoiqu'il fût trop matin pour rencontrer beaucoup de monde, cependant les habitants, attirés par le bruit, se réunirent en foule au cortége et mêlèrent leurs acclamations à celles des soldats. *Vive Napoléon*, *vive l'Empereur*, *vive la liberté*, étaient les cris qui se faisaient entendre ; c'est le neveu de l'empereur, disaient les soldats; c'est le fils du vertueux roi de Hollande, le petit-fils de l'impératrice Joséphine, répétait le peuple; et ils l'entouraient, se pressaient autour de lui avec tant de véhémence, qu'ils le séparaient de la troupe, et que le colonel Vaudrey, inquiet de démonstrations si énergiques, fut obligé de faire ouvrir la marche par des canonniers à cheval. A chaque pas, des hommes du peuple venaient baiser l'aigle que portait le lieutenant de Querelles ; aussi l'espoir du succès brillait-il dans tous les yeux : la confiance était dans tous les cœurs, et le Prince voyait avec bonheur qu'il ne s'était pas plus trompé sur les sentiments du peuple que sur ceux de l'armée ; tout le monde partageait la même ivresse. En passant devant la gendarmerie, le poste se mit sous les armes et cria : *Vive l'Empereur*. Il en fut de même au quartier général : la garde présenta

les armes, et les domestiques du général Voirol, ouvrant la porte de l'hôtel à deux battants, criaient plus fort que les autres.

La colonne fit halte dans la cour et dans la rue. Le Prince, suivi de ses officiers, monta chez le général Voirol, qui n'avait pas eu le temps de s'habiller. Plein d'enthousiasme pour la mémoire de l'empereur, ce général avait toujours montré un vif intérêt pour le neveu de son premier souverain. Tout portait à croire que la présence du Prince réveillerait en lui ses anciennes sympathies; mais le Prince, après avoir réclamé de lui son concours, vit avec étonnement qu'il ne fallait pas y compter; il donna alors au colonel Parquin l'ordre de l'arrêter et de le garder à vue dans son hôtel. A en juger par la conduite du général Voirol, après cette malheureuse journée, par les visites qu'il a faites au Prince dans sa prison, par les larmes qu'il a versées sur le sort du neveu de Napoléon, il dut se passer un pénible combat dans son âme... Sans la reconnaissance qu'il devait au roi pour des bienfaits personnels, est-il bien sûr que le sentiment seul de ses engagements politiques eût pu comprimer ses secrètes sympathies?

Cependant on se remit en marche pour la caserne Finckmatt. Quoiqu'on eût échoué auprès du général, ce contre-temps n'avait pas

refroidi l'enthousiasme ; le peuple était rassemblé dans la rue en plus grand nombre et mêlait ses acclamations à celles du régiment d'artillerie. Le poste d'infanterie marchait en tête, et tout présageait encore un heureux succès. On était arrivé dans le faubourg de Pierre ; mais, par une circonstance déplorable, la tête de colonne, au milieu du tumulte, n'avait pas suivi la direction convenue, et, au lieu de se rendre sur le rempart, entrait par la ruelle qui conduisait à la caserne. Pour protéger la retraite, le Prince fut obligé de laisser la moitié du régiment en bataille dans la grande rue, et il entra dans la cour, suivi des officiers et de quatre cents hommes environ. Il espérait déjà trouver le régiment réuni ; mais l'officier, qui avait dû porter la nouvelle, n'avait pu arriver ; les soldats étaient tous dans leurs chambres, occupés à se préparer pour l'inspection du dimanche. Cependant, attirés par le bruit, ils se mettent aux fenêtres ; le Prince les harangue ; en entendant prononcer le nom de Napoléon, ils descendent, entourent le Prince et témoignent le plus vif enthousiasme pour le neveu de l'empereur. Un vieux sergent-major se précipite vers lui, s'empare de sa main qu'il baise en fondant en larmes : il s'écrie qu'il a servi dans la garde impériale, et que ce jour est le plus beau de sa vie. Son exemple émeut tout

le monde ; tous ceux qui arrivent, jeunes ou vieux, montrent les mêmes dispositions, et les cris de : *Vive Napoléon ! vive l'Empereur !* retentissent dans le quartier Finckmatt, comme ils avaient retenti dans le quartier d'Austerlitz.

Pendant ce temps que faisaient les autres officiers ? Le lieutenant Laity, arrivé au quartier des pontonniers, avait annoncé l'événement à ses soldats ; il les avait enlevés aux cris de *vive l'Empereur !* et se dirigeait à leur tête vers le quartier général. Les officiers Dupenhoet et Gros, malgré l'opposition qu'ils trouvèrent de la part d'un adjudant-major, n'en réussirent pas moins à rassembler leurs compagnies. Le lieutenant de Schaller s'était emparé du général de brigade et du colonel du 3e d'artillerie. M. de Persigny avait arrêté le préfet, et l'avait conduit au quartier d'Austerlitz, malgré l'opposition de plusieurs officiers d'état-major, qui voulurent entraver sa marche. L'officier chargé de faire imprimer les proclamations, M. Lombard, en avait déjà fait tirer plusieurs centaines de copies ; le lieutenant Petri s'emparait du télegraphe ; le brave colonel Parquin était resté chez le général de division, avec une douzaine de canonniers. Le général vint se jeter au milieu d'eux, avec ses aides de camp, en leur criant : « Arrêtez cet

officier, c'est un traître ! — A moi, canonniers! *vive l'Empereur!* » lui répond le colonel; et les canonniers se précipitent sur le général, qui n'a que le temps de se retirer dans sa chambre, d'où il s'échappa plus tard par une porte dérobée. Enfin, les officiers Poggi et Couard faisaient prendre les armes au 3e d'artillerie, qui se mettait en marche vers le quartier général, ayant à sa tête un grand nombre d'officiers.

A la caserne Finckmatt, le Prince et ses officiers avaient déjà formé plusieurs compagnies d'infanterie; les deux armes sont mêlées; encore un moment, le bataillon des pontonniers et le 3e d'artillerie vont se joindre au Prince; un court espace les sépare; encore un moment, et il aura cinq mille hommes à lui. Strasbourg! la France! la cause populaire a triomphé!... Mais, tout à coup, à une extrémité de la cour, un orage se forme et se grossit rapidement, sans qu'on puisse s'en apercevoir à l'autre extrémité. Le colonel Taillandier venait d'arriver; quand on lui dit que le neveu de l'empereur est là avec le 4e, il ne peut croire une nouvelle aussi extraordinaire, et sa surprise est si grande qu'il préfère supposer une ambition vulgaire de la part du colonel Vaudrey, que de croire à la résurrection d'une grande cause. « Soldats! s'écrie-t-il, on

vous
thous
qu'un
s'écri
veu d
Vaud
que s
bouch
tions
ment
croya
vienn
rasse
charge, tandis que, de l'autre côté, les officiers du Prince font battre la générale pour accélérer le rassemblement des soldats qui ont embrassé sa cause. L'espace est tellement rétréci, que les régiments sont, pour ainsi dire, confondus ensemble. La mêlée augmente de moment en moment; les officiers de la
même cause ne
qu'ils portent to
nonniers arrête
l'infanterie, à so
officiers d'artill
chargés; les baïo
mais aucun cou
frapper un ami;
ou du colonel,

commencer. Plusieurs officiers, et, entre autres, MM. de Querelles et de Gricourt, viennent offrir au Prince de lui ouvrir un passage à travers l'infanterie ; mais il refuse de faire verser pour lui seul le sang français. Il ne peut croire, d'ailleurs, que le 46e qui, un moment auparavant, lui montrait tant de sympathie, ait si promptement changé de sentiment. Il se jette au milieu de l'infanterie pour tâcher de la ramener ; mais il est entouré d'un triple rang de baïonnettes et obligé de tirer son sabre pour parer les coups qu'on lui porte ; il allait périr par des mains françaises, si des canonniers, voyant son danger, ne l'avaient enlevé et placé dans leurs rangs. Malheureusement, ce mouvement le sépare de ses officiers, et le reporte vers l'extrémité de la cour, au milieu des soldats qui méconnaissent son identité. Le Prince alors s'élance vers le piquet de cavalerie, pour s'emparer d'un cheval et pouvoir dominer la mêlée ; mais les artilleurs sont repoussés, et les chevaux le renversent contre le mur. L'infanterie profite de ce moment pour se jeter sur lui et l'emmener prisonnier ; ses officiers, qui ne peuvent plus rien pour sa défense, subissent successivement le même sort.

Cependant, inquiets d'être si long-temps séparés du Prince et de leur colonel, les artil-

leurs, qu'on avait laissés dans la rue, commençaient à concevoir des craintes, lorsque le bruit se répand qu'ils courent des dangers. A l'instant ils se précipitent vers la grille du quartier, en poussant des cris de fureur contre l'infanterie, qu'ils refoulent aux deux extrémités de la cour. Le peuple, rassemblé en grand nombre sur le rempart, jette des pierres au 46ᵉ, et fait retentir les airs des cris de *vive l'Empereur !*

Le colonel
touré de nom
ment à sa per
tance lui étai
qu'à sa propr
sabre à la ma
soldats ; mais
lutte, les jour
il offrit donc
dernière fois,
il leur ordonn
suivit le lieut
conduisit dan

Pendant ce
courait à la ca
qui se passait
bandonner le
au milieu des

Le lieuten

dit, était arrivé au quartier général avec ses pontonniers; mais la nouvelle de l'échec de la Finckmatt les arrêta tout à coup; alors cet officier les congédia, et se rendit, de sa personne, au quartier d'infanterie, ne songeant qu'à partager le sort du Prince, au lieu de chercher son salut dans la fuite. Le 3e d'artillerie était aussi en marche; mais la fatale nouvelle vint renverser toutes les espérances et abattre tous les courages. Ainsi donc, le Prince avait un corps d'artillerie de trois régiments, entraînés dans sa cause, et le peuple en sa faveur, et une simple fatalité a tout fait échouer.

Lorsque M. de Persigny eut terminé sa mission, il apprit tout à la fois et l'événement du quartier Finckmatt, et la désorganisation des deux autres corps d'artillerie (1); il arri-

(1) Pour ne pas démentir les relations de l'autorité, qui tendaient à faire croire que le 4e d'artillerie avait seul pris part au mouvement, et qu'on avait échoué au 3e, on a préféré fermer les yeux sur les coupables. C'est ainsi que deux officiers du 3e d'artillerie, qui avaient pris la fuite, ont été destitués sans bruit, et n'ont pas été mis en accusation. C'est toujours dans ce système, que des officiers de l'armée ont été mis en non activité et qu'on s'est bien gardé de les faire figurer dans les débats. Le système de l'autorité, qui s'est efforcée de représenter cet événement comme une échauffourée sans consistance, a du reste été servi par une circonstance dont nous nous applaudissons. Sans la malheureuse idée qu'avaient une

va sur le rempart, où le peuple faisait encore entendre les cris de *vive Napoléon!* mais le Prince était déjà prisonnier avec le colonel et ses officiers. Le peuple, sans armes, désespéré de son impuissance, lançait encore des pierres contre l'infanterie, qui parvint enfin à dissiper la foule, en tirant des coups de fusil. Quel spectacle affligeant présentait en ce moment le quartier! deux régiments français étaient près de s'égorger. Le 4e d'artillerie formait une longue ligne acculée au rempart, les chevaux mêlés çà et là dans les rangs. L'infanterie était en face, les baïonnettes à deux pieds de la poitrine des artilleurs; mais ces derniers avaient chargé leurs mousquetons, et se tenaient prêts à faire feu. Les deux partis se regardaient avec fureur. « *Vive l'Empereur! vive le neveu de Napoléon!* » criait l'artillerie. « Ce n'est pas lui; ce n'est pas vrai, » répondait l'infanterie. Cependant on parvint à apaiser les soldats, et la grille s'ouvrit pour donner passage à l'artillerie.

Alors MM

quelques offici
Prince en gra
eu un seul d
ordinaire n'ont
a été arrêté, po
sation de comp

canonniers et voulurent les entraîner vers leurs pièces, pour revenir délivrer les prisonniers et venger leur défaite : cet espoir ranima tous les courages, et l'on se précipita dans la direction des parcs d'artillerie : mais les munitions étaient à l'arsenal, et le colonel, prisonnier maintenant, avait seul le pouvoir de s'en faire délivrer : il fallut renoncer à cette dernière espérance; d'ailleurs, les chefs une fois pris, il n'y avait plus d'obéissance possible. Aussi l'autorité royale reprit-elle facilement le pouvoir.

Cependant, si les proclamations eussent été jetées à profusion dans la ville, le peuple aurait connu les nobles intentions du Prince, et, sans doute, il eût pris contre l'autorité une attitude menaçante, qui eût pu amener de grands résultats. Malheureusement, l'officier chargé de les faire imprimer les fit brûler précipitamment, en apprenant le dénoûment de la Finckmatt. Ainsi le peuple ne put recevoir de communications, sur cette tentative qui parut inconcevable, que des mains de l'autorité. Cette dernière fit tout ce qu'il fallait pour dénaturer complètement l'entreprise du Prince. Elle alla même jusqu'à renouveler, dans les premiers moments, le mensonge grossier qui avait trompé les soldats, en le répétant dans son journal, pour abuser aussi le peuple.

La fatalité avait prononcé : le Prince et ses officiers furent conduits à la prison neuve. En ce moment affreux, où de si grandes espérances étaient renversées, le Prince se montra calme et résigné. (*Voir*, dans les pièces à l'appui, sa lettre à sa mère.) Lorsqu'on l'amena avec ses complices devant le juge d'instruction, il dit, en se tournant vers le colonel Vaudrey : « Colonel, me pardonnez-vous de vous avoir entraîné dans une entreprise si malheureuse. » Le colonel ne lui répondit qu'en saisissant sa main, qu'il serra avec effusion. Un instant après, un officier, s'étant approché du Prince, le regardait avec émotion, et s'apitoyait tout haut sur le sort du neveu de l'empereur : « Au moins, lui répondit celui-ci, je ne mourrai pas dans l'exil. »

Les officiers qui étaient parvenus à échapper aux mains de l'autorité, s'occupèrent de prendre les mesures nécessaires pour sauver les jours du Prince, en cas de condamnation. Aussi n'eût-il pas été possible de faire tomber un seul cheveu de la tête de l'héritier du grand nom de Napoléon.

Laissons maintenant les accusés sous le poids de leur défaite et sous les coups de la justice, pour voir ce qui se passait au cabinet des Tuileries.

La première nouvelle de l'insurrection, d'a-

Le Prince avait été renfermé dans la prison neuve dès le 30 octobre; il était encore au secret le plus absolu, lorsque le 9 novembre, à huit heures du soir, le préfet et le général Voirol vinrent le tirer de sa prison, sans lui dire où on le conduisait, et sans écouter ses réclamations (car il n'a jamais adressé qu'une demande à l'autorité, celle de le faire juger). On le fait monter dans une voiture, et après l'avoir confié à la garde de deux officiers de gendarmerie et de cinq sous-officiers, il est dirigé en poste sur Paris, avec une telle précipitation, qu'on ne lui laisse pas même le temps d'emporter d'autres effets que ceux qu'il a sur lui : aussi est-ce avec sa capote militaire pour tout vêtement qu'il fut transporté jusqu'en Amérique. A Paris, il ne vit que M. Delessert, préfet de police, qui lui annonça que la reine Hortense était venue en France demander sa grâce au roi. (La reine était en effet partie d'Arenemberg, à la première nouvelle de l'arrestation de son fils, décidée, s'il le fallait, pour sauver sa tête, à rallier toutes les sympathies en sa faveur.) Le préfet de police lui apprit aussi qu'il allait être conduit à Lorient, où il s'embarquerait pour les Etats-Unis. Le Prince réclama contre son enlèvement, en disant que son absence priverait les accusés de Strasbourg des dépositions nombreuses qu'il pouvait faire

en leur faveur. M. Delessert lui répondit :

La reine Hortense était arrivée près de Paris (à Viry), et de là s'était adressée au gouvernement en faveur de son fils. On lui répondit que la tête de son fils ne courait aucun danger, et on lui fit connaître la décision qui le concernait. Mais le ministère, au lieu d'avoir pour une femme malheureuse tous les égards que sa position réclamait, ne lui fit voir que la crainte qui l'animait. Quoique souffrante et fatiguée par un voyage rapide, on lui ordonna de repartir précipitamment, et, chose difficile à croire, c'était aussi pour l'Amérique que M. Molé voulait la faire partir, sans même lui donner le temps de mettre ordre à ses affaires. On la pria d'engager son fils à rester dix ans en Amérique; mais elle répondit qu'elle ne pouvait prendre aucun engagement pour son fils et qu'il était maître de ses actions. Le gouvernement n'osa tenter aucune démarche de ce genre auprès du Prince. (*Voir* les pièces à l'appui, Lettre à M. V.... datée de Port-Louis.)

Cependant Napoléon-Louis était depuis huit jours dans la citadelle du Port-Louis, et les vents contraires retenaient toujours dans le port la frégate *l'Andromède*, qui devait le transporter à New-Yorck. Le gouvernement, toujours inquiet de la présence du Prince sur le territoire français, envoyait par le télégraphe ordre sur ordre pour accélérer son dé-

part. Enfin, le 21 novembre, les ponts-levis de la citadelle s'abaissèrent. Le Prince, accompagné du sous-préfet de Lorient, du commandant de place, des officiers de gendarmerie, sortit par la *Porte de Secours*, tant on craignait le moindre contact avec la population, qui était accourue en foule pour assister à son départ, et s'embarqua sur un canot qui le conduisit à bord de la frégate, remorquée par un bateau à vapeur. En montant à bord, le Prince dit au sous-préfet qui lui exprimait le désir de le revoir en France comme citoyen : « Je ne pourrai y revenir que lorsque le lion de Waterloo ne sera plus debout sur la frontière. »

A cette occasion, M. E. Roch, qui a publié tous les documents relatifs à l'insurrection de Strasbourg, s'exprime ainsi : « Quoi qu'il en soit, le destin du jeune Napoléon-Louis semble commencer comme celui de son oncle a fini. Sans prétendre chercher des similitudes imaginaires, ce n'est pas néanmoins un rapprochement sans quelque intérêt, en regardant *l'Andromède* partir d'un port de France, de se souvenir du *Northumberland*, lorsqu'il s'éloigna d'une rade d'Angleterre ; les vaisseaux traversant tous deux
aller, par des route
hommes du nom de
mités de la terre, et

de ces jeux du hasard qu'on pourrait, à la rigueur, prendre pour des enseignements, que le neveu de l'empereur avait choisi pour franchir la frontière de France le même mois qui avait vu son oncle poser le pied sur la terre de Sainte-Hélène (le 17 octobre 1815). »

On croirait maintenant que l'action du gouvernement envers l'auteur de l'insurrection est terminée ; mais nous avons encore des mesures pusillanimes à faire connaître, des accusations à repousser. Le vaisseau a quitté le rivage français, et les organes du gouvernement font retentir bien haut la clémence royale. Le gouvernement, disent-ils, n'a pas voulu retenir le Prince en prison, même pendant quelques mois ; il touchera dans quelques jours la terre hospitalière des États-Unis ; mais le commandant de la frégate avait des ordres cachetés, qu'il ne devait ouvrir qu'au 32me degré de latitude, et qui lui enjoignaient de se rendre à Rio-Janeiro, de retenir le Prince prisonnier à bord, tout le temps qu'il resterait en rade, de ne permettre aucune communication avec la terre ferme, et de faire voile pour les États-Unis, après être resté quelque temps au Brésil. La frégate n'ayant aucune mission à remplir à Rio-Janeiro, il est clair que cette disposition du gouvernement a été prise dans le but d'obéir à deux craintes également puissantes : celle de

retenir le Prince en France, même prisonnier, et celle de le laisser libre avant la fin du procès; mais, pour paraître toujours magnanime, il cache même aux parents du Prince la destination véritable du vaisseau, sans s'inquiéter des alarmes qu'il allait causer à tant de familles; car on était persuadé en France que la frégate avait fait voile pour les États-Unis; et les quatre mois qui s'écoulèrent sans en recevoir des nouvelles, et les tempêtes qui avaient assailli ce navire au départ de Lorient avaient donné lieu à de sinistres présages (1).

Ce n'est pas là que s'est arrêté le manque de délicatesse du gouvernement : le Prince a été tenu au secret tout le temps qu'il a passé en France, et, lorsqu'il est emmené dans un autre hémisphère, la calomnie n'en poursuit pas moins ses mensonges. Les journaux ministériels osent avancer qu'il a promis de rester dix ans en Amérique ; en France on a tâché de le
rendre ridi
le rendre i
accusés, m
présent. T
teindre un

(1) Ce qui
seule a dicté
Prince, c'est
quitter la Sui

au cœur pur, à l'âme élevée, est accusé d'avoir trempé dans le complot de Fieschi. (*Voir* l'acte d'accusation à la fin de la brochure.) Tous les faits sont dénaturés, et son caractère tellement défiguré, que l'honorable Me Parquin, quoique dévoué au gouvernement de Juillet, ne peut retenir son indignation en entendant les calomnies entassées sur le Prince absent, et s'écrie : « Monsieur l'avocat général ne veut pas que le Prince ait séduit, ait égaré, ait entraîné les accusés... quelle raison en donne-t-il? Le Prince est incapable d'exercer le moindre ascendant; c'est un homme vulgaire, que ses relations ne recommandaient pas, digne de peu de faveur et d'intérêt... Avez-vous réfléchi, monsieur l'avocat général? pensez-vous qu'il soit bienséant, bien convenable, de s'étendre, comme vous le faites, sur les faiblesses, sur les défauts, sur le caractère peu méritoire du Prince, quand il est absent? Faut-il que ce soit des accusés que vous preniez, non pas leçon, mais exemple de délicatesse dans les procédés? Et si la presse, l'inexorable presse, qui recueille tout, vous le savez, ne laissait point tomber vos étranges paroles, si elle les portait au-delà de l'Océan, si elle les transmettait à l'oreille du Prince, quelles plaintes celui-ci ne serait-il pas en droit d'exhaler! Votre gouvernement, vous dirait-

il, ne veut pas souffrir que je comparaisse devant ses tribunaux ; il m'en interdit l'accès, et, lorsque cédant à une contrainte, honorable dans son principe, mais à laquelle j'aurais voulu ne pas être soumis, je me suis expatrié, moi, au loin, il permet aux organes de la loi de m'injurier, de me diffamer ! On veut me perdre dans l'esprit de ces Français dont je porte la confiance et l'estime si haut ; une clémence qui se reconnaît à de pareils traits, qu'on la reprenne, je n'en veux pas. La vie avec l'opprobre ! la mort plutôt, mille fois la mort ! . . .

Après ces paroles sublimes de verve et de vérité, il ne nous reste plus rien à dire. On sait que le prince Napoléon est revenu en Europe, rappelé par des bruits inquiétants sur la santé de la reine Hortense, et qu'il a traversé l'océan et les polices continentales assez à temps pour recevoir la bénédiction de son illustre et malheureuse mère, à son lit de mort ; on sait aussi que le jury alsacien, entraîné, non, comme o
galité violée, 
population po
noncé le verdi
les doctrinair

Nous avons
tails d'une e
émus. Notre s

vérité, car la publicité est la seule ressource des opprimés : heureux ceux pour qui la relation exacte des faits est le plus bel éloge! Il n'entre pas dans nos vues de considérer l'*événement* du 30 octobre dans les rapports qu'il pourrait avoir avec l'avenir, il nous suffit d'avoir montré le prestige qu'avait encore sur les masses le nom de Napoléon; il nous suffit d'avoir montré que l'héritier de ce grand nom, s'il a de l'ambition, a du moins le courage de cette ambition, et que ce courage n'est pas le résultat d'un esprit exalté, mais la foi dans une cause populaire et la conscience de sa force. Enfin nous avons vu que le gouvernement français, tout en tâchant d'assoupir l'entreprise du Prince, a été obligé de reconnaître en lui la dynastie napoléonienne, puisqu'il a traité un de ses membres comme il avait traité la duchesse de Berri. Il a voulu assoupir un fait, et il a révélé un principe; il a voulu annuler un homme, et il a fait de cet homme le chef d'un parti et le point de ralliement de l'opposition. Nous avons parlé sans exagération, car nous ne sommes les apologistes de personne; mais nous avons voulu prouver que le prince Napoléon n'a pas démérité de sa patrie, et qu'il est un des dignes fils de notre belle France et le digne héritier de notre grand Empereur.

FIN.

# PIÈCES JUSTIFICATIVES.

## PIÈCE N° 1.

### PROCLAMATIONS

#### DU PRINCE NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE

#### AU PEUPLE FRANÇAIS.

Français,

On vous trahit; vos intérêts politiques, vos intérêts commerciaux, votre honneur, votre gloire sont vendus à l'étranger.

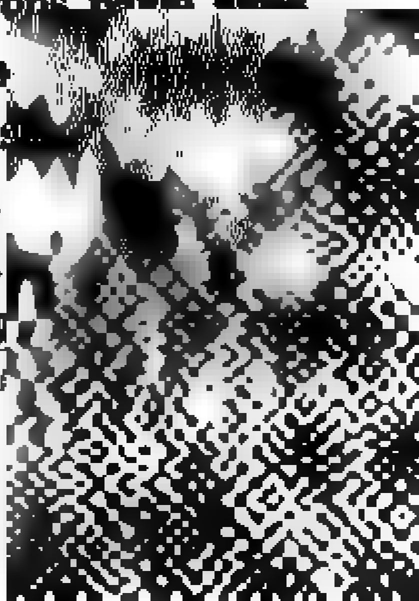
Et par qui? Par les hommes qui ont profité de votre belle révolution, et qui en renient tous les principes. Est-ce donc pour avoir un gouvernement sans parole, sans honneur, sans générosité, des institutions sans force, des lois sans liberté, une paix sans prospérité et sans calme, enfin, un présent sans avenir que nous avons combattu depuis quarante ans?

En 1830, on imposa à la France un gouvernement sans consulter ni le peuple de Paris, ni le peuple des province, ni l'armée française; tout ce qui a été fait sans vous est illégitime.

Un congrès national, élu par tous les citoyens, peut

vérité, car la publicité est la seule ressource des opprimés : heureux ceux pour qui la relation exacte des faits est le plus bel éloge ! Il n'entre pas dans nos vues de considérer l'*événement* du 30 octobre dans les rapports qu'il pourrait avoir avec l'avenir, il nous suffit d'avoir montré le prestige qu'avait encore sur les masses le nom de Napoléon ; il nous suffit d'avoir montré que l'héritier de ce grand nom, s'il a de l'ambition, a du moins le courage de cette ambition, et que ce courage n'est pas le résultat d'un esprit exalté, mais la foi dans une cause populaire et la conscience de sa force. Enfin nous avons vu que le gouvernement français, tout en tâchant d'assoupir l'entreprise du Prince, a été obligé de reconnaître en lui la dynastie napoléonienne, puisqu'il a traité un de ses membres comme il avait traité la duchesse de Berri. Il a voulu assoupir un fait, et il a révélé un principe; il a voulu annuler un homme, et il a fait de cet homme le chef d'un parti et le point de ralliement de l'opposition. Nous avons parlé sans exagération, car nous ne somm[illegible] gistes de personne ; mais nous [illegible] prouver que le prince Napoléon [illegible] rité de sa patrie, et qu'il est un [illegible] de notre belle France et le di[illegible] notre grand Empereur.

FIN.



de l'autre. Lorsqu'à Rome le peuple vit les dépouilles ensanglantées de César, il renversa ses hypocrites oppresseurs. Français, Napoléon est plus grand que César; il est l'emblème de la civilisation du XIXe siècle.

Fidèle aux maximes de l'empereur, je ne connais d'intérêt que les vôtres, d'autre gloire que celle d'être utile à la France et à l'humanité. Sans haine, sans rancune, exempt de l'esprit de parti, j'appelle sous l'aigle de l'empire tous ceux qui sentent un cœur français battre dans leur poitrine.

J'ai voué mon existence à l'accomplissement d'une grande mission. Du rocher de Sainte-Hélène, un rayon du soleil mourant a passé dans mon âme. Je saurai garder ce feu sacré, je saurai vaincre ou mourir pour la caus du peuple.

Hommes de 1789, hommes du 20 mars 1815, homme de 1830, levez-vous! voyez qui vous gouverne, voye

Forez, Dauphiné, qui auraient souffert de l'une ou l'autre in vasion.

Il sera, de cette somme, prélevé un million pour la ville de Brien et un million pour la ville de Méry. Viennent ensuite plusieurs do particuliers.

300,000 francs aux officiers et soldats du bataillon de ma gard de l'île d'Elbe, actuellement vivants, ou à leurs veuves et enfant au prorata des appointements, et selon l'état qui sera arrêté p mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièv ment auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Em mery.

100,000 francs pour être répartis entre les proscrits qui errent e pays étrangers, Français, Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou E pagnols, ou des départements du Rhin, sur ordonnance de mes ex cuteurs testamentaires.

200,000 francs pour être répartis entre les amputés ou blessé grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivants, sur des états dres sés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cam bronne, Larrey, Percy et Emmery. Il sera donné double à la gard quadruple à ceux de l'île d'Elbe.

l'aigle, emblème de gloire, symbole de liberté, et choisissez! Vive la France! Vive la liberté!

*Signé* : Napoléon.

A L'ARMÉE.

Soldats!

Le moment est venu de recouvrer votre ancienne splendeur! Faits pour la gloire, vous pouvez moins que d'autres supporter plus long-temps le rôle honteux qu'on vous fait jouer. Le gouvernement, qui trahit nos intérêts civils, voudrait aussi ternir notre honneur militaire. L'insensé! croit-il que la race des héros d'Arcole, d'Austerlitz, de Wagram, soit éteinte?

Voyez le lion de Waterloo encore debout sur nos frontières; voyez Huningue privé de ses défenses; voyez les grades de 1815 méconnus; voyez la Légion-d'Honneur prodiguée aux intrigants et refusée aux braves; voyez notre drapeau..... il ne flotte nulle part où nos armes ont triomphé! Voyez, enfin, partout trahison, lâcheté, influence étrangère, et écriez-vous avec moi : Chassons les barbares du Capitole! Soldats, reprenez ces aigles que nous avions dans nos grandes journées : les ennemis de la France ne peuvent en soutenir les regards; ceux qui vous gouvernent ont déjà fui devant elles! Délivrer la patrie des traîtres et des oppresseurs, protéger les droits du peuple, défendre la France et ses alliés contre l'invasion : voilà la route où l'honneur vous appelle; voilà quelle est votre sublime mission!

Soldats français, quels que soient vos antécédents, venez tous vous ranger sous le drapeau tricolore régénéré; il est l'emblème de vos intérêts et de votre gloire. La patrie divisée, la liberté trahie, l'humanité souffrante, la gloire en deuil comptent sur vous : Vous serez à la hauteur des destinées qui vous attendent.

Sol
nom r
nes so
de W
soldat
éclair
pas s
grand
de no
pères

Vive la France! vive la liberté!

*Signé :* Napoléon.

AUX HABITANTS DE STRASBOURG.

Alsaciens,

A vous l'honn
autorité qui, escl
tait chaque jour
lisé! Le gouvern
particulièrement
teste tout ce qui
votre honneur e
térêts en consac
l'établissement
votre commerce.

Strasbourgeo
sures, vous m'a
semble nous v
du peuple. G
touche enfin, ap
Grâces vous en
un drapeau qui

et ce drapeau, vous le savez inflexible, devant *les partis et l'étranger,* ne s'incline que devant la majesté du peuple.

Honneur, patrie, liberté, voilà notre mobile et notre but. Paris, en 1830, nous a montré comment on renverse un gouvernement impie ; montrons-lui, à notre tour, comment on consolide les libertés d'un grand peuple.

Strasbourgeois ! demain nous marchons sur Paris pour délivrer la capitale des traîtres et des oppresseurs. Reformez vos bataillons nationaux qui effrayaient un gouvernement impopulaire ; gardez pendant notre absence votre ville, ce boulevart de l'indépendance de la France, aujourd'hui le berceau de sa régénération. Que l'ordre et la paix règnent dans vos murs, et que le génie de la France veille avec vous sur vos remparts.

Alsaciens ! avec un grand peuple on fait de grandes choses. J'ai une foi entière dans le peuple français.

*Signé* : Napoléon.

Ces proclamations ont été répétées dans tous les journaux, et M. E. Roch dit avec raison : « Il y avait, dans ces expressions, cette magie de parole, la plus grande puissance de Napoléon, et capable de ressusciter toute la magie des souvenirs. »

## PIÈCE Nº 2.

PREMIÈRE LETTRE DU PRINCE A SA MÈRE, DATÉE DE LA PRISON DE STRASBOURG, OU IL LUI ANNONCE SON ENTREPRISE MANQUÉE.

Ma chère mère,

Vous avez dû être bien inquiète de ne pas recevoir de mes nouvelles, vous qui me croyez chez ma cousine ;

mais votre in
drez que j'ai
échoué. Je s
c'est pour e
commençant
Ne pleurez
cause, d'une cause toute française ; plus tard on me rendra justice, et l'on me plaindra.

Votre tendre et respectueux fils,

*Signé* : Napoléon-Louis Bonaparte.

Strasbourg, le 1er novembre 1836.

## PIÈCE Nº 3.

LETTRE DU PRINCE A SA MÈRE, ÉCRITE DE PARIS, DE LA PRÉFECTURE DE POLICE.

Ma chère mère,

Je reconnais à votre démarche toute votre tendresse pour moi; vous avez pensé au danger que je courais, mais vous n'avez pas pensé à mon honneur, qui m'obligeait à partager le sort de mes compagnons d'infortune. J'éprouve une douleur bien vive en me voyant séparé des hommes que j'ai entraînés à leur perte, lorsque ma présence et mes dépositions auraient pu influencer le jury en leur faveur. J'écris au roi pour qu'il jette sur eux un regard de bonté : c'est la seule grâce qui puisse me toucher.

Je pars pour l'Amérique; mais, ma chère mère, si vous ne voulez pas augmenter ma douleur, je vous en conjure, ne me suivez pas; l'idée de faire partager à ma mère mon exil de l'Europe serait, aux yeux du monde, une tache indélébile pour moi, et pour mon cœur cela serait un chagrin cuisant. Je veux, en Amérique, faire comme Achille Murat, me créer moi-même une existence : il me faut un intérêt nouveau pour pouvoir m'y plaire.

Je vous prie, ma chère mère, de veiller à ce qu'il ne manque rien aux prisonniers de Strasbourg; prenez soin des deux fils du colonel Vaudrey, qui sont à Paris avec leur mère. Je prendrais bien facilement mon parti, si je savais que mes autres compagnons d'infortune auront la vie sauve; mais avoir sur la conscience la mort de braves soldats, c'est une douleur amère qui ne peut jamais s'effacer.

Adieu, ma chère mère, recevez mes remerciements pour toutes les marques de tendresse que vous me donnez ; retournez à Arenemberg, mais ne venez pas me rejoindre en Amérique, j'en serais trop malheureux. Adieu. Recevez mes tendres embrassements ; je vous aime toujours de tout mon cœur.

Votre tendre et respectueux fils,

*Signé* : Napoléon-Louis Bonaparte.

## PIÈCE N° 4.

EXTRAIT D'UNE LETTRE ÉCRITE DU PORT-LOUIS, A M. O. BARROT, EN DATE DU 15 NOVEMBRE 1836.

..... Devant les lois, mes compagnons d'infortune sont coupables de s'être laissé entraîner, mais jamais, aux yeux du pays, il n'y eut plus de causes atténuantes en leur faveur. Je tins à ces officiers, le 29 au soir, le langage suivant : « Messieurs, vous connaissez tous les griefs de la nation envers le gouvernement du 9 août ; mais vous savez aussi qu'aucun parti existant aujourd'hui n'est pas assez fort pour le renverser, aucun assez puissant pour réunir tous les Français, si l'un d'eux parvenait à s'emparer du pouvoir. Cette faiblesse des partis vient de ce que chacun d'eux ne représente les intérêts que d'une seule classe de la société. Les uns s'appuient sur le clergé et la noblesse ; les autres sur l'aristocratie bourgeoise, d'autres enfin sur les prolétaires seuls. Dans cet état de choses, il n'y a qu'un seul drapeau qui puisse

rallier tous les partis, parce qu'il est le drapeau de la France et non celui d'une faction; c'est l'aigle de l'empire. Sous cette bannière qui rappelle tant de souvenirs glorieux, il n'y a aucune classe qui puisse être expulsée; elle représente les intérêts et les droits de tous. L'empereur Napoléon tenait son pouvoir du peuple français : quatre fois son autorité reçut la sanction populaire. En 1804, l'hérédité, dans la famille de l'empereur, fut reconnue par quatre millions de votes : depuis le peuple n'a plus été consulté. Comme l'aîné des neveux de la famille impériale, je puis donc me considérer comme l'un des représentants de l'élection populaire, je ne dirai pas de l'empire, parce que depuis vingt ans les idées, les besoins de la France ont dû changer ; mais un principe ne peut pas être annulé par des faits ; il ne peut l'être que par un autre principe. Or, ce ne sont pas les douze cent mille étrangers de 1815, ce n'est pas la Chambre des 219 de 1830 qui peuvent rendre nul le principe de l'élection populaire de 1804. Le système napoléonien consiste à faire marcher la civilisation sans désordre et sans excès, à donner l'élan aux idées, tout en développant les intérêts matériels, à raffermir le pouvoir en le rendant respectable, à discipliner les masses d'après les facultés intellectuelles, enfin à réunir autour de l'autel de la patrie les Français de tous les partis, en leur donnant pour mobile l'honneur et la gloire. Remettons, leur dis-je, le peuple dans ses droits, l'aigle sur nos drapeaux et la stabilité dans nos institutions. Eh quoi ! m'écriai-je enfin, les princes de droit divin trouvent bien des hommes qui meurent pour eux, dans le but de rétablir des abus et des priviléges; et moi, dont le nom représente la gloire, l'honneur, les droits du peuple français, mourrai-je donc seul dans l'exil ? — Non, m'ont répondu mes braves compagnons d'infortune, vous ne mourrez pas seul; nous

# PIÈCE N° 5.

Citadelle de Port-Louis, 19 novembre 1836.

Mon cher M....,

Je ne veux pas quitter l'Europe sans venir vous remercier des généreuses offres de service que vous m'avez faites dans une circonstance bien malheureuse pour moi. J'ai reçu votre lettre à la prison de Strasbourg, je n'ai pu vous répondre avant aujourd'hui. Je pars le cœur déchiré de n'avoir pas pu partager le sort de mes compagnons d'infortune. J'aurais voulu être traité comme eux. Mon entreprise ayant échoué, mes intentions ayant été ignorées, mon sort ayant été, malgré moi, différent de celui des hommes dont j'avais compromis l'existence, je passerai, aux yeux de tout le monde, pour un fou, un ambitieu[x]

Avant
bien, en
fications.

J'attends les vents pour partir, sur la frégate *l'Andromède*, pour New-York : Vous pouvez m'y écrire *poste restante*. Je saurai supporter ce nouvel exil avec résignation ; mais ce qui me désespère, c'est de laisser dans les fers des hommes auxquels le dévouement à la cause napoléonienne a été si fatal. J'aurais voulu être la seule victime.

Adieu ; mon cher M.*** ; bien des choses de ma part à madame ***. Je n'oublierai jamais les marques si touchantes que vous m'avez données de votre amitié pour moi.

Je vous embrasse de cœur,

*Signé* : NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE.

*P. S.* Il est faux qu'on m'ait demandé le moindre serment de ne plus revenir en Europe.

## PIÈCE N° 6.

### EXTRAIT DE L'ACTE D'ACCUSATION.

Des divers membres de la famille Bonaparte, bannis à la suite des événements de 1814 et de 1815, les deux fils de l'ancien roi de Hollande semblent avoir été ceux qui ont nourri avec le plus de force l'espoir chimérique de reprendre, en France, la place de l'homme qui a jeté tant de gloire sur leur nom.

Fixés à peu de distance de nos frontières, à proximité de l'Italie, ils semblaient avoir choisi pour demeure le point qui les mettait le plus à portée de suivre et d'ap-

Dès le mois de mai 1832, il cherche de nouveau à s'emparer de la scène ; le jeune soldat, dont l'épée venait d'être brisée en Italie, se saisit de la plume ; aux tentatives du guerrier succèdent celles du législateur. Louis Bonaparte publie ses *Rêveries politiques ;* il les fait suivre d'un projet de constitution.

Les *Rêveries* contiennent la pensée que la France ne saurait être régénérée que par des hommes du sang de Napoléon, et qu'à eux seuls il pouvait appartenir de concilier les exigences des idées républicaines avec celles de l'esprit guerrier. La constitution répond aux promesses du préambule : Elle est démocratique ; plusieurs de ses dispositions semblent écrites sous des inspirations saint-simoniennes ; en même temps elle porte, dans son 1er article, que la république aura un empereur, et dans son dernier, comme pour empêcher que l'on ne prît de nouveau le change sur l'acception du mot, que la garde impériale sera rétablie.

Des lames de sabre, saisies à Strasbourg avant l'événement du 30 octobre, et sur lesquelles se trouvent l'aigle et les mots *garde impériale*, prouvent que Louis Bonaparte n'a point cessé de songer sérieusement à l'accomplissement de la disposition finale du pacte qu'il voulait octroyer.

Il est à remarquer qu'à l'époque de cette publication, le jeune duc de Reichstadt vivait encore ; mais on ne saurait oublier en même temps qu'il était atteint d'une maladie mortelle, et qui laissait sans doute à ses héritiers, moins qu'à tout autre, l'espoir d'une guérison. Tout donne lieu de croire que, sous le voile de l'esprit de famille, Louis Bonaparte cherchait à faire valoir un intérêt plus intime encore, qui lui était entièrement personnel. (1)

(1) A-t-on jamais vu sortir une accusation aussi infâme de la

prochains ; il pense qu'au milieu du désordre il pourra se créer la place qu'il ambitionne.

Un horrible crime doit se commettre, de sourdes rumeurs, que l'on entend toujours à l'approche des grandes catastrophes, l'annoncent long-temps d'avance : il attend le moment ; près de lui se trouvent les accusés Persigny et Gricourt, que l'on verra plus tard prendre une part si active à l'attentat du 30 octobre.

Plus tard viennent aussi à se troubler les relations de paix qui existent depuis long-temps entre la France et un pays voisin, exploité par toutes les passions haineuses ; le conflit semble acquérir un caractère sérieux. Louis-Bonaparte veut profiter de la circonstance : c'est la Suisse qui doit être le point de départ du mouvement qu'il cherche à organiser.

Mais la Providence veille sur les jours du roi, la raison reprend sa place dans les conseils d'une nation si souvent renommée par sa sagesse ; il faut tourner d'un autre côté ses espérances, et c'est ce que fait Louis Bonaparte, C'est vers l'armée que se portent ses regards ; c'est à une révolution militaire qu'il songe ; il se rappelle les cohortes prétoriennes ; les souvenirs du 18 brumaire et du 20 mars appartiennent à sa famille ; une révolution militaire vient d'éclater en Espagne, une autre en Portugal. Il espère que celle qu'il veut diriger sera aussi heureuse ; il se nourrit d'ailleurs de l'espoir commun aux conspirateurs de toutes les époques ; il aime à penser que ce que le petit nombre aurait osé tenter serait approuvé par beaucoup et souffert par tous.

Toutefois, un point d'appui lui manque encore ; il lui faut le concours d'un chef de corps. L'homme nécessaire lui apparaît dans la personne d'un colonel d'artillerie, en garnison à Strasbourg, et connu par l'influence qu'il

de main, en un jour, l'ouvrage de dix années, peut-être; réussissant, j'épargnais à la France les luttes, les troubles, les désordres d'un bouleversement qui arrivera, je crois, tôt ou tard. « L'esprit d'une révolution, dit M. Thiers, se compose de passions pour le but, et de haine pour ceux qui font obstacle; » ayant entraîné le peuple par l'armée, nous aurions eu les nobles passions sans la haine; car la haine ne naît que de la lutte entre la force physique et la force morale. Personnellement, ensuite, ma position était claire, nette, partant facile. Faisant une révolution avec quinze personnes, si j'arrivais à Paris, je ne devais ma réussite qu'au peuple, et non à un parti; arrivant en vainqueur, je déposais, de plein gré, sans y être forcé, mon épée sur l'autel de la patrie; on pouvait alors avoir foi en moi; car ce n'était plus seulement mon nom, c'était ma personne qui devenait une garantie. Dans le cas contraire, je ne pouvais être appelé que par une fraction du peuple, et j'avais pour ennemis, non un gouvernement débile, mais une foule d'autres partis, *eux aussi peut-être nationaux.*

D'ailleurs, empêcher l'anarchie est plus facile que de la réprimer; diriger les masses est plus facile que de suivre leurs passions. Arrivant comme ressource, je n'étais qu'un drapeau de plus jeté dans la mêlée, dont l'influence, immense dans l'agression, eût peut-être été impuissante pour rallier. Enfin, dans le premier cas, j'étais au gouvernail, sur un vaisseau qui n'a qu'une seule résistance à vaincre; dans le second cas, au contraire, j'étais sur un navire battu par tous les vents, et qui, au milieu de l'orage, ne sait quelle route il doit suivre. Il est vrai qu'autant la réussite de ce premier plan m'offrait d'avantages, autant le non succès prêtait au blâme. Mais, en entrant en France, je n'ai pas pensé au rôle que me ferait

une défaite; je comptai

clamations comme testament, et sur la mort comme un bienfait. Telle était ma manière de voir....

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.



# RÉFUTATION

DES

## IMPUTATIONS DE TRAHISON

PORTÉES

CONTRE LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

## RAPHAEL MAROTO,

OU

RÉPONSE PRÉALABLE AUX CHIMÈRES ET CALOMNIES DÉBITÉES : TANT PAR LES OJALATEROS, QUE PAR LE FOURBE JÉSUITE CASARES, CONTRE LE CHEF DE L'ARMÉE ET LES HOMMES GÉNÉREUX QUI ONT PARTICIPÉ A LA PACIFICATION DES PROVINCES BASQUES;

PAR

**AUDIBERT-LEDUC,**

SOLDAT PHILANTHROPE, SPECTA

AY ,

IMPRIMERIE ET L

SEPTEMBRE 1839.

NOTA. — Les formalités prescrites par la loi ayant été remplies, je déclare que je considérerais et poursuivrais comme délit de contrefaçon, tout exemplaire qui ne serait pas revêtu de ma signature ci-dessous apposée.



# CONSIDÉRATIONS

SUR

# L'ESPRIT DE L'ÉPOQUE.



Respect au preux dont le cœur noble,
Que révoltait l'atrocité,
Sut dompter, d'une ligue ignoble,
La rage et la férocité!
Honneur à lui! car les seuls traîtres
Sont ces capucins et ces prêtres,
Ces moines et ces apostats
Souillés des plus noirs attentats!

La partie éclairée du public, que sa sa
exempte de funestes préventions, nous saura
tant plus de gré d'éclairer sa religion sur les é
mens précurseurs de la pacification
que quiconque possède une âme n ,
qu'être affligé à l'aspect de ces
mens de fiel, dont il semble que,
génération prenne à tâche d'e
social.

Ce serait peu, si ce n'était que l'affreux scandale, triste résultat de la corruption; mais après la peste, le typhus et le choléra, nous ne connaissons point d'épidémie plus contagieuse et plus funeste, que celle soufflée par le vent de l'intrigue, secouant les brandons de la discorde, transportant leurs flammèches au milieu des partis éteints et servant à alimenter les honteuses spéculations de sales pamphlétaires. Opprobre à cette tactique machiavélique qui, s'abandonnant à une démence furibonde, brise violemment tous les freins en attaquant avec audace les réputations les plus glorieusement établies. Si se préserver entièrement des atteintes du fléau est parfois au-dessus de la puissance humaine, il est du moins facile de reconnaître les symptômes du mal, qui se révèlent par la soif ardente de se créer une importance illusoire et de se poser en victime, lorsqu'on n'a pu parvenir à faire prévaloir le système de la plus horrible oppression.

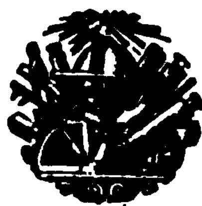
Au milieu des travers et des infirmités d'esprit dont notre époque abonde, la maladie régnante la plus invétérée prend sa source dans une ambition démesurée. En effet : de nos jours, c'est à qui, sans antécédens, sans talens, sans titres et sans capacité, s'ingèrera effrontément de se poser en contrôleur et de se déclarer, sans hésiter, juge compétent sur toute espèce de matières. Dans ces temps de fraude et de fourberie où l'intrigue seule parvient, où la calomnie en vogue fait fu-

reur, la tactique adoptée par ceux qui visent à produire de l'effet, est de vociférer, pamphléter, médire et déblatérer en énergumènes, sans s'inquiéter au préalable, ni des caractères intègres qu'ils attaquent, ni des funestes résultats qui pourraient être les conséquences de leurs machinations.

Celui-ci, le lendemain de sa sortie du collége, rêveur inspiré par les boursouflures de la rhétorique, se croit appelé à régenter la société; celui-là, sans être le moindrement du monde initié dans les ramifications de la politique qui équilibre les empires, ne balancera pas à tenter de résoudre, par des argumens téméraires, les questions les plus épineuses et les problêmes les plus ardus. Cet autre enfin, traitant en véritable histrion, le grand art de la guerre, la science stratégique des batailles et les combinaisons administratives les plus compliquées, critiquera tels mouvemens, blâmera telles opérations : bien que la tactique des combats comme les prévisions qui s'y rattachent, soient du domaine exclusif de l'homme de génie, éclairé par une longue et indispensable expérience.

Il ne faut donc plus s'étonner si, a
débordemens d'erreurs, à travers
de discours frivoles et de paroles e
cier-général aussi recommandable
Maroto est accusé de perfidie, de
trahison. Ne soyons pas surpris d

cun renchérissant à qui mieux mieux, et faisant assaut de calomnies, *porte tantôt à quatre ou à six, tantôt à huit ou à dix millions*, le montant prétendu de la somme supposée, exigée par ce chef de l'armée factieuse, pour accorder son adhésion à l'heureuse transaction de Bergara. Mais à quoi servirait aux accusateurs de s'enquérir des considérations de force majeure qui ont provoqué ou déterminé cet acte? A quoi bon préciser la quantité d'or soi-disant offerte et présumée reçue? Qu'importe l'absurdité de l'assertion? Pourquoi s'arrêterait-on sur l'invraisemblance du fait et le manque absolu de preuves? Les épithètes de lâche et de traître sont ronflantes, sonores; et l'offensé n'est-il pas d'ailleurs trop éloigné comme trop haut placé, pour que ses détracteurs, confians dans l'impunité, aient à redouter les effets de sa juste indignation?





# RÉFUTATION.



Un soldat obscur tel que nous, aurait peut-être dû se dispenser d'entreprendre la défense de l'honneur indignement outragé, dans la personne du général en chef de l'armée carliste; la réputation de cet honorable chef n'avait, à bien prendre, nul besoin du secours de notre plume; car la postérité, nous en sommes intimement convaincu, saura rendre à la mémoire de D. Raphaël Maroto un éclatant et universel hommage. Cependant, lorsqu'une foule de pamphlets comme de libelles injurieux tapissent les murailles de nos cités affligées; quand une quantité de journaux mal informés des événemens clabaudent, lorsque jusqu'au *révérendissime* père Casarès tente de répandre à grand flots sa bile corrompue sur le caractère estimable de l'homme de bien; notre imagination révoltée nous entraînant à présumer de nos forces, nous avons pensé qu'il appartenait à un vieux militaire, imbu des principes du métier, pénétré des sentimens de loyauté que commande l'uniforme et sachant parfaitement dis-

cerner la limite de devoirs imprescriptiblement tracés; nous avons, dis-je, reconnu qu'il était de notre dignité de combattre l'erreur, de confondre l'astuce et de poursuivre à outrance la perfide hypocrisie.

Pour qui peut parler le langage du cœur, le talent n'est qu'un accessoire; le ciel, d'ailleurs, qui protége le juste, secondera une aussi noble entreprise.

Dans un temps où la calomnie est érigée en système et où une fourmilière d'écrivains improvisés, plus ou moins exaltés, plus ou moins consciencieux, et partant plus ou moins véridiques; confians dans l'impunité, n'ayant en vue que de se rendre agréables en flattant bassement les passions du jour, font impudemment de métier marchandise; à une époque, dis-je, où l'intrigue s'acharne à dénigrer jusqu'aux actions les plus méritoires et aux dévouemens les plus sublimes, qu'il nous soit permis de nous préserver d'une aussi déplorable infirmité.

Si attaquer d'une manière aussi bénévole qu'inconsidérée, et au dépourvu de toutes preuves, la haute réputation d'un guerrier sans tache et d'un chef profondément vénérable, est le propre d'écervelés que la jactance étourdit et que les passions aveuglent; que dire de l'inconcevable légèreté comme de la niaiserie stupide de ces publicistes spéculateurs qui se laissent si facilement entraîner à combattre, le lendemain, l'opinion basée qu'ils

ont soutenue la veille? Que penser de ces écrivains sans foi, dont la plume vénale se contredit à chaque phrase, et qui, changeant du blanc au noir, comme du rouge au vert, aussi souvent que de posture, se font un jeu d'être du matin au soir en contradiction patente et flagrante, tant avec leur propre conscience, qu'envers les lois de l'équité?

Que dites-vous, insensés? que supposez-vous, tartufes? D'où partent ces cris absurdes de trahison et de félonie? Vous n'hésitez pas à affirmer qu'un preux du caractère de Raphaël Maroto, a forfait à l'honneur, vendu sa conscience, parjuré ses sermens et terni en un seul jour une carrière de trente années de gloire? Ah! misérables! vous affectez de le méconnaître, et votre crime est d'autant plus grand, qu'il est impossible que vous ne pensiez le contraire de vos perfides assertions! Arrêtez! arrêtez!.. vous qui osez profaner la vertu! Lisez attentivement ces pages; lisez-les! je vous y condamne...... Et s'il vous reste quelque sentiment de pudeur, si vous êtes susceptibles de remords, que la honte et la confusion soient désormais votre partage!

Considérant qu'on ne saurait envisager, sans pouffer de rire, les imperturbables doléances ni écouter avec flegme les vociférations et les récriminations outrées dont, depuis quelques jours, des écrivains exaltés comme des péroreurs fougueux fatiguent nos regards et étourdissent nos oreilles;

nous pensons qu'il convient, pour leur répondre *ad rem*, de varier notre style, attendu qu'il conviendrait peu d'employer le ton sérieux en réfutant des allégations ultrà-burlesques.

Définitivement, MM. de la Torre-Gorda, de la Casa-Alta, de la Espada-Larga, de Monte-Mayor, et de Matta-Moros, avec vos imputations de félonie et vos cris de trahison, nous prenez-vous pour des melons pastèques ou pour des cornichons confits dans la crême? Supposez-vous par hasard nous rendre dupes d'une mystification? Pensez-vous nous faire accroire que l'obélisque de Luxor est une aiguille à tricoter? ou que vos roussins bâtés, originaires de l'Arcadie, soient des coursiers Arabes pur sang?

Que signifient, s'il vous plaît, toutes ces plaintes amères, lorsque, sous nos propres yeux depuis deux ans, vous manœuvrez de façon à nous convaincre que, de part et d'autre, vous vous sauviez réciproquement la mise de votre enjeu.

Loin de nous l'intention déloyale de révoquer en doute le courage et la résignation des troupes Espagnoles; nous sommes au contraire convaincu de tout ce que l'on pourrait en attendre si elles étaient bien encadrées, parfaitement disciplinées et convenablement administrées; si, surtout, les emplois influens ainsi que les grades, au lieu de devenir trop fréquemment l'apanage du privilége et d'avantager de chétifs adolescens, n'étaient ac-

cordés qu'au mérite reconnu, à la capacité virile, et dévolus à des hommes expérimentés.

Ce que nous retraçons ici, ne tend qu'à démontrer la complète insignifiance de cet état d'hostilité où, entre parens, amis et concitoyens, les partis ont le bon sens de s'épargner mutuellement, ce dont nous les félicitons avec sincérité. Mais quand il est reconnu jusqu'à l'évidence (1) que les 99/100$^{es}$ des deux armées en présence ainsi que la masse des populations désolées, las des excès d'une guerre impie, n'aspiraient qu'à recouvrer les bienfaits de la paix; arriver, après deux ans de pourparlers, à conclure une transaction devenue indispensable, sans consulter les intérêts des moines, des capucins et des jésuites, ne saurait être taxé de trahison. Revenons à dépeindre la situation, en reprenant notre langage de soldat observateur.

On avouera bien, je pense, qu'il serait pyramidalement dérisoire d'appeler l
ou trois escarmouches annuel
séparés par d'immenses ravin
perturbablement à la portée
fusées à la congrève, sont pa
gaspiller, dans quelques mois,
*mille kilogrammes de poudre*

(1) Voir la justification écrite par Maroto
présente les listes volumineuses des chefs d
nombreux généraux et chefs de corps conn
écrit l'expression manifeste de leurs désirs
voir mettre un terme à ce déplorable état d

sultat de chaque action (1) se bornait à deux hommes tués, sept blessés, onze *contusionnés*, deux prisonniers malades et une mauvaise bicoque démantelée, que la garnison évacuait fort commodément, au bout de soixante-neuf heures de blocus et de tranchée ouverte.

Le vieux sergent *Marco*
*Carajo!*
Dit qu'ça n'peut aller guère,
Quand les *muchachos*
Et les *majos* (2)
Fument sur le derrière
*Carajo!*
Est-ce qu'on peut faire la guerre
*Carajo!*
Par le procédé Daguerre?

(1) Etant demeuré, pendant neuf mois consécutifs, de service d'observation sur l'extrême frontière, nous avons été à portée de suivre en plein midi, de pic en pic, à vol d'oiseau et la lunette à la main, le plus petit mouvement des parties belligérantes, et nous sommes d'autant plus en mesure de connaître approximativement la proportion moyenne des pertes, qu'à l'issue de l'action de Véra, nous nous occupions de l'enlèvement des blessés et que, dans une autre circonstance, à Endarlatza, nous les avons pansés nous-même.

(2) Fragiles mignons et pantins satinés, sorte de prostitution ambulante des camps, s'alimentant de bouillie et de confitures. Bien que ces gens soient d'ordinaire le type de l'ineptie, un orgueil démesuré ne les fait pas moins gonfler et reluire comme de gluans crapauds. Pendant que les soldats *prennent des positions* à la baïonnette, ces messieurs, trop prudens pour compromettre leur toilette, se contentent de *prendre le chocolat*, à 5 ou 6 kilomètres de tout danger. Il est vrai que cela a pour but de les préparer à *charger* et *hacher* à coups redoublés de...... crayon, sur le papier, *les ombres* de paysages croqués dans la perspective. Cependant, bons Espagnols, consolez-vous, car toutes les armées constituées du globe ont plus ou moins de *Majos*.

Sans nous adresser à ceux des officiers et soldats qui, dans ces diverses occasions, ont fait de part et d'autre leur devoir, nous dirons à MM. les *Ojalateros*, (1) que la pacification indigne : Convenez donc franchement, qu'abandonner une contenance aussi peu belliqueuse, pour rentrer dans un état de paix profonde, c'est absolument comme qui passe de l'assoupissement au sommeil, avec toutefois cette avantageuse différence : que s'il vous prend maintenant la fantaisie de bâiller ou d'éternuer, l'habitant de ces provinces désolées ne sera plus *alboroté* par la crainte de dévastations, de meurtres, de pillages, d'incendies, de contributions forcées, et de la violation du sexe!....

Je conçois qu'il peut être fort divertissant, pour de jeunes cadets, de se promener à travers les populations subjuguées, la poitrine bariolée de toutes les couleurs prismatiques de l'arc-en-ciel, en traînant avec fracas de longues rapières, et de passer au milieu des bonnes d'enfans, en faisant retentir sur un pavé raboteux des éperons sonores. Il est non moins agréable, sans doute, de passer le reste du temps à ne rien faire ou à se

(1) Le nom d'*Ojalateros*, ou fes
adopté par la causticité pénétrante
pour désigner et stygmatiser du ridi
tourbe de non valeurs et de non com
principalement le quartier-royal du
ces ogres sybarites épuisait toutes
vouement, il se bornait à faire des
demander que l'Espagne revienne au
Leur devise était : *Viva el rey abso*
le roi absolu et le rétablissement de

distribuer les rangs, les titres, les grades et les décorations avec cette facilité que l'on met

| | |
|---|---|
| A dar un cigarito<br>O hechar un polvito. | A donner un cigarre<br>Ou répandre une prise. |

Je comprends qu'il soit commode de vivre aux dépens du paysan, en s'emparant comme des vainqueurs, des clefs de l'armoire, du buffet, du grenier, de la cave, de l'écurie et voire même de l'alcôve!... Je ne révoque pas en doute les attraits *del monte* (jeu de carte), les qualités pectorales et stomachiques de la pâte de cacao, ainsi que la *saudunga*, *la gracia y la sal*, (la désinvolture, les charmes et le piquant) de certaines *maritornas* (servantes). Mais quant au pauvre soldat, cet homme si éminemment estimable et si impudemment dédaigné par des *muchachos* (moutards) qui négligent de lui rendre son salut, bien qu'ils mendient sa protection! quant à ces braves gens qui, vivant paisibles dans leurs foyers, en ont été arrachés par la violence et furent depuis retenus par la crainte! quant à ces bataillons que d'infâmes charlatans excitaient à combattre pour une cause diamétralement opposée aux intérêts de la patrie; quant à ces déplorables victimes de la fureur des partis; quant à ces malheureux qui, durant six années, loin de partager les délices d'Estella et d'Oñate, se traînaient nu-pieds, couverts de haillons en lambeaux, rongés par la misère, gravissant nuit et jour les rochers, conti-

nuellement exposés à l'intempérie des saisons, sans solde, sans secours, exténués de fatigue et de faiblesse : à moins de les supposer plus stupides que des *machos* (mulets) et plus idiots que des *pavos* (dindons), messieurs les moines, capucins, jésuites, ojalateros et majos leur permettront peut-être bien, je pense, de ne pas trouver leur position excessivement confortable et délectable.

Je tiens de nombreux témoins et notamment du capitaine de cavalerie D. Antonio de *Theubet*, retiré à Bayonne trois mois avant les arrangemens, que depuis long-temps la grande âme du généreux *Maroto* gémissait de voir que les ressources de toute nature, attirées et centralisées au quartier de D. *Carlos*, au lieu d'être employées à secourir les troupes qui combattaient sur la ligne, étaient au fur et à mesure accaparées et absorbées par l'égoïste voracité de la tourbe des *Ojalateros*. Le plus bel éloge que ces officiers puissent faire du général Maroto, c'est que, lorsqu'après les désastres de Peñacerrada, l'armée carliste anéantie et terrorifiée se trouvait réduite à deux doigts de sa perte ; le prince, le conseil, le peup
rent qu'une seule acclamatic
pouvoir le seul homme jugé
le parti du naufrage! Ce gén
ancre de salut, c'est le mort
jourd'hui quelques ingrats s'
à flétrir la conduite.

En acceptant le commandement, le nouveau chef ne dissimula pas au prétendant comme à ses ministres, la ferme résolution où il était d'arriver à une pacification généralement desirée, en évitant autant que possible l'effusion du sang espagnol. Néanmoins, pénétré du vieil adage *si vis pacem parra bellum*, il s'empressa de réorganiser les cadres délabrés, la discipline méconnue, l'administration en complet désarroi; et son dévouement actif comme sa fermeté inébranlable, parvinrent à rétablir en peu de temps l'harmonie des diverses branches qui constituent une armée. Peines, travaux, dangers, fatigues, privations, sacrifices de fortune (1), rien ne fut épargné par lui pour justifier le choix glorieux dont il venait d'être honoré. Est-ce là le rôle d'un traître?

Après avoir représenté la situation critique des soldats, entreprenons maintenant de peindre un tableau non moins déplorable et beaucoup plus hideux.

Nous devons faire ici une profession de foi formelle, en déclarant du fond de l'âme : qu'il ne saurait entrer dans nos vues de porter la moindre atteinte à une saine religion, ni d'attaquer la généralité des prêtres de l'Espagne. Nous avons encore bien moins l'intention de froisser en rien

(1) Près de deux millions furent par lui empruntés à Bayonne et à Bordeaux, sur hypothèque de ses biens, pour subvenir aux premiers besoins des troupes. Quel est celui de ses détracteurs qui en eût fait autant ?

le caractère respectable du clergé français; surtout, lorsque s'interdisant scrupuleusement toute action en dehors de la sphère du spirituel, il se borne exclusivement à prêcher la concorde et à assurer le triomphe de la morale évangélique. Le sacerdoce, placé dans cette situation éminemment recommandable, ne peut qu'inspirer l'estime respectueuse et provoquer la profonde vénération des gens de bien. Par malheur, il n'en est point ainsi des sectes jésuitiques et monacales.

Le plus puissant motif qui nous ait déterminé à entrer en lice pour combattre les agressions de ces sectes pernicieuses, c'est qu'il est parvenu à notre connaissance que la compassion du généreux D. Raphaël Maroto avait déja deux fois épargné la vie au *révérend* père Casarès, lequel moine furibond, abjurant tous sentimens de pudeur, vient de publier un libelle fulminant contre son bienfaiteur, contre le noble mortel dont il eut la bassesse d'implorer la clémence! Cette conduite ignoble du lâche fanatique, nous rappelle la fable du laboureur et de la couleuvre!

*Caricature* et *Figaro*,
Pendant ces dernières années,
Que n'étiez-vous aux Pyrénées
Pour voir Basile et Tejeiro?
Et toi, dont les crayons burlesques,
Croquent si bien les traits grotesques,

Que n'as-tu pu, *Charivari*,
Esquissant l'étrange ourvari,
Contempler à loisir ces moines
Aux mentons bardés de trois couennes,
Et ces dégoûtans capucins
Plus sauvages que des oursins!
De Saint-Antoine la peinture,
N'offre auprès qu'une miniature.
. . . . . . . . . . . . . . . . . .
. . . . . . . . . . . . . . . . . .

Certes, si jamais spectacle colossalement cocasse et d'une stupidité ébouriffante, fut susceptible d'exciter l'hilarité, tout en provoquant des nausées, c'est incontestablement celui qui vient d'être offert aux populations du 19e siècle, stupéfaites d'un aussi révoltant cynisme!

En effet : que l'on se représente le hideux amalgame de ces fainéans hypocrites, surchargés d'une graisse immonde, escortés de ces sales mendians couverts de fange, emblême de leur âme...., affublés de frocs, de rosaires et de capuchons souillés de crasse, etc., etc., etc., fourmillant pêle-mêle, à travers les provinces consternées. Que l'on se figure cette cohue de fanatiques furibonds, rongés par la lèpre et la vermine, bavant le fiel, écumant la rage, et paradant tels que des saltimbanques, derrière un simulacre de manteau royal, dont ils complotaient de faire leur *palladium*, pour atteindre à dominer par la terreur.

Respect au preux dont le cœur noble,
Que révoltait l'atrocité,
Sut dompter, d'une ligue ignoble,
La rage et la férocité!
Honneur à lui! car les seuls traîtres
Sont ces capucins et ces prêtres,
Ces moines et ces apostats
Souillés des plus noirs attentats!

Oui! les seuls traîtres sont ces jésuites astucieux et ces pervers cénobites qui, exploitant la faiblesse de D. Carlos, se sont acharnés à illuminer ce prince en incriminant, dans sa pensée, les conseils salutaires que lui dictait le dévouement de son serviteur le plus fidèle. Ce sont eux qui soufflèrent au prétendant sa dernière et brutale réplique: « *Je tiens*, dit-il, *ma couronne du droit divin, et roi par ma naissance*, ..
*concession ;* » ce qui éq
périsse l'Epagne entièr
nier soldat, et que le
brasé, plutôt que de
des ténèbres! Cette bo
désormais la situation d
ment critique. Menacé
assassins. ce général n'
de déposer le comma
énergie de réprimer la
façon exemplaire, l'au

Dieu seul sait combien de victimes eussent été immolées, si ce père du soldat avait eu la lâche perfidie de fuir, en abandonnant toute responsabilité morale.

La politique des puissances étrangères, lasse de contempler cette horrible guerre d'assassinats et de représailles, mue par un sentiment de compassion, reconnut l'impérieuse nécessité de conseiller une transaction à laquelle la France elle-même n'était peut-être pas éloignée de donner humainement son adhésion. Il s'agissait, dit-on, de réunir les partis divisés et de mettre un terme au fléau en stipulant le mariage de la jeune Isabelle avec le prince des Asturies, fils de D. Carlos. Cette combinaison basée sur les principes constitutionnels, était en outre conforme aux dispositions de l'Infant, doué de sagesse et d'un esprit éclairé.

Toutefois, un axiome palpable, c'est qu'un arrangement philanthropique ne saurait convenir à MM. les jésuites, ils y perdraient évidemment toute influence. Dès lors, plus de composition possible avec cette secte et ses illuminés; *les traîtres sont donc ceux qui ont soufflé le feu de la discorde.*

C'est l'empire exercé par les moines et jésuites, sur la faible cervelle du prince, qui porte le général Maroto à dire dans son manifeste: *Je voulais me dévouer aux intérêts de D. Carlos, mais l'ingratitude, compagne inséparable de l'orgueil et du despotisme, ferma les portes à mes espérances.*

Ce que les moines et jésuites entendent par *faction Marotiste*, qu'ils taxent d'immorale et de traîtresse, se compose de l'ensemble des quatre provinces où régnait le théâtre de la guerre, c'est-à-dire : de la Biscaye, l'Alava, la Navarre et le Guipuzcoa, provinces épuisées par les ravages et contributions, comme révoltées des brigandages et vexations dont depuis six ans elles se voyaient continuellement accablées. Ce que *les factieux Révérends Pères* comprennent encore dans le nom de *faction*, c'est l'élite de l'armée carliste, c'est cette armée elle-même toute entière; en un mot : ce sont ces chefs de juntes, ces nombreux officiers-généraux et cette multitude de chefs de corps qui, représentant devant le général Maroto les vœux de l'immense majorité des habitans comme des troupes, lui ont déclaré, dans les termes les plus précis, la ferme résolution que manifestaient les masses d'en finir irrévocablement avec les insolentes prétentions du jésuitisme et de la monacaille.

Quand l'hypocrite père Casarès, l'un des nombreux conjurés qui obti
néral en chef, vient acc
rateur d'être *un lâche*, ı
*sanguinaire;* ces seules
moine, sont la plus con
phaël Maroto, en ce qı
de l'assertion, on doit e
de sa magnanimité. D'u

non moins victorieux frappera encore ici les convictions; c'est que si le très-petit nombre de ceux dont on a dû faire à Estella une prompte justice, ne s'étaient pas reconnus énormément coupables, l'approche du chef de l'armée ne les eût pas fait frémir au point de se cacher sous le sale froc de capucins, pour tenter de se soustraire à un châtiment qu'ils reconnaissaient consciencieusement n'avoir que trop mérité.

Quiconque a compris l'immense responsabilité physique et morale qui pèse sur un chef d'armée, ne saurait révoquer en doute l'indispensable nécessité qui a prescrit les exécutions d'Estella. Il en est de l'art de commander, surtout en fait de subordination militaire, comme de celui de la chirurgie : l'un et l'autre exigent parfois l'emploi des moyens violens; l'un et l'autre doivent inspirer une prompte et salutaire détermination.

De même que dans certains cas, pour cicatriser une plaie, il faut savoir appliquer à propos la cautérisation, ou pratiquer l'amputation qui doit préserver le corps humain de la gangrène, de même on doit opérer sur le corps social et principalement dans les camps, en présence de mille tracas et obstacles. Buonaparte en Egypte dut rappeler sévèrement Kléber à l'ordre : plus tard les Cadoudal, les Pichegru, les Moreau s'exposèrent aux conséquences de leur témérité. Il en fut de même à une autre époque des Mallet, Guidal et Lahorie. Si ces généraux furent jugés, c'est que l'on n'é-

tait pas en campagne dans l'intérieur, ni menacé d'une double guerre civile, et que là où il n'y a ni moines ni jésuites, on peut presque toujours temporiser pour accomplir les formalités.

Un général se montrerait indigne de commander à de braves gens, si, durant la guerre, il négligeait de maintenir parmi ses troupes la plus sévère comme la plus exacte discipline. Or, le chef pusillanime qui en pareil cas fermerait les yeux sur la sédition ou la révolte, trahirait le plus sacré de ses devoirs et se rendrait coupable du crime de lèse-patrie. Dans une situation aussi critique, il ne saurait au contraire trancher trop profondément afin d'obtenir l'assurance que le mal étant extirpé jusqu'à la racine, il n'existe plus dans les rangs aucuns symptômes de corruption.

L'acceptation des *fuéros*, qui vient d'être proclamée par les *cortès*, prouve assez combien durent être grands les efforts du noble général Maroto pour obtenir cette concession qui, en raison de la discorde répandue par les jésuites, dans les troupes factieuses, ne pouvait plus être acquise les armes à la main. Cet acte de générosité du parti vainqueur ne fait pas moins d'honneur au caractère loyal du général Espartero dont le crédit immense n'a pas peu contribué à cette décision conciliatrice. Il y a peu d'exemples que des hommes de cœur, ayant appris à s'apprécier, puissent se résoudre à mettre en usage le honteux emploi des subtilités.

L'expérience des faits démontre donc jusqu'à satiété que les intérêts des provinces Basques n'avaient aucun rapport avec la cause du prétendant, et surtout rien de commun avec les prétentions exagérées d'une poignée d'intrigans absolutistes ou de fanatiques visionnaires.

En ce qui concerne la brochure publiée par M. Marcos Harris, l'ayant lue attentivement, nous avons vainement cherché à y découvrir la moindre base de fondement et la plus légère ombre de preuves susceptible d'étayer le moindrement ses accusations. Il y a plus : c'est que le contenu de cette brochure ne nous a présenté qu'un amas désordonné et confus d'idées décousues, dont l'ensemble, fulminante diatribe, attaque plutôt le caractère de D. Carlos et de ses conseillers que la personne du général en chef.

Médire, déchirer, dénigrer et offenser ne prouvent absolument rien, sinon que l'auteur, vivement impressionné par le dépit, s'est laissé entraîner par la colère, péché capital, surtout en fait d'argumentation. On conçoit d'ailleurs que cet officier anglais, qui agissait auprès du prétendant dans l'esprit du parti tory, a été trop gravement désappointé par les événemens de Bergara, pour être à même d'écrire avec impartialité l'histoire; de pareilles dispositions ne sauraient permettre à M. Harris de faire un seul prosélyte parmi les gens qui réfléchissent et raisonnent à froid.

Quant au lâche libelle vomi par l'incandescent

moine Casarès, ce langage ordurier ne peut émaner que de la cervelle d'un fanatique imbécile, mordu par quelque animal hydrophobe. Ce fougueux démagogue se reporte sans doute à la chaire du 14e siècle, et, dans son inconcevable illusion, se croit encore, comme les imposteurs de cette époque, environné de niais et d'aveugles disposés à se laisser illuminer par la captieuse faconde de fantasques sermons.

Croyez-nous, messieurs les absolutistes et disciples de Loyola, gens à conceptions étroites et à volontés rétrogrades, il devient désormais inutile de vous marteler l'imaginative pour trouver des conspirations là où il n'y a que le dégoût général de votre perfide système et l'horreur profonde que vos forfaits inspirent à l'univers entier.

On peut juger du sort que MM. les moines et jésuites réservaient à l'Espagne dans le cas où ils auraient triomphé, par les abominables excès en tous genres où ils s'abandonnaient au sein même du pays qui leur donnait hospitalité et qui combattait pour eux. Depuis deux ans nous avons eu maint exemple de pères de famille et d'époux incommodes contre lesquels le
obtenaient de D. Carlos un
en ces termes : *Mientras ve*
*Vm. tiene que salir fuera de n*

Le maître de la maison une
cateurs de l'arrêt s'installaient
entre la mère, les enfans, l

D. Raphaël Maroto, en se plaçant à la hauteur de sa mission sublime, a prouvé qu'il joignait à un jugement sain, les qualités brillantes de l'homme de guerre, et les profondes vertus du philosophe éclairé. Un jour, la postérité lui érigera des statues et les générations révèreront tant de stoïcisme !!

Espagnols, braves des deux camps ! rendez grâce au Dieu des armées, qui a voulu que vos chefs respectifs fussent réciproquement dignes de s'estimer, de se comprendre et d'opérer la grande œuvre qui les honore et les immortalise !

Il n'y a en Espagne que trois classes de gens qui peuvent y regretter sincèrement la domination du parti moine, appuyé sur l'inquisition, et dans lequel s'était aveuglément laissé entraîner la faiblesse d'un prince cagot ; ce sont : 1° les maris tenant à honneur de jouer près des *révérends* pères le rôle d'*al*....... de leur famille ; 2° ces Messalines impudiques et délirantes qui, sous le spécieux prétexte de la confession, se livrent dans de dégoûtantes orgies (1) à tous les excès du liber-

(1) Un riche négociant de Cadix, *Gallego* (Galicien) portefaix, que son ordre, son économie, sa probité et son surcroît d'intelligence industrielle avaient rendu l'un des Crésus de l'Andalousie, possédait dans cette ville un hôtel ou palais bâti en marbre, sous le toit duquel j'ai moi-même habité. Or, voici l'anecdote chronique que je tiens pour l'avoir recueillie sur les lieux même, de la bouche de témoins contemporains de l'événement.

Ce négociant, nommé G ......, possédait sous son vaste hôtel de nombreuses caves garnies des meilleurs vins, et sa table, à laquelle il sacrifiait quotidiennement une once d'or, était des mieux approvisionnées en fait des mets les plus recherchés. S'étant un jour aperçu d'une diminution sensible parmi les bouteilles de son plus délicieux liquide,

tinage le plus effréné; 3° enfin, les vagabonds sans aveu qui, vivant d'aumônes, servent tour à

et d'une augmentation effrayante dans le budget des dépenses de la semaine, il manda son maître-d'hôtel et le somma d'avoir à lui expliquer d'où pouvait provenir un tel désordre. Le majordome, confus des reproches de son maître et plus humilié encore des soupçons flétrissans qui planaient sur son austère fidélité, demanda et obtint quelques jours de délai, au bout desquels il devait être chassé comme un vil fripon, s'il ne parvenait à fournir à D. A. G....... la preuve incontestable de son innocence. Le traité se passant à huis clos, il y fut stipulé que l'on ne soufflerait pas un mot à qui que ce fût, au sujet de la scène qui venait d'avoir lieu.

Le terme fatal du délai devait expirer un lundi, lorsque le dimanche soir D Antonio se vit accoster par son serviteur muni d'une lanterne sourde, et qui, tremblant, les larmes aux yeux, l'accent contrit et à voix basse, lui dit d'un ton mystérieux : oh! monsieur, ne m'en veuillez pas! vous voulez une preuve? — Oui! — Vous persistez? — Oui, te dis-je! — Eh bien, suivez-moi sans faire de bruit.

A ces mots l'homme de confiance, accompagné de son maître et bienfaiteur, se dirigea vers la cave dans le plus grand silence; Julio (le domestique) avait eu soin de bien imprégner d'huile le mouvement des serrures ainsi que les clés; on descend à pas lents le grand escalier, trois portes de galeries voûtées sont successivement ouvertes, la quatrième est celle d'un caveau particulier abandonné et rempli de décombres; Julio alors serre la main de son maître, tombe à genoux et le conjure de ne pas pousser plus loin ses investigations. D. Antonio s'irrite et s'écrie : *la prueba! maldito! la quiero!* Je veux la preuve malheureux! Il dit : les gonds tournent, tous deux s'avancent en franchissant des monceaux de pierres, et arrivent à une petite porte basse d'où partent des chants bachiques, des cris de joie, des jurons et des sermens de tendresse. Julio alors c
maître, déjà vivement impression
quée entre les planches, et lui dit

Je laisse à penser quelle dut
G......., quand ses yeux plonge
ment décoré à l'asiatique, lui p
personnes, dont partie à table e
ébats d'une façon peu équivoque
sa torpeur quand il reconnut sa f
par les fumées des libations, s'
d'une demi-douzaine de moines F

Le couvent de St-François s'ét
par la largeur de la rue, sous laq
avaient pratiqué un souterrain de
leuse fut assoupie par l'influence
pas dit si le malheureux D. Anto
cette voie du crime. Peut-être l
faveurs des moines, qu'il y avait

tour, aux uns comme aux autres et selon l'occurrence, soit d'espions, d'assassins, de commis-

Le besoin d'un interprète m'ayant fait provisoirement attacher au quartier-général, je reçus un jour l'ordre de partir avec l'escorte d'un piquet du 5e régiment de hussards, pour me rendre à Séville, à l'effet d'y établir l'assiette du logement de notre deuxième colonne d'opération. Le lendemain, un jeune officier de dragons, malade, m'ayant prié de le faire loger, je m'informai à un *Alcalde de barrio* ( commissaire de quartier ) du meilleur gîte existant parmi les bulletins qui restaient. Le choix du fonctionnaire tomba sur une maison d'éducation de jeunes demoiselles, où l'employé m'affirma que notre cavalier serait reçu à merveille ; je remis le billet au camarade qui me remercia en me pressant cordialement la main.

Deux jours après, notre officier ayant manqué à tous les rassemblemens de son escadron, le corps fit une enquête dont j'eus connaissance ; aux renseignemens donnés, je crus reconnaître le militaire qui en était l'objet, et, accompagné de l'alcalde, nous nous rendîmes au couvent. Tout dans cette enceinte respirait le calme de l'innocence. Sur nos questions empressées, la maîtresse du lieu nous répondit, avec un tranquille étonnement, que depuis la veille l'officier ainsi que son soldat n'avaient point paru, que le pavillon où ils logeaient était fermé et qu'on en avait emporté la clé. Le commandant présent ayant demandé à visiter le local, je fis appeler un serrurier : les portes furent ouvertes ; mais quelle fut la stupéfaction et l'horreur des assistans quand, dans la première pièce, nous trouvâmes le dragon étouffé entre deux matelas cordés, tandis que, dans la seconde où ruisselait le sang, nous découvrîmes dans la ruelle du lit le cadavre de l'infortuné lieutenant, percé de nombreux coups de poignards.

Tous nos regards investigateurs se tournèrent vers l'hôtesse qui, terrorifiée et tombant en défaillance, s'écria : « Ah ! mon fils, qu'as-tu fait? malheureux ! je te reconnais bien là !.. La justice espagnole s'empara de cette affaire, et sans l'intervention française, cette mère infortunée, bien qu'innocente, eût été suppliciée ainsi que deux filles de service. Cependant des recherches minutieuses firent connaître qu'effectivement le fils de l'hôtesse avait été vu l'avant-veille au soir s'introduisant dans le cloître avec deux individus, dont un moine novice de Saint-Paul, et que ces trois fanatiques avaient regagné la montagne le lendemain dès la pointe du jour. Toutes les démarches faites pour les atteindre furent infructueuses. Voilà les moines, rien ne saurait suspendre leur audace lorsqu'il s'agit d'assouvir leurs passions haineuses.

Pendant notre séjour à Cadix, un capitaine de service du 27e de ligne, traversait les galeries du couvent des moines de la Merced, lorsqu'une odeur infecte attire son attention ; il promène de tous côtés ses regards et s'aperçoit enfin qu'une grande quantité de vers grouillaient en circulant sous une porte. Considérant que ses soldats habitant le voisinage peuvent être incommodés par ces exhalaisons et résolu d'en détourner la cause, l'officier veut faire ouvrir la porte ; les moines se présentent, s'y opposent, et prétextent avoir égaré la clé ; le capitaine persiste,

sionnaires affidés ou de satellites affiliés au tribunal du saint-office.

Ainsi donc : par un étrange renversement des idées admises, par une bizarre interprétation de la signification des mots, ceux qui, désabusés sur une guerre fratricide d'extermination, SE VOYANT MENACÉS DE DEVENIR LES COUPABLES INSTRUMENS D'UNE FACTION FANATIQUE ET INEXORABLE (1), se sont sagement soumis aux immuables décrets de la Providence! Ceux, qui tels que Villaréal, le fusil à la

appelle ses soldats, la garde elle-même accourt ; la porte vole en éclats, mais tous reculent de dégoût et de saisissement au moment où l'ouverture permettant le dégagement des miasmes, laisse apercevoir dans un angle du caveau, l'affreux cadavre d'un homme pendu, à demi-rongé de putréfaction. Qu'est-ce que cela signifie? s'écrie l'officier révolté d'indignation. Ce n'est rien, lui répond avec flegme le chef de la communauté, les Français n'ont rien à voir dans notre discipline. — C'est possible, monstres ! mais en attendant, fais sur-le-champ évacuer cette infection où je t'enferme avec. La chose fut exécutée à l'instant, mais le crime demeura assoupi. Voilà les moines!...

(1) Depuis le général en chef jusqu'aux simples soldats qui, dès le principe, se présentèrent volontairement pour marcher sous la bannière du prétendant, tous, sans exception, n'avaient en vue que de soutenir le maintien de la loi salique et des *fuéros*, dont l'abus était dégénéré en coutume. Toutefois, du moment où chacun se vit trompé dans son attente par la manifestation des principes despotiques que prêchaient des jésuites et des moines, et que sanctionnait la faiblesse d'un prince illuminé ; chacun, honteux de se voir pris au piége, et
se refusant à accepter le rôle de dupe, reconn
de se dégager d'un pacte aussi perfidement violé
la stupidité et l'intrigue.

S'il eût été phénoménalement étrange de voir
et d'honneur, pactisant avec l'ignominie, se sac
le rétablissement de l'horrible inquisition, la ch
au prix de flots de sang répandu, il n'eût pas ét
marquer, immédiatement après, les sandales du
*nec plus ultra*, à la porte de la chambre à couc
quise, ou de la boutiquière, avec interdiction
taire, ex-soutien *de la bonne cause*, de passe
s'exposer aux vengeances, tortures, incarcérati
sacré tribunal.

tour, aux uns comme aux autres et selon l'occurrence, soit d'espions, d'assassins, de commis-

Le besoin d'un interprète m'ayant fait provisoirement attacher au quartier-général, je reçus un jour l'ordre de partir avec l'escorte d'un piquet du 5e régiment de hussards, pour me rendre à Séville, à l'effet d'y établir l'assiette du logement de notre deuxième colonne d'opération. Le lendemain, un jeune officier de dragons, malade, m'ayant prié de le faire loger, je m'informai à un *Alcalde de barrio* (commissaire de quartier) du meilleur gîte existant parmi les bulletins qui restaient. Le choix du fonctionnaire tomba sur une maison d'éducation de jeunes demoiselles, où l'employé m'affirma que notre cavalier serait reçu à merveille ; je remis le billet au camarade qui me remercia en me pressant cordialement la main.

Deux jours après, notre officier ayant manqué à tous les rassemblemens de son escadron, le corps fit une enquête dont j'eus connaissance ; aux renseignemens donnés, je crus reconnaître le militaire qui en était l'objet, et, accompagné de l'alcalde, nous nous rendîmes au couvent. Tout dans cette enceinte respirait le calme de l'innocence. Sur nos questions empressées, la maîtresse du lieu nous répondit, avec un tranquille étonnement, que depuis la veille l'officier ainsi que son soldat n'avaient point paru, que le pavillon où ils logeaient était fermé et qu'on en avait emporté la clé. Le commandant présent ayant demandé à visiter le local, je fis appeler un serrurier : les portes furent ouvertes ; mais quelle fut la stupéfaction et l'horreur des assistans quand, dans la première pièce, nous trouvâmes le dragon étouffé entre deux matelas cordés, tandis que, dans la seconde où ruisselait le sang, nous découvrîmes dans la ruelle du lit le cadavre de l'infortuné lieutenant, percé de nombreux coups de poignards.

Tous nos regards investigateurs se tournèrent vers l'hôtesse qui, terrorifiée et tombant en défaillance, s'écria : « Ah ! mon fils, qu'as-tu fait? malheureux ! je te reconnais bien là !.. La justice espagnole s'empara de cette affaire, et sans l'intervention française, cette mère infortunée, bien qu'innocente, eût été suppliciée ainsi que deux filles de service. Cependant des recherches minutieuses firent connaître qu'effectivement le fils de l'hôtesse avait été vu l'avant-veille au soir s'introduisant dans le cloître avec deux individus, dont un moine novice de Saint-Paul, et que ces trois fanatiques avaient regagné la montagne le lendemain dès la pointe du jour. Toutes les démarches faites pour les atteindre furent infructueuses. Voilà les moines, rien ne saurait suspendre leur audace lorsqu'il s'agit d'assouvir leurs passions haineuses.

Pendant notre séjour à Cadix, un capitaine de service du 27e de ligne, traversait les galeries du couvent des moines de la Merced, lorsqu'une odeur infecte attire son attention ; il promène de tous côtés ses regards et s'aperçoit enfin qu'une grande quantité de vers grouillaient en circulant sous une porte. Considérant que ses soldats habitant le voisinage peuvent être incommodés par ces exhalaisons et résolu d'en détourner la cause, l'officier veut faire ouvrir la porte ; les moines se présentent, s'y opposent, et prétextent avoir égaré la clé ; le capitaine persiste,

sionnaires affidés ou de satellites affiliés au tribunal du saint-office.

Ainsi donc : par un étrange renversement des idées admises, par une bizarre interprétation de la signification des mots, ceux qui, désabusés sur une guerre fratricide d'extermination, SE VOYANT MENACÉS DE DEVENIR LES COUPABLES INSTRUMENS D'UNE FACTION FANATIQUE ET INEXORABLE (1), se sont sagement soumis aux immuables décrets de la Providence! Ceux, qui tels que Villaréal, le fusil à la

appelle ses soldats, la garde elle-même accourt ; la porte vole en éclats, mais tous reculent de dégoût et de saisissement au moment où l'ouverture permettant le dégagement des miasmes, laisse apercevoir dans un angle du caveau, l'affreux cadavre d'un homme pendu, à demi-rongé de putréfaction. Qu'est-ce que cela signifie? s'écrie l'officier révolté d'indignation. Ce n'est rien, lui répond avec flegme le chef de la communauté, les Français n'ont rien à voir dans notre discipline. — C'est possible, monstres ! mais en attendant, fais sur-le-champ évacuer cette infection où je t'enferme avec. La chose fut exécutée à l'instant, mais le crime demeura assoupi. Voilà les moines!...

(1) Depuis le général en chef jusq
principe, se présentèrent volontairen
nière du prétendant, tous, sans ex
soutenir le maintien de la loi salique
dégénéré en coutume. Toutefois, du
dans son attente par la manifestatio
prêchaient des jésuites et des moines
d'un prince illuminé; chacun, hont
se refusant à accepter le rôle de du
de se dégager d'un pacte aussi perfide
la stupidité et l'intrigue.

S'il eût été phénoménalement étra
et d'honneur, pactisant avec l'ignomi
le rétablissement de l'horrible inquisi
au prix de flots de sang répandu, il
marquer, immédiatement après, les
*nec plus ultra*, à la porte de la cham
quise, ou de la boutiquière, avec in
taire, ex-soutien *de la bonne cause*
s'exposer aux vengeances, tortures,
sacré tribunal.

protestations de zèle comme d'une monnaie de contrebande dont le cours est subordonné à la durée du rôle de contrebandier (1). Du moment où il n'y a plus de bénéfices de cent pour cent à attendre, il n'y a plus de manifestations sympathiques à espérer. Tel est le caractère de ceux qui vous abusaient pour mieux vous rançonner.

Quant à la conduite du parti libéral, elle n'a rien que de très-naturel et ne doit en rien vous surprendre : c'est la conséquence de ses principes; ses adversaires désarmés et malheureux ne sont plus à ses yeux que des frères envers lesquels l'humanité lui fait un devoir de compâtir.

Le commandant D. Carlos. — Croiriez-vous bien, capitaine, que dans l'affreuse situation où vous me voyez, en arrivant à Ustaritz, je fus accosté par un sieur T., fabricant de chocolat, lequel me prenant à part, m'offrit non du linge pour me changer, non une chaussure ou des vêtemens pour couvrir ma nudité, non du pain ou un verre d'eau pour soutenir mon épuisement, ce qu'il eut l'infamie de m'offrir, *c'est de me cacher*

(1) Situé à quelques lieues des frontières de France, le quartier dit *royal* de D. Carlos, offrait au milieu des montagnes pyrénéennes l'aspect pittoresque d'une attristante sauvagerie ; que l'on s'imagine au centre de ces gorges, un assemblage confus de paysans, de soldats, de prêtres, de contrebandiers, d'ânes, de chevaux, de jésuites, de mulets, de moines, de jongleurs, de juifs, de perruquiers, de capucins, d'apothicaires, gourgandines, rôtisseurs et aventuriers de toutes les nations, affublés de soutanes, de dolmans, de frocs, de blouses, de zamarres, de capuchons, et vêtus de peaux d'ours, de chèvre, de mouton, etc.... Bref, quiconque n'a pu voir ce bizarre cortége du prétendant, n'a, s'il veut s'en faire une idée, qu'à contempler la gravure fantastique qui représente la tentation de Saint-Antoine.

*pour me faire rentrer immédiatement en Espagne;* c'est-à-dire de faire de moi un vil conspirateur, un artisan de nouveaux désordres et de m'exposer ainsi au supplice que l'on réserve aux traîtres.

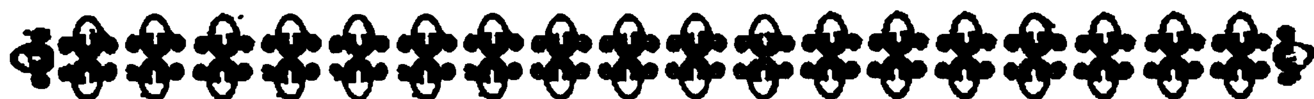
LE CAPITAINE. — Je crois tout en fait d'atrocités de la part de cette abjecte canaille; rien ne m'étonne de ces drôles, en ce qui est de leur perfidie; j'entrevois même qu'en vous adressant cette proposition, ce misérable avait déja probablement calculé ce que pourrait lui procurer une dénonciation où il s'engagerait à vous livrer pieds et poings liés aux autorités du parti qu'il feignait de desservir.

D. CARLOS. — Que pensez-vous encore d'un de vos marquis dont je fus reconnu à Bayonne, et qui eut l'aberration de me dire à n
neveu du comte d'Esp.... « *Com*
*eh! pourquoi n'êtes-vous pas v*
*porte?* » Ainsi, encore noirci pa
dach, et me traînant nu-pieds
que ce fût à moi d'aller à sa ren

LE CAPITAINE. — Je pense q
l'insolence sont filles de l'orgu
que ces messieurs vous ont fait
chez eux plusieurs manières d'i
de la délicatesse, de l'honneur,
de la chevalerie.

D. CARLOS. — Oui, mais mai
savons à quoi nous en tenir, ILS
DRONT PLUS !....

LE CAPITAINE. — Ainsi soit-il !....



# PREMIÈRE PROCLAMATION

DU

## LIEUTENANT-GÉNÉRAL MAROTO,

A L'ARMÉE ET AUX POPULATIONS.



« SOLDATS,

« HABITANS DES PROVINCES BASQUES ET DE LA NAVARRE,

« Voilà cinq années accomplies d'héroïques sacrifices: votre sang abondamment répandu, la perte de vos fortunes et d'indicibles souffrances de toute espèce, comme celles que vous avez supportées pendant votre admirable résistance, ne suffisent pas pour appaiser aujourd'hui la cupidité d'hommes immoraux qui, à l'ombre du monarque et jouissant des illusions, des positions, du bien-être, ont vu et voient encore avec indifférence vos privations, vos fatigues, votre mort même, tant qu'elles leur assurent le sommeil dans la mollesse et leur existence à vos dépens.

« Vous avez été témoins de l'état déplorable où vous étiez quand j'ai pris votre commandement et votre direction; vous êtes également témoins des soins que j'ai mis à ne pas perdre votre confiance. Si mes prières adressées au monarque ont influé d'une manière quelconque afin qu'il vous accorde ce qui vous revient en bonne justice, je n'ai

pu cependant arriver complétement à mon but parce que des projets de fournitures dans lesquelles se trouvent combinées des spéculations particulières ont contrarié mes désirs et éloigné de mon cœur l'espérance que j'ai pu avoir un jour, espérance fondée sur des paroles réitérées par lesquelles il m'était assuré qu'on ne s'écarterait pas de la juste considération que je méritais en s'arrêtant à l'extrême hardiesse des hommes malveillans qui font circuler des nouvelles injurieuses pour vous, et où ils disent qu'entièrement payés et habillés, vous ne faites autre chose qu'affliger les pop

« Ils ont voulu m'obli
fortifications ennemies,
expéditions; et lorsqu'il
niâtre qui voulait vous
à la trahison et à d'infâ
ont fait une publication
et subversives; ils ont
places, et jusque dans l
roles d'anarchie, de s
cherché, sans trop dissi
dans de nouveaux mall
en échange de vos ch
lamités, en m'obligean
justificatives qui m'ont
mon plan, à me rendre
neur, de loyauté et de
vité de tels excès.

« Vous tous savez les
rale; vous ignorez cepe
au monarque, par l'en
qui sont à mes côtés, d

que je n'avais pas demandé; mais une fois le pouvoir dans les mains, je ne permettrai pas qu'il soit souillé d'un affront ignominieux. J'ai observé votre constance, j'ai remarqué vos dégoûts, et, plein de reconnaissance pour la confiance fraternelle que je vous parais mériter, je mourrai parmi vous. Je ne permettrai pas plus long-temps, je vous le jure, le triomphe de la trahison, de la cupidité et du mensonge. Les auteurs qui provoquaient une sédition militaire sont prisonniers, j'ai fait peser sur eux un châtiment exemplaire qui mettra un frein aux machinations qui pourraient entraver nos travaux, et, les rendant inutiles, vous faire gémir enfin sur votre infortune.

« La rigueur des peines établies par les lois militaires vient de se faire sentir; je serai inexorable dans leur application pour toute personne qui, oubliant ses devoirs sacrés, en dépassera les limites. Lorsque viendra à se calmer le premier germe révolutionnaire dans lequel on a voulu nous envelopper, moi-même je vous présenterai la justification légale des actes que j'ai préparés de concert avec le conseiller de guerre auditeur général de l'armée, à qui je fournirai toutes les preuves dont je dispose.

« Volontaires, nobles enfans du royaume et des provinces Basques : *Vive le Roi! Vive la subordination!* Que notre devise soit la Religion ou la mort et la restauration de nos antiques lois pour lesquelles nous mourrons tous; chassons d'auprès de nous tout homme ambitieux qui ne coopère pas efficacement au triomphe de la cause que nous défendons, et pour laquelle vous voyez couverts de deuil vos pères et les foyers qui vous ont vus naître.

« Estella, le 18 février 1839. »

*Le Chef d'État-Major général,*

RAPHAEL MAROTO.



# MANIFESTATION

DU

## LIEUTENANT-GÉNÉRAL MAROTO,

### A S. M. CHARLES V.



« L'indifférence avec laquelle V. M. R. a écouté mes plaintes pour le bien de sa juste cause depuis que j'eus l'honneur de me mettre à V. P. R. dans le royaume de Portugal pour la défendre, et plus particulièrement encore lors de mes aigres contestations avec le général Moreno, qui voulut obscurcir et déprécier mes services rendus dans la bataille soutenue contre le rebelle Espartero sur les hauteurs d'Arrigorriaga, bataille qui aurait dû et pu amener le terme de la guerre, vu que l'ennemi comptait sur bien peu de forces, surtout après la reddition de Bilbao, qui ne pouvait manquer, puisque toute l'armée qui y était enfermée ainsi que la division anglaise, étaient effrayées, sans vivres pour plus de huit jours, leur chef blessé, et avec la confiance positive que j'avais que pas un seul homme ne pouvait échapper; ce qui amenait infailliblement la marche franche de V. M. sur Madrid, évitant

par cette prise de possession de votre capitale les ruisseaux de sang qui ont coulé depuis : tout cela, sire, m'a mis dans la dure nécessité, non pas de manquer au respect dû à V. M., mais d'adopter quelques mesures qui assurent l'ordre pour l'avenir, la soumission, la discipline militaire, et le respect que les autres classes de personnes doivent avoir pour moi, à cause du poste auquel je suis arrivé avec honneur, et en servant constamment et avec utilité ma patrie et mon roi.

« J'ai fait fusiller hier les généraux Guergué, Garcia, Sanz, le brigadier Carmona, l'intendant Uriz, et je suis résolu, par la preuve que j'ai d'un attentat séditieux, à en faire fusiller d'autres, que je ferai arrêter sans considération de personnes ni de distinctions, étant pénétré, comme je le suis, que par cette mesure j'assure le triomphe de la cause que j'ai promis de défendre, ET QUI N'EST PAS LA CAUSE DE V. M. SEULEMENT, mais celle de plusieurs milliers d'individus qui seraient victimes si la cause se perdait (1). Pour appui de mes résolutions, j'ai la volonté générale de l'armée ainsi que des peuples, fatigués de souffrir la marche tortueuse et vénale de tous ceux qui ont dirigé le timon de ce bâtiment aventuré, qui voyait cependant déja de loin le port de salut.

(1) Si le général en chef a eu un tort, le seul que nous lui reconnaissons, c'est de n'avoir pas, dès le principe, fait empaler D. Arias Tejeiro et sa bande, juger et fusiller sur l'heure, devant une caisse de tambour, tout militaire convaincu de sédition, et pendre sur la montagne des Trois-Couronnes, tous les moines, capucins ou jésuites, pris en flagrant délit d'intrigues ou de vociférations tendant à soulever les populations comme à exciter la révolte dans les rangs de l'armée. Si cette mesure énergique eût été prise au mois de mars, il y aurait eu, il est vrai, environ cinq cents victimes de plus ; mais le terme de cette guerre déplorable en dépendait, et l'Espagne, délivrée six mois plutôt, s'affranchissait à jamais du joug monacal.

« Qu'une fois au moins, mon Roi et Seigneur, la voix d'un sujet fidèle arrive jusqu'à votre cœur, pour vous faire céder à la raison et vous la faire écouter, quand ce ne serait que parce que cela convient ainsi, certain, comme vous devez l'être, que le résultat vous prouvera que vous avez été trompé par les vues particulières de tous ceux qui, jusqu'à ce jou

« La mesure la
faillible pour tout
qui n'ignore pas le
fomentés par des
que V. M. leur ord
France, et la paix
vos vassaux ; dans
sions arrivent à un
se multiplient et le
heurs, parce qu'o
nécessité d'attente

« J'étais résolu
enfans, parce que
V. M. pour cherc
mais maintenant je
existence au bien-
mée qui appartien
je prie V. M. de no
de, en accordant
faciliterez-vous le
innocent le sol es
férocité de quelqu

« J'ai nommé pl
par leurs actes, se
avez bien près de

d'une bonne opinion : que V. M. les appelle à ses côtés pour la direction et le conseil dans toutes les affaires qui nous agitent dans le moment actuel; bientôt V. M. se convaincra que c'est le seul moyen d'agir qui soit juste et prudent.

« V. M. tient renfermés dans de rigoureuses prisons, depuis des années entières, des chefs de mérite que la jalousie ou la plus noire intrigue a seule pu présenter à V. M. comme criminels ou traîtres; et c'est d'après ces données qu'on les a mis en cause, mais d'une manière si obscure, par malice, que l'Europe entière en est dans l'étonnement. V. M. doit connaître qu'il y a une obstination singulière à soutenir l'opinion manifestée dans le royal décret que l'on vous fit signer et publier sitôt après votre retour dans ces provinces : V. M. ne peut avoir oublié tout ce que j'ai dit là-dessus au secrétaire don José Arias Tejeiro, pour arriver à la connaissance des auteurs d'un si grand compromis.

« Je dois sauver ma réputation et justifier ma conduite à la face du monde entier, qui m'observe; par conséquent V. M. me permettra de publier, par le moyen de la presse, cette manifestation respectueuse, ainsi que tous les actes que je pourrais être obligé de faire par suite des circonstances actuelles.

« Dieu garde la personne royale de V. M. de longues années, pour le bien de ses vassaux.

« Quartier-général d'Estella, le 20 février 1839.

« Sire, A. P. R. de V. M. :

« *Son vassal et général,*

« Raphael MAROTO. »

# DEUXIÈME PROCLAMATION

DU

# LIEUTENANT-GÉNÉRAL MAROTO,

A SES TROUPES.

« VOLONTAIRES,

« La conduite héroïque que vous avez tenue ces derniers jours remplira d'admiration le monde entier; mon cœur en sera éternellement reconnaissant parce que, par votre subordination, vous avez offert un exemple peu connu dans l'histoire, en assurant à jamais le triomphe de la juste cause que vous avez résolu de défendre : tant de fermeté et de constance vous garantissent la réalisation de l'œuvre immense à laquelle nous nous sommes dévoués. Que nos ennemis soient vaincus en combattant, ou bien qu'ils déposent les armes et se soumettent au souverain, telle doit être notre devise.

« Surpris par les hommes misérables et ambitieux rassemblés autour de lui, le roi se prêta à la publication d'un décret inopportun, illégal et aussi étrange que calomnieux, comme plus tard cela a été prouvé par la dernière résolution du souverain, qui a été communiquée, et par

notre conduite loyale et respectueuse. Ma conscience était tranquille, rien ne m'effraya, rien n'aurait pu m'arrêter, sûr que j'étais de ce que l'armée et les populations, témoins de ma conduite passée et présente, écouteraient ma voix et suivraient mes pas qui eurent toujours pour but le bonheur de tous; et cela au mépris de ma vie, de mon repos, car je préfère mille fois la mort que de céder en la moindre chose, aujourd'hui que je compte au milieu de vous.

« L'allégresse publique, le généreux enthousiasme que vous avez témoigné en apprenant que le roi avait entendu mes plaintes et les avait accueillies avec bienveillance, en imprimant à mon cœur le sceau d'une éternelle gratitude, me promettent aussi un avenir heureux en retour des efforts que j'ai résolu de mettre en œuvre, soit pour consolider votre sécurité, soit pour arriver au terme d'une guerre fratricide et atroce comme celle qui nous déchire et nous dévore.

« Mon cœur pardonne à tous ceux qui, séduits par la fourberie d'êtres vils et rampans, que toutes les sociétés repoussent, osèrent m'injurier dans les premiers momens des événemens passés; mais si cette circonstance autorise à l'indulgence, je suis fâché que ne connaissant pas la faiblesse de leurs pauvres pensées, ils aient provoqué en quelque sorte le dégoût ou notre colère. D'abord mon cœur a pour barrière l'obéissance qu'on a dû garder à la volonté souveraine, exprimée par le chargé du département de la secrétairerie d'état, don José Arias Tejeiro, et publiée par lui-même. Si cette volonté a dû être acceptée, la modération, le respect et la prudence conseillaient de l'éluder et de ne pas adopter des moyens de tumulte et de soulèvement qui se dirigeaient contre le roi

et contre un général dont tout le monde connaît l'attachement à la juste cause, et la loyauté qui ne s'est jamais démentie.

« Nous
priser le
servait les
par ses a
de longs j
aux fidèle
religion. I
mais les
mérites c
en arriva
des faits

« C'est
lesquelle
l'expédit
ses fâche
niega, le
même de
des traît
l'empris
vos pren
avec sé
avait att
mouvem
monarq
dont je r
souvien
complic
de là qu'
ment de

la perte de plus de vingt-neuf bataillons, l'effusion d'un sang innocent et Espagnol, les vols et les assassinats commis sans distinction, et enfin, Volontaires, la perte de nos sacrifices. L'imposture, l'envie, la méchanceté intronisées, ont arraché sans motifs à nos rangs des chefs et des officiers couverts de blessures sur le champ de l'honneur; et sans leur donner raison de cette conduite, on leur indiquait pour résidence des points dangereux, satisfaisant ainsi d'une main traîtresse la soif de sentimens haineux.

« Vos généraux les plus dignes perdirent la confiance, et ceux qui n'étaient pas emprisonnés étaient tellement confinés dans certaines positions qu'ils n'auraient pu en sortir même après mes demandes réitérées, si la crainte sous laquelle ces misérables abritaient les derniers événemens, ne leur eût donné la confiance qu'ils sauveraient leurs personnes à l'ombre sacrée de cette parole! *le roi le veut, sa cause est en danger :* FONCTIONNAIRES DÉTESTABLES QUI, FORMANT UNE FACTION CONTRE LE ROI ET CONTRE LA LÉGITIME CAUSE QUE NOUS DÉFENDONS, NOUS CONDUISAIENT DANS L'ABIME LE PLUS PROFOND ET ENLEVAIENT A NOS FIDÈLES HABITANS JUSQU'A L'ALIMENT NÉCESSAIRE A LEURS PERSONNES ET A LEURS FAMILLES.

« Je ne vous parlerai pas des antécédens d'hommes aussi exécrables : en 1828, Tejeiro était un misérable secrétaire du conseiller Marco del Pont, et don Diégo Garcia, né à Malaga, secrétaire de ce gouverneur. En 1831, par des actions qui offensent l'honneur et que déteste la saine morale d'un fidèle royaliste, il est devenu employé du ministère de grâce et justice. Ce sont de tels élémens qui soutenaient la cause de notre roi : et sous la faible égide d'autres gens obstinés, guidés par l'impulsion de

leurs passions ignobles, nous marchions tous à la ruine et au déshonneur, poussés par un parti de trahison qui ne tendait qu'à s'enrichir a
nes qui unissent dans to
de la légitimité; et cela
de plus grands sacrific
redoublaient nos travau

« Je serai le plus heu
obtenir un adoucissem
la victoire; mais, seul,
de personnes qui seco
aux machinations des p
avec des idées de per
Pour faire preuve de re
machinalement sa ban
purs, il faut travailler
pousser toute pensée d'
Quant à moi, je vous
dans mon honneur, qu
répugnance à m'écout
m'ordonnera d'abando
quille au sein de mes e
vos malheurs, mais jam
trahison veut me flétrir
mission à mon comma
ma sollicitude. Une foi
votre général et votre

« Quartier-général de I

# LISTE DES CHEFS

QUI ONT CONTRIBUÉ AU TRAITÉ ET QUI L'ONT SIGNÉ AVEC LE CONCOURS DES GÉNÉRAUX :

D. Simon de LA TORRE.
D. Antonio URBISTONDO.
D. Angel Maria de la FUENTE, auditeur-général de l'armée.
Le brigadier D. José Ignacio de ITURBE.
Le colonel D. Manuel Alvarez TOLEDO.
Le chef de brigade D. Hilario Alonzo CUEVILLAS.
Le brigadier D. Francisco FULGOSIO.
Le brigadier D. Juan CABAÑERO.
D. Antonio Diaz MOGROBEJO, commandant de bataillon.
D. Manuel LASALA, *idem.*
D. José FULGOSIO, *id.*
D. Leandro de EGUIA, commandant des compagnies de sergens et de cadets.
D. Francisco Paula SELGA, commandant d'artillerie.
D. Manuel de SAGASTA, chef d'escadron.
D. Pantaleon Lopez AYLLON, *idem.*
D. Fernando CABAÑAS, chef de brigade de cavalerie.

## LISTE DES CHEFS

QUI ONT DONNÉ AU GÉNÉRAL MAROTO LES POUVOIRS DE TRAITER POUR LA DIVISION DE GUIPUZCOA.

D. Bernardo ITURRIAGA, commandant-général.
D. Manuel ORIBE, chef de la 1re brigade.
D. José Antonio de SOROA, chef de la 2e brigade.
D. Isaac RAMERY, commandant du 7e bataillon.
D. Manuel IBERO, *idem* du 5e.

D. Manuel FERNANDEZ, *id.* du 1er.
D. Faustino ECHETO, *id.* du 3e.
D. Aniceto ALUSTIZA, *id.* du 4e.
D. José Joaquin de AGUINAGA, second commandant du 5e bataillon.
D. Domingo d
D. Gregorio d
D. José Ignaci
D. Manuel Ar
taillon.
D. Zacarias de
D. José Manue
du 7e.
D. Ignacio de
D. Lesmes VA

**POUR LA**

D. Juan Anto
néral.
D. Juan Anto
gade.
D. Pedro de C
D. Antonio de
taillon.
D. José Pascua
D. José Anton
D. Félix de A
D. Juan Jose
D. Nicolas de
D. Guillermo
D. Manuel Iba
D. Manuel Jos
D. Martin Luc
D. Bonifacio C
D. Nicolas Go
D. Nicolas AG
D. Castor de
de la province d

# LETTRE

# DU COMMANDANT GÉNÉRAL DU GUIPUZCOA

AU LIEUTENANT-GÉNÉRAL

# D. RAPHAEL MAROTO.

Andoain, le 18 août 1839.

MON VÉNÉRABLE GÉNÉRAL!

J'ai eu ce matin, à dix heures, une entrevue avec Aldave, envoyé par Elio pour savoir dans quelles dispositions se trouvait cette division; nous lui avons franchement manifesté notre façon de penser, *dans ce sens que: non-seulement nous ne ferons point un pas arrière, mais encore que nous sommes fermement résolus à conduire à fin l'entreprise.* Si j'ai le plaisir de vous voir d'ici à une couple de jours, nous nous expliquerons plus amplement. J'ai déja dit à Aldave, que j'ai renvoyé à Echalar, que vous n'entendiez en aucune manière qu'il soit échangé un seul coup de feu contre le 5e bataillon, et qu'il ait à en faire part à Elio, ce qu'il est convenu d'exécuter.

S. M. est sortie hier de Tolosa dans le but d'avoir avec vous une entrevue, ce que je suppose s'être déja vérifié: en tous cas, *nous demeurons tous ici invariables.*

BERNARD ITURRIAGA.

Tout est conforme aux originaux dont je réponds:

RAPHAEL MAROTO.